Tim Weiner

LA MISSION

L'enquête choc sur la CIA

Robert Laffont

TIM WEINER

LA MISSION

L'enquête choc sur la CIA

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par François Boisivon

Robert Laffont

Du même auteur

Des cendres en héritage : l'histoire de la CIA (de Fallois, 2009 ; Perrin, 2011)

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Titre original : *The Mission*
© Tim Weiner, 2025
© Mariner, an imprint of HarperCollins Publishers, New York, NY
Publié avec l'accord de The Robbins Office, Inc.
International Rights Management : Susanna Lea Associates
Traduction française : Éditions Robert Laffont, S.A.S., Paris, 2024
Tous droits réservés.

En couverture :
studio Robert Laffont avec © Shutterstock

EAN : 978-2-221-26756-1
(édition originale : ISBN 978-0-06-327018-3, HarperCollins Publishers, New York, NY)

Éditions Robert Laffont – 92, avenue de France, 75013 Paris

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Suivez toute l’actualité des Éditions Robert Laffont sur
www.laffont.fr

Pour Kate, Emma et Ruby.

Nous devons être capables de la plus grande immoralité, en faisant preuve de la plus grande moralité.
Hugh Cunningham,
directeur de la formation, Central Intelligence Agency

Sommaire

Titre

Du même auteur

Copyright

Dédicace

Exergue

Avant-propos

1 - Un sombre horizon

2 - Rupture de la confiance et mensonges

3 - « Tout cela était tristement absurde »

4 - La baie des Chèvres

5 - Un nouveau monde

6 - « Nous improvisions à mesure »

7 - Des ennuis inédits

8 - Ce qu'on fait quand on ne sait pas

9 - Mystiques soufis et morts-vivants

10 - Une belle opération

11 - Le prix du sang

12 - Une guerre de guérilla

13 - Le nuage noir

14 - « Jusqu'où étions-nous prêts à répliquer ? »

15 - Voir avec l'œil de Dieu

16 - Pas de moyen terme

17 - Les clés du château

18 - Le bon côté de l'histoire

19 - Il y a toujours quelqu'un qui regarde

20 - Létal et légal

21 - Nourrir la bouche qui nous mord

22 - L'idiot utile

23 - Embrasser l'anneau et tirer dans les jambes

24 - L'ennemi du renseignement

25 - Nous sommes partis pour un coup d'État d'extrême droite

26 - The Glory Gate – La Grande Porte

27 - Renseignement humain

28 - Moralité de l'espionnage

L'autocratie en Amérique

Remerciements

Sources et références

Index

Avant-propos

La première fois que j'ai posé le pied dans les locaux de la Central Intelligence Agency, c'était en 1988. J'étais jeune journaliste de la presse écrite et je revenais d'un long séjour en Afghanistan. Je m'étais rendu là-bas pour enquêter sur les millions de dollars d'armement livrés aux guérillas afghanes, dont le djihad contre les envahisseurs soviétiques fut la dernière grande bataille de la guerre froide. Avant de partir, j'avais appelé le porte-parole de la CIA pour lui demander un topo. Et essuyé un refus catégorique. Je m'en fus en Afghanistan. Je n'étais pas de retour à mon bureau, à Washington, depuis plus d'une journée quand mon téléphone sonna. Serais-je disponible, maintenant, pour un topo ? Je ne savais pas que j'allais bientôt découvrir ce qui s'avérerait ma vocation.

Je roulai une dizaine de kilomètres jusqu'aux bois de Langley, en Virginie, et pénétrai dans le hall du quartier général de la CIA. À ma gauche, gravé dans le mur, ce verset de l'Évangile de Jean : « Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous rendra libres. » Une idée me frappa. Était-il possible de connaître la vérité sur la CIA ? Pouvais-je la « couvrir » comme j'avais couvert les faits divers, les flics et les audiences, quand j'étais jeune reporter ? La seule manière de le savoir, de commencer, était de parler avec des vétérans, d'écouter et de tenter d'apprendre comment opère un service secret de renseignement dans une société démocratique.

Quelques mois plus tard, j'appelai Richard Helms, qui avait dirigé l'Agence durant sept ans, sous les mandats des présidents Johnson et Nixon, lequel l'avait renvoyé pour avoir refusé d'étouffer, sous le prétexte fallacieux de la sécurité nationale, l'effraction du Watergate. Membre fondateur de la CIA, chef de son service clandestin durant la crise des missiles de Cuba et les premiers jours de la guerre du Vietnam, Helms, à l'élégance de banquier britannique, conteur éloquent, était un homme qui savait boire une bière au déjeuner. Durant des heures entières, il me donna un cours magistral sur l'histoire de la CIA. À l'origine, en 1947, il s'agissait de connaître l'ennemi. Des espions iraient percer les secrets du Kremlin, de savants analystes les évalueraient et les directeurs les rapporteraient au président des États-Unis. « Au début, nous ne savions rien, me dit Helms, notre connaissance de ce que savaient ceux d'en face, de leurs intentions, de leurs capacités, était nulle, ou à peu près. Trouver un annuaire, se procurer le plan d'un terrain d'aviation, c'était alors une grosse affaire. Pour une grande partie du monde, nous nagions dans le noir. » Les chances de faire la lumière étaient infimes. Au bout d'un an, la mission avait changé. Les Soviétiques s'étaient emparés de la moitié de l'Europe. Le Pentagone et le département d'État avaient ordonné à l'Agence de combattre le feu avec le feu et de repousser les forces communistes. Il ne s'agissait plus tant de connaître le monde en l'espionnant que de le changer par l'action secrète. Helms considérait qu'il s'agissait là d'une erreur tragique. En 1950, la CIA avait constitué une armée paramilitaire, et elle avait tenté pendant quatre années de pénétrer en Russie, en Pologne, en Ukraine, en Chine et en Corée du Nord en parachutant derrière les lignes ennemies les agents étrangers qu'elle avait recrutés. C'étaient des missions suicides ; les plans en étaient éventés par les agents communistes. On n'en avait rien su pendant longtemps, pas plus que des coups d'État et des tentatives d'assassinat contre des dirigeants de pays tiers. Helms avait porté et gardé ces secrets. Ses successeurs n'avaient pas fait de même, au grand regret de l'Agence.

Ce qu'il voulait me faire comprendre, c'est que la CIA n'avait jamais elle-même comploté le renversement du gouvernement iranien ou imaginé de tuer Fidel Castro. Chaque président, depuis Truman, exigeait que la CIA intervienne par les armes ou par l'argent pour s'assurer du destin de pays où il n'était pas envisageable d'envoyer les marines. Les agents faisaient ce qu'on leur ordonnait. Ils exécutaient la politique étrangère des États-Unis. Ils tiraient leur pouvoir du commandant en chef en personne. Et directeurs, espions, analystes de l'Agence dépendaient de sa confiance dans le renseignement qu'ils fournissaient – si on ne les croyait pas, ils n'avaient plus la moindre utilité. Ils avaient appris qu'il était dangereux de lui dire ce qu'il ne voulait pas entendre.

Quand je commençai à couvrir la CIA pour le *New York Times*, en 1993, la guerre froide était terminée, l'Agence, dans une ébullition constante, et le vieux code du silence se brisait. Un nombre étonnant d'officiers chevronnés et d'analystes du centre se livraient à moi, mais aussi des membres de la vieille garde, désormais retirés, qui, après vingt ou trente années, jetaient aux orties le manteau de la clandestinité. La CIA commençait d'ouvrir certaines de ses archives sur les actions secrètes de la guerre froide en Europe, en Asie et en Amérique latine. Une image plus nette de son passé commençait à se composer. L'espionnage et l'action secrète n'étaient pas les aventures chics et romanesques qu'en avait fait le cinéma. « Ce n'est pas pour se divertir, rappelait Helms, c'est sale et c'est dangereux. » La réalité était bien plus intéressante que la fiction.

Je commençais à comprendre non seulement ce que faisait l'Agence, mais à quoi cela ressemblait d'y travailler ou de travailler pour elle. Journalistes et espions, au fond, ne sont pas si différents. Je pouvais atterrir à Khartoum ou à La Havane et dire – j'avais bien des façons de le dire : « Emmenez-moi auprès de votre dirigeant. » Un peu plus tard, je rencontrais le dictateur du Soudan ou Castro lui-même. Les agents de la CIA avaient aussi, d'une certaine manière, leurs entrées, partout dans le

monde, tant dans la classe dirigeante que chez ceux qui voulaient la renverser, s'ils savaient jouer leur main. Recruter des agents à l'étranger, c'était un peu comme identifier ses sources au sein de la CIA, quoique les journalistes ne paient pas pour obtenir l'information, et que non seulement les espions le font, mais généreusement. Comme le scribe, l'espion avait besoin d'installer la confiance. L'un et l'autre étaient en quête de la vérité cachée, et savaient qu'il leur faudrait peut-être des années avant que les secrets qu'ils avaient appris leur livrent les clés de ce qu'ils cherchaient à comprendre. Mais le journaliste voulait connaître le monde et la CIA avait le pouvoir de le changer.

À l'aube du nouveau siècle, j'avais épluché une masse respectable de documents déclassifiés et obtenu plus de 200 entretiens. Je pensais qu'il pouvait être possible d'écrire une histoire des soixante premières années de l'Agence. *Des cendres en héritage* fut publié en 2007, à la suite des révélations sur les prisons secrètes de la CIA et sur les tortures qui s'y déroulaient. Une fois de plus, il avait été ordonné à l'Agence de se constituer en armée secrète, au nom de la lutte contre le terrorisme. Ses compétences dans le renseignement et l'analyse avaient été reléguées au second plan. Les fausses informations sur les arsenaux de Saddam Hussein avaient conduit les États-Unis à envahir et à occuper l'Irak, la plus désastreuse décision de politique étrangère depuis la guerre du Vietnam. D'une certaine façon, le livre reflétait ce sombre moment.

Il y avait tant de choses pourtant, si je regardais en arrière, que je ne savais pas ce qu'avait fait la CIA, aux États-Unis comme à l'étranger, après les attaques du 11-Septembre – et beaucoup à apprendre sur son histoire secrète au cours des vingt années qui avaient suivi. Je me mis donc à écrire *La Mission* au printemps 2022. L'ouvrage que vous avez entre les mains est la première chronique de la CIA au XXI^e^ siècle, contée par les mots mêmes de ceux qui l'ont vécue. À nouveau, comme lorsque j'avais cherché le diapason de l'Agence, la première fois, je rencontrai un nombre surprenant

de personnes qui acceptèrent de parler avec moi. Ces personnes s'étaient battues en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, en Syrie et dans une dizaine d'autres pays. Elles avaient mené des campagnes d'espionnage de la Méditerranée à l'océan Pacifique. Elles avaient été poursuivies par la justice pour leurs opérations létales dans la lutte contre le terrorisme ou le trafic de stupéfiants. Elles avaient tenté de pénétrer au Kremlin et y étaient parvenues. Elles avaient ouvert et maintenu des voies de communication avec des soldats et des agents en Ukraine. Parmi elles se trouvaient l'homme qui avait créé le système de prisons secrètes de la CIA, la femme qui avait permis de démanteler le plus grand trafic de technologie nucléaire militaire au monde, un agent dormant aux activités duquel avaient émargé des présidents, des chefs de poste qui avaient servi sur quatre continents, et le responsable en place du service clandestin de la CIA, un homme qui avait passé trente-trois ans dans la clandestinité et n'avait de sa vie rencontré un journaliste. C'est grâce à ces personnes témoignant à visage découvert, grâce à leur franchise, à leur confiance que ce livre s'est écrit ; aucune source n'y est anonyme, toutes les citations ont un auteur ou une autrice.

La Mission est publiée en un temps de montée des périls. Les États-Unis ont à leur tête un homme qui admire les dictateurs et les despotes, qui aspire à gouverner en autocrate, méprise les libertés civiles et menace d'emprisonner ses opposants. Depuis l'arrêt de la Cour suprême qui conclut que les présidents ne peuvent être poursuivis pour des crimes ou délits accomplis dans le cadre de leur mandat, le chef de l'exécutif peut abuser comme il lui plaît de son pouvoir. Il peut ordonner à la CIA d'espionner des citoyens américains, de renverser ses propres ennemis à l'intérieur, de mener dans l'impunité des assassinats politiques, de déclarer une guerre en secret.

Depuis le début du XXI^{e} siècle, la CIA a déjà connu deux grandes transformations. À l'aube des années 2000, elle ne savait pratiquement rien d'Al-Qaïda et échoua à prévenir un désastre plus terrible que celui de

Pearl Harbor. Puis ses fausses informations terrifièrent la Maison Blanche et allumèrent la mèche de la désastreuse guerre d'Irak. Ces calamités furent la conséquence d'une pénurie de renseignements fiables et pertinents. Au cours de la décennie passée, avec la baisse d'intensité de la guerre contre le terrorisme, la CIA se réorienta doucement sur sa mission première, l'espionnage. Ses agents sont désormais appelés à comprendre, un nouvelle fois, les intentions et les capacités des ennemis de l'Amérique à Pékin, à Téhéran et à Pyongyang. L'escalade d'une nouvelle guerre froide fait craindre un niveau existentiel de la menace. Seul un renseignement de qualité peut éviter une attaque surprise, une erreur de jugement ou une guerre inutile. Mais le renseignement, même le plus pertinent, le plus fiable, n'aura aucune influence sur un dirigeant qui n'y prête pas attention. Parmi les plus grandes difficultés qui attendent la CIA dans les jours et les mois à venir, il y aura l'homme qui occupe la Maison Blanche, un dirigeant autoritaire qui représente le plus grave danger qu'ait couru la sécurité nationale depuis le début de ce siècle.

1

Un sombre horizon

Le matin du 20 avril 2001, George Tenet contemple le paysage à travers la baie vitrée de la suite où se tiennent ses bureaux, au septième étage du siège de la Central Intelligence Agency, à Langley. Tout est calme. Les grands arbres couverts de feuilles vertes montent vers le ciel, aussi haut que porte le regard. Tenet sait qu'au-delà de ces derniers, à l'horizon, quelque chose de terrible se prépare. Il a tenté de convaincre le président des États-Unis que le pays est menacé par un attentat qui sera de l'ordre du cataclysme. Et il craint qu'un fossé ne se soit creusé entre ce que la CIA est capable de faire et ce qu'elle devra faire quand la catastrophe aura frappé.

Tenet a pris ses fonctions à la tête de l'Agence en juillet 1997, il en est, en six années tumultueuses, le cinquième directeur. Cet été-là, l'Agence a eu cinquante ans. Mais on n'a pas fêté cet anniversaire. Nombre de ses cadres de la guerre froide se lamentent du piètre état où est tombé le renseignement américain. « La seule grande puissance encore en place s'intéresse trop peu à ce qui passe dans le monde pour organiser et faire fonctionner un service de renseignements, dit Richard Helms. C'est tout le pays qui s'en est détourné. »

La fin de la guerre froide menaçait d'emporter la plus célèbre centrale de renseignement au monde. Comment pourrait-elle conserver sa vigueur

en l’absence d’un ennemi vigoureux ? La chute de l’Union soviétique avait frappé la CIA « comme la météorite les dinosaures. Rien n’était plus comme avant », écrit Richard Kerr, directeur adjoint entre 1989 et 1992. « C’était facile, autrefois, d’être unique et d’être un mythe », regrette Milt Bearden, le dernier chef du département Union soviétique du service clandestin. « Ce n’était pas une institution, c’était une mission, et cette mission était une croisade. Alors il a suffi de nous enlever l’Union soviétique et tout a disparu. Nous n’avons pas d’histoire, pas de héros. Même nos médailles sont décernées en secret. Et maintenant la mission est terminée. *Over*. »

Bien sûr, la CIA avait une histoire, même si les Américains ne la connaissaient guère. Ses archives classifiées regorgeaient de maints triomphes éphémères et de quelques succès durables dans sa lutte contre l’empire soviétique, victoires individuelles d’espions courageux et de brillants analystes. Mais la mémoire commune, publique, était celle d’une litanie de fiascos institutionnels, où pullulaient les opérations clandestines, comme chaque président en avait ordonné depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et qui avaient échoué.

Le président Harry Truman avait créé la CIA en 1947 afin d’éviter un nouveau Pearl Harbor, et non pas pour mener la guerre froide. « L’idée était qu’il nous fallait une organisation dont les analystes pourraient voir tout ce qui se passait dans le monde, même les choses les plus secrètes, rappelle Helms. L’Agence fut créée pour analyser du renseignement, pas pour l’action clandestine. » Seul un « accident de l’histoire » avait contraint la CIA à changer le monde. Le président Dwight Eisenhower avait ordonné à l’Agence de renverser en secret les gouvernements issus d’élections libres d’Iran et du Guatemala, mais ces coups d’État ne s’étaient pas accompagnés, pour le moins, du silence escompté. Les agents de la CIA avaient fait, en exécutant les ordres présidentiels, un bruit considérable. « Ils ont attiré l’attention, commente sobrement Helms, et, en y regardant de

plus près, on a assimilé CIA et action secrète », une force librement exercée par des présidents impériaux en cas d'urgence.

La confiance du président John F. Kennedy dans la CIA s'est brisée après qu'il a ordonné l'invasion de Cuba et l'écrasement de Fidel Castro, en 1961 : la baie des Cochons est devenue le symbole indélébile d'un naufrage. Durant la crise des missiles de Cuba, en 1962, la CIA a contribué à éviter une guerre nucléaire, mais par la suite ses yeux et ses oreilles ont rarement percé les intentions et les capacités du Kremlin. Les meilleurs analystes de l'Agence informaient régulièrement Gerald Ford, alors chef de la minorité républicaine à la Chambre des représentants et l'un des principaux superviseurs des dépenses militaires, à la fin des années 1960 et au début des années 1970. « Ils avaient des cartes aux murs et des chiffres, se souvient le président Ford, désormais à la retraite, et d'après leurs estimations, les États-Unis devaient être, dans un délai de dix ans, derrière l'Union soviétique, pour les capacités militaires comme pour la croissance et la force de notre économie [mais] ils se trompaient à 180 degrés. C'étaient les meilleurs analystes que nous avions, les experts, soi-disant, de la CIA. »

Au printemps 1975, alors que Saïgon tombait, les remparts de l'Agence cédaient face aux enquêteurs du Sénat. C'est toute l'histoire des tentatives d'assassinat manquées contre des dirigeants étrangers et des compromissions avec des gouvernements d'extrême droite, des généraux et autres escadrons mercenaires qui allait sortir au grand jour. Les investigations « ont marqué une régression de nos relations de liaison dans le monde, note en 1997 le président George H. Bush, alors directeur de l'Agence. Elles ont convaincu beaucoup de gens à l'étranger de s'éloigner et de cesser de coopérer avec la CIA, et elles ont abîmé le moral » de ses espions, dont Bush disait qu'ils étaient « peut-être les plus dévoués des fonctionnaires du pays ». En 1985, le directeur de la CIA nommé par le président Ronald Reagan, William Casey, avait entraîné ses espions dans

une combinaison parfaitement illégale et insensée consistant à vendre des armes à l'Iran, malgré l'embargo, à récupérer les bénéfices et à les glisser aux *contras*, des groupes armés menant une guerre occulte en Amérique centrale. Le stratagème s'était soldé par l'inculpation de cadres supérieurs de l'Agence, plus tard graciés par le président Bush avant qu'il ne quitte la Maison Blanche, en décembre 1992. Parmi eux, Duane « Dewey » Clarridge, le père fondateur du centre antiterroriste de la CIA. Parti à la retraite, il assure que la CIA était alors au bord de la panne généralisée. L'Agence, « en tant que service efficace de renseignement » est « finie », écrit Clarridge en 1997, et elle ne pourra se réinventer « qu'après quelque catastrophe épouvantable qui nous tombera dessus ».

Un parquet en feu

Juste après son arrivée dans la suite du directeur, cet été-là, Tenet a eu de l'avenir une vision de cauchemar. Il s'est vu debout sur le « parquet de la machine d'un navire en feu », commandant d'un vaisseau rouillé luttant au large contre l'incendie dans la salle des machines. Il n'est pas parvenu à l'éteindre. « L'organisation et nous tous allions nous abîmer dans la mer. »

Tenet s'était promis de rebâtir la CIA pour le XXIe siècle et, comme le Politburo soviétique, il avait un plan quinquennal. Mais à mesure que le temps passait, il voyait ses objectifs reculer de cinq ans. Pourtant, en ce début de millénaire, les agents menaient un certain nombre d'opérations remarquables. Ils enlevaient des criminels de guerre dans les Balkans et les transportaient jusqu'à La Haye, devant la Cour pénale internationale, capturaient des terroristes islamistes et les envoyaient en prison au Caire, préparaient le démantèlement d'un réseau de trafiquants aux mains d'un scientifique pakistanais qui revendait aux Nord-Coréens et aux Libyens des technologies nucléaires militaires, tentaient de capturer Ben Laden en

Afghanistan. La CIA disposait encore d'espions capables et compétents, comme d'analystes éprouvés. Elle était encore reliée à certains palais ou parlements étrangers ; quelques présidents et Premiers ministres par le monde – ils n'étaient pas si rares que cela – ne pouvaient éternuer sans que la CIA ne les surprît. Elle avait même bâti des réseaux dans les pays où avaient régné autrefois les Soviétiques, de la Pologne à l'Ouzbékistan. Elle maintenait à grands frais des liens avec des maîtres espions étrangers qui monnayaient – cher – leurs renseignements.

Mais la CIA n'était plus une agence mondiale de renseignement. De nombreux pays autrefois jugés essentiels étaient désormais laissés en déshérence. Plus de trente postes et antennes à l'étranger avaient été fermés dans les années 1990 et celles ou ceux qui étaient maintenus ne comptaient plus, pour beaucoup, que le tiers des effectifs qui les avaient servis dix ans plus tôt. Des renseignements de première importance n'étaient plus collectés et ceux qui l'étaient n'étaient pas analysés, ou mal. À l'aube de l'âge de l'information, les agents et les analystes de la CIA travaillaient avec une technologie dépassée, peinant à distinguer les signaux clairs ou les faits signifiants dans la cacophonie des bruits de fond. Henry Crumpton, alors chef adjoint du centre antiterroriste, décrit ainsi l'état des caves de ses bureaux : « Il y avait des piles de papiers répandues au sol. Il y avait des cartons de renseignements bruts accumulés, et des gens qui épluchaient les liasses, page à page. » Ce n'est probablement pas de cette façon qu'on fait tourner au XXIe siècle un service de renseignement.

Les Américains avaient pu, autrefois, imaginer la CIA comme une force toute-puissante, avec des boules de cristal pour prévoir l'avenir et des remèdes miracles pour changer le monde grâce à l'action secrète, mais Tenet avait averti la Maison Blanche et ses superviseurs au Congrès que l'Agence était à moitié effondrée, manquait d'argent, et que les talents et l'expertise l'abandonnaient. Cette année-là, le budget secret de la CIA était d'environ 3 milliards de dollars – corrigé de l'inflation, c'était moins qu'à

la fin de la guerre de Corée. L'administration Clinton l'avait amputé de 600 millions, dividendes de la paix qui n'avaient jamais été réinvestis. Un quart des personnels de l'Agence, à peu près 5 000 personnes, avec des dizaines d'années d'expérience, avaient claqué sa porte dans les années 1990, laissant les rangs désespérément clairsemés.

Le service clandestin, le cœur et l'âme de la CIA – les espions, les chefs de poste, officiers traitants, cadres dormants dont les missions consistaient à mener les opérations secrètes, à recruter les agents étrangers, à pénétrer les services de renseignement hostiles, à démanteler les réseaux terroristes –, ne comptait plus qu'à peine un millier de personnes. Comme le disait Tenet à qui voulait l'entendre, il y avait plus d'inspecteurs du FBI à New York que d'officiers de la CIA à l'étranger. L'exode des cerveaux parmi les analystes du renseignement était particulièrement démoralisant, et le désespoir qui frappait ceux qui restaient, pourtant talentueux – un dixième – était encore renforcé par la politique étrangère erratique, laissée à la dérive, de l'après-guerre froide. Ils aspiraient à « un sens, une vision, un esprit de mission », pour reprendre les mots de leur directeur, John Gannon.

L'Agence n'était plus qu'à peine irriguée par du sang neuf. Le recrutement s'était à peu près réduit à zéro. À l'arrivée de Tenet, six personnes, pas une de plus, avaient suivi la dernière session de formation de la CIA à la Ferme, le camp d'entraînement de ses nouveaux officiers, aux abords de Williamsburg, en Virginie. Qu'est-ce qui aurait poussé un jeune diplômé talentueux à s'engager pour un poste difficile, souvent dangereux, parfois sordide, comme peut l'être celui d'espion, alors qu'il pouvait faire fortune à Wall Street ou dans les start-up de la Silicon Valley comme Google ? Le monde de l'information semblait bien plus attirant que celui des secrets.

Confronté aux rudes critiques du Congrès, aux articles blessants des journaux sur les opérations manquées complaisamment ignorées de la hiérarchie et aux enquêtes internes qui laissaient entendre que le patron ne

faisait guère plus qu'aligner des transats sur le pont du *Titanic*, Tenet défendait bec et ongles son Agence, en public comme en privé, galvanisant ses troupes quand le moral flanchait. Cet homme charmant, affable à l'extrême, donnait des tapes dans le dos dans une ville où ce sont plutôt les coups de poignard qu'on administre ainsi. À la cafétéria, au milieu de ses abeilles ouvrières, il irradiait la bonne humeur. Il aimait débarquer dans les boxes des bureaux paysagers. Il dribblait un ballon de basket dans les couloirs pastel et égayait les conférences du septième étage avec les chansons de sa jeunesse (chantée à tue-tête, *Respect*, d'Aretha Franklin, était sa préférée). À la différence d'un certain nombre de ses prédécesseurs, Tenet est un *self-made-man*, fils d'une Grecque et d'un Albanais, tous deux réfugiés de guerre qui habitaient le Queens et tenaient une gargote, le 20th Century Diner. À cette époque, il ressemblait à un inspecteur de la police new-yorkaise : corpulent, mâchant compulsivement son cigare froid, portant des costumes froissés, le teint cireux, les yeux cernés.

« J'ai passé un bon nombre de nuits sans dormir, à me demander, face à l'ampleur de la tâche, si j'étais à la hauteur, écrit-il dans ses mémoires. Je n'y avais été préparé par aucune expérience préalable[1]. »

Sous la houlette de Tenet, les choses n'allaient pourtant pas mieux. La CIA avait bâclé et raté une grosse opération secrète pour discréditer Saddam Hussein. Des dizaines d'agents recrutés en Irak avaient été arrêtés, torturés et tués. Ses analystes n'étaient pas parvenus à comprendre que l'Inde s'apprêtait à effectuer un essai nucléaire, et l'événement avait bouleversé l'équilibre mondial des pouvoirs. Un ancien chef de poste à Bucarest, instructeur à la Ferme, était convaincu d'espionnage au profit de Moscou ; il avait livré l'identité de trois promotions d'espions. Il faisait partie des quatre agents doubles de l'époque, infiltrés à la CIA et au FBI, qui avaient longtemps permis au Kremlin de déjouer les opérations de renseignement américaines, de manipuler les rapports de la CIA, d'induire en erreur la Maison Blanche et de mystifier le Pentagone. Et ce n'était un

secret pour personne. Presque tous les ennuis de la CIA se retrouvaient à la une du *New York Times* ou du *Washington Post*, un cauchemar pour ses dirigeants et une plaie suppurante pour son image publique et son crédit politique.

La triste vérité, c'est que l'Agence doit faire face au vertigineux écart entre ses capacités amoindries et ses immenses responsabilités. « Le système est suffisamment dysfonctionnel pour garantir un échec du renseignement », avertit déjà Russ Travers en 1997, dans un article du journal interne de l'Agence. Cet analyste de carrière prendra quelques années plus tard la tête de l'antiterrorisme. En 2001, prédit-il, l'Amérique pourrait être « complètement surprise » par un attentat terroriste. Tenet et ses pairs, dans un rapport hautement confidentiel, ont déjà abouti à la même conclusion : à moins de « changements profonds et radicaux dans la façon dont la nation collecte, analyse et produit du renseignement », les États-Unis s'avancent vers une « faillite systémique et catastrophique du renseignement ». Cet avertissement a été lancé le 11 septembre 1998.

Un mois plus tôt, Al-Qaïda a fait exploser, simultanément, deux véhicules suicides contre deux ambassades américaines en Afrique orientale, à Dar es-Salaam et à Nairobi, tuant 12 citoyens américains, 11 Tanzaniens et 224 Kenyans. La capacité de Ben Laden à frapper deux cibles au même moment, à des milliers de kilomètres de sa base en Afghanistan, révèle un niveau de planification stratégique et de complexité opérationnelle qui est un fait géostratégique nouveau : un réseau terroriste est désormais en mesure de frapper n'importe où sur terre. La CIA prend conscience que Ben Laden est capable de traduire en actes sa déclaration de guerre aux États-Unis. Tandis que l'Agence se lance à la poursuite des suspects des attentats à travers l'Afrique, le Moyen-Orient et les Balkans, un nombre croissant d'espions sur le terrain et d'analystes, au siège, s'interrogent sur leurs moyens d'empêcher le prochain attentat d'Al-Qaïda.

Tenet voit là la nouvelle mission de l'Agence. Une guerre contre le terrorisme pourrait devenir une sorte d'équivalent de la guerre contre le communisme.

Cinquante années durant, la CIA a servi de fer de lance à la politique étrangère américaine. Chaque président s'en est servi comme d'une arme secrète. Cédant à la fervente requête de Tenet, Bill Clinton autorise la CIA, le 24 décembre 1998, à organiser une chasse à l'homme dans les montagnes d'Afghanistan et à tuer Ben Laden, avec l'aide de seigneurs de la guerre recrutés sur place[2].

Le Congrès a voté et Clinton a signé une loi autorisant « tous les moyens nécessaires, y compris l'action secrète et la force militaire, pour perturber, démanteler et détruire les infrastructures internationales utilisées par les terroristes internationaux ». Les juristes de la CIA, très à cheval sur les nuances, ont interprété le mot « infrastructures » comme tout ce qui, de près ou de loin, pouvait aider les terroristes – y compris les terroristes eux-mêmes. Mais la CIA ne disposait ni des fonds, ni du personnel, et moins encore du renseignement qui lui aurait permis de mener la guerre contre Al-Qaïda. Il a fallu neuf mois et un changement de direction à la tête du centre antiterroriste avant que l'Agence n'imagine un plan qui ait quelque chance d'aboutir. Dans l'intervalle, Clinton a perdu confiance dans les capacités de l'Agence et rempoché son permis de tuer. En outre, une erreur fatale a diminué le crédit de Tenet à la Maison Blanche.

Lors de la guerre aérienne menée en Serbie par les forces de l'OTAN, afin d'en chasser le dirigeant génocidaire Slobodan Milošević, le Pentagone a invité la CIA à choisir une cible. Après que la cible a été frappée, le 7 mai 1999, le général Wesley Clarke, commandant en chef des forces américaines dans les Balkans, a appelé, furieux, le siège. « Pourquoi la CIA m'a-t-elle demandé de frapper l'ambassade de Chine à Belgrade ? » On lui a certifié que le bâtiment était un entrepôt militaire serbe. Ses bombes intelligentes ont tué trois personnes de l'ambassade et en ont blessé vingt

autres. L'ambassadeur chinois, on le comprend, dénonce un acte barbare. Tenet était à Londres quand il a reçu un appel du conseiller à la sécurité nationale de Clinton, Sandy Berger : « Vous feriez bien de revenir ici en vitesse. Je fais ce que je peux pour sauver votre poste. » Il a fallu quelques efforts, mais Tenet est resté en place.

Il était certain d'être remercié quand il s'est entretenu avec le président élu George W. Bush, cinq jours avant sa prestation de serment, le 20 janvier 2001. Tenet était acquis à Clinton, et depuis Richard Helms, en 1969, aucun directeur de la CIA n'avait survécu au passage du pouvoir présidentiel d'un parti à l'autre. Il s'attendait à ce que le couperet tombe. Mais le couperet a été stoppé dans sa course. « Pourquoi ne laisserions-nous pas les choses suivre leur cours naturel pendant quelque temps ? nous verrons bien comment elles avancent », suggère Bush. « Je n'étais plus dans l'équipe, je n'en étais pas exclu non plus, commente Tenet, je me retrouvais à l'essai. »

Tant qu'il ne présiderait pas à une autre catastrophe, il resterait directeur du renseignement central. Trois mois plus tard, le 20 avril 2001, allait survenir une calamité telle que la CIA n'en avait jamais connu de toute son histoire.

1. Avant de devenir directeur adjoint de la centrale de renseignement, en juillet 1995, à l'âge de quarante-deux ans, Tenet avait dirigé l'équipe de la commission du Sénat sur le renseignement et occupé la fonction de directeur du renseignement au Conseil de sécurité nationale. Directeur par intérim à partir de décembre 1996, il fut nommé officiellement en juillet 1997.

2. Clinton et Tenet ont tous deux fait preuve par la suite de remarquables capacités d'amnésie quant à la question délicate de l'assassinat. « Cet ordre de tuer Ben Laden, signé par le président Clinton en 1998, la veille de Noël, existe bel et bien, fait remarquer Philip Zelikow qui dirige, quelques années plus tard, les travaux de la Commission d'enquête sur le 11-Septembre, [mais] Tenet affirme qu'il n'[en] a pas souvenir. » En février 1999, la CIA, qui veut faire appel à un nouveau groupe de seigneurs de la guerre afghans pour exécuter la mission, a besoin d'une nouvelle autorisation. « Ils sont donc retournés voir le président pour lui demander : "Pourriez-vous, s'il vous plaît, signer ça, une fois encore ?" poursuit Zelikow. C'était le même texte qu'il avait signé en 1998. Il a biffé les mots qui autorisaient formellement de tuer et réécrit de sa main : il s'agissait désormais, en substance, de capturer […]. J'ai montré [le document] à Clinton, en lui demandant : "Pourquoi avez-vous fait ça ?" Il m'a répondu : "Je ne m'en

souviens pas. Je ne sais pas.” » [Zelikow, témoignage (histoire orale), Miller Center, université de Virginia].

2

Rupture de la confiance et mensonges

Tenet n’avait pas connu jusqu’alors de pire journée à la CIA. Ce matin-là, le chef de poste de Lima, un grand et jeune agent avec une moustache blonde nommé Stephan Milliken, est entré dans le bureau de Roberta Jacobson, la cheffe de mission adjointe à l’ambassade américaine au Pérou, ne réprimant pas sa joie : « On en a eu un ! Et pas n’importe qui ! » L’Agence enregistrait un nouvel assassinat à mettre au compte de la guerre contre la drogue lancée par l’Amérique. Un petit avion avait été abattu dans le ciel clair au-dessus de la jungle amazonienne.

« Il est revenu une heure plus tard, tenant une feuille de papier », se souvient Jacobson. Quand Hugh Turner, le numéro deux du service clandestin a vu arriver le câble urgent de Lima, il s’est précipité dans le couloir du septième étage pour prévenir John McLaughlin, le directeur adjoint du renseignement central. « Il y a eu une catastrophe là-bas, au Pérou », a-t-il commencé. L’assistant de McLaughlin, Luis Rueda, vétéran des guerres menées par la CIA en Amérique latine, a levé les yeux vers Turner, ou plutôt a planté ses yeux dans les siens : « Qu’est-ce que vous avez fait ? Vous avez descendu un avion plein de religieuses ? »

Une opération aéroportée avait en effet abattu une famille de missionnaires américains. Les agents de la CIA n’avaient eu aucun

renseignement sur une éventuelle cargaison de drogue de l'appareil. Ils n'avaient même pas tenté d'identifier l'avion quand ils avaient ordonné l'attaque. Veronica Browers et son bébé, Charity, avaient été criblées de balles de mitrailleuse de calibre trente et tuées sur le coup. Le pilote, Kevin Donaldson, touché à la jambe, avait crié : « Ils nous tuent ! » Avant de tenter un atterrissage d'urgence. Il avait finalement survécu à ses blessures, ainsi que le mari et le fils de Veronica.

Cette nuit-là, Tenet et ses principaux assistants ont passé des heures fiévreuses à tenter de comprendre ce qui s'était produit. Pendant le week-end, ils ont répété au vice-président, Dick Cheney, à la conseillère à la sécurité nationale, Condoleezza Rice, au département d'État, au Congrès, à la presse et au peuple américain que les morts résultaient d'une erreur tragique et sans précédent dans une mission pourtant parfaitement gérée et menée avec la plus grande rigueur par la division Amérique latine de la CIA.

« Une étonnante erreur de jugement »

Entre 1995 et 2001, dans la cadre du programme « Rupture du pont aérien » (Airbridge Denial), la CIA et ses alliés péruviens ont abattu quinze avions et tué un certain nombre de leurs passagers. Ces tirs contre des appareils civils violaient explicitement les règles d'intervention édictées par le président des États-Unis et soigneusement élaborées pour protéger de la loi américaine les agents de la CIA susceptibles de commettre un assassinat. L'Agence a toujours affirmé au Congrès et au Conseil de sécurité nationale que ce programme classé hautement confidentiel respectait les procédures les plus strictes afin d'éviter que des innocents soient tués. Mais abattre un avion, c'était enfreindre les règles, et les officiers de la CIA avaient étouffé le scandale, depuis la jungle amazonienne jusqu'au septième étage.

L’histoire, telle qu’elle fut servie, masquait celle du programme Airbridge Denial, seule mission létale de cette ampleur menée sous la direction de Tenet, qui préservait l’Agence de toute responsabilité et protégeait des enquêtes et des poursuites les officiers responsables du programme de prohibition. L’un d’eux, en particulier, était passé entre les mailles du filet : Jose Rodriguez, responsable du programme, à son apogée au moment où il était chef de la division Amérique latine. Tenet le nommerait chef de l’antiterrorisme de la CIA, chargé de la traque, de l’emprisonnement et des interrogatoires, et tuant des ennemis de l’Amérique. Après avoir sévi trente mois à ce poste, il est devenu chef du service clandestin, le plus puissant espion de la planète quand s’est déchaînée la guerre contre la terreur.

C’était « un chef du genre “Au diable les torpilles et en avant toute !” qui assumait de prendre des risques au cours d’actions secrètes, quoi qu’on pense de ses jugements et même s’ils étaient durement critiqués, écrit Philip Mudd qui fut pendant vingt mois son numéro deux au centre antiterroriste. Il avait une réputation bien fondée de décideur qui n’avait pas froid aux yeux ; ni les choix compromettants, ni les enjeux ne l’effrayaient. “Merde, lui arrivait-il de lancer au moment d’une décision difficile, qu’est-ce qu’on peut faire d’autre ?” »

Bien fait de sa personne, Rodriguez arborait le style d’un méchant de cinéma, pilosité virile, épaisse chevelure et moustaches fournies. Né à Mayaguez, sur la côte occidentale de Porto Rico, il avait reçu une partie de son éducation en Bolivie où, jeune garçon, il prenait des leçons d’équitation auprès d’un ancien capitaine de l’armée nommé Luis García Meza, qui deviendrait un sanguinaire dictateur d’extrême droite. Quand il était jeune officier de la CIA, dans les années 1980, Rodriguez avait participé aux missions de soutien à la sale guerre que menait le Salvador contre les militants de gauche ; à cette époque, il ne quittait pas son Browning 9 mm et trimbalait dans son pick-up un fusil à canon scié. Il avait été chef de

poste au Panama, puis numéro deux du centre de la CIA contre le crime et les stupéfiants, avant d'être promu chef de la division Amérique latine, en 1995, supervisant les opérations depuis la frontière du Texas jusqu'à la terre de Feu. Il avait dû quitter ses fonctions deux ans plus tard, après le rapport d'un inspecteur général signalant sa « remarquable absence de jugement » – sa conduite lors du programme Airbridge Denial n'était pas en cause, mais il était intervenu personnellement en faveur d'un de ses vieux amis poursuivi pour trafic de stupéfiants en République dominicaine. L'admonestation n'avait pas terni son image de dur qui protégeait ses hommes, irritait les huiles et permettait à la fin de justifier les moyens.

La CIA s'était engagée à contrecœur dans la guerre contre la drogue, la considérant comme perdue d'avance. Mais après la guerre froide, elle avait besoin de nouvelles missions. Dans les années 1990, le Pérou était à la source d'environ 60 % de la cocaïne mondiale, le crack ravageait depuis dix ans les villes américaines. Le président Clinton avait déclaré que l'engagement de la CIA dans cette lutte était une question de sécurité nationale, et le Congrès, à coups de dizaines de millions de dollars, avait créé le nouveau centre contre le crime et les stupéfiants de la CIA, qu'il avait inondé de personnels, d'argent, et auquel il avait confié un grand pouvoir. Les ordres de Clinton étaient clairs : « Casser la gueule aux cartels », comme le dit Jack Devine, membre de la CIA depuis 1967 et chef de la division Amérique latine de 1992 à 1994. Ainsi était né le programme Airbridge Denial.

C'était à la division Amérique latine qu'il reviendrait de diriger les opérations, le centre contre le crime et les stupéfiants lui procurant l'argent et le renseignement[1]. Les paramilitaires et les contractuels de la CIA fourniraient les pilotes et les équipages d'un petit avion Citation, avec une caméra vidéo et un chargé de communication péruvien. Ils voleraient de conserve avec un Cessna A-37 de l'armée de l'air péruvienne, un petit chasseur conçu pour la guerre contre-insurrectionnelle au Vietnam. Les

officiers de la CIA donneraient aux Péruviens l'ordre de tirer. Après chaque mission, les responsables de l'Agence visionneraient les cassettes vidéo pour s'assurer que les règles avaient été suivies.

Mais en 1994, un problème apparemment insurmontable est soulevé. Selon le conseil juridique du bureau du département de la Justice, les cadres de la CIA qui auraient soutenu ou encouragé des actes ayant concouru à abattre un avion civil et s'étant soldés par des morts pourraient être traduits pour meurtre devant la justice américaine. « La question se résumait alors à ceci : existe-t-il un moyen légal de passer outre ? » confie Rand Beers qui, après avoir dirigé les directions antiterroriste et antistupéfiants du Conseil de sécurité nationale, a succédé, en 1995, à Tenet comme directeur du renseignement de ce même Conseil.

Le moyen existait. John Rizzo, charmant juriste plein d'astuce, qui avait été le conseil maison du service clandestin jusqu'en 1979, contribua à rédiger un ordre présidentiel que le président Clinton n'aurait plus qu'à signer. Le document établissait des règles strictes pour éviter à la CIA les poursuites judiciaires. D'abord, identifier l'avion suspecté de participer au narcotrafic et contacter le pilote par radio. Deuxièmement, utiliser le code international des signaux : l'intercepteur péruvien doit faire osciller ses ailes, faire clignoter ses feux de position et descendre son train d'atterrissage. Troisièmement, tirer des coups de semonce. Enfin, si ces trois essais ont échoué, obtenir l'approbation du commandement péruvien au sol – et alors seulement, tirer. Ces règles d'intervention, à condition qu'elles fussent suivies à la lettre, offraient aux cadres de la CIA une garantie contre les poursuites. La directive ordonnait en outre aux chefs d'en « contrôler régulièrement l'application au moyen des procédures agréées et de rapporter sans délai les irrégularités par la voie hiérarchique ».

Quelques rares responsables savaient l'importance de ces règles ; ils connaissaient aussi la propension de la division latino-américaine à les violer, et prédisaient le drame. « Nous avions l'habitude de dire que ce qui

pouvait nous arriver de pire serait de descendre un avion rempli de nonnes, se souvient Beers. C'était notre expression. Exactement. »

La division Amérique latine a longtemps hébergé une bande de cow-boys, de têtes brûlées, prêts à prendre tous les risques[2]. Ses dirigeants ont mené les guerres secrètes du président Reagan en Amérique centrale, et continué, dans les années 1980, d'armer les *contras* anticommunistes dont le Congrès refusait de financer les campagnes, leur faisant parvenir des millions de dollars d'argent sale provenant de ventes illégales d'armes à l'Iran. À la suite de l'enquête judiciaire sur l'affaire Iran-contra, les inculpations pleuvent sur la division, dont la figure de proue est Dewey Clarridge, son chef de 1981 à 1984 et le premier directeur du centre antiterroriste de la CIA. C'est un dur à cuire et fier de l'être. Dans les années 1990, certains des cadres supérieurs de la division ont travaillé avec lui, dont Jose Rodriguez, qui a grimpé les échelons durant l'époque Clarridge.

« La règle était de ne pas suivre les règles, explique Devine, qui devient directeur du service clandestin en mai 1995. Et c'était l'héritage de Dewey, son fantôme. Il avait créé un culte. »

Ce culte fait l'objet, en 1995, d'un rapport dévastateur du siège dénonçant le « manque de franchise » – par action comme par omission – dont a fait preuve la division sur toute la chaîne de responsabilités : entre le chef de poste et l'ambassadeur, entre le poste et la direction des opérations de la division Amérique latine, entre celle-ci et son directeur adjoint, entre la CIA et le Congrès. Afin d'extirper le mal, le siège prend la décision – rarissime – de renvoyer, rétrograder ou sanctionner un certain nombre des cadres supérieurs de la division Amérique latine. Tenet lui choisit alors un nouveau chef : Jose Rodriguez, qui dira plus tard que les sanctions de ses supérieurs lui ont appris « de précieuses leçons, qu[']il a] mises en pratique dans les années qui ont suivi le 11-Septembre, afin de tenter de protéger les personnes qui travaillaient pour [lui] ».

Le programme Airbridge Denial se distingue surtout, en fait de rupture, par celle des règles. Les cadres de la CIA au Pérou ont systématiquement bravé les décrets présidentiels. Ils ont souvent procédé à des interceptions aléatoires d'avions suspects qui leur semblaient correspondre à des cibles légitimes. Ils sont même allés jusqu'à ordonner le mitraillage d'un appareil abattu et de ses passagers, ce qui constitue un crime de guerre en droit international. Sur quinze avions abattus, on en compte dix pour lesquels deux minutes ne se sont pas écoulées entre le moment où un cadre de la CIA les a jugés suspects et celui où ils ont été frappés. Le déroulement d'une des attaques, menée quand Rodriguez dirigeait la mission, est bien documenté : les officiers de la CIA n'ont sur l'engin aucun renseignement. Ils n'ont jamais identifié son immatriculation, inscrite sur sa queue, n'ont jamais établi de contact radio, et pas plus de contact visuel, avec lui. Ils n'ont jamais tiré de coup de semonce. Ils n'ont jamais reçu du commandement péruvien au sol l'autorisation de tirer pour tuer. La cassette vidéo de l'attaque est limpide sur ces points – mais elle a disparu.

« La mission était devenue plus importante que les règles »

On a tenté d'étouffer l'affaire quelques heures seulement après que l'avion des missionnaires avait été abattu. Au matin du samedi 21 avril, de hauts responsables de la division Amérique latine, ainsi que la division des activités spéciales et le centre de lutte contre le crime et les stupéfiants, esquissent les grandes lignes d'un rapport qu'ils vont soumettre à Dick Cheney. Le chef des relations publiques de la CIA, Bill Harlow, quant à lui, utilise cette matière pour « informer » les journalistes. Tenet reprend le rapport dans son témoignage devant les commissions du renseignement du Congrès le 23 avril.

« Tenet a présenté au Congrès un témoignage fallacieux, conclut plus tard l'inspecteur général de la CIA, John Helgerson, dans un rapport dévastateur de 289 pages consacré au programme. Il n'a fourni aucun compte rendu complet, précis et approprié. » Ce rapport conduira ensuite le département de la Justice et le FBI à ouvrir une enquête criminelle sur le programme et sur ses responsables dont, bien sûr, Rodriguez[3].

Dans la communauté du renseignement américain, la parole d'Helgerson a du poids. Il n'est pas tout à fait un inspecteur général comme les autres. Directeur de l'analyse à la CIA et président du Conseil du renseignement national, il supervisait les rapports de fonctionnement les plus sensibles. Il a été nommé par le président Bush et confirmé par le Sénat. Seul le président avait le pouvoir de le renvoyer. Mais le septième étage pouvait le museler. Trois directeurs successifs de la CIA ont caché l'essentiel du rapport à l'opinion publique, jusqu'en 2010.

Jack Devine le lit douze ans plus tard. « Pour résumer, dit-il, on parle d'un délit grave » – en l'occurrence mentir au Congrès. À l'étranger, les agents de la CIA doivent mentir sur qui ils sont et sur ce qu'ils font. Partout, l'espionnage est illégal, il est dissimulation par essence et le mensonge est sa protection. Mentir à vos compatriotes américains est une tout autre histoire. Si vous êtes pris, votre carrière est finie. C'est ainsi. Mais si vous êtes absolument déterminé à courir le risque – que ce soit pour protéger l'Agence, les secrets que vous avez juré de garder ou vous-même –, le mieux est de mentir par omission.

Les officiers du programme Airbridge Denial s'étaient consacrés à leur mission : abattre les avions transportant les stupéfiants et leurs passagers. La CIA l'exigeait. « La mission l'emportait, écrit Tenet dans ses mémoires. Le pays, la mission, la CIA, la famille et enfin, soi-même. »

Devine voit les choses différemment : « La mission était devenue plus importante que les règles, conclut-il. Et c'est dangereux. »

« Je me suis senti trahi »

Le 24 avril, Tenet forme une *task force* Pérou chargée d'une enquête interne. Il demande à Alvin Bernard « Buzzy » Krongard, le directeur exécutif qu'il vient de nommer, et à son adjoint, John Brennan, futur directeur de l'Agence, de « superviser et de soutenir la *task force* Pérou, et de tenir compte dans les missions des intérêts collectifs de l'Agence ». Or, en l'espèce, les intérêts de la CIA et la vérité sont loin d'être une seule et même chose.

La *task force* conclut que les règles présidentielles d'intervention ont été enfreintes dès le début. Nombre d'officiers de la CIA au Pérou n'ont aucune compréhension de ces règles. Les chefs de poste à Lima ou les chefs de base à Pucallpa, la grande ville de la forêt amazonienne, ont échoué à les communiquer ou à les faire respecter. Un cadre, qui dirigeait la base aérienne de Pucallpa, confirme à l'inspecteur général que la mise en œuvre du programme a suscité bien des doutes, mais qu'« il y a toujours des compromis entre le respect dû au drapeau et les convictions personnelles et [qu']il avait salué le drapeau et continué ». Les cadres de la CIA au Pérou jurent avoir respecté les règles. Leurs rapports ont suivi la voie hiérarchique, jusqu'au siège, avec les mêmes mensonges que ceux qui ont été débités au Congrès ou à la Maison Blanche. Personne à la CIA n'a jamais joué franc jeu devant Cheney ou devant les commissions du renseignement du Congrès, dont les membres et les équipes se sont entendu maintes fois dire que le programme avait toujours respecté les règles.

Tout cela plaçait Tenet face à un dilemme fatal. Il avait l'obligation légale de corriger le compte rendu et de revenir sur son témoignage, mais agir ainsi eût été révéler le manque de franchise de l'Agence. Les faits, s'ils étaient ébruités, pourraient amener certains cadres devant la justice sous le chef de faux témoignage devant les branches exécutive et législative du gouvernement. John Rizzo, son conseil, protégeait ces officiers en

cherchant par tous moyens à faire enterrer le rapport de la *task force*. Il l'avait estampillé « brouillon » et le brouillon d'un rapport n'était pas censé être communiqué, ni à la justice, ni au public. « La simple perspective de "communiquer" quoi que ce soit donnait la chair de poule à tous les cadres du renseignement », remarque Fred F. Manget, ancien directeur juridique adjoint de l'Agence. Rizzo mit en garde qui de droit : « Nous devons faire attention à ce que nous confions au papier. » Il exigea que les rapports internes concernant le programme soient désormais oraux.

Ainsi, les conclusions de la *task force* ne parviendraient pas à des yeux étrangers ; on ne saurait même rien de leur existence. La commission du renseignement du Sénat rédigea un rapport anodin fidèle à l'histoire caviardée. Le département de la Justice et le FBI ouvrirent d'infructueuses instructions criminelles. À la Maison Blanche, Condi Rice, la conseillère à la sécurité nationale, demanda à Rand Beers, désormais secrétaire d'État à la lutte contre le trafic international de stupéfiants et la criminalité, de mener une enquête extérieure indépendante sur ce qui s'était passé au Pérou – vouée à l'échec puisque le rapport ne lui fut, pas plus qu'aux autres, communiqué.

Beers supervisait les programmes de lutte contre le trafic international de stupéfiants depuis les années 1980. Depuis l'époque où ils travaillaient ensemble au Conseil de sécurité nationale (NSC), Beers comptait Tenet au nombre de ses amis, et depuis qu'il avait dirigé la politique de renseignement au NSC, il connaissait intimement le fonctionnement de la CIA. Il connaissait aussi certains des acteurs clés, notamment Rodriguez qu'il avait rencontré quand celui-ci était chef de poste au Panama, et dont les manières de tête brûlée l'avaient choqué. Il posa les bonnes questions, mais n'obtint pas les bonnes réponses. Dans les faits, la collaboration de Rizzo et de Regis Matlock, le cadre du service clandestin censé assurer sa liaison, lui était indispensable. Matlock avait participé à la supervision des opérations destinées à renverser Saddam Hussein en 1996. Depuis cet échec

fracassant, il était reclus dans son bureau du siège. Le juriste et l'espion livrèrent une version présentable de l'histoire. Ils n'informèrent jamais Beers de l'existence de la *task force* Pérou. Ils ne lui avouèrent pas plus que les règles présidentielles et l'obligation de rendre compte avaient été délibérément ignorées. Jamais, lui assurèrent-ils, la moindre infraction n'avait été commise quand les avions avaient été abattus, en dehors évidemment, de la regrettable erreur qui avait conduit à tirer sur celui des missionnaires, et ils rejetèrent la faute de la tragédie sur les militaires péruviens.

Beers n'apprit qu'une chose : la CIA avait simplifié les règles pour des raisons de sécurité. Jamais on ne lui dit que dès le début elles avaient été violées. L'information suffit cependant à déchaîner l'ire de Rice quand Beers la lui transmit. Elle envoya sur-le-champ un courriel indigné à Tenet, lui enjoignant de lui dire qui précisément « avait donné à la CIA le droit de "modifier les procédures" si clairement édictées par le président » et qui, par ailleurs, supervisait le programme, au siège et sur le terrain. Rice réitéra ses questions mais n'obtint jamais de réponse, ni de Tenet ni de quiconque. Une telle défiance était inédite dans l'histoire récente de la CIA. Généralement, l'Agence affichait une sensibilité à fleur de peau lorsque la Maison Blanche diligentait une enquête. En ignorant les demandes pressantes de la conseillère à la sécurité nationale, Tenet prenait un gros risque. De même en trompant son ami et collègue Rand Beers. Vingt et un ans plus tard, lorsqu'il a enfin pu lire le rapport de l'inspecteur général, qui énumère tous les subterfuges par lesquels la CIA s'était protégée, celui-ci n'a pas caché son amertume : « Je me suis senti trahi. »

Tenet n'est jamais revenu sur son témoignage et n'a demandé de comptes à personne. Il avait ses raisons. Ni lui ni l'Agence n'auraient supporté une nouvelle atteinte à leur crédibilité. Et il était toujours sur un siège éjectable aux yeux du président. Il n'avait nul besoin que la Maison Blanche, le Congrès ou le FBI regardassent par-dessus son épaule. C'est

devant qu’il voulait, lui, regarder, et sans traîner. Il avait sur les bras une crise autrement grave que la mort de deux citoyens américains.

1. Le programme Airbridge Denial fut mené en partenariat avec le « tsar » du renseignement péruvien, Vladimiro Montesinos, qui avait des prérogatives sur l’armée. Il fut arrêté en juin 2001 et convaincu de meurtre, de trafic de drogues, de corruption et de détournement de fonds, entre autres. Dans les années 1990, le poste de la CIA à Lima le rémunérait un million de dollars par an, il était l’une des liaisons secrètes, parmi tant d’autres, avec des dirigeants ou des chefs des services de renseignement de pays tiers. Il fallait continuer à le payer pour pouvoir mener le programme Airbridge Denial les mains libres. La cheffe du centre contre le crime et les stupéfiants de la CIA a confié à l’auteur qu’elle ignorait tout des paiements effectués à Montesinos et qu’elle n’avait qu’une idée assez vague de sa personnalité. Cela laisse très fortement entendre que la CIA ne connaît pas sa propre histoire. Montesinos, recruté comme agent dans les années 1970, fut incarcéré une année au Pérou pour espionnage et continua d’émarger par la suite à la CIA.

2. Rodriguez refuse d’endosser cette réputation. Comme il l’a dit à l’auteur de ces lignes, lui-même et ses camarades ne se fichaient pas des règles et étaient encore moins des irréguliers, mais des agents de renseignement professionnels qui avaient « parfaitement conscience de travailler sur des matières ni toutes blanches, ni toutes noires, relevant plutôt des nuances de gris ».

3. Rodriguez considère que les négociations avec l’inspecteur général marquent l’un des pires moments de sa longue carrière. Ainsi confie-t-il à l’auteur de ces lignes : « J’ai rarement lu un rapport de l’inspection générale dont je puisse penser qu’il était honnête et complètement impartial, et j’inclus dans ceux qui ne l’étaient pas les enquêtes diligentées contre moi quand j’étais chef de la division Amérique latine. Les agents impliqués ont passé des années sur la sellette, en attendant que l’affaire soit bouclée. Pour la plupart, ça a marqué la fin de leur carrière, et ils ont dû compter sur leurs économies pour payer les avocats, dans l’incertitude et l’angoisse de ce qui pouvait finalement leur arriver. » Le FBI a abandonné son enquête sans retenir de charges en 2005.

3

« Tout cela était tristement absurde »

« La menace du terrorisme est réelle, imminente et mouvante » : c’est ce qu’affirme Tenet à la commission sénatoriale des forces armées, le 7 mars 2001. La même semaine, il rédige le brouillon d’un « mémorandum de notification » – une directive présidentielle d’actions secrètes – pour le Conseil de sécurité nationale. Rizzo l’a conçu pour être « aussi direct et dénué d’ambiguïté qu’il [lui] était possible : on […] donnerait [à la CIA] autorité de capturer ou bien de tuer Ben Laden. Point. En d’autres termes : mort ou vivant ».

Rice demande à Tenet d’en débarrasser son bureau : elle n’a pas l’intention de s’y consacrer, encore moins d’en entretenir le président. Elle ne voit pas d’urgence. Pas plus que le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, que Bush a envisagé pour remplacer Tenet, avant que lui-même et ses conseillers ne reconsidèrent leur choix. Devant l’état-major, quelques jours plus tard, Rumsfeld exprime l’opinion dominante dans l’administration Bush : « Pour la première fois depuis des décennies, le pays n’est pas confronté à un défi stratégique […]. Nous n’avons plus de raison de nous réveiller chaque matin en pensant que quelque chose de terrible menace d’arriver. »

Tenet n’est pas parvenu à convaincre Bush, Cheney, Rumsfeld et Rice que quelque chose de terrible allait vraiment arriver. Ils ont refusé de l’aider à lancer une action contre Al-Qaïda. Et l’homme qu’il avait lui-même nommé à la tête des opérations clandestines n’a pas pris la tête des opérations.

Jim Pavitt est alors une sorte d’« espiocrate », un bel homme aux yeux bleu clair, dans un costume à 1 000 dollars avec pochette en soie, doté d’une noble tête couverte d’abondants cheveux blancs, d’une grande maîtrise de la politique des bureaux et de leurs antichambres, affinée par trois années passées à la Maison Blanche comme directeur du renseignement au Conseil de sécurité nationale sous la présidence de Bush père, juste avant que Tenet n’occupe à son tour le poste. Pavitt s’est occupé de réorganiser le service clandestin, désormais plus agile, même si ses membres ne sont pas beaucoup plus nombreux que trois ans auparavant. Et il a fondé la division de la contre-prolifération de l’Agence, chargée de perturber les programmes d’armement nucléaire des États voyous. Il a peu d’expérience du danger, bien qu’il ait été arrêté, autrefois, en Allemagne de l’Est et expulsé. Après avoir passé un quart de siècle dans les rangs de la CIA, il n’a résidé en tant que chef de poste que dans un petit pays riche, stratégiquement insignifiant, en Europe. Dans son dos, les agents l’appellent parfois « chef Luxembourg » plutôt que par son nom. Son bureau du septième étage est décoré d’affiches européennes d’opéra et meublé Art déco. Après la conférence de cinq heures que donne le directeur, il lui arrive de regarder impatiemment sa montre et de rentrer chez lui se préparer un dry martini avant de mettre un steak à griller sur les braises. Pendant ce temps, ses collaborateurs travaillent jusqu’à des heures avancées de la nuit.

Certains officiers d’opération de la CIA lui reprochent sa réticence à autoriser les actions secrètes un peu osées. Il a ainsi annulé deux missions visant à capturer Ben Laden, au grand dépit des chefs de l’antiterrorisme à

l’Agence, et il veut réduire le budget de l’entraînement paramilitaire, n’en voyant plus le besoin, à la grande indignation des cadres d’opération les plus engagés, qui souhaitent vivement porter la lutte contre Al-Qaïda en Afghanistan. À la tête de ces derniers, Cofer Black, le chef de la division antiterroriste, a été chargé par Tenet de mettre au point un plan d’attaque contre Ben Laden.

Black est grand, obstiné, et les officiers de renseignement le surnomment Hulk. Il est né et a grandi dans une petite ville du Connecticut, blanche comme neige, Ridgefield, et s’est fait les dents au cours des années Reagan en apportant son aide aux guérillas anticommunistes angolaises, soutenues par l’Afrique du Sud de l’apartheid. Il a été chef de poste au Soudan de 1993 à 1995, date à laquelle l’Amérique a placé Khartoum sur la liste des États terroristes. Ces années-là, Ben Laden vivait aussi au Soudan, que la CIA avait mis sous surveillance ; aux dires de Black, le terroriste saoudien aurait tenté de le tuer[1].

Trois années s’étaient écoulées, depuis que Ben Laden avait proclamé que l’assassinat de citoyens américains, partout sur la terre, était un devoir religieux. Au septième étage, on savait que le temps était compté.

« Ce pays doit se mettre sur le pied de guerre, et tout de suite »

La nouvelle stratégie de Black contre Al-Qaïda ne portait pas de nom de code. On l’appelait le Plan, tout bonnement. On avait envoyé en Afghanistan Gary Schroen, le chef adjoint de la division Proche-Orient des opérations clandestines, afin d’y rallier les seigneurs de la guerre, auxquels la CIA avait fourni des millions de dollars d’armement pour le djihad des années 1980 contre l’Union soviétique. Après la retraite de l’Armée rouge,

en 1989, le président George Bush s'était désintéressé de l'Afghanistan. S'étaient ensuivies sept années de chaos, au cours desquelles les seigneurs de la guerre n'avaient cessé de se disputer le pouvoir, jusqu'à ce que les talibans surgissent et imposent leur ordre médiéval et leur régime cruel.

« J'ai d'abord eu, en ce qui me concerne, un point de vue positif sur les talibans, affirme Zalmay Khalilzad, seul Afghan évoluant dans les milieux américains de la sécurité nationale et négociateur clé de la reddition américaine lors du premier mandat du président Donald Trump. Je n'approuvais pas l'anarchie et la guerre civile qui s'étaient emparées de l'Afghanistan après le départ des Soviétiques. Les talibans avaient finalement stabilisé le pays. Pourtant, une fois au pouvoir, ils ont exercé leur tyrannie et se sont alliés avec Al-Qaïda. » La République islamique des talibans avait offert un havre à Ben Laden qui, en 1996, avait quitté le Soudan pour l'Afghanistan, rétribuant généreusement les mollahs et les commandants talibans en échange de sa protection. Les fidèles d'Al-Qaïda qui avaient juré allégeance à son chef n'étaient pas très nombreux, mais les hommes et les femmes du centre antiterroriste de la CIA – un groupe plus modeste, d'environ 200 personnes – estimaient que l'organisation comptait des milliers de membres, répartis dans pas moins de soixante pays.

Gary Schroen a livré de l'argent et encouragé l'Alliance du Nord, une confédération assez lâche commandée par Ahmed Chah Massoud et appuyée par l'Iran, la Russie et l'Inde. Entre 1992 et 1996, Massoud et un autre commandant, que la CIA soutient, s'affrontent, rasant une bonne part de Kaboul à coups de missiles sol-sol, dont beaucoup ont été fournis par la CIA lors du djihad contre les Soviétiques. Leurs bombardements indiscriminés tuent des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. Les forces de ces commandants ont commis des meurtres, des enlèvements, des viols. La CIA estimait que Massoud était incorruptible. Mais savait que ses lieutenants ne l'étaient pas. Ils comptaient pourtant parmi les rares amis de l'Amérique en Afghanistan. Schroen avait travaillé avec eux pour créer un

réseau d'espions capables de suivre la trace de Ben Laden à mesure qu'il passait d'un camp d'entraînement à une retraite sécurisée. Ces agents afghans grassement rémunérés avaient établi une base d'opérations dans une ferme qui exploitait de la vigne, mais ne s'étaient jamais approchés de Ben Laden. Les quelques personnalités extérieures à la CIA qui avaient été informées du Plan s'impatientaient. Parmi elles, l'ambassadeur au Pakistan, William Milam. « Qu'est-ce qu'ils attendent ? Que le vin fermente ? » avait-il demandé au chef de poste, Robert Grenier.

Black comprend que cette chasse à l'homme avec prime à la clé n'aboutira jamais. Il reprend le Plan, appelant désormais, avec le soutien du Pentagone et du commandement interarmées des opérations spéciales, à la constitution d'un pôle d'officiers aguerris du renseignement pour chapeauter les seigneurs de la guerre. Henry « Hank » Crumpton, alors sous-directeur de l'antiterrorisme à l'Agence, envisage de créer une base non loin du bastion de Massoud, dans la vallée du Panchir, au nord de Kaboul, afin que ses officiers puissent eux-mêmes traquer Ben Laden. Il y voit un risque calculé, qui pourrait être largement récompensé.

Mais Pavitt rejette l'idée – trop dangereuse[2]. Crumpton demande alors à Richard Blee, fils d'un ancien officier de la division Union soviétique qui dirige la cellule chargée, au siège, de la traque de Ben Laden, d'examiner les possibilités d'utilisation d'un drone Predator pour débusquer leur proie. Le champ de vision du Predator est à peu près celui d'une paille à rafraîchissement. Il faudra, pour trouver Ben Laden, autant de renseignement humain que de surveillance électronique, de l'expertise technique et une bonne dose de chance. Tenet et Pavitt hésitent à s'en servir, mais après une sanglante bataille interne, ils acceptent de faire un essai. Les drones survolent l'Afghanistan seize fois au cours de l'automne 2000. Tant et si bien que le Predator repère un grand Saoudien en tunique blanche marchant vers une enceinte d'Al-Qaïda, les Fermes de Tarnak, à la sortie de Kandahar, et transmet la vidéo au siège de la CIA. Un message est

immédiatement envoyé à la Maison Blanche et au Pentagone : « Nous l'avons trouvé. » Et voici la réponse : « Êtes-vous certains qu'il demeurera au même endroit six heures de plus ? » C'est le temps qu'il faut aux navires de la Marine stationnés dans l'océan Indien pour armer, viser et lancer un missile.

« Nous avions détecté électroniquement et filmé Ben Laden, mais nous n'avions pas de vision politique, pas d'autorité réelle, et aucune ressource fiable capable d'être envoyée sur la cible avec une précision et une vitesse suffisantes pour l'abattre, regrette Crumpton. Tout cela était tristement absurde. » Black et lui en étaient presque fous de dépit ; ils se sentaient attachés au sol comme des chiens à leur chaîne. Ils avaient fait tout ce qu'ils pouvaient pour faire accepter la guerre par drone en Afghanistan – en armant le Predator avec des missiles Hellfire, en transformant cet outil d'espionnage en machine à tuer. Pavitt s'y était opposé, mais avait perdu l'arbitrage. Le choix de la personne qui appuierait sur la gâchette était tout bonnement resté en suspens. Nul ne prévoyait alors que les drones allaient transformer l'art de la guerre.

Tout au long du printemps 2001, la CIA réévalue la menace à la hausse. Si les renseignements sur les dangers les plus terrifiants sont aussi, souvent, les plus vagues, l'Agence et ses partenaires internationaux parviennent à détecter et à faire échouer une série de projets d'attentats à l'explosif d'Al-Qaïda, notamment contre les ambassades américaines de Paris et de Sanaa, au Yémen. Au début de l'été, la menace est prégnante. Le 10 juillet, Tenet reçoit Cofer Black, qui lui expose des informations recueillies sur sept dangers spécifiques, toutes réunies au cours des vingt-quatre heures précédentes, laissant présager une attaque spectaculaire d'Al-Qaïda contre des intérêts américains outre-mer.

« Lors de la réunion, mes cheveux se sont littéralement dressés sur ma tête, se souvient Tenet. Quand elle s'est achevée, j'ai décroché le gros téléphone blanc sécurisé posé du côté gauche de mon bureau, qui disposait

d’une ligne directe avec Condi Rice, et je lui ai dit que j’avais besoin de la voir immédiatement. » Dans l’heure, la conseillère à la sécurité nationale reçoit Tenet, Black et Richard Blee. Blee explique que l’attaque est une question de semaines, de mois tout au plus. Ben Laden, précise-t-il, veut la destruction des États-Unis.

— Que faire ? lance Rice, désolée.

Black répond, énergique :

— Ce pays doit se mettre sur le pied de guerre, et tout de suite.

— Comment ? lui répond Rice.

« Il ne savait pas pourquoi il était président »

Tenet voulait l’accord du président avant de laisser ses officiers tuer Ben Laden. Et le tuer tout de suite. Le Conseil de sécurité nationale devait tenir une grande réunion. En urgence. Rice ne le permit pas. Elle inscrivit la question à l’ordre du jour du Conseil, mais à la date du 4 septembre.

Rice n’avait pas en Tenet une grande confiance. Elle ne parvenait toujours pas à comprendre l’urgence de la situation. Et il ne parvenait pas à la lui faire entendre. Si elle ne pouvait répondre à sa requête, c’était parce que le président n’avait pas, sur Al-Qaïda, de ligne politique claire. Elle n’était pas prête à reconsidérer la situation pour soumettre à son approbation ce qui aurait pu constituer une telle ligne. Si Bush n’avait pas de ligne politique concernant Al-Qaïda, c’est parce qu’il n’en avait pas non plus quant à l’Afghanistan. Et s’il ne savait pas comment se positionner par rapport à l’Afghanistan, c’est parce qu’il n’avait pas véritablement d’idée sur le Pakistan, dont le dictateur militaire se prétendait un ami de l’Amérique, dont l’armée possédait la bombe atomique et dont les tout-puissants services de renseignement soutenaient les talibans. Rice devait

donc attirer l’attention du président sur ces questions, qui deviendraient bientôt des questions de vie ou de mort. Mais elle n’obtenait aucun consensus entre les principaux membres du Conseil de sécurité : le président, le vice-président, Dick Cheney, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, et le secrétaire d’État, Colin Powell. En conséquence de quoi, la Maison Blanche n’avait aucune cohérence stratégique. Hormis le Plan, l’Amérique n’avait aucun plan pour se défendre.

Bush n’avait guère conscience de son rôle de leader du monde libre. Jusqu’à ce que l’Amérique fût attaquée, « il ne savait pas pourquoi il était président », affirme sans ambages son secrétaire d’État adjoint, Richard Armitage. Rumsfeld méprisait Powell, qui ne lui faisait pas confiance. Et les collaborateurs néoconservateurs du secrétaire à la Défense voulaient la peau du secrétaire d’État, général quatre étoiles, dont l’uniforme dissimulait mal, à leurs yeux, l’homme de gauche. « C’était un mariage arrangé, se souvient Powell. Pour ces gens-là, le département d’État est toujours un ennemi. Ils n’aiment pas beaucoup non plus la CIA. »

Tout l’été, l’étoile de Tenet avait pâli au firmament de la défense nationale. Selon son propre directeur exécutif adjoint, John Brennan – qui devait quelque douze ans plus tard prendre la tête de l’Agence –, « Cheney ne voulait en aucun cas qu’il reste en poste. Il a même été question que Rumsfeld prenne les rênes pour un temps ». Le vice-président comme le secrétaire à la Défense entretenaient un profond scepticisme quant aux capacités de la CIA. Cette défiance remontait aux jours où, vingt-cinq ans plus tôt, ils avaient servi comme directeur de cabinet et comme ministre de la Défense du président Richard Nixon, qui ne cachait pas son mépris pour l’Agence, considérée comme une camarilla à la solde de la gauche, chargée de le renverser.

Pour eux, la menace d’Al-Qaïda n’était peut-être qu’une grande manœuvre destinée à tromper la Maison Blanche et le Pentagone et à les

détourner de l’essentiel. Ils avaient en tête des questions plus urgentes, pensaient-ils.

1. Le poste de la CIA à l’ambassade des États-Unis au Soudan a été supprimé peu après le départ de Black, des menaces ayant été signalées à Washington. Mais la CIA a été contrainte, en 1996, de revenir sur la réalité de ces menaces et de conclure qu’elles émanaient d’un faussaire qui aurait crié au loup en échange d’argent liquide.

2. Plus tard, en août 2000, Black, Crumpton, Richard Blee et Greg Vogle, un responsable paramilitaire, organisèrent une équipe de huit hommes en armes qui devaient traverser le pays et se rendre, en empruntant une route fréquentée par des humanitaires, notamment Médecins sans frontières, jusqu’au quartier général de Massoud. Crumpton et Vogle devaient diriger la mission. Mais une fois de plus, à la dernière minute, Pavitt tergiversa. Comme l’écrirait Crumpton : « Cofer, Rich, Greg et moi nous demandâmes si les humanitaires non armés avaient décidément plus de cran que les officiers de la CIA. » Sept semaines plus tard, Crumpton dirigeait une équipe d’enquête dépêchée après l’attentat suicide contre le destroyer Cole, qui tua dix-sept marins, tandis que ce navire lance-missile se ravitaillait dans le port d’Aden, au Yémen. D’Aden, il écrivit à Pavitt, lui demandant d’organiser sans délai une action contre Al-Qaïda en Afghanistan : « Je pensais que cette fois, les choses avaient changé. Les États-Unis allaient contre-attaquer […]. C’était la guerre. Le gouvernement n’avait d’autre choix que de poursuivre nos ennemis. » Mais, regrette-t-il : « Je me trompais totalement. » Henry A. Crumpton, *The Art of Intelligence: Lessons from a Life in the CIA’s Clandestine Service*, New York, Penguin, 2012, p. 163-166.

4

La baie des Chèvres

Le 4 août 2001, Luis Rueda se lance dans la mise au point d'un plan détaillé d'action secrète pour contribuer au renversement de Saddam Hussein.

Bras droit du directeur adjoint de la CIA, il a pu se faire une idée de l'état d'esprit de l'administration Bush en lisant les ordres du jour des réunions de l'équipe du Conseil de sécurité nationale. La répétition, deux ou trois fois par semaine depuis la prise de fonctions de George W. Bush, des termes « Affaires du Golfe » l'avait frappé. Le nouvel élu à la fonction suprême avait lui-même présidé deux réunions consacrées à ce sujet. « Qu'est-ce que c'est que ça ? » avait demandé Rueda à son patron. « Oh, avait répondu McLaughlin, c'est l'Irak. On parle beaucoup de changement de régime[1]. » La perspective fascine Rueda, dont le poste lui donne la possibilité de choisir sa prochaine affectation. C'est ainsi qu'il devient le nouveau chef du groupement opérationnel Irak de la CIA.

La baie des Cochons a fait de Luis un Américain. Né à La Havane, il porte le nom de son père, qui a œuvré au renversement de Fidel Castro jusqu'à la catastrophe de l'invasion de Cuba par la CIA. Sa mère l'a emmené aux États-Unis, où il a choisi de reprendre la bataille que son père a perdue. Il a rejoint la division Amérique latine de la CIA au début de la

guerre de Reagan contre le communisme. Il dirige les opérations paramilitaires et de propagande en Amérique centrale, entend le discours de Reagan pour qui l'Agence est « la sonnette d'alarme de la démocratie », capable de renverser les dirigeants totalitaires ; il assiste à la condamnation de ses supérieurs dans la débâcle de l'affaire Iran-contra, devient chef de poste, renfloue un certain nombre de projets échoués, et tire de tout cela une excellente réputation. Il est en outre doté d'un sens de l'humour dévastateur et son détecteur de bobards est parfaitement réglé. Il sait de surcroît imposer l'ordre au milieu du chaos. Ces qualités font de lui un homme utile.

Or, un plan audacieux pour renverser Saddam Hussein est exactement ce dont Tenet a besoin pour contenter la Maison Blanche.

Au sixième étage, dans son nouveau bureau, Rueda demande les rapports internes sur les missions de la CIA en Irak, afin de faire le point sur les leçons rudement apprises. On ne trouve rien. Et personne ne sait où chercher. Ce qu'on sait, en revanche, c'est que ces missions se sont soldées par des échecs spectaculaires, qu'elles ont été sapées par les défaillances techniques de l'action clandestine, par le manque de réalisme et par la vacuité des vœux pieux. Après que la première guerre du Golfe, en 1991, conduite par le général Powell et le secrétaire à la Défense Cheney, avait vu la victoire rapide et sans appel de la coalition mais laissé Saddam en place, le président Bush avait ouvertement encouragé les Irakiens à se soulever, et ordonné à la CIA de les soutenir. Saddam avait déchaîné la répression. Et les morts s'étaient comptés par milliers. Dans les années qui suivirent, la CIA encouragea les dissidents kurdes du nord de l'Irak, les chiites du sud, les exilés de Londres et les transfuges de l'armée réfugiés en Jordanie, afin de réunir une opposition au régime assez forte pour préparer un coup d'État. Ces pressions s'ajoutaient aux quelque 100 millions de dollars dépensés dans des opérations ratées. La CIA, dans son effort pour fomenter la résistance et recruter des membres de l'entourage du dictateur, avait établi une base en territoire kurde. Las. En 1996, Saddam envahissait la

base et éliminait les alliés de l'Agence. Au cours des deux années suivantes, des personnalités de la communauté exilée s'étaient rapprochées des officiers traitants pour les persuader de monter – de travers – des missions d'espionnage. La police secrète de Saddam avait infiltré leurs rangs, les avait arrêtés, torturés, et avait tué les agents recrutés. La poignée de journalistes qui couvraient le renseignement à Washington avait tout divulgué, ou presque, de ces fiascos meurtriers dans la presse.

Le changement de régime était la doctrine officielle de la politique étrangère des États-Unis, depuis le vote par le Congrès d'une étrange loi – sur la liberté religieuse internationale –, promulguée par Clinton en 1998. Cette comédie politique n'avait pas porté vers de nouveaux sommets le groupement opérationnel Irak, qui n'avait mené depuis aucune action clandestine. Le prédécesseur de Rueda l'avait prévenu : il avait pour mission de s'assurer que les mots « CIA », « Irak » et « débâcle » ne figurent pas les uns à côté des autres à la une du *Washington Post*. Le groupement opérationnel Irak se constitue, à l'automne 2001, de dix-huit personnes, dont deux officiers traitants expérimentés. L'un de ces deux hommes est à la veille de la retraite ; l'autre est Rueda. Pour former les nouveaux officiers aux troubles réalités de l'action clandestine, de la guerre politique, de la propagande et des missions paramilitaires, la CIA ne dispose que d'une rapide session d'entraînement. À l'Agence, on se prépare sur le tas. Un point, c'est tout.

« La dernière fois, nous sommes partis sans avoir fait le travail. Cette fois, je vais le finir »

La première personne que Rueda consulte est la seule qui ait à l'Agence réellement contribué à un changement de régime : Frank Archibald, un ours

à lunettes qui deviendra dix ans plus tard le chef du service clandestin.

Archibald, qui vient d'une petite ville de Caroline du Sud, s'est engagé dans les marines à la sortie du lycée, puis a rejoint en 1983 la division des activités spéciales de la CIA en tant qu'officier paramilitaire. Il a quarante-sept ans, mais on le dirait plus âgé car il est auréolé de cheveux blancs et lesté d'un ventre assez proéminent. Il rentre des Balkans où il a dirigé un petit groupe d'officiers du renseignement travaillant avec les forces spéciales du Pentagone et les commandos britanniques, traquant les criminels de guerre et travaillant à discréditer le président serbe si meurtrier, Slobodan Milošević. Leurs cibles avaient commis d'innombrables atrocités après que la Yougoslavie avait éclaté en entités rivales, serbe, bosniaque et croate, à la fin de la guerre froide. Parmi les Serbes accusés du massacre de milliers de musulmans de Bosnie, Milošević avait été, en 1999, le premier chef d'État en fonction inculpé de crimes de guerre. C'est pour le renverser que les États-Unis et l'OTAN avaient déclenché la guerre, en vain. Archibald avait alors supervisé une campagne clandestine de propagande abondamment financée tandis que le département d'État soutenait ouvertement un mouvement profondément démocratique d'inscription sur les listes électorales qui contribua à la défaite de Milošević dans les urnes en 2000. L'ex-président serbe devait mourir quelques années plus tard dans sa cellule de La Haye. Sur ce dossier, les intérêts de la CIA et les Droits de l'homme ont convergé.

Archibald était passé maître dans le maniement de la mécanique complexe qu'est l'espionnage. Ses traques étaient le parfait résultat d'opérations de renseignement, d'opérations clandestines et d'actions militaires. Les officiers de la CIA recrutaient des agents serbes – ils parvinrent à retourner le propre chef du renseignement de Milošević –, leur achetaient des renseignements exploitables devant les tribunaux et capturaient leurs cibles avec l'aide du Commandement des opérations spéciales interarmées du Pentagone. « C'était à l'époque notre seule guerre,

et le renseignement et la CIA conduisaient cette guerre », résume le général David Petraeus qui, après avoir entamé une belle ascension des sentiers de la gloire comme officier une étoile dans la guerre des Balkans avec Archibald, les a dégringolés dix ans plus tard avec le scandale qui lui a coûté la direction de la CIA. Armés de mandats d'amener secrets, guidés par l'Agence de sécurité nationale et par les drones de surveillance Predator, les forces conjointes des espions d'Archibald, des soldats de Petraeus et les commandos britanniques frappaient aux portes (éventuellement les fracturaient), saisissaient les criminels de guerre, leur liaient chevilles et poignets, les fourraient dans des camionnettes, les transbordaient dans des hélicoptères et les envoyaient devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) à La Haye. Au cours de leurs traques, ils ont découvert que les Balkans étaient devenus une plaque tournante pour les djihadistes islamistes – parmi lesquels des anciens combattants afghans de la guerre sainte contre l'URSS, autrefois soutenus par la CIA, désormais retournés contre les États-Unis et rangés aux côtés d'Al-Qaïda. La CIA enlève une douzaine de ces hommes, vole leurs documents et leurs disques durs, les drogue, leur lie pieds et poings et les envoie par avion dans des prisons du Caire ou d'Amman. Les Balkans s'avèrent, toujours du point de vue de Petraeus, « un terrain d'entraînement vraiment intéressant » pour les traques qu'il conduira cinq ans plus tard en Irak.

Archibald donne quelques conseils à Rueda. Il sait ce qui, en Irak, a échoué, et croit savoir pourquoi : « Si tu peux, travaille avec des patriotes. Laisse les types qui font ça pour le fric, et ceux qui s'y mettent pour le pouvoir. Ils t'arnaqueront à tous les coups. Ils te laisseront tomber. Ils te trahiront. » Ainsi prévenu, Rueda part rencontrer le vice-président à la Maison Blanche.

Cheney va droit au but. Que peut faire la CIA pour renverser Saddam ? « Vous ne pourrez pas monter un coup d'État, prévient Rueda. Il a tué toute

opposition », assassiné les familles, brûlé les villages, et les rares dissidents qui subsistent doivent leur survie à des dizaines d'années d'exil. Pour réussir une action clandestine, assure Rueda à Cheney, il faut agir politiquement et fonder une opposition irakienne sur laquelle il sera possible de construire. Car pour l'instant, cette opposition n'existe pas.

Or, après décembre 1998, les États-Unis n'ont plus posé de regard informé sur le régime. Lorsque les inspecteurs des Nations unies s'étaient – sans succès – mis en quête d'armes de destruction massive, ils avaient fourni aux officiers de la CIA une couverture pour surveiller les communications de l'armée et du renseignement irakiens. Quand Saddam avait expulsé les équipes de l'ONU, les yeux et les oreilles de la CIA s'étaient fermés. Depuis, l'Agence manquait de renseignements sur l'arsenal irakien. Elle n'avait pas non plus recruté dans les premiers cercles du pouvoir. Ses efforts s'étaient limités à collecter les numéros de téléphone des chefs militaires afin de pouvoir les contacter au cas, improbable, où ils décideraient d'un coup d'État. Vingt ans plus tard, Rueda confirme : « Nous n'avions rien. Et sans renseignement, la conduite d'un programme d'action clandestine est impossible. » À plus forte raison celle d'une guerre.

Si la Maison Blanche le juge bon, propose-t-il à Cheney, il peut rédiger à l'intention du président un mémorandum de notification afin de remettre la CIA dans le coup au nord de l'Irak : recrutement d'espions, organisation de la résistance, infiltration du régime et préparation d'une intervention militaire. Cheney adore l'idée. Et il le dit à sa façon : « La dernière fois, nous sommes partis sans avoir fait le travail. Cette fois, je vais le finir. »

« Et au bout du compte, on obtient quoi ? La baie des Chèvres »

Rueda se rend au Pentagone pour informer Paul Wolfowitz, le secrétaire adjoint à la Défense, un homme que n'atteignent pas les faits dès lors qu'ils ne correspondent pas à ses partis pris, et qui croit, sans le moindre élément de preuve, que Saddam a commandité l'attentat de 1993 contre le World Trade Center et qu'il entretient une liaison secrète avec Al-Qaïda. Wolfowitz ne cesse de presser la CIA de lui fournir ces preuves qui n'existent pas. Pour lui, Saddam est au Moyen-Orient la racine du mal, et il est convaincu qu'une fois le tyran renversé, l'Irak deviendra une démocratie, que les dictateurs de la région tomberont comme des dominos, que les Palestiniens feront la paix avec les Israéliens et que l'Amérique assurera sa domination sur le monde arabe. Encore quelque temps et le président des États-Unis partagera cette vision.

Robert Gates, directeur de l'Agence sous le mandat du premier président Bush, dernier homme qui ait connu à ce poste quelque succès, a eu vent de la nomination de Wolfowitz avant qu'elle ne soit officiellement annoncée. Il a appelé Condoleezza Rice et s'est un peu emporté : « Si j'ai un conseil à vous donner, c'est de ne pas donner à Paul Wolfowitz un rôle opérationnel, parce qu'il se noie dans un verre d'eau. Évidemment, on lui a donné le rôle de direction le plus important du gouvernement » – secrétaire adjoint à la Défense. On aurait pu faire pire, poursuit Gates : « Il était question de lui confier la CIA, ce qui, je crois, aurait été une vraie catastrophe. »

Wolfowitz avait lui-même insisté pour s'entretenir avec Rueda, mais il montra peu d'intérêt pour son plan. Il orienta rapidement la conversation sur sa lubie : l'homme qui pouvait, croyait-il, changer l'Irak : l'onctueux et tortueux Ahmed Chalabi, déjà condamné pour escroquerie, qui dirigeait à Londres un groupe de réfugiés, le Congrès national irakien. Chalabi avait encore, prétendait-il, une grande influence dans son pays natal, bien qu'il n'eût plus séjourné à Bagdad depuis 1958. De 1991 à 1996, la CIA avait travaillé avec lui. Et s'en était mordu les doigts. « Je ne pouvais pas croire

que nous lui donnions de l'argent pour tenter de renverser Saddam Hussein, écrit Kenneth Pollock, l'un des principaux spécialistes de l'Irak que comptait à l'époque la CIA. Je ne pouvais croire qu'on puisse acheter ce qu'il tentait de vendre. » La CIA et le département d'État l'avaient rangé dans la triste catégorie des menteurs et des voleurs ; le service clandestin avait même rédigé une rarissime « note d'exclusion », interdisant à tout officier de travailler avec lui et enjoignant aux analystes de ne pas croire un mot de ce qu'il disait. « Ce type est une fouine, disait Armitage à qui voulait l'entendre, et il ne nous apportera que des ennuis. »

Wolfowitz est parfaitement au courant de ces mises en garde dépourvues d'ambiguïté, mais les rejette d'un revers de main. Depuis des années, Chalabi courtise non seulement de puissants politiciens et journalistes influents mais aussi d'anciens responsables du renseignement comme Dewey Clarridge et l'ex-directeur de la CIA, James Woolsey, sans oublier les faiseurs de rois du parti conservateur, comme Cheney… et Wolfowitz. Il prétend désormais détenir des informations de première importance concernant Saddam. Et il œuvre en faveur d'un plan de libération de l'Irak qui a l'imprimatur de Clarridge.

C'est ce plan qu'il tente de vendre à Rueda. Un escadron de chasseurs F-18 décollerait d'un porte-avions et nettoierait à coups de bombes le sud de l'Irak. Les commandos américains disposeraient sur le terrain un bataillon constitué d'hommes de Chalabi – vivant tous depuis des années en Europe ou aux États-Unis. Cette armée de civils, entraînée, financée et équipée par ses alliés américains, marcherait vers le nord, libérerait la capitale et installerait Chalabi à la tête d'un nouvel Irak, démocratique et sécularisé, transformé en économie de marché. Ce plan visionnaire jouit de l'appui inconditionnel des principaux collaborateurs de Rumsfeld. Il n'impressionne guère, pourtant, le général quatre étoiles à la retraite Anthony Zinni, qui a commandé les forces américaines dans le golfe Persique et résume ainsi la chose : « Des types à Rolex et cravates de soie

montent, à Londres, une expédition. On équipe un millier de combattants, on les arme avec des AK-47 pour la bagatelle de 97 millions de dollars et on les introduit en Irak. Et au bout du compte, on obtient quoi ? La baie des Chèvres[2]. »

Une baie des Chèvres, ce n'est pas vraiment ce que Rueda avait en tête. Il rentre au siège et rédige, pour le soumettre à la signature présidentielle, un mémorandum de notification. Il y propose de réquisitionner 300 personnes avec un budget de 200 millions de dollars annuels pour l'exécution de son plan. Les principaux éléments en sont l'espionnage, l'infiltration, le recrutement, la désinformation, le sabotage et l'action directe – en clair, l'assassinat. Rueda propose d'envoyer deux équipes d'officiers de la CIA et de soldats des forces spéciales dans le nord de l'Irak pour rétablir les relations avec les dirigeants kurdes, chefs de clans sans État qui combattent Saddam – malgré les conflits internes – depuis les années 1970. Pendant trente ans, les États-Unis n'ont cessé d'enjôler, mais aussi de trahir, les Kurdes, qui ont quelques raisons de douter de la résolution de Washington. Il est donc crucial de gagner – avec de l'argent et des armes – leur confiance. Leurs partisans ont une longue expérience des combats contre l'armée de Saddam dans les montagnes et leur modeste service de renseignement, créé dans les années 1990 avec l'aide de la CIA, est capable de conduire des missions d'espionnage dans les villes irakiennes. Rueda mettra à profit leurs contacts pour bâtir des réseaux d'informateurs et d'espions du régime ; il recrutera aussi des agents irakiens pour infiltrer et désorganiser l'armée et les services de sécurité de Saddam. Il fournira aux Kurdes une puissance de feu suffisante pour en faire une force combattante capable de fixer les divisions irakiennes dans le Nord, de leur faire subir de lourdes pertes et de saboter leurs dépôts et leurs bases.

Cette propagande soigneusement élaborée fait partie intégrante du plan de Rueda. Une unité du groupement des opérations en Irak, établie en Jordanie – où le chef de poste était Charles Seidel, le meilleur arabisant de

l'Agence –, ouvrira des canaux de désinformation destinés à tromper Saddam. L'idée est de lui faire croire à l'existence d'une opposition intérieure à Bagdad – alors qu'il ne s'en trouve aucune – et d'un complot ourdi au sein de son premier cercle, de sorte qu'il élimine lui-même, afin d'écraser un coup d'État fictif, ses loyaux soutiens. Cela permettra, *in fine*, d'ouvrir la voie à l'invasion. Rueda sait que Saddam ne pourra pas être renversé avant que « le 82e régiment aéroporté atterrisse à Bagdad et commence à les tuer tous ». À ce plan d'action clandestine vivement et rapidement conçu, il donne le nom d'Anabase (« ascension »), d'après l'œuvre de Xénophon, qui conte l'expédition des 10 000 mercenaires grecs engagés par Cyrus contre son frère Artaxerxès, en 401 av. J.-C.

Fin août, le projet est prêt à être déposé sur les bureaux de la Maison Blanche et du Pentagone. Ne reste qu'à trouver le prétexte d'une intervention[3]. Mais le Conseil de sécurité nationale a d'autres chats à fouetter, et un autre projet d'action clandestine à son ordre du jour.

« Il y avait tant de choses que nous ne savions pas »

Le 4 septembre 2001, le Conseil de sécurité nationale examine finalement la question d'une directive présidentielle au sujet d'Al-Qaïda. Cheney, Rumsfeld, Powell, Rice et Tenet sont présents à la réunion qui se tient dans la Situation Room de la Maison Blanche – la salle de crise. Mais le mémorandum de notification tel que l'a pensé Tenet, autorisant ses officiers à tuer Ben Laden, n'est pas sur la table. La proposition est bien plus modeste ; elle défend une augmentation des financements et un renforcement du soutien apportés aux seigneurs de la guerre de l'Alliance du Nord en Afghanistan, et fixe un délai de trois à cinq ans pour détruire Ben Laden et ses djihadistes. Tenet accepte d'armer les drones Predator de

missiles Hellfire, mais la question de la responsabilité de leur déclenchement demeure. Si la nécessité d'avancer dans un avenir point trop éloigné est reconnue sous réserve de l'accord du président, rien n'est résolu. Personne, autour de la table, ne s'est montré effrayé par la menace.

Les informations de la CIA quant à l'imminence d'un attentat d'Al-Qaïda, qui n'ont cessé de s'accumuler et de se préciser depuis le mois d'avril, semblent inexplicablement se tarir au début du mois d'août, soit quelques jours avant que Bush ne reçoive une mise en garde expresse, désormais tristement célèbre, dans son ranch du Texas. Le mémo quotidien présenté au président le 6 août, intitulé « Ben Laden déterminé à frapper les États-Unis », était la trente-sixième alerte de la CIA à l'attention de Bush quant aux activités d'Al-Qaïda. Il comportait un singulier renseignement du FBI, informant d'une « activité suspecte dans le pays, liée à de possibles détournements d'avion ». Mais Bush n'y porte pas attention. Il a déjà entendu tout cela, pense-t-il. Après l'événement, le président et ses collaborateurs prétendront n'avoir pas été alertés. À la vérité, les dirigeants de la CIA ont déclenché le signal d'alarme le plus long et le plus retentissant de toute l'histoire de l'Agence, mais c'était encore insuffisant. Ils auraient dû s'assurer que Bush et son entourage puissent l'entendre. Et ils ont négligé ce point.

Anticiper une attaque surprise venue de loin, la CIA n'avait pas de mission plus importante. Par manque de renseignement, l'attentat qu'elle ne pouvait déjouer allait s'accomplir d'une façon qu'elle ne pouvait imaginer. « Nous en étions aux balbutiements de nos connaissances sur Al-Qaïda, écrit Tenet douze ans plus tard. Il y avait tant de choses que nous ne savions pas. »

1. « Ce à quoi nous voulons vraiment réfléchir, avait dit Donald Rumsfeld au Conseil de sécurité nationale le 1er février 2001, le onzième jour du mandat de Bush, c'est à la façon de renverser Saddam. Cela changerait tout dans la région et au-delà. Cela montrerait de quoi est faite la politique américaine. »

2. Rueda rencontre aussi Zalmay Khalilzad, depuis peu l'homme en vue du Conseil national de sécurité pour le monde islamique, qui recevra bientôt des ordres de Bush afin de préparer l'avènement d'un Irak sans Saddam. Plus tard, Khalilzad sera l'ambassadeur de Bush en Irak, en Afghanistan et aux Nations unies, puis l'architecte diplomatique du désastreux retrait des Américains de Kaboul, en 2021. Rueda est surpris de trouver un homme inféodé à Chalabi, profondément désorganisé, et constituant pour lui-même et pour les autres un danger potentiel. De son côté, Khalilzad n'écoute évidemment pas ce que lui dit Rueda : « Je crois que le coup d'État était une possibilité. Les gens de la CIA pensaient que c'était une façon de répondre à la question de la guerre. » Exactement le contraire de ce que Rueda avait tenté de lui expliquer [Khalilzad, témoignage (histoire orale), Miller Center].

3. Le président ordonne formellement à Rumsfeld de se préparer à la guerre contre l'Irak le 21 novembre 2001. Dix jours plus tard, Rumsfeld demande au général Tommy Franks, qui dirige le Commandement central, de préparer des plans de bataille pour écarter Saddam Hussein du pouvoir. Le 28 décembre, Franks présente sa stratégie à Bush, Cheney, Powell, Rice et Tenet ; elle incorpore le plan de Rueda. Le 16 février 2002, Bush signe le mémorandum de notification d'action secrète qui déclenche l'opération Anabase, dont le nom a néanmoins négligé un élément historique : Cyrus fut tué à la bataille de Counaxa, les généraux grecs furent décapités, et les 10 000 durent battre en retraite à travers les montagnes pour rejoindre le Pont-Euxin.

5

Un nouveau monde

Un peu après 8 heures, le matin du 11 septembre. Michael Morell entre dans la suite du Colony Beach & Tennis Resort de Sarasota, en Floride. On dirait un jeune et brillant doctorant, plein d'allant, mais il a tout de même quarante-deux ans. Il a grandi à Cuyahoga Falls, dans l'Ohio, où son père était garagiste et sa mère, femme au foyer. Il est analyste du renseignement depuis vingt ans. Dans une douzaine d'années, il dirigera l'Agence. Il est levé depuis 3 h 30 du matin. Il a préparé la note d'information quotidienne à l'intention du président. « Il n'était pas question de terrorisme dans cette note, se souvient-il. Une note de routine. »

Le premier avion percute le World Trade Center à 8 h 46.

Bush s'est rendu dans une salle de classe à l'école élémentaire Emma-Booker pour une séance photo afin de faire la promotion de la réforme No Child Left Behind (« Aucun enfant abandonné en route »). Il est en train de lire un livre à haute voix quand Andrew Card, le chef de cabinet de la Maison Blanche murmure à son oreille : « Un deuxième avion a heurté la deuxième tour. L'Amérique est attaquée. »

Le troisième avion percute le Pentagone à 9 h 37. « Le bâtiment a tremblé et les tables ont sauté, se souvient Rumsfeld. J'ai cru que c'était une bombe. » L'Air Force One décolle comme une fusée. Destination inconnue.

Une fois en l'air, Bush demande à Morell : « Qui a fait ça ? » comme s'il n'avait pas été averti.

Tenet ordonne l'évacuation du siège. John McLaughlin rentre chez lui et écrit : « Je pouvais déjà sentir que nous étions entrés dans un nouveau monde. » John Rizzo ne quitte pas son bureau. Il commence la rédaction d'un nouvel ordre d'action clandestine. Sur son bloc-notes, il écrit les mots *« capture »*, *« detain »*, *« interrogate »* : « Je laissais mon imagination aller, écrira-t-il plus tard. J'improvisais. Complètement. » Vers 11 heures, Tenet appelle le général Michael Hayden, le directeur de l'Agence de sécurité nationale, les grandes oreilles de l'Amérique, au siège de Fort Mead, dans le Maryland.

— Qu'est-ce que vous savez ? demande Tenet.

— C'est Al-Qaïda, répond Haiden.

— Vous avez des preuves ?

— Eh bien, nous avons entendu des tirs de joie sur le réseau.

Cela ne trouble pourtant pas Bush, Rice ou Rumsfeld. Descendue cette après-midi-là dans l'abri souterrain de la Maison Blanche, Rice se souvient : « Nous nous demandions si l'Irak était d'une façon ou d'une autre impliqué. » Elle appelle l'ambassadeur du Royaume-Uni, Christopher Meyer, et lui annonce : « Nous sommes en train de voir s'il existe un lien avec Saddam Hussein. » Rumsfeld reste des heures durant dans le Pentagone en feu. À 14 h 40, il ordonne à son principal collaborateur de voir si le renseignement est assez bon pour frapper Saddam sur-le-champ. « On doit se faire l'Irak », dit-il ce soir-là dans le bunker. Le matin suivant, le président et son premier cercle, choqués, effrayés, se retrouvent à la Maison Blanche. Dans l'après-midi, quelques heures après que Tenet lui a dit, les yeux dans les yeux, que Ben Laden était sans aucun doute possible responsable des attentats, il saisit par le bras Richard Clarke, le coordinateur de l'antiterrorisme à la Maison Blanche : « Voyez si Saddam a fait ça »,

comme s’il n’avait pas compris un seul mot de ce que Tenet venait de lui dire.

L’après-midi du 12 septembre, un dîner est donné à l’Agence, au septième étage. Quatre tables disposées en carré, couvertes de nappes blanches, dans la maussade salle de conférences. Des serveurs en veste blanche proposent des boissons. Sir Richard Dearlove, le chef du MI6, le service du renseignement extérieur britannique, et Eliza Manningham-Buller, cheffe adjointe du MI5, le FBI britannique, ont fait le voyage depuis Londres en jet privé. Les maîtres espions britanniques sont venus réconforter Tenet, exprimer leur solidarité avec la CIA, et l’assurer de leur soutien dans la lutte antiterroriste. Ils ont été rejoints par David Manning, conseiller du Premier ministre Tony Blair pour la politique étrangère, et par un petit groupe de barons de la CIA, dont Jim Pavitt, son adjoint, Hugh Turner, et Cofer Black.

Manning a entendu battre les tambours de la guerre. « J’espère que nous pouvons tomber d’accord, commence-t-il, sur le fait que nous devons nous concentrer sur l’Afghanistan et ne pas succomber à la tentation de lancer des frappes contre l’Irak. » Absolument juste, répond Tenet : « Aucun de nous ne souhaite que nous nous engagions dans cette voie. »

Tout le monde pensait que Ben Laden pouvait à nouveau frapper. Un jour ou l’autre. Personne ne savait où. La CIA ignorait tout de ses intentions et de ses capacités. Mais elle avait un plan pour détruire Al-Qaïda, et elle était la seule institution gouvernementale américaine qui en ait un. Dans les jours qui suivirent, Tenet allait endosser le rôle d’un commandant au combat et son agence civile, devenir une armée clandestine lancée dans une lutte désespérée pour éviter le prochain attentat. Officiers et analystes regroupés au siège de la CIA bouillaient de colère, une colère seulement tempérée par la culpabilité, la tristesse et la honte de n’avoir pas été capables d’empêcher la catastrophe. Et comme ils commençaient d’affiler

leur épée pour partir en guerre contre Al-Qaïda, ils avaient le pressentiment qu'un jour ils pourraient aussi avoir honte de ce geste.

— On est foutus, lance quelques jours plus tard Cofer Black à son adjoint, Henry Crumpton. C'est comme l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale. Les commissaires politiques exécutaient les généraux vaincus. Ils exécutaient aussi les généraux vainqueurs. Les commissaires politiques attendaient, avec leur pistolet chargé.

— De toute façon, dit Black, on l'a dans la gueule. Jugement prophétique.

« Si c'est la guerre, ce sera la catastrophe pour tout le monde »

Le jeudi 13 septembre, le Conseil de sécurité nationale se réunit dans la salle de crise de la Maison Blanche. Black, le visage rougi de colère, grogne et crache le feu. Il appelle à la vengeance : la CIA unira les combattants menés par ses alliés afghans, préparera le champ de bataille pour l'offensive, dirigera les frappes aériennes américaines contre les bastions talibans et descendra les terroristes qui ont assassiné plus de 3 000 citoyens américains. Il montre des story-boards avec des photos de Ben Laden et de son lieutenant, Ayman Al-Zawahiri. « Ben Laden, mort », crache-t-il, jetant la photo par-dessus son épaule, contre les panneaux de bois qui lambrissent la pièce. « Zawahiri, mort. » « Combien de temps faudra-t-il pour détruire Al-Qaïda ? » demande le président. Quand la CIA en aura fini avec eux – dans quelques semaines, assure Black –, « des mouches se baladeront dans leurs orbites ». Morell est atterré. Et il pense : « [Black] est incapable de tenir sa promesse. Nos services de renseignement ne peuvent accomplir une telle chose. Il nous est tout simplement impossible d'y parvenir. » Mais le

coup de sang ne déplaît pas à Bush. Dans l'après-midi, il dit à la presse qu'il veut Ben Laden, mort ou vivant.

Au lever du soleil, le 15 septembre, le conseil de guerre se réunit une nouvelle fois, à Camp David, la villégiature campagnarde du président des États-Unis, dans les Catoctin Mountains, une centaine de kilomètres au nord-nord-ouest de Washington – et la mort aux trousses, cette fois, non plus comme une hypothèse de comédie à suspens, mais bien comme une réalité. Tenet expose une stratégie globale : la CIA montera des opérations dans 92 pays, avancera des fonds importants pour mobiliser les services de renseignement amis et attaquer, à travers le monde, les réseaux terroristes. Dans un premier temps, annonce-t-il, ses officiers prendront les armes en Afghanistan – c'est une question de jours – et, avec les seigneurs de la guerre de l'Alliance du Nord, détruiront Al-Qaïda[1]. Mais Rumsfeld proteste : les États-Unis doivent aussi attaquer l'Irak. « Si c'est une guerre mondiale contre le terrorisme, dit-il, il faut montrer qu'elle est mondiale. » Wolfowitz affirme que Saddam a sûrement quelque chose à voir avec le 11-Septembre, et qu'il est la tête de l'hydre terroriste. Black lance à Tenet un regard incrédule et rappelle avec quelque véhémence que Saddam n'a rien à voir avec les attentats.

D'accord, dit Bush. Laissons l'Irak pour plus tard. Mais pas trop longtemps. Seize ans plus tard, Colin Powell ajoute : « Je crois que cela s'est vraiment décidé le premier week-end qui a suivi le 11-Septembre. »

Après le petit déjeuner, Bush sort marcher dans le parc pour deviser avec Black et Morell. Powell se joint à eux et laisse fortement entendre que la première réponse de l'Amérique aux attentats doit être diplomatique, et qu'il conviendrait d'utiliser la persuasion et la coercition pour convaincre les talibans de se retourner contre Ben Laden. La conversation est courte. Lorsqu'il est sûr que le secrétaire d'État ne peut plus l'entendre, Bush lance : « J'emmerde la diplomatie. Nous sommes désormais en guerre. »

Mais la diplomatie pouvait aussi servir la cause de la guerre. Durant le week-end, les ambassadeurs comme les chefs de poste se mettent en quête d'alliés sur la planète, expliquant aux dirigeants étrangers et à leurs maîtres espions qu'ils doivent se ranger du côté de l'Amérique contre Al-Qaïda, sauf à subir ses foudres. À Islamabad, l'ambassadrice Wendy Chamberlin et le chef de poste de la CIA Robert Grenier lancent un ultimatum au président, le général Pervez Musharraf, et au chef du tout-puissant service de renseignement, l'Inter-Services Intelligence (ISI), le lieutenant général Mahmoud Ahmed. Ils sont sommés de répondre aux exigences américaines : arrêter les membres d'Al-Qaïda en fuite au Pakistan, intercepter les livraisons d'armes aux talibans en Afghanistan et mettre un terme au soutien accordé jusqu'à présent à Ben Laden. Ce qui relève du fantasme. L'ISI compte dans ses rangs des sympathisants déclarés d'Al-Qaïda. Il a contribué à créer les talibans et, d'une certaine manière, les contrôle, tout en continuant à leur fournir des armes, des munitions, des moyens de transport, du carburant, et du renseignement. Mahmoud s'entretient un peu plus tard avec l'ambassadeur des talibans à Islamabad : « Vous ne serez pas seuls dans ce djihad contre l'Amérique. Nous serons avec vous. » Musharraf hoche la tête et louvoie, avant d'accepter de travailler avec les États-Unis contre Al-Qaïda. Mais c'est un allié bifrons, et pendant les années qui suivront, il jouera double jeu.

Grenier se rend alors à Quetta, près de la frontière avec l'Afghanistan, pour rencontrer le vice-ministre des Affaires étrangères afghan et commandant militaire du Sud afghan. Le message est clair : « Dites à l'émir des talibans, le mollah Omar, de remettre les dirigeants d'Al-Qaïda aux États-Unis, ou bien préparez-vous à la guerre. »

« Si la guerre survient, avertit Grenier, avec une prescience remarquable, ce sera une catastrophe pour tout le monde, pour le vainqueur comme pour le vaincu. »

William Burns, sous-secrétaire d'État pour le Moyen-Orient – et vingt ans plus tard directeur de la CIA –, envoie à Genève son adjoint, Ryan Crocker, avec une mission pour le moins sensible : s'assurer du soutien de l'Iran. Burns sait combien les Iraniens détestent Al-Qaïda et les talibans, et pense qu'ils ne seront que trop heureux de trouver une occasion d'aider la CIA à les combattre. Depuis des années, leurs espions et les Gardiens de la révolution infiltrent les quelque 900 kilomètres de frontière que compte la puissance perse avec l'Afghanistan, envoyant des armes, de l'argent, du renseignement et des conseillers militaires à l'Alliance du Nord – soutenue par la CIA. Crocker rencontre une délégation conduite par Mohammad Ebrahim Taherian Fard, envoyé spécial de l'Iran au Tadjikistan. Les Iraniens doivent aux États-Unis une faveur : la CIA les a aidés à armer les musulmans bosniaques en guerre contre les Serbes dans les années 1990. « Ils ont amené des cartes, et ils nous ont dit : "Voilà, ce sont les informations dont nous disposons sur les retranchements talibans […]. Et voici ce que pensent nos agents de la façon dont ils vont maintenant anticiper votre réaction." » Puis Crocker leur propose de « brancher nos propres gars au Nord avec les Gardiens de la révolution qui sont aussi là-bas ». Ce serait beaucoup pour les Iraniens, même si la CIA le souhaite. Mais désormais, en vertu du vieil adage qui veut que l'ennemi de mon ennemi soit mon ami, l'Amérique et l'Iran sont partenaires dans la guerre contre le terrorisme[2].

Bush et Tenet envoient à Moscou une équipe de haut niveau – Richard Armitage, Cofer Black et Jose Rodriguez sont du voyage – pour enrôler les services russes dans la bataille contre Al-Qaïda. Cette mission est la première initiative d'une longue liste. Poutine promet des armes, pour une valeur de 10 millions de dollars, si toutefois l'Amérique veut bien les payer. Évidemment, ses espions tentent de doubler les États-Unis. Les anciennes républiques d'Asie centrale sont devenues pour les Américains des portes d'entrée en Afghanistan. Mais le chef de poste de la CIA à Douchanbé, un

peu plus de 600 kilomètres au nord de Kaboul, rapporte que les officiers de renseignement russes pressent le gouvernement du Tadjikistan et ses voisins de fermer leur espace aérien et leurs bases militaires aux forces américaines. Plus au nord, à Tachkent, la capitale ouzbèke, l'ambassadeur américain et la CIA circonviennent les Russes, et parviennent à s'assurer auprès de l'autocrate local, Islam Karimov, que les drones Predator pourront continuer à utiliser leur base en Ouzbékistan pour survoler l'Afghanistan. Karimov, qui ne recule pas devant la torture et le meurtre pour neutraliser ses opposants, est prêt à aider les Américains, au juste prix.

Depuis 1997, la CIA paie et entraîne des agents ouzbeks pour constituer une force de frappe. Tandis qu'elle se prépare à déployer ces hommes dans la traque d'Al-Qaïda, elle monte à Tachkent l'un de ses premiers centres antiterroristes internationaux, qui essaimeront un peu partout dans le monde (le tout premier de ces centres a été établi dans les Balkans, pour traquer les criminels de guerre). Tenet s'envole bientôt pour le Yémen, l'Indonésie et au-delà, afin d'établir des plateformes où pourront transiter les prises de la CIA et des espions étrangers. L'Agence fournira l'argent, les armes, les hélicoptères, les voitures, les lunettes de vision nocturne et les technologies d'écoute ; le service hôte défoncera les portes et capturera ou tuera les suspects de terrorisme.

L'argent a toujours été l'arme la plus efficace de la CIA. Il lui permet d'acheter du renseignement et de louer les services des agents recrutés comme des pays récalcitrants. Tenet a désormais besoin d'un apport illimité d'argent liquide. Lors de la réunion de Camp David, il a obtenu du président la promesse d'un versement supplémentaire de 3 milliards de dollars, et doublé ainsi, instantanément, le budget de l'Agence. Un milliard est allé directement au centre antiterroriste. Black a aussitôt recruté un bataillon d'officiers traitants, venus de tous les services clandestins ; il a engagé comme contractuels des escadrons d'officiers de renseignement partis à la retraite et d'anciens combattants ; il a créé dans la foulée un

nouveau Bureau d'analyse du terrorisme, où ont trouvé place quelque 300 personnes venues de tous les départements et échelons de la CIA, dont toutes n'étaient pas, tant s'en faut, des experts en la matière. Des sommes énormes ont ensuite inondé les services étrangers, dans le monde entier ; au cours des années qui ont suivi, un chef de poste pouvait exprimer ses remerciements à ses homologues d'un pays hôte avec une mallette de billets – des millions et des millions de dollars.

Le mardi 17 septembre au matin, Tenet dépose à la Maison Blanche, pour signature du président, le mémorandum de notification qu'a rédigé Rizzo. Bush accorde à la CIA des pouvoirs auparavant inimaginables : prendre les armes et prendre part à la guerre contre la terreur, détruire Al-Qaïda, tuer Ben Laden et capturer quiconque a des responsabilités dans les attentats du 11 septembre. Par le passé, il fallait, pour signer un tel mémorandum, des mois d'examen, par le Conseil de sécurité nationale, le département d'État et le département de la Justice. Celui-ci, qui aboutit au décret le plus agressif de toute l'histoire de la CIA, est approuvé quatre jours plus tard. La dizaine de programmes antiterroristes ainsi lancés reçoit le nom de code « Greystone » (par synecdoque, du nom de la pierre grise appréciée des constructions revivalistes qui fleurirent en Amérique au tournant du XX^{e} siècle). Chacun de ces programmes prévoit une multitude d'opérations secrètes. Des actions clandestines par milliers sont menées sous leur égide, beaucoup plus que la lutte contre l'Union soviétique et ses alliés de la guerre froide n'en ont jamais mobilisé. C'est à Tenet de décider de l'exécution de l'ordre présidentiel. Il ne dispose, dans le service clandestin, de guère plus qu'un millier d'officiers. Il lui faudra doubler et doubler encore ce nombre. Il lui faudra multiplier par dix le personnel et les capacités du centre antiterroriste. Il devra décupler aussi les facultés d'analyse de la CIA afin d'anticiper les attaques surprises, avertir chaque matin Bush d'une multitude de menaces, et annihiler celles qui auraient la moindre chance de se matérialiser. Et il devra renverser les talibans.

Cette après-midi-là, Black informe son homologue Mark Allen, le chef de l'antiterrorisme au MI6, des plans de la CIA. Allen, arabisant chevronné, est quelque peu déconcerté. Et après ? demande-t-il. Que fera-t-on, quand on aura fait monter la température en Afghanistan et que les cadres d'Al-Qaïda se seront dispersés aux quatre coins du monde islamique ? Black n'a pas de réponse.

« Sur Al-Qaïda, on ne savait rien. Que dalle »

Une grande peur saisit Washington, tandis que se consumait le cimetière à ciel ouvert, dans la pestilence du kérosène et de la chair brûlée – le pressentiment terrifiant que le pire était à venir. Chaque jour, se souvient Tenet, était « l'enfer sur Terre » : « Il était pour nous inconcevable que Ben Laden n'ait pas déjà positionné des gens pour mener une deuxième et possiblement une troisième et une quatrième vague d'attentats suicides aux États-Unis. » Ainsi commença une quête de renseignements forcenée, par tous les moyens, quel qu'en fût le prix.

« La vérité, c'est que le 11-Septembre, on ne savait rien sur Al-Qaïda. Que dalle, reconnaît Robert Gates, ancien directeur du renseignement et futur secrétaire à la Défense. C'est pour cette raison que tout ça est arrivé, les interrogatoires aussi, car on ne savait rien. Si nous avions eu une bonne base de données et avions su exactement ce qu'était Al-Qaïda, leurs capacités et tous ces trucs-là, certaines mesures n'auraient pas été nécessaires. Mais nous venions d'être attaqués par un groupe dont nous ne savions rien. »

Quand Bush demanda où Al-Qaïda pouvait commettre le prochain attentat, Tenet exhiba les pires scénarios des analystes auxquels il avait demandé d'imaginer la catastrophe. Quand ces analystes furent à court

d’idées, on embaucha des scénaristes d’Hollywood, pour élaborer de nouveaux cauchemars. La liste de cibles que Tenet présenta dans la salle de crise comprenait l’obélisque du Washington Monument, sur le National Mall, la statue de la Liberté, le mont Rushmore, des bases militaires, des aéroports, des ports, des ponts, des stades, la Bourse de Wall Street, Disneyland et même la Maison Blanche. Tenet envoya une note à tous les services d’espionnage alliés dans le monde pour leur demander de prévenir la CIA s’ils avaient la moindre information sur une menace potentielle. Nombre de ses rapports étaient de pures spéculations, d’autres, des pièces fabriquées par de mauvais acteurs criant « au feu ! » dans un théâtre bondé.

« Nous ne recevions pas une seule alerte de menace sans l’examiner de fond en comble, se souvient Winston Wiley, l’analyste le plus chevronné ayant été mobilisé pour le 11-Septembre. Beaucoup de ces alertes, beaucoup, beaucoup, beaucoup, étaient probablement sans fondements, mais nous n’avions aucun moyen de le savoir. » La CIA déversait sur Tenet, pour son topo du matin dans le bureau Ovale, ce torrent d’informations. « Tous les renseignements que nous avions arrivaient à la Maison Blanche, sans filtre, explique Gates. On recevait chaque jour des rapports sur des attentats imminents, à l’arme nucléaire, qui visaient Washington, New York, Los Angeles et Chicago. Et tout ça déferlait sur la Maison Blanche, littéralement ensevelie sous les menaces. »

Tous les jours, à 8 heures du matin, Tenet et ses collaborateurs mitraillaient d’informations aussi terrifiantes qu’invérifiables le président et le vice-président. Leur tir de barrage aurait terrorisé les plus courageux, réfléchit Morell. Tenet savait que les alertes n’avaient pour la plupart aucune chance de se concrétiser. Mais il ne savait pas lesquelles étaient fausses. Il commente : « Il y avait de quoi devenir fou si l’on croyait tout ou même la moitié » des informations rapportées par la CIA, mais il était incapable de dire au président quelle moitié il aurait été prudent de croire. « On avait tellement peur qu’on faisait la liste et qu’on rapportait tout, parce

qu’on ne pouvait pas se permettre de ne pas le faire », analyse Linda Weissgold, qui a coordonné les enquêtes de la CIA pour percer les intentions et les plans d’Al-Qaïda, informé Bush pendant deux ans et est devenue, quelques années plus tard, l’analyste en chef du renseignement à l’Agence. « Nous étions tous les jours le 12 septembre. » Et la peur augmentait chaque nuit.

Au siège, la tension était insupportable. Un jour, Cindy Storer, l’une des principales analystes du terrorisme, décroche son téléphone et entend Jennifer Matthews, qui a fondé l’unité connue sous le nom de poste Ben Laden, pleurer de rage. « C’est vous, c’est votre faute », crie-t-elle à Storer, dont le bureau n’est qu’à quelques dizaines de mètres du sien. « Et moi aussi, j’ai crié et pleuré, et je lui ai raccroché au nez, se rappelle Storer. Je ne lui ai plus jamais parlé […]. Je crois que c’était seulement passionnel, et c’était une manière d’expurger son sentiment – son propre sentiment – de culpabilité. J’entends : tout le monde se sentait coupable. »

Le 18 septembre et pendant les deux mois qui suivent, des lettres contenant des bactéries de la maladie du charbon parviennent dans les bureaux de radio, de chaînes de télévision, de journaux et de deux sénateurs des États-Unis. Les toxines de l’anthrax tuent cinq personnes et en contaminent dix-sept de plus. Bush craint que ce ne soit là le signe avant-coureur d’une nouvelle vague d’attentats, une peur amplifiée par le bombardement de renseignements bruts auquel il est soumis chaque matin. « La grande question des attaques à l’anthrax était de savoir d’où elles venaient, écrit Bush dans ses mémoires, à propos de la première conférence de presse qu’il donne après le 11-Septembre. J’avais encore à l’esprit une note d’information de la CIA sur la menace de terroristes répandant le bacille de la maladie du charbon sur une ville américaine à l’aide d’un petit avion d’épandage. » Et il se lance dans un long discours improvisé où il détaille comment des terroristes pourraient larguer de l’anthrax comme on traite les récoltes aux pesticides et tuer des citoyens des États-Unis. Il

faudra sept ans au FBI pour découvrir l'identité du scientifique américain travaillant dans un laboratoire de la défense biologique qui est responsable des attaques à la bactérie de l'anthrax. Bush suspecte immédiatement Saddam Hussein. Et Saddam ne quitte pas son esprit durant cette conférence de presse.

« Cela ne fait aucun doute que le leader irakien est un homme malfaisant, dit-il. Nous savons qu'il a produit des armes de destruction massive. » Cette certitude vient de la CIA. Quand Tenet et Morell annoncent à Bush en des termes qui ne sont guère ambigus que Saddam détient des armes de destruction massive – en l'occurrence un programme d'armes chimique et une unité de production d'armes biologiques – et qu'il est en train d'acquérir l'arme nucléaire, ils prêchent un convaincu. Ce qu'ils ne lui disent pas, c'est que pour l'essentiel, les renseignements dont ils disposent sont antérieurs à la première guerre du Golfe, soit à 1991.

Désormais, une nouvelle guerre se profile. Une guerre qui sera menée sur tous les fronts, promet Bush, contre les terroristes partout sur la planète et contre les gouvernements qui les soutiennent ou leur donnent asile. L'Afghanistan n'est que le commencement. « Notre guerre contre la terreur commence avec Al-Qaïda, mais ne s'y arrête pas, annonce le président au peuple américain le 20 septembre. Elle ne prendra fin que lorsque nous aurons trouvé tous les groupes terroristes qui menacent le monde, que nous aurons brisé leur action et que nous les aurons vaincus. » Pour cette guerre, il n'a aucune stratégie, hormis cette soif d'action. La CIA se chargera d'attaquer l'Afghanistan, car Rumsfeld n'a pas plus de plan que Bush, de vision – hormis la vengeance.

« Notre stratégie, c'est de créer le chaos »

Les ambitions immenses de la guerre contre la terreur dépassaient de loin les capacités du service clandestin. La CIA pouvait épuiser les talibans

grâce à ses alliés afghans, et poursuivre Al-Qaïda jusqu'au bout du monde, elle ne pouvait pas faire la guerre. Pas plus qu'elle ne pouvait élaborer pour les États-Unis une vision stratégique. C'était le travail du président et du Pentagone. « Notre stratégie, explique Bush au Conseil de sécurité nationale le 26 septembre, est de créer le chaos, de créer un vide » en Afghanistan, de traquer les talibans afin de chasser Ben Laden hors de sa cachette et de le tuer avant qu'il ne frappe à nouveau. Créer le chaos, pourtant, ne constitue pas une stratégie.

La Maison Blanche était une pétaudière : les fausses alertes ne cessaient de retentir, chaque sonnerie de téléphone portable annonçait la ruine, des décisions cruciales étaient prises dans un état de terreur, chacun cherchait à se maintenir la tête au-dessus d'une marée de menaces, personne n'était vraiment capable de voir plus loin que le bout de son bureau et tous, trop souvent, se querellaient[3]. Le secrétaire à la Défense semait constamment le trouble. Rumsfeld était furieux que les espions américains aient débarqué en Afghanistan avant ses soldats et prenait un plaisir pervers à jeter du sable dans les rouages de la CIA. « [Dans la salle de crise, un matin,] je les ai vus se disputer [Tenet et Rumsfeld] pour savoir qui commandait en Afghanistan – les répliques fusaient, du tac au tac, et j'avais l'impression d'assister à un match de tennis », se souvient Armitage. Bush lui demande alors : « Qu'en pensez-vous ? » Armitage n'a pas l'habitude de mâcher ses mots : « C'est la merde, ça ne ressemble plus à rien. » « Dans le chaos du moment, analyse McLaughlin, les pensées claires étaient rares à la Maison Blanche, et le bon sens, plus encore. »

Réorganiser la CIA comme force paramilitaire capable d'agir partout dans le monde tout en déclenchant une ruée mondiale sur le renseignement, c'était un peu comme réparer un chasseur en plein vol lors d'une mission de combat. Tenet et Black commencèrent par le cockpit. Black fit rentrer Crumpton d'Australie, où il était depuis peu chef de poste, et lui ordonna de mener la bataille d'Afghanistan à la tête de la nouvelle division des

opérations spéciales du centre antiterroriste, avec la promesse de centaines d'officiers sous son commandement et l'autorisation d'en réquisitionner des centaines d'autres pour les jeter dans la bataille, lui donnant en prime le contrôle opérationnel du drone armé Predator, qu'on préparait à toute vitesse pour les combats. Aucun des deux hommes n'avait jamais posé le pied en Afghanistan. Mais ils avaient parfaitement saisi la mission.

« Je te donnerai tout ce que tu veux, en tout cas tout ce que nous avons, dit Black à Crumpton. Tu t'occupes des ennemis. Tu en tues autant que tu peux. »

Puis Black appela Jose Rodriguez, qu'il connaissait depuis leur formation à la Ferme, en 1976. Rodriguez patientait dans un placard au siège, sans mission précise, sous la menace d'une investigation du département de la Justice, avec l'épée de Damoclès de l'inspecteur général. « On te trouvera quelque chose », lui avait dit Pavitt, sans vraiment le convaincre. Black trouva quelque chose. Il n'avait pas le temps de diriger le centre antiterroriste ; il passait ses journées à la Maison Blanche, au Pentagone ou en déplacement, volant autour de la planète à bord d'un jet Gulfstream de la CIA pour nouer des alliances avec les services de renseignement étrangers. Sans nécessité, sans beaucoup de réflexion non plus, il céda à Rodriguez une grande part du contrôle des opérations quotidiennes, de l'expansion mondiale du contreterrorisme, malgré ses états de services problématiques et l'avertissement qui lui avait été officiellement adressé au sujet de son piètre jugement.

« Je n'étais pas un expert de l'antiterrorisme, écrit Rodriguez. Je n'en savais pas assez sur Al-Qaïda, juste ce que j'avais lu dans la presse. Ce n'était pas ma spécialité. » Black ne lui donne aucune instruction : « Pas de définition de poste, pas de bureau, pas de titre – [alors] je les ai créés moi-même. » Ainsi se nomme-t-il directeur général, en réalité le numéro trois de l'antiterrorisme. Sous l'autorité de Black, il commence à rassembler un personnel venu des différentes divisions et disciplines de l'Agence, depuis

les cadres des opérations spéciales issus du Pentagone jusqu'aux grandes oreilles de l'Agence de sécurité nationale, auxquels se joignent les nouvelles recrues formées à la Ferme. « On naviguait à vue », se souvient-il. Dépourvus de connaissances, pris par l'urgence, lui et ses troupes peinent à donner sens à cette débauche d'activité.

« Nous allons faire des erreurs », lance à Tenet l'un des analystes les plus haut placés de l'Agence lors de la conférence qui se tient tous les jours dans la suite du directeur, au septième étage. « Nous ne pouvons pas nous le permettre, répond Tenet. Les erreurs nous tueront. »

Pour ce qui concerne les autres organisations terroristes mondiales, Black confie le contrôle à Enrique Prado. Homme de guerre, ceinture noire, doué pour le combat au couteau, Prado considère sa mission comme un devoir sacré. Sa famille a fui Cuba pour la Floride et lui-même a rejoint, en 1981, la division Amérique latine en tant qu'officier paramilitaire. Il a combattu dans les jungles du Honduras aux côtés des *contras*. Il a mené des opérations contre des djihadistes aux Philippines et contre des narco-guérillas dans les Andes, manié l'argent liquide et la coercition pour recruter des agents nord-coréens et, comme Black, a été chef de poste à Khartoum, aux confins du monde civilisé. En 1996, il a fait partie des premiers à mener la traque d'Al-Qaïda, en tant qu'adjoint, au siège, d'une unité connue sous le nom de poste Ben Laden. Aujourd'hui au sommet de sa carrière, il peut choisir ses cibles et les moyens de les éliminer.

Prado entendait créer un « programme de collecte du renseignement avec les dents » – des dents acérées. Il s'est mis à former un peloton d'espions et d'officiers paramilitaires voués à renverser et à détruire les terroristes partout dans le monde. « On doit tenir un registre sur deux ou trois trous de balle de chaque groupe terroriste de la planète, annonce-t-il à Tenet et à Black, et à la fin, on les efface, comme on aurait dû le faire depuis longtemps avec Ben Laden. » « Effacer un terroriste » pouvait signifier plusieurs choses, de la compromission au chantage, à

l’enlèvement, au meurtre. Comme Prado l’énonce avec une certaine délicatesse : « Si le type tombe d’un balcon, c’est con. » Son objectif était de créer une équipe de tueurs, rien de moins, une force que la CIA n’avait jamais eue dans son arsenal.

Il y avait à cela une certaine logique. Les attentats du 11 septembre avaient été organisés par une cellule d’Al-Qaïda depuis Hambourg, en Allemagne. Que se passerait-il si l’on découvrait une autre cellule, au cœur de l’Europe, projetant un attentat imminent ? On ne pouvait pas envoyer un Predator armé à Londres ou à Madrid, alors pourquoi ne pas aller directement assassiner les types ? Il se rendit à la Maison Blanche avec Tenet. « Nous avons mis au courant le président et Rice et avons obtenu un hochement de tête qui voulait évidemment dire oui », raconte-t-il. Cheney était particulièrement enthousiaste. Prado commença l’entraînement de l’équipe qu’il avait formée. Mais il lui fallut attendre de longs mois avant que le septième étage ne lui donne son accord pour passer à l’action. Sa mission fut retardée par « un manque de volonté politique », détaille-t-il encore. Une fois de plus, Pavitt traînait les pieds. « J’aurais dû m’en douter, commente Prado. Vous savez ce qu’il m’a dit ? Nous devons en évaluer les ramifications politiques. » Ce qui n’était pas dénué de logique.

Pour baliser la piste en Afghanistan, Black choisit le principal auteur du Plan, Gary Schroen, une brute venue des ruines de la *rust belt*, d’East Saint Louis, très exactement, dans l’Illinois, à sept semaines de sa retraite obligatoire à soixante ans. Il avait rejoint la CIA en 1969, supervisé les livraisons d’armes à jet continu aux combattants de la guerre sainte en Afghanistan – pour 700 millions de dollars par an – de 1986 à 1989, et œuvré main dans la main avec l’Alliance du Nord, dans la traque d’Al-Qaïda. Sa mission était de diriger une équipe de huit hommes qui se préparaient à atterrir en Afghanistan, d’organiser leur liaison avec l’Alliance du Nord et avec les forces spéciales américaines, de renverser les

talibans et de tuer Oussama Ben Laden. Black lui avait dit : « Je veux recevoir la tête de Ben Laden dans une boîte de neige carbonique. »

« Les conséquences de la victoire »

Le 26 septembre, Gary Schroen et son groupe atterrissent en Afghanistan[4]. Pendant six semaines, il est là-bas le chef des opérations, travaillant avec les commandants de quelque 8 000 combattants de l'Alliance du Nord, qui rassemblent des renseignements sur les bastions talibans, préparant le terrain pour les frappes des navires, des chasseurs et des missiles américains. Il commence ainsi la bataille, qu'il ne peut achever avant ses soixante ans et son départ réglementaire. Crumpton choisit son successeur : Gary Bernsten, qui a passé des années à travailler avec l'Alliance du Nord et à traquer Al-Qaïda et le Hezbollah. Il se souvient de la réaction de Bernsten : « Il a serré la mâchoire. Son cou s'est gonflé. Sa tête s'est projetée en avant. Puis il a aboyé avec son accent de Long Island : "Merci de me donner la chance de servir sous vos ordres. Et, Monsieur, nous détruirons ces fils de putes." »

Les deux Gary, comme on les appelait au siège, achètent la loyauté des seigneurs de la guerre de l'Alliance du Nord à coups de millions de dollars et de tonnes d'armement, les dissuadent de s'entretuer, et savent tirer le meilleur des officiers de la CIA sous leur commandement. Ils organisent l'Alliance pour partir à l'assaut des bastions ennemis et coordonnent les soldats des opérations spéciales pour diriger les frappes aériennes américaines qui vont bientôt tuer des milliers de talibans, permettre de prendre leurs villes et les chasser du pouvoir quand le Pentagone, enfin, rejoindra la bataille. Ils ont réalisé un travail d'orfèvre, malgré le refus de la Maison Blanche et du Pentagone de leur fournir une stratégie capable de piloter leur action. C'est Crumpton qui a rédigé pour eux un plan en dix points à la veille des premiers raids de bombardements aériens américains,

le 7 octobre. Le plan organise l'assassinat ciblé de dirigeants talibans et d'Al-Qaïda – les premiers assassinats coordonnés de l'histoire de la CIA – et la préparation des interrogatoires des prisonniers. Il est rédigé dans un état de rage contrôlée, et l'on y lit la brûlure de la vengeance.

D'emblée, le bombardement est dévastateur. « Le moral des talibans s'est effondré, déclare Rumsfeld. Notre précision de frappe pour atteindre la direction talibane avec des armes guidées par rayon laser change brusquement la donne, et du tout au tout. Ils sont découragés. Ils s'enfuient. » Mais la force aérienne ne peut à elle seule gagner la guerre. Le 7 novembre, tandis que les officiers de la CIA progressent au fil des combats dans le nord de l'Afghanistan, Crumpton prend place dans la salle de crise, dos au mur, silencieux. Bush écoute Cheney, Rumsfeld, Rice et d'autres, se disputer sur la façon de mener la bataille. Ils ne se préoccupent en aucun cas de ce qui se passera quand les bombes auront cessé de pleuvoir. « Il n'a pas été question des conséquences de la victoire, analyse Crumpton. On ne s'est pas préoccupé de gagner la paix. » Le général Richard Myers, devenu le 1er octobre chef d'état-major des armées, se souvient : « Aller en Afghanistan se résume [alors] à ceci : "On y va, on s'en prend à Al-Qaïda et on repart." […] Le président a dit, je me le rappelle parfaitement : "Nous n'allons pas faire de *nation-building*." »

Le destin de la nation repose désormais entre les mains d'un officier paramilitaire de la CIA mal équarri, et dans celles de son protégé afghan, de lignée princière.

1. Le chef de l'Alliance du Nord, Ahmed Chah Massoud, le premier partenaire de la CIA en Afghanistan, a été abattu le 9 septembre par les assassins de Ben Laden. En tuant Massoud, Ben Laden préparait le champ de bataille pour une contre-attaque américaine, inévitable, savait-il. Son intention était d'entraîner les États-Unis dans une guerre longue. Il n'avait pas oublié que plusieurs empires étaient venus périr en Afghanistan.

2. Les Iraniens ont continué à aider les Américains dans la guerre contre le terrorisme jusqu'à ce que Bush les place sur l'« Axe du mal », avec l'Irak et la Corée du Nord, lors de son discours

sur l’état de l’Union en janvier 2002. Ce fut la fin de la collaboration que Crocker avait si soigneusement et habilement obtenue.

3. L’humour noir était souvent la seule échappatoire. Durant une visioconférence sécurisée avec la Maison Blanche, le 18 octobre, alors que Cheney participe à un dîner en smoking à New York et Bush, à une conférence internationale à Singapour, le vice-président lance : « J’ai de terribles nouvelles, Monsieur le président. » Il annonce alors la découverte à la Maison Blanche d’une biotoxine mortelle, la ricine. Tenet ne quitte la salle de crise que pour rentrer chez lui. Son fils John, qui vient d’entrer au lycée, lui demande la permission de veiller pour regarder à la télévision un match des Yankees en phase éliminatoire du championnat national de base-ball. Et Tenet de penser : « On vient juste de me dire que j’allais mourir et mon fils unique veut passer la soirée avec son père devant la télé. » « Bien sûr », répond-il, et d’ajouter : « Ne dis rien à ta mère, mais avant de t’asseoir, tu vois cette bouteille de scotch, eh bien, apporte-la moi, avec un grand verre. » Il survécut et, le lendemain matin, put sourire tout son saoul de cette fausse alarme [témoignage (histoire orale) de Colin Powell et Richard Armitage, Miller Center, université de Virginie].

4. Le même jour, Rumsfeld note dans son agenda que Bush lui a dit : « Je veux que vous prépariez un plan d’invasion de l’Irak. Faites cela en dehors des canaux habituels. »

6

« Nous improvisions à mesure »

Pendant plus de cinquante ans, la CIA fut impliquée dans toutes les tentatives américaines de renversement de gouvernements étrangers. Elle a soutenu des soulèvements, jeté bas des dirigeants, volé des élections, mais ses officiers ont rarement conduit des opérations secrètes ayant catapulté au pouvoir un nouveau chef d'État. Durant la guerre froide, le chef de poste au Congo a installé le général Mobutu à la tête du pays ; un coup d'État en Iran a établi sur le trône du Paon Mohammad Reza Pahlavi et la lutte contre-insurrectionnelle aux Philippines a remis l'archipel entre les mains de Ferdinand Marcos. Un tyran, un autocrate, un cleptocrate. Ces trois hommes ont régné des décennies durant, soutenus par le renseignement, la diplomatie et les armes américaines. Les États-Unis ont appuyé ces régimes corrompus et brutaux parce qu'ils contribuaient, d'une certaine façon, à la stabilité en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. Jusqu'à leur chute et aux tempêtes qu'ils ont semées.

Hamid Karzaï était l'homme de l'Amérique en Afghanistan et il a dirigé le pays pendant presque treize ans. Ce n'était ni un dictateur, ni un despote, mais un héros tragique, que le pouvoir a corrompu. Si les armes et l'argent de la CIA n'ont pas constitué le seul facteur de son ascension à la présidence, puis de sa résilience, ils ont joué en cela un rôle prépondérant.

Karzaï a d'abord dû sa vie, sa survie politique ensuite, à la CIA, et plus particulièrement à un officier paramilitaire terriblement intelligent, brave jusqu'à l'extravagance, à l'allure de *biker*. Greg Vogle, un virtuose de la division des activités spéciales. Karzaï verrait bientôt en lui « [son] meilleur ami ». Du jour où ils se sont rencontrés, leurs destins se sont mêlés.

Pachtoune et d'ascendance princière, Karzaï est l'aîné et l'héritier politique du clan des Popalzaï de la tribu des Durrani qui, de 1747 à 1973, a donné ses rois à l'Afghanistan. C'est un homme élégant, éloquent, qui parle bien l'anglais. Karzaï n'est pas un guerrier, mais un diplomate et un homme politique issu d'une certaine tradition, d'une certaine culture afghanes, où les alliances et les allégeances changent au gré des rapports de force politiques. Il était alors prêt à travailler avec tous, mais il ne lui était pas simple de choisir son camp. Depuis sa retraite pakistanaise, il avait collecté des fonds, dans les années 1980, pour la résistance afghane soutenue par la CIA, puis rejoint le gouvernement après le départ des Soviétiques, en 1989, et la chute du régime qu'ils soutenaient, en 1992. Il est alors devenu vice-ministre des Affaires étrangères, jusqu'à ce que Mohammed Fahim, chef du renseignement de l'Alliance du Nord, l'accuse d'espionnage puis le fasse arrêter et emprisonner[1]. Comme il le raconte lui-même, Karzaï s'est échappé après qu'une roquette perdue, lors de la meurtrière guerre de factions qui a déchiré l'Afghanistan, a percé le mur de sa prison. Il a pris la fuite pour sauver sa vie puis intégré quelque temps le gouvernement des talibans, qui s'étaient, en 1996, emparés du pays. Deux ans plus tard, il démissionnait et s'exilait à nouveau au Pakistan. Après le meurtre de son père par les talibans, en 1999, il se relança dans la bataille politique, mais cette fois avec la puissance de feu et l'argent qui devaient lui permettre de prendre sa revanche. Il devint un visiteur régulier de l'ambassade américaine et du poste de la CIA à Islamabad, offrant sur Al-Qaïda les quelques renseignements qu'il pouvait glaner grâce à ses réseaux tribaux et pressait les Américains de prendre les armes contre les talibans ; les

Américains, quant à eux, lui demandaient, par le biais de ses contacts avec des cadres talibans de haut niveau, de convaincre les « étudiants en religion » de leur remettre Ben Laden.

C'est au début de l'été 2001 qu'Hamid Karzaï rencontre Greg Vogle, nouvellement arrivé pour diriger la base de la CIA à Peshawar, cette cité pachtoune agitée du Nord-Pakistan, à une cinquantaine de kilomètres de la passe de Khyber, l'antique route d'accès à l'Afghanistan. Vogle était un gars de la campagne, de l'Alabama. Après avoir été reçu cadet à la Citadelle, l'école militaire de Caroline du Sud, il entre dans les marines en 1981. Les cinq années suivantes, il apprend tous les secrets des missions de l'infanterie de marine moderne – diriger des patrouilles clandestines en profondeur, préparer l'appui aérien, fournir une protection aux personnes menacées (notamment celles des services diplomatiques) –, des talents qu'il déploiera en Afghanistan. Il a son premier contact avec l'action antiterroriste en octobre 1983 : sa compagnie est envoyée à Beyrouth après que le Hezbollah, milice chiite nouvellement fondée, a fait exploser les cantonnements des troupes françaises et américaines de la force multinationale de sécurité au Liban. Le double attentat de Beyrouth tue 58 parachutistes français et 241 soldats américains – 220 marines, 18 marins et trois fantassins. Pour l'armée américaine, c'est le jour le plus meurtrier depuis l'offensive du Têt, menée par le Vietcong contre les bases américaines au Vietnam. Trois ans après Beyrouth, Vogle rejoint la division des activités spéciales de la CIA, le branche la plus secrète du gouvernement des États-Unis. Il traque les terroristes en Arabie saoudite et les djihadistes en Bosnie durant les années 1990. Il semble n'être nullement affecté d'un programme d'exercice physique qu'on pourrait sans doute qualifier de brutal et qui ferait vaciller l'âme triathlète la mieux trempée.

« En apparence, ils formaient un duo assez étrange, se souvient Robert Grenier, alors chef de poste au Pakistan, qui les a présentés l'un à l'autre. Autant Hamid était affable et civil, autant Greg semblait barbare et direct,

un spécialiste paramilitaire, sec, dur, portant une moustache à la Fu Manchu, doué d'un sens de l'humour allant non seulement jusqu'à l'ironie, mais souvent jusqu'à l'irrévérence. Il faisait de son mieux pour cacher, en rabaissant systématiquement ses mérites, une intelligence aiguë, tranchante. Sous cette terrible intransigeance il dissimulait une sensibilité à fleur de peau. » Grenier, l'homme élégant dont on pouvait deviner qu'il était passé par les meilleures universités, et Vogle, le marine aux manières taillées à la serpe, avaient lié sympathie en pliant le coude dans un des rares endroits de Peshawar où il était permis de boire de l'alcool, le Khyber Club. L'admiration du chef de poste, qu'il n'avait pas eue à forcer, avait atteint des sommets quand il avait compris que Vogle avait appris un peu le pachtou, une langue si difficile qu'au XIX^{e} siècle, les officiers britanniques qui tentèrent sans y parvenir d'occuper l'Afghanistan prétendaient qu'elle était la langue parlée en enfer.

Tandis que Grenier et ses officiers intégraient Karzaï à leur stratégie de renversement des talibans, ses pensées, raconte-t-il, « portaient la marque de Greg ; mais à la vérité, nous improvisions à mesure ».

Comment est-il possible qu'une telle chose arrive ?

Grenier menait contre le siège un constant combat d'arrière-garde. Quand les officiers et le service clandestin luttent ensemble, ils constituent une force puissante, quand ils se battent les uns contre les autres, ils deviennent dangereux les uns pour les autres. Hank Crumpton, qui passait des heures à informer Bush à la Maison Blanche, entendait disposer, même de loin, du chef de poste ; il remettait en question son jugement et s'en servait, le plus possible, comme d'un outil manipulable à distance. Grenier

trouvait Crumpton hautain et suffisant, qui plus est hermétique aux subtilités de la vie politique afghane.

Crumpton et l'antiterrorisme avaient misé tous leurs jetons sur l'Alliance du Nord. Le président Bush et le général Franks les suivaient. Ce qu'ils ne comprenaient pas, c'est qu'avant l'arrivée des talibans, en 1996, les Tadjiks et les Ouzbeks de l'Alliance du Nord s'étaient battus pour Kaboul, durant quatre années sanglantes, contre les dirigeants pachtounes, qui exerçaient le pouvoir dans la capitale depuis des siècles. Si l'Alliance du Nord – qui s'appuyait sur des tribus minoritaires et périphériques – reprenait maintenant Kaboul, cela risquait de déclencher une nouvelle guerre civile[2]. Grenier et Vogle luttaient jour et nuit pour convaincre le septième étage que le Pachtoune Hamid Karzaï était l'avenir de l'Afghanistan.

Le matin du 13 novembre 2001, les bombes et les missiles américains, guidés par les officiers de la CIA et par leurs camarades des forces spéciales, tuent des milliers de fantassins talibans. Les combattants de l'Agence, conduits par Bernsten, et les seigneurs de la guerre de l'Alliance du Nord, menés par l'ancien geôlier de Karzaï, Mohammed Fahim, s'emparent des villes importantes du Nord et accélèrent vers le sud, vers Kaboul. La Maison Blanche n'a aucun plan pour le moment où ils y parviendront, pas plus qu'elle ne sait qui dirigera à Kaboul quand elle tombera – pis encore, elle n'affirme aucune préférence. Ce jour-là, Bush dirige un Conseil de sécurité nationale dangereusement distrait, par conséquent négligent. Il tient qu'une force internationale, soutenue par les Nations unies, garantira la paix dans le pays jusqu'à ce que les factions rivales créent un gouvernement. Mais cette force internationale n'existe pas. Lakhdar Brahimi, le représentant spécial de l'ONU pour l'Afghanistan, qui vient d'être nommé, s'est enquis auprès du directeur de la prospective au département d'État, Richard Haass :

— Que souhaite l'Amérique après la chute des talibans ?

— Je peux vous assurer, répond Haass, que nous n’avons pas la moindre idée de ce qui peut ou doit être fait.

Il n’y a pas de stratégie. Aucun responsable. « Pas la moindre analyse prospective n’avait été lancée pour l’après-guerre », se lamente plus tard le conseiller adjoint à la sécurité nationale, Stephen Hadley. D’ici sept jours, Bush va ordonner à Rumsfeld de lui fournir des plans de guerre pour l’Irak, et l’un et l’autre veulent que les troupes américaines quittent le plus vite possible l’Afghanistan. Un mois plus tôt, ils se sont entendus pour écrire que l’Amérique n’aura « aucune implication militaire après les talibans, car les États-Unis seront engagés dans un effort antiterroriste à l’échelle du monde entier ». Le président a dit qu’il ne restait plus à l’Amérique qu’une chose à faire en Afghanistan, éliminer Al-Qaïda et ses armes de destruction massive. Ben Laden vient alors d’affirmer : « Si l’Amérique utilise contre nous des armes chimiques ou nucléaires, alors nous pourrions répliquer avec des armes chimiques et nucléaires. Nous possédons ces armes à titre dissuasif. » Il ne les a pas. Il bluffe. Rumsfeld fait remarquer que la priorité absolue des forces américaines doit être de rendre étanche la frontière entre l’Afghanistan et le Pakistan afin que Ben Laden ne puisse s’enfuir. À quoi Bush répond : « S’il part ailleurs, nous l’y attraperons. »

La préoccupation exclusive du président pour l’Irak, sa fixation sur de chimériques armes de destruction massive et son incapacité à ordonner une opération militaire pour capturer l’homme qu’il a pourtant proclamé vouloir saisir mort ou vivant vont hanter pendant des années les espions et les soldats américains. Les hantera aussi la réponse hallucinante de Cheney à un appel téléphonique de Musharraf. Le dirigeant pakistanais lui affirme qu’un contingent d’officiers de l’ISI affecté à la surveillance des talibans est pris au piège dans la ville de Kunduz, un peu plus de 300 kilomètres au nord de Kaboul, cernée par les forces de l’Alliance du Nord. Il veut les évacuer. Il y va, dit-il de l’honneur national. Le président pakistanais obtient le feu vert du vice-président américain. Erreur. Grave : l’ISI a

secrètement exfiltré du champ de bataille des centaines de talibans et de combattants d'Al-Qaïda, qui vont pouvoir rentrer au Pakistan et… s'évaporer.

« L'acte le plus irresponsable et le plus fou de toute la guerre, assène Bernsten des années plus tard. Le sommet de la bêtise. […] Je me suis demandé comment une telle chose pouvait arriver. Comment ont-ils pu se laisser manipuler au point de faire ça ? »

« Notre arme la plus puissante dans la guerre »

Le soir du 13 novembre, Kaboul tombe. À la surprise et à la consternation de la salle de crise et du septième étage. Bush a répété à Musharraf qu'en échange de son accord pour soutenir la guerre, l'Alliance du Nord ne serait pas autorisée à prendre la capitale. « Quand nous sommes arrivés dans la ville, Pavitt a pris peur, se souvient Bernsten. La Maison Blanche pensait vraiment que l'Alliance du Nord s'arrêterait à 10 kilomètres de Kaboul. Ce qu'aucun de nous ne croyait. » Il ne restait plus désormais aux talibans que Kandahar, leur dernier bastion, 500 kilomètres au sud-ouest de la capitale. Entre les deux villes s'étendait un *no man's land* où la mort pouvait frapper, qu'elle vienne des combattants arabes d'Al-Qaïda, des volontaires tchétchènes, des militaires pakistanais ou encore des soldats talibans. La guerre ne prendrait fin qu'une fois conquise la vieille cité méridionale.

La même nuit, dans une visioconférence avec le siège, Grenier est parvenu à convaincre Tenet d'accorder sa confiance à Hamid Karzaï, le seul dirigeant pachtoune à qui la CIA pouvait se fier pour prendre Kandahar et le pouvoir à Kaboul quand la bataille aurait pris fin. Vogle et une équipe de vétérans de la CIA connaissant l'Afghanistan établirent un plan d'attaque

en lieu sûr, au Pakistan. Leur stratégie se fondait sur la compréhension fine des affaires afghanes que leur fournissait Karzaï, notamment des jeux politiques tribaux et de la situation à Kandahar, où il était né et avait grandi. Ils savaient qu'ils ne pouvaient faire intervenir la force aérienne américaine avant que Karzaï n'eût réuni un bataillon pachtoune fidèle capable de tenir une portion de territoire suffisante à l'atterrissage de troupes d'assaut.

Karzaï comptait rassembler plusieurs centaines de ses partisans et s'emparer de la ville de Tarinkot, quelque 150 kilomètres au nord de Kandahar, lieu de naissance et cœur battant du mouvement taliban – le mollah Omar et la majeure partie des dirigeants talibans venaient de cette région ; leurs familles éloignées y vivaient encore. Selon Karzaï, la prise de Tarinkot porterait aux talibans un coup psychologique qui les assommerait et rallierait des milliers de villageois pachtounes. Forts d'une telle analyse de la situation, Vogle et le capitaine Jason Amerine établirent les plans pour s'emparer des cols environnants, faire le siège de la ville et attirer les talibans dans la bataille où ils seraient détruits par une force aérienne écrasante. Karzaï et les Américains se dirigeraient alors vers le sud et, à mesure de leur progression, chaque village, prédisait Karzaï, jetterait bas le drapeau blanc des talibans pour brandir le drapeau rouge, vert et noir de l'Afghanistan. Alors Kandahar tomberait, le gouvernement taliban se rendrait et la guerre serait gagnée.

Le lendemain soir, par une nuit sans lune marquant le début du ramadan, la Team Echo partit en guerre – six officiers de la CIA commandés par Vogle, une A-Team de douze bérets verts, conduits par le capitaine Amerine, et une unité de trois hommes des opérations spéciales du Commandement interarmées. Sur la route de Kandahar, Karzaï, en coordination avec la CIA, menait deux campagnes, l'une militaire et l'autre politique. Il était en contact permanent avec ses alliés internationaux, ses ennemis talibans, ses rivaux de l'Alliance du Nord, et surtout, avec des journalistes anglais et américains. « Le téléphone satellite était sa meilleure

arme, affirme le capitaine Amerine. Et il était aussi, probablement, notre meilleur atout dans cette guerre. » Des millions de personnes, qui suivaient les nouvelles d'Afghanistan, avaient entendu parler de Karzaï, parfois même entendu ou lu ses propres mots. Il était apparu dans des reportages télévisés de la BBC, en anglais et en pachtou ; il connaissait depuis longtemps Lyse Doucet, qui deviendrait plus tard cheffe des correspondants internationaux de la BBC, en qui il avait confiance et qui effectuait des reportages en Afghanistan depuis les derniers jours de l'occupation soviétique en 1988[3]. Un profil que lui consacrait le *New York Times* concluait que si Karzaï survivait, « il pourrait apparaître comme le héros de la résistance contre les talibans et prendre le pouvoir sur des parties considérables du territoire afghan libéré. [S'il meurt], on s'en souviendra comme d'un homme courageux qui aura pris d'incroyables risques pour sa tribu et son pays ».

Pour l'heure, il semblait que Karzaï dût vivre. Comme il l'avait prédit, la prise de Tarinkot sema l'effroi parmi les chefs talibans. Ils envoyèrent pour contre-attaquer un millier d'hommes dans une centaine de camions. À l'aube du 17 novembre, les Américains sur place purent diriger, depuis les montagnes qui surplombaient la route cahoteuse, le feu des chasseurs de l'Air Force et de la Navy, qui détruisirent le convoi, tuant des centaines de combattants. La semaine suivante, malgré les dangers permanents, Karzaï et la Team Echo n'en poursuivaient pas moins leur lente avancée vers le sud.

Le 20 novembre, l'ambassadeur James Dobbins prenait place dans un avion à turbopropulseur de la CIA, cap sur la base aérienne nouvellement libérée de Bagram, au nord de Kaboul. Dobbins était au département d'État l'homme des crises, chargé des conflits, en Somalie, en Haïti, en Bosnie et au Kosovo, toujours en coordination avec la CIA. Il allait être le premier diplomate américain à fouler le sol afghan depuis 1989, et il préparait une conférence internationale pour décider de l'avenir du pays. Dobbins demanda à son voisin de siège, le ministre des Affaires étrangères de

l’Alliance du Nord, son avis. « Abdullah Abdullah est le premier Afghan à suggérer qu’Hamid Karzaï devienne président », se souvient-il. Cette remarquable concession d’Abdullah devait un peu aux efforts de persuasion des deux autres passagers de l’avion, Gary Bernsten et Philip Mudd, un analyste expérimenté de la CIA spécialiste du terrorisme. Dobbins et Mudd travaillaient de concert, et ils avaient découvert, lors d’une rapide tournée dans cinq pays de la région, que Karzaï l’avait déjà emporté auprès des diplomates et des espions qui, au Pakistan, en Ouzbékistan, au Tadjikistan, en Turquie et en Iran ne semblaient que trop bien informés qu’il avait déjà les faveurs de la CIA. « Son nom était sur toutes les lèvres, se souvient Mudd. Le consensus apparaissait si net qu’aucune autre voie ne semblait possible. »

« Les États-Unis ne voulaient pas la paix. Nous voulions la guerre contre la terreur »

Le 25 novembre, Greg Vogle organise le premier de trois appels sécurisés entre Karzaï et Dobbins. Karzaï dit à l’ambassadeur qu’il négocie par téléphone satellitaire avec de hauts responsables talibans à Kandahar, leur assurant sa protection s’ils se rendent sans violence dans les quarante-huit heures. S’ils déposent les armes et remettent aux Américains les combattants d’Al-Qaïda qui sont sous leur protection, leurs dirigeants seront amnistiés et la guerre prendra fin. « Comme nous tous, Karzaï prenait ses décisions au fil des événements, résume Grenier. Excepté le redoutable Greg, il n’avait personne à ses côtés pour lui donner une lecture claire et stable des intentions américaines, car cette politique, Washington ne l’avait tout simplement pas définie. » Le vide stratégique à la Maison Blanche est alors comblé par un officier traitant de la CIA et son agent

afghan dans une cabane de terre battue, en mission de combat sur un territoire ennemi.

Le même jour, l'auteur de ces lignes, alors correspondant du *New York Times*, envoie de Jalalabad, une grosse centaine de kilomètres à l'est de Kaboul, la dépêche suivante :

> Oussama Ben Laden a été vu cette semaine dans un vaste camp retranché à une soixantaine de kilomètres d'ici, annonçait cette nuit un ministre du gouvernement autoproclamé.
>
> Ce responsable, Hazrat Ali, ministre de la Justice et de la Police de la Choura orientale, qui revendique son autorité sur trois provinces orientales de l'Afghanistan, explique que des informateurs fiables lui ont assuré que M. Ben Laden avait été signalé près de Tora Bora, un village de haute montagne où deux vallées se rejoignent dans la province de Nangarhar, frontalière du Pakistan.
>
> « Des gens nous ont dit que voici trois ou quatre jours Oussama Ben Laden était à Tora Bora, a précisé M. Ali. Et j'ai la même confiance en eux qu'en mon père et ma mère. Il se déplace à cheval la nuit, a-t-il ajouté, citant ses informateurs, et dort dans des grottes. »

Je pensais tenir un scoop. Je ne savais évidemment pas qu'Hazrat Ali était un agent recruté par Bernsten, qui avait déjà communiqué cette nouvelle sensationnelle au général Franks, lequel n'en avait pas cru un mot.

— Le jour même où l'on m'a dit : « C'est à Tora Bora que ça se passe, Franks. Il est à Tora Bora », le jour même, exactement, m'était communiqué un renseignement certifiant que Ben Laden avait été vu la veille, se reposant aux abords d'un lac au nord-ouest de Kandahar, et qu'on l'avait aussi identifié quelque part dans les zones tribales du Pakistan, affirme Franks

dans un entretien d'histoire orale. S'il était à Tora Bora, nous l'avons évidemment manqué.

— Et vous n'êtes toujours pas convaincu qu'il ait jamais été là-bas ? demande son interlocuteur.

— Absolument pas, répond Franks.

C'est bien là, pourtant, qu'était Ben Laden. À la décharge du général, il avait été distrait. Il commençait à peine de mesurer la complexité d'un assaut contre Tora Bora, à plus de 3 300 mètres d'altitude, le 27 novembre, qu'il dut se reporter plus de 2 000 kilomètres à l'ouest, sur Bagdad : Rumsfeld lui ordonnait de lui communiquer un plan d'invasion en Irak.

Tandis que Karzaï marchandait avec les talibans, Dobbins et Lakhdar Brahimi réunissaient la conférence de Bonn sur l'avenir de l'Afghanistan dans le luxueux hôtel Petersberg, la résidence des hôtes officiels de la République fédérale d'Allemagne, où s'était décidé, après la Seconde Guerre mondiale, le destin des vaincus. Brahimi, diplomate algérien au service des Nations unies, encadrait les délégations afghanes, logées séparément dans une aile du bâtiment, dans des chambres où la CIA avait placé des micros. Les réunions se tenaient à la nuit tombée, après la rupture du jeûne du ramadan. Les dirigeants de l'Alliance du Nord savaient que Karzaï était le poulain de la CIA. Ils comprirent que l'accord de Bonn allait concentrer d'immenses pouvoirs entre ses mains, et ils échangèrent leur soutien contre la direction de tous les ministères importants : Défense, Sécurité nationale, Affaires étrangères, etc. Au cours de la semaine, Dobbins s'employa à renforcer les soutiens de Karzaï dans les délégations afghane, pakistanaise, indienne, iranienne, russe et turque et, après une dernière session qui dura toute la nuit, le futur chef d'État afghan était proclamé, le 5 décembre, dans une propriété de l'État allemand, à des milliers de kilomètres de Kaboul.

Ce matin-là, vers 9 heures, Karzaï, Vogle, Amerine et leurs hommes boivent du thé dans le désordre d'un avant-poste des gouvernementaux, une

trentaine de kilomètres au nord de Kandahar. Karzaï, qui attend une délégation talibane pour discuter des termes de leur reddition, s'assoit pour converser avec des chefs tribaux et dirigeants locaux. Vogle écoute. Amerine vient de recevoir un renseignement sur la présence de combattants talibans préparant une attaque depuis leur retraite dans les montagnes. Son officier d'appui aérien commet alors une terrible erreur d'inattention : il envoie à une stratoforteresse B-52H en état d'alerte les coordonnées de sa propre position.

Une bombe guidée de 900 kilos siffle dans l'air avant de frapper la Team Echo. « Portes et fenêtres se sont envolées, rapporte Karzaï six mois plus tard à un journaliste. J'étais blessé au visage et à la tête, et j'ai vu cet excellent camarade, un type très bien, Greg, sauter de sa chaise et se jeter littéralement sur moi pour me couvrir de son corps et me protéger. Remarquable. Vraiment remarquable. Et les chefs tribaux ont fait de même. Partout autour de moi, ils m'ont couvert de leur corps. » Il pleut de la poussière et des pierres, de la chair et des os. Des explosions font trembler la terre et les Afghans sidérés, sous le choc du bombardement, pensent que la ville est attaquée par les combattants arabes de Ben Laden. Mais ce n'est pas Al-Qaïda, ce sont les grenades antichars de l'arsenal de la Team Echo qui explosent sous la force du choc. Abasourdi, Karzaï voit tout autour du camp des dizaines de morts et de blessés. Il comprend alors lentement : « Ce n'était pas une roquette lancée sur notre position, ni une attaque au RPG-7. C'était quelque chose d'autre. » En l'occurrence la pire erreur commise contre ses propres forces par l'armée américaine depuis la première guerre du Golfe, en 1991. Trois officiers des forces spéciales et au moins une cinquantaine d'Afghans sont tués ; vingt soldats et espions américains sont blessés.

Quinze minutes après l'explosion, le téléphone satellite de Karzaï retentit. Lyse Doucet, la journaliste de la BBC, l'appelle depuis Bonn. Karzaï raconte : « Elle me dit : "Vous avez été désigné pour diriger le

gouvernement.” Neuf heures vingt : coup de téléphone de Bonn. Dix heures, dix heures quinze, les talibans viennent se rendre. Une heure. » Trente minutes après que les hélicoptères américains ont enlevé les cadavres et les blessés, Karzaï accepte leur reddition. Dix-sept jours plus tard, il prête serment et devient officiellement chef de l’État afghan.

Karzaï a proposé aux talibans un accord de paix. Si cet accord avait été respecté, il aurait pu épargner le bain de sang qui s’est poursuivi durant les années de la présence militaire de l’OTAN. « Ç’eût été une amnistie complète, explique Barnett Rubin, l’un des experts américains les plus respectés du pays, qui venait d’être nommé conseiller principal du représentant spécial des Nations unies en Afghanistan. Il n’était pas question de partager le pouvoir avec les talibans. » Mais Rumsfeld s’oppose à cette décision peu de temps après que Karzaï a pourtant conclu l’accord.

« Les États-Unis ne voulaient pas la paix, commente Rubin. Nous voulions la guerre contre la terreur. »

« Karzaï n’avait rien »

Le 4 janvier 2002, Mike Morell expose au président Bush son dernier point d’information. Il a le devoir peu agréable de lui rapporter que Ben Laden s’est échappé de Tora Bora, probablement pour se réfugier dans les inextricables zones tribales du Pakistan. « Le président s’en est pris au messager, se remémore Morell. Comment avez-vous pu le perdre, bon sang ? comment a-t-il pu vous échapper ? » Bush s’emporte et laisse aller sa fureur. L’honnêteté obligerait à accepter que ce sont Bush, Rumsfeld et Franks qui ont permis à Ben Laden de vivre et de poursuivre son combat. Les talibans s’évanouissent dans les montagnes et attendent. Durant vingt ans, la CIA devra poursuivre les dirigeants et les simples soldats d’Al-Qaïda. En même temps que commence l’occupation de l’Afghanistan par les Américains, la CIA s’apprête à livrer sa plus longue guerre depuis que

ses premiers officiers ont atterri au Vietnam, en 1954. Qui pourrait alors imaginer que les soldats et les espions américains, quelque dix-huit ans plus tard, fuiront Kaboul tombée aux mains de l'ennemi, comme leurs prédécesseurs ont fui Saïgon, un demi-siècle auparavant ?

Le chargé d'affaires, Ryan Crocker, arrive avec la nouvelle année à Kaboul. Le premier conseiller politique de l'ambassade est Michael Metrinko, l'un des cinquante-deux citoyens américains retenus en otage pendant 444 jours en 1979 lors de la révolution iranienne. Le chef de poste est Richard Blee, venu du centre antiterroriste. Hamid Karzaï inaugure ses treize années de règne au palais présidentiel où, avec le temps, il en viendra à illustrer l'axiome qui veut que le pouvoir corrompe toujours.

Pour l'ambassadeur Crocker, Karzaï est « l'homme d'une mission impossible ». « La dévastation du pays, poursuit le diplomate, était, à la fin de 2001 et au début de 2002, presque totale. Sur le trajet de Bagram à Kaboul, plus un seul bâtiment n'était debout, les ponts avaient sauté. Nous dûmes passer un fleuve à gué. À Kaboul, il ne restait pas un seul pâté de maisons. C'était comme sur les images de Berlin en 1945. Et nous n'en étions pas la cause. Ni même les talibans. Tout cela était le résultat de la guerre civile afghane des années 1990 [entre l'Alliance du Nord et ses rivaux pachtounes]. » Depuis des années, la ville n'avait plus ni électricité ni pétrole ou gaz. Les gens brûlaient du bois et du fumier pour se chauffer. Tout baignait dans un air froid et gris, vicié, empli d'épaisses fumées, de poussière. Après un quart de siècle de conflit et une sécheresse de cinq ans, l'Afghanistan était le lieu le plus perdu de la planète.

« Karzaï n'avait rien, résume l'ambassadeur Crocker. Aucune autorité réelle et aucun instrument de travail, ni armée, ni police, ni administration. Pas de société en état de marche. » Mais ce qu'il avait, depuis le début, c'étaient les sacs d'argent liquide livrés par la CIA dans les bureaux présidentiels – avec les années, ce furent des dizaines de millions de dollars. Ils servaient à graisser les rouages de son gouvernement et à cimenter son

pouvoir et son autorité. « Nous parlions d'argent fantôme, s'amuse Khalil Roman, qui fut chef de cabinet adjoint de Karzaï entre 2002 et 2005. Il arrivait en secret et repartait de la même façon. » L'essentiel servit à acheter la loyauté des seigneurs de la guerre et des hommes influents, dont certains bénéficiaient des largesses de la CIA depuis l'occupation soviétique. Les uns et les autres savaient que Karzaï avait « la capacité de représenter le pays devant les étrangers qui donnaient l'argent pour qu'il puisse continuer à fonctionner, résume Mike Metrinko, l'un des rares fonctionnaires américains qui connût les langues, l'histoire et la culture afghanes. Il est au pouvoir parce qu'il le peut ; il est le conciliateur en dernier ressort. » Parmi les milliers de choses dont Karzaï devait s'occuper de toute urgence, le choix des ministres n'était pas la moindre. « Il me demandait : "Qui devrait être gouverneur de Ghazni ?" comme si je le savais, regrette l'ambassadeur Crocker. Et il a fait des choix catastrophiques. » Ainsi Karzaï donna-t-il aux plus puissants des seigneurs de la guerre presque tous les postes importants du gouvernement et vingt gouvernorats, sur les trente-deux provinces. Il s'assurait bien sûr que chacun reçût sa part d'argent fantôme.

La CIA décidait de presque tout à Kaboul. « À Washington, on ne s'intéressait guère à la façon dont tourneraient les choses en Afghanistan, déplore l'ambassadeur Crocker. La CIA supportait à peu près tout l'effort et tenait Karzaï à bout de bras. » Vogle avait pratiquement élu domicile au palais présidentiel. Il avait autant, parfois plus, de pouvoir que le chargé d'affaires. Rich Blee installa ses quartiers à l'hôtel Ariana, à 800 mètres environ de l'ambassade américaine, et beaucoup mieux équipé qu'elle. Le nouveau poste de la CIA ouvrit bientôt un abreuvoir où l'on n'était reçu que sur invitation, le Tali-Bar. Kaboul se remplit d'officiers nouvellement nommés qui faisaient pour la première fois, cet hiver-là, le déplacement. Certains étaient à peine sortis de leur formation et ils exhibaient leur carabine sans que leurs maigres études leur aient appris grand-chose sur les arts de l'espionnage et la façon d'obtenir des renseignements. « Ce qu'ils

savaient surtout faire, c'était filer aux gens des sacs de pognon, des SUV tout neufs et des radios satellite dernier cri, déplore Metrinko. Mais pour ce qui était de la connaissance du terrain, ce qu'ils étaient censés y faire, du passé, du présent, de l'avenir… Zéro. »

Le directeur exécutif de la CIA, Buzzy Krongard, prit l'avion pour aller évaluer sur place la situation. Il dégagea de ce voyage d'étude une observation : c'était une mauvaise idée de recruter des Afghans pour leur confier la sécurité du poste. De retour au siège il conclut rapidement un marché de 5 millions de dollars avec un ancien Navy SEAL (pour *sea, earth, and land*), Erik Prince, devenu immensément riche, à la tête de son armée privée, Blackwater, qui allait bientôt signer quelque 600 millions de dollars de contrats secrets avec la CIA. Par dizaines, et bientôt par centaines, les hommes de Prince, dont beaucoup étaient d'anciens combattants récemment recrutés, arrivaient en Afghanistan. Ils formèrent non seulement les cadres de sécurité de la CIA, mais se joignirent bientôt à la traque des terroristes. Les officiers paramilitaires de l'Agence et ses nouveaux contractuels arpentaient Kaboul et ses environs, « dans une sorte de bizarre panoplie militaire, avec du cuir, des holsters et un attirail plus ou moins exotique, armes à feux et couteaux, bandanas et cicatrices, chemises en lambeaux, un accoutrement plus ou moins seyant, sorti tout droit d'un film de Rambo. » Ce tableau, que retrace Metrinko, c'était pour les Afghans le visage de l'Amérique.

« Parfaitement préparés à laisser le pays sombrer en enfer »

La CIA était désormais chez elle en Afghanistan, comme elle l'avait été en Iran dans les années 1970, quand l'ancien directeur de l'Agence, Richard Helms, y avait exercé les fonctions d'ambassadeur des États-Unis. L'argent

de la centrale de renseignement offrait au gouvernement le minimum de sécurité et cette stabilité était essentielle à la CIA pour mener à bien sa mission, à savoir traquer Al-Qaïda. L'argent était aussi indispensable à la présidence Karzaï. Ses ministres et ses gouverneurs en dépendaient. Bien peu se préoccupaient de l'avenir du pays.

« Ils n'étaient guère intéressés, aux dires de Metrinko, que de leur propre pouvoir, et parfaitement préparés, pourvu qu'ils s'enrichissent, à laisser le pays sombrer en enfer. La CIA travaillait avec tout le monde, le moindre délinquant, le moindre soudard corrompu. » Parmi eux, Ahmed Wali Karzaï, le frère d'Hamid, une recrue de choix, lui aussi, pour l'Agence. Il parle un anglais parfait, avec l'accent de Chicago, et c'est effectivement un gangster. Il devient l'homme fort de la province de Kandahar, amassant une fortune en prenant le contrôle des forces de sécurité locales, du commerce et des marchés publics. Il exige d'énormes commissions des trafiquants de drogue pour protéger leurs immenses champs de pavot et leurs cargaisons d'héroïne. Grâce, en bonne partie, à un prêt du gouvernement des États-Unis diligemment arrangé en 2004 par le nouvel ambassadeur américain, Zalmay Khalilzad, il acquiert les terrains sur lesquels s'étend rapidement la base américaine de Kandahar construite sur l'ancienne résidence du mollah Omar. En 2005, Ronald Neumann, qui vient de succéder à Khalilzad, envoie un câble urgent intitulé « Résoudre la crise de la corruption en Afghanistan ». Il note la tendance d'Hamid Karzaï à tolérer la concussion et pointe l'implication du frère du président dans le trafic d'héroïne. Il conclut : « Le président Karzaï […] doit exclure de son gouvernement les hauts responsables les plus notoirement corrompus, et probablement les poursuivre. » Il cite nommément quatre gouverneurs de province, dont trois émargent sur les listes de la CIA, tout comme Ahmed Wali Karzaï.

Tout cela tombe dans les oreilles d'un sourd. Le président Bush décide d'ignorer « le népotisme, le secret, l'impunité » qui enveloppent le palais

présidentiel après la prise du pouvoir par Karzaï, analyse Stephen Hadley, conseiller à la sécurité nationale lors du second mandat de Bush, lequel semble ne pas comprendre que les échecs du gouvernement qu'il soutient deviendront le meilleur outil de propagande des talibans pour de nouvelles recrues. Les yeux désormais fixés sur Bagdad, Bush souhaite s'investir le moins possible à Kaboul – pas de maintien de la paix, pas de sécurité, et surtout pas de *nation-building*. Ainsi, en Afghanistan, « la situation se dégrade inexorablement, poursuit Hadley. Et le problème, c'est […] que nous en sommes responsables ».

Le problème était bien la corruption, et la façon dont la CIA travaillait en Afghanistan, avec ses rouleaux de billets de cent dollars. « Étant donné l'importance qu'avait la mission, les questions de corruption paraissaient secondaires eu égard à celles de l'action clandestine », explique Barnett Rubin. Et quand l'occupation américaine en Afghanistan commença, quelques années plus tard, à se déliter, les talibans n'en furent pas la cause. « Ce ne fut pas l'insurrection qui condamna finalement nos efforts, ce fut la corruption », conclut Crocker, revenu à l'ambassade en 2011.

Greg Vogle reçut la plus haute distinction de la CIA, la Distinguished Intelligence Cross, pour avoir sauvé la vie d'Hamid Karzaï[4]. La citation rend hommage à « l'extraordinaire héroïsme face au danger, accepté avec une remarquable force d'âme et un courage exemplaire ». Vogle servit à deux reprises comme chef de poste en Afghanistan. Il recevait chaque officier nouvellement arrivé à Kaboul par ces mots : *Votre mission est de tuer Al-Qaïda. Des questions ?* À cette mission, il était lui-même entièrement dévoué. Et cela le conduisit au sommet. Quatre mois après que Karzaï fut contraint de quitter le pouvoir, il fut nommé chef du service clandestin de la CIA.

Vogle avait quitté une première fois l'Afghanistan au printemps 2002, persuadé que l'Amérique était en train de remporter la guerre contre la terreur. Mais l'ordre de bataille changeait. Et ce n'était pas pour le meilleur.

Comme le rapporte Roger Pardo-Maurer, sous-secrétaire adjoint à la Défense, déployé à Kandahar en tant que commandant réserviste des forces spéciales : « La situation à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés est celle-ci : Al-Qaïda a léché ses plaies et ses effectifs se regroupent au Sud-Est, avec la connivence d'une nouvelle génération de seigneurs de la guerre mécontents et la bénédiction des Pakistanais, qui jouent double jeu. La partie est loin d'être gagnée. Dans les provinces frontalières, on ne peut pas soulever un caillou sans déloger, comme des fourmis, des serpents, des scorpions, toute une colonie de *bad guys*. Il est surprenant de constater que nombre d'entre eux sont des étrangers. »

1. Fahim devint le premier ministre de la Défense de Karzaï, puis son vice-président, après la chute du gouvernement taliban, en décembre 2001. La CIA le soupçonna, l'année suivante, de vouloir assassiner Karzaï. Désavoué en 2004, il fut à nouveau vice-président après la réélection frauduleuse de Karzaï en 2009. Telles étaient les vicissitudes de la vie politique afghane.

2. Traditionnellement, les Pachtounes ont gouverné Kaboul car ils représentent à peu près la moitié de la population afghane, les Tadjiks comptant pour un quart et les Ouzbeks, pour un dixième. Au Pakistan, où vivent des millions de Pachtounes, le général Musharraf et l'ISI considéraient l'Alliance du Nord – soutenue par l'ennemi princeps, l'Inde, et par les alliés de l'Inde, l'Iran et la Russie – comme une coalition de barbares susceptible de se retrouver aux portes de la passe de Khyber, gardée par quelques centaines d'officiers pachtounes de l'armée pakistanaise qui dirigeaient, au nom de Karachi, les zones tribales (pachtounes) le long de la frontière afghane.

3. Lyse Doucet était la voix internationale la plus respectée concernant l'Afghanistan, hors même des audiences occidentales. Au moment de l'invasion américaine, les reportages de la BBC sur ondes courtes en pachtou, en dari et en anglais constituaient depuis vingt ans une source indépendante d'informations, souvent vitales, pour des millions d'Afghans. Presque chaque village de quelque importance possédait (au moins) un poste de radio à ondes courtes, et à la mi-novembre 2001, chaque ancien, dans chaque tribu afghane, savait que les talibans avaient déjà perdu la guerre. Ainsi se défirent et se renouèrent les loyautés.

4. À l'heure où s'écrivent ces lignes, trente-neuf personnes seulement, dans toute l'histoire de la CIA, ont été décorées de la Distinguished Intelligence Cross. Nombre de ces décorations ont été décernées à titre posthume et presque toutes demeurent classées *confidentiel defense*.

7

Des ennuis inédits

Al-Qaïda frappe une nouvelle fois le 11 mars 2002, six mois après la destruction du World Trade Center. C'est une synagogue, la plus ancienne d'Afrique, sur l'île tunisienne de Djerba, qui est prise pour cible. Un camion piégé explose devant l'ancienne maison de prière et tue quatorze touristes allemands, cinq riverains tunisiens et deux citoyens français. La cheville ouvrière de l'attentat est un psychopathe, Christian Ganczarski, *alias* Ibrahim l'Allemand. Il a directement pris ses ordres de Khalid Cheikh Mohammed, le cerveau du 11-Septembre. Une vidéo d'Al-Qaïda tournée quatorze mois plus tôt en Afghanistan le montre assis au premier rang parmi des centaines de combattants en armes, écoutant un discours de Ben Laden.

La CIA trouve un moyen de soustraire Ganczarski du champ de bataille au terme d'une subtile opération dirigée par Margaret Henoch, cheffe des opérations de la division Europe et l'une des rares femmes de haut rang du service clandestin. Avec la collaboration des renseignements français, elle l'attire dans un vol Air France au départ de Riyad à destination de Bonn, un officier de la CIA se saisit du personnage lors de l'escale de l'avion à Paris. Ibrahim passe le restant de ses jours dans une prison française. Au moment

d’écrire ces lignes, il est toujours inculpé aux États-Unis de complicité d’assassinat de citoyens américains.

C’est ainsi qu’on peut remettre à la justice un terroriste. Ou plutôt, c’était ainsi. Une façon de faire élégante, mais désormais surannée.

Quatre ans plus tôt, George Tenet a passé un accord avec Omar Souleiman, le chef des services de renseignement égyptiens, pour l’incarcération des militants islamistes enlevés par la CIA. Quatorze de ces « restitutions extraordinaires » ou « remises extrajudiciaires secrètes » autorisées par le président des États-Unis ont eu lieu avant le 11-Septembre, au nombre desquelles la capture du chef de la branche albanaise d’Al-Qaïda, débusqué par des officiers de la CIA dans les Balkans en 1998. La Maison Blanche, le département d’État et la CIA savaient pertinemment que Souleiman torturait ses prisonniers pour obtenir des informations. Ce n’était pas un problème. L’objectif était de se débarrasser des méchants. Et tant mieux s’ils parlaient. Mais avant le 11-Septembre, les interrogatoires n’étaient pas l’affaire de la CIA. Parmi les premières personnes capturées et envoyées par l’Agence dans les prisons cairotes se trouve Ibn Al-Cheikh Al-Libi, dont le nom figurait dans un paquet de quarante dossiers de terrorisme fournis en octobre 2001 à la CIA par le chef des renseignements libyens, Moussa Koussa.

Al-Libi a tenté de renverser Mouhammar Kadhafi et s’est enfui en Afghanistan pour y combattre les Soviétiques avec les armes fournies par la CIA. Il s’est alors allié à Ben Laden, avant d’être capturé comme il fuyait le champ de bataille, en novembre. Six semaines plus tard, il est acheminé au Caire. Sous la torture, répondant aux questions posées à Souleiman par les analystes de la CIA, le prisonnier affirme que les Irakiens ont entraîné Al-Qaïda à la guerre chimique et biologique. « Ce qui s’est avéré un mensonge », commente Kristin Wood, alors cheffe de la branche irakienne du bureau d’analyse du terrorisme. Revenu dans la cellule de la CIA, le prisonnier se rétracte immédiatement, précisant avoir inventé sa réponse

pour échapper à ses souffrances. Mais ce sont ces mensonges que Tenet rapporte au président lors de son compte rendu quotidien, et ils figurent en bonne place dans les discours de Bush et de Cheney qui envisagent déjà la guerre contre Saddam Hussein.

Tenet n'a plus pensé qu'à « courir sur-le-champ à la Maison Blanche » avec ces nouvelles sensationnelles, se souvient Tyler Drumheller, chef de la division Europe du service clandestin de 2001 à 2005. Et « quand vous avez dit quelque chose au président, surtout au président Bush, il est assez difficile de revenir le voir et de lui expliquer : "Vous savez, nous n'avons peut-être pas effectué toutes les vérifications nécessaires." » Et Drumheller d'ajouter que la CIA « a eu tort et s'est fourvoyée en envoyant des gens dans des pays comme l'Égypte, pensant qu'on allait trouver quelque grande vérité. Aucun gradé ne serait parti en guerre sur la foi de ce genre de nouvelles, parce qu'il aurait su, tout simplement, qu'elles étaient invérifiables »[1].

« Qu'allons-nous faire de ces types ? »

Au printemps 2002, la CIA commence à comprendre que la restitution extraordinaire n'est pas la réponse. Quelque 2 000 Arabes, Afghans, Pakistanais, Tchétchènes, Turkmènes et Ouïghours chinois ont été capturés en Afghanistan, auxquels il faut ajouter les personnes suspectées d'appartenir à Al-Qaïda arrêtées par l'ISI au Pakistan. La nouvelle prison militaire de la baie de Guantánamo, à Cuba, reçoit 300 prisonniers. Une centaine d'autres, dont une poignée de « détenus d'intérêt particulier » ont été envoyés à Camp Rhino, la base de marines au sud-ouest de Kandahar commandée par le général de brigade James Mattis, qui sera plus tard secrétaire à la Défense lors du premier mandat de Donald Trump. Mattis ne veut rien avoir à faire avec eux. C'est le problème de la CIA. Pas le sien.

« Qu’allons-nous faire de ces types, une fois qu’on les aura capturés ? se demande tout haut Buzzy Krongard. Nous n’avons jamais administré une prison. Nous n’avons pas les codes. Nous n’avons pas d’interrogateurs. »

Dans la nuit du 27 mars 2002, le dilemme du prisonnier devient une question brûlante. Des agents pakistanais ont tiré sur Tarek Zein Al-Abidin Mohammed Hussein, *alias* Abou Zoubaydah, l’ont grièvement blessé et l’ont capturé. Les officiers traitants de la CIA du poste d’Islamabad, guidés par les analystes du siège, le localisent dans une retraite de Faisalabad. Tenet annonce immédiatement à Bush qu’Abou Zoubaydah est le numéro trois d’Al-Qaïda, impliqué au premier chef dans les attentats les plus importants, et Bush s’empresse d’en avertir le monde. « C’est l’un des principaux agents [de l’organisation], qui conspirent contre les États-Unis pour y semer la destruction et la mort », proclame-t-il lors d’une réunion de collecte de fonds pour le parti républicain. Zoubaydah n’est rien de tout cela. Il n’est pas strictement affilié à Al-Qaïda, et si Ben Laden l’avait incorporé à ses troupes, il n’y aurait pas eu le grade de général, ni même de lieutenant, plutôt d’adjudant. Il était néanmoins une figure importante : un logisticien et un huissier, qui savait qui appeler et à quel moment. Il connaissait les noms et les pseudonymes de nombre des membres de la hiérarchie d’Al-Qaïda. Il savait aussi qui allait et venait dans les camps d’entraînement afghans. Il était le premier prisonnier d’importance détenu par la CIA.

« Nous devions assumer la responsabilité des terroristes d’intérêt particulier », affirme Jose Rodriguez. La CIA savait encore très peu de choses d’Al-Qaïda. Elle continuait de mettre en garde la Maison Blanche contre l’imminence d’un nouvel attentat sur le territoire des États-Unis. Elle voyait en chaque prisonnier une bombe à retardement. Elle espérait qu’en les interrogeant elle parviendrait à arrêter à temps le complot et la catastrophe qui se préparaient.

Rodriguez mit au point un schéma de détention et d'interrogatoire des captifs d'Al-Qaïda par les officiers de la CIA. Il s'assura l'aide du bureau des services techniques[2]. C'était à l'OTS (Office of Technical Service) que s'adressait le service clandestin quand il avait besoin d'outillage d'espionnage – micros, caméras de surveillance, systèmes de communication secrets, faux passeports, camouflages… Le bureau disposait aussi de psychologues, qui connaissaient les techniques institutionnelles pour briser les gens sans les tuer. Leurs prédécesseurs de la guerre froide avaient mené les expériences de contrôle des esprits connues sous le nom de code MKUltra. Parmi les nombreuses horreurs commises, on peut retenir certaines techniques d'interrogatoire expérimentées sur des prisonniers fédéraux, consistant à leur faire absorber du LSD à leur insu tous les jours pendant onze semaines consécutives.

Quand le directeur de la CIA, Allen Dulles, avait créé le bureau, en 1951, au plus fort de la guerre de Corée, il voulait savoir s'il était possible de mettre au point un sérum de vérité. Ses officiers se chargeaient déjà d'interroger dans des prisons secrètes des bases militaires américaines en Allemagne et au Panama – qui ouvrirent la voie à Guantánamo – une poignée de prisonniers suspectés d'être des agents doubles soviétiques. C'est de cette campagne d'interrogatoires qu'était née MKUltra, avec son cortège de pilules magiques, suivi de vingt années de recherches, abandonnées en 1973, sur les meilleurs moyens de délier les langues. Au fil des ans, les psychologues de la CIA avaient rédigé des études de cas sur les prisonniers américains dont les troupes chinoises avaient lavé le cerveau durant la guerre de Corée et sur les captifs allemands enfermés dans des cercueils par les agents soviétiques durant la Seconde Guerre mondiale. Ils avaient créé un programme de formation des espions et des pilotes d'avions de reconnaissance Lockheed U-2, intitulé « Subir la détention par l'ennemi », qui ne prévoyait pas d'abus physiques sur les recrues, mais les privait de sommeil et les enfermait dans des espaces exigus. Le programme

avait été abandonné, comme tant d'autres activités de l'Agence, à la fin de la guerre froide.

L'armée avait quant à elle mis au point un régime plus strict, intitulé SERE – Survie, Esquive, Résistance, Évasion – déterminé en partie sur la base d'études scientifiques secrètement financées au titre du programme MKUltra. On y enseignait comment résister à des interrogateurs brutaux en leur posant en retour des questions brutales. Les instructeurs du SERE tiraient parti des expériences des prisonniers de guerre détenus par les armées allemande, japonaise, nord-coréenne, chinoise et nord-vietnamienne entre 1942 et 1972. Leurs méthodes reposaient sur l'expérience de l'isolement prolongé, de la nudité forcée, de la privation de sommeil, de successions de chaleurs et de froideurs extrêmes, de confinement dans des espaces réduits. Les programmes d'entraînement se fondaient sur l'expérience des anciens combattants dans chaque armée. Au tournant du XX^{e} siècle, le programme de l'armée de l'air reposait encore sur les témoignages de torture des pilotes dont l'avion avait été abattu par l'artillerie nord-vietnamienne – des sévices qui étaient plus destinés à obtenir de fausses confessions pour la propagande que des renseignements pour conduire la bataille. La simulation de noyade, technique remontant à l'Inquisition espagnole, n'était pratiquée qu'au cours des sessions d'entraînement de la marine. Richard Armitage, mort le 17 avril 2025, qui était secrétaire d'État adjoint de Colin Powell, se souvient avoir été soumis au *waterboarding*, avant d'être déployé au Vietnam, en 1968. Était-ce de la torture ? « Certainement, répond-il quelque quarante ans plus tard. C'est indubitable. »

Les psychologues du bureau des services techniques avaient contribué à écrire les premiers protocoles d'interrogatoires de la CIA durant la guerre du Vietnam. En 1983, ces règles avaient été revues à l'occasion de la parution du manuel d'exploitation des ressources humaines, qu'utilisèrent des officiers de la CIA et un contingent de bérets verts pour conseiller leurs

alliés en Amérique centrale. Le manuel recommandait l'humiliation des prisonniers par la nudité forcée, la privation de sommeil, la mise à l'isolement et l'épouvante pour briser leurs velléités de résistance.

L'année suivante, la CIA a sanctionné un officier du service clandestin, Charlie Wise, pour conduite inappropriée lors de l'entraînement des *contras*, auxquels était préconisé et enseigné l'usage de la torture. Après que les journaux ont rapporté les abus, John Helgerson, l'inspecteur général de Tenet, assure à la commission sénatoriale sur le renseignement que « les techniques physiques ou psychologiques inhumaines sont contreproductives, car elles ne fournissent pas de renseignements et induiront probablement des réponses fausses ». Richard Stolz, alors chef du service clandestin, affirme que « les maltraitances physiques et autres traitements dégradants ont été rejetés car non seulement ils sont une faute, mais aussi parce qu'historiquement, ils se sont avérés inefficaces ».

En 2002, les dirigeants de la CIA ont manifestement oublié tout cela. Quand Jose Rodriguez se met en quête d'un interrogateur, c'est Charlie Wise qu'il choisit, le seul officier qui sache comment faire céder mentalement des prisonniers. Et quand il choisit les techniques qui seront employées, c'est sur deux psychologues depuis longtemps au service du SERE de l'armée de l'air qu'il s'appuie, James Mitchell et Bruce Jessen, engagés comme consultants dans la lutte antiterroriste par le bureau des services techniques. La première semaine d'avril, Rodriguez soumet à George Tenet et à John Rizzo une dizaine de leurs propositions. La liste comprend la simulation de noyade et d'autres méthodes extrêmes du SERE. Rodriguez apporte quelques perfectionnements : enfermer le prisonnier dans un étroit cercueil en compagnie d'un énorme insecte, l'enterrer vivant, le maintenir éveillé onze jours de suite… Et il souhaite les mettre à profit le plus rapidement possible sur la personne d'Abou Zoubaydah.

« Boxer à mains nues »

Ces techniques choquent Rizzo : « sadiques et révoltantes ». En particulier la planche à eau, le *waterboard*, la simulation de noyade. Rizzo conseille le service clandestin depuis vingt-sept ans, un temps suffisant pour savoir « d'instinct ce qui pouvait attirer des ennuis à l'Agence – et à ses membres. Et là, on sentait arriver des ennuis inédits, et non des moindres ». Rizzo part se promener sur le campus de la CIA. Une longue marche parmi les parterres en fleur. Il fume un cigare, « tentant d'intégrer – dit-il – ce que je venais d'entendre, et de me représenter dans quel guêpier j'aurais alors à me fourrer ». Si un jour le programme fuite, des officiers de la CIA pourront être inculpés, et leur réputation, salie pour toujours : ils seront vus comme des tortionnaires. Mais tandis qu'il soupèse les conséquences, il envisage aussi « le scénario du pire, le cauchemar : un autre attentat survient, et Zoubaydah annonce gentiment à ses geôliers qu'il était au courant de tout et se vante du fait que nous n'avons rien réussi à tirer de lui à temps ». Des Américains vont mourir et la CIA, pour n'avoir pas réussi à les sauver, périra avec eux. Il se souvient : « J'ai compris tout à coup que de toute façon, un jour ou l'autre, on se ferait avoir, quelle que soit la manière dont on s'y prendrait. »

C'est avec ce pressentiment que Rizzo s'assoit avec Tenet et Rodriguez dans le bureau du septième étage, regardant par les baies vitrées les grands arbres verdoyants et le parc qui descend doucement vers le Potomac. En tant qu'avocat, confesse-t-il, il ne peut dire si ces techniques relèvent ou non de la torture, mais si elles équivalent effectivement à des tortures, alors elles sont injustifiables, même pour prévenir le prochain attentat. S'ensuit un long silence, inconfortable. Que brise Rodriguez.

« On ne fera rien qui s'apparente à la torture », jure-t-il. Mais cela ne rassure nullement Rizzo, qui a l'expérience de la façon toute personnelle dont Rodriguez respecte les règles. Rizzo connaît les lois contre la torture,

et sait que celle-ci est passible de vingt ans de prison. Tenet a besoin, pense-t-il, d'une feuille de route signée de la Maison Blanche et du département de la Justice. La CIA attendra quatre mois, jusqu'en août, un retour des juristes, craignant chaque jour une nouvelle catastrophe, qui semble inéluctable. Rodriguez n'aime pas patienter. C'est maintenant qu'il veut l'imprimatur du président. Comment la torture peut-elle être anti-américaine, si Bush l'autorise – et lui donne sa bénédiction ? Et s'il lui donne cette bénédiction, comment saurait-elle encore être nommée « torture » ?

« J'ai approuvé l'usage des techniques d'interrogatoire », y compris le *waterboard*, après une réunion d'information avec Tenet, écrit Bush dans ses mémoires. Rodriguez obtient le soutien du président quinze jours après qu'Abou Zoubaydah a été fait prisonnier. Celui-ci a pourtant dit aux Américains à peu près tout ce qu'il savait.

Dans une base de la jungle, près de Chiang Mai, en Thaïlande, un agent du FBI, Ali Soufan, musulman chiite parlant couramment l'arabe et qui connaît bien les rouages d'Al-Qaïda, s'est acquis la coopération du prisonnier. Abou Zoubaydah a ainsi désigné Khalid Cheikh Mohammed comme l'organisateur et le stratège du 11-Septembre et révélé son nom de code, Moukhtar, le « cerveau », précisément, ce qui conduira onze mois plus tard à sa capture. C'est une avancée immense : la CIA savait qu'il était un terroriste particulièrement dangereux, mais ignorait qu'il était le bras droit de Ben Laden. Abou Zoubaydah livre les noms d'une poignée d'agents d'Al-Qaïda au Moyen-Orient et en Europe ; il décrit aussi librement son rôle de pourvoyeur clandestin d'argent liquide et de passeur pour le compte de Ben Laden, et dévoile des détails de complots antérieurs aux attentats.

Rétrospectivement, certains de ces projets semblent délirants. L'un d'eux consistait à sectionner les câbles du pont de Brooklyn avec des chalumeaux afin de le précipiter dans l'East River. « Nous regardions

Godzilla, raconte le prisonnier à Soufan. Quand nous avons vu la séquence où il prend pied sur le pont, nous avons imaginé la catastrophe que nous pourrions causer. » Un autre projet d'attentat avait germé dans le cerveau fertile d'un malfrat originaire de Brooklyn et parti rejoindre Al-Qaïda, nommé Jose Padilla, qui voulait construire une « bombe sale » et la faire exploser sur le territoire des États-Unis. Avec une pelletée d'uranium, déposée dans un seau, qu'il aurait fait tournoyer à l'aide d'une corde accrochée à la poignée, il pensait pouvoir séparer les isotopes[3].

Tenet fut dans le même mouvement stupéfait de ces confessions et furieux que ses subordonnés aient laissé le FBI accéder le premier au prisonnier. Sa colère redoubla le zèle de Rodriguez. Il réunit quarante personnes dans la grande salle de conférences du centre antiterroriste et annonça que la CIA disposait « de renseignements crédibles concernant une attaque nucléaire […] imminente sur une ou plusieurs villes américaines » – les techniques d'interrogatoire les plus rudes devenaient alors une obligation. Rodriguez avait l'intention d'envoyer Mitchell en Thaïlande, accompagné de deux autres officiers – Marty Martin, encore chef de poste, peu auparavant, en Jordanie, et Albert El-Gamil, son adjoint, ayant fait l'objet d'un avertissement pour conduite inappropriée – auxquels devaient se joindre deux analystes de haut niveau du poste Ben Laden, Jennifer Matthews et Alfreda Bikowsky, qui mettaient une intensité religieuse à s'acquitter de leur mission. Tous les cinq soutenaient ardemment l'emploi des techniques les plus dures. « Nous allons boxer à mains nues », leur avait dit Rodriguez. Mitchell et Matthews embarquèrent immédiatement à bord d'un jet Gulfstream pour Chiang Mai et parvinrent jusqu'au site noir installé à la hâte par la CIA après avoir capturé Abou Zoubaydah, saisi ses carnets et ses disques durs, soigné les graves blessures par balles qu'il avait reçues au Pakistan et l'avoir poussé dans un avion pour l'envoyer à des milliers de kilomètres.

Les psychologues font passer le message des analystes : le prisonnier détient des informations cruciales sur les dangers qu'encourent les États-Unis. Le président a demandé à Tenet de vérifier ce qu'il savait concernant la deuxième vague d'attentats. Le moment est venu d'être vraiment dur. Les interrogateurs de la CIA déshabillent Zoubaydah, l'enchaînent pieds et poings au sol, déversent dans ses oreilles des flots assourdissants de hard rock et l'empêchent de dormir pendant soixante-seize heures. Jusqu'à ce que les médecins présents sur le site interviennent. Les interrogateurs leur rétorquent que ces techniques ont été approuvées au plus haut niveau. Or elles ne fonctionnent pas : Abou Zoubaydah s'est tu quand ont commencé les sévices.

Alors on l'enferme dans un cercueil. Ali Soufan considère la bière et demande à un officier de la CIA de le laisser « essayer » l'étroite prison : « Je m'y suis allongé et on a refermé la boîte, écrit-il. Il y faisait un noir de poix. Je ne pouvais qu'à peine bouger la tête et les membres. Après quelques secondes, j'ai demandé qu'on rouvre le couvercle, et je suis rapidement sorti. "C'est de la folie", ai-je dit [à l'interrogateur]. »

« Nous ne nous faisions pas d'illusions »

Au même moment, la CIA renvoie son responsable de la guerre contre la terreur. Cofer Black est devenu l'homme le plus influent de l'Agence après le directeur. Il rend compte directement à Tenet, court-circuitant Pavitt dans la chaîne de commandement. Le centre antiterroriste est devenu plus puissant que le service clandestin. Son budget approche les 3 milliards de dollars, environ l'équivalent de l'ensemble des dépenses de la CIA pour l'année 1998. Un quart des effectifs est désormais sous la responsabilité de Black. Ses lieutenants hantent les couloirs du siège : ils accostent officiers et analystes et leur annoncent qu'ils travaillent désormais pour Black, qui est allé voir Pavitt en exigeant des centaines d'officiers supplémentaires,

affectés jusque-là à l'Europe et à l'Amérique latine. Il pense pouvoir bientôt remplacer Pavitt à la tête du service clandestin. Une après-midi, Ric Prado patiente à la porte du bureau de Pavitt, dans la suite du septième étage. Black en sort comme un furieux. Pavitt est rouge de colère : « Ton patron vient juste de m'expliquer comment je dois gérer ma direction », grogne-t-il à l'adresse de Prado.

Entre les deux hommes, la lutte pour le pouvoir fait rage pendant des mois. En mai, c'est l'explosion. Pavitt annonce à Black qu'il est démis de ses fonctions. Il lui offre un nouveau poste : la direction de la division des ressources nationales, où l'on a coutume de s'entretenir avec les hommes d'affaires internationaux et de traiter des ressortissants américains voyageant fréquemment à l'étranger. Cette direction est un parent pauvre, on y reclasse celles et ceux qui se sont grillés. L'affront résonne dans les rangs des officiers de l'antiterrorisme demeurés loyaux à Black. Pour certains, c'est comme si Eisenhower avait évincé Patton durant la bataille des Ardennes pour lui confier la direction des services postaux. Black refuse l'offre. Il quitte bientôt la CIA, occupe durant deux ans le poste de coordinateur de la lutte antiterroriste au département d'État, puis devient vice-président, rémunéré une fortune, de Blackwater. Il n'aura pas l'occasion de tenir la promesse faite au président : tuer Ben Laden et détruire Al-Qaïda.

C'est Jose Rodriguez qui prend la tête de l'antiterrorisme à la CIA. Ses partisans, et ils sont nombreux, apprécient son sens de la mission, son inébranlable dévouement envers ses subordonnés et son mépris tranquille des bureaucrates et de leurs réglementations. Ses détracteurs pensent que sa carrière n'aurait pas dû aller au-delà de la division Amérique latine, qu'il a été promu bien au-dessus de ses capacités et que sa nomination trahit une remarquable absence de jugement de la part de ses supérieurs.

En juin, Rodriguez choisit Michael D'Andrea pour lui succéder à la tête du centre antiterroriste. D'Andrea est un officier de la deuxième génération,

qui travaille cent heures par semaine, au visage blafard que la lumière du jour n'atteint que trop rarement, dont l'esprit brûle d'une flamme éternelle et zélote. Il est végétarien et fume cigarette sur cigarette. Élevé dans la foi catholique, il s'est converti au chiisme après son mariage avec une riche femme d'affaires de l'île Maurice. Il était chef de poste à Dar es-Salaam quand Ben Laden a tenté d'y faire sauter l'ambassade – et le poste de la CIA – en août 1998, et il a été parmi les premiers responsables de la traque internationale du chef d'Al-Qaïda. Il succédera à Rodriguez pour dix ans à la tête de l'antiterrorisme et deviendra, de loin, l'officier ayant le plus de meurtres à son actif de toute l'histoire de l'Agence. Il prend immédiatement en charge les frappes effectuées par les drones. La première de ces frappes hors du territoire afghan a lieu en novembre 2002, tuant six personnes suspectées d'appartenir à Al-Qaïda, dont un citoyen américain, au Yémen. Ce sont les missions secrètes les plus meurtrières qu'ait entreprises la CIA depuis la guerre du Vietnam. Rares sont ceux qui pensent que le secret sera gardé.

« Nous savions tous que les Américains découvriraient, tôt ou tard, ce à quoi nous étions mêlés, observe Philip Mudd, qui fut l'adjoint de Rodriguez dix ans plus tard. Nous ne nous faisions pas d'illusions. »

Rodriguez se tourne ensuite vers Jim Cotsana, chef du groupe de préparation opérationnelle au bureau des services techniques, qui appartient à la confrérie des anciens marines. Calme et posé, il s'est inscrit après le Vietnam en thèse de philosophie, s'intéressant plus particulièrement à l'épistémologie, la science qui cherche à comprendre comment s'acquièrent les connaissances – un préambule intéressant pour un futur officier du renseignement. En 1980, il attire l'attention d'un recruteur de l'Agence. Il a participé à maintes opérations d'espionnage et de contre-espionnage dans le monde, dont les cibles étaient des Russes, des Iraniens et des terroristes. Il a commandé toutes les bases fournissant un support technique aux postes de la CIA et à leurs opérations. Il est aussi l'homme qu'il faut consulter pour

les remises extrajudiciaires. Il les a toutes dirigées. Avec une équipe de dix hommes, mobile sur toute la planète. Rodriguez nomme Cotsana chef des missions spéciales (à la CIA comme dans l'armée, l'adjectif « spéciales » qualifie les opérations les plus sensibles et les plus secrètes). La plus importante de ses missions est désormais de superviser un nouveau groupe, chargé de la remise extrajudiciaire, de la détention et de l'interrogatoire des prisonniers d'Al-Qaïda censés détenir des renseignements cruciaux concernant les prochains attentats.

« Nous n'avions absolument aucune expérience des interrogatoires et du logement des détenus d'intérêt particulier, rapporte Cotsana. Nous partions à peu près de zéro. » Il lui fallait créer un réseau de sites noirs. Il devait trouver les interrogateurs et les linguistes, les confesseurs et les médecins, les officiers de sécurité et de logistique, et les analystes qui sauraient de quoi on parlait quand il s'agissait d'Al-Qaïda. « Le manque de personnel capable et volontaire pour participer au programme fut une immense difficulté, note un rapport de l'Agence diffusé en 2013. Les officiers qualifiés dans les langages étaient particulièrement rares. » L'équipe opérationnelle de Cotsana atteint vite, pourtant, 1 200 officiers, soit un nombre plus important que celui de l'ensemble du service clandestin avant le 11-Septembre. Et avant de se débander, elle aura dépensé au bas mot le quart d'un milliard de dollars. Au fil des ans, les sites noirs de la CIA détiendront 119 prisonniers. Quatorze « détenus d'intérêt particulier » seront soumis aux techniques d'interrogatoire les plus dures. « Trois prisonniers seulement ont été "waterboardés" [liés à la planche de simulation de noyade], assure Rodriguez. Nous avons waterboardé trois tueurs, qui avaient du sang américain sur les mains. Foutez-moi la paix avec ça[4] ! »

Vingt et un étés ont passé, et Cotsana porte un regard rétrospectif sur les informations que la CIA obtint alors des prisonniers : « Nous avons compris comment ils faisaient circuler l'argent. Nous disposions de quelques

personnes parfaitement au fait des techniques bancaires et qui connaissaient les procédures de blanchiment. Elles ont réussi à embrouiller leurs réseaux. Nous avons aussi découvert comment ils obtenaient des passeports, comment ils faisaient passer des gens d'un point A à un point B. Et nous avons réussi à perturber tout cela. Et nous avons appris qu'ils avaient un coursier », Abou Ahmed Al-Koweiti, que Ben Laden utilise pour communiquer avec le monde extérieur. Son numéro de téléphone est trouvé dans le répertoire d'Abou Zoubaydah, lorsque celui-ci est capturé. Des prisonniers détenus par deux centrales de renseignement arabes alliées de la CIA identifient le coursier l'été 2002. Interrogé par le FBI, Abou Zoubaydah donne le nom d'un agent d'Al-Qaïda, Hassan Guhl, qui déclare qu'Al-Koweiti est le bras droit de Ben Laden. Mais ces informations de première importance sont obtenues avant que la CIA ne commence les séances de *waterboarding* et ne recoure à des méthodes brutales.

Le groupe de remise extrajudiciaire secrète, de détention et d'interrogatoire aurait-il mené à bien sa mission sans la torture ? « Probablement pas, répond Cotsana. Nous devions protéger le pays. Et ce que nous avons fait, ce qui, pensions-nous, était ce que nous avions de mieux à faire, c'était obtenir le plus possible de renseignements exploitables, car nous étions tous persuadés qu'une nouvelle vague d'attentats se préparait. Si les gens finissaient par nous accuser de faire quelque chose d'illégal, quelque chose d'immoral, eh bien, il nous faudrait vivre avec. Et j'ai vécu avec. »

Cotsana se rua sur le foncier pour trouver des emplacements susceptibles d'héberger les prisons secrètes de la CIA. Le centre antiterroriste envisagea même certains sites reculés dont une île sur le plus grand lac artificiel du monde, le lac Kariba, à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe. L'argent n'avait pas d'importance. Pas plus que les procédures. Les chefs de poste s'adressaient directement aux ministres de l'Intérieur et aux maîtres espions des pays concernés, parfois même sans en

informer l’ambassadeur des États-Unis. En Pologne, en Lituanie et en Roumanie, ils furent accueillis à bras ouverts par les chefs des ex-services de renseignement communistes, formés et entraînés par la CIA après la chute du mur de Berlin. La CIA collaborait étroitement avec les Polonais ; le soutien clandestin de l’Agence au mouvement syndicaliste Solidarité avait aidé ses dirigeants à porter un coup terrible à l’empire soviétique.

Pour sceller l’accord avec la Pologne, Tenet embaucha le président des États-Unis. Bush entreprit le président polonais, Aleksander Kwaśniewski, juste avant un dîner d’État en son honneur. « Nous étions absolument seuls dans le bureau Ovale, se souvient Kwaśniewski. Bush est venu vers moi et a chuchoté à mon oreille. Il m’a dit que c’était important. » Le poste de Varsovie remet aux services de renseignement polonais deux boîtes en carton contenant 30 millions de dollars, en échange du libre usage d’une villa de deux étages dans le village de Stare Kiejkuty, qui sert de base d’entraînement, cachée dans la forêt, à une centaine de kilomètres de l’enclave russe de Kaliningrad, et qui fut un avant-poste des officiers de renseignement nazi durant la Seconde Guerre mondiale.

Pour ce qui concerne le recrutement d’interrogateurs expérimentés, la tâche de Cotsana, est encore plus difficile. Hormis Charlie Wise, il n’y a personne, ou presque. John McLaughlin, l’affable directeur adjoint, a bien interrogé des prisonniers en tant qu’officier de renseignement au Vietnam, mais il est difficile de l’envoyer en Pologne pour attacher un homme au *waterboard*. Cotsana doit aussi, entre autres missions spéciales, créer un réseau de mini-postes dans une multitude de pays, où les officiers et les analystes de l’antiterrorisme pourront travailler avec leurs collègues étrangers, former une équipe chargée de la saisie des disques durs ayant appartenu aux captifs et de l’exploitation de leurs données, superviser un autre groupe chargé de la surveillance et de la veille antiterroriste internationale – mettre les planques sur écoute, pirater les téléphones,

prendre des photos au téléobjectif ; la petite bande est d'ailleurs surnommée les clic-clac Kodak (the Snapshots).

La cheffe adjointe des Snapshots fait immédiatement grosse impression sur Rodriguez. Elle se nomme Gina Haspel. En 2018, elle deviendra directrice de la CIA. Comme D'Andrea, elle s'est fait connaître en traquant les agents d'Al-Qaïda, après les attentats à la bombe de 1998 contre les ambassades américaines en Afrique. Elle a aussi joué un rôle de premier plan, la même année, dans le démantèlement d'un réseau qui préparait un attentat contre l'ambassade des États-Unis à Bakou, en Azerbaïdjan, alors qu'elle était cheffe de poste. Après cette opération qu'elle avait elle-même dirigée, trois djihadistes au moins avaient été transférés dans une prison cairote, dont l'un était le bras droit d'Ayman Al-Zawahiri, le numéro deux (qui succéda à Ben Laden après la mort de celui-ci) d'Al-Qaïda. Elle a ensuite passé deux ans comme cheffe de poste adjointe en Turquie, où elle avait notamment pour cibles des espions russes. Après le 11-Septembre, quand les opérations visant la Russie ont perdu leur priorité, elle est devenue l'un de principaux officiers chargés de la lutte contre le terrorisme au siège de Langley.

Rodriguez veut en faire sa cheffe de cabinet. Mais il lui demande d'abord de se rendre sur le site noir de Thaïlande, dans le Cat's Eye (Œil du chat), pour reprendre le nom de code du lieu, et de s'y préparer à diriger les interrogatoires selon les méthodes brutales autorisées par le président. Car le 1er août, Tenet et Rodriguez ont obtenu le permis qu'ils demandaient depuis longtemps.

« Le *waterboard* n'était pas la solution miracle »

La torture a été intronisée au rang d'institution du gouvernement des États-Unis sur la parole d'un juriste de trente-deux ans nommé John Yoo, qui travaillait pour le bureau du conseil juridique du département de la Justice, avec l'accord du procureur général des États-Unis, John Ashcroft. Yoo avait été clerc du juge à la Cour suprême Clarence Thomas, et avait une conception extensive des pouvoirs présidentiels : Bush pouvait abroger lois et garanties constitutionnelles, ordonner à l'armée de massacrer un village ou autoriser des techniques d'interrogatoire cruelles et inhumaines. Tant que les prisonniers n'étaient ni tués ni gravement blessés, psychiquement ou physiquement, ce n'était pas de la torture. Et dès lors que ce n'était pas de la torture, cela devenait ce que la CIA prétendait : un ensemble sophistiqué de « techniques renforcées d'interrogatoire ». L'Agence n'avait jamais précisé à la Maison Blanche ou au département de la Justice comment elle comptait employer ces techniques – par exemple, les interrogateurs allaient-ils enchaîner un détenu au plafond et le priver de sommeil pendant une semaine ou plus ? Bush écrit dans ses mémoires que Tenet lui assura que « tous les interrogatoires seraient menés par des professionnels expérimentés du renseignement ayant suivi une formation intensive ». Si tel fut le cas, cette promesse était creuse.

Le 4 août, à 18 h 15, Mitchell et Jessen amènent le *waterboard* dans la cellule où est interrogé Abou Zoubaydah, en Thaïlande. Aucun des deux hommes n'a jamais utilisé l'instrument. Ils n'ont pas plus d'expérience des interrogatoires de ressortissants étrangers que de la collecte du renseignement. Ils ont été embauchés par le centre antiterroriste comme consultants, et non comme enquêteurs. Le septième étage ne perçoit pas la différence entre les entraînements strictement contrôlés du SERE et ce qui peut se produire dans un site noir. Abou Zoubaydah ne comprend pas non plus ce qui va lui arriver. Le prisonnier, qui vient de passer sept semaines à l'isolement, pense que le *waterboard* est un ustensile médical, une sorte de brancard spécial qui permettra de soigner une blessure encore ouverte.

Les interrogateurs serrent les attaches sur le blessé, basculent la planche en arrière et commencent à verser l'eau dans sa gorge et dans ses narines pendant quarante secondes d'affilée. L'opération se répète. Le prisonnier s'étrangle, a des haut-le-cœur, vomit, crie, se tord de douleur. Le *waterboarding* se poursuit jusqu'à 20 h 54. Puis Zoubaydah est enfermé dans une boîte de la taille à peu près d'une niche à chien : 55 × 75 × 75 cm, et on l'y maintient toute la nuit. Pendant quatre jours, le supplice se répète. On veut savoir ce qu'il sait de la seconde vague d'attentats. « Je n'ai rien à ajouter, répond l'homme. Je vous ai tout dit. » Alors on le soumet encore et encore à cette simulation de noyade. « Il semble, de l'opinion générale, que nous ne devrions pas aller plus loin », annoncent au siège, le 8 août, les interrogateurs. Deux jours plus tard, ils font savoir qu'il est très improbable que le prisonnier sache quoi que ce soit des projets d'attentats. Les interrogateurs poursuivent néanmoins leur action, sur l'instance du centre antiterroriste, de leurs officiers sur place et des analystes du poste Ben Laden, alors même que le chef de poste de Bangkok, Mike Winograd, fait remarquer que ceux qui appellent à continuer le traitement « n'ont aucune connaissance de la cible » et que les officiers de la CIA en Thaïlande répètent que celle-ci ne leur a rien confié qu'elle n'ait déjà dit au FBI. Mitchell et Jessen insistent autant qu'ils peuvent et vont jusqu'à « menacer de démissionner », se souvient le premier. « On nous a dit : "Il est en train de vous retourner, alors que c'est vous qui devriez le retourner." Les officiers desquels nous dépendions, des cadres intermédiaires du centre antiterroriste, nous emmerdaient vraiment. Ils nous disaient : "Vous êtes des sans-dents", ils nous répétaient que si nous arrêtions de waterboarder Abou Zoubaydah, un autre attentat se produirait aux États-Unis et que ce serait notre faute. »

Le 15 août Zoubaydah est près de périr et quelques jours plus tard, pour faire cesser la torture, il avoue à ses tourmenteurs ce qu'ils veulent entendre, tout ce qu'ils veulent entendre, inventant des projets d'attentats

délirants. Mais ces fausses confessions satisfont le siège. On permet aux interrogateurs d'adoucir le traitement après quatre-vingt-quatre séances de simulation de noyade.

Tout a été enregistré sur des cassettes vidéo, pour partie, afin de garantir que les interrogateurs de la CIA respectaient les règles. Mais ils les enfreignaient. Ils recouraient au *waterboard* beaucoup plus souvent que ce que l'Agence avait annoncé (pour obtenir l'autorisation d'y recourir) au département de la Justice, et d'une façon très différente. Au lieu de placer un linge mouillé sur la bouche du prisonnier et d'y verser des verres d'eau, ce sont des litres qu'ils font directement couler dans sa trachée, encore et encore. La violence et la fréquence des séances soulèvent rapidement de graves inquiétudes parmi l'équipe médicale du site noir. Des officiers, qui assistent en personne aux interrogatoires, sont bouleversés par leur férocité et « profondément choqués […], certains à en pleurer », par les ordres qui sont donnés de continuer[5]. C'est au moins le cas d'un des cadres du siège. Pour Terry DeMay, chef du bureau des services médicaux de la CIA, les interrogatoires n'étaient « guère plus qu'une expérience menée par des amateurs, sans aucune raison, au départ, de penser qu'ils puissent être sans danger ou mêmes efficaces ». Et de conclure : « Nous n'avions aucune preuve que le *waterboard* rapporterait des informations urgentes que nous n'aurions pu obtenir différemment. »

Cotsana le confirme : « Le *waterboard* n'était pas la solution miracle, contrairement à la privation de sommeil. »

Moins d'un an après le 11-Septembre, la quête d'informations avait conduit les États-Unis à reprendre les méthodes de leurs pires ennemis. Le *waterboard* allait devenir le symbole indélébile des errances vers lesquelles pousse la pratique du secret d'État.

« Il y a un nouveau shérif »

Le 12 novembre, le chef interrogateur, Charlie Wise, ouvre pour ses huit premières recrues une session de formation d'une semaine. Les séances sont à peine terminées qu'un officier indiscipliné, Matt Zirbel, laisse mourir de froid un prisonnier nommé Gul Rehman, enchaîné nu à partir de la taille au sol de béton d'un cul de basse-fosse – nom de code, la Mine de sel – à la base aérienne de Bagram, au nord de Kaboul. Avant que Zirbel ne soit envoyé en Afghanistan, ses supérieurs ont émis des doutes sur son affectation et sa personnalité, s'interrogeant sur son « manque d'honnêteté et de maturité et sur la faiblesse de son jugement ». Il reste la preuve vivante que la CIA ne savait pas diriger une prison.

Zirbel suspendait des hommes à des chaînes fixées au plafond de la Mine de sel, les laissant ainsi jusqu'à dix-sept jours d'affilée ; il organisait aussi des simulacres d'exécution et faisait battre les prisonniers par des hommes masqués vêtus de noir dont la lampe frontale était la seule lumière en ce lieu obscur. Il ajouta de son propre chef à la cruauté des traitements en plongeant une de ses proies dans un bain glacé, une technique dont on ne sait pas qu'elle ait jamais reçu une approbation officielle. Il assura à l'inspecteur général de la CIA que la Mine de sel était « utile aux interrogatoires, parce que [c'était] la chose la plus proche d'un donjon qu[']il ait] vue ».

La prison fut supervisée – si toutefois l'usage d'un tel mot n'est pas absurde – par deux chefs de poste successifs à Kaboul, qui s'en préoccupèrent assez peu, s'intéressant surtout à la traque des fugitifs d'Al-Qaïda. Alors que les geôles afghanes détinrent presque la moitié des 119 prisonniers de la CIA durant deux ans, elles ne relevaient pas du domaine de compétence de Cotsana. Le siège ne fut jamais directement responsable et Tenet affirma plus tard n'avoir été que vaguement au courant de leur existence. Quelques jours après l'enterrement de Gul Rehman dans une sépulture anonyme, des soldats du 519e bataillon de renseignement militaire battirent à mort deux Afghans détenus dans une prison mitoyenne

de la Mine de sel. Leurs officiers furent ultérieurement promus et emmenèrent le bataillon en Irak, où il mena les interrogatoires à Abou Ghraïb. Les tortures de Bagram furent directement exportées à Bagdad.

Mitchell et Jessen arrivent à la Mine de sel la semaine qui précède la mort de Gul Rehman. Jessen voit le prisonnier maltraité et envoie au siège et au chef de poste un rapport sur les « brutalités incontrôlées » dont il a été témoin. Les deux hommes viennent en Afghanistan pour y récupérer un nouveau détenu d'intérêt particulier, Abdel Rahim Al-Nashiri, un Saoudien qui a mené l'attentat mortel, au Yémen, en 2000, contre le destroyer USS Cole de la marine américaine et qui, interrogé à Dubaï après son arrestation, a confessé avoir imaginé un attentat contre un vaisseau américain stationné à Mina Rachid, le port de la métropole émiratie, et de couler des navires de commerce dans le détroit d'Ormuz.

Le 14 novembre, les deux psychologues emmènent Al-Nashiri sur le site noir de Thaïlande, dont la nouvelle cheffe de poste est Gina Haspel.

« L'interrogatoire agressif a commencé à 4 h 15, [le 15 novembre], rend compte Haspel au siège. Les interrogateurs ont dit au suspect […] qu'ils voulaient des informations pour faire cesser les opérations en cours contre les États-Unis. Le suspect a été fortement encouragé à ne pas mentir, [car] s'il mentait, il en souffrirait les conséquences et sa vie en deviendrait infiniment plus difficile […]. Ils voulaient savoir qui, quoi, quand et où, et comment les opérations en cours se dérouleraient, et [ont prévenu] que pour obtenir [ces informations], ils ne reculeraient devant rien. » Le prisonnier ayant simplement réitéré ses précédentes confessions, Mitchell et Jessen, ainsi que ses geôliers, l'ont roué de coups, l'ont jeté au sol, l'ont dévêtu, lui ont rasé la tête et l'ont enfermé pendant douze heures dans le cercueil. De nouvelles violences, la privation de sommeil et le menottage se sont avérés vains. « Nous sommes passés, raconte Mitchell, à des techniques non coercitives de pression sociale, et à partir de ce moment, Al-Nashiri a commencé à coopérer. » Le Saoudien révèle des projets d'attentats contre le

quartier des ambassades à Riyad, qu'Al-Qaïda perpétrera l'année suivante, tuant 56 personnes et en blessant 282, après que l'Arabie saoudite aura repoussé les avertissements de la CIA. Comme le prisonnier dit ne pas en savoir plus, les analystes du poste Ben Laden demandent à Rodriguez la permission de sortir le *waterboard*. Permission accordée. Le captif est soumis à trois simulations de noyade, sans succès. Mitchell insiste : l'homme coopère, semble fiable, ne pas détenir d'informations importantes. Balivernes, s'entêtent les analystes du poste Ben Laden : « Il nous semble inconcevable qu'Al-Nashiri ne puisse nous fournir des pistes concrètes. […] Quand nous pourrons capturer d'autres terroristes sur la base des indices qu'il nous aura fournis, ou faire échouer des attentats dont il nous aura prévenus, nous croirons beaucoup plus volontiers qu'il est vraiment coopératif et qu'on peut, en ce sens, lui faire confiance. »

Fin novembre, Rodriguez envoie à Haspel un message – urgent. Le *New York Times* a posé des questions sur le site noir. Haspel dispose de quatre-vingt-seize heures pour le fermer et effacer les preuves de son existence. La CIA transporte par avion Mitchell et les prisonniers en Pologne, où le deuxième site noir, mis en place avec l'aide du président des États-Unis, est prêt à les recevoir. Charlie Wise les y attend le 5 décembre. « Il y a un nouveau shérif, et c'est moi, maintenant, le représentant de la loi. » Ce sont les premiers mots du responsable des interrogatoires à Mitchell, qu'il prévient : il appliquera désormais les techniques d'interrogatoire qu'il utilisait en Amérique centrale.

« Il y avait des règles, se désole Cotsana. Et la première chose que Charlie a faite, ce fut de les oublier et de les enfreindre. » La mission l'emportait sur la légalité.

Wise et ses acolytes nouvellement promus utilisent une technique médiévale, l'estrapade. Les coudes d'Al-Nashiri sont liés derrière son dos avec un lien de cuir, jusqu'à ce qu'ils se touchent, puis ses bras sont enchaînés au-dessus de sa tête, ce qui disloque presque les épaules. Le

prisonnier est alors renversé en arrière, de sorte que ses omoplates touchent le sol, un manche à balai étant passé derrière ses genoux, que ce traitement pousse eux aussi à la dislocation. Al-Nashiri est dévêtu, plongé dans l'eau glacée, et son scrotum est frotté avec une brosse en chiendent. Le centre antiterroriste envoie l'ancien officier de renseignement du poste d'Amman, Albert El-Gamil, pour procéder aux interrogatoires tandis que Wise part en congé pour Noël. El-Gamil, qui n'a jamais été formé à l'interrogatoire, passe les trois derniers jours de l'année 2002 avec Al-Nashiri. Il lui lie les poignets, l'enchaîne au plafond, lui bande les yeux, et place contre sa tempe le canon d'un pistolet qu'il charge ou en approche une perceuse qu'il fait tourner pour un simulacre d'exécution.

Au début de la nouvelle année, l'inspecteur général de la CIA est averti de la mort de Gul Rehman dans la Mine de sel et des mauvais traitements commis en Pologne. Helgerson commence par un examen approfondi du programme, qui mènera à une enquête criminelle contre Jose Rodriguez. Cotsana prend les premières mesures censées recadrer les actions de ses hommes dans des proportions contrôlables : désormais, chaque site noir sera dirigé par un cadre supérieur du renseignement. Après que Mitchell a sonné l'alarme concernant Wise, l'interrogateur en chef est rappelé au siège où on lui signifie son renvoi. Il meurt d'une attaque cardiaque trois jours plus tard, à l'âge de cinquante-trois ans. Après son décès, Mitchell et Jessen fondent un cabinet de consultants afin de superviser le programme d'interrogatoires ; la CIA versera à leur société 81 millions de dollars au cours des cinq années suivantes.

Quand l'inspecteur général eut lancé son enquête, Tenet fut à nouveau alerté des conséquences désastreuses qu'aurait sur l'Agence la révélation de ses secrets les mieux gardés. Déterminé à défendre le programme et à le développer, il établit un protocole pour les « techniques renforcées d'interrogatoire », qui se conformait pour la première fois aux règles – six

mois après les premières utilisations du *waterboard* – et fut présenté le 28 janvier 2003.

Le même jour, Tenet dut répondre à une sollicitation particulièrement embarrassante. Le président avait ordonné à Colin Powell de lui fournir les motifs d'une guerre contre l'Irak. Powell, qui comptait sur Tenet, vint au siège pour examiner les preuves de la détention d'armes de destruction massive par l'Irak. Il voulait que Tenet lui confirme la solidité du dossier avant que l'Amérique ne se lançât dans la guerre. L'accusation était un poids bien lourd à porter.

Cette nuit-là, Tenet n'entendit pas le discours présidentiel sur l'état de l'Union. Il se coucha tôt.

1. Après l'invasion de l'Irak, la CIA a fait disparaître le témoignage d'Al-Libi, livré sous la torture. Puis c'est lui qu'elle a fait disparaître, dans son réseau de « sites noirs », pendant trois ans, avant de le renvoyer en prison en Libye, où il est mort en 2009.

2. Ce bureau a pour origine la branche recherche et développement du Bureau des services stratégiques (Office of Strategic Services – OSS), le prédécesseur de l'Agence, qui concevait « mauvais tours et armes mortelles susceptibles de servir dans une guerre de subversion contre Hitler et l'empereur Hirohito », comme l'a écrit un historien de la CIA à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'OTS, au siège, en août 2001. À mesure des années, l'OTS a inventé une intéressante panoplie d'espion, perfectionnant l'art de l'écriture invisible et menant des recherches sur les phénomènes paranormaux. Son heure de gloire au XX^e^ siècle est assurément le remarquable travail de police scientifique qui a permis de confondre le responsable de l'attentat à la bombe contre le vol 103 de la Pan Am, en 1988. L'avion explosa au-dessus de Lockerbie, en Écosse, et 270 personnes furent tuées, dont le chef de poste adjoint de Beyrouth.

3. Un Pakistanais vivant dans l'Ohio, mentalement fragile – un agent double, informateur du FBI et espion au service d'Al-Qaïda –, avait envisagé de détruire le pont de Brooklyn, mais avait estimé l'action difficile à réaliser. Il a été condamné pour terrorisme en 2003. L'homme de la « bombe sale » tirait ses plans d'un journal satirique sur le Web, dont une page commençait ainsi : « Fabriquer et posséder une bombe H est le genre de défi que tout véritable Américain doit relever. » Dans une note intitulée « Ne mettez pas tout votre uranium dans le même seau », le chef du groupe chimique, biologique, radiologique et nucléaire du centre antiterroriste a écrit plus tard : « Padilla admit que la seule raison pour laquelle il inventa cette histoire de "bombe sale" était qu'il voulait quitter l'Afghanistan, et il imagina ainsi une chose véritablement spectaculaire pour que sa fuite fût financée. » Il fut arrêté en fanfare après avoir atterri à l'aéroport de Chicago, en mai 2002. Le procureur général des États-Unis (ministre de la

Justice), John Ashcroft, l'accusa de faire « partie d'un complot terroriste en cours » afin de déclencher un engin nucléaire. Détenu en tant que combattant ennemi, il fut reconnu coupable en 2007 de chefs d'accusation sans aucun rapport avec le supposé complot nucléaire. La CIA raya discrètement Padilla de la liste de ses succès dans la lutte antiterroriste.

4. « Le *waterboarding* [parfois désigné en français comme "supplice de la baignoire"], pratiqué par les Chinois, les nazis et par l'Inquisition espagnole, est et a toujours été une torture. Mais le *waterboarding*, tel qu'il était appliqué [par la CIA] était différent. Parce qu'il ne nécessite pas beaucoup d'eau. On ne noie personne » (témoignage de Rodriguez dans un documentaire télévisé tourné en 2015, *The Spymasters)*.

5. La différence entre « savoir ce qui se passait dans ces sites et voir, personnellement, comment les prisonniers étaient traités » pouvait avoir des résonances profondes, se souvient le chef adjoint de l'antiterrorisme, Philip Mudd. « Un officier supérieur de l'Agence, en visite sur le site, pleura en voyant un prisonnier menotté et encagoulé, et une telle réaction n'était pas exceptionnelle. » (Philip Mudd, *Black Site: The CIA in the Post 9/11 World*, New York, Liveright, 2019, p. 157.)

8

Ce qu’on fait quand on ne sait pas

« Après dix-huit mois de travail incessant, j’étais épuisé, et inquiet depuis la tragédie du 11-Septembre », écrit Tenet dans ses mémoires. La veille du discours sur l’état de l’Union, une copie lui en avait été remise dans la salle de crise. On lui avait demandé de le relire attentivement pour vérifier la véracité des accusations portées contre Saddam Hussein. « Je me souviens d’être revenu au siège, et d’avoir donné le brouillon à l’un de mes assistants particuliers, sans l’avoir lu, rapporte-t-il. Et je n’y pensai plus. »

L’examen en avait échu à Alan Foley, le chef du WINPAC, le centre du renseignement sur les armes, de la non-prolifération et du contrôle des armements de la CIA (Weapons Intelligence, Non-Proliferation and Arms Control Center). Au WINPAC, Foley défend une « culture du consensus coercitif », pour reprendre les termes d’un comité présidentiel qui connaissait le sujet ; quelques semaines avant le discours sur l’état de l’Union, il avait prévenu ses meilleurs analystes : « Si le président veut partir en guerre, notre boulot est de lui fournir les renseignements qui lui permettront de le faire. » Et comme le découvrit plus tard, à son grand désarroi, le directeur, Foley ne veilla à rien d’autre qu’à la protection des sources et des méthodes de la CIA. « Tant que le langage ne livrait aucun secret des méthodes de renseignement, on ne s’était pas inquiété de savoir si

les affirmations qu'il contenait étaient exactes ou non. Ce fut une terrible erreur. » *Les erreurs nous tueront*, avait dit Tenet.

Le directeur savait depuis au moins six mois que le président voulait la guerre et qu'il lui fallait des renseignements pour la justifier. En juillet, il avait prévenu le chef de l'espionnage britannique, Sir Richard Dearlove, qui en avait à son tour informé le Premier ministre Tony Blair, que l'invasion de l'Irak « était considérée comme inévitable. Bush voulait renverser Saddam par une intervention militaire, que justifiait la conjonction du terrorisme et des ADM [armes de destruction massive], mais le renseignement et les faits étaient truqués par les objectifs politiques ».

« D'où vient cette cochonnerie ? »

Bush fit son discours sur l'état de l'Union devant le Congrès et des millions de citoyens américains ; il lança l'alarme sur les armes de destruction massive détenues par l'Irak, sur ses laboratoires bactériologiques mobiles, ses réseaux de trafic d'uranium, ses stocks de toxines mortelles et ses liens avec les terroristes d'Al-Qaïda. Ces craintes apocalyptiques provenaient pour partie de Tenet et de ses analystes, pour le reste de Cheney et de ses acolytes. « Avant le 11-Septembre, affirmait Bush, beaucoup de gens dans le monde pensaient qu'il était possible de contenir Saddam Hussein. Mais imaginez les dix-neuf pirates de l'air avec d'autres plans, cette fois armés par Saddam Hussein. Il suffirait d'une fiole, d'une boîte, d'une bonbonne introduite dans ce pays pour faire advenir un jour d'horreur comme jamais nous n'en avons connu. »

Bush avait juré de « débarrasser le monde des malfaisants » et avait nommé « croisade » cette cause. Il voulait projeter la force américaine au nom de la civilisation occidentale et de la chrétienté, pour transformer le Moyen-Orient. Il se tenait prêt à déclarer la première guerre préemptive des États-Unis depuis 1898, quand le président McKinley avait fait du pays une

puissance impériale en ravissant à la couronne espagnole les Philippines, Porto Rico et Guam, en annexant Hawaï, en occupant Cuba et en installant à Guantánamo Bay une base navale permanente. Mais une attaque préemptive lancée sans soutien international et sans l'aval des Nations unies serait apparue comme une guerre d'agression. On pouvait convaincre le Conseil de sécurité de l'ONU que la cause était juste en lui montrant des preuves irréfutables – des renseignements – du danger que l'Irak représentait pour le monde. Bush devait vendre la guerre. Et il savait que sa parole n'y suffirait pas. Il lui fallait un vendeur.

« J'ai besoin de vous pour plaider devant le monde, dit-il à Colin Powell après le discours sur l'état de l'Union. C'est vous le plus crédible de l'équipe. À vrai dire, le seul crédible. » « Oui, monsieur », répondit Powell.

Le secrétaire d'État était tout simplement le général le plus populaire depuis Eisenhower, et il aurait pu être élu président s'il avait trouvé en lui assez de volonté pour se présenter. Il a averti Bush en août que frapper l'Irak serait comme « briser un verre de cristal. Il va voler en éclats. Il n'y aura plus d'État. Il y aura des troubles ». Une invasion américaine de l'Irak pourrait déstabiliser le Moyen-Orient, a-t-il précisé, et une occupation américaine enflammerait le monde musulman. Il fait taire désormais ses doutes. Il va voir Condi Rice, et lui demande quel genre de discours le président veut qu'il tienne à la tribune des Nations unies devant le Conseil de sécurité. Un exemplaire est prêt, relié, avec une couverture qui représente un champignon atomique. Il le donne à son aide de camp, le colonel Lawrence Wilkerson, qui le lit et demande à son patron : « D'où vient cette cochonnerie ? »

Elle vient du côté sombre de la Maison Blanche. Cheney y a bâti son propre conseil de sécurité nationale, son conseil fantôme. « Nous en avions deux. L'un était celui de Condi Rice, l'autre, celui du vice-président, analyse Powell. Il s'introduisait au cœur des flux d'informations comme s'il était chef de cabinet, et de ceux de la politique étrangère. C'était une source

de grande confusion. Le président le tolérait. » Comme le résume Armitage, au cours du premier mandat de Bush, « il n'y avait jamais eu de processus de décision politique. Dès le début, il s'enraya. Bush n'en voulait pas ».

Des subterfuges de Cheney naissaient des décisions présidentielles impulsives et des documents surgissaient sans discussion ni débat, sans qu'on sache qui les avait produits. Ils définissaient la politique étrangère des États-Unis[1].

Le discours que Powell a reçu accuse Saddam de maintenir des liens secrets avec Al-Qaïda et de posséder un arsenal illégal constituant pour la sécurité des États-Unis une menace persistante. Comme Cheney l'a dit à Bush, il a été conçu comme un mémorandum qu'on aurait remis au juge – écrit, selon Powell, comme s'il s'était agi de « défendre un meurtrier armé d'une hache. Et c'est à Scooter Libby, sur la suggestion du vice-président, approuvée par le président, qu'on a confié la tâche de le rédiger ». Libby est avocat, chef de cabinet et conseiller à la sécurité nationale du vice-président. Il défend la guerre avec tant d'ardeur et il aime tellement la CIA qu'il a laissé fuiter, par vengeance, l'identité d'une femme officier clandestin de l'Agence, dont le mari, ancien ambassadeur, a mis à mal la thèse de la construction d'une bombe nucléaire par Saddam. Il a ensuite menti devant un grand jury fédéral sur les faits qui lui étaient reprochés.

Le discours s'appuie essentiellement sur des rapports non fondés et invérifiables concoctés par Doug Feith, un idéologue néoconservateur, sous-secrétaire à la Défense, chargé de la stratégie politique. Feith s'est acquis un certain pouvoir à la Maison Blanche car il joue parfois le rôle d'intermédiaire de confiance entre Rumsfeld et le président. Il dirige une officine du Pentagone, le bureau des projets spéciaux, qu'il considère comme la salle des machines intellectuelle du vaisseau de l'État. Ce nom pour le moins vague masque le but véritable du « bureau » : produire des textes d'orientation fondés sur de la propagande grimée en renseignement. La principale source d'information de Feith sur l'Irak n'est autre qu'Ahmed

Chalabi, le charlatan qui s'est assuré une sinécure au Pentagone et qui entend bien prendre sa part de pouvoir une fois Saddam tombé. Feith a beau être un brillant sujet, il est aveuglé par ses lubies. Il se voit lui-même en roi philosophe. Pour le général Franks, qui n'a pas la langue dans sa poche, il est, au choix, « le type le plus con à la surface du globe » ou « le couillon le plus débile du gouvernement », selon les souvenirs légèrement différents de deux officiers de la CIA qui ont entendu le coup de gueule du général, alors commandant du CENTCOM (Commandement central des États-Unis), au quartier général de Tampa, en Floride. Feith est en tout cas suffisamment intelligent pour que ses opinions alimentent les déclarations présidentielles, voire fixent la ligne politique. Il défend avec passion l'idée d'une alliance entre le laïc Saddam et le fanatique Ben Laden – car après tout, Hitler et Staline ne signèrent-ils pas, en 1939, le pacte germano-soviétique ? Et il enrage de n'être pas pris au sérieux par la CIA.

« Une grande part des différends concernant le renseignement avant la guerre tenait à cette question, affirme Feith. Le travail de la CIA n'était pas professionnel, ne manifestait pas le scepticisme d'usage, était outrageusement idéologique. » L'hôpital se foutant, comme jamais, de la charité. Feith avait succinctement fait part de ses vues à Tenet, en septembre : « La guerre n'est pas facultative, écrit-il. Il y va de la survie des États-Unis. »

Powell doit s'adresser une semaine plus tard au Conseil de sécurité. Au ministère, son propre bureau du renseignement, réduit, mais sourcilleux, considère le discours comme un fatras de rumeurs, d'ouï-dire et d'insinuations, impropre à être divulgué. Le secrétaire d'État garde contenance : « Je ne panique pas encore, raconte-t-il, car il me reste le NIE. »

Les National Intelligence Estimates (estimations du renseignement national) font traditionnellement autorité : elles représentent la quintessence de ce que pensent les analystes du renseignement américain sur les grandes

questions d’actualité, à partir du travail des espions de la CIA, des informations obtenues par les grandes oreilles de la National Security Agency et par les satellites de reconnaissance du Pentagone, l’ensemble étant passé à la moulinette des meilleurs esprits du département d’État. Pourtant, cette estimation-là n’est pas du même tonneau.

Les démocrates, au Sénat, ont exigé qu’on la leur communique, et présenté une requête écrite arrivée par fax au siège de la CIA un dimanche après-midi, le 8 septembre 2002. L’officier de surveillance, portant hijab, la remet à Mark Lowenthal, directeur adjoint du renseignement central pour l’analyse et la production. « Elle disait : nous voulons une mise à jour technique de l’estimation de 1998 sur les ADM irakiennes. Vous avez trois semaines », se souvient-il. (Le précédent dossier remontait au départ d’Irak des inspecteurs des Nations unies et des officiers clandestins de la CIA.) Exiger des délais si courts tenait de l’absurde : il faut au minimum entre quatre et six mois pour préparer un dossier d’estimation, et même alors, les meilleurs rapports comportent, fatalement, des hypothèses. Certaines des estimations les plus lourdes de conséquences de la CIA – sur la puissance de l’arsenal nucléaire soviétique et sur la force de l’armée nord-vietnamienne – non seulement n’ont pas clos le débat, mais ont été à l’origine de controverses qui se sont poursuivies des années durant. Sherman Kent, l’un des fondateurs du bureau des estimations nationales de l’Agence, qui a donné son nom à l’école de formation des analystes, qu’il a instituée en mai 2000, faisait valoir qu’« estimer, c’est ce qu’on fait quand on ne sait pas ». Et ce que la CIA ne savait pas concernant les armes de destruction irakiennes dépassait de très loin ce qu’elle savait.

Le dossier intitulé « La poursuite du programme irakien d’armes de destruction massive » était un bricolage des travaux du WINPAC, d’éléments d’information pris dans les fichiers Irak de l’Agence, de paragraphes épouvantables des mémos communiqués quotidiennement au président et de rapports alarmistes de la CIA déjà envoyés à la Maison

Blanche, intitulés, par exemple « Irak : l'expansion des capacités d'ADM constitue une menace croissante ». Le dossier tire, dès ses premières pages, quatre conclusions, qualifiées de « très solides » : Saddam possède un énorme stock d'armes chimiques et biologiques, et il construit non seulement la bombe mais aussi ses vecteurs, des missiles balistiques. « Nous faisions fausse route sur les armes chimiques, fausse route sur les armes biologiques, fausse route sur les armes atomiques », dira dix ans plus tard Andy Makridis, expert des armements nucléaires, qui a présenté quotidiennement le point d'information présidentiel à Bush de 2002 à 2004. « Saddam n'avait plus ces programmes. Il les avait interrompus. Il avait désarmé. »

Comment la CIA a-t-elle pu se tromper ? D'abord et avant tout, les analystes n'avaient presque aucun renseignement. « Pour avoir le tableau d'ensemble, il aurait fallu résoudre un puzzle de 10 000 pièces, analyse Kristin Wood, cheffe de la branche Irak du bureau d'analyse du terrorisme. Nous disposions d'une centaine de pièces, mais pas toutes du même puzzle. » En 1998, la CIA avait reçu du Congrès l'ordre de renverser Saddam par l'action clandestine, pas de mener contre son régime une mission d'espionnage, et elle avait rassemblé depuis très peu de renseignements. Les scientifiques irakiens qui avaient travaillé sur les programmes d'armement de Saddam dans les années 1980, quand l'Irak était en guerre avec l'Iran, n'étaient presque jamais autorisés à quitter le pays. Après la fermeture du poste de Bagdad, à la veille de la première guerre du Golfe, en 1991, il devint excessivement difficile pour les espions américains d'entrer en contact avec eux. Comme le note Luis Rueda, alors chef du groupe des opérations de la CIA en Irak : « Nous n'avions pas grand-chose pour convaincre ces gens, alors que Saddam, qui pouvait faire torturer et tuer toute leur famille, avait de quoi les dissuader. »

Surtout, il a fallu des années pour que la CIA comprenne que Saddam entendait leurrer les Américains et l'Iran, son ennemi juré, et leur faire

croire que son arsenal des années 1980 était encore en place. Il espérait que ces armes fictives le protégeraient d'une attaque réelle. Et, comme Makridis l'explique vingt ans après : « Il pensait que la CIA était tellement infaillible qu'elle percerait le secret et comprendrait que les armes avaient disparu, et qu'une fois la situation connue, les États-Unis lèveraient les sanctions qui étranglaient l'économie irakienne. Les sanctions levées, Saddam pourrait alors réarmer. Nous le savons, parce que Saddam nous l'a lui-même confié durant sa captivité. » Les conclusions « très solides » n'étaient qu'un mirage. « Les analystes ne comprenaient pas vraiment la portée de ce qu'ils affirmaient, juge Mike Morell, des années plus tard. Ils pensaient avec leurs tripes. »

« Il faut dire que l'Irak a des ADM »

Pendant des décennies, les analystes avaient cru, non sans raison, qu'ils étaient l'élite du gouvernement des États-Unis, et qu'ils dirigeaient le plus grand et le meilleur groupe de réflexion au monde. Mais au tournant du XXIe siècle, après la fin de la guerre froide et l'exode des cerveaux, l'analyste moyen n'avait plus, et encore, que quelques années d'expérience et quelques mois de formation. Comme le remarque Mark Lowenthal, il aurait fallu à ceux qui restaient un peu de temps pour penser et « pour réfléchir à la façon dont ils réfléchissaient. Très peu d'analystes y parvenaient naturellement et presque aucun n'y avait été formé. Ils allaient de crise en crise et n'avaient pas le temps de s'arrêter et de demander : "Est-ce que j'ai loupé quelque chose ? Est-ce la bonne façon de penser ?" » Et maintenant, après le 11-Septembre, ils avaient encore moins le temps de penser. Les meilleurs, des esprits de premier ordre, avaient acquis une profonde expertise ; les pires, des amateurs, étaient arrogants et ambitieux et ne savaient pas qu'ils ne savaient pas. Alan Foley, qui dirigeait le

WINPAC, était convaincu que les officiers du service clandestin étaient trop ignorants pour comprendre les détails techniques de l'armement. Il exigea et obtint d'envoyer ses propres analystes pour rencontrer les agents recrutés à l'étranger et obtenir directement auprès d'eux les renseignements. Mais ces analystes n'étaient pas des espions, n'avaient jamais traité avec des agents, et manquaient souvent des compétences pour distinguer le vrai du faux. Inévitablement, ils entrèrent en conflit avec les officiers traitants, qui savaient d'expérience et avaient parfois appris à leurs dépens que ces agents pouvaient se montrer manipulateurs et induire en erreur.

« Le WINPAC était un vrai cauchemar », se souvient Margaret Henoch, alors cheffe des opérations du service clandestin en Europe et qui avait eu maille à partir avec certains analystes du centre alors qu'elle espionnait au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne, avant le 11-Septembre. Henoch bataillait ferme pour que le WINPAC cesse d'utiliser des informations de troisième main que l'agence du renseignement militaire du Pentagone avait obtenues des services allemands qui les tenaient eux-mêmes d'un émigré irakien au nom de code éloquent : Curveball (« balle courbe » au base-ball, destinée à tromper l'adversaire). Il affirmait que Saddam avait bâti une flotte de laboratoires mobiles – échappant donc à la détection – qui produisaient des tonnes de toxines mortelles. Les officiers traitants de la CIA ne l'avaient jamais vu, la direction des services allemands n'en répondait pas et les analystes ignoraient s'il disait la vérité. Il était pourtant la clé des estimations du WINPAC en matière de guerre bactériologique et quelqu'un, la suite le révéla, qu'il aurait fallu prendre avec de longues pincettes. Henoch s'était heurtée, concernant Curveball, à l'une des analystes en chef du WINPAC, Beth Kinney, qui affirmait que la description des laboratoires d'armes biologiques donnée par l'Irakien était techniquement parfaite. Les informations qu'on trouvait sur Internet, disait-elle, la corroboraient. « Et comment sais-tu que ce n'est pas là qu'il les a trouvées ? » se rappelle lui avoir répondu Henoch, concluant : « Et là,

personne n’a pu me répondre. » La question, évidemment, était pertinente. Mais peine perdue. Personne ne savait à la CIA qui était Curveball, et le savoir eût pourtant été capital, bien plus important que de savoir ce qu’il disait.

Tenet avait créé le WINPAC en avril 2001, avec un objectif clair : « Permettre aux responsables politiques et aux soldats d’éviter qu’on les surprenne et protéger les États-Unis. » Il fallait pour cela anticiper les menaces que faisaient peser les armes de destruction massive. Mais les capacités de prévisions de la CIA étaient désormais très maigres, sinon nulles. Le centre ne disposant guère de renseignements sur l’arsenal irakien, ses analystes accueillaient comme pain béni tout ce qui pouvait confirmer leurs certitudes – en l’occurrence que Saddam possédait les armes – et rejetaient tout ce qui ne cadrait pas avec leurs partis pris. Chalabi et son Congrès national irakien distillaient leurs impostures dans les flux d’informations parvenant au Pentagone et les analystes avalaient une partie de leurs mensonges. Foley et ses supérieurs leur donnaient le prestige et la force de renseignements qui confirmaient la politique présidentielle, préférant aux faits leurs intuitions et leurs raisonnements. Ainsi leurs hypothèses prenaient-elles la valeur de jugements.

Jami Miscik, directrice de l’analyse du renseignement à la CIA, caviarde les quelques réserves et incertitudes qui émaillent leur travail, les mots comme « probablement » ou « peut-être ». « Jami lisait toute l’information sourcée et revoyait à peu près tout ce qui était communiqué aux responsables politiques importants, et elle n’avait pas peur d’opérer quelques changements, remarque l’analyste en chef pour l’Irak, Jane Green. Elle savait ce que voulait George. George voulait satisfaire son premier client. Et le premier client n’appréciait pas trop les réserves. »

L’Agence de sécurité nationale avait ramassé des montagnes de preuves sur l’arsenal irakien, analyse le général Michael Hayden, qui l’a dirigée de 1999 à 2005, et qui fut directeur de la CIA de 2006 à 2009 : « Nous en

avions des tonnes, mais elles étaient contingentes. On ne se disait pas : “Ah ! Voilà ! Je l’ai. Ça doit être ça”, et clic, toutes les gorges s’alignent, et le coffre s’ouvre. Non. C’était : “Pourquoi font-ils ça ?” Mais bon sang, c’est, probablement, parce qu’ils en ont besoin pour leur programme d’armement nucléaire ! “Pourquoi achètent-ils ce matériel ?” Bon. Il a aussi un usage civil, mais je pense que c’est pour leur programme d’armement nucléaire. Ça marchait à peu près comme ça. Je crois que l’erreur de raisonnement, pour tout le monde, c’était que nous nous appuyions d’abord sur des hypothèses, voilà ce qu’ils font, et nous cherchions ensuite des preuves pour soutenir ces hypothèses. Et si vous procédez comme ça, vous finissez par bâtir un truc qui fonctionne. C’est ce que j’ai dit à Condi, en privé, avant que nous nous décidions à la guerre. Je lui ai dit : “Condi, j’en ai de quoi remplir un bureau, mais tout ça est contingent.” »

Ensuite, les dirigeants de la CIA reprochèrent à la Maison Blanche d’avoir influencé les analystes. Cheney n’avait-il pas déclaré, devant des anciens combattants, en août : « [Il ne fait] aucun doute que Saddam détient maintenant des armes de destruction massive. » Et toutes les semaines, il venait au siège chercher les preuves de ce qu’il affirmait. « Il était évident que l’administration Bush acceptait mal ou rejetait les analyses susceptibles de remettre en question la décision de faire la guerre et au contraire accueillait favorablement celles qui soutenaient cette décision, écrit Paul Pillar, officier du renseignement national pour le Moyen-Orient de 2000 à 2005, expert extrêmement respecté du terrorisme, qui avait son mot à dire sur les NIE. Les analystes du renseignement – pour qui l’attention, et plus particulièrement l’attention favorable, des responsables politiques, est un élément et une mesure de leurs succès – sentaient le vent souffler fort et toujours dans la même direction. Le désir de fléchir sous un vent pareil est naturel, même s’il est inconscient. »

Mais ni Bush ni Cheney n’ont dévoyé les renseignements de la CIA. Celle-ci s’est dévoyée toute seule.

« Certains analystes sentaient que la Maison Blanche voulait entendre certaines choses. Et malheureusement, ils n'apportaient que des informations qui penchaient dans le même sens », estime Jim Lawler, qui dirigeait la division de la contre-prolifération à la CIA et avait accès aux informations les plus confidentielles concernant les armements sans qu'il en trouve une seule qui soutînt l'accusation portée contre Saddam. Tenet ne demanda jamais aux analystes comment ils savaient ce qu'ils disaient savoir. Il se consacrait entièrement au centre antiterroriste et il était convaincu, à juste titre, que l'Amérique se lancerait dans cette guerre contre l'Irak, quoi qu'il dise. Face à Bush, pas plus que face à lui-même, il n'admit pas que la CIA sût si peu de choses.

Dans le bureau Ovale, quatre jours avant Noël, Tenet, accompagné de John McLaughlin et d'Andy Makridis, réitère les conclusions « très solides » de la NIE sur l'Irak. Mais l'exposé laisse de marbre le président : les points d'information quotidiens qu'il écoute depuis six mois sont bien plus terrifiants. La veille de Noël, Jami Miscik se rend à Camp David à la place de Tenet pour présenter au président et à son père le point d'information quotidien. Bush père lui dit avoir entendu que le débat sur les ADM à la Maison Blanche s'enlisait. La CIA doit mieux faire, approuve le fils.

Miscik promet de reprendre le dossier. Le jour de Noël, elle se lève avant l'aube, avec une terrible prémonition. Et s'il n'y avait pas d'armes de destruction massive ?

Bush n'a pas de tels doutes. « [Mais il me demande], rapporte Tenet, si nous n'avions pas de meilleures informations. Et je lui réponds que je suis persuadé que nous en avons. » Tenet ajoute que la CIA peut rassembler plus de renseignements confidentiels – conversations irakiennes interceptées, photos par satellite, déclarations de transfuges. Il rassure le président : consolider le dossier avant de le soumettre au peuple américain n'est vraiment pas un problème – ce n'est pas plus difficile que de smasher au-

dessus du panier au basket. McLaughlin demande à Robert Walpole, l'officier du renseignement national qui a supervisé la rédaction de la NIE, de réunir les principaux analystes et de renforcer l'argument avec de nouveaux éléments de preuve, alors même que Walpole, qui ne dispose pas des autorisations pour accéder aux informations les plus confidentielles, n'a pas examiné la totalité du dossier. Quand les deux hommes rencontrent Condi Rice, le 28 décembre, Walpole commence à réciter consciencieusement les conclusions de la NIE. Mais, tandis qu'elle l'écoute, la conseillère à la sécurité nationale est gagnée par l'appréhension. La CIA est-elle certaine de ce qu'elle avance ? Ou bien ne s'agit-il que d'hypothèses ? Vous exposez le président, fait-elle remarquer. Nerveux et gêné, McLaughlin retourne au siège et exhorte calmement les analystes à peaufiner une présentation du dossier irréfutable. Walpole est moins serein. Il leur envoie ce courriel : « IL FAUT DIRE QUE L'IRAK A DES ADM. »

Que se serait-il passé s'ils avaient dit autre chose ? « Aurions-nous envahi l'Irak ? Probablement pas », songe Rice huit ans plus tard. Rueda, le chef des opérations en Irak, est plus dubitatif : « Ces types seraient partis en guerre si Saddam avait eu un élastique et des munitions de papier, parce qu'elles pouvaient faire perdre la vue si elles touchaient un œil. »

« Ils juraient par tout ce qu'on veut »

Powell arrive au siège de la CIA le samedi 1er février, pour un très long week-end de travail. Dans une main, il a le discours de 90 pages rédigé par Libby, qu'il a failli mettre à la poubelle, dans l'autre, les 92 pages de la NIE. Ainsi armé, il réquisitionne la salle de conférences du septième étage et y retrouve le directeur avec ses analystes les plus solides. Pendant trois jours et trois nuits, le secrétaire d'État et le directeur du renseignement central reprennent les arguments en faveur de la guerre. « J'étais assis là

toutes les nuits avec George Tenet et ses gens, et je ne les lâchais pas, raconte Powell. “Vous avez les sources pour ça ? Et vous les avez croisées ? Sinon, ça ne marche pas.” Et ils juraient par tout ce qu’on veut. »

Tous deux, ils passent au peigne fin la présentation. Ligne à ligne. Quand Libby et ses collègues du conseil de sécurité national fantôme débarquent pour rediscuter le cas des liens entre Saddam et Al-Qaïda, ils les repoussent du mieux possible. Lorsque Powell fait part de ses doutes sur une affirmation ou sur une source, Tenet appelle ses experts pour les confirmer. Le dimanche, ils l’ont convaincu que l’Irak possède des agents biologiques, notamment le bacille du charbon, dont Bagdad peut rapidement faire un usage belliqueux au moyen de bombes, de missiles, ou bien en les vaporisant dans l’air. Le cas des laboratoires mobiles où seraient fabriquées les armes biologiques repose sur des photos prises par des satellites de reconnaissance et sur l’étonnante source allemande. « Le gros morceau, c’était Curveball, estime John McLaughlin, l’analyste chevronné et spécialiste de l’Irak, qui tournait les pages lors de la réunion avec le président où Tenet avait eu recours à la métaphore basketique. C’était l’élément central du débat. » C’était aussi un renseignement non vérifié, provenant d’une source nébuleuse et contestable. Sans Curveball, le dossier des armes biologiques était vide. Et après ? Michael Morell pensait que Powell et Tenet se demanderaient ce qui clochait dans le tableau.

Morell, ce week-end-là, fut assailli par le doute. Il était considéré comme l’un des plus fins analystes de la CIA, l’un des plus doués. Et il voyait clairement ce qui se passait. « Point par point, Powell demandait des informations complémentaires sur ce qu’affirmait le texte, et à mesure que nous les trouvions, nombre d’entre elles semblaient s’effondrer sous mes yeux, écrit-il dans ses mémoires, parues après qu’il a été directeur adjoint, puis directeur par intérim de l’Agence. Et ce qui s’effondrait, ce n’étaient pas les affirmations de la Maison Blanche. Mon équipe en avait déjà fait sauter. Non. Ce qui s’écroulait, c’étaient certains faits utilisés dans la NIE à

l’appui des jugements formulés. » Il ne fait part à personne de ses doutes. Par son silence, il manque à ses devoirs. Et il le sait. Et pour sa grande honte, il ne dira rien[2].

Tenet n’a jamais remis en question la thèse des armes de destruction massives détenues par l’Irak. Les espions qui l’aimaient et le respectaient pour son dévouement envers ses troupes en vinrent à croire que certains analystes l’avaient trahi, les avaient tous trahis, en cédant au président. Et certains allèrent jusqu’à penser que si la CIA avait été une organisation militaire, il y aurait eu des comparutions en cour martiale.

Powell ravale ses propres doutes et choisit de servir le président, en guerrier fidèle. Le 5 février, le secrétaire d’État annonce au Conseil de sécurité des Nations unies et au monde que les preuves contre Saddam sont écrasantes. « Chacune des déclarations que je fais aujourd’hui s’appuie sur des sources, des sources solides, affirme-t-il. Ce que nous vous présentons, ce sont des faits et des conclusions, fondés sur des renseignements solides. » Il y avait de la fumée, mais pas de feu. Et les renseignements solides se sont évanouis dans l’atmosphère. Trois ans plus tard, Powell concède, amer : « Quelques personnes dans la communauté du renseignement savaient à l’époque que certaines de ces sources n’étaient pas bonnes, qu’il aurait fallu ne pas en tenir compte, et ces personnes se sont tues. J’en suis accablé. » Quatre ans avant sa mort, il prévoyait que son discours, avec ses mensonges et ses conséquences funestes, serait mentionné au premier paragraphe de sa notice nécrologique. Il le fut.

À l’ONU, Tenet était assis derrière lui, apportant sa caution silencieuse. Son visage est gris, ses yeux sont creusés. Il est resté debout jusqu’à 3 heures du matin passées, regardant sans le voir le discours. Trop fatigué pour penser. À force d’être privé de sommeil, il a perdu la capacité de parler, il n’a aucun recul pour comprendre que la CIA s’est menti à elle-même.

Quand Powell se tait, la guerre est en route. La CIA en est le fer de lance. Elle est sur le terrain depuis sept mois. Un peu plus de 300 kilomètres au nord de Bagdad, un brillant officier, Tom Sylvester, est en mission pour renverser et détruire Saddam Hussein.

1. John Bellinger III, expert juridique de Rice au Conseil de sécurité nationale, se souvient : « John Rizzo m'appelle et me dit : "Qu'est-ce vous foutez tous ici ?" Je dis : "John, de quoi tu parles ?" et il me répond : "Décret militaire n° 1." "Quel décret militaire n° 1 ?" "Ça vient de tomber sur les écrans." Effectivement, le président vient juste de signer le décret militaire n° 1. » En l'occurrence, la détention pour un temps indéterminé des terroristes suspects traduits devant les tribunaux militaires de Guantánamo, décret promulgué en novembre 2001. Bellinger va voir Alberto Gonzales, l'avocat du président et futur procureur général des États-Unis ; il lui demande : « Comment une telle chose a pu arriver sans que la conseillère à la sécurité nationale ni le directeur du renseignement en soient au moins informés ? » Gonzales marmonne quelque chose sur la nécessité d'aller vite en temps de crise. « Je crois vraiment que c'est l'une des deux ou trois plus grosses bourdes juridiques de l'administration Bush sur les questions de sécurité nationale. Nous en souffrirons pendant au moins quarante ans », conclut Bellinger [John Bellinger, témoignage (histoire orale), Miller Center, université de Virginie].

2. « Mike Morell […] a écrit son livre et a mis un point d'honneur à m'envoyer ce paragraphe où il raconte comment tout a merdé, témoigne Powell en 2017. Il termine le paragraphe en question par ces mots : "Je présente mes excuses au secrétaire d'État Powell pour ce que j'ai fait." Qu'on sache pourtant qu'il ne me doit pas à moi seul des excuses, que ces excuses devraient être présentées au président, au pays, à la communauté internationale. Je n'en veux pas de ses excuses, au secrétaire d'État Powell. J'ai dû vivre avec tout ça » [Colin Powell et Richard Armitage, témoignage (histoire orale), Miller Center, université de Virginie].

9

Mystiques soufis et morts-vivants

Tapi dans un avant-poste des montagnes, sur une crête battue par les vents au nord-est de l'Irak, Thomas Sylvester a recruté un cheikh soufi et sa suite d'adeptes qui transpercent rituellement leurs chairs, afin d'aider l'Amérique dans la tâche presque évanescente d'espionner Saddam. Pour une fois, enfin, la CIA s'alliait avec des fanatiques.

L'élément de liaison du Nord irakien que conduisait Sylvester comprenait dix hommes : six officiers de la CIA, trois paramilitaires de la branche terrestre de la division des activités spéciales, un responsable des transmissions, et trois commandos du dixième groupe des forces spéciales de Fort Carson, dans le Colorado, dont la devise était *De oppresso liber*, « Libérer l'opprimé ». L'équipe comptait, pour les nommer, Mick Mulroy, de la branche terrestre paramilitaire de la CIA, plus tard secrétaire adjoint à la défense pour le Moyen-Orient, Marc Polymeropoulos, plus tard chef adjoint des opérations de la CIA pour l'Europe et l'Eurasie, spécialité Russie, ainsi qu'Andrew Warren, plus tard chef de poste à Alger. (Warren connut plus tard la prison pour un viol sur une femme de son entourage commis lorsqu'il était chef de poste, mais les autres officiers qui servaient alors sous les ordres de Sylvester se consacraient à des destins plus brillants.)

Sylvester, qui fut vingt ans plus tard chef du service clandestin, mince comme un coureur de marathon, a l'esprit sec d'un envoyé spécial qui tenterait de donner du sens à un monde devenu fou. Il a passé six ans dans les forces polyvalentes d'intervention de la marine, les SEAL, deuxième unité, basée en Virginie, dont la spécialité est la guerre arctique, avant de rejoindre, en 1991, la CIA, d'abord au poste du Caire, puis, pendant dix ans, avant le 11-Septembre, comme officier arabisant de la lutte antiterroriste[1]. Il est désormais en liaison avec les combattants kurdes d'Irak, les peshmergas, « ceux qui affrontent la mort » – qui, successivement séduits et trahis, ont avec les États-Unis une longue et amère histoire. Sylvester a pour mission de travailler avec eux pour infiltrer l'armée et les réseaux de renseignement de Saddam, recruter des agents au sein du régime et collecter du renseignement utilisable par l'invasion américaine prochaine, en conformité avec l'ambitieux plan d'action clandestine de Luis Rueda pour le groupe des opérations en Irak.

Sylvester fournit des millions de dollars à Jalal Talabani, qui dirige de longue date l'Union patriotique du Kurdistan, dans les montagnes du nord de l'Irak, sous la protection de l'opération Northern Watch de l'aviation américaine, dont les chasseurs patrouillent afin de faire respecter la zone d'exclusion aérienne décrétée après la première guerre du Golfe, en 1991. Talabani est pleinement engagé et voit à juste titre dans l'alliance avec les États-Unis l'opportunité de renforcer son poids politique. Il est depuis longtemps soutenu par l'Iran et entretient des relations parfois houleuses avec le parti démocratique du Kurdistan. Un autre élément de liaison du Nord irakien travaille d'ailleurs avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Depuis de nombreuses années, la CIA achète l'allégeance des Kurdes. Mais elle les a abandonnés deux fois déjà à la vindicte de Saddam, une première fois en 1975, sur ordre du secrétaire d'État Henry Kissinger, et à nouveau en 1996, après que l'opération pour renverser le dictateur a été démasquée. En 2002, Tenet a rencontré par deux fois les dirigeants kurdes

pour les prier de s’unir, leur promettre son soutien et leur assurer que la troisième fois tout se passerait à merveille.

Talabani et ses combattants font de Sylvester un homme qui compte. Dans la communauté soufie, l’intensité de leur piété confère au cheikh Mohammed Abdul Karim Al-Kasnazani et à ses fils un prestige certain, et ils exercent secrètement leur influence sur le régime de Saddam. Les fidèles de Kasnazani sont des dévots dont les plus mystiques sont des derviches, qui transpercent leurs joues de longues piques et leurs membres de poignards, mangent du verre pilé pour témoigner de leur *barakah*, la faveur divine qui leur est accordée, et de leur puissance spirituelle. « Avec l’aide de Dieu et du cheikh, il ne peut rien nous arriver », dit l’un d’eux, le *khalifa* Abdul Al-Rahman. Son aura métaphysique a gagné au cheikh une multitude de dévots dans l’armée et les services de renseignement de Saddam, y compris parmi ses officiers de sécurité. Des centaines d’entre eux ont assisté à ses offices religieux et à ses rites de mortification dans la mosquée où il prêche à Bagdad. Ils croient que le cheikh est un descendant du Prophète et que Dieu parle par sa bouche. Ils sont donc attentifs à ses ordres.

« Dites-leur. Répondez aux questions. Parlez ! »

Sylvester est pour le moins sceptique à l’égard du soufisme. Jusqu’à ce qu’il mette à l’épreuve le pouvoir et le prestige dont jouissent le cheikh et ses proches. Il offre à Kasnazani et à ses deux fils un million de dollars par mois, en échange de quoi ils ouvrent leur carnet d’adresses : une poignée de généraux et des dizaines d’officiers supérieurs, des pilotes, des commandants de caserne et des membres de l’Organisation spéciale de la

sécurité, responsables de la protection physique du dictateur contre les espions et les traîtres.

Saddam a commis l'erreur de persécuter le cheikh et les siens à Bagdad, alors qu'ils sont influents dans les milieux de l'armée et du renseignement, dont certains membres sont prêts, sur un ordre du saint homme, à travailler avec la CIA. Une noria d'espions et de militaires fréquente la retraite de Talabani, une maison de village couleur pistache, et un avant-poste à proximité de la ligne verte. On les amène de Bagdad sans qu'ils puissent identifier leur destination, et lorsqu'ils découvrent Sylvester, leurs yeux s'allument de haine. Mais le cheikh exige : « Vous coopérez. Dites-leur. Répondez aux questions. Parlez ! » Et ils dévoilent les plans de combat de Saddam contre les Américains.

Au sud de la position occupée par Sylvester, les forces de Saddam comprennent 150 000 soldats du contingent, deux divisions de la Garde républicaine – une unité d'élite – et des bases modernes de défense antiaérienne, disposées le long de la ligne verte, une ligne de plus de 150 kilomètres qui marque, depuis la fin de la guerre de 1991, le retrait de l'armée de Saddam Hussein et l'avancée des troupes alliées et kurdes, derrière laquelle se trouvent, du côté irakien, les villes de Mossoul, Kirkouk et Tikrit, où est né Saddam. Le plan d'invasion américain repose sur un leurre stratégique : feindre une attaque de grande envergure dans le Nord, pour distraire les forces irakiennes de l'attaque principale, au Sud. Le leurre doit immobiliser six divisions irakiennes et les empêcher de faire mouvement vers Bagdad quand la guerre aura commencé. L'infiltration dans le nord de l'Irak d'un millier de soldats des forces spéciales venus d'une base roumaine constitue l'un des éléments clés du plan d'attaque américain. C'est l'aviation qui s'en charge : près de 1 000 kilomètres de vol à basse altitude en longeant les frontières syrienne et turque et en trompant la défense antiaérienne irakienne pour faire la jonction, enfin, avec les peshmergas. C'est la plus longue opération de ce type depuis la Seconde

Guerre mondiale. Le commandement des opérations spéciales lui a donné un nom : Ugly Baby, « vilain bébé ». Sylvester saura l'emmailloter.

L'un des premiers officiers qu'il recrute grâce à l'entregent du cheikh appartient à la défense aérienne de Saddam. Il a accès à un système de lanceurs mobiles de missiles sol-air contrôlés par la Garde républicaine, dont les capacités à s'évanouir une fois leur munition tirée en font une cible difficile. Sylvester donne l'ordre à l'homme de Saddam de mettre en route la détection radar à une heure convenue, de sorte qu'un avion de la Northern Watch puisse repérer l'installation et la neutraliser avant l'invasion. Bientôt, elle est détruite. Beaucoup d'autres systèmes de missiles connaîtront le même sort.

Sylvester équipe ses agents irakiens en téléphones satellitaires Thuraya, de la taille d'une chaussure, qu'il suffit de tourner vers le lieu le plus saint de l'islam pour les connecter à un satellite géostationnaire (les téléphones sont infaillibles lorsque leur antenne est pointée vers La Mecque, et tout le monde au Moyen-Orient connaît la direction de la ville sainte). Il est désormais facile pour ces agents de communiquer avec leurs officiers traitants sans risquer une dangereuse excursion au nord de la ligne verte. Sylvester organise par ailleurs les peshmergas en unités qui collectent du renseignement sur les forces de Saddam au sud de la ligne verte, descendant des montagnes jusque dans les rues de Bagdad avant de retourner à leur point de départ.

Une nuit, Sylvester reçoit un CD-Rom : il contient les fichiers personnels des haut gradés et des officiers supérieurs de la sécurité, ainsi que l'ordre de bataille de la Garde républicaine. Un an plus tôt, presque aucun espion ou agent américain n'était présent en Irak. Ils n'étaient pas plus d'une centaine, en tout, à avoir infiltré le régime de Saddam. En février 2003, opérant depuis son pauvre avant-poste dans la montagne, Sylvester était parvenu à la plus profonde et plus vaste infiltration de l'Irak

de Saddam – ou d'un quelconque pays dans la mire des États-Unis – de toute l'histoire de la CIA.

L'équipe de Sylvester fournissait quotidiennement des mises à jour au Central Command, qui étendait désormais ses installations jusque dans les faubourgs de Doha, au Qatar, dans les sables, quelque 1 000 kilomètres au sud-est de Bagdad, sous la direction du général Franks. À Doha, Charlie Seidel, de la CIA, jonglait avec trois tâches herculéennes : veiller sur la bonne humeur de l'irascible général, coordonner le travail de ses camarades et collègues en Irak, en Jordanie, au Koweït et dans tout le Moyen-Orient, harmoniser leur tâche avec celle du commandement américain et britannique des opérations spéciales.

« Qu'est-ce qui me dit que vous n'allez pas créer un autre KGB ? »

Seidel était chef de poste à Bagdad quand la première guerre du Golfe, en 1991, avait commencé, et il l'était resté après la chute de la ville. Son père avait été officier de la CIA et avait servi dans tout le monde arabe, et lui, jeune hippie parvenu à la croisée des chemins, avait fini par suivre les traces paternelles et par rejoindre l'Agence, en 1980, où il avait été rapidement promu chef de poste, en Égypte, en Jordanie et en Arabie saoudite. « Je connaissais Charlie depuis des années, et j'adorais travailler avec lui, confie William Burns, ambassadeur des États-Unis en Jordanie, puis sous-secrétaire d'État pour le Proche-Orient de 1998 à 2005. Il avait la confiance de beaucoup de dirigeants arabes, dans tout le spectre politique, de ceux qui étaient nos proches partenaires à ceux qui ne l'étaient franchement pas. » Il maîtrisait non seulement l'arabe littéraire, mais aussi l'arabe dialectal des pays où il avait vécu et les aphorismes et proverbes qui accompagnent un locuteur cultivé. Bon vivant, ne dédaignant ni le whisky

ni les cigares (cubains), « Charlie appelait par leur prénom des rois, des Premiers ministres, des cheikhs tribaux, des balayeurs et des petits commerçants, se souvient Marc Polymeropoulos, qui faisait à l'époque partie de l'unité commandée par Sylvester. Le nom de Charlie prononcé sous les ors et dans les palais du pouvoir en Irak, en Jordanie, en Égypte ou en Arabie saoudite, vous ouvrait instantanément les portes des hommes qui comptaient. » Seidel rapportait directement au chef de la division Proche-Orient, Rob Richer, mais il avait aussi la ligne directe de Tenet[2].

Parmi les officiers que Seidel supervisait en Irak se trouvait Thomas Rakusan. Il avait espionné en Russie avant la fin de la guerre froide et opéré en Europe centrale et de l'Est ; il parlait assez de langues slaves et suffisamment bien pour se faire passer pour un ressortissant de plusieurs pays. Il vint à Bagdad sous la couverture du ministère de l'Intérieur tchèque, qui avait dépêché une équipe au début de l'année 2003 afin de revoir la sécurité et les plans d'évacuation de son ambassade. Sa mission était de collecter des informations de terrain pour l'invasion. Lors de ses promenades nocturnes dans la ville, il repérait les systèmes de défense et les concentrations de troupes, évaluait la capacité de charge des ponts sur le Tigre, envoyait ses rapports quotidiennement à Seidel et au Central Command à Doha. Rakusan reçut pour son travail en Irak la Distinguished Intelligence Cross. Il servit quatre fois comme chef de poste avant de prendre la direction de la division Proche-Orient et, en 2017, du service clandestin de la CIA.

Seul autre officier ayant reçu cette distinction, la plus haute de la CIA, pour son action en Irak, Jim Marsh travaillait de concert avec les Kurdes et l'ancien général irakien Mohammed Al-Shawani, bien connu des services ; il mettait sur pied la force d'intervention des Scorpions, qui réunissait d'anciens combattants irakiens en exil fidèles au général, venus des États-Unis, d'Europe, et du Moyen-Orient. Pour mener à bien son plan d'action clandestine, Rueda projetait d'utiliser les Scorpions dans des actions de

sabotage, afin de créer l'illusion d'un coup d'État et de détourner Saddam de la véritable menace, la guerre. Rumsfeld et Cheney détestaient cette idée. Ils voulaient voir Chalabi à la tête de son groupe d'exilés, les Forces irakiennes libres, donner le change et prétendre à une libération de l'Irak par lui-même. Marsh parvint à suivre sa route parmi tous ces obstacles et mobilisa les Scorpions, qui furent entraînés par les commandos britanniques en Jordanie et travaillèrent pour les forces spéciales américaines comme éclaireurs et comme interprètes. Les Scorpions avaient aussi constitué leur propre unité combattante, qui tendit une embuscade à une colonne motorisée irakienne et tua un général irakien dans les premiers jours de la guerre. Ils continuèrent à servir la CIA comme espions et comme paramilitaires, et menèrent des interrogatoires brutaux de leurs prisonniers.

Après l'invasion, le général Shawani prendrait la direction des nouveaux services de renseignements irakiens créés par la CIA, dont il aurait six années durant la responsabilité, cinq chefs de poste se succédant à Bagdad. Tenet dut affronter pour le nommer une forte résistance de Condi Rice, dont la foi en la CIA touchait à l'agnosticisme, sinon à l'athéisme. Il avait pourtant tenté d'expliquer : les officiers irakiens parlent la langue, connaissent leur propre histoire et leur culture, et peuvent recruter et traiter leurs sources beaucoup plus facilement qu'un type blanc débarqué de Wichita. Rice doutait toujours. « Qu'est-ce qui me dit que vous n'allez pas créer un autre KGB ? » demanda-t-elle un jour. Telle était la mesure de sa confiance envers Tenet.

« Ils n'applaudissent pas »

De tous les espions du service clandestin, c'est Sylvester qui a produit le renseignement le plus étonnant sur l'Irak. Comme toujours, le meilleur provient d'agents sur place. Sylvester a pénétré l'Organisation spéciale de la sécurité de Saddam si parfaitement, si profondément, qu'il reçoit des

rapports sur les allées et venues du dictateur dans la minute même. Trois jours avant le début de la guerre, il envoie au siège une prévision d'une précision ahurissante : Saddam se rendra la nuit suivante, en l'occurrence le 19 mars 2003, dans l'une de ses retraites, les fermes de Dora, dans la campagne au sud-ouest de Bagdad.

Alertés par message flash en fin d'après-midi, Tenet et Rueda se précipitent au Pentagone pour avertir Rumsfeld. Tous les trois se retrouvent dans le bureau Ovale en compagnie de Bush, de Powell et de Rice. Sylvester, euphorique, alimente Tenet, jusqu'au cœur de la Maison Blanche, de renseignements en temps réel. Les satellites de surveillance américains ont repéré, devant les fermes de Dora, « un grand nombre de véhicules du régime à l'abri des palmiers », et l'un des agents soufis de Sylvester rend compte directement depuis cette retraite rurale, affirme Rueda : « L'élément de liaison du Nord irakien (NILE) de Tom n'a cessé d'envoyer des renseignements frais, toute la journée et toute la soirée. On attendait l'arrivée de Saddam un peu après minuit, heure de Bagdad, et il ne devait pas partir après 3 heures du matin. » Mais Bush lui avait déjà envoyé un ultimatum, lui enjoignant de quitter le pouvoir. Les Irakiens avaient jusqu'à 7 heures du matin, heure locale, pour renverser Saddam. Bush maintenait qu'il ne pouvait pas frapper avant que le délai fût écoulé.

« Tenet tenait le président informé, se souvient Rumsfeld. Puis il partait à l'écart, dans le bureau particulier de la conseillère à la sécurité nationale, et s'entretenait avec les types de la CIA sur le terrain. Le président tournait dans la pièce. "Qu'en pensez-vous ?" Tout le monde disait : "Allons-y." C'était avant l'expiration de l'ultimatum, et donc un peu gênant, mais si on pouvait décapiter le régime et le changer alors que nous étions sur le point de nous engager militairement et de risquer des vies américaines… Nous avions trois minutes pour décider. »

Une pluie de missiles de croisière et de bombes de précision s'abattit sur les fermes de Dora. Cette attaque massive tua l'agent soufi de Sylvester

et des dizaines d'Irakiens. « Ils rapportèrent avoir vu un brancard sortir, sur lequel était Saddam, poursuit Rumsfeld. Ils pensaient toujours l'avoir touché. Il s'avéra que le renseignement était faux. » Aujourd'hui, Sylvester pense toujours que Saddam était sur place. Si tel fut le cas, il avait pu s'enfuir avant l'attaque.

Il faut deux semaines et des milliers de bombes et de missiles américains supplémentaires avant que les troupes de la Troisième Division d'infanterie puissent entrer dans Bagdad. Le 2 avril, leur commandant, le lieutenant général William Wallace, appelle le major général James Thurman au CENTCOM, à Doha : « Okay, Bubba, on y est – et qu'est-ce qu'on fait maintenant ? » C'est à Rumsfeld de donner la réponse. Sa stratégie est désespérément simple : une pluie de fleurs et de bonbons tombera sur les soldats américains. Les Irakiens les accueilleront en libérateurs. Les États-Unis remettront le pouvoir à un gouvernement irakien conduit par Chalabi et quitteront le pays au bout de quelques semaines.

Le 5 avril, Tenet est choqué d'apprendre que le Pentagone, sur les ordres de Wolfowitz, a fait atterrir le talentueux mystificateur Chalabi et des centaines de ses comparses des Forces irakiennes libres à Nassiriya, environ 400 kilomètres au sud de Bagdad. Une fois à terre, les hommes de Chalabi, entraînés en Iran, ont réquisitionné maisons, automobiles et patrimoine au nom du Congrès national irakien. Chalabi pense fermement que les Américains vont le proclamer successeur de Saddam quand cesseront les hostilités.

Le 7 avril, Charlie Seidel et un contingent d'officiers de la CIA entrent dans Bagdad. Le lendemain, le gouvernement de Saddam a quasiment disparu. À la Maison Blanche, Bush et Powell assistent en direct, par reportage télévisé interposé, à l'arrivée de soldats américains dans la capitale irakienne. « Il regardait ces gens dans les rues et les militaires qui avançaient, se souvient Powell. Il s'est tourné vers moi et m'a dit : "Ils

n’applaudissent pas.” » Non, monsieur, a répondu Powell. Ils n’applaudissent pas.

Le 16 avril, le général Franks envoie un courriel à Rumsfeld : il est temps de déclarer la victoire et de se retirer. Cinq semaines plus tard, Franks prend brusquement sa retraite. Il recommande que Jay Garner, général trois étoiles à la retraite choisi par le secrétaire à la Défense, commence à coordonner la reconstruction du pays conquis.

« Vous aurez 50 000 ennemis dans la ville avant le coucher du soleil »

Garner arrive le 21 avril et fait immédiatement la connaissance du nouveau chef de poste. « Seidel était un chef naturel, dit-il de lui. Il avait un côté dur, mais ne disait jamais non à une mission à moins qu’elle soit impossible. » Garner, Seidel et le lieutenant général David McKiernan, qui commande les forces américaines sur le terrain, s’accordent sur la nécessité de reconstituer sans attendre des éléments de l’armée irakienne, de la police et de l’administration, pour garantir la sécurité dans la capitale. Ils se donnent pour objectif de consigner les fusils et les mortiers de l’armée, de réparer les dommages de l’invasion et de remettre le pays sur pied. Le plan de Garner, approuvé par le Conseil de sécurité nationale, préconise de conserver cinq divisions de l’armée irakienne, soit environ 50 000 soldats, et de les mettre au travail.

Le 12 mai, Paul « Jerry » Bremer arrive à Bagdad afin de prendre la direction de l’Autorité provisoire de la coalition, qui vient d’être proclamée. Il va présider depuis le palais de Saddam et se comporter en vice-roi américain. Bremer est un vieil ami de Scooter Libby et ne rapporte qu’à Bush et à Rumsfeld, et selon son gré. Il a été le protégé de Henry Kissinger, pour qui il a travaillé plus de quinze ans, comme chef de cabinet dans

l’administration Nixon, puis comme directeur général du lucratif cabinet de consultant de l’ancien secrétaire d’État. Comme son mentor, il est divinement hautain et irrémédiablement méfiant. Kissinger disait de Bremer, en fin connaisseur, qu’il était un « maniaque du contrôle ».

La première chose que fait Bremer à sa prise de pouvoir est de déclarer qu’aucun membre du parti Baas – autour duquel s’organisait toute la société irakienne – ne pourra jouer un rôle dans l’avenir du pays. L’inscription au parti était indispensable pour la plupart des postes de fonctionnaires, de l’armée à la police, de la fonction publique territoriale à l’enseignement. Sa proclamation suivante dissout toutes les branches de l’armée irakienne, y compris le ministère de la Défense, le service de renseignement irakien, l’Organisation spéciale de la sécurité et les forces paramilitaires. Il suspend leur paie et interdit à des milliers d’officiers supérieurs les emplois publics. En deux traits de plume, Bremer est parvenu à mettre le feu à l’Irak[3].

À 6 h 15, le 13 mai, Garner prend connaissance de l’ordre n° 1 de l’Autorité provisoire qui vient d’être rédigé. Il est horrifié. Il se précipite pour le montrer à Seidel, tout aussi scandalisé. Ils vont voir Bremer. « J’ai dit : “Charlie, dis-lui ce qui va se passer si vous faites ça”, se souvient Garner. Et Charlie lui a dit, à sa manière de cow-boy, mais avec une certaine élégance : “Vous aurez 50 000 ennemis dans la ville avant le coucher du soleil.” » Ils le conjurent de changer d’avis. Bremer les congédie. Puis il annonce ses plans à la Maison Blanche en visioconférence. Le choc est rude.

« Personne autour de la table – à l’exclusion de Don Rumsfeld et de Doug Feith et peut-être du vice-président – n’était au courant, témoigne Frank Miller, directeur de la politique de défense au Conseil de sécurité nationale. La chose fut présentée au cabinet de guerre sur le ton de l’évidence – voilà ce qu’on va faire. » Même le président Bush semble déconcerté. Après un silence de quelques secondes, il dit à Bremer : « Jerry, c’est vous qui êtes sur le terrain. » Façon de dire : « C’est à vous de jouer,

pas à moi. » L'incohérence stratégique de la Maison Blanche atteint là un sommet, et va y camper pendant trois ans. À la question du général Wallace : « Et maintenant ? », le président n'a pas la moindre réponse. Seul Charlie Seidel a lancé un avertissement informé, frappé au coin de sa connaissance des lieux et de l'histoire. L'homme de Bush à Bagdad n'en tient pas compte. À partir de ce moment, l'occupation américaine en Irak court à l'échec. Sa fin sera le reflet de son commencement.

Les ordres impériaux de Bremer déclenchent une rage terrible, sans bornes. « La dissolution de l'armée est probablement à l'origine de l'insurrection », lâche Condi Rice cinq ans après son départ de la Maison Blanche.

Au sommet de l'administration Bush, personne ne le reconnaîtra. Rumsfeld refuse tout bonnement de croire à l'existence d'une insurrection. En conséquence de quoi les États-Unis ne proposeront une stratégie de contre-insurrection qu'en 2007, lorsque le général David Petraeus, désormais porteur d'un insigne à quatre étoiles, prendra le commandement de la guerre. À sa retraite, il commentera : « Avant d'envahir un pays, on devrait en avoir une profonde compréhension, sous tous les aspects. La vérité, c'est que ce type de compréhension nous faisait totalement défaut. Et je pense que c'est ce qu'ont révélé nos actions. »

Une semaine après que le vice-roi a publié ses édits, les insurgés commencent à payer de jeunes hommes 100 dollars pour le meurtre d'un soldat américain et 500 dollars pour la mise hors d'état d'un véhicule de combat Bradley ou d'un char Abrams. Le 3 juin, Seidel rapporte à Bremer et au siège de la CIA que les attaques visent les points de contrôle de l'armée américaine « et, de plus en plus, des cibles stratégiques, notamment des hélicoptères et des quartiers généraux tactiques ». Au cours des trois mois qui suivent, les insurgés attaquent avec des armes légères, des mortiers, des lance-grenades antichars, des engins explosifs improvisés, des voitures piégées, et une bétonneuse chargée de dynamite, armes et engins

volés dans les stocks d'armement et de munitions de Saddam laissés sans surveillance. D'abord par centaines, puis par milliers, les soldats renvoyés et leurs officiers entrent en guerre contre les Américains et leurs alliés.

Des officiers de la CIA répliquent. Le chef de poste adjoint de Seidel n'est autre que Greg Vogle, qui vient d'être décoré pour avoir sauvé la vie d'Hamid Karzaï. À son arrivée à Bagdad, il rejoint une unité des forces spéciales, saisit une arme et part traquer l'ennemi ; il n'est pas du genre à passer son temps en réunions dans des bureaux. Pendant six mois brûlants, Vogle risque la mort dans les combats des opérations antiterroristes, qui lui vaudront de recevoir secrètement l'Intelligence Star, l'équivalent pour la CIA de la Silver Star de l'armée.

« Nous ne savions pas qui nous combattions »

Alors que l'été arrive, Seidel travaille et dort dans les ors détestés du palais présidentiel, un cadre qui « rappelle la scène du bar dans *Star Wars* », grouillant d'Américains, « armés et non armés, habitués des situations d'après-conflit ou jeunes néophytes du parti républicain, engagés, travaillant dur, incapables patentés », selon la description de William Burns. Dans l'ancien palais, diplomates, généraux, officiers du renseignement dorment à vingt dans des pièces surchauffées, sans électricité, sans eau courante et encore moins d'air conditionné. La chaleur est étouffante. Il fait presque 50 °C le jour et 35 °C la nuit. Des affichettes conseillent de faire attention à la sueur sur les ordinateurs portables, qui produit des courts-circuits. Et c'est dans cette torpeur que Seidel doit créer le poste de Bagdad, rechercher les armes de destruction massive et tenter d'apprendre où se cachent les insurgés.

Il comprend que l'occupation américaine de l'Irak est en train de d'allumer le feu du djihad dans tout le Moyen-Orient. Les insurgés irakiens seront bientôt rejoints par des combattants jordaniens, syriens, iraniens, saoudiens soudanais et yéménites, passant en masse par la Syrie pour nourrir un violent soulèvement contre les occupants. « Nous ne savions pas qui nous combattions, analyse l'adjoint de Bremer, feu l'ambassadeur des États-Unis Clayton McManaway. Bremer et moi-même parlions souvent la nuit et je lui disais que nous ne savions même pas qui étaient ceux qui nous tuaient. » Seidel avait, lui, une idée assez claire de l'identité de ceux qui assassinaient les soldats américains et de leurs motifs. Mais jamais ni lui ni personne ne surent qui commandait et contrôlait l'insurrection. Au début, il n'y avait pas de commandement unifié ; de nombreux groupes se firent connaître durant l'été et l'automne. Bremer et l'armée voulaient que la CIA leur transmît l'ordre de bataille des insurgés, une carte de leur organisation, avec des diagrammes et des flèches. Ils ne pouvaient se faire à l'idée d'une hydre aux têtes multiples, changeant sans cesse de forme, et pouvaient encore moins la combattre. Seidel faisait de son mieux. Chaque matin, il retrouvait au quartier général de l'Autorité provisoire Bremer et Ricardo Sanchez, le commandant à trois étoiles des forces américaines sur place, ainsi que Jane Green, l'analyste en chef de la CIA en Irak, qui fut l'informatrice en chef du poste de Bagdad.

Durant tout l'été « nous assistâmes au pillage des usines et des centres d'industrie lourde. Non seulement des équipements étaient volés, mais les installations elles-mêmes étaient démantelées, ce qui équivalait à jeter bas l'économie irakienne, dit Green. Nous nous aperçûmes bientôt que les dépôts d'armes et de munitions étaient vidés [par des officiers sunnites renvoyés]. Nous fûmes témoins de l'essor des milices chiites soutenues par l'Iran. Dans certains cas, le but de ces milices était de se venger des sunnites et de s'assurer qu'ils n'auraient jamais plus le pouvoir de subjuguer les populations chiites ». Les soldats enrôlés dans l'armée

irakienne étaient en majorité chiites, comme les deux tiers des habitants du pays ; le corps des officiers était quant à lui presque exclusivement sunnite, tout comme l'était Saddam. Tous avaient en commun la haine de l'occupant.

Seidel envoyait de sombres rapports détaillant le chaos et l'anarchie. « Dans l'environnement actuel de confusion, d'incertitude et d'insatisfaction, rapporte-t-il au siège le 8 juillet, le risque existe que la violence devienne rapidement acceptable et même justifiée dans l'esprit de vastes secteurs de la population. » Bush, Rumsfeld et Wolfowitz négligeaient le renseignement fourni par la CIA et persévéraient. Les Irakiens « étaient censés se réjouir de la chute du régime de Saddam, dit Green. Et il leur fallut longtemps pour accepter ce que nous pensions, à savoir que le peuple irakien sombrait dans la guerre civile ».

Rumsfeld rejetait catégoriquement les rapports du poste. Wolfowitz, lors d'un bref séjour à Bagdad, eut l'audace de dire à Seidel : « Vous ne comprenez pas la politique du gouvernement des États-Unis, et si vous ne comprenez pas sa politique, vous n'êtes guère en situation de collecter du renseignement qui puisse servir cette politique. »

« Nous savions qu'une tempête de merde se préparait »

Les ordres de Seidel étaient avant tout de trouver les armes de destruction massives si désespérément absentes. Tenet était pressant. Le chef de poste supervisait le groupe de surveillance sur l'Irak, fort de 1 400 civils et militaires, créé en juin par Tenet et dirigé par un ancien inspecteur de l'ONU, David Kay. L'un et l'autre étaient persuadés de l'existence de caches secrètes dans les sables brûlants du désert. Mais rien

ne leur apparut en ce mois de juillet, ni le mois suivant, et pas plus en septembre.

Début août, Bremer appelle Tenet, qui prend sur la côte du New Jersey quelques jours de vacances dont il a désespérément besoin. « J'ai dû le sortir de la plage pour un appel sécurisé », raconte Bremer, qui demande plus d'officiers et d'analystes pour lutter contre les insurgés. Le mois est à peine commencé et ils ont déjà fait sauter le quartier général des Nations unies, l'ambassade de Jordanie et la plus sainte mosquée chiite de Bagdad. Il y a des centaines de morts. Tenet assure qu'il fera de son mieux, mais la CIA se concentre sur la recherche des ADM. « Le déséquilibre était flagrant, constatera McManaway, entre les analystes qui travaillaient sur les armes de destruction massive et ceux qui se consacraient à l'insurrection. » Les jours passent, pourtant, et Kay ne trouve rien. Les recherches se poursuivent et l'insurrection se répand comme une traînée de poudre. « La libération de l'Irak a déclenché une révolution chiite », prévient Seidel. L'occupation américaine soit désormais faire face « à la violence et à l'instabilité ».

Après six mois d'enfer, Seidel retrouve son poste à Amman. L'été prend fin, et il est blessé par ses expériences, vidé par les efforts déployés pour soutenir ses officiers et ses analystes soumis au feu des critiques. La CIA ne lui trouve pas facilement un successeur. Il n'est pas un seul officier de la division Proche-Orient qui ne sache que le poste de Bagdad est submergé. « Tous les personnels de direction semblaient épuisés, on aurait dit des morts-vivants », se souvient Luis Rueda qui se rend à Bagdad alors que Seidel est sur le départ. Tout le monde sait aussi que la CIA n'est pas en odeur de sainteté à la Maison Blanche, laquelle feint d'ignorer l'insurrection et enrage devant l'absence persistante d'ADM.

Un soir d'août, Tenet descend dans le bureau du chef de la division Proche-Orient, Rob Richer, au sixième étage. Il a besoin de parler. Rueda se joint à la conversation. Tenet, comme toujours, mâche son cigare éteint. Il

est abattu, épuisé par six années à la barre du vaisseau du renseignement, et il songe très sérieusement à démissionner. Les vagues de la réalité rongent lentement les châteaux de sable et les conjectures de l'Agence, et les armes de destruction massive crient leur absence. Tenet sait bien ce que signifie avoir tort, et sur ce sujet plus particulièrement. L'une des missions de la CIA est d'encaisser les coups pour le président quand les choses se passent mal, dit-il. « Il semblait vraiment déprimé quand il a dit ça, se souvient Rueda, comme s'il savait qu'il allait prendre les coups quand les ADM se révéleraient inexistantes. Et là, nous savions qu'une tempête de merde se préparait. »

1. Sylvester vient d'une longue lignée d'amiraux et de diplomates. Son père, formé comme pilote de la Navy, a rejoint les Affaires étrangères et servi à l'ambassade de Saïgon durant la guerre du Vietnam, puis comme conseiller politique à la mission pékinoise, de 1976 à 1979 et comme consul général à Shanghaï, de 1987 à 1989. Son grand-père était vice-amiral de la marine, son arrière-grand-père commandait la flotte du Pacifique avant la Seconde Guerre mondiale et son arrière-arrière-grand-père avait contribué à l'évacuation des légations étrangères lors de la révolte des Boxers, en 1900. Comme les deux présidents Bush, il est un produit du très élitiste lycée privé d'Andover, fondé en 1778, où il a été cocapitaine de l'équipe de lutte, et lors de la remise de son diplôme à l'Académie navale des États-Unis, il a été félicité par le président Reagan.

2. Seidel fut deux fois récompensé de l'Intelligence Star pour son courage. Il prit sa retraite avec une certaine amertume en 2006, à cinquante ans, et mourut soudainement, lors d'un voyage d'affaires à Riyad, en 2019.

3. Les édits de Bremer sont nés dans les cerveaux fertiles de Feith et de Chalabi. Feith avait proposé dès le 10 mars un plan de débaassification au Conseil de sécurité nationale. Mais il s'était fait court-circuiter par Rumsfeld, qui trouvait le projet incomplet. Le Conseil de sécurité avait donné son accord pour que les plus hauts responsables du Baas soient interdits de fonctions – soit environ 1 % des 2 millions de membres que comptait le parti – mais n'avait jamais approuvé la purge de l'ensemble du parti. Et c'est à Chalabi lui-même que Bremer confia la tâche de débaassification. Ses ordres se fondaient, note le général John Abizaid, qui prit la suite de Franks à la tête du CENTCOM en juillet 2003, sur le « modèle de dénazification de la Seconde Guerre mondiale. Saddam, c'est Hitler, la Garde républicaine, les SS et le parti Baas, le parti nazi. Cette idée d'une grande croisade contre le mal n'avait aucun rapport avec la réalité du terrain ni avec le contexte historique de la vie politique au Moyen-Orient et plus particulièrement en Irak. »

10

Une belle opération

À une grande déroute correspond une belle opération d'espionnage. Tandis que la tempête politique s'intensifiait, à mesure que les armes de destruction massive s'avéraient relever de l'illusion, une poignée d'officiers de la CIA parvenaient à déjouer une menace nucléaire d'ampleur mondiale et, sans tirer un seul coup de feu, forçaient l'un des plus importants dirigeants terroristes du XX^{e} siècle à se défaire de son arsenal.

Une belle opération demande de la créativité, de l'ingéniosité, de la chance, du temps – espionner, c'est attendre, écrit John le Carré – et quelques grands espions. Trois officiers chevronnés de la CIA, Robert Gorelick, Paula Doyle et Jim Lawler ont contribué à démanteler, après neuf ans d'action clandestine, le plus important réseau de trafic de composants nucléaires militaires au monde. Le point d'orgue de cette longue entreprise fut une interception navale, en Méditerranée, le 4 octobre 2003. L'opération, explique Jim Pavitt, a requis « des arguments de recrutement à un million de dollars, des infiltrations, un degré très abouti de sophistication, et un niveau de patience dont on nous accuse souvent d'être dépourvus ».

Cet automne, Robert Gorelick est chef de poste à Rome. Il ressemble au professeur d'université qu'il souhaitait être autrefois, mais en costume

parfaitement coupé et d'une académie internationale[1]. Il parle couramment quatre langues et peut vendre un tapis ou quoi que ce soit dans quelques autres encore. Durant les dernières années de la guerre froide, il était l'un des rares espions travaillant sous légende, sous couverture non officielle, sans la protection d'un passeport diplomatique ni celle d'un bureau dans une ambassade. Il a endossé de nombreuses identités et de nombreux masques tout en recrutant un peu partout dans le monde des correspondants choisis parmi les candidats à la gloire politique – deux d'entre eux sont d'ailleurs devenus des chefs d'État. Après avoir été deux fois chef de poste, Gorelick est revenu au siège, à la fin de l'année 2000, pour diriger la division de contre-prolifération du service clandestin. Pendant plus de deux ans, il a eu la responsabilité d'une équipe de dix officiers si secrète que rares étaient ceux qui connaissaient à l'Agence son existence, l'unité des activités spéciales de la division de contre-prolifération, dont l'existence remonte à un mémorandum de notification d'action clandestine signé en 1994 par Bill Clinton, destiné à ôter les armes de destruction massive des mains des tyrans et des terroristes. Son objectif suprême était d'infiltrer un réseau mondial dirigé par un métallurgiste pakistanais, Abdul Qadeer Khan.

Depuis 1974, Khan rassemble en secret les éléments qui permettent de produire une bombe nucléaire. Son centre de recherche, dans les environs de la capitale pakistanaise, emploie des milliers de personnes, avec ses propres logements, ses écoles, un hôpital et même une équipe de cricket. Son travail permet à son pays de réussir, en 1998, son premier test d'une arme nucléaire. Kahn devient un héros national, le père de la bombe islamique. Puis, secrètement, il renverse le courant : d'importateur, il passe exportateur, et vend à peu près tout ce dont un pays a besoin pour se doter d'armes nucléaires. Il travaille avec tous les ambitieux, tous les révisionnistes du monde. Alors qu'il figure depuis vingt-cinq ans sur les radars de la CIA et de plusieurs services de renseignement européens,

personne ne fait quoi que ce soit pour l'arrêter, jusqu'à ce que Jim Lawler et Paula Doyle regardent d'un peu plus près son empire.

Lawler et Doyle se sont rencontrés tandis qu'ils dirigeaient les opérations de contre-prolifération en Europe, en 1994. Ils se sont avérés former une équipe extraordinaire et ont forgé une de ces amitiés qui dure toute une vie. D'une intelligence aiguë, acharnée, Doyle est née dans une bourgade du Dakota du Sud. Elle a travaillé à des programmes de non-prolifération du département d'État avant de rejoindre la CIA. Elle en est venue à considérer la non-prolifération – qui consiste à mettre un terme à la diffusion de l'armement nucléaire par la voie diplomatique – comme essentielle mais inefficace. La contre-prolifération, soutenue par des opérations clandestines agressives, est désormais à son ordre du jour. Elle s'est associée à Lawler, devenu chef de l'unité, grand Texan, barbu, partisan du recrutement d'agents étrangers, les atouts les plus précieux d'un service clandestin. Curieusement, Lawler est surnommé Mad Dog, parce qu'il a un jour été mordu, à Paris, par un chien enragé – Sly Fox, « renard rusé », eût probablement mieux convenu.

« Si les bolcheviques ont pu faire ça, pourquoi pas nous ? »

L'idée de démanteler le réseau de Kahn prend forme au siège de la CIA après une conférence donnée sur l'opération Confiance par David Major, du FBI, qui a passé sa carrière à traquer les espions russes. Première opération internationale des renseignements soviétiques, Confiance était un vaste piège. Au début des années 1920, le service d'espionnage soviétique, la Tchéka, cherche à abattre les exilés opposés à la révolution bolchevique. Ses officiers créent une opération de façade – un faux mouvement de résistance à la révolution –, afin d'attirer et de piéger les contre-

révolutionnaires russes et les espions étrangers. Leurs ennemis, comme des phalènes attirées par la flamme, sont capturés et éliminés. Lawler pense : « Si les bolcheviques ont pu faire ça, pourquoi pas nous ? Je dois devenir un agent de la prolifération. »

« Alors Paula et moi avons monté des sociétés », raconte-t-il. Il dirigeait. Elle l'assistait. Ils sont entrés dans ce négoce particulier, aux commandes de sociétés écrans, actives sur le marché noir du nucléaire, traquant leurs proies dans toute l'Europe et dans tout le Moyen-Orient. Ils comptaient parmi leurs cadres un exilé cubain, passé par trois armées de l'air différentes, sous Castro, lors de l'invasion organisée par la CIA dans la baie des Cochons, et pour sauver des pilotes abattus le long des côtes vietnamiennes. Ils s'étaient encore entourés de ce que nous pourrions nommer une intellectuelle, pionnière des opérations cyber de la CIA. Selon le témoignage de Lawler, elle a conçu et exécuté des manipulations particulièrement difficiles et risquées d'intrusion et d'infiltration cyber partout dans le monde. L'équipe comprenait aussi un président des sociétés écrans, un directeur financier particulièrement habile dans l'installation de labyrinthes impénétrables de comptes bancaires et de réseaux de transport, de sorte que personne ne puisse tracer les fonds utilisés, et un expert maison des armes nucléaires, auxquels s'ajoutait un agent dormant, infiltré au sein du réseau international de Khan. Dans ses communications avec les officiers de renseignement britanniques qui prirent part à l'opération A.Q. Khan, Lawler donnait aux membres de son équipe des noms de code tirés de la légende arthurienne et de la quête du Graal. La magicienne de l'informatique était la Dame du lac, le P.-D.G. des sociétés écrans, Galaad, l'espion cubain, messire Lancelot. L'opération ne pouvait avoir d'autre nom qu'Excalibur.

« On n'était pas mauvais », évoque Doyle dans un sourire. Elle passa l'essentiel de son temps, pendant six ans, sous couverture à l'étranger, bâtissant les infrastructures et le système de communication pour les

sociétés écrans, réunissant le renseignement sur les opérations d'A.Q. Kahn, et travaillant avec les cybercombattants du centre des opérations d'information de la CIA pour pirater les ordinateurs du père de la bombe pakistanaise à laquelle celui-ci souhaitait donner une abondante progéniture. Dix ans plus tard, elle deviendrait l'une des femmes les plus importantes de l'histoire du service clandestin, puisqu'elle superviserait les missions d'espionnage aériennes, terrestres, maritimes et cyber en tant que vice-directrice adjointe des opérations. Mais durant les années qu'elle passa à l'étranger, très peu de gens connaissaient au siège son implication dans l'unité des activités spéciales, dont le centre était une sorte de coffre-fort banalisé, totalement coupé du reste de l'Agence. La mission de l'unité était si secrète et si strictement compartimentée que ses membres ne rapportaient qu'au chef de la division, au septième étage, et au président des États-Unis. « Nous avions des collègues et des gens dont la vie était en jeu, raconte Lawler, alors nous étions extrêmement prudents sur l'identité des personnes que nous informions. »

Au début de sa carrière, Lawler avait espionné des marchands d'armes spécialisés dans les technologies de destruction massive en Allemagne, en Suisse et en Autriche, dont les clients venaient d'Iran, de Libye et de Syrie. Il savait donc « qui était qui dans la galerie de portraits » des proliférateurs. « Au bout d'un moment, nous avons fini par attirer les bonnes personnes, et c'est comme ça que nous avons appris qui était réellement Kahn, explique Lawler. La communauté du renseignement n'avait jamais pensé que quelqu'un puisse faire de la prolifération un commerce privé, et équiper des pays avec un programme complet, clés en main, d'armes nucléaires. »

Quand Gorelick arrive au siège pour prendre la direction de la division de contre-prolifération en décembre 2000, Lawler a déjà ouvert une boutique à Dubaï, l'émirat du Golfe persique qui attire les grossistes et les trafiquants du monde entier, accueillis à bras ouverts dans ses zones franches déréglementées, où Kahn a installé son principal entrepôt, Gulf

Technical Industries, véritable supermarché de composants nucléaires. L'unité a par ailleurs découvert les activités d'une famille suisse, les Tinner – le père, Friedrich, et les deux fils, Urs et Marco –, qui fournit Kahn depuis des décennies[2]. La CIA les place sur écoute, subtilise leurs fichiers, infiltre les banques helvètes pour comprendre leur organisation financière. Puis, au moment *ad hoc*, Lawler les recrute, leur fait signer avec une société écran de la CIA, Big Black River Technologies, un contrat de services pour une valeur d'un million de dollars.

Lorsque Khan et les Tinner montent à Kuala Lumpur, la capitale de la Malaisie, une tentaculaire usine de composants nucléaires, un officier de la CIA parlant malais ouvre juste à côté le siège d'une société. L'unité des activités spéciales bâtit une réplique électronique en 3-D de l'usine, où elle installe micros et caméras, surveillant les opérateurs qualifiés qui construisent des centrifugeuses afin d'enrichir l'uranium et mettent au point les autres composants d'une bombe nucléaire. Le laboratoire pakistanais de Khan et ses ordinateurs sont également sous surveillance électronique. La CIA s'est infiltrée dans les bureaux, dans les entrepôts et jusque dans la maison de Khan.

« Nous pourrions faire de la CIA un État indépendant doté de la bombe »

Deux mois après sa prise de fonctions, le président Bush s'est invité au siège de la CIA, et Tenet, pour l'occasion, monte le spectacle, dont l'un des moments forts est une rencontre, dans la suite directoriale du septième étage, avec Lawler. Entre les deux Texans, le courant passe. « Nous avons exposé à Bush la perfidie des manœuvres de Khan et le danger qu'il représentait pour le monde », raconte Lawler. Tenet explique à Bush que l'ingénieur pakistanais incarne une menace égale à celle de Ben Laden,

sinon supérieure. Mais on ne le lâche pas d'une semelle, confie Lawler, dont les sociétés écrans font désormais partie du réseau de Kahn, qui leur fait tellement confiance qu'il leur permet de voler ses procédés et ses technologies d'enrichissement de l'uranium et ses plans d'armes nucléaires.

« Monsieur le président, lance Lawler théâtralement, nous pourrions faire de la CIA un État indépendant, doté de la bombe. »

Au début de l'année 2001, Kahn est devenu, à lui seul, l'un des axes du mal. Lowler et Doyle savent qu'il a travaillé pour l'Iran[3]. Il est fortement soupçonné de négocier avec la Corée du Nord. Mais son meilleur client est sans conteste Mouhammar Kadhafi qui, depuis 1969, dirige la Libye d'une main de fer et qui a soutenu et financé une douzaine d'attentats terroristes d'envergure au XX^{e} siècle. Après le 11-Septembre, la conduite à tenir à l'égard de Kadhafi devient une priorité absolue. « Imaginez le bordel quand le septième étage a appris que la Libye, qui soutenait le terrorisme international, était en train d'acquérir la bombe et que d'un jour à l'autre, mon Dieu ! des terroristes pouvaient attaquer les États-Unis ! Kadhafi allait-il leur donner la bombe ? » résume Lawler. Question plus cruciale encore : Oussama Ben Laden travaillait-il avec Khan pour se doter des ressources lui permettant de construire sa propre bombe ? Trois semaines avant le 11-Septembre, il avait invité à Kandahar un ingénieur atomiste pakistanais de premier plan et avait exprimé son intérêt pour l'obtention de l'arme nucléaire.

« C'était un scénario de cauchemar, et nous devions le résoudre, se souvient Rolf Mowatt-Larssen, ancien chef de poste à Moscou qui vient alors d'être nommé à la direction de la division des armes de destruction massives du centre antiterroriste. Nous pensions, et ne nous trompions pas, que les cadres d'Al-Qaïda avaient compris que Khan avait au départ acheté son matériel. Mais nous n'avions pas plus d'information, rien qui nous brûlait les doigts. En même temps, nous ne pouvions exclure

[le cauchemar]. » La question allait bientôt conduire la CIA à torturer les prisonniers susceptibles de lui apporter une réponse.

À partir d'octobre 2001, Tenet et Gorelick rencontrent Bush et Cheney une fois par semaine pour décider de la gestion de la menace. « Bush, confie Gorelick, m'a demandé un jour : "Bob, pourquoi Kahn déteste-t-il l'Amérique ?" J'ai changé de sujet. J'étais choqué. » Dans l'esprit militant qui prévaut après le 11-Septembre, il y avait une école qui voulait enlever Khan et le faire disparaître. Mais, comme disait Gorelick, il serait alors devenu une légende, « le Jimmy Hoffa[4] du Pakistan ». Une autre école voulait détruire son usine en Malaisie. La CIA en donna l'opportunité à Bush, en acheminant à l'ambassade de Kuala Lumpur une sacoche bourrée de pains de plastic, tandis qu'une équipe de paramilitaires était entraînée à son utilisation *in situ*. Bush et Rice furent incapables de prendre une décision, et c'est donc à la CIA qu'il revint d'arbitrer. Les têtes froides prévalurent. Mieux valait attendre et continuer d'espionner plutôt que de faire sauter le bâtiment et de détruire avec lui une opération d'espionnage qui frisait la perfection.

« J'en ai appelé au septième étage, dit Lawler. Il me semblait que ç'eût été comme allumer la lumière dans la cuisine pour voir les cafards filer sous les plinthes, parce que nous avions déjà infiltré l'organisation depuis différentes portes d'entrée. Et si nous rompions, disons, l'équilibre cinétique en un point, nous détruirions peut-être l'équivalent de quelques millions de dollars d'équipement, mais ne pourrions mettre un terme aux activités de Khan. » Cheney se rend à l'argument, et retire de la table le projet de faire sauter l'usine. Mais l'urgence demeure. Tandis que Lawler et son équipe renforcent leur surveillance sur les opérations de Khan et sur ses contacts libyens, la spécialiste de l'armement nucléaire vient le voir : « Elle est entrée dans mon bureau, a fermé la porte, s'est plantée à côté de moi au moment même où je prenais joyeusement connaissance des derniers renseignements que nous venions d'obtenir. Et elle m'a dit : "Je sais que tu

apprécies, et je te comprends, mais tu dois aussi comprendre qu'il faut les arrêter avant qu'ils n'obtiennent l'arme nucléaire." »

Gorelick porte alors son attention sur la Corée du Nord – la cible la plus difficile qui soit – que la CIA soupçonne, à juste titre mais sans preuves solides, de violer l'accord de 1994 conclu par le président Jimmy Carter sur le gel du programme nucléaire. Si les preuves manquent, c'est que le pays est un trou noir, « l'échec le plus persistant de toute l'histoire de la CIA », pour reprendre le mot de Donald Gregg, qui a été à la fois chef de poste et ambassadeur en Corée du Sud. La CIA est incapable de conduire en Corée du Nord une quelconque mission d'espionnage, et envoyer dans le royaume ermite des agents de l'extérieur n'est pas plus envisageable. Ric Prado, homme à faire beaucoup de choses, et avec enthousiasme, pour les opérations de l'Agence, a tenté pendant deux ans, au tournant du siècle, de recruter des citoyens nord-coréens autorisés à voyager hors du pays natal, les abordant dans les conférences internationales, leur faisant miroiter des valises entières de billets dans des chambres d'hôtel. Si une figure de quelque importance du régime prenait l'avion, de New York, par exemple, à Londres, on pouvait parier qu'un officier de la CIA assis sur le siège voisin passerait le vol à ses côtés. En vain.

Gorelick monta d'abord de nouvelles sociétés écrans, qui se firent bientôt connaître parmi les marchands de mort, dans l'espoir de piéger les Nord-Coréens. Puis il se rendit à Pékin, où il demanda au ministre de la sécurité d'État d'aider l'Agence à espionner Pyongyang. « Les Chinois furent scandalisés d'apprendre que la Corée du Nord se dotait d'armes nucléaires, conclut-il, mais ils refusèrent leur aide. » Enfin, une porte s'ouvrit : un agent pakistanais livra des documents qui montraient que le réseau de Khan avait envoyé des centrifugeuses en Corée du Nord.

Ainsi la division de la contre-prolifération disposa-t-elle des premières preuves patentes des progrès du programme nucléaire nord-coréen, ce qui amena la CIA à présenter au Congrès un rapport, en octobre 2002 : « Nous

avons récemment obtenu les preuves irréfutables, qui nous manquaient encore, que la Corée du Nord avait commencé la construction d'installations de centrifugation. Nous pensons que Pyongyang a entrepris de mettre en place un programme d'enrichissement de l'uranium au moyen de la centrifugation voici environ deux ans. » Le rapport continue : « Nous avons appris récemment que le Nord construisait une usine qui pourrait produire de l'uranium de qualité militaire pour une ou deux armes nucléaires annuelles lorsqu'elle sera totalement opérationnelle – ce qui pourrait survenir assez vite, d'ici à cinq ans. » (La prévision ne manquait pas de précision : la Corée du Nord procéda à son premier essai nucléaire le 9 octobre 2006.) Il apparut que la Corée du Nord avait envoyé des missiles au Pakistan en échange de la technologie de Khan, de plans d'armement et de données d'expériences. Pyongyang avait de surcroît fait parvenir en Libye 1,6 tonne d'hexafluorure d'uranium, à traiter dans les centrifugeuses de Khan, une étape essentielle sur le chemin qui allait placer la bombe entre les mains de Kadhafi.

« Une affaire sérieuse »

L'invasion de l'Irak avait effrayé le dictateur libyen. Il n'ignorait pas que les Américains, en affirmant que Saddam détenait des armes de destruction massive, avaient fourni un argument décisif en faveur de la guerre. Il avait vu les bombes tomber sur Bagdad. Il craignait d'être la prochaine cible.

Au début de la guerre, le maître espion libyen, Moussa Koussa, avait fait savoir à Mark Allen, chef de l'antiterrorisme au MI6 britannique, que Kadhafi souhaitait parler aux Américains de son propre arsenal. Ce n'était pas, pour les Libyens, la première occasion de ce type. Six semaines après le 11-Septembre, Bill Burns, du département d'État, et Ben Bonk, l'analyste en chef du centre antiterroriste, s'étaient rendus à Londres pour y rencontrer

Koussa. Cet homme affable aux manières toutes diplomatiques était l'un des principaux suspects de l'attentat contre le vol Pan Am 103, qui avait explosé au-dessus de la petite ville écossaise de Lockerbie, causant la mort de 270 personnes, dont Matt Gannon, chef de poste de la CIA à Beyrouth et ami intime de Burns. Koussa affirmait que Kadhafi voulait renoncer au terrorisme ; il avait livré à Bonk et à Burns des renseignements qui permirent de déjouer un attentat d'Al-Qaïda contre l'ambassade américaine au Yémen. Dans le cours de la discussion, Bonk avait demandé tout à trac à Koussa si la Libye projetait d'acquérir des armes nucléaires. Koussa avait formellement répondu par la négative.

Le 20 mars 2003, tandis que commence l'invasion américaine de l'Irak, Allen s'envole pour Washington. Il informe Tenet que Kadhafi envisage d'abandonner son programme d'armement si, en échange, l'Occident lève les sanctions qui accablent depuis des années le régime en raison de son soutien au terrorisme international. Tenet charge Stephen Kappes, directeur adjoint du service clandestin, de travailler avec Allen pour négocier cette reddition. Les deux hommes forment un couple étrange. Allen appartient à une espèce en voie de disparition dans les services de renseignement anglo-saxons. Brillant, excentrique, un rien précieux, il est l'auteur d'un traité de fauconnerie et arbore des boutons de manchettes roses qui dessinent à ses poignets des éléphants. Kappes, qui fut chef de poste à Moscou, est un ancien commando de marine, barbu, le cheveu rare, à l'allure de sergent instructeur, avec des yeux acier, une mâchoire carrée, une rigueur raide presque empesée, respecté mais sans être adoré de ses subordonnés. Malgré ces différences flagrantes, ils ont plus d'une chose en commun. Tous deux sont de fervents catholiques. Tous deux sont ambitieux et aspirent à diriger leur service respectif. Tous deux veulent mettre à quia Kadhafi, s'ils le peuvent.

« C'est Steve qui fut choisi pour donner un visage à l'opération, en raison de son impeccable force de persuasion et de son rang dans la

hiérarchie, les deux éléments jouant un rôle crucial, détaille Paula Doyle. Il fallait que Moussa soit confronté, du côté américain, à quelqu'un qu'il craignait, pas seulement quelqu'un qu'il écouterait. Notre boulot, c'était d'amener la Libye à reconnaître qu'elle avait des programmes d'ADM et d'y renoncer, sauf à risquer la guerre. C'était une affaire sérieuse. » Les instructions de Bush à Kappes étaient claires : aucune concession qui ne soit étayée par des preuves visuelles que Kadhafi avait les mains propres. Durant les six mois qui suivent, Kappes et Allen rencontrent régulièrement Koussa. En septembre, Bill Burns les rejoint pour une réunion à Tripoli avec Kadhafi. Le dictateur lunatique maintient désormais qu'il n'a aucun programme d'armes de destruction massive à révéler. Durant tout l'entretien, raconte Kappes, « nous nous sommes contentés de conserver notre position, de laisser entendre que nous savions, de maintenir la pression ». Mais l'accord n'est pas conclu.

C'est l'unité des activités spéciales qui s'en chargera. Elle trouve le moyen de confronter Kadhafi à une preuve irréfutable. Le renseignement imparable vient d'un agent recruté par Lawler en Malaisie, Urs Tinner. Un navire allemand, le *BBC China*, vient de quitter Dubaï. Il transporte cinq conteneurs chargés de pièces de centrifugeuses pour l'enrichissement de l'uranium, faussement déclarées comme pièces de machines usagées. Le navire emprunte le canal de Suez et entre en Méditerranée, cap sur Tripoli.

« La carte si forte et puissante »

Dans la soirée du vendredi 3 octobre, Robert Gorelick, désormais chef de poste à Rome, appelle son homologue, Alberto Manenti, qui dirige de longue date la contre-prolifération au sein des services italiens du renseignement extérieur, dont il prendra la tête une dizaine d'années plus tard. Leur mission est d'arraisonner le navire en haute mer et de le contraindre à rallier le port de Tarente, non loin de la base de l'OTAN en

Italie du Sud, sans révéler à qui que ce soit, inspecteurs des douanes ou dockers, la nature de la cargaison. « La difficulté, raconte Manenti vingt ans après, c'était de garder le secret. » C'est aussi que ni Gorelick ni Manenti ne disposent d'une autorité légale pour une telle action. Mais enfreindre les lois d'une nation étrangère, la CIA sait faire ; elle a ce qu'il faut en magasin.

Un très long week-end sans sommeil commence. Les deux hommes veulent envoyer un message aux armateurs du navire, à Brême, par l'entremise d'un officier du BND, le service fédéral allemand de renseignement. Mais ils découvrent, à leur grande déconvenue, que les espions allemands ont quitté leurs bureaux pour trois jours, faisant le pont de la fête nationale qui, depuis 1990, célèbre la réunification et le début de la fin de la guerre froide. Quand ils obtiennent finalement une personne ayant autorité, il leur faut admettre que les services allemands sont pointilleux – « Très légaliste, le BND, commente sèchement Manenti. Les Allemands demandent où sont les preuves. » Pendant ce temps, il a mobilisé un contre-torpilleur de la marine italienne avec un canon de 12,7 centimètres pour se porter au-devant du navire allemand en Méditerranée. « Le commandant du *BBC China* était extrêmement contrarié », se souvient Manenti. Il refuse en effet d'obtempérer et de modifier sa route, arguant qu'il est dans les eaux internationales, qu'on ne saurait confondre avec un tribunal. Il n'obéira qu'aux ordres de sa compagnie, à Brême. Gorelick et Manenti appellent alors à la rescousse leurs homologues allemand et britannique et, ensemble, ils imaginent un audacieux ultimatum à l'intention des armateurs : « Les États-Unis auraient fermé leurs ports à la compagnie, rapporte Manenti. Quatre-vingts pour cent de leurs routes étaient à destination des ports et des consommateurs américains. » La compagnie cède, et le contre-torpilleur escorte au port le navire avec sa cargaison de contrebande nucléaire.

Doyle est au septième étage, en réunion avec les dirigeants de l'Agence. C'est un samedi très occupé : « L'Irak était en feu, l'Afghanistan était sur le point de tenir ses premières élections libres et un attentat suicide avait été commis sur une plage d'Haïfa. Je me souviens seulement d'avoir couru toute la journée, dans l'attente d'une bonne nouvelle du côté de Jim. » Et la bonne nouvelle est venue. Lawler s'est envolé pour Rome, puis a mis le cap sur Tarente.

« Je me rappelle avoir dansé de joie devant les conteneurs et souri devant l'agréable résultat de dix ans d'efforts, raconte-t-il. Nos négociateurs en Libye [Kappes et Allen] avaient eu l'information, et ils avaient fini par jouer cette carte, le précieux atout, face à leurs homologues libyens qui opposaient jusqu'alors des réponses évasives à la question du programme d'armement nucléaire. Ils ont vite plié. Et admis que la Libye avait effectivement un programme de construction de la bombe. Tout fut démantelé, aussi vite que c'était possible. »

Lawler se souvient qu'une chanson de Leonard Cohen, *The Stranger Song*, tournait dans sa tête :

Like any dealer he was watching
For the card that is so high and wild
He'll never need to deal another.

Comme tous les joueurs il cherchait sous la donne
La carte si forte et puissante qu'il n'aurait plus
Jamais besoin d'en distribuer une autre.

« Nous avions trouvé cette carte », dit-il.

Bill Burns retient ce dénouement comme « une aventure pleine d'étranges rencontres nocturnes au milieu du désert avec Kadhafi, à ce jour le plus étrange dirigeant qu[']il ait] rencontré ». Il a fallu deux mois avant

que Kadhafi se rende aux exigences du président Bush et du Premier ministre Tony Blair, et consente à révéler publiquement l'existence de son programme d'armement nucléaire – pour lequel il avait payé à Khan environ 100 millions de dollars – et de ses stocks impressionnants de missiles et d'agents chimiques. Finalement, le 18 décembre 2003, Kadhafi a cédé. Nul doute qu'il avait en tête le sort de Saddam Hussein qui, cinq jours plus tôt, avait été sorti de sa cachette près de Tikrit et s'apprêtait à se voir passer la corde autour du cou.

Restait la question de l'avenir de Khan. Tenet en fit d'abord part au président pakistanais, Pervez Musharraf, qu'il rencontra en privé, duquel il exigea qu'il mette un terme à la prolifération et fasse cesser les activités du proliférateur. Musharraf plaida l'ignorance mais affecta le scandale. Il dit à Tenet : « Je tuerai ce fils de pute. » Il n'en fit rien. Armitage s'envola alors pour Islamabad et menaça de suspendre l'aide américaine si Khan n'était pas condamné. Plutôt que de perdre 3 milliards de dollars, Musharraf annonça que le père de la bombe islamique serait poursuivi devant la justice de son pays. Puis cinq jours plus tard, il le gracia. Le 5 février 2004, Khan fut contraint à une résidence surveillée, et son réseau mondial de trafic d'armement nucléaire n'y survécut pas.

L'opération menée par la CIA avait prouvé que le renseignement, et le renseignement seulement, pouvait dissiper une menace existentielle et désarmer un dictateur. Cet épisode marque l'acmé des sept années de Tenet à la direction de l'Agence. À partir de ce jour, la chute allait commencer et conduire la CIA au bord de la ruine.

1. Pour sa thèse de doctorat, obtenue en 1982 à l'université de Genève, Gorelick s'est procuré des copies de contrebande de documents provenant des bureaux de la Ligue arabe au Caire et à Tunis. Ses examinateurs, lors de son entretien d'embauche à la CIA, en furent dûment impressionnés.

2. L'implication des Tinner dans le réseau de Khan est de notoriété publique en Suisse, documentée dans des affaires judiciaires. Lawler et Doyle n'ont jamais mentionné au cours des

entretiens l’identité d’une quelconque source.

3. Doyle jouera ultérieurement un rôle essentiel dans les opérations cyber inédites destinées à perturber le programme nucléaire militaire iranien, déjà bien avancé, qui inclut, entre 2004 et 2007, des technologies développées par Khan. La cyberattaque de la CIA contre l’Iran, d’un degré extrême de sophistication et qui est aussi la première de son genre, implique, dans des rôles divers, les services de renseignement israéliens, néerlandais, allemands et français. En 2007, l’opération introduit un virus dans le laboratoire militaire iranien, endommageant un cinquième des 5 000 centrifugeuses et ramenant le programme plusieurs années en arrière. À l’heure où ses lignes sont écrites, l’Iran n’a toujours pas testé une arme nucléaire, après cinquante ans de recherches et de développement.

4. Président du syndicat des camionneurs, les *teamsters*, dont l’inimitié avec John F. et Robert Kennedy était notoire. Condamné à une peine de prison puis gracié par Nixon, il disparaît mystérieusement en 1975. *(NdT.)*

11

Le prix du sang

Tenet n’a pas pris la parole en public depuis le début de la guerre en Irak. Il n’admet pas que la CIA se soit lourdement trompée sur l’arsenal de Saddam. Il ne voit pas ce qui a échoué, ni pourquoi. Mais il ne peut se taire plus longtemps. Le 5 février 2004, il rompt le silence lors d’une conférence donnée à l’université de Georgetown, où il a fait ses études. Il y défend bec et ongles la CIA.

À un moment, il hésite : « Maintenant, vous allez certainement me demander : Pourquoi n’a-t-on pas trouvé d’armes de destruction massive ? » lance-t-il à son auditoire. Mais il n’a pas la réponse. La conférence passe mal à Washington. Colin Powell n’apprécie guère les coups de téléphone que Tenet lui passe pour lui dire que les piliers de son discours à l’ONU s’effondrent un à un. Les relations du président et du directeur – à qui est parvenue la rumeur de son éviction – se tendent de plus en plus. Tenet présente sa démission. Bush la refuse. On est en année électorale, il ne veut pas de défection.

Mais la note, le prix du sang, comme on dit dans la marine, est arrivée à échéance. L’inspecteur général John Helgerson achève son rapport – 109 pages – sur la mort des trois prisonniers de la CIA et les mauvais traitements infligés à d’autres par leurs interrogateurs en Afghanistan, en

Thaïlande et en Pologne. Il va conclure que les officiers et les contractuels de la CIA sous le commandement du chef de l'antiterrorisme, Jose Rodriguez, pourraient être reconnus responsables d'avoir fait subir aux prisonniers des punitions cruelles et inhumaines, et d'avoir enfreint les règles stipulées dans les notes sur la torture du département de la Justice. Ces officiers, note Helgerson, craignent à juste titre la révélation inévitable du programme, et que leur réputation et celle de la CIA en soient ternies. À peine la rédaction de ce rapport hautement confidentiel est-elle achevée que l'essentiel en est publié par le *New York Times*[1].

Helgerson n'a pas encore terminé son travail qu'il est contraint d'enquêter sur un homicide commis dans la prison d'Abou Ghraïb, en Irak. Il faudra dix-neuf ans pour que ses conclusions soient rendues publiques. Le rapport, « déclassifié » avec quelques coupes en mai 2023, témoigne des « événements entourant la mort de Manadel Al-Jamadi, détenu irakien ayant succombé durant son interrogatoire par la CIA, le 4 novembre 2003 ». Les horreurs d'Abou Ghraïb parviennent à l'attention du public six mois plus tard. Des photos prises par les geôliers font le tour du monde : on y voit notamment deux jeunes militaires américains posant, tout sourire, le pouce levé, au-dessus du cadavre d'Al-Jamadi, emballé dans de la glace. L'« Homme de Glace », Ice Man, est devenu le symbole ineffaçable de l'occupation américaine de l'Irak et une affiche de recrutement pour les ennemis de l'Amérique. Mais les interrogateurs de la CIA ont mis sa mort sur le dos des SEAL, les soldats des commandos de marine, qui l'avaient arrêté.

« C'était la façon qu'ils avaient trouvée de garder les mains propres »

Avant de quitter la direction du poste de Bagdad, Charlie Seidel avait découvert qu'une poignée de ses officiers et un groupe de SEAL brutalisaient les prisonniers de Camp Nama, en bordure de l'aéroport international de Bagdad. Seidel avait tiré la sonnette d'alarme dans un câble envoyé au siège de la CIA, lequel avait répondu qu'il était interdit aux officiers de l'Agence en Irak de participer aux brutalités. Les règles s'appliquant aux prisonniers des sites noirs étaient une chose, celles qu'il fallait respecter à l'égard des Irakiens détenus dans des prisons militaires en étaient une autre : leur statut relevait des conventions de Genève. John Rizzo avait envoyé au poste de Bagdad des ordres écrits : « Ne détenez pas vous-mêmes les prisonniers. Laissez les militaires se charger des interrogatoires. N'y participez que lorsque vous y êtes invités. Ne tentez pas de vous imposer lors de ces interrogatoires. » Par la suite, le poste reçut tous les mois un câble précisant ces règles.

Le successeur de Seidel les a violées. Gerry Meyer prend le commandement du poste de Bagdad à la fin de l'été 2003. Pavitt l'a choisi malgré les objections de Steve Kappes, son adjoint, et de Rob Richer, le chef de la division Proche-Orient, pour qui Meyer n'a pas les compétences requises. Le nouveau chef de poste a le rang GS-15 (quinzième rang du General Schedule) dans l'administration fédérale, ce qui en fait un colonel et non un général dans la hiérarchie de la CIA. Il n'a passé qu'une année à peine comme chef de poste, au Koweït, où il a su gagner les bonnes grâces de Pavitt en l'emmenant acheter des tapis et en le conviant à un immense et luxueux barbecue nocturne dans le désert. Quand Meyer part en congés pour Noël, c'est Hendrik van der Meulen, chef adjoint de la division Proche-Orient, qui le remplace. Parviennent à ses oreilles des plaintes si nombreuses sur la conduite du chef de poste qu'il revient six semaines plus tard, début février 2004, pour mener une inspection, au terme de laquelle il conclut que Meyer se préoccupe plus de sa collection de tapis que de diriger le poste, évitant les réunions de ses équipes avec les commandants et

diplomates américains, accordant peu d'attention, alors que l'insurrection fait rage, aux opérations, se déchargeant des tâches les plus lourdes sur son adjoint, Gordon Prouty. Il y a pire. Ses officiers ont battu et maltraité des prisonniers irakiens. Désormais, ils ont sur les mains le sang d'Ice Man, et Meyer s'en soucie peu, voire, garde un silence complice.

Al-Jamadi, suspecté d'avoir participé à l'attentat à la bombe contre le siège de la Croix-Rouge à Bagdad, qui a tué 34 personnes et en a blessé 224, est arrêté par un cadre de l'unité 7 des commandos de marine. Il est emmené à la base de l'aéroport, et frappé sur ordre des officiers de la CIA. C'est une pratique ordinaire. « C'était leur façon de garder les mains propres et de salir les nôtres, confie, amer, un commando marin du nom de Dan Cerrillo au journaliste Seth Hettena, qui révèle les détails de l'affaire Al-Jamadi. Ils nous utilisaient. Ils retournaient contre nous notre manque de compréhension des lois en temps de guerre. » Les commandos marins en avaient vu d'autres, notamment des officiers de la CIA appuyer leurs menaces de mort à l'aide d'un revolver pointé sur la tempe de leurs prisonniers.

Dans la cellule des interrogatoires, que les commandos marins appellent Romper Room, la « salle de jeux », un officier de la CIA nommé Mark Swanner, trapu, barbu, utilisateur du détecteur de mensonges et faisant office d'interrogateur, attache au mur les bras d'Al-Jamadi et menace de lui briser les mains avec un maillet. Le prisonnier reste muet. Steve Stormoen, qui dirige la cellule d'exploitation des détenus du poste de Bagdad, ordonne à Swanner et à un commando marin d'emmener Al-Jamadi à Abou Ghraïb. Derrière les murs de la prison, l'homme devient un fantôme.

Pour des millions d'Irakiens, Abou Ghraïb, où Saddam a fait torturer et tuer des milliers de prisonniers, symbolise l'horreur du régime déchu. Après l'invasion, Bremer a ordonné à l'armée américaine d'en prendre la direction. Des milliers de détenus y sont à nouveau enfermés, certains sont battus, d'autres, terrorisés par des chiens ou victimes d'agressions sexuelles

sadiques de leurs geôliers membres de l'armée américaine. Dans les murs de la prison, Stormoen, officier paramilitaire d'une quarantaine d'années récemment revenu d'Afghanistan, supervise un quartier pénitentiaire de la CIA. Il a conclu un marché avec le lieutenant-colonel Stephen Jordan, qui dirige le centre d'interrogatoire et d'investigation (Joint Interrogation Debriefing Center). Aux termes de ce marché, les détenus de la CIA disparaissent.

Après leur écrou, sous un faux nom, dans la prison d'Abou Ghraïb, les prisonniers fantômes ne voient plus la lumière du jour et sont transférés de cellule en cellule, de sorte qu'ils passent inaperçus aux observateurs de la Croix-Rouge. Ces dissimulations sont contraires à la doctrine militaire et au droit de la guerre. Le pacte passé entre les deux hommes permet aussi aux officiers de la CIA d'interroger les prisonniers hors de la présence d'un militaire, ce qui viole les règles établies par le siège. Une enquête menée par l'armée conclura plus tard que « les pratiques de détention et d'interrogatoire de la CIA ont conduit à une déresponsabilisation, à des mauvais traitements [sur les personnes des prisonniers] et à une mystique délétère qui ont contribué à empoisonner l'atmosphère à Abou Ghraïb ».

Durant le transfert à la prison, un trajet d'une demi-heure, le convoi s'arrête, un commando marin sort de force Al-Jamadi du véhicule, lui couvre la tête d'un capuchon, le dénude de la taille aux pieds et le frappe. Il lui casse cinq côtes. Frapper les prisonniers est aussi une pratique ordinaire. « Lorsqu'un individu était appréhendé, on l'emmenait à Abou Ghraïb, mais le convoi s'arrêtait en chemin, le prisonnier était extirpé du véhicule et roué de coups par les militaires, rapporte Luis Rueda, le chef du groupe des opérations de la CIA en Irak. L'intention était d'affaiblir l'individu avant de commencer l'interrogatoire. C'était absolument illicite. Interdit. Et le poste n'en avertissait pas le siège. Les membres de la cellule d'exploitation des détenus savaient que ce qu'ils faisaient n'était pas autorisé, mais ils le faisaient quand même. »

Vers 5 heures du matin, Swanner et un traducteur de la CIA, accompagnés par des policiers militaires faisant office de gardiens, emmènent le prisonnier au quartier pénitentiaire de la CIA, les mains menottées derrière le dos. Alors que les bras de l'homme « sortent déjà, presque littéralement, de leurs articulations », selon le témoignage du policier militaire Walter Diaz, Swanner rappelle les gardiens et leur demande de lui rattacher les mains, plus haut encore aux barreaux de la fenêtre. Une demi-heure plus tard, le prisonnier crache du sang dans son capuchon et meurt. Pour l'armée, c'est un homicide. Les gardiens le placent dans un sac mortuaire et le plongent dans de la glace. Ni Meyer ni aucun cadre supérieur du poste ne se sont jamais déplacés jusqu'à Abou Ghraïb pour enquêter sur ce qui s'est passé.

Quelques semaines avant que les turpitudes d'Abou Ghraïb ne choquent le monde entier, en avril 2004, la CIA décide de remplacer le chef de poste de Bagdad et son adjoint. Plutôt que d'accepter sa disgrâce, Meyer démissionne. Prouty passe une année dans un placard au siège, puis est envoyé comme chef de poste aux Émirats arabes unis. Le troisième officier dans l'ordre hiérarchique à Bagdad est lui aussi éloigné. L'inspecteur général renvoie Stormoen et Swanner devant le département de la Justice pour une enquête pénale. Ce sont le talent de Rizzo pour égarer les documents ou retarder leur communication et les manœuvres dilatoires d'un procureur spécial, John Durham, qui garantissent la lenteur de l'instruction jusqu'à l'expiration du délai de prescription. Pour la mort d'Ice Man, nul n'aura reçu plus lourde sanction qu'une lettre d'avertissement.

« Tout le monde était dépassé »

Bob Kandra prend la direction du poste de Bagdad au printemps 2004. Baraqué, courte barbe grisonnante, Kandra a de brillants états de service, comme espion et comme officier de la lutte antiterroriste. Il a participé à la

traque des criminels de guerre dans les Balkans, puis est passé à la direction de la division des activités spéciales. Il est désormais aux commandes du poste avancé le plus important de la CIA depuis la guerre du Vietnam.

Le poste de Bagdad compte, si l'on comprend les bases et les antennes environnantes, plus de 300 personnes à son service, dont au moins 75 officiers traitants. Beaucoup n'ont pas plus de la vingtaine. Frais émoulus de la Ferme, novices de l'outre-mer, ce sont des néophytes de l'espionnage et du contreterrorisme, des béotiens du recrutement et du traitement des agents. Certains se sont portés volontaires par pur patriotisme, d'autres, par goût de l'aventure, d'autres encore, pour la solde. Avec les bonus pour les dangers encourus, un officier à peine formé peut gagner environ 150 000 dollars annuels à Bagdad, soit le double de ce que pourrait être son salaire chez lui. Pour tout ce monde, les journées sont longues et les nuits, inconfortables, dans des mobile-homes mal protégés, alors qu'il tombe chaque jour jusqu'à cinquante obus de mortier. Le poste a pris ses quartiers dans un palais relativement modeste de la Zone verte qu'on nomme la Villa, avec sa cantine, sa piscine et son point d'eau. Au Babble-On Bar, dans un beau *trailer* avec une petite cour et un zinc, on boit sec et on s'adonne aux plaisirs de rencontres furtives entre personnel du poste et militaires. Au bar, les officiers de la CIA portent leur Glock chargé. Gare aux tirs intempestifs des ivrognes d'un soir ! « Le bar était un cauchemar, dit Rueda, les gens tiraient la gueule et, toutes les nuits, sortaient avec leur flingue car on avait la consigne d'être armé en permanence en cas d'attaque. Le sexe était partout, et durant le règne de Kandra, je crois qu'il n'y a pas eu un responsable qui n'ait passé au moins une nuit avec un ou une subordonnée. »

Le sexe et la gnôle chassent les cauchemars qui assaillent le poste de Bagdad. Et l'occupation sombre dans le chaos. Chaque initiative que prennent Bremer et son équipe lui vaut plus d'ennemis. Le lieutenant général Ricardo Sanchez, qui commande les troupes américaines à Bagdad,

veut du renseignement stratégique, le tableau d'ensemble de l'insurrection et de ses soutiens chiites en Iran. Les officiers de l'armée veulent du renseignement local tactique afin de pouvoir lancer des opérations contre les insurgés. Bremer veut du renseignement politique sur les faiseurs de rois irakiens qui s'affrontent pour le pouvoir dans un futur gouvernement provisoire. Le poste n'a pas les moyens de les satisfaire tous.

Les officiers et les analystes de la CIA travaillent aussi dur qu'ils le peuvent et tentent de mener conjointement des opérations d'espionnage et de lutte antiterroriste en recrutant des agents irakiens au sein de l'insurrection, qui s'étend rapidement. Les analystes se tiennent prêts, et ils sont nombreux, mais ils n'ont guère de matière si les officiers traitants ne peuvent collecter du renseignement auprès de leurs agents. Ce qui est alors presque impossible. Il faut généralement une année au moins de préparation minutieuse et de vérifications soigneuses pour qu'un officier traitant recrute une source, ce qui devient plus compliqué encore dans un milieu terroriste. L'armée exige que les recrutements soient rapides, et que les sources soient exploitées après une ou deux rencontres. En conséquence de quoi la durée de vie de la source est très brève et l'officier, très vite ramené à la case départ.

Les ordres du siège compliquent encore la tâche. Le septième étage est terrifié, on le comprend, par la perspective de voir un officier capturé, torturé et tué dans une ruelle de Bagdad. Il interdit à ses officiers de se déplacer sans escorte militaire, laquelle est généralement constituée de trois véhicules blindés conduits chacun par deux soldats au moins, dont la discrétion n'est pas la première qualité. Ce ne sont certes pas les conditions optimales pour organiser des rencontres clandestines avec des Irakiens. Les sources du poste doivent pénétrer dans la Zone verte en se mêlant à la foule de ceux qui viennent y travailler. La CIA y dispose de deux lieux de rendez-vous sécurisés pour les interroger. Les deux bâtiments sont contigus. En matière de technique d'espionnage, on a vu mieux.

« Nous devions souvent escorter nos sources jusqu'au point de contrôle de Qadisiya, se souvient Ilana Berry, une jeune femme de vingt-huit ans parlant le farsi, diplômée en droit, qui, après un début de carrière dans le renseignement militaire, s'est portée volontaire pour la lutte antiterroriste et est partie pour l'Irak en tant qu'officier de la CIA. Je connaissais presque tous les soldats de la quatrième brigade de combat qui étaient déployés là-bas, et qui laissaient passer mes sources sans leur poser de questions. Mais ce check-point était aussi une cible favorite des attentats suicides au véhicule piégé. Mon binôme officier traitant et moi prenions des tours d'escorte, car nous pensions que cela divisait par deux nos chances de mourir. » Une voiture piégée finit par atteindre le check-point et par tuer un soldat qu'elle connaît bien.

Rien de tout cela n'est bon pour le moral, et les responsables du poste ne font pas grand-chose pour améliorer la situation. « Il y avait une règle tacite : personne ne voulait reconnaître à quel point tout allait mal, poursuit Berry, plus tard distingué par la CIA pour sa contribution à la lutte antiterroriste. Si on l'ouvrait, on était rembarré. Tout le monde était dépassé. Tout le monde avait peur. Personne ne parlait arabe. Nous ne savions même pas ce que nous faisions. On n'était pas beaucoup encadrés, pas beaucoup dirigés. On était écœurés, perdus. »

« La confiance élémentaire était rompue »

Tenet ressentait la même chose. Il savait que ses jours à la direction de l'Agence touchaient à leur fin. La commission du 11-Septembre avait clos ses auditions et préparait son rapport final. Il savait qu'il serait corrosif. Et, comme il l'avait craint, la Maison Blanche l'avait abandonné à lui-même lorsqu'il s'était avéré que l'arsenal de Saddam n'était qu'une chimère. Il avait confié à la commission, le 14 avril : « Il faudra encore cinq ans de travail pour que nous ayons le service clandestin dont notre pays a besoin. »

Plusieurs membres de la commission s'en étaient étonnés tout haut. Tenet disait exactement la même chose en 1997.

Trois jours après son audition, Tenet ouvre le *Washington Post* et y lit le boniment que la Maison Blanche a servi à Bob Woodward. L'article assure que la guerre a été décidée du jour où « Tenet [avait] garanti au président qu'il ne serait pas plus difficile de prouver que l'Irak détenait des armes de destruction massive que de smasher le ballon dans le panier au basket ». L'expression, soutenait Tenet, signifiait qu'il pouvait sans aucun doute présenter à l'opinion un dossier convaincant sans pour autant que ledit dossier soit lui-même irréfutable. Mais qui désormais se souciait de la nuance ? Woodward avait allumé le feu de joie « et j'étais le type qu'on brûlait, attaché à son poteau », se souvient Tenet. Il appelle Andy Card, le chef de cabinet du président, et lui dit que le récent comportement de la Maison Blanche est « la chose la plus méprisable dont [il a] été témoin dans toute [s]a vie ». Card ne répond rien à l'autre bout de la ligne et, poursuit Tenet : « Dans ce silence, j'ai compris que la confiance élémentaire était rompue entre la Maison Blanche et moi. » Il annonce qu'il prendra sa retraite au mois de juillet, pour le septième anniversaire du jour où il est devenu directeur de la CIA.

Quelque temps plus tard, la Maison Blanche le sort de sa déprime. Le secrétaire du personnel, le futur juge à la Cour suprême Brett Kavanaugh, lui annonce que Bush veut lui décerner la médaille de la Liberté, la plus haute distinction civile de la nation, ainsi qu'à Jerry Bremer et à Tommy Franks. Tenet accepte, dans l'espoir que la cérémonie mette un point d'orgue à son mandat à la direction de l'Agence. Mais le ruban sur la médaille sera comme une corde autour de son cou. Le dernier clou du cercueil est planté par Peter Goss, le patricien qui a présidé, durant toutes les années Tenet, la commission du renseignement de la Chambre des représentants. Il vient de signer un rapport aux mots particulièrement cruels, rédigé par une équipe indubitablement partisane, daté du 21 juin 2004. Le

texte affirme que Tenet a fait du service clandestin « rien de plus qu'une bureaucratie guindée, incapable du moindre succès », ce qui est un mensonge, et qu'il a conduit la CIA « sur une route menant au bord du proverbial précipice », ce qui sonne à l'oreille avec un terrible accent de vérité.

« C'est une tragédie, conclut Goss. Cela ne devrait plus jamais se produire. »

Pour remplacer Tenet, le président avait en tête deux hommes. Le premier, Rich Armitage, après avoir envisagé de travailler quatre années supplémentaires aux côtés de Cheney et de Rumsfeld, hausse les épaules et décline la proposition. Puis Bush offre le poste à James A. Baker III, qui a servi loyalement son père comme secrétaire d'État et a été l'ordonnateur des batailles juridiques ayant *in fine* accordé à Bush l'élection présidentielle de l'année 2000, qui s'est jouée à quelques poignées de bulletins. « Dick Cheney m'a appelé et m'a dit : "Le président veut savoir si tu veux bien reprendre du service et remplacer George Tenet à la direction de la CIA", se souvient Baker. [Il vient d'un milieu où l'on a l'habitude de répondre oui, Monsieur au président quand il a besoin de quelqu'un pour servir le pays.] J'ai dit non. Je ne pensais pas pouvoir le faire. »

Alors Bush a décidé que Porter Goss était l'homme qu'il fallait pour diriger l'Agence centrale du renseignement. « Il connaît la CIA de l'intérieur et de l'extérieur, annonce-t-il, en présentant le député le 10 août dans la roseraie de la Maison Blanche. C'est l'homme de la situation pour diriger cette importante Agence en ce moment critique de l'histoire de notre pays. »

Le seul élu auparavant nommé à la direction du renseignement central est son propre père, prénommé George, lui aussi. Bush père a laissé un bon souvenir au siège, il a protégé et défendu la CIA en temps de crise. Mais Goss a présidé à la décapitation de son prédécesseur. Son règne commence par une purge politique des dirigeants de l'Agence. Il se terminera avec le

FBI s’invitant au septième étage pour y dérouler la célèbre rubalise jaune : « Attention ! Scellés. Ne pas franchir. »

1. Le rapport, intitulé « Pratiques de détention et d’interrogatoire de l’antiterrorisme (septembre 2001-octobre 2003) », est daté du 7 mai 2004. Le 13 mai, le *New York Times* rapporte : « L’Agence centrale du renseignement a utilisé des méthodes coercitives d’interrogatoire à l’encontre d’un groupe déterminé de dirigeants et de cadres de haut niveau d’Al-Qaïda ; selon les personnels de l’antiterrorisme en fonction – ou qui l’ont été –, ces méthodes ont fait surgir des inquiétudes croissantes au sein de l’Agence concernant les mauvais traitements. » L’article est le premier à mentionner la pratique du *waterboarding* (torture par simulation de noyade) parmi les techniques d’interrogatoire. Il est publié immédiatement après la révélation des mauvais traitements commis par l’armée à Abou Ghraïb et son impact s’en trouve quelque peu amoindri.

12

Une guerre de guérilla

La CIA était blessée et ses ennemis sentaient l'odeur du sang. « On se faisait assommer comme des bébés phoques sur la banquise », raconte, amer, John McLaughlin, qui resta directeur adjoint durant le mandat de Porter Goss à la tête de l'Agence, jusqu'à ce qu'il ne puisse supporter plus longtemps la situation. Au-delà des barbelés qui entouraient le siège, la guerre faisait rage, sur trois fronts : avec le président, les élus, et avec la presse. À l'intérieur de la clôture de barbelés, chaque jour apportait son lot de batailles fratricides, tandis que le nouveau directeur et ses hommes de main poussaient la vieille garde à la révolte.

À l'été et l'automne 2004, c'est la survie même de l'Agence qui est dans la balance. Le président républicain de la commission du renseignement du Sénat propose de démanteler la CIA. Ni plus ni moins. Le fiasco des ADM catalyse les appels à une réorganisation radicale de l'espionnage et de l'analyse. Le service clandestin est en butte aux attaques de « prétendues organisations de défense des droits de l'homme, des superviseurs du Congrès […] et de l'équipe de notre propre inspecteur général », pour reprendre les termes de Jose Rodriguez. Le rapport de la commission du 11-Septembre, rendu public le 22 juillet, propose la

restructuration des services de renseignement américains, et les deux partis soutiennent sa conclusion.

Le danger le plus immédiat est un tir de barrage des snipers de la Maison Blanche. Alors que l'occupation de l'Irak vire à l'anarchie, Bush blâme la CIA, apparemment peu conscient de ses propres biais et de la façon dont il a orienté le renseignement, dans ce que son porte-parole qualifiera plus tard de « campagne soigneusement orchestrée pour travailler et manipuler » l'opinion. Et chaque fois que la CIA l'avertit que l'Irak fait face à une insurrection protéiforme, dont l'essor est une conséquence directe de l'occupation, sa colère semble monter d'un cran.

À la fin du mois de juillet, Bush lit un nouveau NIE qui prévoit le chaos en Irak. Et lorsqu'un résumé de l'estimation du renseignement national paraît, le 16 septembre, dans les colonnes du *New York Times*, le président explose. Cinq jours plus tard, lors d'une séance de photos avec le nouveau vice-Premier ministre irakien par intérim, Ayad Allawi – traité avec largesse par l'Agence depuis 1991 –, Bush affirme que la CIA « ne fait que des hypothèses ». Les « hypothèses » signent le manque de confiance. Le sénateur John Kerry, candidat démocrate aux élections présidentielles qui approchent, rétorque : « La CIA ? Ils ne se contentent pas de formuler des hypothèses. Ils font part au président des États-Unis de leurs meilleures analyses […]. Le président ferait bien de les lire, et il ferait bien de les étudier, et il ferait bien d'y répondre. » Bush cesse de prêter attention à l'estimation. Il sait que l'Irak peut lui coûter son second mandat. L'élection de novembre sera un référendum sur sa conduite de commandant en chef dans la guerre contre le terrorisme. Il est extrêmement déçu que la CIA ait contredit sa belle rhétorique sur l'Amérique apportant au monde en général et à l'Irak en particulier la démocratie et la liberté. Mais il est véritablement furieux que l'estimation ait fuité.

Ce n'est pas le seul secret qui parvient aux rédactions des journaux en cette fin de campagne électorale. Les analystes de la CIA font savoir qu'ils

ont correctement prévu, avant la guerre, que l'occupation pouvait non seulement provoquer l'insurrection qui s'empare maintenant de l'Irak, mais aussi allumer dans tout le monde musulman l'incendie de la colère anti-américaine, et ils ne se gênent pas pour souligner que la complicité de Saddam et Ben Laden, sur laquelle le président a tant de fois insisté, n'est que baliverne. « Il y avait beaucoup de fuites provenant de la communauté du renseignement et recueillies par le *New York Times*, qui n'avaient indubitablement d'autre but que de discréditer le président et d'empêcher sa réélection, assure Stephen Hadley, qui va bientôt succéder à Condoleezza Rice comme conseiller à la sécurité nationale. L'impact sur la confiance du président dans la communauté du renseignement a été considérable. » Après l'élection, Hadley exclura la CIA de la transmission des renseignements portés à la connaissance du Conseil de sécurité nationale.

Jamais la bataille entre le président et l'Agence n'avait été si âpre depuis que le président Nixon avait renvoyé le directeur du renseignement central, en novembre 1972, en partie parce que celui-ci refusait de maquiller le scandale du Watergate. Bush pensait, comme l'avait pensé Nixon, que la CIA était une organisation gauchiste, qui cherchait à lui nuire. Ses collaborateurs fournissaient des munitions à un tir nourri d'éditoriaux conservateurs et de tribunes dénonçant la CIA comme un ennemi de l'intérieur. « Si nous vivions aux temps primitifs, écrivait David Brooks dans le *New York Times*, Langley serait rasé et son sol, salé, et il y aurait des têtes sur des piques. » La rédaction du *Wall Street Journal* commente : Bush doit désormais « vaincre deux révoltes : celle que la CIA tente de juguler en Irak et l'autre, dans les murs de Langley, contre [son] administration ».

Porter Goss va faire tout ce qu'il peut pour écraser la rébellion.

Il est d'abord accueilli à bras ouverts au siège, où il arrive le 24 septembre. Multimillionnaire courtois, propriétaire d'une ferme de 200 hectares en Virginie et d'une résidence d'été sur le Sound de Long Island, Goss a été, dans les années 1960, un gentleman espion, recruté à sa

sortie de Yale, devenu officier traitant de la division Amérique latine, avant d'acheter en Floride un quotidien qui lui a permis de se faire élire sous l'étiquette républicaine, dans une circonscription sans risque, à la Chambre des représentants, où il présidait la commission du renseignement depuis 1997. Les attentes sont donc élevées à son arrivée : il sait comment fonctionne la CIA et semble avoir l'oreille du président. Mais il devient aussitôt clair que les consignes de Bush sont de faire régner l'ordre, d'extirper l'hérésie et, surtout, de faire cesser les fuites.

Pour cela, Goss amène, pour faire le sale boulot, une demi-douzaine de ses plus proches collaborateurs au Congrès, dont certains sont des anciens de l'Agence, où ils n'ont pas toujours laissé de bons souvenirs, tous fermement décidés à une reprise en main hostile. On les surnomme les « bébés Goss » et, plus tard – et plus explicitement –, les jeunesses hitlériennes. Ils commencent à pousser vers la sortie officiers supérieurs et analystes chevronnés, qu'ils jugent déloyaux au président et au directeur, installant au siège, pour les dix-huit mois qui suivent, une atmosphère perverse de vindicte. Goss, trop bien élevé pour jouer les tyrans, laisse les basses œuvres à son équipe.

« Roulé par un escroc »

L'ère Goss commence vraiment à la fin du mois d'octobre, quand le nouveau directeur choisit Kyle Dustin « Dusty » Foggo pour lui confier le poste de directeur exécutif de l'Agence, c'est-à-dire pour en faire le numéro trois de la CIA. Goss lui donne la main sur les opérations courantes et le laisse promouvoir ses favoris, martyriser ses ennemis et protéger des officiers de sanctions disciplinaires en les dispensant de rendre compte[1].

Dusty Foggo a passé sa carrière à la direction de la logistique de la CIA, l'un des quatre piliers de l'architecture de l'Agence, avec les opérations, la science et la technologie, et l'analyse. Ses fonctions étaient alors de fournir

aux officiers de la CIA les matériels dont ils avaient besoin, depuis les voitures jusqu'aux carabines. Flagorneur chaleureux et habile, Foggo cherchait toujours les faveurs de ses supérieurs, et les obtenait le plus souvent. Il s'employait à faire passer du bon temps aux députés et aux collaborateurs des commissions du renseignement et des forces armées lorsque ceux-ci se déplaçaient à l'étranger pour se rendre dans les ambassades et dans les postes de la CIA – vins fins et spiritueux, cigares de prix et, si ses hôtes le désiraient, des plaisirs plus exotiques. Foggo n'avait pas pour sa part de préférence. Ses liaisons clandestines avec des femmes de diverses nationalités, en violation des règles de sécurité, l'avaient déjà exposé à quelques remontrances. Il s'était fait un nom en convoyant au Honduras des armes et de l'argent pendant les guerres des *contras*, dans les années 1980, et quand cette bataille-là avait pris fin, s'en était allé à Vienne pour y assister le chef de poste, James Olson.

Un jour de 1989, l'ambassadeur en Autriche, Henry Grunwald, ancien rédacteur en chef du *Time Magazine*, convoque Olson dans ses bureaux. Il est furieux. Le gouvernement autrichien, chose rarissime, vient de lui adresser une protestation diplomatique. Saisi par un accès de colère au volant, Foggo s'en est pris à un cycliste qu'il a roué de coups de poing. Arrêté par la police après cette agression, il a exhibé ses papiers bidon du département d'État pour réclamer l'immunité diplomatique et couper court aux poursuites. Que l'ambassadeur ait connu la nouvelle avant le chef de poste était pour le moins dérangeant. Sommé de s'expliquer, il a maladroitement expliqué que la police avait monté l'affaire pour lui coller une fausse amende. Comme il avait été flic à San Diego, il connaissait ce genre d'entourloupe.

« J'ai trouvé l'explication de M. Foggo parfaitement irréaliste et elle n'est pas crédible, dira Olson, déposant sous serment quelques années plus tard. Je lui ai dit que s'il me mentait, je le renverrais du poste et qu'il retournerait dans ses foyers. » Le chef de poste en rapporte au bureau de la

sécurité de la CIA, pour complément d'enquête, avec, au besoin, détecteur de mensonges, sachant que Foggo peut recevoir un avertissement ou même être renvoyé pour son « manque de sincérité » – ce sont les mots d'Olson. Le rapport à charge est rempli, et il est oublié. Même si « je considérais que M. Foggo était sur ce point moralement suspect, poursuit Olson, force était de reconnaître que M. Foggo était un chef de la logistique compétent, et j'ai recommandé qu'on continue à l'employer ». Une fois de plus, la mission éclipse les règles.

Dix ans plus tard, l'entreprenant M. Foggo est toujours chef de la logistique, mais cette fois à Francfort, dans les parages de l'immense base aérienne de Ramstein, qui sert de plateforme de ravitaillement pour toutes les opérations du renseignement américain en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Après le 11-Septembre, il est devenu le fourrier de la guerre contre le terrorisme : il fournit chevaux ou selles aux seigneurs de la guerre de l'Alliance du Nord, en Afghanistan, et il alimente le Tali-Bar et le poste de Kaboul en whisky et en gin, tout comme, à Bagdad, il distribue pistolets Glock et gilets pare-balles aux recrues qui accomplissent leur première mission en Irak. Il envoie dans une base reculée d'Afghanistan un cochon congelé entier pour un barbecue censé regonfler le moral des troupes. À la veille de l'invasion de l'Irak, en mars 2003, il reçoit un nouvel ordre de mission de Jose Rodriguez, le chef de l'antiterrorisme : ses services sont requis pour la construction de trois nouveaux sites noirs d'interrogation des détenus en Roumanie, en Lituanie et au Maroc. Foggo se tourne vers son plus vieil ami, Brent Wilkes, contractuel auprès des forces armées et escroc, pour régler les détails pratiques de la construction et de l'équipement des prisons secrètes. Les deux hommes émettent une lucrative série de factures bien pesées, accompagnées de juteux dessous-de-table. L'extorsion est tellement flagrante que le système, au bout de deux ans, commence à se déliter.

Les qualités morales de Foggo ne sont pas le secret le mieux gardé. Ses collègues le comparent à Milo Minderbinder, le lieutenant du grand roman logique, métaphysique et antimilitariste *Catch-22*[2], qui transforme la cantine de l'escadrille en syndicat, c'est-à-dire en entreprise lucrative – quoique personne ne sache encore s'il s'enrichit avec la guerre contre le terrorisme. « S'il était efficace pour "régler les problèmes", juge Rodriguez, il y avait peu de choses dans son CV inclinant à penser qu'il serait l'homme de la situation pour incarner le numéro trois de la CIA. » Sauf une : « Les types de Goss pensaient qu'il leur serait loyal. » Jim Olson, qui occupera, dans les années 1990, le poste de chef du contre-espionnage à la CIA, dit avoir été sidéré quand il apprit que Foggo était nommé directeur exécutif : « Le choix du directeur Goss montrait clairement qu'il s'était fait rouler par un escroc […], par un type pour le moins douteux, tant d'un point de vue éthique que moral, et qui ne s'embarrasserait pas des règles pour atteindre ses objectifs. Lesquels étaient, comme il est apparu, de s'enrichir en utilisant sa situation au sein de la CIA, de se faire des amis au Capitole, et d'amasser suffisamment de capital politique pour ressembler à son modèle, le député Randy "Duke" Cunningham, notoirement corrompu, associé de Brent Wilkes dans ses entreprises délictueuses. »

« Il était essentiel, pour moi », explique Goss quelques années plus tard, que Foggo soit « personnellement et professionnellement au-dessus de tout soupçon. Je lui ai demandé en face s'il y avait quelque chose que j'aurais dû savoir et qui pourrait avoir sur le directeur ou sur l'Agence des conséquences désagréables. Il n'y avait rien, m'a-t-il certifié ». Le subtil espion s'est fait berner par un grossier mensonge.

Pour des raisons que personne ne comprit réellement, encore moins la cheffe du contre-espionnage, Mary Margaret Graham, Goss et son équipe voulaient à tout prix la promotion de Foggo. Elle avait vu les avertissements dans le dossier personnel de ce dernier, notamment son arrestation à Vienne pour agression sur la voie publique et, comme Rodriguez le note avec

délicatesse, le fait est qu'il s'était « associé avec des gens qui n'avaient pas une réputation inaltérable ». Elle avait aussi appris que Foggo avait dit à Jeanette Moore, sa supérieure et la femme africaine-américaine la plus gradée au sein de la CIA, qu'il aurait sa tête quand il serait devenu directeur exécutif. Moore, qui avait adressé à Foggo un avertissement pour une liaison adultère avec une femme officier de l'Agence, démissionna quelques jours après que Goss eut annoncé la nomination du nouveau numéro trois.

Le chef de cabinet de Goss, Pat Murray, avertit Graham, dans les termes les plus crus, que si ces faits fuitaient, elle serait renvoyée. Graham avait des nerfs d'acier – elle était chef de poste à New York le 11 septembre 2001 – mais la menace l'ébranla. Elle consulta son prédécesseur à la tête du contre-espionnage, Mike Sulick, à présent numéro deux du service clandestin, sous les ordres de Steve Kappes. Sulick vint voir Murray. La dispute fut terrible. Murray demanda à Goss de dire à Kappes qu'il devait renvoyer Sulick. Kappes refusa. Cette confrontation fit le tour du siège comme une traînée de poudre, et bientôt de tous les postes de la CIA dans le monde, puis des petits cercles de vétérans, et fut enfin imprimée sur du papier journal.

Deux jours plus tard, le vendredi 12 novembre, McLaughlin annonçait qu'il quittait le poste de directeur adjoint de la CIA et prenait sa retraite. Le lundi suivant, Kappes et Sulick démissionnaient, la rage au cœur. Vingt autres officiers supérieurs et analystes de haut rang passaient la porte sur leurs talons. Goss était en fonction depuis sept semaines. Il avait levé une révolte sans précédent dans toute l'histoire de la CIA.

« Je ne m'occupe pas du personnel »

Le lundi après-midi Foggo annonçait à Jose Rodriguez qu'il serait le prochain chef du service clandestin.

Trente mois à la tête du centre antiterroriste, à superviser les sites noirs et à traquer Al-Qaïda, avaient épuisé Rodriguez. Et après vingt-huit ans dans la CIA, il se préparait à la retraite. Mais personne n'avait jamais refusé une promotion à un rang aussi élevé. L'inspecteur général rappela à Goss que sept ans auparavant, Rodriguez, qui dirigeait la division Amérique latine, avait été rétrogradé pour son manque de discernement notoire. « Pendant les huit ou dix heures qui suivirent, se souvient Rodriguez, on a, semble-t-il, voulu me signifier que je n'étais pas apte au poste que je venais pourtant d'accepter après bien des hésitations. » Mais Goss rendit la nomination officielle à la fin de l'après-midi. Le lendemain matin, Rodriguez quitta son bunker sans fenêtres du centre antiterroriste pour une suite du septième étage.

Il vit que les réformateurs avaient organisé le siège du service clandestin, déjà submergé par la lutte antiterroriste et qui éprouvait les plus grandes difficultés à réunir sur le champ de bataille renseignement et opérations clandestines. Il pensait, à juste titre, que l'Agence avait grand besoin d'un nouveau plan de cinq ans pour voir au-delà d'Al-Qaïda, de l'Afghanistan et de l'Irak, pour répondre aux menaces que constituaient l'Iran, la Corée du Nord, la Russie et la Chine. À cette fin, quarante-huit heures après que Rodriguez eut pris la tête du service clandestin, Bush ordonnait que la CIA doublât le nombre de ses officiers clandestins, de ses analystes du renseignement et de ses experts scientifiques et technologiques avant 2009. Rodriguez ne resterait pas assez longtemps en poste pour voir l'une ou l'autre de ces missions s'accomplir. Jusqu'à présent, il demeurait un clandestin, son nom n'était connu que d'une poignée de ses concitoyens. Mais son passé récent en tant que chef de l'antiterrorisme allait bientôt le rattraper et l'exposer en pleine lumière à l'opinion.

Bush fut réélu de peu, et les officiers supérieurs de la CIA furent purgés. Goss s'isola dans la suite directoriale sous la protection de sa garde prétorienne. Il était distant, détaché, absent même lors des journées qu'il

passait à Langley. Lors de la réunion quotidienne sur la lutte antiterroriste, il acquiesçait aimablement, parlait peu ; ses subordonnés attendaient ses ordres et n'en recevaient aucun. Il avait pour l'essentiel conservé ses habitudes de député, quittait Washington le jeudi soir pour un long week-end, ne revenant à Langley que le lundi matin, pour se plaindre du travail qui l'attendait. Après le départ de McLaughlin, Goss laissa vacant le poste de directeur adjoint pendant sept mois. « Je ne m'occupe pas du personnel », dit-il à ses officiers supérieurs.

De fait, Dusty Foggo dirigeait la CIA. C'était un homme occupé : non seulement il devait superviser les opérations quotidiennes de l'Agence, mais il lui fallait aussi travailler à éviter que quiconque fût tenu responsable des morts et des mauvais traitements infligés aux prisonniers de la CIA[3]. À côté, il jonglait avec deux maîtresses qu'il avait à l'Agence – qui toutes deux furent promues à des postes importants, à la direction de la logistique et au service juridique –, il faisait parvenir à Wilkes de nouveaux contrats secrets et moissonnait les dessous-de-table ; après la journée de travail, son bureau accueillait les bamboches des bébés Goss, qui, buvant et bringuant, s'efforçaient, au nom de leur patron, de résister au consensus politique désormais écrasant à Washington en faveur d'une refonte du renseignement américain, à commencer par le bureau du directeur du renseignement central.

Depuis 1947, ce dernier était à la fois le président de la CIA et celui du conseil de l'ensemble des agences de renseignement, désormais au nombre de seize. Les deux casquettes faisaient peser sur une tête mortelle un poids trop lourd, et plus encore si celle-ci présidait aussi à la guerre contre le terrorisme. Bush avait accepté la proposition de la commission du 11-Septembre de créer une nouvelle superstructure, avec un nouveau responsable, qui recevait le nom de directeur du renseignement national (DNI). Le Congrès avait créé le poste, mais n'avait rien dit quant à ses spécifications. Aux termes de la nouvelle loi, Goss, en tout cas, n'avait plus

qu’une fonction, celle de directeur de la CIA. Il n’avait aucune intention de laisser les choses aller ce train qui lui déplaisait. Il avait dès le début fait savoir qu’il entendait être aussi, outre celui qui présenterait le point d’information au président dans le bureau Ovale, le directeur du renseignement central, celui du renseignement national et le chef du nouveau centre national de lutte contre le terrorisme. Ainsi n’aurait-il pas porté une seule casquette, ni même deux, mais cinq. C’était tout simplement délirant.

Le 17 décembre, Bush promulgue la loi portant réforme du renseignement – Intelligence Reform Act –, et se met à chercher un DNI. Robert Gates, opposant déclaré de ce texte, est le premier sur sa liste. « Imaginez mon étonnement lorsque je reçois un appel de Haley, au début du mois de janvier 2005, me demandant si je veux le poste, raconte Gates. S’apercevant, après avoir fait voter la loi, qu’il était impossible de la faire fonctionner, ils avaient décidé entre eux que j’étais la seule personne capable de faire marcher ce qui ne marchait pas. » Gates met ses doutes de côté et considère longuement et sérieusement la proposition. Comme James Baker et tous ceux qui ont travaillé aux côtés de Bush père, il vient d’un monde où l’on salue lorsque le commandant en chef vous demande de servir le pays. Il refuse, pourtant. Le poste est vacant alors que Bush commence son second mandat.

« C’était absolument impossible d’empêcher ça »

Le 20 janvier 2005, lors de son second discours d’investiture, Bush proclame que son objectif est de « mettre fin à la tyrannie en ce monde ». La guerre d’Irak est « dans la grande tradition de libérateur de ce pays », et elle libère ou libérera des dizaines de millions de personnes de l’oppression.

« Nous avons allumé un feu […] dans l'esprit des hommes. Il réchauffe ceux qui sentent sa puissance. Il brûle ceux qui combattent son avancée. Et un jour ce feu indompté de liberté atteindra les plus sombres recoins de ce monde. » Un discours que la réalité mettait à l'épreuve presque simultanément.

En dix jours, on imagina une élection en Irak pour créer une Assemblée nationale chargée de rédiger une Constitution. Mais la possibilité même du vote, au vu des feux indomptés de la violence et de la vengeance, posait question. Marquerait-il une étape vers la démocratie ou bien ne ferait-il qu'attirer les électeurs dans une zone mortelle où les insurgés risquaient de les abattre ? Réunifierait-il le pays ou bien rallumerait-il les divisions pour créer trois sectes en guerre : chiites, sunnites et Kurdes ? Depuis son poste de Bagdad, Bob Kandra, qui achève une période de service d'un an, envoie un rapport pessimiste, faisant remarquer que l'insurrection gagne encore en puissance, et qu'elle lance désormais, non plus seulement soixante ou soixante-dix attaques quotidiennes, mais une centaine. Pourtant, l'ambassadeur des États-Unis en Irak, John Negroponte, arrivé au mois de juin et qui dirige la plus grande chancellerie de toute l'histoire américaine, refuse d'accepter le tableau que dresse la CIA. Il a une opinion très négative du renseignement fourni par l'Agence. Il a été l'ambassadeur choisi par Bush aux Nations unies, et comme tel, il se tenait aux côtés de Tenet lorsque Colin Powell avait lancé, du haut de la tribune de l'Assemblée générale, son désastreux anathème sur Saddam et son arsenal introuvable. À Bagdad, cette antipathie s'est encore creusée.

« À l'époque, la CIA fournissait des informations terriblement pessimistes, dit-il. À vrai dire, pas mal d'informations étaient vraiment de piètre qualité, comme s'ils avaient décidé qu'ils n'aimaient plus l'Irak, et c'est une chose qu'ils faisaient parfois. Je savais que la CIA faisait ce genre de choses. Je l'avais déjà vue à l'œuvre[4]. Quelques-uns étaient obsédés par l'idée que l'effort en Irak n'en valait pas la peine et, de mon point de vue,

donnaient un poids trop lourd aux estimations défaitistes de la situation, et c'était avec ça qu'ils abreuvaient le président. » Le tableau que présente Negroponte au président lors de visioconférences sécurisées est beaucoup plus riant. Et Bush préfère ça. Il décide donc de faire de Negroponte son « tsar » du renseignement.

C'est dans le vol de retour à Washington qu'il prend connaissance de la loi instituant un DNI : « Je crois que le poste a été créé à cause du fiasco des ADM, qui a rendu tout le monde fou, au point que le Capitole a fini par réagir et dire qu'on ne pouvait pas en rester là et qu'il fallait faire quelque chose. Je ne crois pas que le président Bush souhaitait un DNI. Je crois qu'il ne voulait ni cette réforme, ni cette loi. » Mais l'affaire Curveball, la crédibilité accordée par la CIA à un fabulateur, dont les allégations n'avaient pas été vérifiées, avait fait déborder la coupe. « C'est à cause de Curveball que tout ça est arrivé, poursuit Negroponte. Ce n'est pas seulement le 11-Septembre, qui n'aurait pas à lui seul entraîné une réforme du renseignement. Quand il est apparu que cette source, Curveball, était un imposteur, et on s'en est rendu compte pendant l'été 2004, il n'était plus possible d'arrêter la réforme, il n'y avait plus aucun moyen de l'éviter. Je pense que le président a simplement décidé qu'il n'avait pas d'autre possibilité que d'y souscrire. Pourquoi, sinon, le fils d'un ancien directeur de la CIA aurait-il, de son plein gré, ôté son autorité au poste qu'avait occupé son père ? »

Negroponte était un diplomate, pas un « espiocrate ». (« Je ne savais presque rien du renseignement, dit-il, je n'avais jamais été officier de renseignement. ») Il n'avait ni le temps ni l'expérience pour réhabiliter sans programme défini le renseignement américain. Pour cette tâche, Bush choisit le général Mike Hayden, directeur depuis 1999 de l'Agence de sécurité nationale, qui devient le principal adjoint de Negroponte, le numéro deux. Rapidement, puis pendant les quatre années qui suivent, Hayden incarne la voix la plus influente du renseignement américain.

Nommé en même temps que John Negroponte, le 21 avril 2005, chargé de créer les organigrammes et autres réseaux de câblage de la nouvelle superstructure du renseignement national, il vient travailler avec feutres et papier kraft, qu'il accroche aux murs de l'ancien bâtiment du bureau exécutif (le bâtiment Eisenhower), à deux pas de la Maison Blanche. « La loi était très vague sur ce que devait être la structure, dit Hayden. Comment fallait-il nous organiser ? De combien de directeurs adjoints avions-nous besoin ? Quelles devaient être leurs tâches ? » Ainsi est-il l'architecte des changements les plus marquants qu'ait connus le renseignement américain depuis 1947.

« Nous avions quelques idées au début […] puis nous avons improvisé », raconte Thomas Fingar, chef de l'analyse auprès du DNI. Fingar, qui a dirigé le petit – mais efficace – service de renseignement du département d'État, prend conscience de la désorientation des analystes et comprend que « personne n'avait la moindre idée de qui faisait quoi et où ». Il s'entoure des plus talentueux, prend en charge le compte rendu quotidien au président et impose aux estimations nationales du renseignement une nouvelle rigueur intellectuelle. Sa mission est claire : ne jamais permettre que se reproduise le fiasco des ADM, qui a semé l'opprobre sur toute la communauté du renseignement et ouvert la voie à la guerre.

Tous ces changements vidaient de son pouvoir le septième étage. Negroponte pensait se concilier Porter Goss : ils avaient été dans la même fraternité à Yale, et obtenu ensemble leur diplôme en 1960 ; tous deux étaient des gentlemen, issus des mêmes milieux patriciens républicains. Tout comme Hayden, Negroponte considérait Goss comme un ami. Mais chaque fois que l'un et l'autre tentaient d'affirmer leurs nouveaux pouvoirs, Goss et Foggo les contraignaient véhémentement à reculer. « Aujourd'hui encore, dit Negroponte, la CIA n'aime pas ce qui s'est passé avec cette réforme. Je crois qu'ils continuent à valoriser et à vouloir conserver une position prédominante dans la communauté du renseignement, et lorsqu'ils

sentaient qu'ils pouvaient résister à certains de ces changements, eh bien ils résistaient. » Le nouveau DNI définit son travail ainsi : informer quotidiennement la Maison Blanche, se charger de l'analyse du renseignement et créer de nouveaux centres pour l'antiterrorisme, le contre-espionnage et la contre-prolifération, tout cela exigeant non seulement la collaboration des renseignements extérieurs et intérieurs, mais l'expertise de la CIA. Dès le début, Negroponte réquisitionne plus de 70 analystes pour le centre national de l'antiterrorisme, sous sa responsabilité, où fusionnent la réflexion de la CIA comme celle du FBI, du Pentagone ou de la sécurité intérieure. Goss refuse d'envoyer ses analystes. S'ensuit un conflit acharné. « C'est devenu un vrai point de friction, explique Negroponte. Ils ont décidé de résister. Je pense qu'ils ne s'attendaient pas à ce que je fasse respecter l'autorité que j'avais. »

Cette âpre bataille est l'un des nombreux exemples de ce que le général Hayden qualifie de « résistance notable et finalement autodestructrice » de la part de la CIA. « Ce n'était pas Porter, c'était son adjoint, Dusty Foggo, et Dusty mena une guerre de guérilla. Porter n'aimait pas mettre ses mains dans le cambouis, et Dusty faisait tout simplement de l'obstruction. "Non, vous n'aurez pas ces véhicules." "Que voulez-vous dire ? Je n'aurai pas ces véhicules ?" » À la demande de Hayden, Negroponte envoie un message à tous les chefs de poste de l'Agence pour leur signaler qu'outre leurs devoirs habituels, ils seront aussi ses représentants auprès des services étrangers. « Et je mets ma main à couper que Dusty a envoyé un message pour leur dire : "Ne tenez compte sous aucun prétexte du premier télégramme", poursuit Hayden. Je suis donc allé à Langley pour rencontrer la direction dans la salle de conférences de George – c'était celle de Porter, maintenant –, et je leur ai dit : "Les gars, vous me connaissez, je ne vais pas essayer de vous entuber." C'était vraiment difficile. Il en allait, malheureusement, du prestige de l'Agence dans un moment particulièrement pénible. »

Les difficultés s'accumulent au cours de l'automne 2005. En octobre, le Congrès vote la loi sur le traitement des détenus (Detainee Treatment Act), défendue par le sénateur John McCain, qui entend interdire tout acte cruel, inhumain ou dégradant sur la personne des prisonniers, même suspectés de terrorisme et retenus entre les mains de la CIA. « Il ne s'agit pas de ce qu'ils sont, expose McCain, mais de qui nous sommes. Ce sont les valeurs qui nous distinguent de nos ennemis, et nous ne devons jamais, au grand jamais, permettre à nos ennemis de nous voler ces valeurs. » Goss se rend à la Maison Blanche pour exhorter le président à mettre son veto au projet de loi, affirmant qu'il ne protège pas assez les officiers de la CIA d'éventuelles poursuites judiciaires. Lorsqu'il devient clair que Bush va promulguer la loi, Rodriguez convainc Goss de durcir son jeu. Le directeur écrit à Hadley pour l'informer que le programme d'interrogatoires de la CIA, dont le secret n'est pas encore éventé, devra être abandonné si la loi est promulguée. Bush pensait qu'il avait l'accord du directeur pour poursuivre le programme, malgré les risques. Ce jour-là, Goss perd la confiance du président.

Le programme ne reste pas secret longtemps. Le 2 novembre, Dana Priest, du *Washington Post*, publie un article qui décrit avec une précision minutieuse l'existence et les origines des prisons de la CIA. Il commence ainsi : « La CIA a caché et interrogé les plus importants des membres d'Al-Qaïda qu'elle avait capturés dans une enceinte secrète datant de l'ère soviétique en Europe de l'Est. […] L'installation secrète fait partie d'un système clandestin de prisons mis en place par la CIA voici bientôt quatre ans, […] nommées "sites noirs" dans les documents classés secret-défense de la Maison Blanche, de la CIA, du département de la Justice et du Congrès. » Pour la première fois, le peuple américain commence à comprendre l'ampleur du programme de la CIA et le rôle qu'a joué la Maison Blanche en donnant son autorisation. L'administration Bush, conduite par Condi Rice, la nouvelle secrétaire d'État, dément puis élude.

Bush lui-même mettra dix mois à reconnaître les faits. Dans un article complémentaire, Priest cite une conversation plus franche entre le général Hayden et une délégation de l'ONG Human Rights Watch, dont les observateurs ont identifié les vols de la CIA depuis l'Afghanistan et le Moyen-Orient vers les sites noirs de Pologne et de Roumanie.

« On va devoir marcher sur le fil du rasoir » – le fil étant celui de la légalité –, avait confié Hayden.

« Une situation affreuse, vraiment affreuse »

Deux jours après que le *Post* a révélé l'existence des sites noirs, Rodriguez et sa cheffe de cabinet, Gina Haspel, la future directrice de la CIA, décident de détruire les preuves de ce qui s'y est passé. En décembre 2002, alors qu'elle était cheffe de base en Thaïlande, à la prison qu'y détenait la CIA, elle lui a déjà demandé quoi faire des dix-neuf vidéocassettes où étaient enregistrés les interrogatoires brutaux d'Abou Zoubaydah et d'Abd Al-Rahim Al-Nashiri, les premiers détenus de la CIA à haute valeur ajoutée, qui avaient été déshabillés, laissés nus, enchaînés, privés de sommeil pendant des jours entiers et soumis au *waterboard*. Les cassettes ont enregistré des officiers et des analystes de la CIA qui ont à la fois infligé des tortures et été poussés aux larmes par leur propre conduite. Rodriguez a été saisi d'une irrépressible envie de les détruire. Il en a sagement averti auparavant John Rizzo, le conseil de la CIA, auprès de qui il a plaidé sa cause avec force.

Rizzo a eu un mouvement de recul. « Je pensais que détruire ces cassettes, c'était faire courir à l'Agence d'énormes risques, analyse-t-il. J'ai informé Jose qu'il ne devait rien faire de ces cassettes, ni maintenant, ni plus tard. » Rodriguez n'avait aucune intention de lui obéir. Le conflit latent

s’est exacerbé après la publication des images d’Abou Ghraïb, en avril 2004. Les cassettes, craignait Rodriguez, détruiraient le service clandestin si d’aventure elles étaient rendues publiques. Le peuple américain ne ferait pas la différence, arguait-il, entre les dépravations de la police militaire en Irak, qui menait en laisse les prisonniers, et la CIA qui arrachait brutalement des réponses aux siens. « Quand nous avons commencé à faire des prisonniers, nous ne savions tout bonnement pas nous y prendre. Nous ne sommes pas des gardiens ou des administrateurs de prison. Nous n’avons pas ce type de compétence. Et il y a eu des mauvais traitements. Mais les emmerdes sont inévitables, commente Rodriguez dix ans plus tard. Je savais que si les cassettes étaient diffusées, nous passerions tous pour des psychopathes, et je ne voulais pas de ça. »

Le 4 novembre, à la demande de Rodriguez, Haspel rédige à l’attention du chef de poste de Bangkok un câble l’autorisant à détruire les cassettes. Le 8 novembre, Rodriguez ouvre la directive sur son ordinateur et appuie sur le bouton « Envoi ». Délibérément, il ne met personne en copie, ni avocats de l’Agence, ni hiérarchie. Le lendemain, le chef de poste annonce par courriel au siège qu’il a jeté les cassettes dans une broyeuse industrielle. Un avocat du centre antiterroriste fait suivre le message à Rizzo. « Dans les secondes qui ont suivi la lecture, se souvient Rizzo, j’ai renvoyé par courriel mon propre commentaire, qui tenait en un mot : “QUOI ?!?!” » Rodriguez avait décidé « d’ignorer et de défier la Maison Blanche, le directeur du renseignement national et le directeur de la CIA. Et moi, bien sûr. En trente-quatre ans de carrière à la CIA, jamais je ne me suis senti aussi contrarié, aussi trahi, que ce matin-là ».

Le 10 novembre au matin, Dusty Foggo reçoit du chef de cabinet de Goss cet étrange message :

> Je comprends la « décision » de Jose (et crois aussi que les cassettes étaient une sale nouvelle), mais Rizzo vient de me dire que [les avocats de la CIA] n’ont *pas donné leur accord* pour la

> rédaction du câble – qu'il n'en a jamais discuté avec eux (nouvelle pire encore, dans la mesure où nous pourrions avoir détruit « à tort » quelque chose).
>
> Apparemment, le câble a été rédigé par [Haspel] et envoyé par Jose ; ce sont les seuls noms qui y figurent, comme me l'a dit Rizzo. Soit [Haspel] a menti à Jose concernant l'« accord » [des avocats de la CIA et de l'inspecteur général], soit Jose a déformé les faits. (Il n'est pas inutile de rappeler que [Haspel] figure en bonne place sur les cassettes, puisqu'elle avait à l'époque la charge du [site noir] et qu'elle pourrait évidemment souhaiter leur destruction.)
>
> Rizzo est manifestement affecté, car il doit informer Harriet Miers [conseil juridique de la Maison Blanche] de la situation des cassettes. […] Rizzo a appelé Harriet cet après-midi, et elle était furieuse, ce qui ne lui ressemble pas, précise-t-il. Rizzo pense qu'on n'en a pas fini avec cette histoire[5].

Et l'Agence, effectivement, n'en avait pas fini.

Goss ne haussa ni les yeux, ni la voix. Mais il conclut qu'il devait renvoyer Rodriguez. Il proposa discrètement son poste à plusieurs officiers supérieurs de la CIA, qu'il avait fréquentés lorsqu'il était président de la commission du renseignement à la Chambre des représentants, dépêchant son nouveau directeur adjoint, le vice-amiral Bert Callen, pour les convaincre de vive voix sans trace écrite. Mais personne ne fut preneur. Et Goss renonça. Il ne fit rien pour discipliner ou punir Rodriguez, mais ne lui fit plus jamais confiance.

« Jose sait ce que j'en pense, dit-il dix ans plus tard. Il m'a mis dans une situation affreuse, vraiment affreuse. »

Ainsi au début de l'année 2006, la confiance brisée, les prisons secrètes devenues un scandale étalé en place publique, les enquêtes menées par la

presse et la justice fédérale se multipliant, Goss est parvenu à précipiter les plus hautes sphères de la CIA dans un abîme auquel elles pensaient avoir échappé depuis la débâcle de la contre-révolution en Amérique centrale et le trafic d'armes avec l'Iran, vingt ans auparavant. L'élan acquis dans la guerre contre le terrorisme s'était « dissipé dans les querelles intestines ».

Comme Rodriguez lui-même l'admet, la traque de Ben Laden et de ses partisans avance au ralenti. Al-Qaïda, dont les attentats spectaculaires ont choqué le monde entier, s'épanouit : cinquante-deux morts dans le métro londonien en juillet 2005, cinquante-sept dans des hôtels de luxe à Amman, en novembre. Rob Richer, l'adjoint de Rodriguez, démissionne. Il a tout juste passé dix mois à son poste. Il fait savoir à ses collègues et à la commission du renseignement du Sénat qu'il n'a plus confiance dans le directeur de l'Agence. Peu de temps après, Rodriguez renvoie l'ancien chef de poste à Islamabad, Robert Grenier, qui lui avait succédé comme « tsar » du contreterrorisme à la CIA. Grenier, que la perspective de voir se balader des mouches dans les orbites des dirigeants d'Al-Qaïda laisse trop tiède du point de vue de Rodriguez. Mais on ne congédie pas dans la discrétion un haut dirigeant, et la presse en parle, évidemment, ajoutant aux ennuis de l'Agence un nouveau chapitre. Un autre départ se profile pourtant, qui va faire beaucoup plus de bruit.

Goss savait que Dusty Foggo était dans le viseur du FBI, du fisc et des inspecteurs généraux de la CIA et du Pentagone. Le directeur laissait faire. Quatre mois plus tard, après une perquisition du FBI au siège de la CIA et que des scellés avaient été posés sur la porte de son bureau, au septième étage, Foggo démissionnait. Inculpé de fraude et de blanchiment, il se défendit, et pas de la plus belle manière. Il risquait vingt ans de prison, alors il se dépeignit lui-même comme un héros de la guerre contre le terrorisme, et fit savoir, pour faire échec aux poursuites, qu'il avait l'intention de vider les placards – une technique prisée des agents doubles. Ainsi les juges se trouvèrent-ils avertis qu'il avait l'intention de « révéler la couverture de

chacun, pour ainsi dire, des employés de la CIA avec lesquels il avait auparavant travaillé et de divulguer au monde certains des programmes les plus sensibles de notre pays » si l'instruction suivait son cours normal. Ces menaces contraignirent les juges à ne conserver que l'une des charges qui pesaient contre lui. Il plaida donc coupable et passa trente-sept mois derrière les barreaux[6].

« Aucune alliance n'aurait pu être aussi horripilante, ni aussi productive »

Bien loin des guerres internes du siège, quelque chose prenait forme dans la bataille pour l'Irak. Le major général Stanley McChrystal, qui dirigeait le commandement interarmées des unités d'opération spéciales (JSOC), et Mike D'Andrea, spécialiste incontestable de la lutte antiterroriste, devenu depuis le mois de mars chef de poste à Bagdad, réunissaient une force formidable pour traquer l'homme qui avait fait sauter, au cours de l'été 2003, le quartier général et, quelques jours plus tard, l'ambassade de Jordanie à Bagdad, puis poursuivi sa sanguinaire entreprise en tuant des milliers d'Irakiens et des centaines de soldats américains : le Jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui, autoproclamé chef d'Al-Qaïda en Irak.

Nada Bakos, qui dirigeait l'unité de la CIA chargée de cibler Al-Zarkaoui le décrit ainsi : « Fanatique, hypocrite, délinquant cruel capable de mettre sur pied un réseau terroriste qui avait des années durant tenu en échec l'armée la plus puissante et les services de renseignement les plus sophistiqués de l'histoire, il avait la maturité d'un garçon de dix-neuf ans. » Son objectif est de créer le chaos en ciblant les dirigeants de la communauté chiite en Irak, de provoquer des représailles contre la communauté sunnite,

d’allumer une guerre de religion et de faire éclater le pays. Il est à vrai dire assez avancé sur cette voie. Il tue sans pitié les musulmans au nom d’Al-Qaïda et il diffuse des images de soldats américains assassinés pour attirer du monde entier des combattants de la guerre sainte. Il incarne désormais l’insurrection.

McChrystal et D’Andrea mettent peu à peu en place une force d’interposition à Al-Qaïda en Irak : commandos américains et britanniques formés au renseignement, paramilitaires des branches terrestre et aéroportée de la division des activités spéciales de la CIA, officiers et analystes de l’Agence, experts de l’Agence de sécurité nationale, policiers du FBI formés à la médecine légale, à quoi s’ajoutent avions d’observation et satellites pour cartographier le champ de bataille. L’adjoint de McChrystal, William McRaven, commandant de l’infanterie de marine, qui dirigera en 2011 la mission de la CIA responsable de la mort de Ben Laden, lui a franchement fait savoir que tous ces renforts ne seraient pas de trop pour mener la bataille.

McChrystal installe dans son quartier général de la base aérienne de Balad, une soixantaine de kilomètres au nord de Bagdad, des bureaux sans cloisons pour mieux fusionner à la force armée le renseignement et les opérations clandestines. « Aucune alliance n’aurait pu être aussi horripilante, ni aussi productive, que celle qui fut ainsi scellée avec la CIA, écrit-il. Nos relations de travail étaient plus resserrées qu’avec n’importe quelle autre agence, et la tâche mettait à rude épreuve la patience de chaque côté. […] Nous avions, au mieux, mené des campagnes parallèles, fractionnées, contre Al-Qaïda ; nous devions unifier nos forces. » À mesure que la *task force* prenait forme, « nous nous sommes rapprochés de Zarkaoui, commente McRaven. Je crois que c’est ça qui a réellement soudé la CIA et la *task force* […]. Bientôt, nous conduisions le train, et l’Agence n’était que trop heureuse d’en être ».

Mais l'hiver apportait des jours sombres pour celles et ceux qui étaient chargés, à la CIA, de la lutte antiterroriste, et la nuit fut complète le 22 février 2006, lorsque Zarkaoui fit sauter le dôme doré du mausolée de Samarra, l'un des principaux sanctuaires chiites, une centaine de kilomètres au nord de Bagdad. La colère confessionnelle s'empara du pays. La violence montait depuis des mois, l'attentat fit l'effet d'un baril de pétrole jeté dans un brasier. La société irakienne « se dissolvait à la pointe du fusil et au fil du couteau », se désole rétrospectivement David Satterfield, numéro deux de l'ambassade des États-Unis à Bagdad alors dirigée par Zalmay Khalilzad. « C'était extrêmement inquiétant, parce qu'une vraie guerre civile devenait possible. » Zarkaoui voulait l'effondrement du gouvernement et de la société civile et, le cas échéant, que l'Amérique soit vaincue par une guérilla insurrectionnelle, et qu'elle perde la guerre comme elle l'avait perdue au Vietnam. « En tant que nation, nous n'étions vus, dit Satterfield, qu'au travers du prisme de notre réussite – ou de notre échec – en Irak, et nous avions nous-mêmes construit ce prisme. » Si l'occupation américaine se soldait par un échec, les dirigeants d'Al-Qaïda et leurs nombreux épigones par le monde y trouveraient une manne, Ben Laden pourrait proclamer que les soldats de la guerre sainte avaient renversé l'une des deux superpuissances en obtenant la victoire sur l'armée soviétique d'occupation, puis jeté l'autre à bas en refoulant d'Irak les soldats américains – une conclusion qui enflammerait des millions d'esprits – et galvaniserait des centaines de milliers de combattants.

Les sentiments de Bush à l'égard de l'Irak atteignaient désormais leur « nadir », pour reprendre l'expression de Negroponte : « Il était totalement déprimé […], au bord du désespoir. » Mais l'attentat de Samarra et les massacres qui s'étaient ensuivis n'avaient pas pour autant créé le choc susceptible d'éclaircir ses vues. Il ne voyait toujours pas que la guerre civile, depuis longtemps redoutée de la CIA, était devenue un enfer véritable, et que le feu s'en répandait depuis l'Irak vers les pays d'Islam et

au-delà. Bush continuait d'assurer l'opinion du triomphe de l'Amérique. Les réunions d'information en visioconférence que l'ambassadeur Khalilzad animait depuis la Zone verte, d'un optimisme surréaliste, contribuaient à convaincre le président que la voie choisie était la bonne, et il répétait que ses généraux lui fourniraient bientôt une stratégie qui mènerait à la victoire, tandis que ces mêmes généraux, terrifiés à l'idée de contredire Rumsfeld, qui ne voulait pas entendre parler d'un changement de cap, continuaient à lui garantir que leurs plans, malgré l'évidence du contraire – à Bagdad, la CIA s'était remise à l'ouvrage et ne cessait d'envoyer des rapports –, étaient couronnés de succès.

« Nous avions ces terrifiantes estimations du renseignement, qui disaient : c'est foutu, nous sommes en train de perdre, les circonstances sont terribles, et ça n'a pas arrêté, toute l'année 2006 – regrette, neuf ans plus tard, la secrétaire d'État Condoleezza Rice. Non seulement la stratégie ne portait pas ses fruits, mais nous ne pouvions expliquer à personne ce que nous tentions de faire […]. Je ne crois pas qu'on puisse expliquer quelque chose qui n'existe pas. »

Le trou noir stratégique de la Maison Blanche dévorait des dizaines de milliers de vies et des centaines de milliards de dollars. La guerre en Irak produisait des terroristes beaucoup plus vite que la CIA, et les soldats américains ne pouvaient en attraper et en éliminer. Une nouvelle NIE, la première en quatre ans qui analysât les tendances globales du terrorisme, lançait l'alarme : « Le djihad en Irak façonne une nouvelle génération de cadres et d'agents terroristes. Les victoires djihadistes perçues sur ce terrain persuaderont de nouveaux combattants de poursuivre ailleurs la lutte. Le conflit en Irak est devenu la "grande cause" du djihadisme, nourrissant dans le monde musulman un profond ressentiment contre l'engagement américain et inspirant les soutiens au mouvement djihadiste global. »

La CIA avait contribué à la victoire contre le communisme soviétique en pratiquant une guerre politique – missions d'espionnage, diffusion de

propagande sur les ondes, trucages d'élections, soutien financier à des présidents, à des Premiers ministres… Mais dans la guerre contre le terrorisme, aucune de ces armes n'était efficace. Par sa conduite erratique de la guerre, Bush avait dilapidé l'autorité politique qui lui permettait de se projeter au nom de l'Amérique. Faute d'une stratégie, la CIA était un navire face au vent, à la dérive, aux voiles faseyantes. Sur la ligne de front, ses officiers ne recevaient aucune consigne cohérente du siège ou de la Maison Blanche. Privés de direction, ils tenaient bon, contre des ennemis implacables, en Irak, en Afghanistan, en Syrie et bien au-delà.

1. Goss avait d'abord nommé comme directeur exécutif Mike Kostiw, l'un de ses proches collaborateurs à la commission du renseignement. La nouvelle en parvint par un courriel à des milliers d'anciens officiers de l'Agence le 2 octobre. Le lendemain, citant quatre sources, Walter Pincus, de longue date spécialiste pour le *Washington Post* des questions de renseignement, révèle, dans les colonnes du quotidien de la capitale, que Kostiw a été renvoyé de la CIA pour avoir volé à l'étalage une livre de bacon dans un supermarché en 1981. Kostiw doit renoncer à cette nomination. Comme le dit Mike Hayden, le successeur de Goss, sur le ton de la plaisanterie : « Le types de la CIA, vous savez ce qu'ils font dans la vie, n'est-ce pas ? Alors on la leur fait pas » [Michael Hayden, témoignage (histoire orale), Miller Center, université de Virginie].

2. Roman de Joseph Heller, 1961.

3. Foggo entrava l'action de l'inspecteur général lorsque celui-ci conclut à la culpabilité d'officiers de la CIA, responsables de fautes professionnelles graves, et il passa outre les rapports des conseils de surveillance réunis pour imposer la discipline et les sanctions, quoique celles-ci fussent légères. Il refusa une suspension de dix jours à l'encontre de Matt Zirbel, qui avait laissé un prisonnier mourir de froid alors que ce dernier était enchaîné, nu à partir de la taille, au fond de la Mine de sel, dans les environs de Kaboul. L'inspecteur général avait accusé Zirbel d'« indifférence dangereuse » et d'avoir falsifié ses rapports au siège. Zirbel poursuivit sa carrière comme adjoint à la direction des opérations dans les zones tribales du Pakistan.

4. « J'ai souvent eu affaire à l'Agence, dit encore Negroponte, au Vietnam, en Amérique centrale, avec les *contras*. » Il était ambassadeur des États-Unis au Honduras durant les guerres des *contras* ; le centre de commandement des *contras*, dont Dusty Foggo était le fourrier, s'est ainsi logé, de 1981 à 1985, dans son ambassade. Negroponte a travaillé en collaboration étroite avec le directeur de la CIA d'alors, William J. Casey, et il a contribué à la rédaction des mémorandums de notification autorisant l'aide aux *contras*. En 1987 et 1988, tandis que le scandale Iran-*contras* encombre la Maison Blanche, il est l'adjoint de Colin Powell au Conseil de sécurité nationale. À ce poste, il est très impliqué dans la tentative ratée de renversement du

général Noriega, au Panama, par la CIA. Noriega – Tête d'Ananas – émargeait par ailleurs dans la comptabilité de l'Agence depuis presque vingt ans.

5. Ce courriel, que l'auteur a mis en forme – en s'appuyant sur les mémoires de Rizzo et sur des documents rendus publics (« déclassifiés ») par la CIA pour rétablir les parties censurées –, a été reproduit dans une ordonnance de 2011 lors du procès qui a opposé l'Union américaine des libertés civiles (American Civil Liberties Union) et la CIA au sujet de la destruction des cassettes. Notons que c'est Rodriguez, et non Haspel, qui a « déformé les faits » pour ce qui concerne l'approbation de la hiérarchie.

6. Le jour où Foggo était inculpé, un juge fédéral condamnait un contractuel de la CIA nommé David Passaro à huit ans et quatre mois de prison pour le meurtre, en 2002, d'un homme innocent, un agriculteur nommé Abdul Wali, dans une enceinte de la CIA à Asadabad, en Afghanistan. Passaro l'avait tué en le rouant de coups de poing. La CIA l'avait engagé malgré son renvoi antérieur des forces de police d'Hartford, dans le Connecticut, pour avoir battu un homme lors d'une rixe.

13

Le nuage noir

Tom Sylvester, arraché aux pentes glaciales du Kurdistan irakien, s'était vu confier un commandement plus exposé : il était désormais chef de poste à Damas. Sa mission était d'infiltrer le gouvernement syrien et de mettre au jour les alliances secrètes de son dictateur, Bachar Al-Assad, qui avait fait de son pays la plaque tournante du réseau djihadiste mondial. Sylvester dirigeait un poste « noir », dont l'existence était tenue secrète et surtout masquée aux services de renseignement d'Assad. La situation requérait des précautions extraordinaires et une discipline de fer, atroce, de la part des officiers. La Syrie était un État policier et le contre-espionnage exerçait une surveillance physique et électronique de tous les instants.

Damas hébergeait le quartier général régional du Hezbollah, la milice chiite dirigée par Imad Moughniyeh, le djihadiste le plus recherché des Américains après Ben Laden. Autre présence sinistre dans la capitale syrienne – ce n'est pas un hasard –, celle de Ghassem Soleimani, qui commande la Force Al-Qods des Gardiens de la révolution iraniens, un corps d'élite créé pour exporter la révolution iranienne vers les pays d'Islam et au-delà. Au Liban, la Force Al-Qods a donné naissance, en 1982, au Hezbollah, qu'elle finance à la hauteur de 100 millions de dollars par an, et elle a aussi soutenu les attentats meurtriers de Moughniyeh contre

Américains et Français, en 1983. Soleimani est, en 2006, l'officier de renseignement le plus craint du Moyen-Orient : il supervise l'espionnage et les opérations de sabotage, soutient financièrement responsables politiques et groupes terroristes, et dirige, de Beyrouth à Bagdad, des unités chargées d'attentats ciblés. Il conduit ce que ses partisans nomment l'Axe de la résistance, qui comprend, outre la Force Al-Qods, le Hezbollah, le Hamas, les milices chiites et les forces syriennes, unies contre l'Amérique et ses alliés. Son objectif : faire en sorte que l'Iran soit le gagnant de la guerre menée en Irak par les Américains.

Le jour du cinquième anniversaire du 11-Septembre, le poste de Damas est attaqué par un escadron de la mort d'Al-Qaïda, armé d'un gros camion piégé, de grenades et de fusils AK-47. Ses membres prennent d'assaut l'ambassade américaine, tentent d'en franchir les hauts murs et d'en tuer les occupants. Quand les premiers tirs retentissent, Sylvester et son adjoint, Marc Polymeropoulos, qui a servi sous ses ordres en Irak, enfilent leur gilet pare-balles et saisissent leur arme. Sylvester envoie un câble flash au siège de la CIA et à tous les chefs de poste du Moyen-Orient, les mettant en garde contre une attaque régionale coordonnée. Les gardes syriens de l'enceinte diplomatique tuent les assaillants. Par chance, la mise à feu du camion piégé – une camionnette de livraison chargée d'explosifs enroulés autour de bouteilles de propane – échoue ; des dizaines de citoyens américains seraient probablement morts sinon, dans ce qui a été conçu comme l'attentat le plus meurtrier contre une ambassade américaine depuis les attentats d'Afrique orientale, en 1998. L'alerte passée, Polymeropoulos emballe un fragment de la tête arrachée de l'un des terroristes et le glisse dans le congélateur de l'ambassade à l'attention de l'équipe d'analyse scientifique du FBI, puis l'oublie, pour la plus grande horreur de ses collègues, non prévenus, qui le découvrent quelques jours plus tard.

« Qui est l’ennemi ? »

Le 6 mars 2006, Sylvester s’envole pour le Koweït, où il rejoint un conclave d’espions, de soldats et de diplomates, sous la direction du général McChrystal, le commandant des forces spéciales, et de Hank Crumpton, qui a quitté la CIA pour devenir l’ambassadeur de la lutte antiterroriste au sein du département d’État. Sont présents les ambassadeurs ou chargés d’affaires en Irak, en Syrie, en Arabie saoudite, au Koweït, en Turquie et en Jordanie, ainsi que les chefs de poste Peter Enzminger, d’Amman, Joe Forcier, du Koweït, et Thaddeus Troy, d’Ankara.

Tous partagent le même sentiment d’urgence : l’Amérique est en train de perdre la partie en Irak, les généraux américains sont à court d’idées, la politique étrangère américaine est engagée dans une impasse, et l’organisation Al-Qaïda est bien vivante, plus vivante que jamais. Une nouvelle génération de djihadistes se lève, de jeunes hommes poussés par la colère après Abou Ghraïb, Guantánamo et les sites noirs. Exactions et mauvais traitements ont abîmé l’image de l’Amérique dans le monde, et fragilisé les relations, pourtant vitales, de la CIA avec les services de renseignement des pays d’Europe et du Moyen-Orient – « écornant la confiance internationale dans la capacité des États-Unis à conduire contre le terrorisme une guerre efficace et qui puisse demeurer fidèle aux valeurs américaines », comme l’affirme sans ambages ce groupe du Koweït dans un câble envoyé peu de temps après la réunion. L’armée américaine détient désormais quelque 25 000 prisonniers irakiens, la plupart sunnites, dans des conditions dégradées. L’incarcération d’innocents, les civils tués ou maltraités, les maisons détruites, l’usage sans frein de la force contre une insurrection implantée dans la population civile créent chaque jour de nouveaux ennemis aux troupes américaines.

L’occupation n’est pourtant plus la première cause de la violence en Irak. Le pays est dépecé par des milliers de combattants étrangers. Ils

viennent de loin, arrivent par avion en Syrie et passent en Irak par la frontière ouverte, commettent des attentats suicides avec des ceintures d'explosifs, font sauter des voitures piégées ou des charges à génération de noyau (CGN), dont les projectiles de cuivre en fusion, lancés depuis le bas-côté d'une route, peuvent traverser les blindages les plus résistants. « Nous n'avions aucun doute sur leurs origines, explique McChrystal, nous savions où se trouvaient toutes les usines en Iran. » Les CGN ont tué des centaines de soldats américains, représentant environ un cinquième des morts au combat en 2006. Généraux du Pentagone et colonels de Bagdad, ils étaient aussi quelques-uns à regarder passer cette mortelle caravane, comme les vaches regardent passer le train. Ils voyaient l'Irak comme s'il se fût agi d'une île, sans réfléchir à la façon dont le pays s'articulait à l'échiquier international ou à sa place sur la carte du monde.

McChrystal et Mike D'Andrea – qui dirigeait désormais la lutte antiterroriste au siège – s'étaient peu à peu construit une image plus précise de l'ennemi. Ils s'étaient fixé comme objectif la capture de Zarkaoui, pour le tuer. Avec lui, il fallait prendre ses complices, saisir leurs ordinateurs portables et leurs téléphones, et mieux comprendre qui étaient les insurgés, où se trouvaient leurs sources de soutien, et quels étaient leurs projets[1].

Al-Qaïda en Irak tenait méticuleusement ses livres, et tandis que la *task force* gagnait en confiance et en efficacité, la CIA et les commandos commençaient à pouvoir dessiner la carte humaine de l'insurrection. « En Irak, se souvient McChrystal, notre question, quand nous avons commencé, était : "Où est l'ennemi ?" Comme nous devenions plus intelligents, nous nous sommes demandé : "Qui est l'ennemi ?" Et nous nous pensions très perspicaces. Puis nous avons compris que ce n'était pas la bonne question, et avons demandé : "Qu'est-ce que fait ou tente de faire l'ennemi ?" Et il nous a fallu aller plus loin encore pour que nous puissions formuler ainsi notre interrogation : "Pourquoi sont-ils nos ennemis ?" » Pour répondre à

ces questions, il a fallu la fusion la plus complète que l'Amérique ait jamais expérimentée entre la CIA et l'armée.

Les combattants étrangers venaient d'Arabie saoudite, de Libye, de Syrie, de Jordanie, du Liban et de toute l'Afrique du Nord et d'Asie centrale. Leurs partisans étaient à Riyad, à Amman, à Tunis, à Hambourg, à Londres. Leur direction politique et militaire était à Damas et à Téhéran. Leurs réseaux communiquaient par des sites djihadistes sur Internet, des communications cryptées et des livraisons clandestines d'argent liquide et d'armes. Après leur arrivée à l'aéroport international de Damas, ces combattants, dont certains apportaient des milliers de dollars pour contribuer à l'insurrection, étaient pris en charge par des passeurs qui les acheminaient, empruntant une suite de lieux sûrs, jusqu'en Irak, où leurs officiers traitants les triaient : les plus doués confectionnaient des bombes, les moins malins se faisaient sauter dans des attentats suicides.

Sylvester comprit que le réseau de combattants étrangers constituait une menace qui allait bien au-delà de l'Irak ; un jour ou l'autre, Al-Qaïda allait les rassembler et provoquer des attentats dans les pays alliés des États-Unis ou contre les avant-postes américains de par le monde. Les djihadistes se multipliaient en Algérie, en Azerbaïdjan, en Bosnie, en Tchétchénie, au Daghestan, en Érythrée, en Indonésie, au Cachemire, au Kosovo, en Palestine, aux Philippines, en Somalie, au Tadjikistan, en Thaïlande, et au Royaume-Uni où les renseignements britanniques déjouèrent un complot qui eût été le plus meurtrier depuis le 11-Septembre, dont l'objectif était de faire exploser dans le ciel de l'Atlantique des avions de ligne.

Les participants à la conférence du Koweït convinrent qu'ils ne sortiraient pas de ce bourbier en tuant. Mais il leur fallait étancher le flot de combattants étrangers venant de Syrie. À moins de bombarder l'aéroport de Damas – ce que Washington envisagea un temps –, il revenait à Sylvester et à sa poignée d'officiers de recruter et d'instruire des agents au sein de

l’armée et des services de renseignement syriens, puis de les utiliser pour pénétrer les réseaux et les sanctuaires des combattants étrangers.

Recruter un Syrien était difficile, mais parler avec lui, une fois qu’il avait été recruté, l’était plus encore. Rencontrer un agent dans un lieu sûr était incroyablement risqué, ce genre de rendez-vous ne pouvait durer qu’une minute ou deux, après une longue veille qui elle-même durait des heures, parfois toute une journée ou toute une nuit. Les seules autres façons de communiquer empruntaient aux bonnes vieilles méthodes – messages dans des boîtes aux lettres secrètes, frôlement dans une rue animée – ou passaient par un rendez-vous organisé en dehors des frontières syriennes.

Et si tout cela, par miracle, pouvait être fait – le miracle, curieusement, survenait souvent –, ce n’était guère plus que rassembler quelques pièces à peine du puzzle. Les officiers de la CIA devaient obtenir les numéros de téléphone portable des terroristes. Ils devaient obtenir leurs empreintes digitales. Ils devaient obtenir les adresses de leur famille, suivre leurs déplacements, leurs dépenses, leurs finances. Ils devaient obtenir l’aide indispensable des services de renseignement alliés en Jordanie et en Arabie saoudite. Ils devaient comprendre et mettre en œuvre de nouvelles façons de faire fusionner le renseignement humain, le renseignement électronique, la reconnaissance aérienne et les opérations antiterroristes. Ils devaient obtenir de nouveaux renseignements, aussi indispensables que des troupes fraîches l’étaient à l’armée. Ils devaient recruter de nouveaux talents : les ambassadeurs réunis au Koweït admirent qu’il n’y avait personne, dans aucune de leurs six ambassades, qui fût en charge de la lutte antiterroriste. Ils devaient ramener sur le terrain des paramilitaires de l’Agence, des officiers traitants et des analystes afin qu’ils y travaillent plus étroitement avec les forces spéciales déployées.

En bref, comme le notait le rapport de la conférence du Koweït, la guerre en Irak et la guerre contre le terrorisme exigeaient « une réponse extrêmement souple et coordonnée au niveau de tout le gouvernement – un

plan d’attaque qui pût, contre la montée des menaces, mettre en œuvre tous les instruments de la puissance nationale ». Toutes choses exigeant de repenser, au plus haut niveau, la stratégie américaine. Il fallait, à Washington, de nouveaux dirigeants.

« Mais bon sang ! Qu’est-ce qui se passe ici ? »

Le 5 mai, Bush renvoie Porter Goss. Le père du président approuve. Le lendemain, Goss prend l’avion pour se rendre à Tiffin University, un petit établissement situé 150 kilomètres à l’ouest de Cleveland, dans l’Ohio, afin d’y prononcer le discours de remise des diplômes. Il s’y présente comme « un politicien convalescent » et y prodigue quelques conseils d’amère sagesse. « Si j’étais devant une promotion d’officiers de la CIA, lance-t-il, mon conseil serait bref et pragmatique : “N’admettez rien, niez tout, défendez-vous par l’accusation.” » Une épigraphe parfaite à son séjour au septième étage.

Considérant l’épisode, Michael Morell, qui était avec Bush, le 11 septembre 2001, dans l’école élémentaire tandis que les images des attentats défilaient à la télévision, et qui deviendrait un peu plus tard l’adjoint de Leon Panetta à la direction de l’Agence, estime que les dix-neuf mois durant lesquels Goss occupa le septième étage sont les pires qu’il ait vécus en trente ans de CIA. Au siège, certains ont comparé le règne de Goss à l’administration de Paul Bremer, à Bagdad, quand ses apparatchiks zélés, installés au palais de la République, exécutaient ses édits impériaux, d’autres ont évoqué le Cambodge du dictateur Pol Pot, qui faisait exécuter les personnes portant des lunettes parce que cela leur donnait la possibilité de lire. Goss fut l’homme qu’il ne fallait pas au moment inopportun. Il

serait considéré comme l'un des pires directeurs de toute l'histoire de la CIA.

Le 30 mai, le général Michael Hayden prend le relais à la tête de l'Agence. Il est le premier officier du renseignement à diriger la CIA depuis le départ de Robert Gates, en 1993. Fils d'un soudeur et d'une femme au foyer, né à Pittsburgh, en Pennsylvanie, en 1945, juste avant la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est d'un naturel joyeux, un trait de caractère inhabituel pour un commandant de la guerre contre le terrorisme. Sa première tâche, estime-t-il, est de ramener l'ordre au siège. « Dès le départ, dit-il, ma démarche fut de calmer tout le monde. » Il renvoie immédiatement les bébés Goss et réintègre les deux meilleurs des espions que ceux-ci avaient expulsés, d'abord Stephen Kappes, qui devient directeur adjoint, puis Michael Morell, comme directeur exécutif. Il hérite d'une agence en proie au découragement, abîmée par les crises qui se sont continuellement succédé depuis la fin de la guerre froide, abattue par son image auprès de l'opinion publique, qui l'associe à une sombre troupe de geôliers aux méthodes brutales. Et contre ces blessures que le renseignement central s'est lui-même infligées, Mike Hayden engage le combat : « Ce que m'ont dit les gens qui étaient là, et m'ont répété sans équivoque ceux qui ne l'étaient plus, c'est qu'il en allait de l'existence et de l'avenir de l'institution. »

Hayden voit s'écrouler l'architecture du système de prisons secrètes de la CIA. L'inspecteur général a conclu que les techniques d'interrogatoire utilisées violaient probablement les lois contre la torture. Depuis six mois, depuis que Bush a signé à contrecœur la proposition de loi du Congrès interdisant de faire subir des mauvais traitements aux prisonniers, les sites noirs sont dans une sorte de flou juridique. Le 29 juin, dans le cas *Hamdan v. Rumsfeld*, la Cour suprême arrête que les conventions de Genève s'appliquent aux terroristes d'Al-Qaïda. La justification légale de leur détention illimitée – les commissions militaires mises sur pied après le 11-

Septembre par le conseil fantôme de Cheney et ses réseaux de sécurité nationale – est anticonstitutionnelle. Bush et Cheney ont violé les lois de la guerre et des États-Unis[2]. Mais c'est la CIA qui porte le chapeau.

Ce « nuage noir », comme le nomme Hayden, doit se dissiper. Et la seule façon de l'y contraindre, c'est d'apporter un peu de lumière sur ce qu'il cache. Un directeur déterminé à ouvrir les archives tenues secrètes, même très partiellement, s'avance en terrain politique dangereux. C'est un peu la même chose que le déminage d'un champ de bataille : les chances de sauter diminuent à mesure qu'on progresse, jusqu'au moment où une mine explose.

Hayden a regardé l'horizon verdoyant du haut du septième étage, puis il est revenu à son ordinateur, a rédigé un mémo de deux pages, et l'a transmis à Stephen Hadley, le conseiller à la sécurité nationale. La CIA devait, avant toute chose, explique Hayden, trouver la sortie du labyrinthe qu'elle avait construit et où elle s'était enfermée. Elle avait fait des prisonniers en pensant que ceux-ci ne verraient plus jamais la lumière du jour. Elle en avait désormais tiré toute l'information possible. Elle n'avait pour eux aucune stratégie de sortie, pas plus que pour elle-même. Hayden projetait de vider les cellules secrètes et de transférer quatorze prisonniers « d'intérêt particulier » vers le dernier des sites noirs, le camp 7 de la CIA à Guantánamo. En revanche, il voulait maintenir les prisons ouvertes et qu'on l'autorise encore à priver les prisonniers de sommeil et de nourriture lorsque la CIA capturerait un terroriste de premier plan ou suspecté de l'être. Il était aussi résolu à avancer dans deux autres directions, et c'était vraiment risqué : il souhaitait informer tous les membres des commissions du renseignement au Congrès du programme de prisons spéciales, et il recommandait que Bush dise la vérité aux Américains.

Début août, Hayden rassemble quelques uniformes de l'armée de l'air portant leurs quatre étoiles sur les épaules et les emmène en avion à Bagdad, première étape d'un voyage qui comprend le Pakistan et

l’Afghanistan. Dans le vol pour Bagdad – un cargo C-17 –, un important contingent d’officiers de la CIA a pris place, sous la houlette de Jose Rodriguez, ainsi qu’un petit groupe d’analystes, dont deux jeunes femmes qui tentent de convaincre Hayden – et avec lui, le président – de reconnaître que l’Irak est désormais en proie à la guerre civile. Le terme est politiquement explosif. C’est un démenti des déclarations présidentielles qui peignaient le pays comme une terre d’accueil de la démocratie. Les analystes voulaient voir écrits noir sur blanc les mots « guerre civile » dans la prochaine estimation du renseignement national. Hayden les a emmenées pour qu’elles puissent se faire un jugement. Comme il le reconnaît sans peine, « l’Irak ressemblait alors à l’un des cercles de l’enfer », mais lequel, plus près des limbes ou plus près des traîtres ? Hayden réunit les quelque 500 membres du poste de Bagdad dans le palais néobaroque – du style dit du « premier dictateur » – où la CIA s’est installée après l’avoir saisi à Saddam. Et il commence la conversation *in medias res* : « Bon sang ! Qu’est-ce qui se passe ici ? »

Le type le plus intelligent de l’assemblée est le chef de poste, Paul Nevin, qui en est au sixième mois de sa deuxième rotation[3]. Il répond sans prendre plus de gants : l’occupation américaine est un échec ; plus de 200 soldats américains vont mourir et plus de 2 000 seront blessés avant la fin de l’été. Depuis trois ans, les officiers de la CIA sont incapables de sortir de la Zone verte sans escorte – armée jusqu’aux dents, voyante et bruyante. Le Premier ministre, Nouri Al-Maliki, ne travaillera pas avec les services de renseignement irakiens créés par la CIA. Il est partie prenante dans la guerre que se livrent les factions religieuses et s’est rangé du côté de ses compatriotes chiites, quant à son ministre de l’Intérieur, il dirige des escadrons de la mort. Son gouvernement est un nœud de vipères, et la vertu n’y est pas en sécurité.

Hayden quitte Bagdad, convaincu que l’Irak est effectivement en proie à la guerre civile et que l’Amérique doit changer de cap et affronter sans

tergiverser ce chaos, plutôt que de reculer, comme Rumsfeld et ses généraux l'y appellent continûment.

« Aucune bonne action n'est restée impunie »

Hayden et Rodriguez s'envolent ensuite vers le Pakistan afin de s'entretenir avec leurs homologues de l'ISI et de les persuader d'accélérer la lutte contre Al-Qaïda. Ben Laden lance, depuis une cachette inconnue, de nouveaux appels à la guerre sainte. Une nouvelle force terroriste, le Mouvement des talibans du Pakistan, est en train de voir le jour. À Islamabad, les officiers de la CIA demeurent, à leur grand regret, plus ou moins dépendants d'une ISI dissimulatrice. À Kaboul, le poste sait très bien que des éléments de l'ISI ont récemment soutenu des attaques contre les forces américaines en Afghanistan, et ses officiers effectuent des opérations de l'autre côté de la frontière sans en référer à leurs collègues d'Islamabad ; les relations sont donc tendues entre les deux postes.

Deux jours plus tard, Hayden décolle pour Kaboul, mais Rodriguez reste au Pakistan, pour s'entretenir avec le général Ashfaq Kayani, le patron de l'ISI. « Je suis las d'entendre les Américains dire que nous n'en faisons pas assez dans la lutte contre le terrorisme », lance ce dernier qui, le 9 août, propose de montrer à la CIA ce qu'il peut faire. L'ISI a repéré Rashid Rauf, citoyen britannique, poursuivi par la justice au Royaume-Uni et en fuite, travaillant pour Al-Qaïda. Rauf semble être la cheville ouvrière d'un complot visant à faire exploser une douzaine d'avions de ligne sur des vols reliant Londres aux États-Unis. Le renseignement britannique a infiltré une cellule de djihadistes londoniens, dont les membres ont été placés sous surveillance renforcée. Les conspirateurs ont envoyé leur chef au Pakistan, pour y rencontrer Rauf et l'artificier d'Al-Qaïda, lequel a mis au point une

solution d’eau oxygénée pouvant passer avec son emballage pour une boisson énergisante et qu’un détonateur caché dans une petite pile suffit à faire exploser. L’attentat est en préparation, à plusieurs semaines, sinon plusieurs mois de son exécution. Mais dès la nuit prochaine, on pourra se saisir de Rauf.

« Le général Kayani voyait là une rare opportunité d’arrêter un terroriste et il m’a demandé si les États-Unis soutiendraient sa capture immédiate, raconte Rodriguez. J’ai pris une décision sur-le-champ. » L’homme a toujours cru qu’il valait mieux demander des excuses qu’une autorisation. Il n’en réfère à personne, agit de sa seule autorité, « malgré l’impression assez vague que les Britanniques ne souhaitaient pas [les] voir foncer sur Rauf ». L’attitude de Londres n’avait pourtant rien de vague. La veille, le Premier ministre lui-même, Tony Blair, avait demandé au président Bush de s’assurer que les États-Unis n’interviendraient pas de façon intempestive dans cette affaire extraordinairement sensible. Bush avait donné sa parole. Au siège de la CIA, Kappes, le directeur adjoint, avait assuré la même chose à ses homologues du MI6. À la Maison Blanche, Stephen Hadley, qui remplaçait Rice au Conseil de sécurité nationale, mais aussi Fran Townsend, la conseillère à la sécurité intérieure, avaient abondé.

Ainsi Rauf est-il arrêté cette même nuit, sur la foi du seul Rodriguez. La nouvelle se répand comme une traînée de poudre et les Britanniques se ruent pour capturer à temps la cellule londonienne[4]. Rodriguez appelle Gina Haspel, sa cheffe de cabinet, et lui demande d’informer Kappes de sa décision. Elle le rappelle : « Steve est furieux. » L’événement parvient bien sûr aux oreilles de Hayden, qui est à Kaboul. « Au siège, c’était un sacré grabuge, se souvient-il. Je n’étais pas mécontent de me trouver *stricto sensu* sur un théâtre d’opérations. » Les Britanniques se sont fait voler un temps précieux pour réunir les preuves contre les conjurés, dont les procès aboutiront, pour certains et faute d’éléments à charge, à des non-lieux. À la

direction du MI5 et à celle du MI6, on enrage. La crédibilité de la CIA est écornée, la confiance de Downing Street dans la Maison Blanche, abîmée. Rodriguez n'en a cure. Tout ce qui compte à ses yeux, c'est que sa décision a permis l'arrestation d'un terroriste : à lui seul, il a fait échouer la plus grave tentative d'attentat depuis le 11-Septembre.

« L'épisode des bombes liquides est devenu emblématique de ma carrière à la CIA, analyse-t-il. Aucune bonne action n'est restée impunie. »

Les Britanniques n'étaient pas les seuls alliés en désaccord avec la CIA et ses méthodes.

En Allemagne, le parquet s'apprêtait à émettre treize mandats d'arrêt dans le cadre de l'affaire Khaled El-Masri, citoyen allemand né au Liban, enlevé en Macédoine en 2003 et transféré par avion à la Mine de sel, en Afghanistan. Deux mois après que la CIA s'est rendu compte qu'elle avait commis une erreur sur l'identité de cet homme, il a été à nouveau embarqué dans un avion, pour être relâché sur une colline désolée en Albanie et abandonné sur un chemin de terre. L'inspecteur général a conclu, dans ce triste exemple de remise extrajudiciaire secrète et de détention illégale, à la responsabilité d'Alfreda Bikowsky, cheffe du poste Ben Laden. Hayden refuse la tenue d'un conseil de discipline pour examiner son cas.

En Italie sont inculpés d'enlèvement Jeffrey Castelli, chef de poste à Rome, Robert Seldon Lady, chef d'antenne à Milan, ainsi que vingt-quatre ressortissants américains. Un imam radical a été enlevé en plein jour à Milan, transféré en Égypte et relâché après que ses liens avec le terrorisme se sont avérés inconsistants. Une équipe d'officiers de la CIA, envoyés par Gina Haspel, qui dirige alors les opérations de surveillance et de remise extrajudiciaire, est responsable de la capture de l'imam, et leurs méthodes sont effroyables, leurs procédures, très peu professionnelles. La police italienne identifie chacun d'entre eux en remontant les paiements par carte de crédit, en reconstituant les appels téléphoniques sur des portables ordinaires et en accédant aux données des cartes SIM. L'affaire s'étale en

place publique. Le désordre est complet. Le scandale le dispute au ridicule. La presse italienne se délecte et l'on apprend que les officiers de la CIA qui surveillaient l'imam à Milan vivaient à l'hôtel, dans des chambres à 500 dollars la nuit. Rodriguez interdit à l'inspecteur général d'enquêter sur l'opération ratée et sur le rôle qu'y a joué Haspel. Au siège, on admire sa loyauté envers ses subordonnés, c'est grâce à elle qu'il se maintient à la tête du service clandestin.

« Nous privions des gens de leur liberté, peut-être pour toujours »

Hayden rentre à Langley avec un nouveau et épais dossier : des problèmes qui n'augurent rien de bon pour l'Agence, ni pour la lutte contre le terrorisme, qui sont pourtant peu de chose devant l'immensité du défi auquel l'Amérique doit faire face en Irak. Vers la fin août, il prend quelques jours de repos en Floride, dans une résidence de la marine qui a autrefois servi de Maison Blanche d'hiver au président Truman. Un événement d'importance est toutefois inscrit à son agenda : une visioconférence avec Bush, Cheney et Rice, à la suite de sa recommandation de rendre publique l'existence des prisons secrètes de la CIA. Il apparaît à l'écran en costume plage-et-cocktail, vêtu d'une chemisette bariolée, et commence à expliquer ce que le président doit dire : il ne s'agissait pas tant d'une opération de la CIA que de l'ordre du jour de la nation, qui s'est ainsi protégée de nouveaux attentats. Rice, d'après le récit qu'elle fait de la réunion, tient un discours enflammé, enjoignant à Bush de renoncer aux sites noirs. « Les démocraties ne font pas disparaître les gens, prévient-elle. Ne permettons pas ce que tel soit notre héritage. » Cheney, de sa voix basse et du ton posé qu'il affectionne, l'étrille. Pour la secrétaire d'État, c'est « la confrontation la plus vive de toute [sa] carrière à Washington ». Hayden écoute la ministre

et le vice-président régler leurs comptes, puis enfonce le clou : « Nous ne sommes pas les geôliers de la nation. »

« Le vice-président n'a pas aimé, se souvient-il, pas plus que Rodriguez. Jose voulait qu'on s'en tienne à la méthode forte. »

Hayden dit au président que d'ici quelques jours, il pourra transférer les quatorze prisonniers restants à Guantánamo. Cette chose faite, poursuit-il à l'adresse de Bush : « Vous pourrez exposer, sans vous excuser, tout ce que nous avons fait. »

Bush parle au pays le 2 septembre. Il reconnaît l'existence des sites noirs. Il loue « l'une des campagnes de renseignement les mieux menées de l'histoire américaine ». Il loue la CIA pour avoir extorqué des informations à ses prisonniers en recourant à « un ensemble de procédures alternatives ». Hormis cela, il n'admet rien et nie tout. « Les États-Unis ne torturent pas. Je ne l'ai pas permis. » Il n'aborde pas non plus la flétrissure morale de cet ordre du jour de l'Amérique. Dix ans plus tard, c'est Hayden qui le fera, dans ses mémoires :

> Avec notre procédure de détention extrajudiciaire, nous privions des gens de leur liberté, peut-être pour toujours. Certains pensèrent que c'était immoral, quelles que soient les circonstances. Tout le monde pensait que c'était effectivement immoral si l'on se trompait sur la personne. Et il y eut des erreurs, de grossières erreurs sur la personne, ou bien des détenus que nous avions correctement identifiés, mais dont nous avions mal évalué la connaissance des maux qui nous menaçaient.

Une fois les prisonniers transférés à Guantánamo, note Hayden, « on ne pouvait contourner le fait que la situation, pour ces gens, se prolongerait indéfiniment ».

« Nous devons changer de stratégie »

Tous les deux ou trois jours lorsqu'il n'était pas en déplacement à l'étranger, Hayden voyait Bush à la Maison Blanche et, « solennellement, religieusement, sans exception », chaque jeudi matin. Le lendemain des cérémonies annuelles en mémoire du 11-Septembre, il fut question de l'Irak. La guerre, dit-il au président, se passait « mal, très mal ». La situation était « intenable », les perspectives, « sombres, très sombres ». Bush ne répondait pas ou à peine, mais Hayden croit avoir vu à ce moment-là une lueur de tristesse, un éclat de remords dans ses yeux : « Le président était ébranlé […]. Quelqu'un qu'il aimait et en qui il avait confiance lui disait que la situation était mauvaise, très mauvaise. »

Ce matin du 12 septembre, Bush entendit pour une fois, et peut-être même pour la première fois, l'un de ses proches lui tenir ce discours. Mais il savait, d'une manière ou d'une autre, que la plus grande tâche de sa présidence était en train de lui échapper et qu'il courait à l'échec. Et il le savait depuis longtemps. En mai, prenant connaissance du « bleu », le rapport quotidien et matinal du renseignement en Irak, qui n'était que mort et violence, il s'était tourné vers son nouveau conseiller à la sécurité nationale :

— Hadley, cette stratégie ne fonctionne pas.

— Vous avez raison, Monsieur le président, elle ne fonctionne pas.

— Eh bien, nous devons en trouver une autre, avait conclu le président.

Cinq mois s'étaient écoulés et, au cours du printemps, puis de l'été, Bush avait continûment assuré aux Américains qu'il était sur la bonne voie et qu'il n'y avait rien d'autre à faire que de maintenir le cap. Mais ses militaires le trompaient, il se trompait lui-même et il trompait le pays. Finalement, au début d'octobre, sous la houlette de Hadley, Hayden et Kappes commencèrent à travailler presque quotidiennement avec les principaux membres du Conseil de sécurité nationale afin de poser les

éléments constitutifs d'une nouvelle stratégie. Leur objectif était de sécuriser Bagdad, seul moyen de garantir la survie du gouvernement irakien. Pour y parvenir et faire prévaloir l'ordre sur le chaos, comme avait cherché à le faire la conférence de Koweït réunissant soldats, espions et diplomates, il fallait l'action concertée de tout le gouvernement américain, une organisation que la Maison Blanche et le Pentagone n'étaient pas encore parvenus à mettre sur pied.

À l'aune des renseignements fournis par la CIA, les collaborateurs du Conseil de sécurité nationale en vinrent à penser que les États-Unis avaient besoin en Irak d'un renfort de plus de cinq brigades – 30 000 hommes – et d'un bataillon d'officiers du renseignement civil et militaire. Des troupes fraîches aux ordres de généraux plus habiles et un renseignement de meilleure qualité, utilisant les nouvelles technologies de la CIA et de l'Agence nationale de la sécurité. L'ennemi était une insurrection. Ils choisirent donc une stratégie de contre-insurrection. Et lui donnèrent un nom : le *surge*, l'envoi massif de renforts, un élan pour emporter la victoire. Leurs idées furent rejetées par tout le monde ou presque au sommet de la hiérarchie militaire et de la chaîne politique du commandement, à Washington aussi bien qu'à Bagdad. Elles heurtaient directement ce que Rumsfeld, Rice et les généraux n'avaient cessé de répéter à Bush, pendant presque deux ans.

Hayden était un partisan résolu du *surge*. Et Robert Gates l'était aussi. Ces deux directeurs de la CIA – l'un actuel, l'autre au début des années 1990 – furent parmi les très rares personnes qui parvinrent à convaincre Bush qu'il était sur le point de rester dans l'histoire comme le premier président américain vaincu dans un conflit majeur depuis la chute de Saïgon, en 1975.

Gates est alors président de l'université A&M du Texas. Le 21 octobre, il reçoit un appel téléphonique urgent de la Maison Blanche. Hadley lui demande s'il serait d'accord pour remplacer Rumsfeld comme secrétaire à

la Défense. Gates, surpris, accepte, instinctivement. Puis il raccroche et pense : « Mon Dieu, qu'ai-je fait ? » Il est le dernier directeur de la CIA dont le prestige aura été renforcé par son passage à la tête de l'Agence. Il est aussi l'analyste du renseignement le plus écouté de toute l'histoire américaine. Ses vingt-sept années passées au service de la sécurité nationale sous le mandat de six présidents lui ont conféré l'aura d'un sage à Washington. Et depuis sept mois, il fait partie du groupe d'étude sur l'Irak, une commission créée par une législation du Congrès pour examiner en profondeur la guerre et l'issue de la guerre[5].

À Bagdad, Gates considère avec circonspection les analyses que le général George Casey, partisan d'une réduction de la force multinationale et surtout du contingent américain, livre au groupe d'étude. Cherchant à être mieux instruit de la situation, il rencontre en privé Paul Nevin, le chef de poste, qui a travaillé sous ses ordres à la CIA quinze ans plus tôt. Nevin lui explique que si la violence n'est pas ramenée à un niveau contrôlable, la politique de palais du gouvernement irakien ne parviendra pas à faire une quelconque différence. Tout sera noyé dans le sang. Gates est convaincu. Six jours avant le coup de téléphone du 21 octobre qui le rappelle à Washington, il donne son avis au groupe d'étude : sa recommandation ne peut être que d'envoyer par dizaines de milliers des troupes supplémentaires afin de sécuriser le pays et de donner suffisamment d'air aux dirigeants politiques irakiens pour qu'ils puissent affirmer leur autorité. Le directeur de la CIA et celui qui s'apprête à reprendre le portefeuille de la Défense sont tous deux convaincus, désormais, que Bush doit changer d'approche.

Une seule force peut l'en convaincre : la volonté politique du peuple américain. Aux élections de mi-mandat, en novembre, le président et le parti républicain prennent une volée de bois vert ; les démocrates reprennent le Congrès et le garderont dix ans durant. Ce désaveu a une cause : l'échec du commandant en chef. D'après les enquêtes d'opinion,

20 % des sondés pensent que l'Amérique est en train de gagner la guerre et 33 % approuvent l'action du président – qui reste cependant accroché à ses illusions. Les espoirs et les rêves, fussent-ils ceux d'un président, ne font pas une stratégie.

Hayden entend bien réveiller Bush : « Immédiatement après les élections de mi-mandat, nous avons fait pression à plein temps pour qu'on fasse quelque chose – à plein temps littéralement. Kappes et moi-même nous succédions, moi le matin, lui l'après-midi, et vice versa. Nous nous réunissions sans cesse. Et c'est de cela qu'est né le *surge*. Et nous l'avons assorti de mises en garde. Nous convenons, disions-nous, que cinq brigades d'une force de combat professionnelle et non divisée en factions rendront Bagdad plus sûre. Cela va faire diminuer la violence, mais nous voulons aller plus loin. Ce que nous voulons, au bout du compte, c'est un changement politique. »

Le 8 décembre, Bush réunit les membres de son conseil de guerre. Il n'y trouve rien qui ressemble à un consensus. Rumsfeld, qui vit ses derniers jours au secrétariat d'État en attendant que son successeur prenne ses fonctions, demeure absolument opposé au *surge*, tout comme l'état-major et le commandement militaire à Bagdad. Tous veulent une sortie, aussi rapide que possible. Cheney pense que l'Amérique doit se ranger du côté des dirigeants chiites au pouvoir et les laisser éliminer les sunnites – une position solitaire, qui ne recoupe guère que celle des Gardiens de la révolution iraniens. Rice affirme que l'armée doit se tenir à l'écart et laisser chiites et sunnites se battre, jusqu'à ce que le conflit interreligieux s'éteigne de lui-même. « Il est très possible qu'ils soient déterminés à s'entretuer. Nous n'avons qu'à les laisser faire », dit-elle à Bush, qui est atterré. « Il était vraiment furieux, se souvient-elle. Je crois que c'est la seule fois où il s'est vraiment fâché contre moi. […] "Alors, d'après ce que je comprends, vous allez les laisser s'en prendre les uns aux autres, sachant qu'ils vont s'entretuer, et nous allons nous pousser et regarder ?" » Le président et sa

secrétaire d'État se toisent, il bout de colère et elle se tasse sous sa colère. La révision stratégique à laquelle pense Bush depuis sept mois est dans l'impasse.

Hayden va trouver le chemin qui permettra d'en sortir. Le 14 décembre, lors de la réunion d'information avec le président, averti par ses analystes et par le rapport du poste de Bagdad, qui doit bientôt figurer dans la nouvelle estimation du renseignement national sur l'Irak, il juge sévèrement la situation : on s'achemine vers un désastre, dit-il au président, et votre stratégie est un échec. Si l'armée américaine se retire, le gouvernement irakien tombera. Les chances de paix s'évaporeront. L'échelle et l'intensité du conflit interreligieux seront décuplées. D'innombrables victimes civiles et une hausse des assassinats politiques s'ensuivront. L'armée irakienne explosera en factions confessionnelles et ethniques. La résistance sunnite au gouvernement s'étendra. L'Iran, déjà engagé dans des actions de sabotage et des attentats, pourrait intervenir militairement pour soutenir les chiites. Al-Qaïda en Irak pourrait organiser de nouveaux attentats, dans le pays et hors du pays. Selon l'estimation du renseignement à paraître, tout cela pourrait « infléchir la trajectoire de l'Irak du déclin progressif à un effondrement rapide, avec à la clé des conséquences humanitaires, politiques et sécuritaires graves ». Si la présence de l'armée américaine n'est plus le problème majeur de l'Irak, elle pourrait devenir la solution, à condition d'en augmenter vivement et considérablement les forces, de mettre un terme à la violence et de stabiliser le pays.

Conseillé par Hayden et Gates, Bush accepte la véracité des renseignements fournis par la CIA et prend finalement une nouvelle position sur la question irakienne. Le 10 janvier 2007, dans un discours à la nation, les traits tirés, l'air sombre, il reconnaît ses fautes : « La situation en Irak est inacceptable pour le peuple américain. Elle est inacceptable pour moi. Là où des fautes ont été commises, la responsabilité m'en incombe. Il est évident que nous devons changer de stratégie. […] Nous retirer

maintenant serait précipiter à sa ruine le gouvernement irakien, démanteler le pays et provoquer des tueries, à une échelle inimaginable. » C'est le langage, à peine paraphrasé, de l'estimation qui paraîtra dans quelques jours.

Pendant trois ans, Bush avait rejeté l'expertise de la CIA, au motif qu'il ne s'agissait que d'hypothèses. Il était désormais contraint de l'accepter. Il avait retiré sa confiance aux deux précédents directeurs de l'Agence ; il la témoignait désormais à Hayden. Un renseignement erroné ou biaisé avait précipité l'Amérique dans la guerre. Un renseignement fiable et construit lui donnait peut-être une chance d'en sortir.

1. La *task force* rassemblant commandos et espions parvient à éliminer Zarkaoui le 7 juin 2006 – succès spectaculaire quoique éphémère. « La mort de Zarkaoui fut une victoire, mais seulement symbolique, confie un membre de la *task force* au journaliste Mark Bowden. Zarkaoui espérait déclencher une guerre de factions religieuses […] et il y est parvenu. Sa stratégie a fonctionné : cibler les chiites pour que ceux-ci lancent des représailles. Quand nous avons tué Zarkaoui, ils étaient des dizaines prêts à prendre sa place. » Ainsi l'insurrection irakienne s'est-elle muée en l'organisation dite État islamique (EI) (Mark Bowden, « The Ploy », *The Atlantic*, mai 2007).

2. Pour Colin Powell, les commissions militaires furent « l'une des choses les plus stupides que nous ayons jamais faites. Il n'y a pas eu de débat. Rumsfeld était contre. Je pars en voyage et j'entends que le vice-président, avec l'aide de ses affidés, de ses avocats au département de la Justice, a imaginé ce décret et l'a présenté au président, sans aucune discussion préalable, et a obtenu que le président le signe » [Colin Powell et Richard Armitage, témoignage (histoire orale), Miller Center, université de Virginia, https://millercenter.org/the-presidency/presidentiAl-orAl-histories/colin-l-powell-and-richard-l-armitage-orAl-history]. Le requérant devant la Cour suprême, Salim Hamdan, avait été le chauffeur de Ben Laden en Afghanistan. Sa condamnation à la détention dans la prison de Guantánamo pour avoir « fourni une aide matérielle au terrorisme » a été cassée en 2012.

3. À la différence de son prédécesseur, l'acerbe D'Andrea, Nevin est un homme courtois, qui se préoccupe de ses subordonnés. Il parle couramment l'arabe, porte des costumes de crêpe et vient d'une vieille famille, qui possède encore un domaine près de l'élégante ville de Blue Hill, dans le Maine. Nevin a parcouru le monde comme agent sans couverture officielle, sous des identités d'emprunt, avant de revenir au siège à la fin des années 1990. Il a été chef de poste à Kaboul en 2002 et en 2003, et effectué un court remplacement du chef de poste de Bagdad en 2004. Il termine sa carrière comme chef de la division Proche-Orient, place qu'il occupe en 2011 lorsque la CIA trouve et tue Ben Laden.

4. La révélation du projet d'attentat conduisit instantanément à l'interdiction faite aux passagers d'embarquer à bord d'un avion de ligne avec une quantité de liquide supérieure à 100 ml, toujours d'actualité. La justice pakistanaise finit par abandonner le chef de terrorisme contre Rauf, qui parvint à s'échapper, dans des circonstances fort peu mystérieuses, d'une prison de haute sécurité. Il fut abattu en octobre 2008 par un drone de la CIA.

5. Gates noua des liens d'amitié avec un autre membre du groupe, le très sociable et très doué politiquement Leon Panetta, qui avait été chef de cabinet de Bill Clinton. L'un et l'autre seraient les deux seuls hommes ayant successivement régné sur Langley puis sur le Pentagone. Ils formaient un étrange couple. Gates, fils d'un vendeur de pièces détachées pour automobiles de Wichita, dans le Kansas, était républicain, reaganien jusqu'au bout des ongles, et aussi blanc qu'une tranche de pain de mie. Panetta, fils d'immigrés italiens qui tenaient un restaurant à Monterey, en Californie, avait été député de sa ville natale et siégé pendant huit législatures à la Chambre des représentants. C'était notoirement un homme de gauche, quoiqu'il ne fût pas sentimental. Ils s'étaient rencontrés en route pour l'Irak, lors d'une escale technique à l'aéroport de Shannon, l'un et l'autre courant vers la zone *duty free* pour y acheter des boissons fortes dont ils imaginaient qu'elles seraient difficilement disponibles dans la Zone verte, à Bagdad. Quand les bouteilles furent bues, écrit Panetta : « Bob suggéra que nous nous rendissions au poste de la CIA et là-bas, effectivement, nous trouvâmes ce que nous cherchions. Il se servit une vodka et je pris un scotch. Ça sert, de connaître les gens. »

14

« Jusqu’où étions-nous prêts à répliquer ? »

Le 10 février 2007, le général David Petraeus, futur directeur de la CIA, arrive à Bagdad. Il est le nouveau commandant des forces américaines. Sa mission est d’empêcher l’effondrement du pays. Les terroristes assassinent les citoyens irakiens par milliers. Le Premier ministre s’est aligné sur les milices chiites et sur leurs alliés iraniens dans leur lutte sanguinaire pour le pouvoir et contre les sunnites ; il dévoie le service de renseignement irakien créé par la CIA. Son gouvernement est infiltré par des espions et des agents de la Force Al-Qods iranienne. L’armée américaine doit souffrir les attaques des combattants étrangers d’Al-Qaïda en Irak.

Petraeus calcule qu’il dispose de six mois pour inverser le cours de la guerre. Il noue rapidement avec le chef de poste de la CIA, Paul Nevin, un partenariat qu’il qualifie d’« exceptionnel – et exceptionnellement étroit[1] ». Lorsque le *surge* a été lancé, il était prévu que Nevin quitte Bagdad pour prendre la direction du poste de Rome. Sa réputation est telle que Cheney est intervenu en faveur de son maintien en Irak ; le vice-président a appelé Rodriguez : « Ce gars reste où il est. » Nevin et l’ambassadeur des États-Unis en Irak, nouvellement nommé, Ryan Crocker, dirigent le groupe

d’experts de Petraeus. Ils travaillent ensemble sans heurt. Si le renfort de troupes est en cours, Petraeus a désormais besoin d’un renfort d’idées afin d’utiliser au mieux ses nouveaux effectifs. Début avril, lorsqu’avec son équipe il parvient à élaborer une stratégie, le nombre d’attentats terroristes a grimpé à plus d’une cinquantaine par jour. Si la situation apparaît presque inextricable, l’objectif est simple : réduire la violence endémique et favoriser une évolution politique. Petraeus utilisera ses troupes fraîches pour patrouiller dans les villes et dans les villages irakiens, les projetant parmi les populations afin de ne pas en faire des cibles.

Cette stratégie s’appuie sur le partage du renseignement entre l’armée, les diplomates, les espions et les analystes, si souvent pris dans des rapports de rivalité durant les premières années de l’occupation. *Joint* – « conjoint », « commun » – est devenu l’adjectif cardinal. Le groupe d’experts se nomme le Joint Strategic Assessment Team. Leur nouvelle stratégie est baptisée Joint Campaign Plan. La CIA prend l’initiative, inhabituelle, de partager le renseignement glané auprès de ses agents irakiens avec le commandement interarmées des opérations spéciales du général McChrystal (Joint Special Operations Command). Petraeus, Crocker et Nevin tiennent chaque lundi, à 7 h 30 du matin, heure de Washington, des visioconférences communes avec Bush et le Conseil de sécurité nationale. Chaque semaine, McChrystal convie Nevin et ses homologues des postes du Moyen-Orient à un point stratégique en liaison vidéo sécurisée.

Et le général de résumer : « Nous étions au départ un réseau d’individus, nous sommes devenus un réseau d’équipes, puis un réseau d’organisations, et enfin un réseau de pays. »

« Tout le monde voulait des informations et du renseignement »

En même temps que Petraeus, arrive une moisson inopinée de renseignements. En patrouille à une trentaine de kilomètres au nord de Bagdad, un détachement militaire fait arrêter une berline Mercedes, y saisit un fourrier d'Al-Qaïda et l'envoie à la CIA. Dans le coffre de la voiture, ils trouvent un ordinateur portable, des disques durs, des clés USB. Il faut quelques semaines à la CIA et à l'Agence de sécurité nationale pour déchiffrer leur contenu. Devenues lisibles, ces mémoires électroniques se révèlent la meilleure trouvaille qu'aient faite lors de cette guerre soldats et espions américains. Elles livrent les préparatifs d'attentats d'Al-Qaïda au cœur de Bagdad, donnent la localisation précise des lieux sûrs et des caches d'armes de l'organisation dans des villages autour de la capitale, révèlent l'identité de réseaux de cellules terroristes, affichent les cartes des lieux stratégiques de l'occupant qu'a constituées l'organisation, et reproduisent en détail les ordres d'attentats contre les éboueurs et les boulangers afin de rendre la vie à Bagdad plus difficile et plus misérable encore. Cette moisson de renseignements « a changé d'un coup ma manière de voir et de positionner mes forces durant le *surge* », explique trois ans plus tard, à Eric Schmitt et à Thom Shanker, du *New York Times*, le général Ray Odierno, le second de Petraeus. Autrefois invisibles, les réseaux terroristes entourant Bagdad apparaissent en pleine lumière et les forces américaines peuvent désormais leur livrer bataille.

Pour le poste de Bagdad et pour le commandement des forces spéciales – le général McChrystal et le vice-amiral McRaven –, le renseignement représente 80 % du *surge*. La *task force* du JSOC achète d'immenses antennes satellites pour rester en ligne avec les sièges de la CIA et de l'Agence de sécurité nationale. Grâce à la reconnaissance aérienne et aux systèmes de surveillance, les communications téléphoniques des terroristes sont repérées et les interlocuteurs, identifiés. Les cibles sont observées vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ce qui permet d'établir leurs « habitudes », sur quoi s'appuieront les traqueurs nocturnes des forces

spéciales et les équipes paramilitaires de la CIA pour les capturer. Les missions se succèdent, dont l'objectif n'est pas tant de tuer des ennemis que de récolter du renseignement. Comme le dit Jose Rodriguez, on peut raisonnablement penser que « si l'on découpe des terroristes avec un missile Hellfire, il sera difficile de récupérer les documents qu'ils pourraient avoir dans leur poche, leur téléphone portable ou leur ordinateur, sans parler des informations qu'ils ont en tête ».

Les maraudeurs font main basse sur des trésors, qu'ils rapportent à la base de la *task force*. Les analystes de la CIA et de l'Agence de sécurité nationale chargent les données et les envoient, par lien vidéo sécurisé, à leurs collègues des sièges, qui les examinent, les traitent, et les disséminent dans le monde entier. Au début de l'année 2007, quelque 7 000 officiers de renseignement et analystes participent à l'entreprise. Les prises sont « si riches, si opportunes, si pertinentes pour le combat en Irak que personne ne veut manquer une occasion, affirme McRaven. Tout le monde voulait des informations et du renseignement susceptibles d'avoir un rapport avec les menaces d'Al-Qaïda [que les uns et les autres tentaient d'évaluer], partout, des États-Unis à l'Europe, d'Afrique du Nord à l'Asie sud-occidentale ».

La rapidité du *surge* et la traque incessante de l'ennemi épuisaient la CIA et la poussaient à ses limites. « L'antiterrorisme et la guerre contre Al-Qaïda engloutissaient une bonne part de l'attention, des ressources et des aptitudes de l'Agence », analyse Hayden. Il avait besoin de toute l'aide possible des alliés arabes de la CIA. Il se rendit en Jordanie pour rencontrer le roi Abdallah II et le chef des services d'espionnage, le général Mohamed Al-Dahabi. La CIA faisait confiance au roi et à ses espions : c'est elle qui avait créé les services jordaniens de renseignement, financés chaque année à coups de dizaines de millions de dollars ; elle avait aussi construit le nouveau centre antiterroriste, dans la proche banlieue d'Amman. (Tous les espions jordaniens n'étaient pas cependant au-dessus de tout soupçon : le général Al-Dahabi fut plus tard convaincu d'avoir détourné à son profit

34 millions de dollars des caisses des services qu'il dirigeait.) Les officiers du poste, le plus important du Moyen-Orient après celui de Bagdad, considéraient les Jordaniens comme les meilleurs partenaires de la CIA dans le monde arabe ; c'étaient eux qui avaient fourni les renseignements grâce auxquels les forces américaines avaient pu tuer, en juin 2006, leur ennemi juré, le terroriste jordanien Al-Zarkaoui. Ils entretenaient en outre d'excellentes relations avec certains cheikhs sunnites d'Irak.

Hayden conjure les Jordaniens de l'aider à hâter la lente rébellion des cheikhs contre les brutalités d'Al-Qaïda en Irak. Leur soulèvement, sous l'égide du Conseil de sauvetage d'Al-Anbar allait, en s'amplifiant, prendre le nom de « Réveil ».

Le flot de combattants étrangers arrivés de Damas s'écoulait vers la province d'Al-Anbar, place forte sunnite, s'étendant des environs de Bagdad vers l'ouest et les frontières de la Jordanie et de la Syrie. Deux années durant, Al-Qaïda en Irak avait terrorisé les habitants d'Al-Anbar. À Ramadi, la capitale provinciale, les terroristes gouvernaient. Ils avaient proclamé le califat et faisaient régner la *charia*. Ils avaient tué de nombreux civils, assassiné des chefs politiques et tribaux et contraint les familles à donner leurs filles en mariage aux candidats à l'attentat suicide. À la fin de l'année 2006, les officiers de l'armée américaine considéraient Al-Anbar comme une cause perdue. Mais un escadron de la mort irakien, guidé par des paramilitaires de la CIA, avait alors commencé à exécuter des membres locaux d'Al-Qaïda. En représailles, les combattants étrangers avaient assassiné un important cheikh sunnite qui leur résistait, l'avaient décapité et avaient jeté son cadavre dans le désert, le laissant pourrir sous le soleil brûlant. C'était au mois d'août 2006.

Trois semaines plus tard, Al-Anbar se réveille. « Ces terroristes prétendent être des combattants travaillant à la libération de l'Irak, mais ce sont en vérité des tueurs, affirme alors le chef du Réveil, le cheikh Abdoul Sattar Abou Richa, dont le grand-père avait combattu l'occupation

britannique de l'Irak, en 1920. Désormais, poursuit-il, les gens en ont assez et se retournent contre eux[2]. » Nevin et ses officiers comprennent ce qui est en train de se passer. En octobre 2006, le chef d'antenne de la CIA à Ramadi estime, dans une note, que la résistance sunnite peut transformer la province et vaincre Al-Qaïda. Nevin reprend cette idée fascinante dans un câble envoyé au siège de la CIA. Hayden en fait part à Bush. La réflexion au sein de la CIA « a lancé un avertissement au gouvernement des États-Unis quant à ce qui se passait à Ramadi. C'était un mouvement tectonique, un tournant décisif, se souvient le colonel Sean McFarland, qui commandait la brigade déployée à Ramadi. Les conséquences en sont incalculables ». Les postes de Bagdad et d'Amman soutiennent de toutes les façons possibles la rébellion. Forts de leurs encouragements, les chefs du Réveil recrutent des milliers de volontaires, qu'ils envoient en Jordanie pour y être formés au maintien de l'ordre. Les forces américaines ont passé trois ans à mettre en place une police nationale irakienne, sans autre satisfaction que d'assister à son glissement vers une force confessionnelle – qu'il leur faut démanteler.

Le directeur adjoint de la CIA, Stephen Kappes, se rend à Ramadi et promet à McFarland tout l'argent dont il a besoin pour payer et équiper les recrues, financer les primes d'engagement, les salaires, les uniformes et les armes. En réaction au Réveil, les forces d'Al-Qaïda tuent des centaines d'Irakiens à Ramadi et aux alentours, à l'arme lourde, à la voiture et au camion piégés ou encore au gaz de chlore. Mais à partir d'avril 2007, ils perdent le contrôle de la ville. Les cheikhs ont répondu en rassemblant des dizaines de milliers de miliciens prêts à tuer des terroristes et à soutenir les opérations de contre-insurrection des Américains. La CIA fournit l'argent, les armes et les munitions, afin d'aider les chefs tribaux sunnites à rassembler ces forces et à les lancer contre l'ennemi commun. Ses efforts sont largement payés en retour par les renseignements que livrent les milices sur Al-Qaïda en Irak.

Le Réveil est un mouvement sunnite. La CIA ne l'a pas créé. Mais elle l'a encouragé, protégé et renforcé. En mai, le général Petraeus peut exploiter cette opportunité : « C'est le germe d'une grande idée. » De sa propre autorité, il inscrit sur ses registres les membres des tribus sunnites et transforme l'image et l'objectif du mouvement. Pour 400 millions de dollars, il crée une milice nationale sunnite qu'il nomme les Fils de l'Irak. Les effectifs s'élèvent à 103 000 hommes, dont un cinquième sont d'anciens insurgés, ayant, pour beaucoup, du sang américain sur les mains, tous prêts à changer de camp contre un chèque réglé chaque mois. Plus que le sang et le sacrifice de centaines de soldats américains qui ont cette année-là trouvé la mort sous le commandement de Petraeus, c'est la participation au combat des milices sunnites qui renverse le cours de la guerre.

Lorsqu'elles se sont levées en plein été, la violence a commencé son reflux. Dans les cinq premiers mois du *surge*, le nombre de soldats américains morts au combat s'est brutalement accru. Entre mars et septembre, 641 militaires sont tués, et 2007 devient l'année la plus meurtrière de l'occupation. Mais les combattants étrangers et leurs alliés irakiens tombent par milliers et le nombre d'attentats terroristes commence lentement à décroître. Sans les Fils de l'Irak, le *surge* n'avait aucune chance.

« C'était un combat perdu »

Ses succès seront éphémères. Pour l'ambassadeur Crocker : « On ne pouvait pas assurer la pérennité du *surge*. »

La lettre de mission de Petraeus appelait à « défaire les terroristes et les groupes irréconciliables, accompagner vers un processus politique [les forces] qui subsisteront, réduire les tensions confessionnelles, priver les terroristes d'un havre en Irak » et à créer les conditions permettant au gouvernement irakien de fonctionner suffisamment pour établir l'État de

droit, servir ses concitoyens et permettre, ultérieurement, aux Américains de quitter la partie. « L'idée était d'équilibrer deux lignes d'efforts parallèles : sur le front de la sécurité, ce que nous pouvions effectivement faire mais à quel prix – et, franchement, pendant un temps limité –, et sur le front politique, résume le major général Douglas Lute, le conseiller de sécurité nationale adjoint pour l'Irak et l'Afghanistan, que Bush venait alors de nommer. C'était un combat perdu, car nous ne pouvions engendrer le pendant politique. »

Bush avait tout misé sur ce qu'il considérait comme une relation personnelle forte avec le Premier ministre, Nouri Al-Maliki. Nevin pensait que ce n'était pas une bonne carte. Le général Petraeus et l'ambassadeur Crocker étaient du même avis. « Petraeus et moi, nous nous disions : "Je ne peux vraiment pas passer un jour de plus avec ce type, se souvient Crocker. N'importe qui, mais pas Maliki." Le président disait : "Je ne vous suis pas […]. Vous devez l'empêcher de perdre sa chemise." Petraeus et moi, nous nous regardions : "Comment s'y prendre, au juste ?" »

Le dirigeant irakien prétendait présider un gouvernement d'unité nationale, faisait valoir Hayden au président, mais son gouvernement n'était pas plus uni qu'il n'était national, et n'était même pas un gouvernement digne de ce nom. Maliki voyait la conspiration partout, et surtout chez les agents notoires de la CIA, comme son ancien allié, Iyad Allawi, qui avait été quelques années auparavant Premier ministre du gouvernement intérimaire, ou encore le général Al-Shawani, chef des services de renseignement irakiens. Crocker poursuit : « Nous avons fait des efforts avec Maliki, mais alors, que de déceptions ! C'était très dur de travailler avec lui, tant il était secret et incapable de construire des alliances. » Avec le temps, Maliki est revenu à ses racines confessionnelles et vers ses soutiens iraniens. Finalement, l'Iran et la Force Al-Qods dirigée par le général Soleimani ont été les seuls véritables vainqueurs de la guerre de Bush.

« Nous ne faisons pas de Pearl Harbor »

En juillet, Bush et Cheney envisagent de déclencher une nouvelle conflagration au Moyen-Orient. Trois mois auparavant, Meir Dagan, le chef du Mossad, s'est rendu au siège de la CIA pour montrer à Hayden des photographies et des documents, subtilisés par ses espions, révélant un réacteur nucléaire en construction, quelque 500 kilomètres au nord-est de Damas, près de la frontière irakienne. « Dagan s'est assis, a ouvert sa serviette, et en a sorti des tirages couleur des photos », se souvient Hayden. Le maître espion israélien affirme que la Syrie construit sur le site une arme nucléaire, et que les plans du réacteur sont nord-coréens. De son point de vue, la situation deviendra vraiment préoccupante à la fin de l'année, et si aucune décision n'est prise avant – bien avant – pour détruire les installations, un bombardement pourrait alors libérer dans l'atmosphère un nuage radioactif, dérivant au gré des vents. Hayden comprend : « L'attaquant serait accusé pendant un demi-siècle de toutes les maladies thyroïdiennes du Moyen-Orient. »

La CIA et l'Agence de sécurité nationale ont passé les mois de mai et de juin à confirmer le rapport du Mossad. Le 16 juillet, Bush, Cheney, Gates, Rice et Hayden se retrouvent, sans que la réunion figure dans leurs agendas, à la résidence exécutive de la Maison Blanche, afin de décider s'il faut ou non lancer une frappe préemptive contre la Syrie. Cheney en est chaudement partisan. Gates s'y oppose fermement. Trois semaines auparavant, il en a parlé à Bush : « Je ne connais aucun précédent d'une attaque surprise de l'Amérique contre un autre État souverain. » Après le fiasco des ADM, il convient, pense-t-il, de considérer avec quelque circonspection l'information disponible.

— D'accord, qu'avons-nous comme renseignement ? demande Bush à Hayden.

— Eh bien, Monsieur le président, répond Hayden, cela tient en trois phrases. Premièrement, c'est un réacteur nucléaire. Deuxièmement, les Nord-Coréens et les Syriens nous baladent depuis dix ans avec cette affaire. Troisièmement, ce sont les Nord-Coréens et les Syriens qui l'ont construit et, quatrièmement, cela fait partie d'un programme d'armement nucléaire syrien. Mais patientez un peu, s'il vous plaît […]. Je ne peux pas trouver les installations de retraitement. Je n'ai pas trace d'un test ou de la mise au point d'une tête nucléaire, et donc je pense que ça fait partie d'un programme d'armement, mais je ne peux vous l'affirmer qu'avec un faible degré de confiance.

— Peu importe, réplique Cheney, le renseignement est solide. Bombardons le réacteur et envoyons un message à la Syrie et à ses alliés terroristes.

Gates s'emporte : une attaque serait considérée comme une nouvelle foucade d'un président à la gâchette facile et déclencherait une « formidable réaction négative » aux États-Unis comme à l'étranger, minant le peu de soutien dont jouissent encore les guerres d'Afghanistan et d'Irak. Pour la première fois en six ans, Bush ne s'en remet pas aux conseils de Cheney et refuse une agression américaine unilatérale. Prenons la voie diplomatique, dit-il. Portons l'affaire devant l'opinion, révélons le réacteur et dévoilons la duplicité du dictateur Assad sur la scène internationale. Mais Hayden rappelle qu'Israël ne livrera pas ses renseignements pour une simple pression diplomatique sur les Syriens. Les Israéliens veulent la destruction du réacteur. Alors laissons Israël bombarder, suggère Cheney.

« Bush a fini par s'aligner sur Cheney, écrit Gates. Ne pas brandir un feu rouge devant les Israéliens, c'était leur donner le feu vert. » Le 6 septembre, l'aviation israélienne détruit le réacteur. Humilié, Assad se tait. Imité par Jérusalem et Washington. L'attaque est restée secrète, jusqu'à ce que Hayden en informe, sept mois plus tard, le Congrès et la presse. La CIA, fait-il remarquer, n'avait découvert que trop tard, en somme, le

programme nucléaire syrien : « Nous avions compris, mais avons presque été mis devant le fait accompli. »

L'occupation américaine en Irak prend un tour plus brutal le 17 septembre. Au cœur de Bagdad, dix-neuf mercenaires de Blackwater, tous anciens combattants sous contrat avec la CIA, devenus fous furieux, ouvrent le feu sur des automobiles à un carrefour encombré. Ils tuent quatorze civils irakiens, dont deux femmes et deux jeunes enfants[3].

L'armée privée de Blackwater est devenue une filiale des opérations du service clandestin. Son propriétaire, Erik Prince, a converti les 5 millions de dollars dont l'avait gratifié la CIA pour avoir assuré la garde de l'ambassade et du poste de Kaboul au début de l'année 2002 en une manne de plusieurs milliards de dollars – 600 millions de dollars de contrats avec la CIA, 1,2 milliard avec le département d'État et des centaines de millions supplémentaires avec le Pentagone. Le personnel de Blackwater charge les missiles des drones Predator, interroge les prisonniers de la CIA et participe aux missions paramilitaires de la division des activités spéciales ou intègre les services de sécurité de l'ambassade.

La réussite financière de la société résulte directement de l'entregent et de l'influence des anciens de la CIA qui la dirigent. Cofer Black, ancien chef de l'antiterrorisme, est vice-président du conseil d'administration. Richard Prado, qui était chargé des opérations sous la direction de Black, est vice-président pour les « programmes gouvernementaux spéciaux », en l'occurrence des contrats top secret avec la CIA et des services étrangers de renseignement et de sécurité. Robert Richer, ex-directeur adjoint du service clandestin, retraité tout neuf de la CIA, est aussi vice-président. Black, Richer et Prado dirigent en outre Total Intelligence Solutions, une filiale de Blackwater, qui propose ses services aux gouvernements, aux grandes entreprises et aux responsables politiques internationaux. Quelques semaines après la tuerie, Richer, interrogé par le *Washington Post*, étale complaisamment la puissance de sa société. « Cofer sait ouvrir les portes.

[…] Je sais ouvrir les portes. Généralement, nous n'avons pas de problème pour voir ceux que nous voulons voir […]. Nous pouvons traiter avec le ministre ou la personne concernée. » Dans un courriel daté d'octobre 2007, Prado écrit : « Nous avons une croissance rapide et un réseau mondial de gars qui savent tout faire, de la surveillance à la vérité terrain en passant par les opérations de déstabilisation. »

Parmi ses nombreux contrats, Blackwater signe alors la prise en charge de la sécurité de Benazir Bhutto, ex-Première ministre du Pakistan, qui a promis de ramener son pays vers la démocratie, est rentrée d'exil et fait campagne contre Musharraf. Le 3 novembre, confronté à d'importantes manifestations, le président pakistanais a déclaré l'état d'urgence, suspendu la Constitution, renvoyé le président de la Cour suprême, fait arrêter des opposants et fermer les chaînes de télévision et des radios indépendantes. L'ambassadrice des États-Unis, Anne Patterson, et le chef de poste de la CIA, Frank Archibald, futur responsable du service clandestin, ont senti le danger d'un pouvoir absolu en train de se mettre en place et tenté de convaincre Musharraf de ne pas se laisser séduire par les sirènes de la dictature. Ils l'ont contraint à temporiser, mais ne l'ont pas véritablement dissuadé. Bhutto a écrit à Musharraf pour l'avertir qu'elle était la cible d'une conspiration ourdie par un ancien chef des renseignements, et qu'elle risquait d'être assassinée.

Blackwater s'avère incapable de la protéger : elle succombe à un attentat suicide le 27 décembre. L'assassin a été envoyé par le chef des Talibans du Pakistan, une nouvelle coalition de quelque 5 000 combattants du Waziristan, une province tribale peu ou pas gouvernée du Pakistan, frontalière de l'Afghanistan. À Washington, dans la salle de crise, Hayden confie à Bush que Musharraf, qui se présente comme l'allié des Américains, a soutenu les forces du djihad des deux côtés de la frontière. Grâce à son aide, les talibans sont revenus en force en Afghanistan et Al-Qaïda

réapparaît au Waziristan. Le Pakistan est devenu le front le plus dangereux dans la guerre que mène le président contre le terrorisme.

L'analyse étonne Bush. Il a reporté toute son attention sur l'Irak, où il tente d'éviter une déroute, et n'a pas eu la capacité de considérer en même temps la perfidie du Pakistan, la guerre en Afghanistan et la lutte contre Al-Qaïda. Il a fait confiance à Musharraf sans voir que le Pakistan continuait de soutenir les talibans, leur permettant de reconstituer leurs forces et d'attaquer les Américains et leurs alliés. Il a échoué à ramener la sécurité en Afghanistan, où il n'y a ni police ni armée dignes de ce nom. Alors que la CIA l'avertit depuis dix-huit mois que les talibans se reconstituent, il s'est montré incapable d'agir. Il n'a pas écouté ses services de renseignement, et a préféré les estimations émollientes des militaires, qui lui affirmaient que la victoire était en marche. Les talibans l'emportaient pourtant, avertissait Amrullah Saleh, le chef des services de renseignement afghans, mis en place par la CIA, notamment parce que les forces américaines, sur la foi de renseignements erronés, tuaient et emprisonnaient des civils.

« Messieurs, lance Gates à ses collaborateurs au Pentagone après une visioconférence avec les généraux qui mènent la guerre, il semble que nous ayons quelques désaccords. Rapport après rapport, la CIA nous avertit que la situation en Afghanistan s'aggrave à un rythme alarmant. Croyez-moi, poursuit-il dans un sourire, je sais pourtant qu'il faut parfois prendre leurs analyses avec… circonspection. » Mais Gates sent bien que l'Agence dit la vérité et que les militaires mentent au président et se mentent à eux-mêmes.

« Inévitablement, nous reculions »

Les nouveaux adeptes d'Al-Qaïda viennent désormais du monde entier, convertis grâce à un réseau sophistiqué de pages web dont le meilleur agent recruteur est la guerre d'Irak. Des combattants étrangers, principalement arabes mais aussi européens, affluent vers les bases d'Al-Qaïda au Pakistan.

« Pour beaucoup, les recrues sont des types qui ne vous feraient pas froncer les sourcils si vous passiez la douane avec eux dans un aéroport », explique Hayden. Une fois formées, elles retournent en Europe. La CIA et les services de renseignement alliés sont sur les dents. Un djihadiste allemand a été arrêté en possession de 700 kilos d'une solution de peroxyde d'hydrogène et de vingt-six détonateurs de type militaire, afin de piéger des voitures censées être lancées contre la base américaine de Ramstein, en Rhénanie-Palatinat. Douze Pakistanais et deux Indiens sont arrêtés à Barcelone alors qu'ils préparent des attentats suicides dans au moins trois villes européennes. Une cellule terroriste est démantelée comme elle projette de faire exploser l'aéroport de Glasgow. Tous ces combattants du djihad ont été formés par Al-Qaïda au Waziristan. Ces camps, installés le long de la frontière nord-ouest du Pakistan, servent aussi de base de lancement pour les attaques à la bombe et les attentats suicides en Afghanistan.

Hayden en est venu à considérer le Pakistan comme un allié sulfureux. Deux semaines après l'assassinat de Benazir Bhutto, il s'envole pour Islamabad afin de rencontrer Musharraf, et il plaide pour une campagne d'actions clandestines contre Al-Qaïda et les talibans. Il propose des raids transfrontaliers menés par des officiers de la CIA et des agents des forces spéciales en Afghanistan contre les bases d'Al-Qaïda dans les zones tribales. Musharraf refuse. Il considérerait de telles incursions comme une invasion militaire. Hayden lui suggère alors d'installer au Pakistan une base de la CIA à partir de laquelle il serait possible de lancer des drones Predator contre l'ennemi. Musharraf accepte, à une condition : chaque attaque de drone devra obtenir son autorisation personnelle. Hayden soupçonne qu'il s'agit là d'un moyen d'informer l'ISI, qui à son tour pourra prévenir les terroristes. De retour à la Maison Blanche, il exhorte Bush à permettre à la CIA d'opérer les attaques de drones sans en référer à Musharraf.

Le président recule. Ce que propose Hayden n'est ni plus ni moins qu'une guerre éclair clandestine avec un pays qui n'est pas un belligérant, qui dispose de l'arme nucléaire et dont les espions ont la capacité de téléguider des attentats hors de tout contrôle. Pire encore, faute de renseignement, la CIA pourrait devoir voler à l'aveugle. Si l'Agence a pu remonter jusque dans les zones tribales les fils des principales menaces terroristes, elle n'a pas la capacité de les réunir.

« Nous n'avions pas assez d'informations sur ce qui se passait là-bas, rappelle le lieutenant général Dell Dailey, alors chef de l'antiterrorisme au département d'État, qui avait dirigé les opérations spéciales en Afghanistan et en Irak. Rien sur Al-Qaïda, rien sur les combattants étrangers, rien sur les talibans. » Bush redoutait la perspective d'une guerre non déclarée dans des territoires qui échappaient plus ou moins à toute juridiction, et qui dépendaient néanmoins d'un allié présumé. « Jusqu'où étions-nous prêts à répliquer ? » demande Michael Waltz, un béret vert qui était conseiller de Cheney pour la lutte antiterroriste et est devenu, en 2025, conseiller à la sécurité nationale. « Pouvions-nous vraiment nous permettre de faire du Pakistan notre ennemi ? Étions-nous prêts à donner l'assaut aux camps d'insurgés et à leur quartier général au Pakistan, c'est-à-dire, probablement, à combattre les chars et l'artillerie de l'armée pakistanaise, à l'aller et au retour ? Étions-nous prêts à descendre son aviation – des appareils fournis par les États-Unis […] ? Quand nous imaginions ce genre de scénario, inévitablement, nous reculions. »

En 2007, la guerre contre le terrorisme partait en roue libre. Bush était saisi par la paralysie. Il ne savait pas quelle politique mener, ni avec quelle stratégie. Il n'avait pas de vision. La traque de Ben Laden n'avait mené nulle part. La CIA avait certes frappé Al-Qaïda, mais les forces du djihad s'étaient multipliées et les métastases touchaient le monde entier. De toute l'année, la CIA n'avait capturé sur le champ de bataille aucun terroriste de quelque importance. « Pour 2007, nous avons été nuls », résume Hayden,

qui avait averti Bush : un nouvel attentat d’ampleur sur le sol américain ne leur serait jamais pardonné.

1. Petraeus a déjà travaillé en lien étroit avec la CIA, d’abord en tant que principal collaborateur du général américain chargé de soutenir les *contras* au Salvador en 1986, puis lorsqu’il a traqué les criminels de guerre dans les Balkans, en 2001, lorsqu’il a dirigé les combats et les opérations contre-insurrectionnelles dans le nord de l’Irak durant la première année de la guerre, enfin, lorsqu’il a tenté de reconstruire l’armée et les forces de sécurité irakiennes en 2004 et en 2005. Il a passé l’essentiel de l’année 2006 à Fort Leavenworth, au Kansas, à réécrire le manuel d’action contre-insurrectionnelle de l’armée américaine, qui avait quelque peu pris la poussière depuis la guerre du Vietnam.

2. Al-Qaïda en Irak a tué le cheikh un an plus tard, le 13 septembre 2007.

3. Après des années de procès, d’appels, de jugements annulés, de nouveaux procès, Evan Liberty, ancien commando marin, est condamné à la prison à perpétuité en décembre 2018. Trois de ses anciens camarades de Blackwater impliqués dans la fusillade écopent de fortes peines. Liberty en appelle directement au président Donald Trump, se présentant comme la victime d’une chasse aux sorcières engagée par le département de la Justice. Deux semaines avant l’insurrection du 6 janvier 2021, Trump accorde aux quatre hommes une grâce présidentielle.

15

Voir avec l’œil de Dieu

« La campagne contre Al-Qaïda était toute ma vie, et mon obsession », confie Jose Rodriguez. Désormais, sa guerre contre le terrorisme était finie. « J’étais à sec, écrit-il, il était temps que je me range et laisse quelqu’un d’autre prendre la tête du service clandestin. »

Rodriguez est à mi-parcours d’un programme de quatre-vingt-dix jours qui doit le mener à la retraite et le préparer à la vie en dehors de la CIA, quand il reçoit, à la mi-novembre, « un coup de téléphone affolé de [s]on ancienne cheffe de cabinet, d’habitude imperturbable ». Gina Haspel l’avertit qu’un journaliste du *New York Times* cherche à le contacter pour un article sur les interrogatoires du site noir de Thaïlande et pour les cassettes dont il a ordonné la destruction. L’un comme l’autre comprennent que si le quotidien commence à tirer le fil, il détricotera toute l’affaire et les placera dans une situation embarrassante.

Non seulement Rodriguez s’est moqué de ses supérieurs, mais Porter Goss a délibérément omis d’informer les commissions du renseignement au Congrès de la destruction des cassettes, en violation des règles qui régissent leurs relations. L’avocat de la CIA, John Rizzo, a appris les faits de la bouche de l’ancien directeur, au téléphone. « Mon cœur s’est serré », assure-t-il. Il savait reconnaître l’approche d’un scandale.

Le *Times* publie l'article le 7 décembre 2007 – le jour anniversaire de Pearl Harbor, note Hayden. Et le journal creuse. Tout l'hiver et le printemps 2008, il n'est question que de cela dès qu'on aborde le sujet CIA, dans la presse comme dans l'opinion. La destruction a des conséquences juridiques, mais aussi politiques. La CIA n'a pas respecté l'ordonnance qui lui enjoignait de conserver tous les documents relatifs au traitement des détenus. On peut parler de délit d'entrave. Le département de la Justice autorise une enquête pénale. Pour un officier de si haut rang, une inculpation criminelle est rare, et c'est une situation inédite depuis vingt ans. L'affaire est confiée au procureur spécial John Durham, qui est parvenu à faire traîner le dossier Ice Man jusqu'à ce que les faits soient prescrits. Est-ce un hasard ? Durham étire ses investigations. Trois ans passent. Son rapport secret conclut que Rodriguez n'était pas légalement autorisé à détruire les cassettes, mais que le département de la Justice ne l'était pas plus à le poursuivre.

Quatre ans après que l'affaire a éclaté, en décembre 2011, Mike Morell, alors directeur adjoint de la CIA, prend sur lui de rendre un jugement. En détruisant les cassettes, Rodriguez a défié, outre Goss, le DNI, les conseils juridiques de la Maison Blanche et de l'Agence, l'inspecteur général de la CIA… C'est beaucoup. Cette insubordination ne peut rester impunie, décrète Morell.

Rodriguez reçoit, par courrier confidentiel, un avertissement. « Les conséquences pratiques sont nulles », dit-il crânement. Et si la CIA lui transmet une copie, il la fera encadrer.

C'était un zélote, fier de l'être, et pour cette raison, profondément admiré de ses officiers. Mais il avait enfreint les règles, et là était le danger. Hayden l'avait concédé, « les actions clandestines de la CIA sont toujours sur le fil. Elles se situent toujours dans une zone grise – du point de vue éthique, légal et opérationnel. Elles sont toujours aux extrêmes limites des prérogatives de l'exécutif ». L'avertissement adressé par Morell pouvait

passer pour un désaveu sans gravité, mais il établissait clairement que Rodriguez avait outrepassé les limites, et qu'il avait compromis la CIA et la Maison Blanche. Le document laissait entendre que personne, hormis Bush lui-même, n'avait une telle responsabilité dans les abus qui, au nom de la guerre contre le terrorisme, avaient entaché l'image des États-Unis. Et cette tache, Rodriguez la portait comme une médaille.

« Un adversaire rusé, plein de ressources et calculateur »

« L'action clandestine la plus fructueuse du temps où j'étais directeur n'est connue de personne. » Ainsi parle Hayden une fois à la retraite, faisant probablement allusion à l'assassinat d'Imad Moughniyeh, le chef militaire du Hezbollah, dans les rues de Damas, la nuit du 12 février 2008. Pour Hayden, cette opération est un double triomphe. La CIA a tué le terroriste le plus recherché après Ben Laden, et son rôle est resté secret. On professe volontiers au service clandestin que les plus grands succès passent inaperçus. « S'ils sont connus, insiste Hayden, ce ne sont pas des succès. »

Moughniyeh avait tué plus d'officiers de la CIA que personne. Au Liban, dans les années 1980, il avait assassiné, avec ses alliés et des camions piégés, plus de 200 soldats américains. Il avait fait sauter l'ambassade américaine et tué 63 personnes – dont 8 membres de la CIA, parmi lesquels le chef de poste et l'analyste en chef pour le Moyen-Orient, l'attentat le plus meurtrier de toute l'histoire de l'Agence – puis il avait enlevé le nouveau chef de poste à Beyrouth, qui était mort en captivité. Son goût pour la prise d'otages au Liban avait conduit le président Reagan à tenter de racheter les captifs en vendant des armes aux Gardiens de la révolution iraniens, parrains militaires et financiers du Hezbollah, déclenchant le pire scandale qu'ait connu la Maison Blanche depuis le

Watergate. Il avait été accusé du piratage du vol 847 de la Trans World Airlines (TWA) peu après son décollage d'Athènes et du meurtre du plongeur de la marine qui se trouvait à bord. En 1986, un rapport de l'Agence le décrivait ainsi : « Un adversaire rusé, plein de ressources, froidement calculateur, pour qui n'importe quel acte de violence […] est virtuellement permis. » Parmi les crimes qu'il perpétra ensuite, les attentats à la bombe contre l'ambassade d'Israël en Argentine et contre l'Association mutuelle israélite argentine qui tuèrent 114 personnes dans les années 1990 ainsi qu'une multitude d'attentats terroristes en Israël.

Au XXIe siècle, le Hezbollah est passé de groupe terroriste beyrouthin à la position d'État dans l'État libanais. Sa branche paramilitaire, conduite par Moughniyeh, est devenue plus puissante que l'armée libanaise elle-même. Ses objectifs sont les mêmes que ceux de l'Iran : la destruction de l'État d'Israël. Moughniyeh mettait en œuvre pour se cacher des moyens extraordinaires. Son nom de guerre était Abou Dokhan, « Père de la fumée ». Les services de renseignement israéliens avaient tenté de le localiser pendant vingt-cinq ans. En septembre 2007, ils le trouvèrent.

Meir Dagan, le chef du Mossad, confie à Hayden que les espions israéliens, en interceptant des conversations entre le Hezbollah et la Force Al-Qods, ont repéré Moughniyeh à Damas. Le Mossad n'y a pas de poste. Mais la CIA en a un. Et Tom Sylvester, parti de Damas presque un an plus tôt pour prendre la tête du groupe Irak au centre de lutte contre le terrorisme, a laissé derrière lui un réseau modeste mais résilient d'agents syriens, de caches et de lieux sûrs et de communications clandestines pour son successeur.

Dagan propose à Hayden une collaboration de leurs deux services pour assassiner Moughniyeh. Le mot « assassinat » est lourd de sens à la CIA : depuis que les présidents Eisenhower et Kennedy ont tacitement proposé le meurtre de Fidel Castro, c'est une bombe juridique, morale et éthique[1]. « L'Agence n'a jamais assassiné personne, jamais, affirme Richard Helms

en 1988. J'étais là le jour où elle a ouvert ses portes et jusqu'en 1973, quand je l'ai quittée, et je sais que l'Agence n'a jamais tué personne, *personne* » (quoique pour ce qui concerne Castro, ce ne fût pas faute d'avoir essayé.) Mais les Israéliens ont assassiné des centaines de leurs ennemis dans la seconde moitié du XX^{e} siècle, et des centaines encore depuis le début de la seconde Intifada, en 2000. Ces assassinats sont devenus une routine et les États-Unis, non moins routinièrement, les condamnent. « Le gouvernement des États-Unis est très clairement opposé, aujourd'hui comme hier, aux assassinats ciblés, affirmait Martin Indyk, ambassadeur d'Israël, en juillet 2001. Ce sont des exécutions extrajudiciaires, et nous n'appuyons pas cela. » Cet été-là, tandis que le débat sur l'opportunité d'armer les drones Predator avec des missiles Hellfire s'emparait de la communauté américaine du renseignement, George Tenet affirmait que le directeur de la CIA commettrait « une erreur terrible » en utilisant une arme aussi meurtrière. Il faudrait lui passer sur le corps pour qu'arrive une chose pareille. L'équation morale a bien changé.

Moughniyeh est responsable du meurtre et de la mutilation de centaines, voire de milliers, de soldats et de civils en Irak. Depuis les premiers mois de l'occupation américaine, il a supervisé pour le Hezbollah l'entraînement et l'armement des candidats à l'attentat suicide et des combattants étrangers passés par la Syrie. C'est ce qui permet à la CIA de plaider la légalité de son assassinat, au nom du principe d'autodéfense anticipée – le tuer avant qu'il ne nous tue –, qui serait implicite dans le droit des conflits armés. Hayden demande à Bush son accord, qu'il donne sans tarder, à condition toutefois que personne, hormis Moughniyeh, ne soit tué. C'est ajouter à un projet déjà délicat une difficulté supplémentaire.

La décision de tuer prend forme entre novembre 2007 et janvier 2008. « Une opération qui engage plusieurs forces, gigantesque, avec des moyens délirants concédés par les deux pays – à ma connaissance, plus qu'on n'a jamais investi pour tuer quelqu'un », dévoile un commandant du Mossad au

journaliste israélien Ronen Bergman. Au siège de la CIA, seuls quelques officiers savent. Hayden et Kappes coordonnent le travail de trois hommes : le nouveau chef du service clandestin, Mike Sulick, revenu deux ans après que Goss l'a chassé, le chef du centre antiterroriste, Mike D'Andrea, et le chef de la division Proche-Orient, Mike Walker, qui connaît bien la question de l'action létale clandestine, puisqu'il était le numéro deux de la division des activités spéciales quand les pirates de l'air ont frappé New York et le Pentagone, le 11 septembre 2001.

Les officiers de la CIA et leurs agents à Damas, travaillant en étroite collaboration avec le Mossad, ont tissé autour de Moughniyeh un étroit filet de surveillance, l'ont suivi tandis qu'il passait des bureaux du renseignement syrien aux caches et lieux sûrs où l'entraînaient ses missions. Ils ont découvert, à leur grand plaisir, que lors de fréquents rendez-vous avec trois femmes damascènes, il se passait de ses gardes du corps, conduisant seul une Mitsubishi Pajero gris métallisé, qu'il garait dans un parking et laissait sans surveillance. Il leur est apparu possible d'installer une charge explosive dans la roue de secours placée à l'arrière du SUV. Les paramilitaires et les officiers du service technique de la CIA ont testé des prototypes au camp d'entraînement à la lutte antiterroriste dont dispose l'Agence à Harvey Point, en Caroline du Nord, sur 600 hectares de terres marécageuses au fond de la baie d'Albermarle, où le pirate Barbe Noire faisait autrefois la loi. L'arme du crime arrive à l'ambassade des États-Unis à Damas par la valise diplomatique.

Moughniyeh est pulvérisé en plein centre du quartier le mieux gardé de Damas. En bas de la rue, les vitres d'un bureau des renseignements syriens sont soufflées par l'explosion. Le Hezbollah accuse spontanément Israël de l'attentat – et la Syrie de l'avoir permis. « Pensez un peu à ce que ça faisait aux Syriens, exulte Dagan, pensez à ce que ça faisait à Assad, au Hezbollah, quand ils ont compris que même à Damas, ils n'étaient pas en sécurité. » Pendant sept ans, le rôle de la CIA dans cette affaire est resté secret puis, en

2015, des journalistes ont reconstitué les faits. L'Agence, on le comprend, ne les a jamais reconnus. Utiliser une voiture piégée, c'est-à-dire une arme de terroriste, pour assassiner un homme – un terroriste – qui s'est lui-même maintes fois servi de cette arme, peut représenter une sorte de justice symbolique, mais c'est aussi, pour paraphraser Hayden, s'aventurer très loin au-delà des limites du pouvoir présidentiel. C'est franchir un seuil. Et c'est la loi qui détermine un tel seuil. Et il n'est plus possible de revenir en arrière.

Encouragé par l'opération, Hayden dit avoir « poussé, poussé et poussé » le président, tout au long du printemps 2008, à fléchir les règles qui encadraient les assassinats ciblés. Jusque-là, les frappes des drones Predator de la CIA avaient été peu nombreuses et espacées – quatorze au cours des quatre dernières années ; certaines, mal conçues, avaient manqué leur cible, tué des civils, et la colère grondait dans le peuple contre l'Amérique. Mais, affirmait Hayden, la CIA et l'Agence de sécurité nationale avaient désormais la capacité de rassembler renseignement humain et surveillance électronique pour désigner au feu des armes des cibles d'une extrême précision. La montée en puissance des chaînes de montage des drones offrait à la CIA une flotte d'aéronefs sans pilote pour surveiller des jours durant les camps d'entraînement des terroristes.

« Cette vue persistante, comme le regard de Dieu, qui ne cillait jamais, nous a donné une certaine confiance », explique Hayden. Armé de cet œil de Dieu, il revendique de pouvoir décider unilatéralement de l'opportunité de tirer des missiles sur une cible. « C'était faire preuve, consciemment, d'une agressivité renforcée, parce que nous pensions que s'ouvrait un espace politique et que la situation politique, tant à Washington qu'au Pakistan nous était favorable », poursuit-il. Musharraf risquait la destitution et relâchait son emprise sur le pouvoir ; son probable successeur serait plus conciliant avec la CIA. Le mandat de Bush expirait dans sept mois. Presque sept ans avaient passé depuis que Cofer Black avait promis à Bush de lui

ramener la tête de Ben Laden sur une pique. C'était la dernière chance d'attaquer le refuge d'où le Saoudien exerçait son pouvoir avant que Bush ne déménageât de la Maison Blanche.

« Qu'est-ce que nous ne comprenons pas ? »

En juin, on savait que le prochain président des États-Unis serait John McCain, sénateur de l'Arizona, ou bien Barack Obama, sénateur de l'Illinois. Ni l'un ni l'autre ne plaisaient vraiment à Hayden, quoiqu'il pensât que « McCain aurait une influence plus perturbatrice sur la façon dont l'Amérique produisait du renseignement ». McCain, dont l'irascibilité n'était plus à démontrer, s'était plus d'une fois heurté à lui et sans discontinuer à Bush, depuis que les deux hommes s'étaient disputé la candidature du parti républicain, en 2000[2]. Fils et petit-fils d'amiral, il considérait la CIA comme un service de second ordre, dont la mission est avant tout de soutenir l'armée. Dans la fièvre des élections de 2004, alors que l'aile droite des républicains accusait les analystes de laisser fuiter des renseignements afin de saboter la candidature de Bush, McCain voyait dans la CIA « une organisation non seulement dysfonctionnelle mais factieuse ». Accusation fausse – les officiers de la CIA étaient scrupuleusement respectueux des ordres présidentiels –, mais empoisonnée.

Les candidats condamnaient tous deux l'usage de la torture sur les prisonniers, et c'était ce qui inquiétait vraiment Hayden. La seule mention du mot « torture » le mettait en rage. Il répétait que les États-Unis n'avaient torturé personne. Dire le contraire, c'était condamner la CIA pour avoir exécuté les ordres du président. Mais McCain avait suffisamment d'autorité morale pour se le permettre ; cinq ans prisonnier de guerre au Vietnam, il avait lui-même été torturé. Il voulait fermer les sites noirs et Guantánamo,

et convaincre les interrogateurs de la CIA de se plier aux règles en vigueur dans l'armée, qui interdisaient les brutalités lors des interrogatoires. Obama était parfaitement d'accord. Les avocats de la CIA craignaient que le prochain président ne cherchât à faire poursuivre par la justice les officiers responsables des remises extrajudiciaires, des détentions et des interrogatoires. Rizzo pressait Hayden de demander à Bush des amnisties préemptives pour tous ceux qui étaient concernés, mais le directeur redoutait que l'opinion vît là un aveu implicite de culpabilité, politiquement dévastateur.

Hayden n'aimait pas McCain et se méfiait d'Obama, candidat le plus à gauche qu'on eût jamais vu pour une élection présidentielle, et qui était un néophyte en matière de sécurité nationale. Obama lui avait pourtant laissé entrevoir un rayon d'espoir. Des mois avant le lancement de la campagne des primaires, devant un parterre de sommités des affaires étrangères, le sénateur de l'Illinois avait prononcé un discours étonnamment ferme sur la sécurité nationale :

> Al-Qaïda dispose au Pakistan d'un sanctuaire. […] Si je suis élu président, je poserai des conditions aux centaines de millions de dollars d'aide militaire que le Pakistan reçoit des États-Unis, et je les exposerai très clairement : le Pakistan doit faire des progrès substantiels dans la fermeture des camps d'entraînement, dans l'expulsion des combattants étrangers, dans l'interdiction aux talibans d'utiliser [les zones tribales] comme base arrière pour lancer leurs attaques en Afghanistan.
>
> Je comprends que le président Musharraf a ses propres difficultés. Mais je veux que ce soit clair. Il y a dans ces montagnes des terroristes qui ont assassiné 3 000 Américains. Et ils ourdissent de nouveaux attentats […]. Si nous disposons de renseignements exploitables sur des cibles terroristes d'intérêt primordial et si le président Musharraf n'agit pas, nous agirons.

Ces engagements laissaient présager une politique beaucoup plus ferme que toutes les actions jusque-là entreprises par Bush. Ils créaient l'espace politique dans lequel s'engouffra Hayden pour persuader le président de réaliser lui-même – *legacy* oblige – ce qu'Obama avait promis. Hayden voulait intensifier la guerre de la CIA au Pakistan – et contraindre le prochain président à la poursuivre. Il convainquit Bush de réunir le Conseil de sécurité nationale afin d'entendre l'argument de la CIA en faveur d'une initiative d'ampleur.

Le 28 juillet, Bush, Cheney, Gates, Rice, Hadley, Hayden et Kappes se retrouvent dans le salon Ovale Jaune de la résidence exécutive – le lieu a été choisi pour donner autant que possible à la réunion un caractère informel. Tous ont lu dans une nouvelle estimation du renseignement national que la CIA n'était pas parvenue à empêcher la résurgence d'Al-Qaïda au Pakistan, devenu l'épicentre de la menace terroriste contre l'Amérique. Hayden et Kappes plaident vigoureusement leur cause.

Al-Qaïda, en effet, a fusionné avec les talibans. Frank Archibald, chef de poste à Islamabad, a confirmé que des officiers de haut rang du renseignement pakistanais ont mis à disposition des terroristes un certain nombre de lieux sûrs où ils ont pu, en toute tranquillité, organiser des réunions, recruter et comploter. Hayden est à peu près certain que Ben Laden et ses lieutenants s'apprêtent à frapper une nouvelle fois l'Amérique. Ils sont une « menace pour la sécurité intérieure » et ils avancent. Le directeur de la CIA sonne l'alarme : « Sachant ce que nous savons, nous aurons du mal à expliquer notre inaction quand surviendra le prochain attentat. »

Bush a entendu des centaines d'alertes de cette sorte depuis le 11-Septembre. Mais que les terroristes installés au Pakistan franchissent tous les jours la frontière pour commettre une dizaine d'attentats quotidiens en Afghanistan qui tuent et mutilent ses troupes, c'en est trop : « Ces fils de pute tuent des Américains. J'en ai assez. » Il décide de lâcher les drones.

« Le président a consenti une plus grande autorité à la CIA, pour qu'elle en fasse plus, avec un peu plus de marges de manœuvre, et un peu plus de discrétion », résume Hayden. La litote est parlante : le gouvernement américain n'a jamais reconnu que la CIA avait procédé avec les drones à des frappes létales.

Hayden et D'Andrea font immédiatement pleuvoir les missiles Hellfire et dressent les plans d'une attaque des bases terroristes au Pakistan par les officiers paramilitaires de la CIA et les forces d'opérations spéciales. Ils peuvent dorénavant tuer des personnes raisonnablement suspectées d'être des terroristes, sans devoir fournir la preuve irréfutable qu'elles menacent l'Amérique et ses alliés. Ils sont dispensés d'en alerter l'ISI, dont les officiers préviennent trop fréquemment les suspects qu'ils sont dans le collimateur de la CIA. Les attaques de drones vont s'avérer un moyen tactique efficace, sans toutefois suffire à bâtir une stratégie antiterroriste cohérente. La puissance aérienne ne vaincra pas Al-Qaïda. Seul le renseignement en a la capacité.

Les frappes de drones s'intensifient désormais, à un rythme furieux : vingt-huit attaques au cours des cinq derniers mois de l'année 2008, soit deux fois plus que durant les quatre années précédentes. La conséquence, explique Hayden, est « une hausse spectaculaire de la fréquence des décès au sein des hauts responsables d'Al-Qaïda. » L'organisation réplique avec un camion-benne rempli d'explosifs qu'elle fait sauter le 20 septembre dans l'allée de l'hôtel Marriott à Islamabad, tuant cinquante-quatre personnes, dont un cryptanalyste de la CIA. Ni la CIA, ni l'Américain moyen n'ont compris « le ressentiment créé par l'utilisation […] des frappes sans pilote », analyse des années plus tard le général McChrystal. Ces frappes « sont viscéralement honnies, même par ceux qui n'en ont jamais vu une ou n'en ont jamais vu les effets ».

Les attaques de la CIA tuent en 2008 des dizaines de civils, nonobstant leur précision chirurgicale revendiquée par Hayden. Il faut plus de deux ans

pour que s’améliore la qualité des renseignements guidant les drones et que diminue le nombre de victimes civiles. Les opérations militaires et antiterroristes en Afghanistan, quant à elles, abattent chaque année des centaines de victimes innocentes. « Qu’est-ce que nous ne comprenons pas ? demande McChrystal à ses collègues. Nous allons perdre cette putain de guerre si nous ne cessons pas de tuer des civils. »

Le 26 septembre, Obama et McCain s’affrontent lors du premier débat télévisé des candidats après les primaires. La conduite de la CIA est un sujet brûlant. « Nous avons beaucoup de progrès à faire en ce qui concerne nos services de renseignement, concède McCain, nous devons améliorer notre travail de renseignement humain, et nous devons nous assurer que nous avons des gens formés aux interrogatoires, de sorte que plus jamais un prisonnier ne soit torturé. Nous devons nous assurer que nos capacités technologiques et de renseignement se renforcent. »

Obama rappelle rapidement que c’est un fiasco du renseignement qui a conduit les États-Unis à la désastreuse aventure de l’invasion et de l’occupation de l’Irak, une guerre à laquelle il s’est depuis le début opposé. Puis il évoque les sites noirs : « Il est important pour nous de comprendre que la façon dont nous sommes perçus dans le monde va faire une différence pour ce qui concerne notre capacité à obtenir des coopérations et à éradiquer le terrorisme. Mais en raison de certaines fautes qui ont été commises – et sur la question de la torture, je remercie sincèrement le sénateur McCain d’avoir montré que c’était une menace sur notre sécurité à long terme –, en raison de tout cela, nous allons avoir, je le crois, beaucoup de travail. »

À mesure qu’approche le scrutin, Bush devient l’un des présidents les plus vilipendés de l’histoire américaine. Sa cote de popularité dans les sondages est pire que celle de Nixon en plein scandale du Watergate. Son successeur héritera de trois guerres déclarées – Irak, Afghanistan, guerre

contre le terrorisme – sans aucune perspective de victoire et, par-dessus le marché, d'une crise économique suraiguë.

Dans son second discours d'investiture, Bush avait mis la liberté à l'ordre du jour, jurant que ses guerres allaient « aider au développement des institutions démocratiques dans toutes les nations et dans toutes les cultures et se fixaient comme but de mettre un terme à la tyrannie dans le monde ». Il était parvenu au résultat opposé. Les terroristes avaient répandu leurs idées sur toute la planète, et Bush s'était montré incapable de diffuser les siennes. Si Al-Qaïda avait perpétré les attentats du 11 septembre 2001, c'est parce qu'il avait refusé de prêter l'oreille aux mises en garde de la CIA ; sa croisade idéologique avait échoué parce qu'au nom de la sécurité nationale, il avait cautionné la torture.

En utilisant la CIA comme instrument de son pouvoir, il avait abîmé l'image de l'Amérique dans le monde. Les techniques brutales qu'il avait autorisées « non seulement avaient manqué leur but – garantir l'obtention de renseignement opérationnel afin d'empêcher de futurs attentats contre les États-Unis et nos alliés –, mais avaient finalement porté atteinte à nos intérêts et à notre sécurité, ainsi qu'à notre réputation de force du bien dans le monde, résume McCain à la fin de sa vie. Elles ont sali notre honneur national, fait beaucoup de mal et permis peu de bien ». Tel était l'héritage laissé par Bush – sa *legacy* – au prochain président des États-Unis.

1. Un décret signé de Ronald Reagan dispose en 1981 : « Aucune personne employée par le gouvernement des États-Unis ou agissant au nom du gouvernement des États-Unis ne devra participer à un assassinat ou concourir à sa participation. » Mais en 1984 et 1985, Reagan renverse cette disposition en apposant sa signature sur des mémorandums de notification – en réaction directe aux massacres commis par Moughniyeh à Beyrouth – qui déclarent légaux les assassinats à condition qu'ils soient commis « en toute bonne foi et au titre d'une opération approuvée ». Les commissions du renseignement du Congrès en ont vent et contraignent la Maison Blanche à supprimer l'exception de la « bonne foi » en 1986. Le mémorandum de notification signé en 1998 par Clinton contre Ben Laden tenait que tuer un individu constituant une menace immédiate pour les États-Unis était un acte d'autodéfense et non un assassinat. Après le 11-Septembre, le président Bush a signé d'autres mémorandums de notification qui

écornent encore un peu plus le tabou des assassinats ciblés. Si la CIA ne peut assassiner un chef d'État, elle peut en revanche, sur ordre du président, tuer un commandant militaire du Hezbollah.

2. Au cours de la campagne de 2000, l'équipe Bush n'avait pas hésité à calomnier McCain, accusé, entre autres, d'être un homosexuel refoulé, d'être le père d'un enfant adultérin noir et le mari psychiquement instable d'une toxicomane.

16

Pas de moyen terme

Le 4 novembre 2008, Barack Obama est élu à la présidence des États-Unis avec presque 10 millions de voix d'avance. Il déclare sa victoire juste avant minuit. Des manifestations de liesse explosent dans les rues du pays et du monde. « Le changement est venu en Amérique », lance-t-il.

Au discret étonnement de ses dirigeants, la CIA ressent peu ce changement. « Ses gens nous ont signalé, en partie je pense pour tenter de nous rassurer, qu'ils n'allaient pas démanteler le château, et qu'ils seraient aussi durs, sinon plus que les gens de Bush, se souvient John Rizzo, chargé de mettre au courant l'équipe Obama sur les questions de sécurité nationale. Ils nous ont très tôt fait savoir que le prochain président croyait en la poursuite d'une action vigoureuse et offensive dans la lutte antiterroriste. » Quoique la prudence fût de mise : « Ce n'est qu'avec le nom du directeur que le cap de l'Agence commencera à se dessiner. »

John Brennan, qui a vingt-cinq ans d'ancienneté à l'Agence et a été l'un des plus proches collaborateurs de Tenet, a répondu aux demandes de conseils de la campagne Obama sur les questions antiterroristes et reçu en retour le portefeuille du renseignement pour la transition. Le 10 novembre, il est agréablement surpris par une invitation à une conversation en tête à tête avec Obama, qui se déroule à Chicago. Les sites noirs et les

interrogatoires cruels n'auraient jamais dû exister, affirme Brennan au président élu, et la perte de vies innocentes sous les frappes des drones doit aussi cesser. Trois jours plus tard, Obama l'appelle à Washington et lui annonce qu'il souhaite le voir diriger la CIA. Brennan tombe des nues. Il est ravi. Mais au bout d'une semaine, après que la nouvelle s'est ébruitée, la nomination semble de plus en plus improbable. Certains élus et nombre d'experts et d'éditorialistes estiment que Brennan est coupable de s'être associé au programme de tortures, un terme qu'il a toujours refusé d'employer. S'il s'est personnellement opposé à la pratique de la torture, il n'a jamais eu le courage d'aborder la question publiquement quand il en a eu l'opportunité. Il devient rapidement évident que le Sénat ne confirmera personne qu'on puisse, de près ou de loin, associer au cycle secret remise extrajudiciaire-détention-interrogatoire. Le 25 novembre, Brennan se retire.

« Tout cela a été mis sur la place publique et, croyez-moi, c'était assez dégueulasse », se souvient Hayden. Le lendemain, il reçoit Brennan au siège de la CIA pour une réunion de travail avec l'équipe de transition : « Je suis désolé, John. Je sais ce que vous ressentez. » Les bons jours, Brennan pouvait être brusque. Or, c'est un mauvais jour : « Avec tout le respect que je vous dois, Mike, aboie-t-il, vous ne pouvez pas le savoir ! » « Va te faire foutre, John », pense en lui-même le directeur, qui compte en silence jusqu'à dix. Il était déjà furieux quand Brennan est entré. Il avait pensé qu'on lui demanderait de rester – comme Bush en avait fait la recommandation à Obama, qui par ailleurs maintenait Gates à la Défense – mais il n'avait pas pu obtenir d'audience auprès du président élu.

Pour ce qui concernait la CIA, Obama se hâtait désormais lentement. Trente-deux heures après la fermeture des bureaux de vote, il avait eu un premier aperçu de la réunion quotidienne d'information du président, le President's Daily Brief[1]. Mike Morell, dorénavant chef de l'analyse du renseignement à la CIA, et deux collaborateurs rencontrèrent presque chaque jour Obama durant les onze semaines de transition. « Il était brillant

et intensément attentif, se souvient Morell. Il allait tout de suite au vif des sujets et posait les bonnes questions. » Mais le PDB présenté au président élu n'a jamais abordé les opérations clandestines, les plus secrètes missions de la CIA. C'est Hayden qui s'en charge et introduit à ce monde interlope Obama et Joe Biden, le vice-président élu, le 9 décembre, cinq semaines après les élections. Ils ont prévu de se retrouver dans les bureaux du FBI à Chicago, mais la police fédérale est inquiète : elle vient d'arrêter le gouverneur de l'Illinois – chargé de pourvoir au remplacement du sénateur appelé à la Maison Blanche –, qui a tenté de vendre au plus offrant le siège laissé vacant par Obama.

Au travers d'une table encombrée, dans une salle de conférences sécurisées à la hâte, Hayden déballe quatorze des principaux programmes d'action clandestine. Du contenu de sa serviette, il sort des opérations létales de lutte contre le terrorisme dans quelque soixante pays, au Moyen-Orient, en Asie du Sud, en Afrique ; des assassinats ciblés opérés par des frappes de drone et des raids paramilitaires au Pakistan et en Afghanistan ; des expéditions létales contre les combattants étrangers en Irak ; des opérations de contre-prolifération destinées à entraver le fonctionnement des laboratoires d'armement nucléaire en Iran et en Corée du Nord ; des campagnes anti-stupéfiants contre les cartels de la cocaïne et des enveloppes de centaines de millions de dollars pour les services de renseignement de pays du Moyen-Orient et de l'ancienne Union soviétique, sans oublier quelques dirigeants politiques, chefs espions et ministres étrangers.

Obama ne pose guère de questions, « absorbant les choses sans donner beaucoup de signes visibles de réaction », mais Biden en pose beaucoup. « Le vice-président élu était fidèle à sa prolixité, aussi, l'une de mes principales difficultés était d'amener les deux hommes en même temps au bas de chaque page », rapporte Hayden. Le plus difficile, toutefois, et de

loin, était de faire accepter la triade empoisonnée : remise extrajudiciaire-détention-interrogatoire. Il fait de son mieux. En vain.

« Votre boulot est de restaurer la crédibilité de la CIA »

Le Nouvel An est venu. Obama n'a toujours pas fait son choix pour remplacer Hayden à la CIA. Son tout nouveau chef de cabinet, le député de l'Illinois Rahm Emanuel, a une idée de génie : et si nous demandions à Leon Panetta ? Les deux hommes ont travaillé ensemble, du temps de l'administration Clinton, dans l'aile ouest de la Maison Blanche. Panetta était alors lui-même chef de cabinet, tandis que Rahm Emanuel était conseiller spécial. Panetta avait en outre été directeur du budget, ce qui lui donnait une excellente connaissance de la taille des services de renseignement et de leur coût. Plus précieux encore, il avait été député durant huit mandats, et pourrait peut-être renouer la relation de confiance rompue entre le Congrès et la CIA. Panetta vient de publier, dans un vénérable magazine culturel où l'on discute volontiers des affaires publiques, un court essai qui pose la question : « Comment les défenseurs de la dignité humaine et des droits individuels que nous étions se sont-ils transformés en une nation de tortionnaires en chambre ? » Voici comment il répond :

> En un mot : la peur. La peur aveugle. Elle est haineuse, vengeresse. Elle permet que la fin justifie les moyens […]. Ceux qui soutiennent la torture croient peut-être que nous pouvons maltraiter les captifs dans certaines circonstances particulières et demeurer fidèles à nos valeurs. Mais c'est un faux compromis. Soit nous croyons en la dignité de l'individu, en l'État de droit et en la prohibition des traitements dégradants et des sentences

> barbares, soit nous n'y croyons pas. Il n'y a pas de moyen terme. Nous ne pouvons ni ne devons utiliser la torture, quelles que soient les circonstances. Nous valons mieux que cela.

Pour Panetta directeur de la CIA, l'idée est contre-intuitive – « complètement perchée », dira-t-il quinze ans plus tard. Et c'est un choc pour Mike Hayden, scandalisé d'être jeté dehors pour un « *goombah*[2] de Rahm Emanuel », mot qu'il crache en apprenant la nouvelle sur Internet. « Pour la plupart d'entre nous, Panetta était un choix surprenant, assure Rizzo. On ne lui connaissait ni intérêt ni expertise en matière de sécurité nationale. Et bien sûr, c'était un politique. » Pourtant, poursuit Rizzo, qui a connu, en trente-trois ans de maison, pas moins de dix directeurs : « Je crois qu'il est devenu le directeur le plus efficace pour qui j'ai travaillé. » « Panetta avait, dit Gates, une meilleure connaissance des réalités politiques de Washington qu'aucun de ses interlocuteurs autour de la table, Obama et Biden compris. Leon était fin, et il était ferme. […] Et surtout, il connaissait le Congrès – une connaissance qui faisait depuis longtemps défaut à la CIA. » Panetta entretenait des liens d'amitié avec Gates, qui demeurait secrétaire à la Défense, et avec Hillary Clinton, solide rivale d'Obama durant la campagne des primaires et dont il avait fait sa secrétaire d'État. Il n'était en revanche nullement lié à l'Agence ni à son histoire.

Panetta rapporte que lorsqu'Obama lui propose le poste, le 4 janvier 2004, il l'assortit d'une exigence : « Votre boulot, lui dit le président, est de restaurer la crédibilité de la CIA. » Mais le premier point à l'ordre du jour du nouveau directeur est d'asseoir sa crédibilité au sein de l'Agence. Il consulte tous les anciens directeurs, s'entretient surtout avec Gates et avec George Bush père, qui lui conseille d'écouter les vieux briscards et d'apprendre à leurs côtés. Au quartier général de la transition, il partage un espace exigu avec Brennan, qui accepte un prix de consolation : adjoint du conseiller à la sécurité nationale pour les questions d'antiterrorisme et de sécurité intérieure. Au cours de bons dîners et autour d'un verre de bon vin

rouge, Brennan instruit Panetta. Retenez au siège le haut commandement, conseille Brennan, et auprès de ses membres vous apprendrez la culture de l'Agence. Comprenez que la guerre contre le terrorisme est votre priorité absolue. Panetta l'écoute. Il garde Steve Kappes comme directeur adjoint et Mike Sulick, comme chef du service clandestin.

Le 13 février, c'est Kappes qui l'investit au septième étage. À l'image de sa personnalité d'iconoclaste urbain, il apporte son propre mug à café pour les réunions du matin (siglé CIA – California-Italian-American), dont il étend le cercle pour y inclure les divisions de l'Agence. « J'ai besoin que vous soyez honnêtes avec moi, dit-il à ses officiers. Ce dont je ne veux à aucun prix, c'est que quelque chose soit avalé dans les entrailles de cette maison et que je n'en sois pas tenu au courant. » Il est encore un béotien. On ne lui parle des opérations létales qu'après son investiture. Quand Hayden lui a dit qu'il allait devenir le commandant au combat de la guerre contre le terrorisme, il a pensé : « Bon sang, de quoi me parlez-vous ? » C'était de la guerre par drone, au Pakistan et en Afghanistan, que parlait Hayden.

« Je n'avais absolument pas été tenu au courant de tout cela », se souvient Panetta. Il découvre alors qu'il va s'inscrire dans une chaîne homicide qui va de Mike D'Andrea, au centre antiterroriste, jusqu'au bureau Ovale, en passant par le septième étage. Il rend immédiatement visite à D'Andrea, converti à la foi musulmane, qui a dans son bureau un tapis de prière : « On aurait pu penser qu'un type comme Mike aurait eu la gâchette facile, mais c'était avant tout un professionnel qui ne m'a jamais mené en bateau. Il était dévoué à sa mission, absolument concentré. S'il commettait une erreur, il l'admettrait. »

Des erreurs, il y en eut des centaines, si l'on considère que les morts civiles sont des conséquences contingentes. Le troisième jour de son mandat, Obama autorise deux frappes de drones contre des camps d'entraînement au Waziristan. Cinq terroristes d'Al-Qaïda sont tués – et

l’on estime que vingt civils sont morts. Au cours des huit ans qui vont suivre, Obama ordonne 540 frappes supplémentaires, soit dix fois plus que Bush en a lancé, 80 % sur le Pakistan, le reste sur le Yémen et la Somalie. Ces frappes tuent, selon le très sérieux et impartial Council of Foreign Relations, 3 797 personnes, dont 324 civils. Pressé par D’Andrea, Panetta réquisitionne de nouvelles flottes de drones Predator et met en service un nouvel engin, plus sophistiqué, le Reaper, sachant parfaitement que les assassinats ciblés, à eux seuls, ne parviendront pas à vaincre Al-Qaïda. À la Maison Blanche, Brennan est l’officier responsable des opérations létales hors les zones de guerre d’Afghanistan et d’Irak. Il montre au président chaque proposition de frappe. Obama donne personnellement son accord pour chaque frappe de drone, après mûre réflexion et délibération, au terme, souvent, de réunions hebdomadaires à la Maison Blanche, bientôt baptisées les « jeudis de la terreur ». La férocité et la fréquence des attaques – plus d’une par semaine en 2009, deux frappes hebdomadaires en 2010 – surprennent et satisfont Hayden.

> Incroyable continuité entre les 43e et 44e présidents, malgré les discours de la campagne de 2008, note-t-il. Je remercie Dieu pour cela, c’est une bénédiction. J’ai pourtant quelques reproches. Nous ne détenons plus personne, nous avons mis de côté les interrogatoires. Comment interrogerions-nous quiconque ? Nous ne capturons plus personne.

Obama avait, pour la guerre aérienne de la CIA, de bonnes raisons qu’il n’a jamais exprimées en public. Al-Qaïda était une menace existentielle. Il avait fermé les prisons secrètes, par principe et parce que c’était la loi. Plutôt que d’incarcérer les ennemis de l’Amérique, il avait choisi de les incinérer. Le calcul n’était pour lui pas très compliqué. Il s’agissait de tuer des individus avant d’être tué. Et la méthode avait l’avantage de protéger le

président des soupçons de son flanc droit qui craignait qu'il n'ait le cœur trop faible pour commander la guerre contre Al-Qaïda.

Le 20 avril, Obama se rend au siège. Il s'entretient d'abord avec Kappes, puis avec quelques dizaines d'officiers et d'analystes dans une salle de conférences du septième étage, avant de prononcer un discours dans le hall. Il sait que ses initiatives récentes – rejet de la torture, révélation des notes juridiques de Bush qui la justifiait et fermeture des sites noirs – ont irrité. Un officier, une femme, la voix mal assurée, lui demande s'il comprend sa mission à elle : « Al-Qaïda est dangereuse. Nous ne devons pas relâcher nos efforts. » Dans le tremblement de sa voix, il y a une autre question, implicite : le président partage-t-il son engagement à elle ? « Je comprends », dit Obama. Il va devoir le prouver.

Deux semaines plus tard, Obama convoque son équipe de sécurité nationale en salle de crise. En dix ans, depuis qu'Al-Qaïda a bombardé les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, en 1998, la CIA a rassemblé suffisamment de renseignements sur Ben Laden et ses adeptes pour remplir un entrepôt : transcriptions de procès, d'interrogatoires, de communications interceptées, mémoires de disques durs, données de téléphones portables, rapports d'officiers traitants et d'espions étrangers, photos de reconnaissance des caches et autres lieux sûrs, camps d'entraînement et même villes et villages dans une dizaine de pays. Mais personne ne sait où se trouve Ben Laden. Tout ce que peut conjecturer la CIA, c'est qu'il se terre quelque part dans les zones tribales, échappant à toute juridiction, au nord-ouest du Pakistan. Panetta a apporté une suite de vues PowerPoint pour les montrer au président. On y retrouve les noms des coursiers et communicants d'Al-Qaïda, dont on peut raisonnablement penser qu'ils sont en contact avec leur chef. « Si nous pouvons les trouver, dit-il, nous avons les moyens de les suivre jusqu'à Ben Laden. » Cela n'a pas l'heur de satisfaire Obama. Le 2 juin, il ordonne à la CIA de mettre au point, dans un délai de trente jours, un plan détaillé de traque.

Pour son premier déplacement à l'étranger en tant que directeur de la CIA, Panetta choisit d'aller voir John Bennett, chef de station à Islamabad[3]. Il lui promet un nouveau contingent d'officiers et d'analystes du siège, spécialisés dans l'identification des objectifs. Bennett a besoin de toute l'aide disponible. Il tente alors, parmi d'autres missions, de coordonner les opérations antiterroristes avec une ISI qui n'a rien perdu de ses habitudes de dissimulation, il fait office, avec l'ambassadeur, de contrôleur aérien dans la guerre des drones qui monte en puissance, il négocie avec le gouvernement pakistanais, passablement corrompu, et il s'efforce de trouver Ben Laden. L'entretien a lieu au poste de la CIA, qui occupe le troisième étage de l'énorme ambassade américaine, et les deux hommes s'affrontent sur ce que Bennett considère comme un micro-management intrusif du siège. La discussion s'enflamme.

— John, allez vous faire foutre, lance Panetta.

— Allez-y aussi, réplique Bennett.

Cet échange marqué par la franchise n'empêchera pas le directeur de choisir Bennett pour diriger le service clandestin.

Le 23 juin, au siège, Panetta apprend qu'à sa grande consternation, quelque chose a été avalé par les entrailles de la CIA et qu'il n'en a pas été tenu au courant : l'unité de tueurs imaginée par Ric Prado et approuvée par Cheney, quelques semaines après le 11-Septembre.

Après des mois de préparation, devant le peu d'enthousiasme de ses supérieurs à poursuivre l'aventure, Prado avait quitté la CIA en 2004 pour devenir l'un des vice-présidents de Blackwater, chargé des « programmes gouvernementaux spéciaux ». La même année, son ami Jose Rodriguez passait un accord avec la société privée de prestation de services militaires pour externaliser un projet d'entraînement et d'opérations antiterroristes. Prado recrute alors des Latinos à la peau sombre, dont le teint, pense-t-il, passera inaperçu dans les zones tribales du Pakistan et en Afghanistan. Rodriguez n'a jamais fait part de ses intentions aux commissions du

renseignement du Congrès, à qui la loi confère un droit de regard sur les actions clandestines de la CIA. Panetta suspend immédiatement le programme, se met dès le lendemain en règle avec le Congrès et, plus tard, restreint la prodigalité avec laquelle l'Agence a externalisé ses missions au profit de sociétés de sécurité et de formations paramilitaires privées. Aucune de ces initiatives n'est appréciée des hauts responsables du service clandestin.

Mais ce qui les met véritablement en colère – ainsi que le chef de cabinet de la Maison Blanche, Rahm Emanuel –, c'est la décision prise par Panetta de coopérer dans l'enquête de la commission sénatoriale sur le programme de remises extrajudiciaires, de détention et d'interrogatoires. Le directeur souhaite en effet éviter une nouvelle entrave, après la destruction par Rodriguez des cassettes vidéo qui documentaient les tortures en Thaïlande. Emanuel, petit de taille, mais doté d'une grande capacité pour les coups de gueule, s'emporte : « Le président aimerait savoir qui, nom de D…, l'y a autorisé », hurle-t-il. Obama a dit qu'il voulait regarder vers l'avenir, pas se retourner sur le passé, au motif de quoi il a rejeté les appels à la constitution d'une commission vérité pour enquêter sur la conduite de l'administration Bush dans la guerre contre le terrorisme. Panetta pense que le Congrès a le droit et le pouvoir d'enquêter sur la CIA et qu'il n'est pas, lui, habilité à s'y opposer. Il permet à l'équipe de la commission sénatoriale du renseignement de prendre connaissance de centaines de milliers de dossiers enregistrés dans une base de données hébergée en Virginie, dans une salle de lecture sécurisée. Les sénateurs et leurs collaborateurs lisent et prennent des notes. Ils publieront leurs conclusions en 2014. Et elles feront l'effet d'une bombe.

« Voir s'il nous dit ou non la vérité »

L’été passe. Aucun indice encore n’a permis de localiser Ben Laden. Les analystes de la CIA, après cinq années de travail acharné, ont pu déduire le nom d’un coursier de Ben Laden, mais personne ne sait s’il est vivant ou mort. Pressé d’accélérer la traque, Kappes renvoie à Kaboul Greg Vogle pour une seconde rotation à la tête du poste. L’ancien sauveteur d’Hamid Karzaï reçoit des troupes fraîches : officier paramilitaires, officiers traitants, officiers spécialisés dans l’identification des objectifs, analystes. À chaque nouvel arrivé, Vogle donne le même ordre de route, celui qu’il a toujours donné comme chef de poste : « Votre mission est de détruire Al-Qaïda. Des questions ? »

Vogle prend le commandement d’une nouvelle force afghane, dont les membres ont été recrutés et entraînés par des officiers de la division des activités spéciales, les équipes de poursuite antiterroriste, qui œuvrent, de concert avec le poste, à la capture ou à l’élimination de l’ennemi. Il travaille en tandem avec les commandos des forces spéciales en Afghanistan, dirigés par le général McChrystal, qui sont autorisés à tuer des terroristes des deux côtés de la frontière sans avoir à demander l’aval du président. Vogle supervise une demi-douzaine de bases opérationnelles avancées en Afghanistan, la plus importante d’entre elles étant celle de Khost, à vingt-cinq kilomètres environ de la frontière pakistanaise. C’est là – et simultanément, plus de 3 000 kilomètres à l’ouest, à Amman, en Jordanie – que se matérialise la première avancée véritable dans la traque des dirigeants d’Al-Qaïda.

À Amman, le poste de la CIA était une sorte de porte-avions dans la mer difficile du Moyen-Orient. Ses alliés des services de renseignement jordaniens parlaient tous les dialectes arabes et avaient infiltré le cœur des réseaux radicaux, que ce soit parmi les militants palestiniens, syriens, irakiens, koweïtiens, ou parmi leurs propres compatriotes. Les Américains disposaient de ressources financières illimitées. Quelques mois auparavant, le chef du poste d’Amman, Lance Hamilton, et son adjoint, Marc

Polymeropoulos, ont entendu dire de la bouche d'un cousin du roi, Sharif Ali Ben Zeid, que ce dernier avait recruté en prison un agent d'Al-Qaïda prêt à trahir l'organisation.

« Ben Zeid était un allié extraordinaire, et nos officiers l'aimaient comme un frère », dit Polymeropoulos. Sa recrue était un jeune médecin, né en Palestine, Humam Al-Balawi, djihadiste *online*, qui s'était rendu populaire en prêchant avec véhémence la cause d'Al-Qaïda, louant le martyre des auteurs d'attentats suicides, offrant une chambre d'écho à la rhétorique d'Ayman Al-Zawahiri, numéro deux de l'organisation et bras droit de Ben Laden. Dix ans auparavant, Al-Zawahiri avait écrit : « Tuer des Américains et des alliés des Américains, civils ou militaires, est un devoir pour chaque musulman qui en a la possibilité. » Il a été l'auteur intellectuel des attentats du 11-Septembre et le commandant des opérations d'Al-Qaïda – une cible à tous égards aussi importante que Ben Laden pour la CIA.

Le médecin se targue de relations suivies avec les terroristes d'Al-Qaïda réfugiés au Pakistan, et il propose de les infiltrer, fort de sa popularité en ligne auprès des djihadistes. Les Jordaniens l'envoient à Peshawar, la capitale des zones tribales pakistanaises, muni d'une poignée de dollars et d'une petite caméra vidéo. Il se rend au Waziristan du Sud et, fin août, fait parvenir par courriel à Ben Zeid une capture vidéo de sa conversation avec Atiyah Abd Al-Rahman, l'un des principaux commandants d'Al-Qaïda, conseiller militaire et spirituel de Ben Laden depuis les années 1980[4]. Le poste d'Amman envoie le document au siège. Il a l'effet d'une décharge électrique. En novembre arrive un autre courriel. Le médecin affirme traiter avec son mentor, Al-Zawahiri, et envoie des pièces de son dossier médical, qui correspondent à ce que sait la CIA du diabète dont souffre le chef terroriste. Jamais Al-Qaïda n'a été aussi profondément infiltrée.

« Nous étions très impatients, raconte Polymeropoulos. Je me souviens avoir écrit à un collègue un courriel où je lui disais qu'on y était, qu'on était

dans la bonne direction. » Une question demeurait, pourtant : qui était ce médecin ? « Quand on échange avec quelqu'un de cette importance, il faut un officier traitant de la CIA, un officier d'opérations qui examine vraiment l'agent dans les yeux et soit capable d'évaluer pour de bon ce qu'on est en train de faire. De voir s'il nous dit ou non la vérité. »

Le médecin propose à Ali Ben Zeid une réunion avec un groupe d'officiers de la CIA afin de discuter de la suite de l'opération. Mais l'officier traitant qui travaille avec Ben Zeid, Darren LaBonte, a un pressentiment. Ancien agent du FBI avant que la CIA ne le recrute, trois ans auparavant, il a développé un scepticisme salutaire à l'égard des informateurs. Les propos du médecin lui semblent un peu trop beaux pour être vrais. « Nous devrions ralentir sur cette affaire », écrit-il à Lance Hamilton, le chef de poste. Mais Hamilton veut passer à l'étape suivante, comme toute la chaîne de commandement à la CIA. L'enthousiasme général masque un point essentiel : personne, à l'Agence, n'a jamais rencontré le médecin et, *a fortiori* personne n'a pu vérifier ses dires. Ben Zied reçoit le feu vert.

Le poste d'Amman propose que le médecin traverse la frontière depuis le Waziristan pour rencontrer les officiers qui opèrent sur la base de Khost, dirigée par l'analyste Jennifer Matthews, l'une des meilleures spécialistes de Ben Laden depuis le 11-Septembre, dont les rapports font autorité, mais qui n'a jamais mené d'opération sur le terrain. Elle a été dépêchée en Afghanistan sur ordre du chef de l'antiterrorisme, Mike D'Andrea, qui est passé outre les objections du chef de poste en Jordanie. Vogle a envoyé de Kaboul son propre adjoint pour la soutenir.

La petite troupe de la CIA attend avec émotion et impatience le médecin. « Personne ne pensait que nous allions nous asseoir et partager un pique-nique ou un barbecue », nuance Polymeropoulos. « [L'homme n'est pas seulement] quelqu'un que nous n'avions jamais vu, mais quelqu'un qui avait appartenu – qui avait infiltré, pensions-nous – la plus dangereuse

organisation terroriste de la planète. » Un signal d'alarme, un seul, a été tiré par un officier jordanien, qui a mis en garde contre la possibilité qu'il s'agisse d'un agent double. Au siège de la CIA, on a négligé l'avertissement. Matthews souhaite que tout le monde, à la base, le reçoive avec égard.

Il se présente le 30 décembre 2009. Aucun protocole de sécurité digne de ce nom n'a été mis en place. Le médecin descend de sa voiture, récite à voix basse une prière et fait exploser une puissante bombe suicide. La boule de feu monte à une centaine de mètres dans le ciel. L'attentat et l'opération d'infiltration de l'agent double ont été menés par Al-Zawahiri. « Nous projetions quelque chose, mais nous avons reçu un don, un don d'Allah, qui nous a offert une proie de prix : des Américains, et de la CIA qui plus est », livre le médecin dans un message enregistré avant l'attentat et diffusé ensuite par Al-Qaïda. Matthews, LaBonte et cinq autres officiers et contractuels de la CIA sont tués sur le coup. Ali Ben Zeid, membre de la famille royale jordanienne, est tué. L'adjoint de Vogle et cinq autres personnes sont gravement blessés.

Polymeropoulos, qui assurait l'intérim à la direction du poste d'Amman, était en conversation, sur une messagerie sécurisée, avec LaBonte. La connexion s'est soudain interrompue. Puis il a reçu un appel de Kaboul. Vogle. Tous, dit-il, tous. Parle à tes gars. Ils te regardent. Tâchez de vous reprendre. Polymeropoulos est choqué. « Aujourd'hui encore, cela défie la pensée, lâche-t-il. Nous avons été battus par Al-Qaïda. Nous pensions qu'ils n'avaient pas les moyens d'envoyer un agent double capable de les alimenter en informations, comme les Russes et les Chinois. Nous nous trompions. »

« La mission a peut-être obscurci notre jugement »

Panetta n’a rejeté sur aucun de ses subordonnés les erreurs qui s’étaient traduites par la mort de sept personnes au service de la CIA ; tout le monde était coupable – ou nul ne l’était. Mais il a demandé à un homme d’expérience, Charles Allen, entré en 1958 à l’Agence et qui y était resté quarante-sept ans, d’analyser l’événement et de comprendre ce qui avait mal tourné. Avec le recul, c’était assez clair. « Le contre-espionnage a sonné l’alarme, probablement dès le début », et la CIA n’a rien voulu entendre, résume Allen. Toute la chaîne, du poste d’Amman au septième étage, a fait preuve du même entêtement.

Parmi la dizaine d’officiers de haut rang ayant approuvé la mission, aucun n’a souhaité consulter Lucinda Webb, cheffe du contre-espionnage depuis 2006, l’une des femmes les plus haut placées dans la hiérarchie de la CIA, dont le rôle était comparable à celui d’une cheffe de l’inspection générale dans la police d’une grande ville, indispensable et pourtant considérée comme inutile par les inspecteurs les plus zélés. Aucune agence d’espionnage ne peut passer outre son service de contre-espionnage. Monter une opération infiltrée par l’ennemi est bien pire que d’ajourner ladite opération.

Webb, fille d’un major général, a été élevée dans les bases militaires d’Allemagne et de Corée du Sud durant la guerre froide. Elle considérait avec la certitude d’un actuaire qu’à tout moment le renseignement américain était compromis, trahi, par des espions, étrangers ou non, à la solde d’intérêts extérieurs, comme ça avait toujours été le cas depuis la création de la CIA. Son travail n’était pas fait pour les âmes faibles ; les enquêtes de contre-espionnage duraient parfois des années sans résultat tangible. Ne pas démasquer de taupes, c’était échouer. En démasquer, c’était s’avérer incapable, aux yeux de l’opinion, de les avoir identifiées plus tôt. Qu’ils réussissent ou échouent, les chasseurs d’espions sont vilipendés, aussi leur arrive-t-il de douter de l’existence d’un Dieu juste et bon.

Aux derniers jours de la guerre froide, la CIA a compris, trop tard, que les Russes et les Chinois avaient envoyé leurs espions jusqu'au siège et les avaient exploités – et Russes, Chinois, Cubains, Tchèques, Allemands de l'Est avaient déployé leurs agents doubles pour tromper la CIA ou pour doubler les espions que l'Agence pensait utiliser contre eux. C'est pourquoi elle avait créé un nouveau centre de contre-espionnage, engagé des inspecteurs du FBI pour l'appuyer, renforcé ses moyens de défense et d'attaque et, enfin, placé Webb à la tête de ce nouveau dispositif.

Mais le contre-espionnage avait été marginalisé au profit de la lutte contre le terrorisme. Les milliers d'officiers nouveaux n'étaient guère formés aux exigences et aux attentes de l'Agence. Certains cadres du service clandestin et du centre antiterroriste voyaient Webb comme un handicap qui ralentissait leurs opérations, encombrait leur chemin vers le pouvoir. Cette méfiance s'était cruellement traduite : ni le médecin, ni son histoire, ni son projet d'infiltration de l'adversaire n'avaient été soumis aux enquêtes du contre-espionnage ni aux protocoles de sécurité. En conséquence, la CIA avait connu la pire journée de son histoire après l'explosion de l'ambassade américaine de Beyrouth, en 1983 dans un attentat du Hezbollah, qui avait tué le chef de poste, le meilleur analyste du Moyen-Orient, et six autres personnes.

« Si l'on considère l'attention que nous aurions dû porter [à l'opération], ce fut une défaillance systémique, analysera plus tard Panetta. La mission a pu obscurcir en l'espèce le jugement […]. Les jugements que nous avons portés ont été biaisés par la détermination avec laquelle nous accomplissions notre mission. »

1. Les sujets abordés lors des PDB durant la transition de 2008 se répartissent ainsi, d'après l'analyse d'un historien de la CIA : 30 % concernent le Moyen-Orient, en particulier l'Irak, l'Iran et le conflit israélo-palestinien ; 17 % sont liés à l'Afghanistan et au Pakistan ; 13 % se rapportent à l'Asie de l'Est, notamment à la Chine et à la Corée du Nord, et 10 % regardent Al-Qaïda et le terrorisme. Les 30 % restants touchent l'Afrique, l'Amérique latine, la Russie, l'Asie

centrale et l’Europe. Le champ des exposés est large, mais ils demeurent relativement superficiels. Ce que Hayden résume en une formule : « Le PDB, en termes de profondeur, c’est un peu mieux que les sujets de CNN, mais ça ne vaut pas la BBC. »

2. Un « associé ». Le terme, dans l’argot italo-américain, a une connotation mafieuse. C’est Bob Woodward qui rapporte la remarque, et Panetta la reprend dans ses mémoires.

3. Avant d’être chef de poste à Islamabad, Bennett a commandé la division des activités spéciales de 2003 à 2005. Les rapports qu’il envoie du Pakistan conduisent Obama à qualifier la tolérance de ce pays envers Al-Qaïda de « défi de première grandeur pour la sécurité internationale ». Bennett est un ancien marine et un ancien de Harvard, et il a développé, à mesure que, jeune officier traitant, il recrutait et dirigeait des agents en Afrique, une philosophie de l’espionnage. La tâche nécessite « dissimulation, manipulation […] et, en fin de compte, appelle la corruption », estime-t-il dans une conférence donnée en 2019. « Vous installez une relation dans le but de conduire [une] personne – qui n’y a peut-être jamais songé – sur la voie d’une association de malfaiteurs afin de commettre une trahison. »

4. Abd Al-Rahman a été tué par une frappe de drone de la CIA en août 2011.

17

Les clés du château

Le monde américain du renseignement était comme une ville médiévale ceinte d'un fossé. Dans cette ville se dressaient mille châteaux. Dans chacun, une bibliothèque avec un millier de livres. Chaque livre contenait mille secrets. On franchissait le fossé par un pont-levis. Un milliard de secrets s'ouvraient à celui qui en avait les clés.

Autrefois, pour partager un secret, il fallait arguer d'un « besoin de savoir ». Les officiers du renseignement, tenus de respecter ce protocole, devaient prouver qu'il leur fallait accéder à tel ou tel secret. Parmi les défaillances qui ont permis le 11-Septembre, il en est une, grave, qui tient probablement à une application trop stricte du vieux principe : la CIA a refusé d'informer le FBI de la présence, en 2000, sur le sol américain, de deux des futurs pirates de l'air d'Al-Qaïda. La solution au problème semble évidente. Le besoin de partager a remplacé le besoin de savoir.

Autrefois, un seul pont-levis franchissait le fossé. Il y en avait désormais mille. Les dirigeants du renseignement américain n'avaient pourtant aucune idée du nombre de clés en circulation, ni du nombre de visiteurs sur leurs réseaux sécurisés, flânant entre les rayons des bibliothèques et feuilletant les livres aux secrets. C'était une chose de

traverser un pont, une autre de piller la bibliothèque, de faire des copies numérisées d'un million de livres et de les laisser fleurir sur Internet.

« Un risque grave et imminent »

Le 30 novembre 2009, Chelsea Manning, soldat de première classe, sauvegarde un fichier texte dans un dossier cache chiffré de son ordinateur. On y lit ceci : « Contactez directement en Islande notre rédacteur en chef investigations au + 354 862 3481. Ligne ouverte 24 h/24. Demandez "Julien Assange". »

Manning vit une crise personnelle – elle se vit comme un homme gay attendant désespérément sa transition, pris au piège du « *Don't ask, don't tell* » (« Ne rien demander, ne rien dire ») qui tient alors lieu de politique dans l'armée pour les gays, les lesbiennes, et les personnes en transition de genre. Elle se décrit comme une personne à l'esprit brisé, et elle « s'automédicamente de fou ». Analyste du renseignement dans une base militaire à 35 kilomètres de Bagdad, elle est une anonyme parmi le million d'employés du gouvernement américain qui ont l'autorisation de manipuler des dossiers classés « top secret ». Son poste lui permet d'avoir « un accès sans précédent quatorze heures par jour et sept jours sur sept, aux réseaux sécurisés », qui sont une porte d'entrée dans le Secret Internet Protocol Router Network (SIPRNet), utilisé par le Pentagone et le département d'État pour la transmission du renseignement classé secret-défense.

Assange est le sorcier nomade de WikiLeaks. Il a trente-sept ans. Son manifeste le clame : « Plus secrète ou injuste est une organisation, plus les fuites font naître chez ses dirigeants la peur et la paranoïa. » Adolescent, sous le pseudo de Mendax, « menteur » en latin, il était déjà pirate informatique, au point d'être poursuivi par la justice pénale en Australie, son pays natal, où, après une grave dépression nerveuse, il a plaidé coupable pour éviter une trop lourde condamnation. Il vole des secrets

depuis plus de vingt ans. Il est sur le point de réaliser son plus gros piratage, sa plus grosse prise.

Après qu'Assange et Manning ont échangé sur un réseau conversationnel, l'animateur de WikiLeaks envoie à l'analyste un logiciel capable de craquer le mot de passe permettant de pénétrer plus avant dans SIPRNet, où sont entreposées des informations classées « secret ». Selon Manning, la sécurité physique du réseau est « faible », tout comme le rempart du contre-espionnage censé le protéger. Elle trouve un portail ouvrant sur le Joint Wolrdwide Intelligence Communication System, c'est-à-dire l'intranet du gouvernement des États-Unis, et permettant d'accéder aux documents militaires classés « top secret ». Avec l'aide d'Assange, Manning télécharge quatre bases de données, presque complètes : près de 800 dossiers pénitentiaires de détenus de Guantánamo, 90 000 fichiers de l'armée et du renseignement provenant d'Afghanistan, 250 000 câbles du département d'État, 400 000 rapports venant d'Irak.

Le 5 avril 2010, Assange prend la parole devant un parterre de journalistes au Club national de la presse à Washington. Il produit une vidéo tournée depuis un hélicoptère Apache en patrouille au-dessus de Bagdad. Le mitrailleur vise et touche aussi bien des insurgés que des civils, dont des femmes et des enfants. On dénombre dix-huit tués, dont deux journalistes de l'agence Reuter, un cameraman et son assistant. Ce jour-là, WikiLeaks et Assange entrent dans l'histoire. Ils ont montré la réalité de la guerre américaine en Irak.

L'année suivante, Assange rend publique, en quatre livraisons successives, la totalité des documents subtilisés à l'administration. Les fichiers afghans, les premiers diffusés, révèlent le nom des sources recrutées par la CIA et par l'armée qui ont livré des informations sur les talibans – derrière ces noms, il y a des vies, et elles sont désormais en danger. Un responsable taliban sollicité par le *New York Times* affirme : « Nous étudions le rapport. Nos propres services secrets procéderont aux

investigations qui détermineront quels sont réellement parmi les personnes mentionnées les espions travaillant au service des États-Unis. Si ce sont des espions des États-Unis, nous savons comment les châtier. » Viennent ensuite les câbles du département d'État, qui comprennent des noms de journalistes, de chefs religieux, de défenseurs des droits humains et de dissidents politiques dans des pays comme la Chine, l'Iran et la Syrie, qui ont parlé en toute confiance avec des diplomates américains. Le département de la Justice s'en souviendra quand il inculpera Assange pour ces fuites : « En publiant ces documents sans prendre la peine d'y masquer les noms des sources humaines, Assange a fait courir aux personnes innocentes citées le risque d'une atteinte physique et/ou d'une détention arbitraire. » « Nombre de personnes [citées dans les contextes afghan et irakien] ont dû se cacher et beaucoup ont été contraintes de déménager, notamment les civils dans les zones de guerre qui avaient renseigné les soldats américains sur les mouvements des talibans et d'Al-Qaïda, affirme P.J. Crowley, qui est alors porte-parole du département d'État, ajoutant : Il ne fait aucun doute que certaines en ont souffert physiquement. »

Les fichiers concernant Guantánamo, qui comprennent des informations très précises sur la localisation de la retraite d'Oussama Ben Laden ainsi que le nom du coursier identifié par la CIA comme son agent de liaison avec le monde extérieur, sont communiqués les derniers. Si Al-Qaïda en avait pris connaissance, le cours de l'histoire aurait pu en être changé.

« Dieu merci, je suis citoyen américain »

Le 30 juillet 2010, John Bennet, que Panetta a convaincu d'interrompre sa retraite et de réintégrer l'Agence, devient chef du service clandestin. Il a pris la mesure de la crise de contre-espionnage à laquelle était confrontée la CIA. Mais il ne peut pas en faire sa priorité tant que Ben Laden court – ou plutôt se cache – au Pakistan. Il ne peut pas non plus la mettre en deuxième

position sur sa liste tant qu'Al-Qaïda prépare des attentats au Moyen-Orient, en Europe, aux États-Unis, et il ne peut pas lui accorder la troisième position tant qu'un étrange imam, Anouar Al-Awlaki, continue de fomenter des complots contre l'Amérique.

Né à Las Cruces, au Nouveau-Mexique, Al-Awlaki, dont la formation religieuse est pourtant sommaire, a dirigé la prière dans les mosquées de San Diego, en Californie, et de Fulls Church, en Virginie. Trois des pirates du 11-Septembre écoutaient ses prêches. En 2002, il a fui les États-Unis pour rejoindre la demeure de ses ancêtres, au Yémen, après avoir appris, par le patron d'une agence d'escort-girls, que le FBI avait constitué sur lui un dossier mentionnant son goût récurrent pour les travailleuses du sexe. « Il disait toujours : "Dieu merci, je suis citoyen américain, et j'ai un second foyer aux États-Unis si les choses tournent mal au Yémen" », assure son oncle au *New York Times*.

En 2007, il jouit d'un prestige international – et du soutien d'Al-Qaïda – alors qu'il appelle au djihad sur Internet, sur YouTube et en diffusant des enregistrements sur CD ou DVD, en Amérique et dans le monde entier. En 2008, il prêche par l'exemple. Désormais chef des opérations extérieures d'Al-Qaïda dans la péninsule Arabique, il est devenu un vecteur de radicalisation cité dans toutes les grandes enquêtes antiterroristes de la CIA et du FBI. En 2009, opérant depuis sa retraite isolée du Yémen, il est l'instigateur moral d'un officier de l'armée américaine qui tue treize personnes dans une base militaire au Texas, le pire attentat terroriste commis sur le sol des États-Unis depuis le 11-Septembre ; il est aussi le mentor du jeune Nigérian qui tente de faire exploser un vol de la compagnie Northwest Airlines transportant 290 passagers, outre son équipage, le jour de Noël, au moment où l'avion entame son atterrissage à l'aéroport de Detroit. Si l'explosif cousu sur les sous-vêtements du jeune homme avait pris feu, il aurait provoqué l'« accident » le plus meurtrier de toute l'histoire de l'aviation civile aux États-Unis.

Tous les lundis, mercredis et vendredis après-midi, à 4 h 30, une dizaine de dirigeants de la CIA, dont Panetta, Bennett, Mike Morell, nouvellement promu directeur adjoint, et Paul Nevin, le chef de la division Moyen-Orient, se retrouvent pour dresser le tableau de la guerre contre Al-Qaïda. Leurs réunions sont présidées par Mike D'Andrea.

D'Andrea, qu'accompagne une troupe toujours plus importante d'officiers et d'analystes – d'abord quelques dizaines, puis quelques centaines, désormais quelques milliers –, traque Al-Qaïda depuis douze ans, c'est-à-dire depuis l'attentat à la bombe du 7 août 1998 contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salaam. Il est à la tête du plus important dispositif de la CIA et commande plus de 3 000 officiers, analystes, techniciens, logisticiens et contractuels. Son centre antiterroriste dépense quelque 3 milliards de dollars chaque année, une somme qui équivaut au budget total de la CIA dix ans auparavant. Il travaille seize heures par jour, dormant souvent dans son bureau, ne s'interrompant que pour dévorer un repas végétarien halal et fumer à la chaîne des cigarettes dans la cour. Il est admiré de ses supérieurs et dur avec ses subordonnés, au point que certains le surnomment « Ayatollah Mike ». Durant la seule année 2010, D'Andrea aura ordonné contre le Pakistan 117 frappes de drones. À cette date, on peut lui imputer la mort d'environ 2 000 terroristes et, du propre aveu de la CIA, de dizaines de civils – les groupes de défense des droits de l'homme parlent de centaines de victimes collatérales. Il est, de loin, l'officier américain qui a abattu le plus de monde dans la guerre contre le terrorisme. Mais il est bien plus qu'un bourreau implacable. Personne à la CIA n'a autant fait pour analyser et comprendre Al-Qaïda.

D'Andrea propose maintenant de tuer Al-Awlaki, si tant est qu'on puisse le retrouver dans sa retraite des montagnes au nord du Yémen. Pour Obama, c'est entendu. Mais le président connaît aussi le Cinquième Amendement : « Nul ne sera privé de vie, de liberté ou de propriété sans procédure légale régulière [*due process of law*]. » Et il veut connaître

l’opinion de David Barron, attaché au conseil juridique du département de la Justice. Pour ce dernier, le président a le droit d’ordonner la mort d’un citoyen américain dont un « haut fonctionnaire informé » – à l’instar de D’Andrea – a déterminé qu’il constitue une « menace imminente d’attentat ». La guerre contre le terrorisme s’enfonce désormais plus profond dans les marges sombres du droit. Depuis la guerre de Sécession, aucun citoyen américain n’avait été abattu sur ordre du président sans avoir droit à un procès[1].

« On a trouvé un type »

La CIA aimait décrire son invasion de l’Afghanistan comme un splendide succès. Mais Ben Laden et presque tous ses commandants s’étaient échappés, d’abord dans les villes populeuses du Pakistan, puis dans les retraites sûres de lointains villages des zones tribales, près de la frontière afghane. En 2006, Al-Qaïda était une organisation aussi dangereuse que le jour où elle avait perpétré les attentats contre l’Amérique.

Mais la CIA commençait à connaître son ennemi. Une partie de ce savoir provenait des interrogatoires, une autre, des ordinateurs et documents saisis lors de raids après des frappes de missiles. Mais ce n’étaient ni la torture ni les drones qui avaient renversé le courant. La CIA avait recruté et opérait des agents dans les zones tribales pakistanaises depuis 2006. Cette réussite silencieuse était imputable au poste d’Islamabad que dirigeait alors John Bennett. Une unité d’officiers de la CIA et de l’ISI y avait recruté sous sa houlette une écurie d’agents qui rapportaient scrupuleusement l’activité des réseaux de l’organisation et les habitudes des lieutenants de Ben Laden. Avoir une escouade d’espions dans le camp ennemi, c’est toujours une réussite.

« De belles sources humaines, disposant d’une connaissance de première main au plus près des décideurs, c’est l’exception, non la règle,

rappelle Mike Morell. Et cette exception étant Al-Qaïda, on peut dire que c'est un grand succès [de la CIA après le 11-Septembre]. Il a fallu [pour cela] d'immenses ressources, les meilleurs d'entre nous et des chefs attentifs à leur tâche. » Durant l'année 2009 et la première moitié de 2010, des dizaines de dirigeants d'Al-Qaïda et des talibans ont ainsi été capturés ou tués en Afghanistan et au Pakistan.

Et maintenant, la CIA a flairé la trace de l'homme le plus recherché de la planète.

Une après-midi d'août 2010, alors que la réunion sur l'antiterrorisme vient de se terminer, D'Andrea et deux de ses principaux analystes demandent à voir Panetta et Morell, seuls à seuls, dans la suite du directeur. Après plus de huit ans d'inanités, ils tiennent une potentielle piste au bout de laquelle pourrait se trouver Oussama Ben Laden, en l'occurrence le nom d'un homme qui lui sert de coursier, son relais avec le monde extérieur. À leur grande surprise, les indices ne mèneraient pas à une hutte du Waziristan mais à une petite ville à plus de 300 kilomètres des zones tribales.

« Nous avons trouvé un type, que nous connaissons sous le nom d'Abou Ahmed, annonce D'Andrea au directeur. Il vit dans la ville d'Abbottabad. »

Les rapporteurs déposent sur le bureau de Panetta des photographies de reconnaissance par satellite. Elles montrent une propriété, au bout d'une impasse, dans un quartier aisé, entourée de murs de plus de cinq mètres de haut, surmontés de barbelés. Dans l'enceinte se dresse une grande bâtisse blanche avec, au deuxième étage, un balcon protégé par un autre mur, de plus de deux mètres. Panetta observe les photos.

— Qui construit un mur aussi élevé autour d'un balcon ? demande-t-il.

— C'est exactement la question que nous nous posons, répond l'un des analystes.

Le poste d'Islamabad fait bientôt savoir que la maison n'a ni téléphone ni connexion internet, que ses occupants brûlent leurs ordures au lieu de les

déposer dans la rue et que les enfants vivant dans la propriété n'en sortent jamais pour aller à l'école. Tout cela conduit Panetta, Morell et D'Andrea à informer Obama dans la salle de crise de la Maison Blanche. Ils s'y rendent le 10 septembre, date fatidique.

« Nous ne savons pas grand-chose de cette propriété », annonce Panetta à Obama. Et il pourrait être délicat de collecter du renseignement à son sujet, prévient-il. « La nom de D… d'Académie militaire du Pakistan se trouve à Abbottabad », à un jet de pierre de la bâtisse entourée de murs, et la ville n'est qu'une « nom de D… de villégiature pour les officiers supérieurs de l'armée à la retraite ». Il se demande si l'ISI elle-même ne pourrait pas protéger et héberger Ben Laden. Un soupçon qui n'augure rien de bon : depuis huit ans, la CIA coordonne avec les chefs de l'intelligence pakistanaise, en qui elle n'a guère confiance, les opérations de lutte contre le terrorisme[2].

Obama écoute attentivement, le menton dans sa main gauche, l'index posé contre la joue, pointé vers la tempe. Puis il donne deux ordres à Panetta : trouvez tout ce que vous pouvez sur cet endroit et tenez-moi au courant. N'informez personne d'autre, jusqu'à ce que je vous le dise, de ce que vous aurez découvert. Quatorze réunions solennelles s'échelonnent au cours des huit mois suivants, de plus en plus fréquentes, où les mines sont de plus en plus graves.

« Le poste n'était pas content »

Deux semaines plus tard, Cameron Munter fait le tour de Washington avant de partir prendre ses fonctions de nouvel ambassadeur des États-Unis au Pakistan, un pays qu'il conçoit plus comme une armée dotée d'une nation que comme une nation dotée d'une armée. Il se rend au siège de la CIA, à Langley, pour quelques réunions d'information. Il y voit notamment le taciturne D'Andrea, puis prend part à une réunion, à la Maison Blanche,

consacrée à l'usage des drones. Brennan, conseiller à la sécurité intérieure, et le major général Doug Lute, conseiller adjoint à la sécurité nationale, l'informent que la CIA a toute latitude pour intensifier les frappes. Il rejoint alors le président. Les drones comptent, lui dit Obama. Nous devons empêcher une nouvelle catastrophe.

L'ambassadeur Munter apprend que la CIA procède à trois types d'actions armées au Pakistan. Les premières, les moins fréquentes, concernent les détenus d'intérêt supérieur : l'Agence les enlève un à un depuis des années, et ils sont de plus en plus rares. Les actions du deuxième type répondent aux « menaces imminentes » et sont plus communes. La CIA et l'Agence de sécurité nationale espionnent les conversations des terroristes. Les agences en viennent à être informées de projets d'attentat contre Berlin ou Amsterdam. Les conspirateurs doivent mourir. Les *signature strikes*, ou frappes sur signes distinctifs, forment le troisième type d'actions, contre ce qui paraît un groupe terroriste, en raison des habitudes de ses membres, mises au jour par une surveillance permanente, même si la CIA ne connaît pas l'identité exacte des personnes désignées comme cibles et ne sait pas si elles complotent réellement contre les États-Unis, par exemple si elles ont l'intention d'utiliser le nitrate d'ammonium qu'elles transportent pour armer un camion piégé ou pour l'épandre dans un champ comme engrais. Ces actions-là sont désormais beaucoup plus fréquentes qu'un an ou deux auparavant. Elles alimentent les communiqués de l'ISI aux journalistes pakistanais, qui accusent les Américains d'avoir massacré la population de tel village, tuant sciemment, outre des chefs tribaux pro-gouvernementaux, des femmes et des enfants. Certains de ces récits – non pas tous – sont fondés sur des faits. L'efficacité des drones tient à celle des renseignements qui les guident. Et il leur arrive de tuer des innocents, alimentant ainsi la crise politique sans fin que vit le Pakistan, dont les dirigeants civils, au premier chef le président, sont faibles et irresponsables.

Arrivé à Islamabad, Munter rencontre le nouveau chef de poste, Jonathan Bank, officier assez raide, qui a été l'adjoint de Pavitt et a connu les postes des Balkans, de Russie et d'Irak. L'ambassadeur lui demande expressément de le tenir dûment informé de ce que fait la CIA au Pakistan. « Les types de l'Agence travaillaient pour nous. C'étaient des conseillers, pas des responsables politiques, explique Munter. J'admirais leur extraordinaire expertise, avec laquelle je ne pouvais rivaliser, mais j'attendais d'eux qu'ils comprennent que leur rôle, tant dans la collecte du renseignement que dans les opérations, était sans équivoque subordonné au mien. » Cette règle n'avait rien de tacite. C'était la politique déclarée de tous les présidents depuis Kennedy, et la CIA l'enfreignait à ses risques et périls. Munter exigeait – tout comme l'avait fait sa prédécessrice, Anne Patterson – qu'on lui présente pour signature chaque frappe de drone approuvée par D'Andrea et Brennan. L'ambassadrice Patterson n'avait jamais rejeté les initiatives de la CIA. L'ambassadeur Munter eut une autre politique.

« Il est arrivé qu'ils réclament une frappe sur signes distinctifs et que je refuse, se souvient-il. Nous identifiions des gens que nous ne connaissions pas, dans un pays avec lequel nous entretenions des relations diplomatiques. Cinq ou six fois, j'ai dit que cela ne me semblait pas approprié. Et la frappe a été annulée. Le poste n'était pas content. »

Durant l'automne 2010, les tensions commencèrent à s'accumuler, à mesure que de nouvelles unités d'officiers et de contractuels munis de passeports diplomatiques venaient grossir les rangs du poste. L'ambassadeur ne savait pas toujours qui ils étaient et ce qu'ils faisaient. Et l'ISI non plus, malgré tous ses efforts. Le chef des services pakistanais, Ahmad Shuja Pasha, n'avait guère apprécié, un an auparavant, que l'ambassade américaine lui annonce que son personnel allait s'alléger de quelque 500 à 800 personnes. Ayant exigé qu'on lui donnât le nom des officiers travaillant au poste de la CIA, il avait bloqué l'importation des

véhicules blindés mis à leur disposition. Il considérait le brutal accroissement du nombre d'espions américains et de soldats des opérations spéciales comme une menace à l'intégrité de son pays. Il ne voulait pas que le Pakistan devienne le jouet de la CIA.

En décembre, Pasha décide de passer outre le chef de poste et de rompre les derniers ponts qu'il maintient ouverts avec la CIA. Bank est d'abord cité dans un procès intenté par la famille de deux hommes tués dans une frappe de drone au Waziristan, puis, de plus en plus dans la presse pakistanaise. Internet est inondé de menaces de mort qu'ont lancées contre lui des blogueurs. Un grand quotidien et une chaîne nationale de télévision livrent non seulement son nom mais aussi son adresse, ainsi que des photos des maisons où vivent des officiers et des contractuels de la CIA. Tout cela vient de l'ISI.

Panetta est outré. Ces choses ne se font pas entre espions alliés. Morell s'envole pour Islamabad dans un jet Gulfstream de la CIA et exfiltre Bank du pays le 16 décembre. Six semaines passent avant que son successeur arrive. Mark Kelton a été chef de poste à Moscou de 2002 à 2004 ; il a donc l'habitude d'opérer sous le regard constant d'un service de renseignement hostile. Mais deux jours après qu'il a pris ses fonctions, une crise imprévisible fait monter d'un cran la tension.

La CIA dispose d'une antenne à Lahore, quelque 400 kilomètres au sud-est. Le 27 janvier 2011, un contractuel un peu sanguin, Ray Davis, qui a travaillé pour Blackwater et dont le rôle consiste à protéger sur le terrain les officiers traitants, voit surgir sur sa route, alors qu'il circule dans la ville au volant de son véhicule, deux motards qui dégainent et brandissent une arme à feu. Il tire, les abat et appelle au secours. Les hommes de la CIA qui se précipitent sur les lieux renversent au passage un motocycliste – et s'enfuient. Davis est arrêté. La police fouille sa voiture et y trouve un relevé de compte bancaire où il apparaît qu'il est employé par la CIA. Le scandale

éclate. À grande échelle. Des appels à condamner Davis et à l'exécuter pour meurtre s'élèvent.

Kelton annonce alors à l'ambassadeur Munter que la CIA entend ignorer les injonctions de la police pakistanaise. Pasha appelle Panetta.

— Ce type est-il des vôtres ?

— Non, répond Panetta.

Pasha n'adressera plus la parole au nouveau chef de poste, préférant passer directement, pour les questions de renseignement, par l'ambassadeur.

Les relations entre l'ISI et la CIA sont au plus bas. Panetta ordonne que 300 Américains, officiers de l'Agence, contractuels ou membres des forces spéciales, quittent immédiatement le pays. Obama confie à la secrétaire d'État, Hillary Clinton, la tâche de trouver au désastre déclenché par Ray Davis une solution diplomatique. Mais le président et le directeur de la CIA ont désormais un problème autrement important à résoudre au Pakistan.

« Nous n'avions pas la moindre preuve »

La CIA est maintenant certaine que le coursier de la propriété défendue par son haut mur d'enceinte travaille pour Al-Qaïda, et assez probablement pour son chef. « Nous étions si convaincus que la maison d'Abbottabad hébergeait une cible importante que nous avons commencé à échafauder des plans pour la prendre d'assaut », raconte Panetta. Morell et Bennett doutaient que les officiers paramilitaires de la CIA puissent à eux seuls s'infiltrer dans la ville, lancer un raid sur le fortin et attaquer la place avec ses occupants. Une opération menée conjointement avec l'ISI n'était pas envisageable. Panetta pensait que le moment était venu d'appeler l'armée en renfort.

Le matin du 25 février, il dîne à Langley avec le général trois étoiles des commandos de marine qui dirige désormais le JSOC, le vice-amiral William McRaven. Il lui dit tout ce qu'il sait de la propriété d'Abbottabad. McRaven

et ses unités de commandos marins ont mené des centaines d'expéditions de nuit en Afghanistan et au Pakistan. Il est convaincu qu'il peut raisonnablement prendre d'assaut le complexe fortifié si la CIA pense vraiment qu'il s'agit de la retraite de Ben Laden. L'entretien est une sorte de répétition en costume de la grande réunion d'information où Panetta et Morell vont tenir conférence devant Obama, Biden, Gates, les membres de l'équipe présidentielle de la sécurité nationale, une brochette de hauts gradés et les meilleurs analystes de la CIA.

« C'est l'une des réunions les plus importantes en présence d'un président auxquelles il m'ait été donné d'assister », écrit Morell. Dès le début, la CIA annonce à Obama que la présence d'Abou Ahmed est très probablement un indice de celle de Ben Laden dans le complexe d'Abbottabad. Ce n'est toutefois, si forte soit-elle, qu'une présomption. L'état-major et McRaven considèrent deux plans d'attaque, dont chacun soulève des problèmes majeurs. L'aviation peut réduire le fortin en cendres avec trente-deux bombes de 900 kilos, mais cela rendrait extrêmement difficile la réunion des preuves ADN susceptibles d'identifier Ben Laden, détruirait une potentielle mine d'or de renseignements sur Al-Qaïda, et déclencherait l'indignation de l'armée pakistanaise, détentrice, rappelons-le, de l'arme nucléaire. Les commandos de McRaven pourraient aussi fondre par hélicoptère sur le complexe fortifié, enlever la bâtisse à la pointe du fusil d'assaut et tuer Ben Laden. La probabilité que les soldats pakistanais et les officiers de renseignement stationnés dans les parages détectent l'expédition et lancent une contre-attaque n'est pas négligeable. Les commandos marins auraient alors à se frayer en combattant le chemin du retour.

Gates et Biden font part de leurs réserves. Le vice-président s'inquiète des conséquences politiques meurtrières qu'aurait un échec de l'expédition. Le secrétaire à la Défense questionne à juste titre la qualité du renseignement. « La possibilité que Ben Laden réside effectivement dans le

complexe était purement hypothétique, analyse Gates. Nous n'avions pas la moindre preuve qu'il soit là. » Gates demande tout à trac : quelle certitude ont les experts ? Morell répond qu'il avait plus de certitudes autrefois concernant les ADM qu'il n'en a aujourd'hui de la présence de Ben Laden à Abbottabad. Ce n'est guère encourageant. Les estimations des analystes varient grandement. Quarante pour cent de chances ? Quatre-vingts ?

« Je savais que ces chiffres n'étaient fondés sur rien d'autre que sur des intuitions », livre Gates, l'analyste expérimenté. Il n'est pas le seul sceptique. Mark Kelton y va de ses propres doutes sur la fiabilité du renseignement. Il veut une preuve tangible, pas une estimation, même si celle-ci conclut l'analyse la plus fine. Les chances d'une telle observation sont ténues. La tension entre le siège et le poste d'Islamabad est à son comble. Kelton et D'Andrea s'affrontent sans merci.

Ce n'est pas la seule friction qui fasse grincer des dents l'équipe de sécurité nationale du président. Le département d'État est sur le point de parvenir à un compromis pour la libération de Ray Davis, en payant le prix du sang aux familles des deux hommes qu'il a tués : 2,3 millions de dollars. « Mais la colère d'une opinion publique pakistanaise chauffée à blanc n'avait pas désarmé », poursuit Gates. Il a encore en mémoire les événements de 1979, époque à laquelle il était l'assistant du directeur de l'Agence. Une foule d'étudiants pakistanais en colère, enflammés par la propagande iranienne, avait pris d'assaut et brûlé l'ambassade américaine et le poste de la CIA à Islamabad. Quatre personnes avaient été tuées et d'autres, prises en otages. Un peu plus de trente ans plus tard, les États-Unis préparaient un assaut contre un territoire souverain, et les réactions, prévoyait Gates, « feraient certainement très mal » si la mission échouait. Il invita dans la salle de crise, pour mieux se faire comprendre, un spectre terrifiant.

Gates invoque alors la mémoire encore brûlante de la mission qui, en avril 1980, était censée libérer les otages détenus à l'ambassade américaine

de Téhéran. Huit hélicoptères, transportant des soldats de la Force Delta, s'étaient envolés pour un site désolé dans l'est de l'Iran, baptisé Desert One. Cinq des aéronefs étaient en état de fonctionnement. Sur les trois restants, l'un eut une panne de rotor, le deuxième, une fuite du circuit hydraulique, et le troisième fut pris dans une tempête de sable. Gates était dans la salle de crise lorsque les commandants conseillèrent au président Carter de surseoir à l'opération. Quelques minutes plus tard, l'un des hélicoptères entra en collision avec un avion C-130 de ravitaillement, causant la mort, en plein désert iranien, de huit commandos américains. Cet échec eut raison de la réélection de Carter. Pour Gates, ce fut « une humiliation écrasante, que l'armée ne parvint à surmonter qu'après des années ».

Tenant compte de la loi de Murphy – tout ce qui peut mal se passer se passera mal –, Gates conseille à Obama et à McRaven d'ajouter deux hélicoptères de soutien pour l'assaut d'Abbottabad, et de protéger l'expédition derrière le « voile – certes très fin – d'un déni plausible ». La chaîne de commandement ira d'Obama à Panetta puis à McRaven, dont les forces, pour les besoins de la mission, deviendront des officiers de la CIA. Si les choses tournent mal, cette dernière tentera d'une manière ou d'une autre de tout nier en bloc et prendra les coups pour l'armée et pour le commandant en chef. Panetta ordonne au bureau des relations publiques de l'Agence de préparer deux comptes rendus de trente-trois pages chacun, l'un en cas de réussite de l'opération, l'autre, en cas d'échec.

Obama considère qu'il a une chance sur deux de réussir et que Ben Laden soit capturé ou tué, comme à pile ou face. Panetta égrène son rosaire. McRaven consulte le calendrier lunaire pour savoir quelle nuit sera la plus sombre. Que la date de la mission soit déterminée par les phases de la lune semble de bon aloi. Le vendredi 29 avril, le président donne l'ordre de lancement. Gates a toujours des doutes, mais se range finalement du côté de l'action. Biden a pesé le pour et le contre, mais c'est à ses yeux le contre

qui l’emporte. Depuis Jalalabad, en Afghanistan, McRaven assure que la Team Six des commandos de marine pourra exécuter les ordres le samedi ou le dimanche ; la lune se lèvera tard dans le ciel d’Abbottabad. Et nous sommes au dernier quartier.

Le dîner annuel des correspondants de presse de la Maison Blanche a lieu le samedi soir. Pour cette comédie costumée, les journalistes en habits de cérémonie sont accompagnés de célébrités. De quoi Obama aurait-il l’air s’il riait sur scène tandis que des commandos mouraient en opération ? Samedi matin, McRaven communique le bulletin météo : la couverture nuageuse est trop dense. La mission se déroulera dimanche après-midi, heure de Washington. Ainsi le samedi soir Obama passe-t-il comme prévu son smoking et se dirige-t-il vers Connecticut Avenue et l’hôtel Hilton. Les plumes de la Maison Blanche ont préparé pour leur patron une provision de bons mots, dont une pique acérée contre Donald Trump, la célébrité de la télévision qui prétend qu’Obama n’est pas né aux États-Unis et que, par conséquent, sa présidence est illégitime. « Il a embroché Donald Trump et mis l’assistance dans sa manche », se souvient James Clapper, alors directeur du renseignement national[3].

L’aube du 1er mai se lève. Obama et ses collaborateurs pour les questions de sécurité nationale se réunissent à la Maison Blanche, après quoi le président joue neuf trous de golf pour préserver les apparences d’un dimanche ordinaire. Panetta et Morell transforment la salle de conférences du directeur en poste de commandement. D’Andrea préside au centre de lutte contre le terrorisme tandis que les commandos marins de McRaven décollent pour un vol de 250 kilomètres, d’un peu plus d’une heure et demie, vers Abbottabad. Quand l’un des hélicoptères cale à l’atterrissage et s’écrase en bordure du complexe, un profond silence s’abat sur le centre antiterroriste. Tout le monde pense à la même chose : Desert One. Puis parvient un coup de feu. Et quinze minutes de silence. L’un des commandos sort alors d’un sac mortuaire le corps d’un homme, dont le visage a été à

moitié emporté par une explosion. Après avoir ramassé tout ce qui est susceptible de livrer du renseignement, l'expédition décolle pour l'Afghanistan.

McRaven déclare à celles et ceux qui sont rassemblés dans la salle de crise de la Maison Blanche et dans la salle de conférences du septième étage qu'Oussama Ben Laden est mort. « Êtes-vous certain que c'est lui ? » demande Obama. L'expédition rentrée, McRaven tire la fermeture à glissière du sac mortuaire. Le chef de poste de Kaboul est à ses côtés. Il traque Ben Laden depuis 1997. « C'est lui », assure Wood. Au centre antiterroriste, le sentiment d'exultation a la force d'un courant électrique. Panetta et Morell s'embrassent et foncent hors du septième étage pour retrouver le président. À 11 h 35 du soir, Obama s'adresse à la nation. À minuit, à Lafayette Square, devant la Maison Blanche, une foule se rassemble, dont beaucoup d'étudiants. Ils lancent : « USA ! USA ! USA ! » puis retentit un autre cri : « CIA ! CIA ! CIA ! » Un certain nombre d'officiers, voyant la scène à la télévision, pensent : On ne reverra pas ça de sitôt.

À quelque 13 000 kilomètres de Washington, à Shkin, en Afghanistan, la CIA maintient une antenne, dans la montagne, à 5 kilomètres de la frontière pakistanaise. C'est l'avant-poste le plus exposé de l'Agence. Ses occupants ont confectionné un T-shirt, avec cette formule : « L'enfer est profond, surtout à Shkin. » Les attaques constantes, de chaque côté de la frontière, ont tué, au cours des ans, deux officiers de renseignement et trois soldats des forces spéciales. Mick Mulroy, qui commande la base, a passé la nuit en communication sécurisée avec Kaboul, tandis que se déroulait le raid sur Abbottabad. Et au moment même où la foule clame sa liesse à Washington, des centaines de roquettes, tirées du Pakistan, pleuvent sur sa position. La fin de Ben Laden n'annonce pas celle de la guerre. Tant s'en faut.

1. Al-Awlaki est tué par une frappe de drone au Yémen en septembre 2011. Le tir tue également Samir Khan, citoyen américain né au Pakistan, responsable éditorial d'*Inspire*, le magazine anglophone en ligne d'Al-Qaïda. Le mois suivant, un drone frappe par erreur le fils d'Al-Awlaki, âgé de seize ans, lui aussi citoyen américain, et le tue. En 2014, Obama nomme Barron à la cour d'appel fédérale de Boston, qu'il préside à l'heure où sont écrites ces lignes.

2. John Bennett, depuis le poste de la CIA au Pakistan, a sur les priorités de l'ISI une vue assez précise. L'Inter-Services intelligence se consacre avant tout à espionner le président du Pakistan, Asif Zardari, veuf de Benazir Bhutto. Sa deuxième préoccupation est d'infiltrer et d'attaquer les talibans pakistanais, quoique l'ISI n'ait jamais disposé des sources et des informateurs qu'elle prétendait avoir dans les zones tribales. Enfin, il s'agit pour l'ISI d'espionner l'Inde, ennemi mortel de la nation, contre laquelle le Pakistan a mené et perdu trois guerres. Trouver Ben Laden n'est pas sur la liste des priorités des services pakistanais, encore moins attaquer Al-Qaïda.

3. Le président a brocardé Trump et ses théories conspirationnistes : « Personne n'est plus satisfait de mettre en veilleuse cette histoire de certificat de naissance que Donald Trump, lance Obama dont les yeux étincellent, et c'est parce qu'il va enfin pouvoir accorder toute son attention aux questions qui comptent, par exemple : Avons-nous simulé l'alunissage ? Que s'est-il vraiment passé à Roswell [où se serait écrasé un vaisseau extraterrestre. La légende a inspiré une série télévisée] ? Où sont Biggie et Tupac [célèbres rappeurs, assassinés l'un et l'autre de la même manière, dans leur voiture, à un feu rouge.] ? » Clapper observe la réaction de Trump : « Il ne riait pas – il lançait des regards furieux. Je ne l'oublierai jamais. »

18

Le bon côté de l’histoire

La mine de renseignements saisie par les commandos marins à Abbottabad révèle que la CIA se trompait sur le compte de Ben Laden, du moins quant à son activité. On le pensait une effigie, mais isolée, qui n’était plus aux commandes quotidiennes d’Al-Qaïda. On se trompait. En épluchant les documents tombés dans leurs mains, les analystes de la CIA découvrent que le chef terroriste planifiait de nouveaux attentats, nommait de nouveaux commandants, élaborait de nouvelles stratégies. Et dans les derniers mois de sa vie, tandis que la CIA organisait son élimination, il assistait avec un plaisir certain aux événements du Printemps arabe.

L’un des objectifs les plus constants d’Al-Qaïda était de renverser les dirigeants arabes laïcs – dont faisaient partie les trois hommes les plus puissants désormais menacés par la vague de soulèvements populaires nés en Tunisie et qui déferlait bientôt sur dix pays. Mouammar Kadhafi gouverne – abusivement – la Libye depuis 1969. Les Al-Assad, Bachar et avant lui son père Hafez, imposent leur dictature en Syrie depuis 1971. Hosni Moubarak et ses généraux dirigent l’Égypte depuis 1981. Le peuple veut renverser le régime ! Tel est le cri des opprimés dans leur capitale. Les manifestants dans les rues qui demandent la liberté n’ont d’autre arme que leur voix et n’ont pas de dirigeants. « Ce chaos et l’absence de direction à la

tête des révolutions créent les meilleures conditions pour répandre les pensées et les idées d'Al-Qaïda », affirme Ben Laden dans son journal, qu'il dicte à l'une de ses filles. Au plus grand dam de l'administration Obama, c'est vrai.

« Nous avons manqué le train du Printemps arabe, analyse Panetta. Nous étions incapables de le voir venir. Nous n'avons pas compris le rôle des réseaux sociaux, leur capacité à fédérer les mécontentements. Nous n'avons pas vu ces jeunes gens sans espoir et sans avenir qui se mobilisaient sur les réseaux. Nous guettions la pause, le moment où la stabilité aurait de nouveau ses chances. »

La CIA n'a pas senti le frémissement des soulèvements, ni la force de leurs répercussions. Elle n'a pas plus prévu que les manifestations feraient trembler les fondations des régimes autoritaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ses officiers et ses analystes comptaient sur leurs contacts parmi les hommes forts et les maîtres espions du monde arabe pour leur expliquer ce qui se passait dans la rue arabe. Or ces dirigeants, considérés comme les plus fiables des sources de renseignements, vieillissaient, et leur vue se troublait.

En Égypte, Omar Souleimane, bras droit et directeur du renseignement de Moubarak, était depuis vingt et un ans l'un des interlocuteurs les plus prisés de la CIA et du département d'État. Depuis Robert Gates, tous les directeurs lui avaient demandé conseil dans la lutte contre le terrorisme. Mike Hayden le considérait comme « l'intermédiaire le plus savant que nous ayons » quant au conflit israélo-palestinien. Aux yeux de l'ambassadeur au Caire, en 2006, le contact de la CIA avec Souleimane était l'élément le plus satisfaisant de la relation diplomatique entre Washington et l'Égypte. Mais le même Souleimane est désormais vieux et malade, de plus en plus isolé, et il ne perçoit pas la vague qui va emporter Moubarak. La CIA est incapable de voir par les yeux des millions de jeunes gens qui occupent la rue arabe. Elle ne comprend pas les manifestations qui

s’abreuvent aux idées et aux espoirs interconnectés de protestataires en réseau, encouragés et mobilisés par les messages qu’ils font circuler sur Facebook et sur Twitter. Elle n’entend pas ce que se disent ni ce que disent, ce que pensent, les manifestants. Elle n’accordera de valeur réelle à l’information en libre accès que des années plus tard. Si ce n’est pas secret, pense-t-elle à ce moment-là, ce n’est pas du renseignement, et si ce n’est pas du renseignement, ce n’est pas important.

« Tirer d’abord et parler ensuite »

Fin janvier 2011, d’immenses foules de manifestants commencent à se rassembler place Tahrir, au centre du Caire, appelant à la démission d’Hosni Moubarak. Pendant plus de trente ans, les États-Unis ont soutenu le raïs, Anouar Al-Sadate d’abord, puis Moubarak. Washington a envoyé presque 50 milliards de dollars à son armée depuis les accords de Camp David, en 1978. Les dirigeants américains ont toujours considéré Moubarak comme ils voyaient autrefois le chah d’Iran : le maître d’une île de stabilité au Moyen-Orient. John Brennan lui-même se range désormais parmi ceux qui, dans les milieux de la sécurité nationale, exhortent Obama à se placer du côté du peuple contre Moubarak. Cette idée scandalise Robert Gates. En 1979, quand les étudiants révolutionnaires ont renversé le chah, que la CIA avait installé au pouvoir vingt-cinq ans plus tôt par un coup d’État, Gates était un collaborateur encore anonyme du Conseil de sécurité nationale. Les fanatiques s’étaient vite emparés du pouvoir à Téhéran, et l’avaient conservé. Aujourd’hui – du moins est-ce ainsi que Gates voit les choses –, les idéalistes de la Maison Blanche se tiennent du côté des manifestants, sont partisans du changement de régime et, en réalité, aident sans en avoir conscience les forces du djihad.

Tandis que les manifestations enflent, Obama envisage de peser sur Moubarak pour qu’il démissionne, sachant que Souleimane, qui par le passé

a emprisonné et fait torturer les opposants politiques, est son successeur désigné et qu'il vise le pouvoir. Le président choisit Morell pour faire passer son message à Souleimane, ce qui montre à quel point l'entregent de la CIA en Égypte apparaît alors comme une affaire entendue. Morell rédige la matière d'un communiqué que Moubarak est supposé lire dans un discours télévisé. En substance : J'ai entendu la voix du peuple. Je quitte le pouvoir. Un conseil représentatif dirigera le pays et organisera des élections afin que le pays décide de son nouveau chef. Moubarak s'exprime devant les caméras, mais ne dit rien de la sorte. « Je me suis senti très triste, se rappelle Morell. Pour l'Égypte d'abord, mais aussi parce que ma diplomatie personnelle avait misérablement échoué. »

Le 1er février, quelques heures après le discours de Moubarak, Obama réunit le Conseil de sécurité nationale. Biden et Clinton le mettent en garde contre un appel à la démission de Moubarak. Gates est plus pressant. Humilier Moubarak, prévient-il, serait envoyer un message les enjoignant de « tirer d'abord et parler ensuite ». (En fait, les forces de Moubarak commenceront dès le lendemain à tuer des manifestants sur la place Tahrir. Et Moubarak comparaîtra pour meurtre, sera condamné, de nouveau jugé, et acquitté.) Et que se passera-t-il s'il part ? se demande Gates. Qu'adviendra-t-il ? Une dictature militaire ?

Obama passe outre les avis des anciens et se range à celui de ses collaborateurs plus jeunes, qui l'engagent à se placer du bon côté de l'histoire. Quel côté ? fulmine Gates. Dans l'histoire, les révolutions commencent pleines d'espoir et se terminent par un bain de sang. Et comment peut-on savoir quel est le bon côté de l'histoire quand on ne sait même pas ce qui se passe dans le temps présent ? Le mauvais renseignement comme les bonnes intentions peuvent paver la voie de l'enfer.

Obama appelle Moubarak et le presse de démissionner. Et il le fait savoir au monde. L'armée prend le pouvoir, dissout le Parlement et suspend

la Constitution. Des élections sont convoquées, les islamistes les remportent, et le ministre de la Défense s'installe à la tête de l'Égypte à la faveur d'un coup d'État.

« La Somalie de la Méditerranée »

Le 15 février, quatre jours après la démission de Moubarak, le Printemps arabe atteint les rivages de Tripoli.

Après que les sbires de Kadhafi ont tué des manifestants qui appelaient au respect des droits de l'homme, un mouvement de résistance armé est né à Benghazi, de l'autre côté du golfe de Syrte, quelque 600 kilomètres à l'est de Tripoli. Le chef, de longue date, du renseignement libyen, Moussa Koussa, a vu venir le chaos et la destruction. Pendant douze ans, il a collaboré étroitement avec la CIA, montant des opérations contre les combattants libyens revenus d'Afghanistan et d'Irak pour renverser Kadhafi. Koussa a fait de la Libye « un partenaire solide dans la guerre contre le terrorisme », et sa coopération s'est avérée « un pilier de la relation bilatérale entre les États-Unis et la Libye », affirme, en 2008, l'ambassadeur Chris Stevens. En mars, Koussa fait ses valises et fuit le pays. La CIA a perdu son principal contact en Libye ainsi qu'un allié de poids contre Al-Qaïda. Telle est la conséquence du soulèvement.

Le régime continue de tuer ses concitoyens, et Obama déclare sans ambages que Kadhafi doit quitter le pouvoir. Son ambassadrice auprès des Nations unies, Susan Rice, obtient le vote d'une résolution du Conseil de sécurité autorisant l'usage de la force pour empêcher un « massacre imminent » en Libye. Obama ne souhaite absolument pas voir des bottes américaines sur le sol libyen, mais il envisage d'un œil moins sévère les baskets. En mars, il signe un mémorandum de notification par lequel il autorise officiers traitants et paramilitaires de la CIA à se rendre sur le territoire pour aider les rebelles de Benghazi et guider les frappes

britanniques contre les chars, l'artillerie et la défense antiaérienne de Kadhafi. Quelques mois plus tard, l'Agence localise les caches d'armes chimiques, fonce sur les bunkers, les sécurise, met de côté missiles et ogives et les « exfiltre » pour destruction. Kadhafi est déjà en fuite. Il se cache. Mal. La foule en colère le découvre. On le sodomise avec une baïonnette et on le tue.

Ben Laden prévoyait qu'il pourrait ouvrir une tête de pont en Libye le jour où Kadhafi serait chassé du pouvoir et qu'Al-Qaïda ferait du pays « la Somalie de la Méditerranée ». Ses forces pourraient ensuite répandre le djihad en Afrique du Nord et sur l'autre rive. Une fois encore, il voyait juste. Les forces libyennes du renseignement et de la sécurité, autrefois craintes, s'effondrèrent sous les coups de boutoir des milices, dont les rangs s'étaient grossis d'islamistes radicaux favorables à Al-Qaïda, et la défaite de l'armée libyenne ouvrit ses réserves d'armes et de munitions, livrant ainsi aux djihadistes une puissance de feu inédite sur une large bande de terre africaine, longue de 6 000 kilomètres, de la Somalie au Mali.

« Assad n'est pas Kadhafi »

Le Printemps arabe éclôt dans l'État policier des Assad le 6 mars. Dans la ville méridionale de Deraa, quinze adolescents de bonnes familles sont arrêtés et torturés pour avoir marqué le mur d'un bâtiment public d'un graffiti antigouvernemental. Les manifestations pacifiques qui demandent leur libération, à Damas et Alep, gagnent en ampleur. Les forces de sécurité syriennes tirent. Et, le 18 mars, tuent quatre manifestants devant la mosquée de Deraa, après la prière du vendredi. Le vendredi suivant, le mouvement de protestation contre le régime s'empare de tout le pays. En avril 2011, le dictateur ordonne des milliers d'arrestations.

Les rois d'Arabie saoudite et de Jordanie font part de leurs sentiments à Bill Burns, du département d'État : Assad est fini. Burns note : « La

communauté américaine du renseignement n'a pas contredit cette analyse. » La CIA dispose d'un chef de poste expérimenté à Damas, Mark Pascale, qui dirigera plus tard les postes de Moscou et de Pékin. Le département d'État peut compter sur son courageux ambassadeur en Syrie, Robert Ford. Ni l'un ni l'autre n'ont le don de prophétie. « Assad n'est pas Kadhafi, assure Ford lors d'une réunion à la Maison Blanche, fin mars. La probabilité d'atrocités de masse est faible. Le régime syrien répondra violemment à la contestation, mais tentera de minimiser l'usage de la force létale. » Comme il s'en rendra compte bientôt, il est très loin de la réalité. « Personne ne savait jusqu'où pouvait aller le gouvernement syrien pour maintenir son contrôle sur Damas », estime-t-il avec du recul. La répression engagée par Assad prend vite la dimension d'une guerre régionale, qui va tuer 300 000 Syriens, en pousser 13 millions sur les routes de l'exil et alimenter la plus violente et virulente faction du djihad islamique que le monde ait jamais vue. Assad se maintiendra treize années supplémentaires au pouvoir, grâce, notamment, à l'armée russe et aux services de renseignement iraniens.

Les analystes de la CIA ont dit à Obama que le Printemps arabe affaiblirait Al-Qaïda en montrant aux populations que le changement politique était possible hors de la violence et du culte de la mort. Là encore, ils se sont montrés moins perspicaces que Ben Laden. Mike Morell conclut bientôt de cette désastreuse séquence qu'en déstabilisant les dictatures et en brouillant les contacts de la CIA, pourtant établis de longue date, avec leurs services de renseignement, le Printemps arabe avait fourni à Al-Qaïda et à ses partisans l'opportunité de se ménager des refuges où ils étaient en sécurité et de rassembler leurs forces.

En signifiant à Moubarak qu'il a fait son temps, Obama a rompu avec la tradition de soutien sans faille aux autocrates pro-américains du Moyen-Orient. Mais la tradition reprend bientôt ses droits. Quand, deux ans plus tard, l'armée égyptienne s'empare du pouvoir, Morell – alors directeur par

intérim de l’Agence pour la seconde fois – pousse un soupir de soulagement. « C’est une bonne chose », dit-il. On revient, semble-t-il, aux habitudes de la politique moyen-orientale de l’Amérique.

« Il était nimbé d’un charisme presque divin »

À la CIA, il était maintenant question d’une relève de la garde, qui n’avait rien de politiquement neutre. Gates voulait quitter de secrétariat à la Défense, et il pensait à Panetta pour le remplacer au Pentagone. Biden avait tenté de sceller la décision durant la préparation du raid sur Abbottabad. Panetta avait travaillé avec un certain nombre de présidents – dès l’administration Nixon – et il avait une fine connaissance des rituels de succession. Il savait qu’à moins qu’elle ne vienne d’Obama, l’offre était soumise à la conjoncture.

— Et qui avez-vous en tête pour la CIA ?

— Nous pensons à David Petraeus, répondit Biden.

— Vraiment ?

Il y avait plusieurs façons de considérer Petraeus, le soldat chercheur qui, après sa thèse de doctorat à Princeton, était revenu sur le champ de bataille le 4 avril 2010 pour commander les troupes américaines en Afghanistan. Comme Obama consentait une augmentation drastique de la présence militaire des États-Unis en Afghanistan, Petraeus multiplia les bombardements, les opérations spéciales et les assassinats ciblés contre les dirigeants talibans. Et il avait assuré au Congrès que l’élan ennemi était brisé. On le tenait en telle estime que sa parole, qui se révéla fausse, ne connaissait pas la contradiction. Petraeus était le général le plus populaire et le plus politique du pays. Le sénateur McCain le saluait comme l’un des plus grands chefs militaires de l’histoire américaine. Il avait fait une cour

assidue aux correspondants de guerre qui couvraient son action en Afghanistan, lesquels chantaient ses louanges dans des livres à succès. Lorsque le président nomma Petraeus directeur de la CIA le 28 avril, trois jours avant le raid sur Abbottabad, le *New York Times* écrivit : « M. Obama retient un célèbre soldat, qui a une connaissance approfondie de la collecte du renseignement tant en Afghanistan qu'en Irak. Sa réputation est si grande, dit-on dans l'administration, qu'il était difficile de le muter à un autre poste dans l'armée. »

Ces éloges lui étaient un peu montés à la tête. Il y eut bien peu, dans la vie publique américaine, d'histoires d'amour aussi intenses que celle de David Petraeus avec David Petraeus. Son ego se reflétait sur les murs de son bureau, au siège, tapissés de dizaines de photos le montrant sur les théâtres d'opérations comme des miroirs tendus à sa vanité. Certains officiers ayant servi sous ses ordres l'avaient surnommé – quoiqu'ils n'osassent pas lui en donner en face – le roi David. Certains de ses plus ardents admirateurs du parti républicain l'auraient volontiers vu suivre les traces de ceux qui étaient passés du champ de bataille à celui de la politique pour devenir commandant en chef, à l'instar d'un Ulysses S. Grant, d'un Dwight D. Eisenhower. L'idée que le général se présentât aux élections présidentielles de 2012 déplaisait fort aux conseillers politiques d'Obama. Panetta présume qu'ils voulurent confier la CIA à l'ardent général « pour le distraire, au moins un temps, des ambitions présidentielles qu'ils lui prêtaient ».

Après l'Irak et avant de rejoindre l'Afghanistan, Petraeus, général quatre étoiles, avait dirigé le Central Command en Floride. Ce poste au CENTCOM s'accompagnait de plaisantes gratifications, notamment un cortège d'aides de camp obéissants, de chauffeurs, de chefs cuisiniers, de porteurs, ainsi qu'une discrète escorte de vingt-huit engins motorisés pour le moindre déplacement. De quoi gonfler la vanité et pousser à l'immodestie qui s'associe parfois au pouvoir. « Il était nimbé d'un

charisme presque divin, écrit Panetta. Mais tout le monde savait aussi à quoi il ressemblait. » Gates lui donne un conseil précieux : quand votre voiture s'arrêtera devant le siège, le premier jour, ouvrez vous-même la portière et oubliez vos décorations en passant le seuil.

« Années de vengeance »

Petraeus ne prit ses fonctions qu'en septembre 2011, de sorte que c'était Morell qui dirigeait l'Agence au moment où celle-ci tentait de contenir la résurgence d'Al-Qaïda et de prévoir ce qui se passerait quand les forces américaines auraient quitté l'Irak.

La date limite du mois de décembre, fixée trois ans auparavant par Bush et le gouvernement divisé à Bagdad, approchait. « Nous n'avons pas seulement retiré nos forces, analyse l'ambassadeur Ryan Crocker. Nous nous sommes aussi retirés sur le plan politique. La guerre était finie. Ce n'était plus notre affaire. Les dés étaient jetés. À vrai dire, je ne suis pas certain que nous nous soyons préoccupés du résultat – ni des conséquences. » Après que Bush père avait quitté l'Afghanistan, en 1989, sept années de combats entre les seigneurs de la guerre soutenus par la CIA et vainqueurs des Soviétiques avaient conduit à l'avènement des talibans et au développement d'Al-Qaïda. Les mêmes causes étaient en train de produire les mêmes effets, mais cette fois au bout de quelque mois seulement. Le retrait américain conduisit directement à l'émergence de l'EI en Irak et en Syrie – autre effet pervers de la guerre de Bush.

La hausse massive du contingent américain en Irak et en Afghanistan, que Petraeus avait demandée et obtenue, relevait justement du coup de dés. Et il n'avait pas eu exactement les résultats escomptés. Le 22 juin, après que Petraeus est retourné à Kaboul pour rendre son commandement, le président Obama annonce qu'il s'engage à rapatrier 10 000 soldats d'Afghanistan pour Noël, et 23 000 de plus pour l'été suivant. Petraeus

proteste : « Cela invalide mon plan de campagne, Monsieur le président. » Arrogance. Et cette propension à faire de la politique au-dessus de sa catégorie le desservira à la CIA.

Malgré les promesses creuses des généraux trois étoiles et deux étoiles, qui prétendaient la victoire à portée de main, la guerre en Afghanistan entre dans sa deuxième décennie. Le président Hamid Karzaï, porté par la CIA, soutenu par les millions de dollars du Pentagone, isolé de la réalité et de plus en plus erratique, s'oppose désormais ouvertement aux Américains. La méfiance est partagée. Les officiers de la CIA savent que Karzaï, ses gouverneurs et ses ministres sont corrompus ou incompétents, voire qu'ils cumulent vénalité et incurie. Mais ils savent aussi qu'il n'a pas tort lorsqu'il critique l'occupation. En Afghanistan, les États-Unis ne gagnent ni les cœurs ni les esprits. La formation des soldats et des policiers afghans par l'armée américaine est un fiasco dispendieux, où plusieurs milliards de dollars ont été engloutis. Les troupes américaines continuent à tuer des civils innocents à la suite de leurs méprises et ont même perpétré un massacre de masse sans la moindre provocation. Des soldats profanent ouvertement le Coran, le brûlent, urinent dessus. Les Afghans dont la loyauté n'a pas été achetée commencent à mépriser les Américains. Les talibans le savent. Ils vivent parmi la population. Ils savent aussi qu'au cours de leurs 6 000 ans d'histoire, les Afghans ont toujours repoussé les envahisseurs. Ils savent qu'un jour, les Américains se lasseront et partiront. Les Américains ont des montres, disent les chefs talibans les plus expérimentés, mais nous avons le temps.

Les chefs de postes et d'antennes, les officiers en opération et les paramilitaires se battaient. « Nous étions là pour tuer les talibans et Al-Qaïda. Point à la ligne », dit Marc Polymeropoulos. En juillet, il prend le commandement de l'antenne de Shkin, la pointe de la lance dirigée sur les zones tribales du Pakistan. « Envoyez-moi au pire endroit, le plus difficile, le plus dur de toute la planète », avait-il demandé à ses supérieurs après

avoir récupéré du choc causé par le désastre de Khost. Ses remords et sa culpabilité l'avaient ainsi conduit à Shkin pour venger les sept morts de Khost, pour faire de la base une « machine à tuer ». Il était, avec les quinze hommes qui partageaient son sort, constamment pilonné. Dix kilomètres à l'est, l'armée pakistanaise soutenait Al-Qaïda et les combattants talibans qui faisaient pleuvoir sur sa position leurs roquettes de 107 millimètres.

Polymeropoulos annonce à ses supérieurs hiérarchiques au siège qu'il doit répliquer :

— Nous sommes tous les jours sous le feu de l'armée pakistanaise, pas seulement sous celui d'Al-Qaïda, prévient-il.

— C'est compliqué, s'entend-il répondre.

— Pas pour moi, insiste-t-il.

Il a gain de cause. Les forces américaines retournent le feu sur les positions pakistanaises. Cette année-là, « nous causâmes d'importants dommages à Al-Qaïda et tuâmes des membres importants de la troupe talibane. Nous les éliminâmes du champ de bataille. Ce qui était une bonne chose. »

Huit ans plus tôt, des officiers de la CIA, William Carlson et Christopher Mueller, tous deux vétérans des forces spéciales, avaient été tués après une fusillade de six heures hors du périmètre de Shkin. « Nous avons traqué les talibans responsables, recruté des sources, et nous les avons liquidés, se souvient Polymeropoulos. Et cette nuit-là, assis autour du feu de camp, nous avons appelé la veuve de l'un des deux officiers à Fort Bragg et nous lui avons dit que nous avions vengé la mort de son mari. » La nouvelle se répand vite, autour du monde, parmi les officiers de la CIA. Polymeropoulos revient de douze mois passés en Afghanistan avec une promotion gagnée sur le champ de bataille. Il sera adjoint principal au centre antiterroriste, supervisant les opérations létales au Moyen-Orient de 2012 à 2014.

« C’étaient mes années de vengeance, de justice, dit-il. Pas de problèmes avec ma conscience. »

19

Il y a toujours quelqu’un qui regarde

David Petraeus prenait un bon départ à la CIA, du moins le pensait-il. « C’est le meilleur poste que j’aie jamais eu, confie-t-il à Morell en novembre 2011. Et les gens sont les meilleurs avec qui j’aie travaillé. » Il croyait avoir noué des relations de confiance avec les barons de l’action clandestine et de l’antiterrorisme, dont il connaissait certains depuis l’Afghanistan et l’Irak, presque tous des vétérans des marines ou des commandos marins. Pour lui, les combattants étaient le sel de la CIA.

La CIA n’était pourtant pas le CENTCOM. « Ce n’est du tout comme une organisation militaire, où le commandant dispose, sous ses ordres directs, d’une immense masse de collaborateurs, analyse-t-il. Tout au sommet, il y a très peu de capacité directement en dessous du directeur, ce qui n’est pas le cas pour un commandement militaire. » Or Petraeus voulait une grande équipe, parce qu’il voulait aussi prendre de grandes décisions et faire de grandes choses. Mais les tâches étaient toujours plus nombreuses que les gens pour les mener à bien, comme il pouvait le constater, et il n’y avait jamais assez d’argent. Quand il découvrit le budget annuel de la CIA, qui venait pourtant d’atteindre un record avec près de 15 milliards de dollars, les bras lui en tombèrent. Comment ? C’est tout ? C’était à peu près ce que dépensait le Pentagone chaque semaine.

Petraeus disait aimer la CIA, mais cet amour n'était pas partagé. « Avec la plupart des gens, il n'a pas su établir des relations de confiance, note Morell. Notamment parce qu'il donnait l'impression, dans le ton de sa voix et dans son langage corporel, qu'il supportait mal la contradiction […] mais aussi parce que les attentes qu'il nourrissait – celles du général quatre étoiles – à l'égard de ses collaborateurs ne correspondaient pas à la culture de la CIA. » Et comme il ne cessait d'ordonner qu'on lui présentât ce qu'il nommait un « plan stratégique de campagne » pour repenser l'avenir de l'Agence, la tension montait et devenait de plus en plus éprouvante. Il entendait qu'on répondît à de grandes questions : « Quelles sont les missions de longue haleine ? Quelles sont celles qui émergent ? Et comment, dès lors, devons-nous ajuster les ressources consacrées à chaque mission ? » Il découvrit que la CIA n'avait ni le temps ni les moyens de tracer de si vastes perspectives.

L'armée dans laquelle Petraeus avait servi pendant trente-sept ans était une immense et lourde hiérarchie. En comparaison, la CIA était une petite organisation, relativement horizontale et agile. Ainsi le chef du service clandestin supervisait-il plus de 2 000 personnes, mais la chaîne de commandement n'avait que deux niveaux. Petraeus assignait une mission au service clandestin, qui concevait un plan, le lui soumettait, puis l'exécutait, et ainsi jusqu'à la crise suivante. « Ce qui est très bien, assurait-il, sauf que cela signifie qu'au sommet, vous n'avez aucune réelle capacité de planification stratégique. » Son nouveau plan de campagne ne prit jamais forme. Mais il n'était pas besoin d'un doctorat pour comprendre que certaines missions de long terme se vidaient de leur substance et que d'autres, émergentes, étaient urgentes. Sous la direction de Petraeus, la CIA ressemblait plus à une organisation paramilitaire qu'à un service d'espionnage. Depuis le 11-Septembre, les officiers et les analystes les plus talentueux s'étaient, par milliers, jetés dans la guerre contre le terrorisme, imités par nombre de nouvelles recrues. Les traditions de l'espionnage et du

contre-espionnage se relâchaient, alors même que les vieux ennemis de la CIA concentraient leurs forces.

Au début du XXIe siècle, il semblait que les États-Unis dussent façonner le monde. Les dirigeants chinois, dont le pays venait d'intégrer l'Organisation mondiale du commerce (OMC), noueraient bientôt des alliances avec les entreprises américaines. Poutine s'associerait à l'OTAN, même si le président Bush avait promis d'étendre l'Alliance atlantique « à l'est, au sud, au nord et en avant », le long des frontières occidentales russes. La puissance américaine avait gonflé, telle une vague qui monte, depuis la fin de la guerre froide, et elle projetait ses forces : la démocratie, le capitalisme, la suprématie militaire. Mais la vague, comme toutes les vagues, en son sommet s'était brisée. Les guerres trop longues avaient lentement usé l'énergie du pays, dilapidé sa richesse, miné son autorité morale. Les jours de l'unique superpuissance mondiale étaient passés. La Chine et la Russie se relevaient et se dressaient contre les États-Unis.

« Je pense que Poutine n'est plus un démocrate »

Bush disait avoir regardé Poutine dans les yeux et avoir lu dans son âme. Il pouvait donc se passer, pour connaître les intentions du président russe, des estimations et des hypothèses du renseignement. Il le considérait par ailleurs comme un allié dans la lutte contre le terrorisme et assurait qu'espionner le Kremlin n'était pas pour la CIA une tâche prioritaire. Mais après cinq années et demie à la Maison Blanche, il avait dû se rendre à la cruelle réalité : sa foi et sa confiance avaient été abusées. « Je pense que Poutine n'est plus un démocrate, dit-il en juillet 2006. C'est un tsar et je crois que nous l'avons perdu. » Il est devenu depuis de plus en plus clair que Poutine allait menacer l'autorité exercée sur le monde par les

Américains et chercher à ressusciter la gloire perdue de l'Empire russe. Que le nouveau tsar ait été autrefois démocrate, où qu'il soit l'un des nôtres, que nous aurions perdu, l'idée n'en était certainement pas venue à Bush de la CIA.

Bill Burns, ambassadeur à Moscou de 2005 à 2008 et futur directeur de l'Agence, était probablement l'un des plus fins exégètes du Poutine qui, avant la fin des années 2010, accusait les États-Unis d'utiliser leur puissance militaire afin que le monde n'ait plus qu'« un seul maître, un seul souverain », et commençait à remettre en cause leur influence. Derrière l'extension de l'OTAN, pensait le nouveau tsar, se cachait la CIA, qui avançait ses forces sur ses frontières et dont les espions, il en était certain, avaient soutenu les militants de la démocratie dans les anciens États soviétiques, notamment en Ukraine.

Poutine utilisait ses propres services d'espionnage comme instruments directs de sabotage et de subversion. Ainsi en 2007 avaient-ils lancé, contre l'Estonie, qui jetait bas les derniers vestiges de sa vassalité, une série de cyberattaques visant à paralyser le pays, puis à nouveau, en 2008, contre la Géorgie : ils avaient alors participé à la guerre de l'information et de l'informatique accompagnant l'invasion militaire. Le président russe avait également commencé à assassiner ses opposants, comme Alexandre Litvinenko, un officier de sécurité russe empoisonné après sa défection et son exil en Grande-Bretagne, et Anna Politkovskaïa, journaliste d'investigation abattue dans la cage d'escalier de son immeuble le jour du cinquante-quatrième anniversaire de Poutine. Burns a assisté à ses funérailles. Les rapports qu'il a rédigés durant ses quatre années à l'ambassade moscovite décrivent un dirigeant russe de plus en plus hostile, projetant sa puissance tant dans l'action au grand jour que dans des opérations clandestines.

Lorsqu'il se rend à Moscou en mars 2012, Burns, désormais secrétaire d'État adjoint, trouve un Poutine d'humeur massacrante, particulièrement

furieux contre sa patronne. Hillary Clinton vient en effet de critiquer ouvertement le trucage des élections du mois de décembre, affirmant : « Les électeurs russes méritent une enquête digne de ce nom sur les fraudes et les manipulations électorales. » Des milliers de manifestants sortent dans les rues aux cris de : « Poutine voleur ! » et « Russie sans Poutine ! »

Les soulèvements du Printemps arabe hantent le maître du Kremlin, qui a vu et revu les vidéos de la mort de Kadhafi, entre les mains de la foule et à la pointe d'une baïonnette, tournées sur des téléphones portables. Poutine soupçonne Obama d'être derrière tout cela. Il a répété en public que Clinton œuvrait en secret pour le renverser. Burns et le poste de la CIA de Moscou ont averti des dangers qui attendaient les États-Unis après son imminente et inéluctable réélection. Il va chercher à se venger de l'Amérique.

« Nous subissions le harcèlement constant de leurs services de renseignement »

En février 2012, Xi Jinping, qui sera bientôt président de la République populaire de Chine, se rend aux États-Unis et dîne, à Washington, avec les dirigeants américains. Obama et Biden le trouvent difficile à déchiffrer. Réformateur ? Partisan d'une ligne communiste dure ? Ami probable ou adversaire implacable ? Le portrait idéologique et politique qu'en trace la CIA est inhabituellement flou. La raison de cette incertitude paraîtra bientôt dans toute sa brutalité.

Le chef de poste de Pékin a de nombreuses tâches – dresser un tableau détaillé de ce que pensent et veulent les dirigeants chinois, recruter des agents au sein du parti communiste et de l'armée populaire de libération et espionner la Corée du Nord. Dans cette dernière mission, il reçoit de temps à autre l'aide de ses homologues chinois, du ministère de la sécurité d'État, le Guoanbu. Créé en 1983, le Guoanbu s'est d'abord préoccupé d'extirper

du pays ses ennemis intérieurs. Il n’est devenu une agence d’espionnage à rayonnement mondial qu’à partir de 1998. Mais il s’est depuis lors développé exponentiellement et emploie désormais, au bas mot, 250 000 personnes, et fait donc, à cette aune, douze fois la taille de la CIA. Dans les quatre grands bureaux du complexe qu’il occupe au nord-ouest de Pékin, un lieu sûr a été aménagé, où le chef de poste de la CIA rencontre plusieurs fois par an de hauts responsables du Guoanbu pour discuter de questions d’intérêt commun comme du programme d’armement nucléaire de la Corée du Nord.

Le Guoanbu est organisé en dix-huit bureaux, et la CIA ne connaît pas les attributions de la moitié d’entre eux. Elle sait que le premier forme des milliers d’espions à travailler sous légende aux États-Unis, au prétexte d’études ou d’affaires le plus souvent. Ils ont deux missions : l’espionnage au sens « traditionnel » et la répression transnationale, contre les dissidents et les critiques du pouvoir d’État au sein de la diaspora chinoise. Le onzième bureau mène quant à lui des opérations d’influence politique, travaillant à convaincre des groupes de réflexion à Washington, des universitaires influents ou des membres du Congrès que la Chine est en marche vers la démocratie, ou du moins s’y dirige plus ou moins rapidement, et qu’elle n’a à l’égard de l’Amérique aucune arrière-pensée. Le treizième bureau est le laboratoire scientifique et technologique des services chinois, et s’est fait une spécialité de la collecte de données sur Internet, sur les smartphones et sur les réseaux sociaux. Les espions chinois ont mené des attaques d’hameçonnage ciblé, ont raclé des données sur Facebook et Twitter, piraté les campagnes McCain et Obama, en 2008, et lancent sur les serveurs de la CIA d’incessantes attaques. Ces trois bureaux participent activement aux efforts déployés par le Guoanbu et les divisions du renseignement de l’armée populaire de libération pour infiltrer le complexe militaro-industriel, les milieux du renseignement et le gouvernement américains.

Lors de son dernier voyage en Chine en tant que secrétaire à la Défense, Robert Gates a reçu un cuisant camouflet. Peu après qu'il a atterri, l'armée populaire de libération a lancé son nouveau chasseur furtif, une copie du F-35 de l'aviation américaine, développé dans le plus grand secret pour un budget de 406,5 milliards de dollars. Les pirates informatiques et les espions chinois ont volé à l'avionneur américain Lockheed Martin des gigaoctets de données concernant la conception et la technologie de l'appareil. Les vols sans vergogne de savoir-faire industriel et de propriété intellectuelle commis par la Chine aux États-Unis en ce début de XXIe siècle représentent alors le plus important transfert de richesses jamais opéré dans l'histoire.

Le dix-huitième bureau du Guoanbu espionne sans sourciller plus de 20 000 Américains en Chine. Ce travail est une infime facette du plus puissant État policier de la planète. Le gouvernement chinois est alors dans la cinquième année d'un projet de longue haleine qui doit aboutir à l'installation de centaines de millions de circuits de vidéosurveillance censés contrôler citoyens chinois et ressortissants étrangers, à grand renfort de compilation de données de masse et de traçage des téléphones portables afin de constituer sur chacun un dossier numérique. Le dix-huitième bureau utilise les circuits de vidéosurveillance et la technologie de la reconnaissance faciale pour suivre les faits et gestes des officiers de renseignement et des diplomates travaillant à l'ambassade ou dans les consulats des États-Unis. Les Américains savaient déjà que leurs téléphones étaient sur écoute et leurs domiciles, truffés de micros. Ils sont désormais suivis où qu'ils aillent par les yeux sans visage des services chinois.

« Nous subissions le harcèlement constant de leurs services de renseignement, résume Robert S. Wang, adjoint du chef de poste à l'ambassade des États-Unis à Pékin de 2011 à 2013. Ils suivaient toutes les personnes entrant et sortant de l'ambassade. Chacun, chacune était une cible. »

Malgré cette incessante surveillance, la CIA est parvenue, comme jamais auparavant, à infiltrer, au cours des dix années précédentes, le gouvernement chinois. À partir de 2003, ses officiers recrutent et traitent quelque trente agents remarquablement placés, dans les niveaux intermédiaire et supérieur de l'administration, y compris au sein du parti communiste chinois, de l'armée populaire de libération et même du Guoanbu. Ces recrutements sont assurément une réussite. Ils sont le fruit d'une compréhension intime de la culture politique chinoise. La CIA a en effet compris que la corruption du parti communiste chinois était le défaut de l'armure. Pour grimper rapidement les échelons de l'administration chinoise, il faut payer d'importants pots-de-vin, des « droits de promotion », que perçoivent les supérieurs hiérarchiques. La CIA dispose d'assez d'argent pour cela. Après avoir rencontré leurs recrues et cultivé leur bienveillance, les officiers traitants de la CIA financent leur carrière à coups de millions de dollars, les aidant à gravir les pentes glissantes qui mènent aux sommets de la vie politique chinoise. Ainsi le poste de Pékin a-t-il accès à la pensée du gouvernement chinois. Recruter et payer ces agents est un travail infiniment délicat, et encore n'est-ce que la part la plus aisée. Communiquer avec eux en toute sécurité et empêcher qu'ils ne soient repérés est beaucoup plus épineux. Les officiers de la CIA savent que la vie de leurs agents est entre leurs mains. Les agents le savent – ou plutôt le savaient – aussi.

« En matière d'espionnage, rien n'est rectiligne »

Car ces agents sont un à un capturés, emprisonnés, torturés et exécutés. Les arrestations commencent en 2010 et durent deux années terribles et interminables. La création d'un réseau d'espions chinois a été une réussite

sans précédent, l'un des plus grands succès de l'histoire du service clandestin. Sa destruction est une débâcle sans pareille, un désastre que l'Agence peine aujourd'hui encore à comprendre.

« En matière d'espionnage, rien n'est rectiligne, philosophe Paula Doyle, nommée responsable adjointe du contre-espionnage national[1] en 2012, soit neuf ans après le démantèlement du réseau d'A.Q. Khan et après qu'elle a séjourné comme chef de poste en Europe, au Moyen-Orient et en Asie. C'était très difficile de tracer une ligne directe », ajoute-t-elle. En l'occurrence, remonter les faits pour comprendre ce qui s'était passé en Chine. Avec le temps, pourtant, Doyle et la CIA s'aperçurent que les morts d'agents s'inscrivaient dans un cadre d'action beaucoup plus vaste et diversifié.

L'histoire ne commence pas à Pékin mais à Téhéran. Une source du ministère iranien du Renseignement et de la Sécurité alerte la CIA sur le fait que certains de ses agents au sein du programme d'armement nucléaire de la République islamique d'Iran sont compromis. Comment ont-ils été démasqués ? On ne le sait pas. Les Iraniens et leurs partenaires libanais du Hezbollah annoncent alors qu'ils ont arrêté plus de quarante agents recrutés par la CIA et en ont démasqué quarante-deux, à l'été 2011, travaillant à l'étranger. Les morts d'agents chinois se multiplient à partir de ce moment, à un rythme effréné.

« C'était un gros problème. Et nous lui accordions toute l'attention nécessaire, dit Petraeus. Nous avons entrepris un effort très, très conséquent pour découvrir ce qui se passait. » La CIA savait que « ce que les Chinois faisaient vraiment très très bien, c'était aspirer les données, partout, quelles que soient ces données, ajoute-t-il. Ils savent très bien les utiliser, trouver l'aiguille numérique dans la botte de foin numérique en reliant les points. Et si vous avez chez vous quelqu'un qui est exposé, alors, il y a peut-être quelque chose qui relie cette personne à une autre, qui peut être à son tour liée à une troisième ».

La CIA et le FBI lancent une enquête conjointe que le bureau de la police fédérale baptise « Blaireau à miel », du nom de cet animal réputé pour sa combativité, dont l'aire de répartition ne s'étend pas jusqu'à la Chine, mais comprend le sud-ouest de l'Iran, au nord du golfe Persique. Commence la plus vaste et complexe chasse à la taupe depuis les traques consécutives des agents doubles Aldrich Ames, à la CIA, et Robert Hanssen, au FBI, qui avaient vendu dans les années 1980 une douzaine d'agents soviétiques puis russes travaillant pour les États-Unis, les envoyant à la mort ou en prison et compromettant gravement les opérations du renseignement américain contre le Kremlin. À l'époque, l'Agence et le Bureau fédéral avaient enquêté séparément, neuf ans pour la première, seize pour le second, et l'une des raisons de cette lenteur tenait à la difficulté pour l'un et l'autre de croire qu'un des leurs avait pu les trahir et trahir les États-Unis.

Cette fois, les enquêteurs interrogent presque toutes les personnes ayant travaillé à Pékin depuis 2001. Les soupçons se portent bientôt sur un officier traitant retiré, Jerry Chun Shing Lee, quarante-sept ans, ancien combattant, habitant Hong Kong depuis qu'il a quitté la CIA. Après avril 2010 et une rencontre avec des officiers du Guoanbu, Lee a repris du service à l'Agence. Et pour cause : le renseignement chinois lui a offert 100 000 dollars et la perspective d'une vie entretenue s'il espionnait pour le Guoanbu la CIA. En août 2012, l'Agence l'attire à Hawaï avec une offre fictive d'emploi. Le FBI perquisitionne sa chambre d'hôtel et découvre des notes manuscrites contenant les noms et numéros de téléphone de huit agents autrefois traités par Lee. L'affaire aurait pu s'arrêter là – mais les noms des Chinois trahis n'étaient pas sur la liste. Lee plaida coupable de conspiration et d'espionnage caractérisé et il écopa de dix-neuf ans de prison.

Les enquêteurs suivirent en 2012 trois autres pistes. Un autre officier de la CIA avait-il travaillé pour les Chinois ? Les officiers traitants s'étaient-ils

montrés trop désinvoltes et imprudents dans l'organisation de leurs rendez-vous clandestins ? Le Guoanbu était-il parvenu à pirater les systèmes clandestins de communication – les *covert communication systems*, ou covcom – grâce auxquels l'Agence correspond avec ses réseaux ? La troisième piste conduisait, une fois encore, à Téhéran. La CIA découvrit que les renseignements iraniens avaient infiltré les covcom utilisés pour les recrues persanes. Les canaux clandestins étaient maquillés en pages web rudimentaires d'informations, d'actualités sportives ou de bulletins météo, entre autres innocentes couvertures. Il suffisait qu'un agent tape dans une barre de recherche un mot de passe pour que s'ouvre un lien caché de communication avec son officier traitant.

Les experts scientifiques du Citizen Lab, organisation située à Toronto et travaillant à l'intersection des technologies de l'information, des droits humains et de la sécurité internationale, découvrent dix ans plus tard que les procédures des covcom sont défectueuses. Ils font des essais de code sur une page autrefois utilisée par un agent iranien arrêté en 2010 et emprisonné depuis neuf ans, conservée dans la Wayback Machine d'Internet Archive. Ils parviennent ainsi à se connecter à un réseau de 885 pages web des covcom, dans vingt-neuf langues, dont le russe et le chinois. Presque toutes ont été actives entre 2004 et 2013. « Des blocs d'adresses IP attribuées à des sociétés américaines manifestement fictives servaient d'hébergement à certains sites web, rapporte le Citizen Lab. Ces failles ont pu faciliter les investigations de tiers hostiles. » En d'autres termes, les covcom de la CIA étaient une sorte de chandail aux mailles trop lâches, qu'on pouvait détricoter en tirant sur le fil.

« Le système clandestin de communications était la seule chose qui avait vraiment de l'importance », regrette Doyle.

À la fin de l'été 2012, il apparaît aux enquêteurs que les Iraniens ont craqué la fragile protection des covcom et partagé leur découverte avec le Guoanbu. Mais cela n'explique pas tout : les covcom de la CIA en Chine

étaient plus sophistiqués que ceux qu'avaient éventés les Iraniens, par conséquent moins susceptibles d'échouer à protéger leurs utilisateurs. Alors que l'affaire, dans ses grandes lignes, s'éclaircissait, un mystère subsistait en son cœur même. « C'étaient les covcom, mais aussi Lee, et encore un facteur X », dévoile William Evanina, chef du contre-espionnage à la CIA en 2013 et 2014, puis pendant sept ans *national counterintelligence executive* dans le nouvel organigramme du NCSC. « Et l'histoire, à ce jour, n'a pas révélé tous ses secrets. »

Quand Xi Jinping prend le pouvoir en Chine, à l'automne 2012, il lance immédiatement une campagne qui débouche sur l'arrestation de hauts dirigeants du parti et sur des sanctions disciplinaires pour des milliers de hauts fonctionnaires ayant accepté des pots-de-vin. Car Xi a compris que la corruption au sein du parti, qui permet de gravir les échelons, est devenue pour la CIA un puissant et très efficace vecteur d'infiltration. Des dirigeants politiques corrompus sont une menace directe à la sécurité nationale, ce que les Américains apprendront pour eux-mêmes quatre ans plus tard.

« Il y a toujours quelqu'un qui regarde »

La chute de David Petraeus fut le plus humiliant scandale de mœurs depuis les relations sexuelles clandestines du président Clinton avec une stagiaire de la Maison Blanche quinze ans auparavant.

Le 26 octobre 2012, deux agents du FBI viennent rendre visite à Petraeus dans la suite du septième étage. Le directeur adjoint du FBI, Sean Joyce, l'a averti qu'ils souhaitaient l'entretenir d'un cas de cyberharcèlement impliquant Paula Broadwell, qui a publié, au mois de janvier, un livre pour le moins flatteur sur le séduisant général. Broadwell a harcelé une autre groupie de Petraeus qui, croyait-elle, cherchait à lui faire de l'ombre auprès de son héros. Mais les inspecteurs du Bureau fédéral ont autre chose en tête. Ils ont découvert dans l'ordinateur de Broadwell une

importante correspondance avec Petraeus. Ils demandent au directeur de la CIA s'il a partagé avec sa biographe des informations sensibles. Petraeus dément catégoriquement, sachant parfaitement que mentir au FBI constitue un délit. Et il est parfaitement conscient que si la vérité est dévoilée, il encourt une inculpation pour un délit plus grave encore, de divulgation d'informations confidentielles, qui peut lui valoir dix ans de prison. Son jugement est peut-être troublé par une autre révélation des inspecteurs du FBI : ils savent qu'il entretient une liaison adultère avec Paula Broadwell.

« La personnalité, c'est ce que vous faites quand personne ne vous regarde et, rappelez-vous, il y a toujours quelqu'un qui regarde », disait Petraeus à ses soldats.

Le général espérait que le secret de sa liaison serait maintenu. Il téléphone à Joyce sur une ligne sécurisée et lui demande s'il est possible de garder la confidentialité en cette affaire délicate. Difficile, pour le moins. Le lendemain, un troisième inspecteur du FBI, se présentant comme un lanceur d'alerte, fait complaisamment fuiter les détails croustillants de l'affaire dans l'oreille d'Eric Cantor, le chef de la majorité républicaine de la Chambre des représentants, faisant valoir qu'on souhaite en haut lieu enterrer le scandale pour garantir la réélection de Barack Obama. Cantor, flairant l'alléchante piste, appelle le quartier général du FBI, ce qui contraint Joyce et le directeur du FBI, Robert S. Mueller III, à envisager de prévenir le supérieur hiérarchique direct de Petraeus, le général James Clapper, directeur du renseignement national. Le 31 octobre, nouvel entretien des inspecteurs avec Petraeus, à qui ils confirment ne pas enquêter sur la vie sexuelle des gens et, en l'occurrence, ne pas s'intéresser à son idylle avec Paula Broadwell.

Elle est l'admiratrice et la supportrice qu'il n'a pas eue à l'université. Elle lui ressemble aussi beaucoup : diplômée de West Point, dévote du jogging, ennemie farouche de la moindre trace d'embonpoint, d'une ambition sans bornes – mais elle a vingt ans de moins que lui. Elle lui a

demandé d'être son mentor six ans plus tôt. Elle écrivait sur lui sa thèse de doctorat, dont elle entendait faire un *best-seller*. Il l'a invitée en Afghanistan pour qu'ils puissent travailler ensemble. Elle s'y est rendue quatre fois. Ils maintenaient, lors de leur course matinale, la belle allure de quatre minutes au kilomètre et, la nuit, ils parlaient sans se soucier de l'heure. Fin juillet 2011, alors qu'il a remis son commandement, elle embarque avec lui dans le jet Gulfstream qui le ramène de Kaboul. Quelques semaines plus tard, Petraeus confie à Broadwell huit carnets de notes noirs qu'il a remplis en Afghanistan. Elle en photographie une centaine de pages.

Les carnets contiennent des détails d'opérations spéciales, l'identité d'officiers de la CIA et des forces spéciales, les délibérations du Conseil de sécurité nationale et les discussions du général avec le président des États-Unis. « Il y a là-dedans des choses ultrasecrètes, lui dit-il, des choses à mot de passe, des choses à *codeword* », c'est-à-dire classées plus secrètes que le top-secret. Aucune n'a été révélée dans le livre à la gloire du héros, mais le fait d'avoir partagé ces informations ultrasensibles rapproche le général et son historiographe, extrêmement, et leurs rendez-vous, sous ce dais de mystère, prennent, à partir de novembre 2011, deux mois après qu'on a confié à Petraeus la direction de la CIA, une tournure tout intime.

Un an plus tard, un vendredi, le 2 novembre 2012, le FBI interroge Broadwell et apprend certains détails au sujet des documents que lui a confiés Petraeus. Le rapport des inspecteurs arrive au quartier général du FBI le lundi. Les élections ont lieu le mardi. Obama l'emporte confortablement, mais les démocrates ne parviennent pas à regagner la Chambre. Dans l'après-midi, Mueller appelle Clapper, qui appelle Petraeus et lui conseille de démissionner pour éviter le scandale. Le directeur pense pouvoir passer outre. Le mercredi, il fête chez lui son soixantième anniversaire et dévoile tout à son épouse – n'ont-ils pas trente-sept ans de vie commune ? Le jeudi, il ne se montre pas à Langley. Ce matin-là,

Clapper et Joyce se sont rendus à la Maison Blanche pour signifier que Petraeus faisait l'objet d'une enquête – non pour sa vie amoureuse, mais pour avoir laissé fuiter des secrets d'État. Le soir, vers 9 heures, le directeur appelle Morell et lui révèle sa liaison adultère.

« Il m'a raconté toute l'histoire, se souvient Morell. Il m'a dit : "Michael, je vais démissionner", m'expliquant qu'il avait commis une terrible faute et que sa démission était le premier pas vers sa rédemption. » Morell reste sans voix. « Je comprends. » C'est tout ce qu'il peut dire.

Pour une part, le pouvoir du directeur de la CIA provient de son autorité morale, qui l'autorise à ordonner des actes immoraux. Il lui faut demander à ses officiers de travailler aux lisières de ce que permettent la loi et la politique – c'était le cas des frappes de drone qui avaient tué Anouar Al-Awlaki, citoyen américain, au Yémen, décidées peu après que Petraeus avait pris ses fonctions. Ses officiers, en retour, ont besoin de savoir qu'ils peuvent se fier à son jugement. Et ils savaient désormais que ce n'était plus possible.

Le vendredi 9 novembre, Obama accepte la démission de David Petraeus. Dans le monde politique et militaire, le choc est immense. On bredouille en public les louanges du général et l'on blâme en privé le Bureau pour avoir déballé le linge sale. Certains s'étonnent qu'il ait démissionné pour avoir effiloché les liens du mariage. Mais ils ne connaissent que la moitié de l'histoire. Le lundi, le FBI, muni d'un mandat, perquisitionne au domicile de Broadwell et découvre un gisement de renseignements dont l'ex-directeur de la CIA lui a complaisamment ouvert l'accès. Petraeus engage l'avocat le plus cher de Washington et affirme à qui veut l'entendre qu'il n'a jamais violé le secret des identités, le Saint-Graal de l'Agence. Après plus de deux ans de dénégations durant lesquels il accepte un emploi lucratif dans un fonds spéculatif, il plaide en mars 2015 coupable du chef de délit mineur de mauvaise gestion de documents

« classifiés ». Il est condamné à deux ans avec sursis et mise à l'épreuve, et à 100 000 dollars d'amende.

« Plus vous avez d'étoiles, plus haut vous montez au mât, plus votre cul est exposé », résumait en langage fleuri Mark Clark, le plus jeune général quatre étoiles de l'armée américaine durant la Seconde Guerre mondiale. Petraeus descendait le mât de cocagne avec un accroc à son fond de culotte.

Le président commence à chercher le cinquième directeur de la CIA en un peu plus de huit ans. Il n'a pas besoin de regarder bien loin. John Brennan se tient à ses côtés depuis le début, conseiller pour la lutte contre le terrorisme et directeur de fait du renseignement national. Il accepte avec enthousiasme la proposition et décide de prêter serment non pas sur la Bible mais sur un manuscrit original de la Constitution des États-Unis.

Ses collègues à la Maison Blanche, qui voyaient en Brennan le « tsar » des drones, sont surpris d'apprendre qu'il a passé l'essentiel de ces vingt-cinq dernières années à la CIA comme analyste et qu'il a des vues décidément mitigées sur le service clandestin, sur l'action secrète et sur ce qui fut la conduite de l'Agence lors de la guerre contre le terrorisme. « La CIA, en tant qu'institution, et ses officiers, en tant que personnes, ont commis de graves erreurs », pense-t-il. Il va passer une bonne part des quatre années suivantes à en assumer et en combattre les conséquences.

1. *Deputy national counterintelligence executive*. Le bureau du responsable national du contre-espionnage (Office of National Counterintelligence Executive [ONCIX]) est créé par Bill Clinton dans les derniers jours de son second mandat. En 2004, il est intégré au sein du bureau du directeur du renseignement national (Office of the Director of the National Intelligence). En 2014, l'ONCIX est fondu avec d'autres agences de la sécurité intérieure au sein du National Counterintelligence and Security Center (NCSC, présidé dès lors par le National Counterintelligence Executive), dépendant du bureau du directeur du renseignement national (Office of the Director of National Intelligence [ODNI]), lequel directeur est au moment d'écrire ces lignes une directrice, en l'occurrence l'ancienne députée démocrate d'Hawaï, candidate malheureuse aux primaires de 2020 contre Joe Biden, convertie depuis au mouvement MAGA (Make America Great Again), Tulsi Gabbard. Paula Doyle occupe jusqu'en 2014 le

poste de NCIX, devient directrice adjointe associée des opérations de la CIA et prend sa retraite en 2016. Elle enseigne aujourd'hui à l'université de Georgetown. (NdT.)

Au poste de *deputy national counterintelligence executive*, Doyle eut à superviser le constat des dégâts commis par la mise en circulation, sous la houlette de WikiLeaks, de documents classés secret-défense mais aussi par les révélations d'Edward Snowden et par sa fuite en Russie. Elle a coordonné le travail de contre-espionnage de toutes les agences militaires et civiles de renseignement. (NdA.)

20

Létal et légal

C’est dix ans plus tôt que Brennan, qui occupait alors à la CIA le poste de directeur exécutif adjoint, avait appris ce que ses officiers infligeaient à leurs prisonniers de guerre. La lecture des câbles en provenance de la base secrète de Thaïlande l’avait rendu physiquement malade. Il avait saisi le paquet de cigarettes éventées, évidemment entamé, qu’il conservait dans son bureau en cas d’urgence ; il avait descendu les sept étages et s’était éloigné de l’immeuble de l’Agence. Il avait besoin de marcher. Dans le coin le plus reculé du parc de stationnement, il avait commencé à fumer cigarette sur cigarette. « Mon Dieu, qu’est-ce que nous sommes en train de faire là ? » avait-il pensé. Le prisonnier Abou Zoubaydah avait subi le *waterboarding*, il avait été laissé nu et menotté, enfermé dans une sorte de niche à chien… Un traitement « moralement répugnant […], brutal et inhumain […], anti-américain ». Il avait été torturé.

Remonté au septième étage, Brennan était allé parler à George Tenet. Mais il n’avait pas eu le courage de lui dire ce qu’il pensait. « Je me suis retenu, se souvient-il. Je ne lui ai jamais dit : “George, ce programme est contraire à l’éthique. C’est mal.” » Il n’en avait pas non plus parlé au conseiller juridique, l’homme de confiance, John Rizzo. « Il ne m’a jamais fait part de ses inquiétudes à ce sujet – et mon bureau n’était qu’à cinq

mètres du sien, déclare ce dernier, qui, jusqu'à sa retraite, en octobre 2009, a dirigé le service juridique de l'Agence. Je ne l'ai tout simplement jamais entendu en parler directement, et je n'ai pas non plus entendu dire qu'il aurait exprimé ce type d'inquiétude à d'autres collègues. J'ai eu des conversations avec d'autres anciens de l'Agence. Et je n'ai trouvé personne qui se souvienne de cela. » Brennan était un catholique très pieux ; il avait même rêvé dans sa jeunesse de devenir le premier pape américain. Son incapacité à dire ce qu'il avait sur le cœur lui est apparue peu à peu comme le plus grave péché d'omission qu'il ait commis.

L'opportunité d'exprimer son intime conviction vint avec son audition de confirmation devant la commission du Sénat américain sur l'espionnage, le 7 février 2013. Huit semaines auparavant, la commission avait achevé son rapport sur la torture (*Torture Report*), un compte rendu minutieux du programme de détention et d'interrogatoires. Il avait fallu près de quatre ans aux équipes du Sénat pour éplucher méticuleusement les dossiers de la CIA – quelque 6 millions de pages de câbles opérationnels, de courriels internes, de rapports de crise, d'enquêtes menées par l'inspecteur général, d'entretiens oraux, et plus encore. Obama l'avait clairement établi dès le début de sa présidence : il ne voulait pas que le ressentiment domine l'évaluation de la guerre menée par Bush contre le terrorisme. Les démocrates de la commission sénatoriale du renseignement n'avaient pas tenu compte de ce vœu. Sa présidente, la sénatrice Dianne Feinstein, avait convaincu Leon Panetta, son vieux compagnon de route en politique à Washington et en Californie, de lui remettre des preuves. La décision avait surpris Brennan dans son rôle de *consigliere* de la Maison Blanche pour le renseignement. « Au cours de mes vingt-cinq années à la CIA, je n'avais jamais entendu dire qu'on ait songé à une chose pareille, et encore moins qu'on soit passé à l'acte, analyse Brennan. Et je n'imaginais certainement pas à l'époque que cet accommodement provoquerait un terrible conflit

entre les démocrates de la commission et le futur directeur de la CIA, en l'occurrence moi-même. »

« Il n'y a pas de moyen terme »

Les ennuis avaient commencé lorsque Jose Rodriguez avait décidé, en réfractaire, de détruire les enregistrements vidéo des séances de torture d'Abou Zoubaydah. Alors que le *New York Times* était sur le point de dévoiler cette affaire en décembre 2007, Rizzo avait demandé à Porter Goss si lui-même, lorsqu'il était directeur de la CIA, avait informé de cette destruction les commissions du renseignement au Congrès. Ancien président de la commission du renseignement de la Chambre des représentants pendant sept ans, Goss savait parfaitement qu'il y était tenu par la loi. Il avait pourtant gardé le silence. Il n'avait pas eu le cran. Un manque de sincérité. « C'était le pire des scénarios cauchemars, explique Rizzo. Le *New York Times* était sur le point de publier une p…. d'affaire sensationnelle sur la CIA, et nos superviseurs parlementaires l'apprendraient en lisant le journal. J'étais depuis trente ans le témoin, en première ligne, des relations complexes de l'Agence avec le Congrès, et j'ai immédiatement compris quelle serait la réaction des parlementaires. Le Congrès allait péter les plombs. »

Après le tollé initial, les équipes de la commission sénatoriale du renseignement avaient passé un an à analyser les cassettes ; elles avaient conclu des rapports de l'inspecteur général de la CIA que les abus commis dans les bases secrètes étaient bien plus brutaux que ce qu'en avaient admis les dirigeants de l'Agence dans leurs comptes rendus classés secrets. En mars 2009, à la quasi-unanimité, la commission décide d'ouvrir une enquête à grande échelle sur le programme de détention et d'interrogatoires. Le rapport achevé court sur un peu plus de 6 700 pages agrémentées de quelque 38 000 notes de bas de page ; il n'a jamais été publié au grand jour

– et ne le sera probablement jamais. Mais, un peu avant d'être auditionné par la commission du Sénat pour sa confirmation au poste de directeur, Brennan en lit une version résumée aussi longue qu'un bon roman. Il la trouve, selon son témoignage en commission, « assez accablante ». « Il y a évidemment un certain nombre d'éléments – beaucoup – que j'ai lus dans ce rapport, qui m'ont paru très troublants et inquiétants. » Les plus graves conclusions du document sont que les méthodes d'interrogatoire ont été sans effet pour la collecte d'informations concernant Al-Qaïda, que la CIA a délibérément trompé, quant au programme lui-même, non seulement la commission sénatoriale, mais aussi la Maison Blanche et le département de la Justice, enfin, que personne n'avait imaginé que l'Agence infligeait à ses prisonniers de tels mauvais traitements. Les officiers et contractuels de la CIA avaient franchi le seuil légal de la torture, déjà repoussé par l'administration Bush, en menaçant les prisonniers de mort, en les privant de sommeil parfois pendant cent quatre-vingts heures d'affilée, en enfonçant des tuyaux dans leur rectum pour les gaver de force et, comme cela s'était produit deux fois, en les tuant[1].

« Je ne sais pas où sont les faits, où est la vérité, avait répliqué Brennan aux sénateurs. Je dois étudier cela avec attention et voir quelle est la réponse que donne la CIA. »

Désormais, la réputation de l'Agence dépendait de la façon dont elle allait gérer le rapport. Le jour où ses conclusions seraient rendues publiques, ce dernier risquait d'infliger un nouveau désastre, en termes de communication, à un service d'espionnage qui en avait déjà trop subi. En 2005, quand des journalistes avaient commencé à révéler dans la presse écrite ce qui avait lieu dans les bases secrètes, Phil Mudd, alors directeur adjoint de l'antiterrorisme, avait dit à un collègue que la CIA devait riposter, et fort. Selon Mudd, l'Agence devait donner à la presse et au peuple américain sa propre version de la façon dont les interrogatoires se déroulaient : « Ou bien nous sortons du bois et nous donnons au public

notre vision des faits, ou bien nous nous faisons enfoncer, ce qui aura des répercussions au-delà des médias, avait-il soutenu. Le Congrès lit la presse, réduit nos prérogatives, met son nez et le désordre dans notre budget… Ou bien on met en avant notre version, ou bien on se fait bouffer. Il n'y a pas de solution intermédiaire. » Dans l'une des diverses instances de déclassification sélective, un porte-parole de la CIA avait présenté à Ronald Kessler l'affaire de l'interrogatoire d'Abou Zoubaydah en tournant son récit de façon à convaincre ce journaliste, un des principaux correspondants à Washington du groupe médiatique d'extrême droite Newsmax, de « l'immense valeur des renseignements […] récoltés par le programme d'espionnage de la CIA ».

Immédiatement après l'assaut sur Abbottabad et l'assassinat de Ben Laden, l'Agence se tenait plus que jamais aux côtés du peuple américain ; dans ces circonstances, le service de communication de la CIA était parvenu à vendre à Hollywood un conte bien plus avantageux sur l'efficacité de la torture. Le résultat en fut *Zero Dark Thirty*, un thriller projeté en avant-première en décembre 2012, trois jours avant l'achèvement du rapport sénatorial. Les équipes de communication de la CIA avaient courtisé le scénariste du film et l'avaient finalement gagné à leur cause en lui ouvrant un accès exceptionnel aux officiers de l'Agence au siège. En retour, celui-ci avait invité à dîner Alfreda Bikowsky, l'analyste spécialiste d'Al-Qaïda, confesseure enthousiaste des prisonniers waterboardés, défenseure convaincue des techniques d'interrogatoire les plus musclées, et avocate énergique des bienfaits de la torture lors de son témoignage devant la commission sénatoriale du renseignement. Le rapport de la commission souligne les effets délétères des câbles passionnés envoyés à l'Agence par Alfreda Bikowsky pour rapporter ses confrontations avec Khalid Cheikh Mohammed, le cerveau du 11-Septembre, interrogé dans un des sites noirs de la CIA. Ces câbles avaient créé « le cadre sur lequel s'étaient fondées les futures justifications du programme de la CIA et de ses techniques

d’interrogatoire renforcées ». C’est Bikowsky qui inspire le personnage principal de *Zero Dark Thirty*. Grand succès du box-office, le thriller fut nominé pour l’Oscar du meilleur film et eut une influence non négligeable sur l’opinion publique quant aux vertus du programme d’interrogatoires de la CIA. Pour Mike Morell cependant, alors directeur de l’Agence par intérim pour la seconde fois, avant que Brennan ne soit confirmé, le film est allé trop loin. Morell envoie un courriel à tous les employés de la CIA, pour les avertir que le long-métrage créait « la forte impression » que les aveux extirpés sous la torture avaient guidé la CIA jusqu’à la porte Ben Laden.

« Cette impression est fausse, écrit Morell. Le film suggère que les techniques d’interrogatoire renforcées étaient le seul moyen d’obtenir de ces détenus, de façon rapide et efficace, des informations pertinentes. Or la question est l’objet de débats impossibles à trancher et qui ne le seront jamais. » Cette critique nuancée s’avéra la position la plus mesurée de la CIA sur la question de l’efficacité de la torture.

« Une flétrissure à l’âme de notre nation »

Brennan prête serment comme directeur de la CIA le 8 mars 2013. Il revient à l’Agence, débordant de confiance en lui et déterminé à « démarrer sur les chapeaux de roues et, le cas échéant, à dénoncer les conneries ». Mais à son grand désarroi, les vingt mois qui suivront seront pour l’essentiel occupés par une guerre toujours plus ouverte avec la commission sénatoriale du renseignement au sujet du rapport sur la torture. Plus tard, Brennan considérera cette épreuve comme le plus épineux problème qu’il ait eu à affronter au cours des quatre années passées à la tête de l’Agence – une déclaration étonnante si l’on considère les nombreux défis posés par la Russie et la Chine, la guerre en Afghanistan, la montée en puissance de l’EI, et ses propres difficultés à réorganiser la CIA face à une résistance amère – et épuisante – venue de l’intérieur.

La CIA du XXIe siècle s'était laissé ronger par l'antiterrorisme et par la demande de renseignement tactique. L'Agence devait prendre de la hauteur pour appréhender les défis de long terme, des rivalités entre grandes puissances aux changements tectoniques de la géopolitique. « Après les milliards de dollars investis dans la CIA au cours de la dernière décennie, les responsables politiques devraient avoir certaines exigences sur la capacité de la CIA à anticiper les événements géopolitiques décisifs », observe Brennan lors de ses auditions de confirmation. Il admet que l'incapacité de l'Agence à comprendre la naissance des Printemps arabes et leurs répercussions prouve que « la CIA doit améliorer ses capabilités et ses performances ».

Au moment où Brennan rejoint le septième étage, Morell prépare déjà, assisté d'une équipe d'analystes chevronnés extérieurs au programme d'interrogatoires, la réponse préliminaire de l'Agence aux vingt conclusions du rapport sur la torture. Brennan l'envoie ensuite à la commission sénatoriale, sous sa signature. Confrontée aux vives accusations portées contre ses dirigeants, contre les chefs de l'antiterrorisme et leurs officiers, la CIA admet son impréparation à administrer, dès le départ, les sites noirs, elle reconnaît qu'elle n'a pas cherché à évaluer l'efficacité de ses méthodes d'interrogatoire, qu'elle ne pouvait justifier de l'emprisonnement d'un cinquième de ses cent dix-neuf détenus et qu'elle n'avait pas fait preuve de beaucoup d'enthousiasme à exiger que ses officiers et contractuels compromis dans les mauvais traitements lui rendissent des comptes. La plupart de ces failles, en revanche, ont été détectées, et beaucoup d'entre elles, corrigées, affirme l'Agence, après les rapports de l'inspecteur général John Helgerson en 2003 et 2004. Morell souligne ce qu'il a dit à ses employés : la CIA ne prendra pas position pour déterminer si les informations arrachées aux détenus à coups de passages à tabac, privations de nourriture et de sommeil ou *waterboarding* auraient pu être obtenues par d'autres moyens. Ce débat est et demeurera irrésolu, écrit-il.

Cependant, la CIA riposte, avec toute la force dont elle est capable, contre les conclusions centrales du rapport sur la torture. L'Agence insiste sur le fait qu'elle n'a pas dissimulé intentionnellement des informations à la Maison Blanche concernant le programme ; elle nie avoir délibérément désinformé le département d'État, le FBI, le Congrès, les médias et le peuple américain en déformant la réalité des pratiques dans les sites noirs. Elle rejette l'accusation du rapport, selon laquelle les bases secrètes ont échoué à produire du renseignement qui aurait seul permis de sauver des vies, de déjouer des complots et d'emprisonner des djihadistes. Les vétérans les plus éprouvés de la guerre contre le terrorisme enragent de ce qu'ils considèrent comme une mise en cause insupportable.

Parmi eux, Gina Haspel, promue directrice par intérim du service clandestin une semaine avant l'arrivée de Brennan au siège, à la suite de la retraite de John Bennett. Brennan est douloureusement conscient que bien peu de femmes ont accédé aux plus hauts postes de la CIA. Mais il sait aussi que Feinstein s'opposera avec toute la ferveur dont elle est capable à l'ascension de Haspel, inextricablement liée à la pratique du *waterboarding* sur le site noir de Thaïlande[2]. Il choisit donc de la nommer à la tête du poste londonien de la CIA, une sinécure traditionnellement offerte aux officiers vieillissants pour achever leur carrière. Et Frank Archibald prend sa place à elle à la tête du service clandestin ; vétéran du Pakistan et des Balkans, il dirigeait jusqu'alors la section Amérique latine. Cette nomination permet à Brennan d'amadouer la commission du renseignement – pour un temps seulement.

Dianne Feinstein souhaitait que le rapport sur la torture soit publié tel quel – seules en auraient été expurgées les identités des officiers de la CIA, des sources, et des intermédiaires étrangers. Brennan réclamait, avec l'appui d'Obama, une version bien plus « éditée ». La CIA entra dans une longue bataille avec les équipes du Sénat pour purger le document de ses informations compromettantes et réfuter ses conclusions. Les officiers et les

avocats de l'Agence s'alarmèrent de la requête du directeur des équipes sénatoriales, Daniel Jones, qui demandait qu'on lui remette la « revue Panetta », un millier de pages de rapports manuscrits, préparés en 2009 pour l'ancien directeur par les analystes du siège, récapitulant et résumant les documents qu'il avait décidé de partager avec la commission.

Très peu de monde connaissait l'existence de la revue Panetta. Encore moins de monde savait que sa teneur générale – aux dires mêmes de Panetta – n'était pas tellement différente du rapport de la commission sénatoriale. On y lisait notamment que la CIA, dans ses communications, avait exagéré l'importance des renseignements extirpés à Khalid Cheikh Mohammed, son prisonnier le plus « intéressant », ce qui, par voie de conséquence, fragilisait la justification des 183 heures de *waterboarding* et des 180 heures durant lesquelles on avait laissé le prisonnier enchaîné nu au plafond en le privant de sommeil. Pis. Comme Brennan le note tristement, les officiers qui ont préparé la revue ont parfois confié au papier leurs propres pensées : « Commentaires personnels qui traduisaient leur scandale et leur dégoût après ce qu'ils venaient de lire. » Pis encore. La CIA soupçonnait Jones d'avoir déjà eu connaissance de la revue. Ce qu'elle ne savait pas, c'est qu'il avait imprimé en secret ses passages les plus compromettants, qu'il conservait dans le coffre de la commission. La revue pulvérisait les objections de l'Agence, confia plus tard l'intéressé : « C'était un argument accablant contre le programme de tortures de la CIA. »

Mark Kelton, désormais chef du contre-espionnage à la CIA, décida d'employer les grands moyens, qui plus est clandestinement, avec Jones. Il envoya une fine équipe de spécialistes des technologies de l'information pirater les ordinateurs des collaborateurs de la commission sénatoriale, où ils trouvèrent la revue Panetta et lurent quelques courriels. Brennan en conçut, quand il l'apprit, un certain étonnement : « Mon cœur sauta quelques battements », se souvient-il. La charte de la CIA interdit formellement l'espionnage de citoyens américains et la mission du contre-

espionnage ne comprend évidemment pas l'effraction des bureaux et des tiroirs du Sénat des États-Unis. Brennan demanda fort opportunément à son inspecteur général, David Buckley, de suivre l'affaire. Buckley considéra les faits et décida de saisir le département de la Justice, demandant une enquête sur Kelton et les techniques de contre-espionnage. En retour, le responsable par intérim du service juridique de la CIA (depuis le départ de Rizzo), Robert Eatinger, qui avait été le conseil juridique du programme d'interrogatoires et dont le nom figurait quelque 1 600 fois dans le rapport de la commission sénatoriale, saisit lui aussi la justice, contre Jones, pour possession illégale de documents secrets. L'initiative, ne peut que déplorer Brennan, « eut l'effet fort indésirable de jeter de l'essence sur un feu qui faisait déjà rage ».

Feinstein livre devant le Sénat un discours de quarante-cinq minutes dénonçant les actes « illégaux et anticonstitutionnels » de contre-espionnage menés par la CIA dans l'enceinte même du Capitole. Brennan, inopportunément, nie publiquement les faits : « Quant aux allégations selon lesquelles la CIA aurait piraté les ordinateurs du Sénat, rien ne peut être aussi éloigné de la vérité. Nous ne ferions pas cela. J'entends, c'est tout simplement inimaginable que nous puissions faire cela. » Le différend tourne à la crise politique ouverte. Le vice-président Biden réunit tout le monde pour un moment d'épiphanie : « Laissons donc tout cela derrière nous, les amis. »

« Je sais que John finira par savoir ce que ses types ont fabriqué, assure-t-il à Feinstein. Il vous dira exactement ce qui s'est passé, et il vous présentera ses excuses, s'il le doit[3]. » La sénatrice, toujours furieuse, tance Biden et Brennan, dénonçant le programme d'interrogatoires :

— Une flétrissure à l'âme de notre nation. Je veux m'assurer qu'elle ne se répétera pas, que ce soit sous un président démocrate ou sous un président républicain.

— Pour sûr, répond Biden.

« Est-ce là ce que nous sommes ? »

« Je crois qu'en utilisant la torture pour interroger nos ennemis et en maintenant en prison des individus sans tenir compte de l'État de droit, nous avons mis nos valeurs fondamentales en danger », affirme Obama le 23 mai 2013. Lors de son discours à la National Defense University à Fort McNair, à Washington, il engage des promesses qui, si elles sont tenues, pourraient mettre graduellement fin à la guerre contre le terrorisme.

« L'Amérique est à la croisée des chemins, poursuit-il. Nous devons définir la nature et la portée de notre lutte, sinon, c'est elle qui nous définira. Nous devons nous souvenir de la mise en garde de James Madison : "Aucune nation ne peut préserver sa liberté au sein d'un continuel état de guerre." » Obama plaide pour une limitation des lancements de drones qu'il a lui-même autorisés, auxquels ont procédé Brennan et D'Andrea sur le Pakistan, le Yémen et la Somalie – soit jusqu'alors 380 missions, qui ont tué plus de 2 800 personnes, dont plusieurs centaines de civils.

Obama poursuit : « Les frappes des États-Unis ont causé des victimes civiles ; ce risque existe dans toutes les guerres. Et pour les familles de ces civils, aucun discours, aucune construction juridique ne peuvent justifier de les avoir perdus. Pour moi, et pour ceux qui me succèdent dans la chaîne de commandement, ces morts nous hanteront tant que nous vivrons, tout comme nous sommes hantés par les victimes civiles des combats conventionnels en Afghanistan et en Irak. Le secret nécessaire à ce genre d'actions pourrait avoir pour conséquence de soustraire notre gouvernement à l'attention publique. Il pourrait aussi conduire un président et son équipe à considérer ces frappes comme une panacée contre le terrorisme. »

Au moment où Obama prononce ce discours, il a déjà commencé à diminuer drastiquement les frappes en les assortissant d'une plus grande exigence de renseignements sur les cibles. Les nouvelles règles autorisent

les assassinats ciblés de personnes qui représentent une menace persistante et imminente pour le peuple américain, dont la capture est impossible, résidant dans un pays qui ne peut ou ne veut les arrêter, et à la condition d'une presque certitude qu'aucun civil ne sera tué ou blessé. Cette évolution revient en grande partie à l'action inlassable d'Avril Haines, que Brennan choisit comme directrice adjointe de la CIA après le départ à la retraite de Mike Morell, en juin 2013. Elle a été conseillère adjointe à la sécurité nationale d'Obama, où elle a d'abord joué le rôle de confidente juridique de Brennan sur les questions concernant le renseignement ; elle est depuis longtemps partisane d'une réduction de la guerre des drones.

« Avril et moi-même portons les cicatrices des oppositions que nous avons dû affronter de la part des partisans d'une poursuite de la guerre contre le terrorisme, qui voulaient plus de latitude dans la mise en œuvre des frappes », constate Brennan, et au premier chef d'un homme comme D'Andrea, qui dirigeait alors depuis sept ans le centre antiterroriste. Haines le défiait constamment, et l'emportait souvent. « Sans les changements qu'elle a pu obtenir, les morts de civils innocents et les cibles que nous pouvions viser auraient été beaucoup plus nombreuses, rappelle Samantha Power, alors ambassadrice des États-Unis aux Nations unies. Avril chercha à contraindre dans un cadre légal les instruments létaux de la puissance américaine […] et à donner beaucoup plus de transparence à un programme enveloppé de secret. » Mais, comme le fait elle-même observer Haines : « Une chose ne devient pas juste sous prétexte qu'elle est légale […]. Je crois qu'il est indispensable de ne jamais cesser de considérer les conséquences humaines et éthiques de notre travail. Il est hors de doute qu'en procédant ainsi, on paye un certain prix. »

Haines n'appartenait pas au sérail – elle fut la première femme directrice adjointe de la CIA, la première aussi, en trente-six ans, qui ne soit ni haut gradé de l'armée, ni officier de la CIA. Elle avait quarante-quatre ans, une solide formation en physique théorique et une ceinture noire de

judoka. Elle était pilote amatrice et avait manqué de s'écraser dans l'Atlantique nord avec son petit appareil et l'homme qu'elle allait bientôt épouser, et elle avait été, autrefois, propriétaire d'une librairie dans un quartier bohème de Baltimore. Elle était devenue une des pièces maîtresses du pouvoir exécutif – juriste au département d'État pour les affaires politiques et militaires, conseillère adjointe à la commission des affaires étrangères du Sénat sous la houlette de Joe Biden, avant de rejoindre l'équipe de sécurité nationale du président Obama. Haines passait désormais une centaine d'heures par semaine à la Maison Blanche ; Obama louait publiquement « son intelligence, son éthique du travail et son humilité ». La directrice adjointe de Human Rights Watch à Washington disait d'elle qu'elle était la personne la plus aimable qu'elle ait jamais rencontrée au gouvernement. Humilité et gentillesse étaient des qualités rarement entretenues au septième étage de Langley, peut-être parce que jusque-là, aucune femme n'en avait occupé le commandement en second.

À la Maison Blanche et à la CIA, Haines avait poussé Obama à tenir les promesses qu'il avait faites sur Guantánamo. L'écueil le plus difficile tenait à la possibilité même de juger des terroristes dont les aveux avaient été obtenus sous la torture. Il était impossible de soulever la question. Les juges dans les tribunaux militaires et les avocats qui leur faisaient face étaient bâillonnés par le secret ; sans les conclusions du rapport sur la torture, ils ne pouvaient pas parler de ce qui s'était passé dans les sites noirs. « L'histoire portera un jugement sévère sur cet aspect de notre lutte contre le terrorisme et sur ceux qui auront échoué à y mettre un terme, avait dit Obama à Fort McNair. Imaginez un avenir – dans dix ans peut-être ou dans vingt ans – où les États-Unis d'Amérique détiendraient encore des gens n'étant accusés d'aucun crime sur un territoire qui ne fait pas partie de notre pays. […] Est-ce là ce que nous sommes ? Est-ce cela que nos fondateurs ont prévu ? Est-ce l'Amérique que nous voulons laisser à nos enfants ? »

« Ils ont prétendu que tout cela était une opération solitaire »

Le rapport sur la torture constituait l'enquête la plus approfondie qu'ait menée le Congrès sur la CIA depuis 1975. Le sénateur Frank Church avait alors révélé au grand jour les tentatives et complicités d'assassinat, les coups d'État d'extrême droite et les expériences de lavage de cerveau montées depuis la présidence d'Eisenhower jusqu'à celle de Nixon. La commission Church avait interrogé des dizaines d'anciens cadres de la CIA et saisi le terrifiant sentiment d'urgence qui s'était emparé d'eux face à la menace soviétique. « Nous sommes face à un ennemi implacable, dont l'ambition avouée est la domination du monde, par tous les moyens et quel qu'en soit le coût, peut-on lire dans un rapport top-secret sur l'extension des opérations clandestines, transmis à Eisenhower en 1954. Dans un tel jeu, il n'y a pas de règles. Les normes acceptables du comportement humain n'ont plus cours désormais. » La CIA, dit le rapport, pourrait devoir recourir à des méthodes « plus impitoyables que celles employées par l'ennemi ». Les dirigeants de la CIA durant la guerre froide ne furent jamais aussi cruels – tant s'en faut – que les officiers du KGB et leurs commissaires du Kremlin. Mais ils avaient le sang froid. Ils croyaient que « le pays était en danger de mort et que nous devions faire ce qu'il fallait, quoi qu'il en coûte, pour le sauver », pour reprendre les mots de Hugh Cunningham, l'un des fondateurs de l'Agence, qui dirigeait la formation des recrues sous la présidence Eisenhower et retrouva ce poste sous l'administration Nixon.

Les dirigeants de la CIA du XXIe siècle pensaient que la menace islamique n'était pas moins dangereuse que l'avait été le communisme soviétique, et que le danger, qui persistait, pouvait emporter l'Amérique. Ils pensaient aussi qu'à cet égard, ils avaient fait preuve de la plus grande valeur morale en affrontant tous les périls pour protéger par tous les moyens, leurs concitoyens. Ils étaient convaincus, jusqu'au plus profond

d’eux-mêmes, que leur brutalité avait permis d’obtenir les renseignements indispensables qui avaient conduit à la mort des chefs terroristes, avaient forcé l’accès à la mystérieuse Al-Qaïda et déjoué les attentats qu’elle s’apprêtait à perpétrer contre les Américains et leurs alliés. « Nous comprenions que les interrogatoires, quelques années plus tard, apparaîtraient terriblement rudes et difficiles, écrit Tenet dans son objection au rapport sur la torture, sa première déclaration publique après huit années de silence. Pour épargner des vies américaines et alliées, [nous avons dû faire des] choix moraux et éthiques extrêmement difficiles. » Ils étaient nourris par « l’obligation morale de protéger une société juste afin de sauver des milliers d’Américains ou d’alliés d’un nouvel attentat. » Morell adopte une position plus philosophique : « Est-il moral de soumettre d’autres êtres humains, si mauvais qu’ils puissent être, à des techniques cruelles d’interrogatoire, surtout si vous le faites au nom du pays qui se dresse pour la défense de la dignité et des droits humains ? Quelle moralité à agir de la sorte ? Quelle moralité à croire que si vous ne recourez pas à ces techniques cruelles, vous êtes peut-être en train de prendre une décision qui va conduire à la mort de vos concitoyens dans un attentat terroriste que vous auriez pu, sinon, déjouer ? »

Mais défendre la torture, c’est adopter un langage politique qui, comme l’a montré George Orwell, est « conçu pour que le mensonge paraisse vrai et le meurtre, respectable, et pour donner au vent lui-même l’apparence de la solidité ». Le *waterboarding* n’était pas une torture, parce que « les États-Unis ne pratiquent pas la torture », comme Bush l’avait utilement rappelé. Rodriguez parle au nom de bon nombre de ses collègues officiers lorsqu’il écrit : « Je suis convaincu que lorsque le président Obama et son ministre de la Justice, Eric Holder, ont dit, quelques années plus tard, que le *waterboarding* était une torture, ils faisaient référence aux techniques de torture par l’eau de l’Inquisition espagnole ou des Japonais durant la Seconde Guerre mondiale, ou encore des Khmers rouges au Cambodge. »

Évidemment pas aux méthodes employées par la CIA. « Je ne peux pas vous dire à quel point cela nous a dégoûtés, mes anciens collègues et moi-même, d'être traités de "tortionnaires" par le président des États-Unis. » Dire le mot, c'était aussi traiter Bush de menteur et les officiers de la CIA, de criminels de guerre. Lors des auditions de confirmation devant le Sénat, Brennan avait refusé de le prononcer. Et pourtant, il était là, noir sur blanc, à la note 727 de bas de page du rapport du Sénat, dans un entretien de l'inspecteur général avec le directeur du renseignement national, le 8 septembre 2003 : « Tenet est persuadé que si l'opinion a un jour connaissance de ce programme, beaucoup penseront que nous sommes des tortionnaires. »

Si le « rapport sur la torture » est ainsi nommé, c'est pour de bonnes raisons. Mais ses auteurs n'en ont pas moins commis quelques erreurs de jugement. Ainsi n'ont-ils pas su s'entretenir avec des officiers qui auraient pu leur faire sentir combien présente et angoissante était la crainte d'une nouvelle catastrophe, d'un cataclysme, entretenue en grande partie par les rapports de l'Agence, qui avait conduit à utiliser des méthodes cruelles. Tout occupés à montrer comment le contre-espionnage avait mis en avant, de façon exagérée, les renseignements obtenus dans les sites noirs, les enquêteurs avaient minimisé la possibilité que certains d'entre eux se fussent effectivement avérés efficaces et pertinents, par conséquent précieux. Et ils avaient commis la même erreur que le sénateur Church, qui avait déclaré que la CIA « s'était parfois comportée comme un éléphant solitaire ivre de saccage ». Pourtant, à de rares exceptions près, la CIA n'était pas un éléphant solitaire. Quand des gens sont piétinés, la faute en incombe au cornac, pas à l'éléphant. Et le cornac, c'est le président des États-Unis. La CIA n'est pas une ligue incontrôlable, mais l'épée et le bouclier maniés par le commandant en chef. Lorsque le rapport sur la torture affirme que l'Agence a imposé à Bush son programme d'interrogatoires à coups de contre-vérités et d'approximations, il échoue à

considérer en face les questions politiques, légales et morales soulevées par la complaisance ou la crédulité du président.

Michael Hayden livre aussi sa réfutation du rapport : « Ils ont prétendu que tout cela était une opération solitaire dont certains aspects importants avaient été dissimulés à la Maison Blanche. » Pour parvenir à cette conclusion, les rapporteurs n'ont manifestement pas eu besoin de s'entretenir avec les personnes qui, à l'Agence (comme à la Maison Blanche) avaient été impliquées dans la mise en œuvre du programme[4].

Le rapport ne dit rien des années de complaisance tranquille du Congrès vis-à-vis de la CIA et de la Maison Blanche. Tenet a secrètement informé les présidents des deux commissions du renseignement (à la Chambre et au Sénat), et pas moins de six fois, concernant les techniques d'interrogatoire – quoique la précision de ces informations soit un vif sujet de controverse. La première réunion d'information fut pour Porter Goss et Nancy Pelosi – qui allait présider la Chambre des représentants –, le 4 septembre 2002. Des enregistrements déclassifiés de la CIA montrent qu'ils furent prévenus que « des techniques renforcées d'interrogatoire avaient été employées » contre Abou Zoubaydah. On ne leur avait certes pas précisé qu'il avait été waterboardé quatre-vingt-trois fois. Pelosi affirme sept ans plus tard qu'elle n'a jamais été tenue au courant du détail des techniques appliquées. Goss lui répond qu'elle doit souffrir d'amnésie. Hayden avait informé les commissions en plénière et les présidents de groupe à la Chambre et au Sénat après qu'il avait accédé à la direction de la CIA, en mai 2006. Le mois suivant, la Cour suprême avait arrêté que les prisonniers étaient protégés par les conventions de Genève, et la juge Sandra Day O'Connor avait écrit dans l'arrêt qu'« un état de guerre n'est pas un chèque en blanc au président ». Or le Congrès lui avait effectivement laissé carte blanche. La Constitution donne au Congrès des pouvoirs de guerre – y compris celui « d'établir des règlements concernant les prises sur terre et sur les eaux » (article I, section 8, alinéa 11). Les commissions n'eurent pas en l'espèce la

volonté de l'invoquer. Leurs présidents auraient pu trouver le courage d'affirmer leur pouvoir de fermer les sites noirs, si elles avaient vraiment tenu ceux-ci pour une abomination. Elles ont laissé Obama s'en charger.

« Au lendemain du 11-Septembre, nous avons fait des choses qui étaient mauvaises. Nous avons fait beaucoup de choses qui étaient bonnes, mais nous avons torturé des gens, affirme avec simplicité Obama lors d'une conférence de presse, le 1er août 2014, alors que le rapport ne sera publié que quatre mois plus tard, après une année de débats houleux sur l'opportunité de sa communication au public. Je comprends pourquoi cela s'est passé. Je pense que c'est important, quand nous regardons en arrière, de nous rappeler, après que les Twin Towers étaient tombées, après que le Pentagone avait été touché et qu'un avion s'était écrasé en Pennsylvanie, de nous rappeler combien on avait peur. Et on ne savait pas si d'autres attentats n'étaient pas imminents et il y avait [sur la CIA] une énorme pression pour tenter de faire face à tout ça. Et c'est important pour nous de ne pas nous montrer rétrospectivement trop moralisateurs quand on considère le travail, le dur travail, que ces gens avaient à faire. [Mais] quand nous avons décidé de recourir à certaines de ces techniques renforcées d'interrogatoire, techniques dont je crois et pense que toute personne saine d'esprit les considérerait comme des tortures, nous avons franchi une ligne. Et cela doit être compris et accepté. »

Il fallait, pour considérer que deux idées opposées pouvaient être vraies, un esprit ouvert et une certaine équanimité : vrai que la CIA avait torturé des prisonniers, et vrai qu'elle avait aussi sauvé des vies. Peut-être des moyens immoraux avaient-ils servi un but moral. Mais la controverse fut à l'échelle d'un schisme, le choc de deux absolus. Ou bien l'on pouvait mesurer le succès de la CIA aux complots déjoués et aux terroristes tués, ou bien son incapacité à obtenir des renseignements essentiels sans recourir à la torture avait posé sur l'honneur de l'Amérique une tache indélébile. Il n'y avait pas de moyen terme.

1. Le gavage rectal n’a pas grand-chose à voir avec la nutrition. Il s’agit d’une forme de sadisme, qui était infligée aux détenus pour s’assurer « d’un contrôle total sur leur personne », ainsi qu’un des interrogateurs l’a rapporté au siège de la CIA.

2. Brennan envisagea aussi de nommer Mike D’Andrea à la tête du service clandestin. Il tenait D’Andrea pour le premier responsable de la tranquillité dans laquelle l’Amérique avait vécu depuis le 11-Septembre, protégée des attaques d’Al-Qaïda. Il savait aussi que sa promotion pouvait susciter un scandale sur la place publique, ce qui était la dernière chose dont la CIA avait alors besoin.

3. Quand Brennan a pris connaissance des conclusions de l’inspecteur général, et eu confirmation que la CIA avait bien espionné le bureau de Feinstein, il a certes présenté ses excuses à la sénatrice, mais en privé. Il a ensuite fait une déclaration publique qu’il a lui-même qualifiée d’« ambiguë et confuse », où il n’admet presque rien. À en croire cette déclaration, la CIA aurait fait une erreur de programmation sur un service de requête des documents stockés sur un réseau qu’elle gérait, conçu pour être accessible aux équipes du Sénat. On ne sut jamais si la CIA avait par inadvertance partagé la revue Panetta ou bien si l’équipe sénatoriale la lui avait volée – ce dont l’Agence était convaincue. Le ministre de la Justice des États-Unis, Eric Holder, n’inculpa ni les collaborateurs des sénateurs ni les officiers de la CIA. Un conseil de discipline interne à la CIA, fidèle à la tradition, ne trouva aucune raison de demander des comptes à Kelton et à ses officiers.

4. Les équipes de la commission n’ont pas interrogé un seul des quelque 200 officiers de la CIA ayant conduit le programme d’interrogatoires – un oubli tapageur. Aucun, pourtant, n’aurait témoigné volontairement. Le ministre de la Justice, Eric Holder, avait ouvert une information judiciaire sur le programme en août 2009, et confié le dossier au procureur John Durham, qui recommanda au conseil juridique de la CIA d’empêcher les officiers de l’Agence de parler aux enquêteurs du Sénat. L’enquête fut conclue en août 2013, sans qu’aucune charge soit retenue. Les équipes du Sénat auraient pu, après cela, exiger des auditions, mais le temps avait passé. Il était trop tard, pensait-on.

21

Nourrir la bouche qui nous mord

De 2014 à 2015, une succession d’événements d’une ampleur cataclysmique, dont l’onde de choc se ressentait encore dix ans plus tard, ébranla les fondements des services de renseignement américains. Les épicentres de ces chocs se trouvent à Moscou et à Pékin. Les dégâts infligés contraignirent une poignée de cadres supérieurs de la CIA à retourner à leur activité d’espionnage, alors qu’ils avaient consacré leur vie à la lutte contre le terrorisme. Vingt-cinq ans après la chute du mur de Berlin, les conflits des grandes puissances de la guerre froide opéraient un retour en force.

La CIA finit par comprendre que la Chine et la Russie avaient des stratégies très différentes dans leur guerre d’espionnage contre les États-Unis. Les Chinois cherchaient à importer leurs systèmes de surveillance généralisée en Amérique et à collecter des données sur les citoyens américains afin de s’assurer la domination informationnelle si une guerre venait à éclater dans une décennie lointaine. La Chine voulait connaître ses ennemis. Les Russes cherchaient simplement à les blouser.

Le nouveau chef de poste de la CIA aux Pays-Bas fut parmi les premiers à percevoir les manifestations de l’agressivité croissante de la Russie à l’égard des États-Unis. Fils d’un béret vert décoré, il avait acquis les us et coutumes de la CIA en assistant Avril Haines, après sept dures

années consacrées aux opérations antiterroristes en Afghanistan, en Irak, au Pakistan et en Jordanie. À son arrivée à La Haye, l'été 2014, il rencontra un partenaire extraordinaire, Rob Bertholle, ancien commandant de l'Armée royale néerlandaise.

Bertholle dirige les services de renseignement et de contre-espionnage civil des Pays-Bas, l'AIVD. Cette agence, dix fois plus petite que la CIA, boxe bien au-dessus de sa catégorie, avec une expertise des cyberattaques russes contre les gouvernements, les forces armées et les agences de sécurité européennes. En tandem avec son homologue du renseignement militaire, Bertholle a monté un nouveau bureau du renseignement d'origine électromagnétique, la Joint Sigint Cyber Unit, et, au cœur de cette équipe de cinquante personnes se trouve un groupe de jeunes hackers recrutés dans les meilleures universités de technologie du pays. Ils visent cet été-là le Kremlin, avec quelque raison.

Le 17 juillet 2014, cinq mois après que les forces des opérations spéciales de Poutine ont attaqué l'Ukraine et se sont emparées de la péninsule de Crimée, sans avoir ouvert le feu une seule fois, des soldats russes occupant une zone de la frontière orientale du pays détruisent un avion de ligne à l'aide d'un missile antiaérien. L'attaque tue la totalité des 298 personnes à bord, dont les deux tiers sont néerlandaises. La destruction en plein ciel du vol 17 de la Malaysia Airlines est la plus meurtrière de l'histoire de l'aviation. Poutine nie toute responsabilité et les États-Unis ne réagissent pas. Ce silence l'encourage, renforçant sa conviction que l'Amérique n'est qu'un médiocre adversaire dans sa guerre contre la vérité. « Nous avions une carence immense en termes d'information, déclare la secrétaire d'État assistante pour les affaires européennes et eurasiennes, Victoria Nuland. Nous n'avions pas d'agents ni aucune information qui nous aurait permis de prouver qu'il mentait » sur ce que faisaient les Russes en Ukraine. Faute d'un éclairage pertinent sur la pensée de Poutine, Obama interprète mal les intentions et les capacités de la Russie. « La Russie est

une puissance régionale », dit-il, et non plus la superpuissance qu'elle était, ni « la première menace à la sécurité des États-Unis ». Cette insulte calculée, lancée lors d'un discours donné en mars 2014 à La Haye, s'avéra une grave erreur de jugement, résultat d'un piètre renseignement et d'une certaine paresse intellectuelle.

Poutine s'était doté d'un puissant arsenal pour mener ce qu'on appelle la « guerre par le milieu social » – guerre de désinformation, d'espionnage, de sabotage et de subversion – et avait choisi l'Amérique pour cible. Parmi ses armes, le *malware*, le logiciel malveillant, où excellait un groupe de hackers travaillant pour les services de renseignement extérieurs de la Fédération de Russie. Les compagnies de cybersécurité leur avaient donné un nom de code : Cozy Bear – Nounours, en quelque sorte.

Les services de renseignement néerlandais, ulcérés par la mort de leurs compatriotes, ouvrirent une faille dans cet outre-monde, avec une acuité technique remarquable. Ils identifièrent le *malware* et commencèrent un travail de piratage à rebours afin d'en trouver l'origine. Ils se frayèrent ensuite un chemin dans le réseau informatique d'un bâtiment universitaire des environs la place Rouge, à Moscou. Le réseau comprenait une caméra de sécurité installée dans la pièce où les pirates russes se réunissaient. Les Néerlandais n'eurent qu'à regarder par son objectif. Avec l'aide du logiciel de reconnaissance faciale fourni par la CIA, ils comprirent que les personnes présentes n'étaient pas des étudiants. C'étaient des officiers des services de renseignement. Les Néerlandais avaient infiltré le repaire de Cozy Bear. En août, ils détectaient le lancement d'une cyberattaque russe sur le gouvernement américain. Tandis que l'été faisait place à l'automne, ils découvraient précisément quelles étaient les cibles choisies par les Russes.

Bertholle transmit ces précieuses informations au chef de poste de la CIA. Le cadeau était accompagné d'un avertissement. Bertholle prenait un risque calculé en partageant ses informations avec les Américains, et si

ceux-ci éventaient le secret de l'opération, il veillerait à ce que le chef de poste soit déclaré *persona non grata* et renvoyé chez lui. Cruel dilemme pour le chef de poste. Comment partager ce secret avec ses supérieurs – et avec leurs homologues en dehors de la CIA – sans qu'à Washington quelqu'un en brûle la source ? Tous les espions dignes de ce nom connaissent l'aphorisme de Benjamin Franklin, tiré de *L'Almanach du bonhomme Richard* : trois personnes peuvent garder un secret – si deux d'entre elles sont mortes.

« Une lutte au corps-à-corps »

L'homme de la CIA à La Haye confia l'information à Mark Kelton, qui avait été son chef de poste au Pakistan et dirigeait maintenant les opérations de contre-espionnage. Kelton en informa James Comey, le directeur du FBI. Comey alerta le département de la sécurité intérieure, qui ne sut pas comment réagir, et l'Agence nationale de sécurité qui, elle, savait. L'Agence de sécurité nationale et le FBI constatèrent qu'une montagne de courriels, semblant provenir de *think tanks* américains et d'universités, avaient été envoyés à l'adresse d'employés du Pentagone, de la Maison Blanche et du département d'État, contenant des liens internet vers un logiciel malveillant. Quiconque ouvrait ce lien permettait à l'infrastructure de commande et de contrôle créée par les hackers russes de s'introduire dans un domaine du gouvernement américain. Cozy Bear se mit à lire les courriels d'Obama et l'ordre du jour de l'état-major, récoltant des milliers d'adresses internet en vue de futurs harponnages dans l'administration de Washington.

« Ces attaques visaient les systèmes qui n'étaient pas classés secret, le réseau de courriels et les autres systèmes et réseaux liés, dit Brennan. Et c'est un exemple typique de ce que les Russes et d'autres essayaient de faire, c'est-à-dire s'introduire dans ces réseaux qui ne relevaient pas du

secret-défense et récolter des informations, comprendre qui étaient les personnes importantes et pour quelles raisons, essayer de trouver des données compromettantes sur telle ou telle personne. Ils tentaient de récupérer le plus d'information possible, et c'est très utile de récupérer les adresses électroniques officielles, puisqu'on peut ensuite les utiliser en se présentant comme un collaborateur de la Maison Blanche ou du département d'État… pour obtenir le plus d'informations exploitables dans la course au renseignement. »

C'est dans les archives des ordinateurs du département d'État que les Russes parvinrent à ouvrir la brèche informatique la plus profonde[1]. Elle fut cause d'un affrontement sans précédent dans l'histoire de la guerre. Richard Ledgett, directeur adjoint de l'Agence nationale de sécurité, déclara plus tard que son unité du cyber-commandement s'était battue « au corps-à-corps » avec les hackers russes en novembre. À sa grande surprise, Cozy Bear rendait coup pour coup au lieu de disparaître après avoir été démasqué. « Ils ripostaient directement à chaque action que nous menions, relate-t-il. Une affaire de près de vingt-quatre heures, une suite de parade/riposte, parade/riposte, attaque/contre-attaque. C'était nouveau. C'était un tout nouveau niveau d'interaction entre cyberagresseur et cyberdéfenseur. »

L'Agence de sécurité nationale découvrit que Cozy Bear contrôlait une multitude de serveurs dans le monde. S'installa, sur un terrain aux dimensions planétaires, un jeu informatique du chat et de la souris avec l'ennemi : dès qu'elle était parvenue à éliminer un canal de commande-contrôle du *malware*, les Russes passaient sur un nouveau canal. Personne à l'Agence de sécurité nationale n'avait jamais rien vu de pareil. « Ces gars-là étaient vraiment tenaces, déclare Kevin Mandia, expert de premier plan en cybersécurité, à David Sanger, journaliste au *New York Times*. Ils n'avaient aucune intention de partir. En général, on démasque le *malware*, et les gars de l'autre côté se taillent comme des rats. Mais pas les Russes. »

Sept mois plus tard, Cozy Bear se frayait un chemin dans les réseaux informatiques du Comité national démocrate hébergés à Washington. Après que son cousin Fancy Bear – la cellule de piratage du GRU, le service de renseignements militaire russe – l'eut rejoint, Poutine ordonnait aux deux ours de déclencher contre les États-Unis l'opération secrète la plus dévastatrice depuis le 11-Septembre.

« L'effraction la plus dévastatrice de toute l'histoire américaine »

Une incursion plus dévastatrice encore avait lieu à quatre pâtés de maisons du département d'État. Sans avoir été remarqués, des officiers de renseignement du ministère chinois de la sécurité d'État avaient récupéré les fichiers de l'Office of Personnel Management, le bureau des ressources humaines de l'administration fédérale, où étaient stockés les dossiers de 22 millions d'employés fédéraux, dont 19,7 millions avaient déjà demandé un droit d'accès à des documents classés, lesquels fichiers contenaient en outre les empreintes digitales de 5,6 millions de fonctionnaires. Cette mine d'or comprenait des renseignements sur toutes les personnes ayant travaillé pour la CIA au cours du XXIe siècle. Les données, une fois filtrées et analysées, offraient aux Chinois bien des moyens de les identifier. « Le piratage de l'OPM est l'effraction la plus dévastatrice de toute l'histoire américaine », analyse dix ans plus tard l'ancien chef du contre-espionnage de la CIA, devenu ensuite, en 2014, directeur national du contre-espionnage, William Evanina. « Nous en paierons les conséquences pendant les vingt prochaines années. »

Pour accéder à des documents classés du gouvernement il faut remplir un formulaire de 121 pages, le Standard Form 86. Le SF-86 requiert des informations biographiques détaillées, un compte rendu de tous les

déplacements faits à l'étranger, un résumé des thérapies psychologiques et émotionnelles suivies, un historique des traitements médicamenteux et de la consommation d'alcool, les relevés bancaires, la liste complète des mots de passe informatiques utilisés par le requérant, l'ensemble étant stocké sur une base de données locale : « Des informations sur toutes les personnes ayant travaillé, tenté de travailler ou travaillant pour le gouvernement des États-Unis, résume Comey, le directeur du FBI. Imaginez un instant que vous êtes un service de renseignement étranger et que vous êtes en possession de ces données. »

La CIA n'avait pas besoin d'imaginer. Le piratage avait porté un coup dévastateur au service clandestin. Le ministère chinois de la Sécurité d'État envoya les données à Alibaba, une des compagnies d'intelligence artificielle et de cloud numérique les plus puissantes au monde, qui venait tout juste de procéder à la plus grande introduction en Bourse dans l'histoire du Stock Exchange, à New York, valorisée à 231 milliards de dollars. Alibaba traita l'intégralité des données en quatre-vingt-dix jours. Le ministère y ajouta les renseignements sur les personnes qu'il suspectait d'être des officiers de la CIA – passeports et données biométriques comme les scans d'iris, récupérées illégalement dans les bases de données des bornes de contrôle de l'immigration dans les principaux aéroports mondiaux. (En 2014, les Chinois ont subtilisé les numéros de passeport et les données bancaires de 383 millions de clients de la chaîne d'hôtels Marriott et les dossiers personnels de 78 millions de citoyens américains clients du géant de l'assurance santé Anthem.) Toutes ces données ont permis de créer des algorithmes sophistiqués à l'usage de services de contre-espionnage chinois, qui vont fonctionner jusqu'à ce que la génération d'officiers de la CIA concernée prenne sa retraite.

« Il n'y a pas de solution miracle », dit Mike Hayden. Ce cauchemar pour un espion se poursuivit pendant des années. Encouragés par leur succès, les services chinois finirent par infiltrer toutes les grandes

compagnies américaines de télécommunications, enregistrant les communications téléphoniques des dirigeants américains et piratant les bases de données où étaient stockées les mises sur écoute de cibles chinoises autorisées par la justice en vue de préserver la sécurité nationale ! Un désastre sans précédent.

« Notre capacité à espionner la Chine a été neutralisée » dès 2014, déplore Evanina. La CIA suspendit l'affectation des nouveaux officiers destinés à être stationnés en Chine sous couverture diplomatique. La probabilité qu'ils passent le reste de leur carrière derrière un bureau était élevée. Pire encore, chaque fois que des espions américains se déplaçaient pour prendre leur poste, n'importe où dans le monde, ils étaient de plus en plus fréquemment placés sous une surveillance de tous les instants par des officiers chinois, parfois même accostés physiquement aux tapis roulants de récupération des bagages dans les aéroports d'Europe, d'Afrique et d'Asie. À Moscou, le poste de la CIA en vint à conclure que les Chinois avaient très certainement partagé avec les Russes les fruits de leurs exploits.

L'époque où un faux passeport et une couverture suffisaient à la survie d'un espion était bel et bien révolue. L'âge de la surveillance informatique omniprésente était advenu. « Les fondements de l'industrie de l'espionnage ont volé en éclats », dit Duyane Norman, qui fut trois fois de suite chef de poste. Dès lors que tout le monde laisse une empreinte digitale indélébile, la clandestinité n'est plus qu'un lointain souvenir. « Les gens vont devoir incarner leur couverture complètement différemment », dit Dawn Meyerriecks, qui devint directrice adjointe pour la science et la technologie de la CIA. « C'est maintenant très difficile de mener des opérations secrètes quand tant de choses se savent et peuvent être découvertes par presque n'importe qui, complète Joel Brenner, responsable national du contre-espionnage sous la présidence de Barack Obama. Maintenant vous arrivez à la frontière russe, et ils ont votre album de promotion au lycée où vous avez écrit que vous avez toujours voulu travailler pour la CIA. »

Andrew Hallman, le premier chef de la direction de l'innovation digitale à la CIA, alors nouvellement créée, déclare au moment de son investiture en 2015 : « Les temps où on allait à un cocktail et où on écrivait ses notes dans un carnet sont passés. […] Nous devons imaginer de nouveaux moyens de fonctionner. » Sa successeure, Jennifer Ewbank, ajoute que les Américains n'avaient alors pas compris que les « autocraties digitales » comme la Chine et la Russie « contrôlaient des cyberprogrammes très perfectionnés, disposant d'immenses ressources, pointés comme des lances contre les intérêts nationaux et internationaux des États-Unis ». L'opinion ne comprit qu'après que les lances eurent percé la CIA et le gouvernement des États-Unis.

« Ne me distrayez pas de la mission »

Tandis que les espions tentaient de réinventer l'art de l'espionnage, Brennan décida qu'il était grand temps de les faire tomber de leur piédestal. Il orchestra la plus grande réorganisation de la CIA depuis sa création en 1947.

Mais dès qu'il mit en branle son projet, il rencontra, dit-il, une opposition féroce : « Beaucoup d'officiers firent connaître leur opposition aux changements qu'ils anticipaient dans les quatre domaines traditionnels du siège » – opérations, analyse, science et technologie, et soutien – et le directeur avait du mal à convaincre ses troupes de sa vision grandiose pour la CIA du XXIe siècle. Le gros du travail commença quand Brennan chargea neuf officiers, sous la houlette de Greg Vogle, chef de la division des activités spéciales et vétéran des opérations paramilitaires de la CIA depuis trente ans, de poser les fondations de la nouvelle architecture. Il leur expliqua que la CIA était ségréguée, que les espions, les analystes et les informaticiens s'étaient emmurés dans les silos des directions, et il leur

donna trois mois pour bâtir une structure intégrée. Abattez les murs, dit-il, et construisez un commandement unifié en vous appuyant sur les missions. Pendant que l'équipe de Vogle préparait le terrain, Brennan confiait un contrat sans appel d'offres préalable, d'une valeur de plus de 10 millions de dollars, aux consultants en management de McKinsey & Compagnie pour qu'ils dessinent un schéma directeur[2]. Pour nombre d'officiers, le salmigondis de McKinsey, à base d'*opérateurs métriques* et de besoin d'*opérationnaliser*, passait difficilement. Ils n'aimaient pas beaucoup plus la manière dont les technocrates « balayaient les vieilles structures auxquelles les gens avaient dédié toute leur carrière », dit Larry Pfeiffer, qui avait servi sous six directeurs et deux directeurs par intérim de la CIA.

« Pendant l'étude de quatre-vingt-dix jours, se rappelle Brennan, j'entendais souvent la question : "Qu'est-ce qui est cassé, que tu essayes de réparer, John ?" » La réorganisation était considérée comme un bouleversement, une disruption, dans l'esprit « aller vite et briser les codes » de la Silicon Valley, mais pas de manière positive. « Tant que ça ne touche pas à la mission, on ne voudra rien dire ni rien faire, observe Mike Morell. Pousser quelqu'un à suivre une formation pour développer ses capacités de meneur, par exemple, ou mettre l'accent sur des choses comme ça, c'est très difficile… Les gens disent : "Ne me distrayez de mon boulot. Ne me distrayez pas de la mission." »

Brennan dévoile la nouvelle CIA le 6 mars 2015. La direction pour l'innovation numérique – la première nouvelle direction en un demi-siècle – remanie le réseau du service clandestin et élabore de nouveaux outils cyber pour collecter du renseignement en piratant ordinateurs et téléphones portables. Le budget de la CIA pour les opérations du réseau informatique était de 685 millions de dollars en 2013 ; la direction du numérique dépense 3 milliards en 2017.

Créer une nouvelle direction était beaucoup plus simple que de faire fusionner 14 000 opérateurs et analystes en dix nouveaux « centres de

missions ». Six d'entre eux sont en charge de cartographier le monde : l'Europe et l'Eurasie (dont la Russie), le Proche-Orient, l'Asie du Sud et l'Asie centrale, l'Asie de l'Est et le Pacifique, l'Afrique et l'Occident. Quatre autres sont responsables des questions transnationales : l'antiterrorisme, la contre-prolifération, le contre-espionnage et la technologie. Surtout, chaque centre de mission est désormais dirigé par un nouveau directeur adjoint en charge de tous les aspects du travail confié au centre : espionnage, opérations de couverture, liaisons avec les services de renseignement étrangers, analyse, service d'assistance technique et logistique. Au nom d'une plus grande efficacité, Brennan avait créé un niveau supplémentaire de bureaucratie. « Avant, comme il y avait une personne en charge de l'analyse et une personne en charge des opérations, elles pouvaient fixer un certain standard et faire en sorte que tous le respectent, dit Morell. Et maintenant il y a dix, onze, douze personnes qui le font. Il y a un risque à ça, et il faut juste faire en sorte de l'atténuer. »

Brennan eut du mal à convaincre les espions qu'il y ait dans tout cela la moindre bonne idée. Certains avaient peur que leur chef ne soit plus qu'un costume-cravate, un « espiocrate » uniquement chargé d'entraîner et d'assigner les officiers aux centres de missions. Brennan, quant à lui, incriminait ces officiers d'« isolement, de fermeture d'esprit et d'arrogance ». Il leur reprochait de voir dans « la collecte clandestine du renseignement d'origine humaine l'alpha et l'oméga de la sécurité intérieure, et de mal comprendre, sans parler de les considérer, l'importance et le rôle des autres disciplines et des compétences extérieures au monde de l'espionnage ». La compilation clandestine du renseignement d'origine humaine – *humint*, dans le langage de l'espionnage – était le cœur et l'âme de la CIA depuis sept décennies. Malgré cela, le message de Brennan était clair : devenez multidisciplinaires ou disparaissez.

Franck Archibald, le chef du service clandestin, dit à Brennan, en tête à tête, son opposition aux changements. Brennan le licencie. Aucun directeur

dans l'histoire de la CIA n'a jamais licencié sommairement son espion en chef parce qu'il a refusé d'obéir à un ordre. « J'ai dit à Franck que j'avais décidé qu'il était temps que la direction des opérations (DO) ait un nouveau directeur et que je le remplaçais, raconte Brennan[3]. J'ai ensuite demandé à Greg Vogle de venir dans mon bureau et je lui ai dit que je voulais qu'il soit le nouveau DDO. Je pensais que si Greg était capable de survivre aux quatre-vingt-dix jours à la tête du groupe de travail, il pourrait probablement encaisser les critiques de ses collègues du DO quand il les pousserait à monter dans le train de la réorganisation. » Vogle accepte les critiques et reste fidèle au directeur. « Brennan avait du cran. Il a compris ce qu'on devait faire et il a appuyé sur la détente », confie-t-il ensuite à David Ignatius du *Washington Post*. Chroniqueur depuis trente ans, Ignatius a eu tout le loisir de se constituer un carnet d'adresses à la CIA ; il constate : « Parmi les officiers traitants retraités auxquels j'ai parlé, il y avait un sentiment pratiquement unanime de dédain pour ce que Brennan essayait de faire. L'un d'eux a qualifié la réorganisation de "camp de rééducation" politique. »

Les vieux de la vieille, au siège et en dehors du siège, n'aimaient pas Brennan, et avaient à cela de nombreuses raisons – c'était l'homme d'Obama, le cordon de son badge était arc-en-ciel en soutien des employés homosexuels, il préconisait davantage de diversité et d'inclusion, il nommait des femmes aux postes de responsabilité et avait fait de la progressiste Avril Haines sa directrice adjointe – mais ce qu'ils détestaient par-dessus tout, c'était sa réorganisation, et le licenciement de Franck Archibald leur était resté en travers de la gorge. Deux des chefs de division ainsi que Mark Kelton, le directeur du contre-espionnage, démissionnèrent par solidarité. Mais Kelton avait une autre raison de démissionner. Son ambition de remplacer Archibald avait été définitivement balayée.

Tout comme les rêves de Mike D'Andrea de commander le service clandestin. Quelques jours plus tard, en ce même mois de mars, Brennan

informe D’Andrea qu’il a fait son temps. Durant les dix ans passés à la tête de l’antiterrorisme à la CIA, sa détermination n’avait jamais vacillé. Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens, c’était comme cela qu’il réfléchissait, et quand ses collègues lui disaient, Mike, tu ne peux pas tous les tuer, il répondait, Bon, on n’a qu’à essayer. Pour beaucoup à la CIA c’était un héros, l’homme qui avait le mieux défendu la patrie contre les attentats. Il était responsable de la mort de plus de 2 000 terroristes d’Al-Qaïda et de la destruction de la direction opérationnelle de l’organisation. Il était aussi responsable de la mort de plusieurs centaines de civils. Parmi eux Warren Weinstein, un vétéran de l’aide humanitaire américaine, tué en janvier 2015. Enlevé à Lahore et retenu en otage pendant trois ans par Al-Qaïda à côté de la frontière afghane, il avait été tué par une attaque de drone de la CIA dirigée par D’Andrea. Le même missile avait abattu un humanitaire italien, Giovanni Lo Porto. Les États-Unis ne reconnurent leur mort que lorsqu’Obama présenta personnellement ses excuses au cours d’une morne et formelle allocution à la Maison Blanche, le 25 avril. D’Andrea avait été relégué derrière un bureau, en charge de la supervision des opérations clandestines. Il aurait l’occasion de reprendre du service actif après le départ d’Obama de la Maison Blanche. Brennan nomma Chris Wood, ancien chef de poste à Kaboul, qui avait identifié le corps de Ben Laden après l’opération d’Abbottabad, comme nouveau directeur de l’antiterrorisme. Les frappes de drones de la CIA diminuèrent de manière importante par la suite.

« Je ne veux pas que nos agences de renseignements soient des organisations paramilitaires. Ce n’est pas leur rôle, affirme Obama un an plus tard. Autant que possible, c’est à notre département de la défense de s’en charger, pour qu’on puisse dire : voilà ce qu’on a fait, voilà pourquoi on l’a fait, voilà notre compte rendu de ce qui s’est passé. Et, petit à petit, nous avançons dans cette direction. »

Obama rappelle Haines à la Maison Blanche pour en faire sa conseillère adjointe à la sécurité nationale, et Brennan la remplace par une autre personne extérieure à la CIA, David Cohen, l'arme secrète du département du Trésor lors de la guerre contre l'EI. Cohen deviendra le directeur adjoint de la CIA et détiendra, en soixante ans, le record de longévité à ce poste, servant pendant toutes les années Obama puis à nouveau sous l'administration Biden. Brennan, qui a consacré plus de temps et d'énergie à la réorganisation qu'à quoi que ce soit d'autre mis à part le rapport sur la torture, charge le nouveau venu de faire fonctionner la machine. « C'était un bouleversement, dit Cohen. L'Agence se concentre beaucoup sur ses missions et n'aime guère faire autre chose que foncer tête baissée. Il fallait que les gens relèvent la tête et réfléchissent à une façon différente de travailler. » Le reste de l'année 2015 et toute l'année 2016 ne sont pas de trop pour que les changements commencent à se faire sentir.

Pendant des années, analyse Cohen, la CIA avait sacrifié la pensée stratégique à long terme sur l'autel des habitudes quotidiennes et des victoires tactiques dans la guerre contre le terrorisme. « Ce que l'agence pourrait mieux faire, il me semble, c'est regarder au-dessus de l'horizon pour voir se dessiner les défis, les défis majeurs qui ne se sont pas encore transformés en crises, dit-il. À force de se concentrer sur les missions et sur la crise du jour… on oublie parfois de s'en préoccuper. »

« La *blitzkrieg* informatique la plus impressionnante que nous ayons vue »

L'un des dangers oubliés qui se profilaient à l'horizon, c'était la guerre secrète de la Russie contre les États-Unis.

La CIA avait tenté de travailler avec les Russes sur l'antiterrorisme depuis la fin de la guerre froide. Tous les directeurs de la CIA, de Tenet à

Brennan, avaient ordonné à leurs officiers d'essayer de coopérer avec les services de renseignement de Poutine. Ces tentatives de collaboration n'avaient guère mené plus loin qu'à des toasts d'ivrognes et à des promesses sans lendemain de la part des Russes. Ils prenaient prétexte de la coopération pour discréditer la CIA et partager l'identité de ses officiers avec ses ennemis ; ils tendaient la main droite pour une poignée de main et tentaient avec la gauche de faire les poches des Américains. Doug Wise, nommé par quatre fois chef de poste, avait une description lapidaire des efforts répétés de l'Amérique pour enrôler les Russes dans la guerre contre le terrorisme : un homme achète un babouin comme animal de compagnie. Le babouin lui mutile le visage. L'homme sort et achète un nouveau babouin. Combien de fois fallait-il que l'Amérique laisse les Russes lui mutiler le visage ? Combien de temps fallait-il pour que les présidents comprennent que Poutine voyait les États-Unis comme l'ennemi numéro un, ainsi que les Soviétiques avant lui ?

Encore et encore, dit Steve Hall, ancien chef de poste à Moscou, les Russes proposaient une conférence sur la lutte antiterroriste à Moscou. « Et, bien sûr, pour eux, c'était un stand de tir… monté pour qu'ils puissent voir de près les officiers de la CIA qui passent la plupart de leur temps à Washington et qui peut-être n'ont pas la même expérience du contre-espionnage que quelqu'un qui est déployé à Moscou – et ils réfléchissent à la manière dont ils peuvent les atteindre. »

Hall se souvient, un rien désabusé : « Un officier du renseignement russe m'a déjà dit : "Vous pensez probablement, et vous le pensiez déjà probablement dans les années 1990, que la Russie va devenir une démocratie occidentale. Vous continuez à penser que nous voulons être comme vous, que nous voulons être comme l'Occident. C'est faux. Je parie que vous ne faites pas la même erreur avec les Chinois, n'est-ce pas ?" Tant que nous ne serons pas prêts à nous intéresser à la Russie, à admettre que les Russes ont vraiment en tête la destruction des démocraties occidentales,

nous n’aurons pas de bonne politique étrangère. La plupart de nos présidents ont eu de grandes difficultés à poser un regard réaliste et attentif sur la Russie. »

Bill Burns, alors ambassadeur à Moscou, avait alerté Bush des plans de Poutine contre les démocraties : l’autocrate s’est lui-même convaincu que « la meilleure manière de créer un espace dans le monde pour une Russie grande puissance est de rogner sur l’ordre mondial américain ». L’OTAN était l’emblème de cet ordre. Son expansion pour inclure des nations autrefois sous gouvernance soviétique était « la plus éclatante des lignes rouges » pour Poutine, ce dont Burns avait averti le président. Bush l’avait ignoré et avait continué sur sa lancée.

En avril 2007, Poutine attaquait l’Estonie, qui avait rejoint l’OTAN trois ans auparavant, déclenchant la première cyberguerre de l’histoire. L’État balte de 1,3 million d’habitants, occupé par les troupes soviétiques jusqu’en 1994, fut réduit à l’impuissance pendant trois semaines. Les hackeurs russes avaient paralysé le gouvernement, les banques, les entreprises, les télécommunications et les médias de la nation la plus connectée au monde ; les Estoniens ne pouvaient plus utiliser de distributeurs de billets, ni payer leurs factures ou regarder les informations. Sept semaines plus tard, Bush accueillait Poutine pour un week-end de voile et de homard grillé dans sa propriété familiale à Kennebunkport, dans le Maine. Il n’avait pas riposté.

En août 2008, Poutine lâchait ses tanks et ses troupes sur l’ancienne république soviétique de Géorgie. C’était la première guerre du XXIe siècle sur le sol européen. Dans les cinq premières minutes de cette guerre, il avait lancé une cyberattaque coordonnée massive contre le gouvernement et les sites web des médias d’information nationaux. Son organe de propagande, RT, s’empressa d’occuper le vide ainsi créé. Poutine prit l’avion depuis les Jeux olympiques de Pékin pour se rendre en périphérie de la zone de combat, afin de tourner une vidéo qui accusait les soldats géorgiens de crimes de guerre. Deux femmes jouaient les rôles de réfugiées terrorisées.

PREMIÈRE FEMME : Ils ont brûlé nos filles alors qu'elles étaient vivantes !

POUTINE : *Vivantes ?*

DEUXIÈME FEMME : Ils ont poignardé un bébé. Il avait un an et demi… Une vieille femme avec deux petits enfants – ils couraient et un tank leur a roulé dessus.

POUTINE : Ils doivent être fous. C'est un génocide.

Poutine avait inventé une nouvelle forme de combat en utilisant les cyberattaques et la désinformation pour manipuler la perception du champ de bataille sur la scène internationale. Ses mensonges étaient suffisamment convaincants – et la réticence de l'Amérique à les démentir, suffisamment forte – pour que l'administration Bush se limite à quelques déclarations inquiètes. « Poutine s'en est sorti en toute impunité, constate Daniel Fried, alors secrétaire d'État adjoint américain pour l'Europe et l'Eurasie. Et je le dis sans fierté ni plaisir. L'administration Bush après la guerre a compris que sa stratégie d'aller vers Poutine avait échoué. » Les efforts qu'avait faits Obama pour s'entendre avec le dirigeant russe étaient aussi voués à l'échec.

« La Géorgie a été un tournant, observe Mike Morell, un moment vraiment important, et peut-être que cela aurait dû lancer le signal d'alarme, ce moment où il était prêt à envahir un pays voisin. » Quand Obama entendit ce signal, il était déjà trop tard. Après que Poutine eut commencé son troisième mandat en 2012, il revint à « ce qu'était globalement le comportement russe pendant la guerre froide, c'est-à-dire "défier les États-Unis partout où c'est possible dans le monde, et faire tout ce qui est possible pour détruire ce qu'ils essayent d'entreprendre. Faire tout ce qui est possible pour les affaiblir", analyse Morell. Poutine considère que nous voulons le détruire et que nous y travaillons activement. Il le croit réellement. Et il en prend pour preuve des choses absolument vraies – le

département d'État milite activement et ouvertement pour une démocratie en Russie – et d'autres qui ne le sont pas – que la CIA ait été derrière les manifestations à Kiev qui ont mené à tous ces problèmes en Ukraine ».

L'invasion par Poutine de l'Ukraine et la conquête de la péninsule de Crimée en 2014 était une attaque hybride : désinformation, cyberguerre et opérations des forces spéciales. Au moment où les Russes atterrissaient en Crimée, ils coupaient les sites du gouvernement et des médias à Kiev et pirataient les téléphones portables des parlementaires. Alors que l'Ukraine votait pour remplacer un président soutenu par le Kremlin qui avait massacré des manifestants puis avait fui à Moscou, les Russes pirataient le réseau central de la commission électorale et, juste avant que les bureaux de vote ne ferment, diffusaient l'infox : un candidat marginal pro-Poutine avait gagné.

Le piratage de l'élection à Kiev était l'œuvre du cousin de Cozy Bear, Fancy Bear, l'arme du GRU, le renseignement militaire russe. Il fut perpétré sept semaines avant la destruction en plein ciel du vol 17 de la Malaysia Airlines et la flopée de désinformations qui s'ensuivit afin de dissimuler la responsabilité de la Russie. Les trolls de Poutine publièrent sur Internet une théorie complotiste maison : la CIA avait chargé des centaines de cadavres dans cet avion et l'avait ensuite abattu en vol. Ce mensonge scandaleux faisait partie d'un assaut de désinformation destiné à défendre l'occupation russe sur le sol ukrainien. « Les gens répétaient cette histoire en boucle, dit Sri Preston Kulkarni, un des directeurs de la *task force* du département d'État sur les communications en Ukraine. Et j'ai compris que nous étions passés de l'autre côté du miroir. […] Si les gens pouvaient croire ça, ils pouvaient croire presque n'importe quoi[4]. » Pour le général Philip Breedlove, alors commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe, la nuée de mensonges de la Russie est « la *blitzkrieg* informatique la plus incroyable que nous ayons vue ». Le travail des services de renseignement russes était destiné à remettre en question l'intégrité et la légitimité des

nations démocratiques. Poutine voulait attaquer la démocratie elle-même. Il était l'architecte d'un monde parallèle dans lequel un autocrate pouvait convaincre son peuple qu'il n'y avait pas de faits, qu'il n'y avait pas de vérité. Obama aurait dû considérer ce qui était arrivé à l'Ukraine comme un avertissement. Ce ne fut pas le cas.

Le chef de poste de la CIA à La Haye avait ouvert aux services de renseignement américains une faille qui menait jusque dans l'antre de Cozy Bear, mais elle se referma à la fin de l'année 2015, quand les hackers russes comprirent qu'ils avaient été repérés par les Néerlandais. Les pirates s'étaient alors déjà emparés du réseau informatique du Comité national démocrate. Fancy Bear les avait vite rejoints. Les Russes amassèrent des gigaoctets de données pour leurs opérations de renseignement et passèrent un accord secret avec Julian Assange et WikiLeaks afin d'instrumentaliser leur rapine.

Leur tactique audacieuse de guerre politique avait pour but de favoriser l'élection d'un démagogue à la présidence des États-Unis. « Il mène de façon écrasante la campagne présidentielle, comme on le voit actuellement », lance Poutine le 17 décembre, sept semaines avant même que Donald Trump n'ait remporté la moindre élection primaire du parti républicain. « Il dit qu'il veut passer à la vitesse supérieure dans nos relations, des relations plus intimes avec la Russie… Comment pourrions-nous ne pas le souhaiter ? Bien sûr que nous le souhaitons. »

A posteriori, Leon Panetta le dit sans ambages : « Poutine a regardé Trump et a immédiatement décidé qu'il était un candidat idéal. »

1. Deux ans plus tard, quand le FBI prend enfin conscience de l'étendue de l'attaque russe, il comprend dans quel but a été mené le piratage du département d'État. Poutine voulait des informations compromettantes sur quelqu'un qu'il méprisait personnellement : Hillary Clinton, ancienne secrétaire d'État, en tête des primaires du parti démocrate pour les élections présidentielles de 2016.

2. McKinsey, le cabinet de conseil le plus puissant et le plus amoral au monde, devenu célèbre pour avoir aidé des producteurs d'opioïdes à vendre plus de drogue et avoir contribué aux répressions autoritaires en Chine et en Arabie saoudite. Son travail pour la CIA fut plus inoffensif, sauf si l'on prend en compte les effets délétères du verbiage creux et abrutissant des techniciens du management.

3. Brennan rebaptisa le service clandestin « direction des opérations », ou DO. Son chef, le directeur adjoint des opérations, était donc le DDO. Brennan reprenait ainsi des noms qui avaient eu cours de 1973 à 2005. Certains prirent ce changement pour un retour à la tradition. Pas tous.

4. Pendant la campagne électorale, en octobre 2015, Donald Trump a minimisé les informations de la communauté américaine du renseignement, qui concluait que les Russes et les séparatistes soutenus par les Russes avaient abattu l'avion : « Poutine et la Russie disent qu'ils ne l'ont pas fait, de l'autre côté, ils disent que oui. Personne ne sait vraiment. »

22

L’idiot utile

John Brennan se rend à Moscou en mars 2016 pour exhorter les Russes à user de leur influence sur Damas en vue de mettre un terme au bain de sang en Syrie. Presque quatre ans auparavant, alors qu’Assad commençait à écraser ses opposants, Clinton, Panetta et Petraeus avaient pressé Obama de signer un mémorandum de notification autorisant la CIA à soutenir la résistance divisée. Il avait reculé. Dans la salle de crise, Bill Burns, secrétaire d’État adjoint, mettait en garde : la CIA, selon lui, « avait tendance à surestimer ses capacités à armer rapidement et efficacement les rebelles syriens », sachant que « personne ne savait vraiment comment les choses tourneraient quand les Iraniens et les Russes renchériraient ».

En août 2013 pourtant, après qu’Assad avait utilisé contre son peuple des armes chimiques et tué 1 400 civils, Obama avait signé le mémorandum. Au titre d’un grand programme paramilitaire soutenu par les Saoudiens, sous le nom de code Timber Sycamore, la CIA avait entraîné et armé en Jordanie la résistance syrienne, que des frappes aériennes américaines et des soldats des opérations spéciales avaient ensuite soutenue au combat. Si leurs forces combinées étaient parvenues à vaincre les bastions de l’EI en Irak et en Syrie, la CIA n’avait cependant pas réussi à soutenir les rebelles dans un autre objectif, celui de chasser Assad. Poutine

était intervenu avec des chasseurs bombardiers et des mercenaires à la rescousse du régime. La bataille pour la Syrie menaçait d'évoluer en guerre par procuration entre les États-Unis et la Russie.

Brennan rencontre donc ses homologues russes du renseignement ainsi que le chef de cabinet de Poutine, Sergueï Ivanov, ancien officier du KGB et cheville ouvrière de l'attaque qui commençait à s'organiser sur le scrutin présidentiel de 2016. Il ne parvient à rien avec les Russes. « Les politiques américaines permettent aux islamistes de se renforcer, lui dit Ivanov. Vous soutenez les terroristes. » Igor Korobov, qui a pris la tête du renseignement militaire russe, ne se montre pas quant à lui plus coopératif et ne laisse entrevoir aucun espoir de solution de crise en Syrie.

Au cours de la conversation, le chef du GRU est apparu anxieux à Brennan. « [Peut-être parce qu'il se demandait], suppose Brennan *a posteriori*, si je savais à l'époque que son organisation avait mené avec succès une première série de cyberattaques contre le processus électoral. J'aurais beaucoup aimé le savoir – mais j'ignorais encore tout[1]. »

« Des hommes comme Poutine viendront manger dans votre assiette »

Le 17 mars, alors que Brennan est encore à Moscou, Donald Trump obtient la nomination du parti républicain pour les élections présidentielles. « C'est lorsqu'il est devenu clair que l'élection allait opposer Trump et Clinton, analyse Brennan, qu'ils ont vraiment engagé des moyens – non seulement pour dénigrer Clinton, mais pour promouvoir les chances de Trump. »

Les services de renseignement russes jettent toutes leurs forces dans la bataille le 29 mars, date à laquelle Trump engage Paul Manafort comme stratège. Manafort a proposé gracieusement ses services – Trump est

sensible à ce genre d'argument – et en mai, il devient directeur de campagne. Quand Victoria Nuland, la principale responsable de la Russie au département d'État, apprend la nouvelle, elle en reste abasourdie : Manafort ! Il est depuis quinze ans le laquais des Russes ! Effectivement, Moscou est son client, officieux et officiel, depuis qu'en 2005 il a signé un contrat de consultant aux termes duquel il s'engage à « servir les intérêts [*greatly benefit*] du gouvernement Poutine ».

Manafort retient l'attention du poste de la CIA à Kiev dès 2013. Avec son associé, un agent du renseignement russe nommé Konstantin Kilimnik, il travaille en Ukraine au service du président pro-russe, qui le paie 17 millions de dollars, dont Manafort blanchit illégalement 12,7 millions. Les services de renseignement russes détiennent sur lui des informations compromettantes, dont une dette de plusieurs millions à un oligarque proche de Poutine après des affaires qui ont mal tourné. Manafort tente d'alléger sa dette en échangeant des chiffres d'un sondage interne de la campagne Trump qui montre l'existence d'un chemin, certes étroit, vers la victoire, en novembre, si la campagne parvient à entacher la réputation de Clinton dans les États traditionnellement démocrates du Michigan, de la Pennsylvanie et du Wisconsin. Il confie le sondage à Kilimnik pour que celui-ci le remette aux officiers du GRU, qui ajustent leur travail en conséquence. Kilimnik voudrait quant à lui que Manafort vende à Trump un « plan de paix » pour l'Ukraine donnant à Poutine le contrôle d'une république autonome d'Ukraine orientale, occupée depuis 2014 par les troupes russes.

Comme la CIA et le FBI le découvrent tardivement, « il y a eu des contacts suivis entre des personnes affiliées à la campagne Trump et des Russes, qu'il s'agisse de citoyens russes, d'officiers du renseignement russes ou de Russes ayant des contacts avec les renseignements russes, détaille Brennan. Il était clair que la campagne Trump cherchait l'aide de la Russie. » Les Russes tiennent 38 réunions et échangent 272 courriels ou

appels téléphoniques avec des membres de l'équipe Trump, dont le futur conseiller à la sécurité nationale, le lieutenant général retraité Michael Flynn, et le futur ministre de la Justice, le sénateur Jeff Sessions, de l'Alabama. En tout, trente-trois hauts responsables de la campagne ont soit participé directement à ces conversations, soit en connaissaient l'existence. Et tous, Trump au premier chef, ont menti à propos de ces relations ou les ont dissimulées lorsqu'ils ont été interrogés par le FBI, le Congrès ou la presse.

Le 13 mars, à Washington, Trump réunit son maigre cercle de conseillers sur la politique étrangère. Cinq personnes, dont un consultant dans le domaine de l'énergie, manifestement sous-employé, George Papadopoulos. Il prétend pouvoir arranger une rencontre entre Trump et Poutine par l'entremise d'une de ses connaissances, Joseph Mifsud, enseignant maltais, qui a ses entrées au ministère russe des Affaires étrangères. Les deux hommes se retrouvent le 26 avril à l'hôtel Andaz, à Londres. Mifsud déclare à Papadopoulos qu'il revient juste de Moscou, où il a appris de la bouche de hauts fonctionnaires que le Kremlin disposait d'informations compromettantes sur Hillary Clinton, en l'occurrence des milliers de ses courriels personnels. Mifsud, agent russe, a été mis dans la confidence par un contact à l'Agence de recherche sur Internet (Internet Research Agency [IRA]), une couverture du renseignement russe, dont les agents, installés dans un immeuble de bureaux de Saint-Pétersbourg, se font passer pour des internautes américains. À partir de 2015, et avec de plus en plus de moyens depuis que la campagne bat son plein, l'IRA diffuse sur les réseaux sociaux sa propagande et sa désinformation, attaquant Clinton et soutenant Trump. Elle parvient ainsi à atteindre sur Facebook 126 millions d'Américains et à faire éclore 50 000 faux comptes Twitter. La CIA ignore son existence.

Le 10 mai, autour d'un gin tonic dans un bar londonien, Papadopoulos partage l'information des courriels volés avec un homme qu'il vient de

rencontrer, un diplomate du nom d'Alexander Downer, haut-commissaire d'Australie au Royaume-Uni, ancien ministre des Affaires étrangères. Downer ne sait guère quoi faire de Papadopoulos et de ses informations, mais il en fait part à sa chancellerie, à Canberra. Son rapport est stocké, puis oublié pendant dix semaines.

Le 26 mai, Trump a remporté les primaires républicaines et le lendemain, il proclame pour la trente-huitième fois l'admiration qu'il voue au dirigeant russe. Clinton réplique. « Il loue les dictateurs comme Vladimir Poutine, déplore-t-elle. Je laisserai aux psychiatres le soin d'expliquer son affection pour les tyrans. Je me demande pourtant comment il est possible de se tromper à ce point et de ne pas savoir qui sont les vrais amis de l'Amérique. Car c'est important. Si vous ne savez pas exactement avec qui vous négociez, des hommes comme Poutine viendront manger dans votre assiette. » Le festin va bientôt commencer, dès qu'elle aura gagné la nomination démocrate, le 6 juin. Mais c'est Clinton que les Russes vont dévorer.

Le 8 juin, une couverture du GRU du nom de DCLeaks, hébergée en ligne sur le compte Guccifer 2.0, commence à poster les premiers milliers de courriels volés au Comité national démocrate. Certains révèlent des différends et des frictions dans le camp Clinton. Ces fonds de corbeille soigneusement recueillis par le GRU seront diffusés dans l'espace public jusqu'au jour de l'élection. Les dirigeants du DNC, paniqués, ferment leur compte, le nettoient de fond en comble durant le week-end et décident d'informer le *Washington Post* que des hackers russes ont piraté leurs systèmes et volé leurs fichiers.

C'est ici qu'intervient Julian Assange.

Depuis longtemps, Assange se présente comme un journaliste, un rédacteur en chef, un éditeur lancé dans une courageuse croisade contre le secret. Mais sous l'allure respectable, une autre personnalité émerge, celle par exemple du commentateur rémunéré de RT, la chaîne de propagande

russe, où il apparaît à partir de 2012. Le rédacteur en chef de celle-ci lui rend visite à l'ambassade d'Équateur à Londres, qui lui a accordé l'asile après qu'il a refusé de comparaître devant un tribunal suédois pour répondre d'accusations de viol. En 2013, le média russe annonce avoir conclu un accord avec WikiLeaks pour publier de « nouvelles fuites d'informations secrètes ».

Le 12 juin 2016, trois jours après que Donald Trump Jr., Paul Manafort et le gendre de Trump, Jared Kushner, ont rencontré à la Trump Tower un avocat russe qui leur a promis des informations compromettantes sur Clinton, Assange annonce à un journaliste de la télévision britannique : « WikiLeaks va faire de grandes choses cette année. Nous avons des courriels au sujet d'Hillary Clinton qui sont sur le point d'être publiés. » Il a en effet reçu un premier versement et attend beaucoup plus. Le 21 juin, Guccifer 2.0 poste un autre lot de documents du DNC, dont certains exposent les vulnérabilités politiques de Clinton. Assange envoie alors un message personnel à la couverture du GRU : « Si vous avez quoi que ce soit sur Hillary, nous le voulons. » Les éléments volés auront, assure-t-il, « beaucoup plus d'impact » si WikiLeaks se charge de leur diffusion. Il y a tant de courriels que les Russes ont du mal à les transmettre, jusqu'à ce que le chef du bureau londonien de RT se rende à l'ambassade d'Équateur et glisse à Assange une clé USB de forte capacité.

Le 14 juillet, le GRU parvient à lui envoyer un gigaoctet de fichiers cryptés. L'avatar Guccifer annonce : « J'ai donné l'essentiel des papiers, des milliers de fichiers et de courriels à WikiLeaks. Ils seront bientôt publiés. » Le 22 juillet, trois jours avant l'ouverture de la Convention démocrate, à Philadelphie, Assange twitte : « Vous êtes prêts pour Hillary ? Nous commençons aujourd'hui nos livraisons, avec 20 000 courriels du Comité national démocrate. »

À partir de ce jour, la campagne Trump construit une stratégie autour d'Assange, encourageant WikiLeaks, louant son travail, et recevant en

retour la primeur de ce qui va sortir. Grâce à Roger Stone, spécialiste des coups tordus politiques depuis les années Nixon, ancien associé en affaires de Manafort et lobbyiste de longue date pour Trump, qui communique « en temps réel » avec Assange, l'équipe Trump est prévenue suffisamment à l'avance de toutes les publications importantes de WikiLeaks[2]. L'Agence de sécurité nationale ne tarde pas à détecter et à suivre une multitude de messages directs échangés *via* Twitter entre le GRU et WikiLeaks. S'il n'était évident, avant cela, qu'Assange travaillait pour les espions de Poutine, le doute n'était désormais plus permis.

« Nous sommes en territoire inconnu »

Pour la première fois, Brennan voyait que les Russes ne se contentaient pas de monter une opération d'espionnage, mais sabotaient bel et bien une campagne électorale. C'était une guerre politique ouverte telle que les États-Unis n'en avaient jamais connu.

Le lundi 25 juillet, à l'aube, son SUV noir s'arrête rageusement au pied du grand bâtiment du siège, à Langley. Au cours du week-end, il a demandé que tout ce que pouvaient trouver ses officiers et ses analystes sur l'opération russe soit rassemblé sur son bureau. Il voulait non seulement les rapports rédigés mais les matériaux bruts et les sources primaires : informations non filtrées des agents, des services de renseignement amis, interceptions électroniques. Il passe aussi en revue ce dont disposent l'Agence de sécurité nationale, le FBI et le département de la sécurité intérieure. Des piles de classeurs encombrent son bureau. Il rencontre les cadres de la « maison Russie », l'unité qui espionne le Kremlin, qui est encore l'épicentre des opérations contre Moscou, ainsi que les officiers supérieurs du contre-espionnage et ceux de la direction du numérique. Il lit des études de cas sur l'espionnage, vieilles parfois de plusieurs décennies. Depuis les années 1930, les Russes n'ont cessé de vouloir manipuler la

politique aux États-Unis. Un député de New York émargeait même alors sur leurs livres de comptes. Le FBI a récemment averti Dana Rohrabacher, député californien très marqué à droite et admirateur de Poutine, que les Russes tentaient de le recruter. En juin, Kevin McCarthy, lui aussi député de Californie et chef de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, affirme, devant quelques membres de son parti : « Il y a deux personnes qui, je pense, sont payées par Poutine, Rohrabacher et Trump. »

Brennan découvre que la CIA n'est pas prête à soutenir le train des Russes dans la guerre de l'information. « La cybersphère, dit-il, est devenue un endroit formidable pour influencer les opinions, les attentes, les votes, les attitudes des gens », et l'Agence n'en a pas complètement pris la mesure. « Mais nous savions que les Russes avaient pénétré les systèmes électoraux de certains États et qu'ils cartographiaient en somme ces infrastructures. […] Et nous craignions que les Russes ne tentent d'intervenir sur les listes électorales le jour du scrutin. Et nous y étions attentifs, nous surveillions, et espérions ardemment qu'ils ne tenteraient rien sur le front technique. Mais la part la plus importante de l'ingérence russe, dont les conséquences étaient les plus graves, tenait à l'opération d'influence. Et j'ai appris [un peu tard] toute l'étendue du talent déployé par les Russes dans l'environnement des réseaux sociaux. »

Tandis que Brennan prend connaissance du dernier état de la science, les torrents de courriels piratés déversés par Assange réveillent la mémoire d'Alexander Downer, le haut-commissaire d'Australie à Londres, qui se rend à l'ambassade des États-Unis. Il s'entretient avec la première conseillère au sujet de cet expert de l'équipe Trump qui lui a confié que les Russes cherchaient à partager des allégations compromettantes pour Hillary Clinton, obtenues par cyberespionnage. La diplomate prévient à son tour deux autres membres de l'ambassade, l'attaché du FBI et la cheffe de poste de la CIA – Gina Haspel.

Le lendemain, lors d'une conférence de presse, Trump en appelle aux services de renseignement russes pour qu'ils piratent et rendent public le contenu d'un dossier supprimé par Clinton d'un compte privé qu'elle a utilisé quand elle était secrétaire d'État : « La Russie, si vous écoutez, j'espère que vous trouverez les 30 000 courriels qui manquent. » Quelques heures plus tard, pour la première fois, le GRU harponne les adresses électroniques utilisées par le bureau personnel de Clinton et cible vingt-six des comptes de son équipe de campagne.

Le matin du 28 juillet, après trois jours et trois nuits à passer en revue ses renseignements, Brennan appelle Avril Haines, sa proche confidente, désormais principale conseillère adjointe d'Obama sur la sécurité nationale : « Je dois voir le président, et c'est très important que je le voie dès aujourd'hui. » À la Maison Blanche, la table est mise pour quatre – Obama, Haines, la conseillère à la sécurité nationale, Susan Rice, et le chef de cabinet, Denis McDonough – et l'on sert, dans la petite salle à manger qui jouxte le Bureau ovale, un repas léger – soupe, salade. Il est 13 h 45. Brennan ne mâche pas ses mots : « Monsieur le président, nous savons que les Russes tentent de porter atteinte à l'intégrité des élections de novembre et qu'ils sont beaucoup mieux organisés, beaucoup plus déterminés, que c'est beaucoup plus grave que tout ce que nous connaissions jusque-là. […] Poutine a autorisé ces initiatives » – et, poursuit en substance Brennan, il tente de faire élire Trump en détruisant la candidature de Clinton. La CIA sait que Poutine a pris la direction des opérations grâce à ce que lui a révélé un agent recruté au Kremlin, Oleg Smolenkov, confirmant une information obtenue par une interception de communication téléphonique. Brennan partage une autre information capitale : la CIA possède un homme dans le camp Poutine – réussite remarquable, mais silence absolu. La nouvelle ne doit pas sortir de la salle à manger[3].

Le président demande si les Russes pourraient vraiment tenter de modifier le compte des bulletins, comme ils l'ont fait en Ukraine, en 2014,

ou trouver le moyen de saboter la désignation, État par État, des grands électeurs. Peuvent-ils détruire des listes électorales ? Supprimer des noms ? Empêcher les électeurs de voter ? Et l'argent ? s'enquiert Obama. Financent-ils Trump en secret ? Il n'y a qu'une façon de le savoir, répond Brennan au président : « La CIA, le FBI et l'Agence de sécurité nationale doivent travailler ensemble là-dessus. »

« Nous avions du pain sur la planche, se souvient Brennan. La tâche de renseignement allait être très difficile. Et la réaction politique aussi. Qu'allions-nous devoir faire ? À bien des égards, nous pénétrions en territoire inconnu. » Que devait dire Brennan aux Russes ? Que devait dire Obama au peuple américain ? Que devait mettre en place la CIA contre les espions de Poutine ? « Nous naviguions parmi les hauts-fonds, dans des eaux plus dangereuses que toutes celles que j'avais connues. »

« Agent, à son insu, de la Fédération de Russie »

Le vendredi 29 juillet, au matin, Brennan appelle Comey, le directeur du FBI, et s'engage à lui dire tout ce que la CIA apprendra sur l'opération russe, y compris ce qui pourrait compromettre des citoyens américains. Durant le week-end, le FBI ouvre une enquête de contre-espionnage sous le nom de code Crossfire Hurricane. À celle-ci se pose dès l'abord une question proprement terrifiante : des membres de la campagne Trump – voire Trump lui-même – travaillent-ils avec les Russes ? Le vendredi suivant, Mike Morell y répond dans une tribune du *New York Times* où il appelle à voter pour Clinton. La publication de Morell est extraordinaire. À deux égards. Les chefs de la CIA, même après avoir pris leur retraite, ne prennent jamais parti pour un candidat lors d'une campagne présidentielle.

Et il dit à des millions de lecteurs et de lectrices ce que pensent beaucoup de ses pairs : Trump se conduit comme s'il était un agent russe.

« Dans le monde du renseignement, écrit l'ancien directeur adjoint de la CIA, nous dirions que M. Poutine a recruté M. Trump comme agent, à son insu, de la Fédération de Russie. Poutine est en effet un pur produit du KGB, formé à identifier et à exploiter les faiblesses des individus. Et c'est exactement ce qu'il a fait, dès le début des primaires, souligne Morell. M. Poutine a joué des vulnérabilités de M. Trump, en lui adressant des compliments. Et ce dernier a répondu exactement comme M. Poutine l'avait calculé. M. Poutine est un grand dirigeant, dit M. Trump, ignorant qu'il a tué et incarcéré des journalistes et des opposants politiques, qu'il a envahi deux de ses voisins et qu'il conduit son économie à la ruine. M. Trump a aussi pris des positions politiques conformes aux intérêts non pas américains, mais russes – il a encouragé l'espionnage contre les États-Unis et soutenu l'annexion de la Crimée par la Russie. » Morell, qui a lu des dizaines de portraits de dirigeants étrangers lorsqu'il était en fonction, décrit le candidat à la présidence comme un potentiel despote. « Trump est non seulement incompétent pour la charge, mais il pourrait fort bien représenter une menace pour notre sécurité nationale, conclut-il. Il serait un piètre commandant en chef, et même dangereux. »

Mike Hayden abonde à son tour : peut-être Trump n'est-il pas un agent russe, mais il ressemble beaucoup à un agent russe. « Je préférerais un autre terme, tiré des arcanes de l'ère soviétique, *polezni durak* », écrit-il dans le *Washington Post* – un idiot utile manipulé par Moscou. Leon Panetta franchit une étape supplémentaire : « Cela ne faisait aucun doute dans mon esprit que Trump et la Russie travaillaient ensemble, *stricto sensu*, afin de maximiser les chances de Trump de remporter l'élection. […] La Russie manipulait Trump et Trump se comportait clairement, lui aussi, de façon à protéger les Russes. »

Trump lance l'attaque sur la valeur morale de son opposante quand il accepte la nomination du parti républicain : « Voici l'héritage d'Hillary Clinton : la mort, la destruction, le terrorisme et la faiblesse. » Durant tout le mois d'août, il l'assaille avec toujours plus de violence. Elle est la candidate de l'EI, c'est une malade mentale, elle va voler le vote, truquer les résultats, s'emparer du pouvoir par la ruse. Assange reprend en écho les diatribes du candidat républicain dans une interview avec le *New York Times* sur Facebook, où il qualifie Clinton de « démon, qui va passer, dès qu'elle aura remporté les élections, la corde au cou de tout le monde ». L'Internet Research Agency colporte le même genre de propos et propage sur Internet des théories complotistes. Les outils numériques et les trolls du Kremlin s'engagent dans la campagne aux côtés de Trump, devenant ses porte-parole invisibles.

Autrefois, l'offensive russe contre la démocratie aurait réuni les dirigeants américains. Ce n'est plus le cas. Obama a demandé à Brennan d'informer la « bande des huit » – les chefs de groupe à la Chambre et au Sénat et les dirigeants (les présidents et un membre de premier plan) des commissions du renseignement dans chaque assemblée – de l'opération menée par Poutine. Mais il essuie, tandis qu'il relate les faits à Mitch McConnell, élu du Kentucky et chef de la minorité républicaine au Sénat, une surprenante rebuffade : « Il m'a dit, se souvient-il : "Eh bien, il semble que vous cherchez, la CIA et vous, à empêcher que Donald Trump soit élu." » Lorsqu'Obama fait venir à la Maison Blanche les dirigeants du Congrès et leur demande de signer une déclaration conjointe dénonçant l'agression russe, McConnell refuse. « Plus l'indignation suscitée par l'ingérence russe serait bipartisane et forte, plus elle aurait de poids et de crédibilité auprès des citoyens américains, se remémore Brennan. McConnell ne l'entendait pas ainsi. Il a mis son parti au-dessus de l'identité nationale et de la loyauté à son pays. […] S'il était révélé que les Russes

étaient mêlés aux élections, les chances de Trump pouvaient s'en trouver réduites, et cela l'inquiétait beaucoup. Et il voulait éviter d'en arriver là. »

Obama a le plus grand mal à décider s'il doit ou non accuser publiquement les Russes. Comment va-t-il dire au peuple américain que la CIA en est arrivée à la conclusion que Poutine tentait de faire élire Trump ? Il n'a pas trouvé la volonté d'agir. Il craignait qu'on pense qu'il avait voulu mettre les mains dans la mécanique électorale, alors même que le Kremlin n'avait pas peur d'y poser ses bottes. Et il ne voulait pas provoquer une cyberguerre ouverte avec Trump : le lieutenant général James Clapper, directeur du renseignement national, l'avait averti que les Russes avaient implanté dans le réseau électrique des États-Unis un logiciel malveillant – nommé Energetic Bear ; il suffisait de quelques incidents à des endroits stratégiques pour plonger des villes dans le noir et interrompre les réseaux de communication le soir des élections, pour semer le chaos et interrompre le décompte des voix.

« Le président a toujours considéré, observe Brennan, qu'il pouvait, en cas de nécessité, adopter une position plus agressive avec la Russie. Mais qu'auraient alors fait les Russes ? Et s'ils répliquaient à leur tour, l'ingérence dans les élections n'en serait-elle pas redoublée ? » Comme il l'explique laconiquement plus tard : « L'écosystème de la scène internationale comprend désormais une vaste composante numérique. Et c'est dans ce champ-là que s'agitent les renseignements, les services militaires et de sécurité avant une montée des tensions ou un conflit armé. »

Cinq semaines d'incessantes réunions dans la salle de crise avec les gardiens de la sécurité nationale ne pourront produire une déclaration présidentielle sur l'agression russe. Finalement, début octobre, Clapper en a assez. Ceux qui savent doivent dire quelque chose. S'ils se taisent, le prix à payer, un jour, sera effroyable. Il se concerte avec Jeh Johnson, le secrétaire à la sécurité intérieure. Ils ont du mal à trouver les mots justes. Ils n'écriront pas le nom de Trump, ni celui de Poutine. Au bout de trois jours, ils ont mis

en forme un communiqué de presse de trois paragraphes, qui alertera, pensent-ils, les citoyens américains. Il commence ainsi :

> La communauté du renseignement des États-Unis sait de façon certaine que le gouvernement russe a dirigé les récentes effractions de boîtes électroniques utilisées par des personnes et des institutions aux États-Unis, notamment par des organisations politiques. La récente mise en circulation de courriels prétendument piratés sur des sites comme DCLeaks.com et WikiLeaks et par l'avatar en ligne Guccifer 2.0 correspondent aux méthodes et aux motivations des tentatives dirigées par les Russes. Ces vols et ces divulgations dans l'espace public ont pour objectif une ingérence dans le processus électoral aux États-Unis. Nous croyons, à en juger par l'ampleur et le caractère sensible de ces tentatives, que seuls des responsables russes du plus haut niveau ont pu autoriser ces agissements.

La déclaration est rendue publique à 3 heures de l'après-midi, le vendredi 7 octobre. Soixante-trois minutes plus tard, le *Washington Post* révèle l'existence et la teneur de la cassette de l'émission de télévision *Access Hollywood*, où Trump se vante d'agressions sexuelles commises sur des femmes. Une demi-heure plus tard, WikiLeaks lâchait à point nommé une nouvelle salve de courriels dérobés à la campagne Clinton, volés par les Russes six mois plus tôt, stockés depuis afin de constituer un arsenal de grenades assourdissantes. À Washington, les bataillons de journalistes politiques semblaient aveuglés, paralysés devant la fusillade. Ils n'étaient qu'une poignée à couvrir le renseignement, et ceux-là faisaient le siège de leur rédaction pour qu'on leur donne des colonnes où exposer l'affaire russe, reléguées aux dernières pages.

« Je suis choqué, dit Morell, que le tollé ne soit pas plus grand au Congrès, dans la branche exécutive, dans les médias. Les gens, d'une

certaine façon, acceptaient […] une attaque contre notre démocratie. »

Le 19 octobre, lors du débat final des candidats, Clinton lance une nouvelle mise en garde contre l'agression russe. Trump dément catégoriquement et exempte Poutine de toute responsabilité :

> TRUMP : Il dit des choses gentilles sur moi. Si on continue comme ça gentiment, ça pourrait être bien. Alors qu'il n'a aucun respect pour elle. […]
>
> CLINTON : Eh bien, je crois que c'est parce qu'il préfère avoir une marionnette à la présidence des États-Unis.
>
> TRUMP : Pas une marionnette. Pas une marionnette. C'est vous, la marionnette !
>
> CLINTON : Il est parfaitement clair que vous n'admettrez pas…
>
> TRUMP : Non, c'est vous la marionnette !
>
> CLINTON : … que les Russes ont lancé contre les États-Unis d'Amérique des cyberattaques, que vous avez encouragé l'espionnage contre vos concitoyens, que vous ne voyez pas d'inconvénient à suivre la ligne de Poutine, que vous acquiescez à ses désirs, que vous voulez détruire l'OTAN, faire tout ce qu'il veut, et que vous continuez de recevoir son aide, car dans cette campagne, il a un favori, et ça ne fait aucun doute. […] Nous avons dix-sept agences de renseignement, civiles et militaires, qui toutes ont conclu que ces attaques d'espionnage, ces cyberattaques, venaient du Kremlin, et au plus haut niveau, et qu'elles ont pour objectif d'influencer nos élections. Je trouve cela profondément troublant. Et je crois qu'il est temps que vous preniez position…

> TRUMP : Elle ne sait pas si c'est la Russie, la Chine, ou n'importe qui d'autre. Elle n'en a aucune idée. Hillary, vous n'en avez aucune idée. […] Et notre pays n'en a aucune idée.

Sur ce dernier point, Trump n'est pas loin de la vérité. Il ne suffisait pas que la communauté du renseignement sonne l'alarme. Le président devait s'assurer que ses concitoyens avaient entendu. Obama n'est pas parvenu à dire au pays la vérité, qu'il connaissait pourtant.

« L'Amérique est devenue vraiment grande et c'est grâce à nous »

« Le 9 novembre 2016, nous avions devant nous une nuit sans sommeil, écrit un troll russe du quartier général de l'Internet Research Agency à Saint-Pétersbourg. Quand, vers 8 heures du matin, sont arrivés les résultats les plus importants de notre travail, nous avons débouché une petite bouteille de champagne […], avons bu chacun une gorgée et nous sommes regardés dans les yeux. […] Et nous nous sommes dit à voix haute, presque à l'unisson : "L'Amérique est devenue vraiment grande, et c'est grâce à nous." » Trump vient de remporter le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin – trois États clés car indécis, ciblés par les officiers du renseignement russes armés de leur *polezni durak* Paul Manafort – respectivement de 10 704, 46 765 et 22 177 voix[4]. Ces trois États lui offrent quarante-six suffrages au Collège électoral, qui lui permettent de l'emporter. Il s'en est fallu d'une poignée de bulletins qu'Hillary Clinton remporte, en même temps que le vote populaire, celui des grands électeurs. Pour élire Trump à la présidence des États-Unis, il a fallu moins de 80 000 bulletins.

Les barons du renseignement américains pensent que l'agression russe a été un élément essentiel de la victoire de Trump. « Je suis raisonnablement

certain que les Russes ont fait basculer des votes, dit Brennan. Je ne sais pas si c'est un seul bulletin ou si ce sont 2 millions, […], mais il y a eu un nombre non négligeable de votes qui ont basculé du fait des opérations d'influence russes. » Et Clapper de conclure : « Sachant ce que je sais de ce qu'ont fait les Russes, à quel point leur opération était massive, diversifiée, les millions d'électeurs américains qu'elle a touchés […], cela confinerait à la crédulité de penser que les efforts des Russes n'ont pas fait basculer la décision de certains électeurs, et par conséquent fait basculer l'élection. » Peter Strzok, qui était chargé de l'enquête Crossfire Hurricane, en tant que sous-directeur adjoint de la division du contre-espionnage du FBI, acquiesce : « Sans l'aide russe, dit-il, je ne pense pas que Trump serait parvenu à se faire élire. »

Certains de leurs collègues pensent même que les services russes ont depuis longtemps des vues sur Trump. Il se rend pour la première fois à Moscou en 1987, cherchant à construire un hôtel de luxe sur la place Rouge, en partenariat avec le gouvernement russe, et déjà il laisse entendre qu'il pourrait se lancer dans la course à la présidentielle. Ses marchés immobiliers dans le monde et sa solvabilité après ses faillites dépendent en partie de l'argent russe. Les femmes slaves lui plaisent et il trompe son épouse. En 2013, il revient à Moscou pour un concours de beauté dont il est le propriétaire. « Pensez-vous que Poutine ira au concours de Miss Univers ? twitte-t-il, et s'il vient, est-ce qu'il deviendra mon meilleur ami ? »

Rolf Mowatt-Larssen, ancien de la maison Russie, pilier du poste de Moscou et chasseur de taupes expérimenté, commente : « Je n'ai aucun doute que Donald Trump a été une cible », durant ces années, des officiers du renseignement russe. « Les vulnérabilités sont là. Les Russes ne les auraient pas manquées. Je peux vous assurer qu'ils n'auraient jamais manqué une occasion d'approcher un homme d'affaires américain aussi influent, qu'ils aient ou non pensé qu'il puisse devenir président. Ils

l’auraient bien entendu approché. » La cupidité de Trump et sa corruption font depuis trente ans sa célébrité.

En 2016, Trump essayait encore de construire un hôtel à Moscou, courtisait toujours sans vergogne Poutine, et il se ruait vers la Maison Blanche avec l’appui clandestin du renseignement russe. Poutine, officier madré du KGB, savait comment manier Trump. Il l’influence en le louant et en le soutenant politiquement, et gagne en retour de l’influence. « Il pense qu’il peut manipuler Donald Trump, affirme Morell un mois après les élections, non pas parce qu’il a sur la tête des accords financiers ou quoi que ce soit de ce genre, mais parce que Vladimir Poutine, ancien officier du renseignement russe, sait qu’il est très facile de jouer avec une personnalité narcissique et de l’amener où l’on veut en usant tout simplement de la flatterie. C’est ce qu’a fait Poutine, et Trump a marché. » Fiona Hill, biographe de Poutine qui a, pendant deux ans et demi, été directrice, à la Maison Blanche de Trump, du Conseil de sécurité nationale pour la Russie et l’Europe, ajoute : « C’est exactement ce que fait un officier traitant. Il repère une faiblesse, puis il fait chanter sa cible. Et Poutine va cibler les dirigeants de la planète. […] Je crois fermement qu’il ciblait aussi le président Trump. »

L’ultime cible de ce que Mike Hayden nomme l’opération clandestine la plus réussie de l’histoire, c’est le peuple américain. Plus tard, Morell confie au journaliste Robert Draper : « C’est la seule fois de toute l’histoire américaine où nous avons été attaqués par une puissance étrangère et ne nous sommes pas rassemblés en tant que nation. En réalité, cela nous a divisés encore un peu plus. […] L’épisode a creusé nos dissensions. Je suis absolument convaincu que les officiers du renseignement russe qui ont conçu et dirigé l’attaque contre notre démocratie en 2016 ont tous été personnellement décorés par Vladimir Poutine. »

Et leur succès aurait été impossible sans Assange. « J’aime WikiLeaks ! » lance Trump pendant la campagne. Et Mike Pompeo,

l’homme que choisit Trump pour diriger la CIA l’aime aussi.

« BANCO : 19 252 courriels du DNC fuités grâce à WikiLeaks », se réjouit-il sur Tweeter lors de la convention démocrate. Comme Trump, il vante le travail d’Assange et se gausse quand on lui dit que ses sources sont russes. « Franchement, pérore-t-il sur Fox News, il est parfaitement clair que celle qui a invité les Russes à démolir l’Amérique, c’est Hillary Clinton. » Pompeo est un député du Kansas, pugnace, dont l’ambition a des ailes et accessoirement ultraconservateur. Depuis son siège à la commission de la Chambre sur le renseignement, il attaque depuis trois ans Clinton. « Il ne fait aucun doute que des vies américaines sont aujourd’hui en danger par sa faute », écrit-il en juillet à Clapper. À cette époque, Pompeo n’a pas non plus de sympathies excessives pour Trump, et il l’a fait savoir sans ambiguïté possible. En mars, durant les primaires républicaines, il a averti que Trump, s’il était élu, serait « un président autoritaire, ignorant de notre Constitution ». Pourtant, quand le magnat new-yorkais décroche l’investiture républicaine, il s’attache à lui comme le rémora au requin. Steve Bannon, stratège cynique du président élu, fait bientôt la publicité de Pompeo pour la direction de la CIA, tant et si bien qu’il lui obtient une entrevue avec Trump, qui ne l’a pas encore considéré, le 16 novembre. L’entretien est bref et sans substance. Le lendemain, le téléphone du député du Kansas sonne. C’est Trump. Il lui offre le poste de ses rêves : « Ça va être super et sauvage ! », s’exclame le président élu.

« Est-ce que nous sommes dans l’Allemagne nazie ? »

Le 11 décembre, la *New York Times* et le *Washington Post* rapportent les conclusions de la CIA : les Russes avaient pour objectif l’élection de Trump. « Je n’en reviens pas, feint de s’étonner le président élu, ce sont les

mêmes qui disaient que Saddam Hussein avait des armes de destruction massive. » Il précise qu'il ne lira les notes quotidiennes d'information des services que s'il en a envie et quand il en aura envie. Et il n'en a pas envie. « Il y touchait. Il ne lisait à peu près rien », témoigne Ted Gistaro, analyste chevronné de la CIA à qui il a échu d'informer Trump pendant la transition. Il avait tendance à « dévier », dit pudiquement Clapper. « Il y avait peut-être huit ou neuf minutes concernant réellement le renseignement dans une heure de discussion » (contrairement à l'usage, la CIA n'a cette fois pas tenu le président élu informé des programmes d'action clandestine avant sa prestation de serment, et encore a-t-elle attendu quelques semaines). Trump ne cesse de se gausser devant Gistaro du « canular russe », qu'il blâme la CIA d'avoir distillé dans les médias pour saper la légitimité de son élection. Lors d'une de ces réunions d'information, raconte Gistaro, « il s'est épanché pendant dix minutes sur notre volonté de le détruire ». L'agression russe sur les élections, écrit un historien de la CIA, est devenue « la question la plus chargée politiquement de toute l'histoire des transitions présidentielles ».

Obama ordonne à la CIA, au FBI et à l'Agence de sécurité nationale de lui présenter un rapport final sur l'opération de manipulation, puis de le communiquer à Trump. Les experts de la Russie, du cyperespace et du contre-espionnage de la CIA rédigent une version ultrasecrète – qui ne peut être consultée que par Obama, Trump et la bande des huit. Beth Sanner, analyste reconnue qui deviendra deux ans plus tard la responsable des points d'information présidentiels à la Maison Blanche, dit avoir mené « un travail rigoureux pour déclassifier ce rapport classé top-secret », afin d'en transmettre la teneur à l'opinion. Il fallait, explique-t-elle, « considérer avec le plus grand soin ce qui devait être rendu public et ce qui devait demeurer secret afin de protéger les sources et les méthodes ». « Il faut des gens capables de comprendre les risques cachés dans chaque phrase », insiste-t-

elle. La source qui avait probablement le plus besoin d'être protégée était l'agent recruté à Moscou par la CIA.

Le 6 janvier 2017, Brennan, Clapper, Comey, Mike Rogers, directeur de l'Agence de sécurité nationale, et Ted Gistaro retrouvent le président élu à la Trump Tower, avec Pompeo, le conseiller désigné à la sécurité nationale Mike Flynn, le vice-président élu Mike Pence, et quatre autres membres de l'équipe de transition. Les preuves que les Russes se sont invités dans le processus électoral – et que Poutine lui-même suivait l'opération – sont si solides que Trump ne cherche même pas à les contredire, rapporte Clapper. La réunion semble devoir se terminer sans accroc.

Pourtant, lorsque Brennan détaille comment la source humaine a révélé le rôle direct des services de renseignement russes, Trump se met à ricaner. Ces gens, dit-il, sont des « fumiers », qui diraient n'importe quoi pour un dollar. Le directeur du FBI, Comey, prend alors Trump à part – contre l'avis de Brennan et de Clapper –, pour lui faire part, les yeux dans les yeux, d'un dossier préparé pour la campagne Clinton par Christopher Steele, ancien officier du renseignement britannique, qui a dirigé le bureau Russie au MI6. Le rapport commence ainsi : « Le régime russe a cultivé, soutenu et assisté Trump pendant au moins cinq ans. » C'est le sénateur John McCain qui a donné à Comey un exemplaire du dossier, lequel a par ailleurs circulé parmi les journalistes de Washington, quoique personne n'ait encore songé à le publier. Ni la CIA ni le FBI n'en ont vérifié la matière brute – et même crue, parfois. Il affirme, entre autres choses, que le Kremlin pourrait faire chanter Trump sur ses frasques financières et sexuelles, et que les services russes disposeraient de l'enregistrement d'un rendez-vous clandestin avec des prostituées dans un hôtel moscovite durant le concours de Miss Univers en 2013. Comey justifie sa décision de discuter le dossier avec Trump par sa publicité inévitable et imminente, et Trump, affirme-t-il, ne mérite pas d'être pris en embuscade.

Le dossier paraît dans la presse cinq jours après la réunion et la finalisation du rapport déclassifié. Trump mêle évidemment l'un et l'autre et crie au canular : « Je pense qu'il est scandaleux que les agences de renseignement permettent une information qui se révèle aussi fausse et fabriquée. C'est quelque chose qui aurait pu être fait dans l'Allemagne nazie et qui a été fait. […] Est-ce que nous sommes dans l'Allemagne nazie ? » Brennan s'indigne dans les colonnes du *Wall Street Journal*. Trump n'a pas le droit de traiter ses espions d'agents d'une Gestapo américaine. « Dire aux familles des 117 officiers de la CIA immortalisés pour toujours sur notre mur d'honneur que ceux qu'elles ont aimés et qui ont donné leur vie sont pareils à des nazis, je trouve cela absolument répugnant. »

Pompeo assure à Trump qu'il doit se rendre dès le 21 janvier, le lendemain de sa prestation de serment, à Langley, pour renouer le dialogue. La presse avait affirmé que « Trump haïssait les agences de renseignement. J'avais un meilleur son de cloche », dit-il. Le 19 janvier, il appelle le siège et dit à Meroe Park, la numéro trois de l'Agence, qui sera directrice par intérim le jour de la transition, que Trump veut se rendre à Langley dans quarante-huit heures. Il lui ordonne de préparer une estrade devant le mur mémorial et de s'assurer qu'il y ait du monde pour le discours. Leur conversation est embarrassante. Pompeo n'a pas encore été confirmé par le Sénat. Il n'est pour le moment qu'un député du Kansas. Park est surprise. Pour le moins.

« Elle m'a dit que nous devions annuler, se souvient Pompeo. "Trop tard", ai-je répondu. »

1. À la fin du mois de mars 2016, le Government Communications Headquarters (GCHQ) britannique, l'équivalent de l'Agence de sécurité nationale américaine, détecte un message vers la Russie du groupe de pirates informatiques Fancy Bear, provenant directement des serveurs du Comité national démocrate (DNC) à Washington. Les Britanniques alertent l'Agence de sécurité nationale. Mais ne lui apprennent rien, au point que celle-ci en a déjà informé six mois plus tôt

le FBI. Un inspecteur du FBI a téléphoné à un technicien du DNC pour le prévenir. Le technicien a pensé que l'inspecteur pouvait être un imposteur. Il n'a rien fait. Et l'inspecteur, de son côté, n'a pas donné suite. Le DNC n'a pas pris la menace au sérieux avant la fin du mois de mai.

2. Stone a été condamné à quarante mois de prison pour subornation de témoins, entrave à la justice et faux témoignage après l'enquête du procureur spécial sur le rôle de la Russie dans la campagne électorale de 2016. Trump a commué la peine avant qu'elle ne soit exécutée, puis a gracié Stone en 2020.

3. Smolenkov était un collaborateur de longue date du principal conseiller de Poutine sur la politique américaine, Iouri Ouchakov, ambassadeur aux États-Unis de 1999 à 2008. Il a probablement été recruté peu de temps après l'écroulement de l'Union soviétique, avant qu'il ne rejoigne l'ambassadeur à Washington, au tournant du siècle. Les médias russes, avec l'aide d'officiers du renseignement poutinien, ont divulgué son identité, deux ans après qu'en 2017, la CIA, craignant pour sa vie, l'a fait passer de Russie aux États-Unis, *via* le Montenegro.

4. C'est un collège électoral, composé de 538 grands électeurs qui élit formellement, sous la présidence du vice-président sortant, le nouveau ticket présidentiel (président et vice-président). Chaque État envoie au collège électoral un nombre de grands électeurs correspondant au nombre de sièges de sénateurs (deux par État) additionné du nombre de circonscriptions pour la Chambre des représentants (variable selon les États en fonction de la démographie) ; le district de Columbia (DC, Washington) envoie trois grands électeurs. Tous les États – à l'exception du Maine et du Nebraska, respectivement quatre et cinq grands électeurs, qui panachent un décompte sur l'ensemble de l'État et sur chaque circonscription – suivent la règle du *winner takes all* : le ticket ayant remporté le plus grand nombre de suffrages remporte du même coup tous les grands électeurs de l'État. *(NdT.)*

23

Embrasser l’anneau et tirer dans les jambes

C’est donc un samedi après-midi, le 21 janvier 2017. « Personne n’est aussi attaché à la communauté du renseignement et à la CIA que Donald Trump », déclare le président américain. Le discours est retransmis à la télévision depuis le siège de la CIA. Derrière le président, le mur des morts au champ d’honneur de la CIA. Ses étoiles sont des icônes sacrées à l’Agence, tout comme l’est le verset de l’Évangile de Jean gravé en lettres capitales sur le mur opposé : « Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous rendra libres. »

« La raison pour laquelle j’effectue ma première visite officielle chez vous, c’est que, comme vous le savez, je suis en guerre avec les médias, dit-il. Ils sont parmi les êtres humains les plus malhonnêtes du monde [rires et applaudissements de la foule], et ils ont fait croire que j’avais un problème avec la communauté du renseignement. Je veux juste vous dire que c’est exactement le contraire, c’est pour ça que vous êtes ma première visite officielle, exactement pour ça. [Il adresse un large sourire à son public.] Presque tout le monde a voté pour moi dans cette pièce, probablement. [Silence embarrassé dans l’assistance. Puis il chante les louanges de Mike

Pompeo.] C’est une perle. [Applaudissements clairsemés qui s’élèvent pour s’éteindre aussitôt.] De toute façon, beaucoup d’entre vous le connaissent déjà. Mais vous allez voir. Et je vous le répète, nous avons beaucoup de gens formidables ici. Mais celui-là, c’est quelque chose, ce sera vraiment très spécial, parce que lui, c’est quelqu’un, si je devais nommer le plus important, ce serait certainement, peut-être… vous savez, d’une certaine façon… pour moi le plus important. [Puis il fait l’éloge de son conseiller à la sécurité nationale.] Le général Flynn est là lui aussi. Levez la main, Général. Ça, c’est un type bien. [Applaudissements plus nourris.] » Mike Flynn sera contraint de démissionner trois semaines plus tard pour avoir menti au FBI au sujet de ses conversations secrètes avec l’ambassadeur russe.

Puis Trump chante ses propres louanges. Il dit qu’un million et demi de gens ont assisté à son investiture. C’est un mensonge. Il dit qu’il a fait la couverture du *Times Magazine* quinze fois. C’est un mensonge. Il conclut en déclarant à la foule de 400 personnes qui se tient dans le hall en marbre de la CIA : « Je vous aime. Je vous respecte. Je ne respecte personne plus que vous. » Et c’est également un mensonge. Le discours de Trump est une profanation. Bientôt des bouquets de fleurs apparaissent au pied du mur du mémorial. Personne n’est mort. Mais quelque chose l’est, assurément.

Pompeo va bientôt devenir l’une des figures les plus influentes de la présidence Trump. Tout au long des quinze mois qu’il passera à la CIA, il tentera de façonner la politique étrangère des États Unis, brisant ainsi un tabou. « La CIA ne fait pas de politique », proclame la page web de l’Agence. Pompeo, lui, en fait, à chaque fois qu’il en a l’occasion. Tout ce que Barack Obama et John Brennan ont fait, il le défait dès qu’il le peut. Il a joué le rôle d’un secrétaire d’État jusqu’à ce qu’il obtienne vraiment le poste. Pompeo est le seul membre au sein de l’équipe resserrée de sécurité nationale du président qui n’a pas été renvoyé ou poussé à la démission ; en quatre ans, Trump épuise six conseillers à la sécurité

nationale, quatre secrétaires à la Défense et quatre directeurs du renseignement national. Comment fait Pompeo ? Selon ses propres dires, il a foi en Dieu, travaille dur, tire dans les jambes de ses ennemis, et embrasse l'anneau du président, souriant à chacune de ses paroles, l'impressionnant aussi avec ses airs bravaches. Sa loyauté frôle l'adulation ; on pense à James Schlesinger, qui a été le directeur adjoint du Bureau du budget du président Nixon avant de remplacer Richard Helms au poste de directeur de la CIA en 1973. Schlesinger « avait vraiment fait tatouer R.N. sur sa peau », dit Helms. Ses premiers mots lors de sa prise de fonctions au septième étage ont été brefs – et crus : « Je suis là pour m'assurer que vous n'allez pas baiser Richard Nixon. »

Pompeo passe tout le temps qu'il peut avec Trump, sans jamais être en désaccord avec lui. « Je m'engueule avec tout le monde, dit le président, sauf avec Pompeo. » À moins qu'il ne soit en déplacement pour rencontrer les chefs des services secrets à l'étranger, la première chose qu'il fait le matin, c'est se retirer dans le bâtiment du bureau exécutif Eisenhower, à deux pas de la Maison Blanche. C'est Pompeo qui délivre les points d'information du renseignement dans le bureau Ovale, commentant à chaud, des heures durant s'attardant aux côtés du président. Il évince Dan Coats, le nouveau directeur du renseignement national, à qui revient légitimement d'informer le président. « Chaque jour, nous sommes là, dit Pompeo fièrement. Avec une précision d'horloge. » Ce n'est pas tout à fait vrai. « Trump n'a de réunions d'information que deux ou trois fois par semaine », indique une histoire officielle de la CIA. Le président a l'habitude de passer quatre ou cinq heures tous les matins à regarder la télévision et à tweeter, et il n'arrive pas au travail avant 11 heures. Le point d'information se déroule en général en fin de matinée ou en début d'après-midi. Ce n'est qu'après ce moment passé avec Trump que Pompeo arrive au siège de la CIA.

Il était comme « un missile thermo-guidé vers le cul de Trump », lance un ancien ambassadeur devant Susan Glasser du *New Yorker*. Les officiers supérieurs de la CIA voyaient dans son approbation passionnée des volontés présidentielles une tactique astucieuse, partant du principe qu'il vaut mieux être proche de ses amis et encore plus proche de ses ennemis. La position de la CIA au sein du gouvernement américain repose en grande partie sur la proximité de son directeur avec le pouvoir présidentiel. Mais l'atout était ici de peu d'efficacité. Même si Pompeo a pu parfois servir de bouclier thermique à la CIA, protégeant l'Agence contre les accès de fureur du président, il a aussi fait écran entre Trump et les renseignements que celui-ci ne voulait pas entendre. Et il ne s'est jamais exprimé publiquement pour défendre la CIA contre les attaques violentes du président.

« Le président pourrait nous précipiter dans la guerre »

La première décision de Pompeo concernant le personnel de l'Agence a été de faire de Gina Haspel son adjointe. Ils se sont rencontrés alors qu'elle était cheffe du poste de Londres. Elle avait reçu des membres de la commission de la Chambre sur le renseignement lors de leur tournée des capitales européennes. La seule chose que le public savait d'elle, c'était qu'elle avait supervisé les tortures en Thaïlande et exécuté l'ordre donné par Jose Rodriguez de détruire les cassettes qui en contenaient les enregistrements. Pompeo la choisit parce qu'elle est « combative, patriote et brillante », « conservatrice parmi les conservateurs ». Elle l'a impressionné, mais il veut surtout montrer qu'il soutient l'action de la CIA dans les sites noirs. La publication du rapport de la sénatrice Dianne Feinstein sur la torture a, dit-il, « mis en danger des vies américaines », et ceux qui pratiquaient le *waterboarding* n'étaient pas des tortionnaires mais des

patriotes, « des héros, et non des pions dans le jeu de la gauche, mené par l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) et par la sénatrice Feinstein. La publication du rapport est le résultat d'une opération d'auto-absolution narcissique, en contradiction absolue avec ses devoirs envers le pays. » C'est ce qu'il pense, même s'il a ensuite présenté ses excuses en privé à la sénatrice, à l'occasion de sa confirmation par le Sénat. « J'ai eu tort de l'accuser de trahison », a-t-il admis. Il a ainsi gagné son vote.

Pompeo donne toute latitude à Haspel pour diriger la CIA au siège, superviser les opérations et choisir ses proches subordonnés. Au mois d'août 2017, elle désigne Tomas Rakusan comme nouveau chef du service clandestin. C'est l'officier qui avait infiltré Bagdad des mois avant que les Américains n'envahissent l'Irak, se faisant passer pour un officier de la sécurité tchèque le jour, localisant les systèmes de défense aérienne et les concentrations de troupes la nuit, recevant la Distinguished Intelligence Cross, rarement attribuée, pour sa bravoure et son ingéniosité. Rakusan, que tout le monde appelait Tom, était alors inconnu de l'opinion, et il l'est encore. Il fut nommé dans le plus grand secret, et le secret a été gardé. À l'heure où ces pages sont écrites, son nom ne figure dans aucun journal ni aucun livre. La seule trace numérique de son passé révèle qu'il a obtenu un diplôme du secondaire à l'American University School de Beyrouth, où sont scolarisés, entre autres, les enfants de diplomates et d'espions. Rakusan a rejoint la CIA en 1981, à l'âge de vingt et un ans. Il a été quatre fois chef de poste, la dernière en Jordanie, avant de prendre la direction de la division Proche-Orient, en 2013, puis d'être nommé chef adjoint du service clandestin sous les ordres de Greg Vogle, en 2015. Malgré une rude concurrence, il a longtemps été considéré comme l'un des officiers les plus intelligents et les plus solides, les plus durs aussi, de la CIA.

Pompeo disait qu'il adorait les « justiciers », les tueurs qui gardent leur sang-froid au combat, qui travaillent pour le gouvernement et ne font ni quartiers ni prisonniers, et sa deuxième décision majeure fut d'aller

chercher Mike D'Andrea dans le bureau où il passait en revue les opérations secrètes en cours, pour le remettre sur le terrain. Haspel l'avait mis en garde : beaucoup de ceux qui avaient travaillé avec « Mike l'Ayatollah » le craignaient, ou le méprisaient. Pompeo le jaugea, les yeux dans les yeux : « On m'a dit que vous étiez un salopard, un connard avec qui il est impossible de travailler. Il a souri et a eu la réponse qu'il fallait : "Monsieur le directeur, il n'est *pas* impossible de travailler avec moi." Je l'ai engagé sur-le-champ. » Il lui confie un nouveau centre de mission, consacré aux opérations clandestines agressives contre l'Iran[1].

Pompeo est farouchement opposé à l'accord multinational conclu par l'administration Obama avec l'Iran en 2015 qui a imposé des restrictions drastiques au programme nucléaire de Téhéran, assorties d'une surveillance internationale stricte, en contrepartie d'un relatif allègement des sanctions économiques. Le pacte a été signé au terme de négociations extraordinairement complexes dans une station balnéaire d'Oman, menées par Bill Burns, le secrétaire d'État adjoint, une poignée de diplomates américains et Norman Roule, qui a passé trente-quatre ans à la CIA et été responsable du renseignement national pour l'Iran. La question du nucléaire iranien était, comme Burns le percevait, « la question la plus inflammable du paysage international ». Ces négociations ont été tenues aussi secrètes que la planification de l'expédition contre Ben Laden, avec un résultat très favorable pour les États-Unis. L'accord avait le soutien unanime de Jim Mattis, secrétaire à la Défense, de Rex Tillerson, secrétaire d'État, du général Joseph Dunford, chef d'état-major et de H.R. McMaster, conseiller à la sécurité nationale. Tous étaient convaincus que la rupture de l'accord ferait courir le risque d'une guerre. Pompeo a qualifié le pacte conclu de « pure folie » et s'est fixé pour objectif de le détruire. « La première étape, affirme-t-il, consistait à mettre complètement hors circuit les analystes favorables à l'accord sur le nucléaire » qui travaillaient à la CIA. Ils avaient toujours affirmé que l'Iran respectait les restrictions imposées, ce qui avait

manifestement ralenti le processus de fabrication d'une bombe. Pompeo jette leur travail à la poubelle. Après quelques séances du Conseil de sécurité nationale, il assure Trump que les renseignements de la CIA sont erronés et lui conseille de renoncer au pacte.

Il est convaincant : le président dénonce « le pire accord jamais conclu » et se retire de manière unilatérale. Dans ses mémoires, qu'il rédige à la même époque, après avoir quitté le département d'État, Burns dit de la démolition de l'accord iranien par Donald Trump que c'est « exactement le type de pari risqué, inconsidéré et irréfléchi qui a déjà détruit notre influence par le passé et pourrait facilement la détruire à nouveau ».

Pompeo applaudit aux spéculations fantaisistes du président sur la politique étrangère. Trump lui demande lors d'un point d'information de renseignement : « Que se passerait-il si on entrait en guerre avec le Mexique ? » Pompeo dira qu'il pensait que Trump était « simplement en train de tester et d'augmenter la portée des idées pouvant se révéler utiles pour tenir les grandes promesses faites au peuple américain ». Il parvient à contenir Trump qui menace de faire pleuvoir « le feu et la fureur » sur la Corée du Nord. Kim Jong Un vient de déclarer que le « bouton nucléaire est posé en permanence sur son bureau » et Trump de tweeter : « Moi aussi j'ai un bouton nucléaire mais il est bien plus gros et puissant que le sien, et mon bouton à moi fonctionne ! » « Rivaliser avec la rhétorique incendiaire de Kim était une stratégie brillante, écrit Pompeo. Aucune autre administration n'aurait jamais fait cela. » Dans son premier discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, Trump menace de « détruire totalement la Corée du Nord ». Avant cette déclaration, Mike Hayden avait écrit : « Je craignais qu'avec son langage, le président ne nous précipite dans la guerre. À présent, j'ai peur qu'il ne nous donne l'ordre d'en déclencher une. »

Au cours des premières années du mandat de Trump, à la surprise des analystes de la CIA, « la Corée du Nord a testé des missiles de toutes sortes pratiquement tous les deux mois. Elle a également testé la plus grosse arme

nucléaire à ce jour », relate Andy Kim, retraité que Pompeo a tiré de la retraite pour lui faire reprendre du service comme chef du nouveau centre de mission de la CIA sur la Corée. « Les critiques dénoncent vivement le manque de réaction des États-Unis face à la Corée du Nord. Nombreux sont ceux que la situation préoccupe et qui demandent aux États-Unis d'engager le dialogue avec Pyongyang afin de désamorcer la tension. » Pompeo convainc Trump d'y envoyer son directeur de la CIA pour rencontrer le président Kim et préparer le terrain d'une réunion au sommet. Leur conversation commence par ces propos de Kim : « Monsieur le directeur, je ne pensais pas que vous viendriez. Je sais que vous avez tenté de me tuer. » Pompeo rétorque alors – rapporte-t-il : « Monsieur le président, je tente toujours de vous tuer. » Sourires dans toute l'assistance. Le tyran jure de renoncer à son arsenal nucléaire. Kim ment, bien sûr, mais Trump le croit.

« Nos opérations ont été immédiatement menacées »

Le 13 avril 2017, Mike Pompeo fait son premier discours public en tant que directeur de la CIA au Centre d'études internationales et stratégiques à Washington. Ce n'est pas celui qu'il a le plus envie de prononcer. Le sujet en est WikiLeaks et Julian Assange, que Trump et lui avaient salués pour le sabotage de la campagne d'Hillary Clinton. C'est maintenant la CIA qu'ils ont sabotée.

« WikiLeaks marche comme un service de renseignement hostile, s'exprime comme un service de renseignement hostile et a encouragé ses abonnés à se faire recruter par la CIA afin d'obtenir des renseignements », dit Pompeo. L'organisation spécialisée dans la publication de documents confidentiels « se concentre essentiellement sur les États-Unis tout en cherchant le soutien de pays ou d'organisations antidémocratiques. Il est

temps de dénoncer WikiLeaks pour ce que c'est vraiment, un service de renseignement non étatique, hostile et souvent soutenu par des acteurs étatiques tels que la Russie ».

Assange a participé au plus grand vol et à la plus vaste divulgation de secrets de l'histoire. En mars, il commence à lancer la publication de 34 téraoctets de fichiers dérobés à la CIA – environ 2 milliards de pages de données. Sous le nom de « Vault 7 », ces fichiers décrivent en détail plus de mille outils de piratage et programmes malveillants développés par l'Agence. Ils contiennent des systèmes de cyberespionnage qui permettent aux espions et aux agents étrangers d'infiltrer les smartphones et les réseaux informatiques de gouvernements étrangers, de services de renseignement ennemis et de groupes terroristes. Le voleur se nomme Josh Schulte : un sociopathe à la limite de la décompensation, consommateur avide de pédopornographie, que la CIA a recruté en 2012, à l'âge de vingt et un ans. Il a contribué à la fabrication de ces outils au Centre pour le cyber-renseignement de la CIA, au sein de l'OSB, l'Operation Support Branch, où règne une ambiance de camaraderie fraternelle. Schulte est un élément tellement perturbateur, s'emportant contre ses collègues et ses supérieurs, que ses attributions d'administrateur système lui sont retirées. Rendu furieux par la perte de ses privilèges, il les a secrètement rétablis, s'est introduit dans le réseau des développeurs et a volé tout le contenu de la boîte à outils. Il envoie tout à WikiLeaks fin avril, début mai 2016, juste au moment où Assange s'apprête à publier la première série de documents volés par les Russes au Comité national démocrate.

Le vol est dévastateur pour la CIA. « Des capacités que nous avions mis des années à développer étaient maintenant dévoilées au grand jour et anéanties, rapporte Sean Roche, alors numéro deux de la direction numérique de la CIA. Nos opérations ont été immédiatement menacées. Des dizaines, pour ne pas dire des centaines d'entre elles, ont dû être revues à la baisse ou interrompues, notamment des missions d'espionnage contre

des cibles russes, chinoises, coréennes, iraniennes, ou contre Al-Qaïda et l'EI. De nombreuses opérations dépendaient d'agents recrutés à l'étranger, qui avaient agi au péril de leur vie, en connectant par exemple une clé USB de la CIA à l'ordinateur d'un ennemi. Cette fuite a immédiatement fragilisé les relations que nous avions […] avec des partenaires étrangers essentiels qui s'étaient souvent mis eux-mêmes en danger pour l'Agence. » Au cours des années qui suivent, la CIA dépense des centaines de millions de dollars pour reconstruire son arsenal.

En octobre, deux mois après l'arrestation de Schulte par le FBI, un groupe de travail de la CIA rapporte : « Nous ne nous sommes rendu compte de la fuite qu'un an plus tard, au moment où WikiLeaks l'a annoncée publiquement. » Pis : « si les données avaient été volées pour le bénéfice d'un État ennemi et n'avaient pas été rendues publiques, nous aurions continué à ignorer la fuite. » Le rapport suppose que Julian Assange a tout partagé, y compris le code source des outils de piratage, avec les Russes. « Les révélations de Vault 7 ont mis en évidence les multiples carences de la CIA », poursuit le groupe de travail. Les officiers de la CIA ont « donné la priorité à la mise au point des cyberarmes, au détriment de la sécurisation des systèmes de l'Agence. Les pratiques quotidiennes en matière de sécurité étaient devenues terriblement laxistes […]. Nous ne sommes pas parvenus à former un seul officier qui puisse s'assurer de la sécurité de l'architecture et de la maintenance des systèmes d'information de l'Agence. Et parce que personne ne savait le faire, personne ne pouvait en être tenu pour responsable. »

Trump était fasciné par un certain William Binney, prétendument lanceur d'alerte de la communauté du renseignement, qu'il avait vu sur Fox News. Binney affirmait que la CIA avait utilisé les outils de piratage divulgués par Assange puis avait prétexté leur vol pour faire endosser au Kremlin ses propres intrigues lors des élections de 2016. Cette théorie complotiste était défendue par les animateurs de Fox News, Sean Hannity et

Ann Coulter, ainsi que par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Le président ordonne alors à Pompeo d'inviter Binney au siège de la CIA pour entendre son explication de l'attaque contre la démocratie américaine, qui ne peut être que le fruit d'un coup monté de l'intérieur. À en croire Binney, Pompeo l'a écouté avec attention pendant une heure avant de suggérer que son histoire pourrait intéresser des responsables du FBI et de l'Agence de sécurité nationale. « La communauté du renseignement n'a pas été honnête, se lamente Binney. Je souhaite juste aider les gens qui veulent savoir la vérité à trouver la vérité. » Le directeur de la CIA n'a pas jugé bon de consigner cet entretien dans ses mémoires.

Pompeo lance une contre-attaque contre WikiLeaks au cours de l'été et de l'automne 2017. En qualifiant le groupe de service de renseignement hostile, il autorise la CIA à entreprendre des opérations de contre-espionnage agressives pour le déstabiliser. De fait, depuis le début du piratage de Vault 7, le groupe n'a plus recueilli de secrets du gouvernement américain. « Il suffit d'aller sur le compte Twitter de WikiLeaks, déplore pourtant Pompeo, pour constater que tous les mois, l'organisation rappelle à qui veut l'entendre qu'on peut être stagiaire à la CIA et devenir un lanceur d'alerte de génie. […] Je pense que notre communauté du renseignement a encore beaucoup de travail pour savoir comment répondre à cela. » Puis il s'en prend à Assange du mieux qu'il peut. D'après William Evanina, le chef du contre-espionnage national, le poste de la CIA à Londres espionne Julian Assange dans sa retraite de l'ambassade d'Équateur et apprend que la Russie prévoit de l'exfiltrer à Moscou. Cela conduit Pompeo à envisager son enlèvement pour le remettre aux autorités américaines. Le projet n'aboutit pas. L'idée de procéder à une remise extrajudiciaire secrète à Londres est, en l'espèce, impensable pour les avocats de la CIA. Assange continuera donc quelque temps encore de se terrer dans une pièce de trente mètres carrés à l'ambassade d'Équateur.

Au cours du printemps 2019, l'Équateur révoque le droit d'asile qu'il avait accordé à Assange, la police britannique délivre rapidement un mandat d'arrêt et les États-Unis l'inculpent d'espionnage pour avoir volé de concert avec Chelsea Manning des secrets d'État. (« Je ne sais rien sur WikiLeaks », dira Trump après l'arrestation d'Assange.) L'activiste australien passe les cinq années suivantes dans une prison britannique à se battre contre une extradition en Amérique. Finalement, quatre mois après que Josh Schulte a été condamné à une peine de quarante ans de prison, Assange accepte de plaider coupable et est libéré. Il ne sera jamais inculpé pour son rôle dans le vol de données de l'opération Vault 7. Trump ne dira jamais rien sur les cyberattaques qu'a subies la CIA. Ses derniers mots à propos d'Assange ont été : « Je crois qu'il a été très mal traité. »

Accord ou capitulation ?

Trump, en tant que candidat et dans ses premiers mois de commandant en chef, avait vivement critiqué la guerre en Afghanistan, appelant à un retrait immédiat et unilatéral des troupes américaines. La CIA l'a prévenu des conséquences : les talibans reviendraient immédiatement au pouvoir et d'ici un an ou deux, Al-Qaïda représenterait à nouveau une menace pour les États-Unis. À présent, sa position sur le conflit a changé. Il veut toujours le retrait, mais il veut gagner la guerre. Il ne fait pas confiance à ses généraux, qu'il traite devant eux de « bande d'andouilles et de blancs-becs[2] », pour vaincre les talibans. Alors il fait appel à la CIA.

La rencontre entre Pompeo et Trump se déroule à la mi-juillet 2017, elle se tient au club du premier, à Bedminster, dans le New Jersey, et rassemble des officiers supérieurs issus de la division des activités spéciales, du centre antiterroriste et du centre de mission pour l'Asie méridionale et centrale. Ils proposent de dépenser des dizaines de millions de dollars pour faire plier les talibans, ce qui s'avère, à court terme, un bon calcul politique pour le

président. « Cela ne gêne pas le peuple américain que des équipes de la CIA mènent là-bas une guerre secrète, explique Kenneth Stiles, officier chevronné de l'antiterrorisme, mais cela le gêne qu'on y envoie 50 000 soldats américains. » C'est ainsi que la guerre d'Afghanistan est devenue la guerre de Pompeo au cours de l'été 2017, et qu'elle l'est restée. Il se charge des frappes de drones dès que Trump abroge les règles que Barack Obama avait instaurées pour éviter de tuer des civils. Il envoie un petit bataillon d'officiers paramilitaires attaquer la direction des talibans et le réseau Haqqani, une mafia terroriste créée par un ancien combattant de la guerre de la CIA contre les Soviétiques dans les années 1980, qui a dirigé des opérations militaires et envoyé des kamikazes contre le gouvernement afghan et ses alliés américains.

Pompeo déclare publiquement que la CIA va briser les talibans. « Nous ne pouvons pas remplir notre mission sans être agressifs, brutaux, impitoyables, implacables, dit-il dans un discours du 12 octobre. Notre priorité doit être d'écraser l'ennemi. » La nouvelle devise du poste de la CIA à Kaboul, affichée au mur, est : « Vaincre rapidement », afin de renverser le cours de la guerre avant que Trump ne change encore d'avis. La nouvelle stratégie ne tient pas six mois. Au printemps 2018, l'armée américaine estime que les forces militaires des talibans ont augmenté, comptant près de 60 000 combattants supplémentaires, soit une armée deux fois plus nombreuse que sept ans auparavant, quatre fois plus nombreuse que les troupes américaines en Afghanistan.

À présent, Trump veut à nouveau retirer ses troupes. Le 26 avril 2018, il nomme Pompeo secrétaire d'État et lui ordonne de passer un accord avec les talibans. Le projet était de contraindre l'ennemi à s'asseoir à la table des négociations. Or cette table, Pompeo l'offre ni plus ni moins à l'ennemi. Il choisit comme émissaire Zalmay Khalilzad, le diplomate américain né en Afghanistan qui avait été l'ambassadeur de Bush à Kaboul, à Bagdad et aux Nations unies. (« On m'a dit que c'était un escroc, lance Trump lors d'une

réunion dans le bureau ovale avec Mike Pompeo, Gina Haspel et le reste de son équipe de sécurité nationale. Quoique vous ayez bien besoin d'un escroc pour cela. ») Khalilzad mène les négociations avec les talibans dans un hôtel de luxe à Doha, la capitale du Qatar, et a la duplicité d'en exclure le gouvernement afghan. De son côté, Pompeo fait de son mieux pour dissimuler les détails de l'accord au reste du gouvernement américain.

En revanche, il fait savoir aux talibans que « les États-Unis [sont] prêts à quitter le pays et à donner ainsi une légitimité internationale à l'ennemi », relate Lisa Curtis, une analyste qui travaille depuis longtemps à la CIA, directrice principale du Conseil de sécurité nationale pour l'Asie centrale et méridionale de 2017 à 2021 et membre dirigeante de la délégation américaine à Doha. « Tout dans la manière dont les États-Unis ont négocié avec les talibans indiquait qu'ils cherchaient désespérément à conclure un marché qui dissimulerait le retrait de leurs troupes sous l'apparence d'un accord de paix négocié. » Lorsque l'opinion apprend l'existence de négociations, Pompeo et Khalilzad assurent à plusieurs reprises que les talibans vont rompre les liens avec Al-Qaïda, démentant les rapports de la CIA qui affirment que cette croyance est une illusion. Trump veut inviter les chefs talibans à Camp David pour conclure l'accord de Doha, juste avant l'anniversaire des attentats du 11 septembre.

(Beth Sanner, rapporteure pour Trump, ancienne de la CIA, demande, narquoise, à ses collègues : « Ivanka portera-t-elle une burqa ? ») Occasion manquée d'une séance photo. L'accord, néanmoins, est conclu.

Deux jours avant la signature du pacte, Trump est informé, lors de son point d'information quotidien, que des officiers du renseignement militaire russe ont donné des millions de dollars aux combattants talibans pour qu'ils attaquent les troupes américaines et les troupes de l'OTAN en Afghanistan. L'occasion était trop belle pour Poutine de rendre à la CIA la monnaie de sa pièce : dans les années 1980, l'Agence avait fourni des milliards de dollars à la résistance afghane contre l'occupation soviétique. En 2020, le tarif

moyen pour un Américain tué est de 200 000 dollars. Trump et Pompeo, trop pressés de conclure leur accord dévoyé avec les talibans, ignorent délibérément les informations de la CIA.

« L'accord de Doha a eu un effet vraiment pernicieux – quoique essentiellement psychologique – sur le gouvernement afghan et sur son armée, mais nous avons fixé une date précise pour notre départ et l'arrêt de toute aide américaine », explique le général Frank McKenzie, alors à la tête du CENTCOM. L'accord prévoit également que les États-Unis mettent fin aux frappes aériennes contre les talibans. Face à la montée en puissance des talibans, le gouvernement afghan et son armée doivent faire face à des attaques incessantes.

En exécutant les ordres du président, Mike Pompeo a ouvert la voie à la défaite américaine la plus dévastatrice depuis le Vietnam. Comprenant les conséquences de cette situation, H.R. McMaster, le second conseiller à la sécurité nationale de Trump, déclare sans détour : « En fait d'accord, notre secrétaire d'État a signé une capitulation avec les talibans. »

1. Le 3 janvier 2020, D'Andrea et la CIA – en concertation avec le Commandement central et sur les préconisations du secrétaire d'État Pompeo, assassinent Ghassem Soleimani, depuis vingt ans commandant de la Force Al-Qods du corps des Gardiens de la révolution islamique en Iran, considéré comme le grand-père du Hezbollah et le cerveau des innombrables attentats à la bombe qui ont tué ou mutilé des soldats américains en Irak. Soleimani est éliminé à sa sortie de l'aéroport de Bagdad par une frappe de drone. D'Andrea le repère grâce à une surveillance de tous les instants, et le localise au moment de le tuer grâce à un réseau d'agents présents à l'aéroport. Trump a déclaré que Soleimani projetait de faire sauter quatre ambassades américaines dans quatre capitales du Moyen-Orient, notamment à Bagdad. Pompeo a prétendu que ces attaques étaient « imminentes ». Il est apparu plus tard qu'aucun renseignement ne venait corroborer ces allégations, même si Soleimani avait incontestablement beaucoup de sang américain sur les mains.

2. À l'écoute de cette diatribe, prononcée lors d'une réunion générale au Pentagone le 20 juillet 2017, le secrétaire d'État Rex Tillerson ne peut s'empêcher de grommeler, traitant Trump de « foutu crétin ». Comme il se doit, la remarque est reprise dans la presse et Tillerson ne dément pas. Trump avait offert le poste de secrétaire d'État à ce dirigeant de société pétrolière de stature internationale. Le nom de Tillerson lui avait été soufflé par nul autre que Bob Gates qui l'avait rencontré alors qu'ils siégeaient tous deux au conseil d'administration des Boy Scouts of

America. Trump a pris note de la remarque de Tillerson et décidé de le limoger au moment opportun pour le remplacer par Pompeo.

24

L’ennemi du renseignement

« Je connais la CIA comme le dos de ma main. » Ainsi s’exprime Gina Haspel lors de son audition de confirmation devant la commission du Sénat sur le renseignement, le 9 mai 2018. « Je sais ce dont nous avons besoin pour réussir notre mission. »

Haspel était le premier officier de carrière du service clandestin, depuis quarante-cinq ans, à diriger la CIA. Et elle était la première femme de l’histoire de l’Agence. Elle avait passé la moitié de sa vie d’espionne à diriger ou à superviser des opérations contre les Russes, leurs alliés, leurs agents. Comme directrice adjointe, elle avait passé les semaines précédant son audition en compagnie de ses homologues britanniques à établir les preuves que les espions de Poutine avaient tenté de tuer en Angleterre un ancien officier du renseignement russe au moyen d’un agent innervant de qualité militaire. Elle avait personnellement convaincu Trump de répliquer aux opérations clandestines russes en expulsant soixante espions de leur poste diplomatique à Washington et à New York, de loin l’action la plus résolue prise par son administration envers le Kremlin. Poutine avait fait de même, par mesure de rétorsion, avec les fonctionnaires américains de l’ambassade, à Moscou, et du consulat de Saint-Pétersbourg, un sérieux

revers, quoique temporaire, pour la mission d'espionnage de la CIA en Russie.

Lors de son audition, Haspel dresse un portrait romanesque de ses débuts d'espionne : « Je me souviens très bien de ma première rencontre avec un agent étranger », raconte-t-elle. C'était en Éthiopie, à la fin des années 1980, quand le pays gravitait encore dans l'orbite soviétique ; les guérillas soutenues par la CIA combattaient le gouvernement socialiste, et la guerre civile fut longue et meurtrière. « C'était dans le noir d'une nuit sans lune, avec un agent que je n'avais jamais rencontré auparavant. Quand nous nous sommes retrouvés, il m'a donné le renseignement et je lui ai glissé 500 dollars supplémentaires pour les hommes qu'il commandait. C'était le début d'une aventure dont, auparavant, je n'avais fait que rêver. »

Haspel a été cheffe de poste à New York en 2011 et 2012, où elle a entretenu une association sortant de l'ordinaire avec David Cohen, commissaire adjoint au renseignement de la police new-yorkaise (NYPD) et ancien officier de la CIA, ayant passé trente-cinq ans à l'Agence[1]. Haspel travaillait avec une équipe secrète du NYPD, la Demographics Unit, créée par un officier de la CIA qui devint le bras droit de Cohen. L'unité était composée de policiers d'ascendance pakistanaise ou arabe, qui servaient d'informateurs et avaient infiltré au nom de l'antiterrorisme les communautés musulmanes dans toute la ville et jusqu'en banlieue. La Charte de la CIA interdit d'espionner des citoyens américains, mais Cohen pouvait le faire pour Haspel. Il avait été son mentor à la CIA. En 1996, quand Cohen était le chef du service clandestin, il avait nommé Haspel cheffe de poste en Azerbaïdjan, ancienne république soviétique coincée entre la Russie et l'Iran, puis elle était devenue, en 1998, cheffe adjointe des opérations en Russie. Dans son témoignage devant la commission, elle remercie Cohen sans le nommer : « Quand un dirigeant très dur, de la vieille école, m'a annoncé qu'il m'avait choisie pour être cheffe de poste dans un pays petit mais important en raison de sa position sur la frontière, quelques

concurrents sont venus me voir pour se plaindre : “Pourquoi t’enverraient-ils, toi ?” Je dois beaucoup à ce dirigeant, parce qu’il a cru en moi en un temps où l’on donnait leur chance à très peu de femmes. » Plus tard, Haspel placera trois femmes à des postes clés de la chaîne de commandement de la CIA : Beth Kimber à la tête du service clandestin, Didi Rapp, qui deviendra la cheffe de l’analyse du renseignement, et Dawn Meyerriecks en charge de la direction de la science et de la technologie.

Quand elle se présente devant le Sénat, Haspel est au sommet de ses trente-trois ans de carrière. Toute autre personne pressentie pour la direction de l’Agence avec une expérience aussi importante aurait été confirmée à l’unanimité. Mais la question de la torture eut presque raison de la candidature de Haspel. Son séjour sur le site noir de Thaïlande où, quinze ans auparavant, elle avait présidé à d’inhumaines séances de *waterboarding*, occupe la majeure partie des deux heures et demie que dure l’audition, et c’est sa première apparition devant le peuple américain.

Kamala Harris, sénatrice de Californie, puise dans son expérience passée de procureure et l’interroge sans complaisance :

> Q : Pensez-vous que les techniques citées d’interrogatoire étaient immorales ?
>
> R : Sénatrice, je pense que les officiers de la CIA, auxquels vous faites allusion…
>
> Q : C’est une question qui exige qu’on y réponde par oui ou par non. Pensez-vous que les techniques citées d’interrogatoire étaient immorales ? Je ne vous demande pas si vous pensez qu’elles étaient légales. Je vous demande si vous pensez qu’elles étaient immorales.
>
> R : Sénatrice, je pense que la CIA…
>
> Q : Oui, ou non ?

R : … a fait un travail extraordinaire pour empêcher un autre attentat dans ce pays, avec les outils légaux que nous étions autorisés à utiliser.

Q : S’il vous plaît, répondez par oui ou par non. Pensez-vous, avec le recul, que ces techniques étaient immorales ?

R : Sénatrice, ce que je pense assise ici devant vous, c’est que j’approuve les plus hautes normes morales auxquelles nous avons décidé de nous tenir.

Q : Pouvez-vous, s’il vous plaît, répondre à ma question ?

R : Sénatrice, je pense y avoir répondu.

Q : Non, vous n’y avez pas répondu.

Les réponses amorales de Haspel lui valent l’hostilité de presque la moitié du Sénat. Elle n’est confirmée qu’avec une faible marge de cinq voix, après qu’elle a envoyé à la commission du renseignement une lettre, où elle écrit ceci : « Grâce au recul et à mon expérience de dirigeante à des postes de haut niveau, [je peux affirmer que] le programme d’interrogatoires renforcés n’est pas au nombre de ceux que la CIA aurait dû entreprendre. »

Les sénateurs expédient presque toutes les autres questions. Ils en ont une toutefois sur l’hostilité de Trump à l’égard du renseignement américain. Haspel élude. Pas d’interrogation non plus sur la Russie, alors que bientôt, elles se multiplieront. Comme depuis le début de la campagne, le comportement de Trump trahit l’influence de Poutine : il continue de dire pis que pendre sur la CIA et le FBI, dénigrant leur travail d’espionnage et de contre-espionnage, qui n’est pour lui qu’une conspiration destinée à fragiliser la légitimité de son élection et à saboter sa présidence. Au cours des trente mois qui vont suivre, Haspel devra affronter les faits : Trump est un inestimable allié pour Poutine, il soutient sa politique, rabâche sa

propagande, et rejette les manifestations et les preuves qui s’accumulent de la guerre politique menée par Moscou contre la démocratie américaine.

Elle est le premier directeur confronté à un dilemme terrible et impensable : que doit faire la CIA quand le président des États-Unis est une menace pour la sécurité nationale ?

« Un récit, une fiction »

Le 12 juillet, Dan Coats, le directeur du renseignement national, affirme devant le Congrès que les Russes s’apprêtent à saboter les réseaux informatiques et les systèmes de l’administration, ce qui peut avoir des conséquences sur le déroulement des élections de mi-mandat. Coats invoque le 11-Septembre : « Les signaux d’alarme clignotent à nouveau, et ils sont rouges, dit-il. L’infrastructure numérique du pays est littéralement attaquée. » Le même jour, Robert S. Mueller III, le procureur spécial qui mène l’enquête sur le rôle joué par la Russie dans les élections de 2016, inculpe douze officiers du GRU en liaison avec l’agression menée par Poutine contre la démocratie américaine. Mueller connaît l’identité véritable des espions russes, leur pseudonyme américain, leurs liens avec Assange et, par ce dernier, avec la campagne Trump. Ces éléments viennent pour partie du centre de contre-espionnage de la CIA et des gens de la maison Russie. Le procureur spécial a déjà obtenu la comparution devant un tribunal fédéral du premier conseiller national de Trump sur la sécurité, Michael Flynn, qui a menti au sujet des accords secrets passés avec les Russes, et du premier directeur de la campagne Trump, Paul Manafort, qui a reçu des paiements frauduleux de responsables politiques ukrainiens favorables à Poutine. L’un et l’autre seront reconnus coupables peu de temps après. Mueller a aussi inculpé l’associé de Manafort, l’agent du renseignement russe Konstantin Kilimnik.

Manafort appuie depuis longtemps une théorie complotiste, d'abord lancée par Kilimnik : les Russes ne sont en rien coupables d'avoir piraté le serveur de la campagne démocrate. Ce sont les Ukrainiens ! Qui en ont accusé le Kremlin, et ont conspiré avec les démocrates pour faire passer le serveur dans les mains d'un oligarque ukrainien. Ce scandaleux mensonge est « un récit, une fiction forgée et propagée par les services de sécurité russes eux-mêmes », affirme Fiona Hill, alors directrice pour la Russie au Conseil de sécurité nationale. Mais Trump prétend quant à lui qu'il sait de source très sûre, puisque c'est Poutine qui le lui a dit lors d'un tête-à-tête au sommet du G20 de juillet 2017 à Hambourg, que Kilimnik, Manafort et les services russes ont raison, que les Ukrainiens sont coupables. Obnubilé par cette forgerie à laquelle il croit dur comme fer, il a chargé son avocat personnel, Rudy Giuliani, ancien maire de New York, de se rendre en Ukraine pour y chercher les preuves de la vérité du mensonge.

Le 16 juillet 2018, Trump se tient aux côtés de Poutine pour une conférence de presse à Helsinki. Un journaliste l'interroge : « Le président Poutine vient juste de nier avoir le moindre rapport avec l'ingérence dans les élections de 2016. Or toutes les agences de renseignement des États-Unis affirment au contraire que la Russie est intervenue. Ma première question, pour vous, Monsieur, est celle-ci : "Qui croyez-vous ?" Quant à ma seconde question, diriez-vous maintenant au président Poutine, alors que le monde entier regarde, dénonceriez-vous ce qui s'est passé en 2016 et l'avertiriez-vous de ne plus jamais recommencer ? » Trump répond qu'il a « deux pensées ». Il commence : « Où est le serveur ? Je veux savoir où est le serveur et ce que dit le serveur. » Et il ajoute : « Mes gens sont venus vers moi, Dan Coats est venu vers moi, et d'autres. Ils disaient qu'ils pensaient que c'était la Russie. Je suis avec le président Poutine. Il vient de dire que ce n'est pas la Russie. Je dirai ceci : je ne vois aucune raison pour laquelle ce serait… Je vais vous dire que le président Poutine était extrêmement ferme et puissant dans son démenti. Mais je veux vraiment voir le serveur. »

Puis, comme une antienne : « Où sont ces serveurs ? On ne les trouve pas. Où sont-ils[2] ? » Les correspondants de presse sont d'abord troublés – quels serveurs ? –, puis étonnés. Le président venait de trancher la gorge des renseignements américains tandis que Poutine, satisfait, regardait en esquissant un sourire.

La servilité de Trump déclenche quelques réactions. « Au cours de ma carrière professionnelle, j'ai vu les renseignements russes manipuler beaucoup de gens, mais je n'aurais jamais pensé que le président des États-Unis compterait un jour parmi les instruments dont savent jouer les vieilles mains du KGB », s'alarme le député William Hurd, ancien officier de la CIA et membre républicain de la commission de la Chambre sur le renseignement. Pour Brennan, le spectacle auquel Trump s'est livré « ne constitue rien de moins qu'une trahison ». Pour Panetta, c'est l'« un des moments les plus tragiques de l'histoire des relations entre le président des États-Unis et la communauté du renseignement ».

Coats et ses collègues se demandent tout haut ce que sait Poutine sur Trump. Ils n'ont pas la réponse. Pompeo reste coi. Haspel ne pipe mot. Lorsqu'elle s'entretient avec Trump dans le bureau Ovale au cours des mois qui suivent le sommet d'Helsinki, elle ne le contredit pas ni ne l'affronte. Elle est scrupuleusement attentive, lors des réunions d'information avec le président, au contenu relatif à la Russie, qui risque de raviver la colère de l'hôte des lieux, et elle ne prend jamais en public la défense de celles et ceux qui travaillent sous ses ordres et sont en butte à la vindicte présidentielle. « Ceux d'entre nous qui avaient travaillé avec Haspel au long des années ne s'attendaient guère à ce qu'elle contredise le président », analyse Douglas London après trente-quatre ans passés à la CIA, qui a dirigé des opérations contre les Russes au Moyen-Orient et en Asie.

Mais après le 2 octobre et le meurtre de Jamal Khashoggi, Haspel s'oppose autant qu'elle peut à Trump. Khashoggi, chroniqueur au *Washington Post*, était critique à l'égard du régime répressif saoudien. Il a

été tué et démembré avec une scie de boucher dans les locaux du consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, sur ordre du prince héritier Mohammed Ben Salman, dirigeant *de facto* du royaume. Le prince a courtisé la Maison Blanche de Trump, avec succès. Il a notamment cultivé l'amitié du gendre du président, Jared Kushner, dont la start-up de capital-investissement reçoit en 2021 un apport saoudien de 2 milliards de dollars. Cette belle amitié, à quoi s'ajoutent les promesses de centaines de milliards de dollars d'achat d'armes américaines, est un pilier de la politique étrangère de Trump au Moyen-Orient. Aussi Trump rejette-t-il l'accusation de meurtre, défend le dirigeant saoudien en public et lors de réunions privées avec des membres du Congrès. « J'ai sauvé ses miches, dit plus tard Trump à Bob Woodward, journaliste célèbre depuis le scandale du Watergate, du *Washington Post*. J'ai pu faire en sorte que le Congrès le laisse tranquille. […] il m'a dit très fermement qu'il ne l'avait pas fait. »

Or la CIA affirme qu'il l'a fait. « Le prince héritier voyait Khashoggi comme une menace pour le royaume et d'une façon générale soutenait la manière forte, si nécessaire, pour le faire taire », conclut l'Agence, ajoutant qu'il avait envoyé pour commettre le meurtre sa force de sécurité personnelle. Après que Haspel a rapporté au Congrès ce qu'elle savait dans une réunion à huis clos, elle autorise ses officiers à livrer au *Post* ce qu'ils savent. Parmi les preuves dont ils disposent, un enregistrement issu d'un appareil espion placé par les Turcs dans l'enceinte du consulat saoudien. « Les Turcs, rapporte le *Post* le 16 novembre, ont donné à la CIA une copie de cet enregistrement, et la directrice de la CIA, Gina Haspel l'a écoutée. » (Vingt ans plus tôt, Haspel a été cheffe de poste adjointe en Turquie. Elle parle turc et a conservé des liens étroits avec les services de renseignement ottomans ; elle s'est rendue elle-même à Ankara pour écouter l'enregistrement.) « La piste sonore montre, poursuit l'article du *Post*, que Khashoggi a été tué peu après son entrée au consulat. [Il] est mort dans le bureau du consul général, qu'on peut entendre exprimer son déplaisir de

devoir faire disparaître le corps. » Que Haspel ait laissé mentionner son nom dans le compte rendu du *Post* montre que la qualité du renseignement est à toute épreuve. Trump, quand il lit l'article, ne peut contenir sa rage. « Ils ne sont pas parvenus à une conclusion », ment-il. « La CIA ne dit pas ça. » La CIA, affirme-t-il, ne dispose pas de faits, mais a des « sentiments » – autre réprobation scandaleuse et exorbitante. Il croit le prince, comme il a cru Poutine, plus que son service de renseignement. Il n'eut plus jamais confiance en Haspel. Elle ne put jamais plus le croire.

L'hostilité de Trump envers Haspel ne connut plus de bornes après son témoignage devant le Congrès concernant les menaces qui pesaient sur les États-Unis, le 29 janvier 2019. Elle y contredit sans ambiguïté le président, qui prétend avoir vaincu l'EI (« Ils sont encore dangereux », dit-elle), que l'Iran défie les sanctions imposées en raison de son programme nucléaire (« Ils les respectent ») et qu'il a personnellement désamorcé la menace nucléaire nord-coréenne (Kim demeure « déterminé à mettre au point des missiles à longue portée armés d'ogives nucléaires et constitue une menace directe contre les États-Unis »). Le président réplique en lançant piques et insultes : « Peut-être que le renseignement devrait retourner à l'école ! twitte-t-il. Les gens du renseignement semblent extrêmement passifs et naïfs. […] Ils se trompent ! »

Son opinion est faite. Il ne veut pas se laisser désorienter par les faits. C'est un idéologue – si l'on peut toutefois qualifier d'idées des diatribes et des fureurs –, et l'idéologie n'est pas l'amie du renseignement.

« La nation court un danger existentiel »

En s'en prenant à Gina Haspel et à la CIA et en embrassant le point de vue des dictateurs et des despotes, le président exerçait « au su de l'opinion publique une pression politique aussi forte qu'inappropriée, afin que la direction de la communauté du renseignement serve ses propres objectifs

politiques, analyse Doug Wise, quatre fois chef de poste, dont les missions l'ont porté aux quatre coins du monde. Quand le pouvoir politique pervertit le rôle des agences de renseignement, qui est de fournir une information apolitique et non biaisée pour éclairer les choix des dirigeants, la nation court un danger existentiel. »

Trump gouvernait désormais le vaisseau de l'État non plus en suivant le compas de ses conseillers, mais au gré de ses impulsions zigzagantes et de ses véhémentes récriminations. Au début de 2019, deux ans après sa prise de fonctions, il s'est débarrassé de ceux qui tentaient de restreindre ses pires instincts, comme le secrétaire à la Défense Jim Mattis ou le chef de cabinet de la Maison Blanche John Kelly, tous deux généraux quatre étoiles à la retraite, qui avaient justement fait remarquer qu'ils avaient prêté serment à la Constitution et non au président. « C'est un imbécile », conclut Kelly. Et un fasciste par-dessus le marché. « Ça ne sert à rien de tenter de le convaincre de quoi que ce soit. Il a déraillé. » Son troisième conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, faucon parmi les faucons, découvre qu'il ne peut raisonner le président, et y renonce rapidement[3].

Après avoir renvoyé le ministre de la Justice Jeff Sessions qui n'avait pas été capable de faire échouer l'enquête de Mueller, Trump le remplace par William Barr, qui avait déjà dirigé le département de la Justice lors du mandat du président Bush père. Barr, qui fut élève, à la fin des années 1960, du lycée privée Horace-Mann fréquenté par l'élite new-yorkaise, avait surpris un conseiller pédagogique qui l'interrogeait sur ses ambitions : « Je lui dis que mon objectif de carrière était de devenir directeur de la CIA, se souvient-il. Ce n'était qu'un bref entretien. » Il avait de fait travaillé pour la CIA dans les années 1970, comme stagiaire, puis comme analyste et chargé des relations, à un niveau subalterne, avec le Congrès, avant de rejoindre le département de la Justice dans les administrations Reagan et Bush. Comme Dick Cheney, qu'il connaissait bien, c'était un fervent partisan de la théorie de l'exécutif unitaire, qui affirme le contrôle présidentiel sur les autres

organes du pouvoir exécutif. Au nom de cette théorie, le président jouit d'une autorité absolue sur l'ensemble du gouvernement fédéral et ni le Congrès, ni les cours ne peuvent interférer sur ses décisions, notamment en matière de sécurité nationale. C'est ce que Trump avait à l'esprit quand il a affirmé avoir, selon ses propres termes « le droit de faire tout ce que je veux en tant que président ». Y compris celui de se servir du département de la Justice pour détruire ses adversaires politiques, réels ou imaginaires, à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement.

Trump considérait – et considère – la CIA comme la capitale du Deep State, l'« État profond », une cryptocratie d'espions et de diplomates usurpant son pouvoir et vouée à sa destruction d'individu et de président. Son esprit tortueux avait fait de l'enquête russe – menée par le républicain de toujours, longtemps directeur du FBI, Robert Mueller – un immense complot dirigé par les chefs du renseignement de l'administration Obama. Il prétendait qu'Obama avait placé sur écoute la Trump Tower durant la campagne de 2016 – et que la CIA continuait peut-être de l'espionner. Il accusait Brennan d'avoir utilisé le service britannique d'écoutes électroniques, le Government Communications Headquarters (GCHQ), comme une sorte de couverture afin de masquer les empreintes laissées par la CIA. Le stratagème aurait été mis en place pendant que Gina Haspel était cheffe de poste à Londres. Le GCHQ fit, ce dont il n'a guère l'habitude, une déclaration publique qualifiant cette accusation d'« absolument ridicule ».

Barr est un cynique, et quoiqu'il soit d'assez bon sens, il s'est prêté aux fantasmes présidentiels. « Je pense qu'il y a eu de l'espionnage, a-t-il déclaré, et je dois m'en assurer. » Il fit d'abord de son mieux pour supprimer le rapport du procureur spécial Mueller et pour semer le doute sur ses conclusions. Rappelons-les : les Russes ont contribué à la victoire de Trump, la campagne Trump a travaillé avec eux, et Trump a tenté d'entraver la justice durant l'enquête. Ensuite, Barr ordonne à John Durham – le même procureur fédéral qui avait refusé d'engager des poursuites

pénales après que des prisonniers de la CIA avaient été torturés et tués – d'enquêter sur les enquêteurs du FBI et de la CIA. Durham cuisine Brennan, ainsi que quelques analystes et officiers du contre-espionnage de haut rang, sur l'aide apportée à Trump par la Russie, à la réalité de laquelle ils ont conclu. Brennan soupçonne à juste titre Trump de vouloir le juger pour trahison. Enfin, Barr, au nom de Trump, somme la CIA d'ouvrir ses dossiers d'opération sur l'ingérence russe afin que le président puisse les examiner. Trump pensait, d'une façon ou d'une autre, pouvoir y débusquer les maux de l'État profond et leurs preuves.

Haspel refusa obstinément de rendre publics ces dossiers. Elle s'attira l'ire de Trump, dont elle repoussait les assauts contre la citadelle des secrets. La CIA craignait – et ses craintes étaient fondées – que le président expose au monde ses sources et ses méthodes. Trump avait pris l'habitude d'amener à sa résidence de la Maison Blanche des documents top-secret, et de ne jamais les restituer ; certains comprenaient des dossiers sur les opérations clandestines et sur les agents du service clandestin. Il pensait qu'ils lui appartenaient.

« Toute cette affaire devait finir par nous péter dans les mains »

Au printemps 2019, les pensées de Trump sur les questions de politique étrangère ne dépendaient pas des analyses de la CIA ni des avis du Conseil de sécurité nationale, mais des flagorneries de Vladimir Poutine.

Le président russe l'a convaincu que la Corée du Nord ne représentait pas une menace nucléaire – mensonge, réfuté par les rapports de la CIA. Plus inquiétant encore, Poutine a persuadé l'hôte de la Maison Blanche de retirer ses forces de Syrie et de laisser Moscou gérer le conflit. Une décision qui provoque la démission du secrétaire à la Défense, James Mattis, et la

colère des officiers de la CIA qui ont risqué leur vie pour soutenir l'opposition syrienne, une décision qui ouvre grand la porte au retour de la Russie comme interlocuteur principal dans la région, comme au beau temps de la guerre froide. « En Syrie, le président avait, dans l'espace d'un seul week-end, annulé des décennies d'efforts fructueux du gouvernement des États-Unis – auxquels j'avais participé, sur le terrain et dans de multiples pays du Moyen-Orient, au gré des opérations – qui étaient parvenus à faire de la Russie un acteur de second plan au Levant », regrette Marc Polymeropoulos, à l'époque chef adjoint de la CIA pour les affaires russes. Les images filmées par la télévision de soldats russes hissant leur drapeau sur une base américaine abandonnée le mettaient en rage ; elles symbolisaient « la totale humiliation devant l'opinion du gouvernement des États-Unis. Les organes de propagande russe applaudirent, ne comprenant que trop bien la déchéance où étaient tombés les États-Unis ».

À Helsinki, lors de leur rencontre en tête à tête, Poutine avait persuadé à Trump que l'Ukraine avait truqué les élections de 2016 pour aider Hillary Clinton. Ainsi endoctriné, Trump croyait maintenant que les Ukrainiens avaient non seulement dérobé le serveur fantôme du Comité national démocrate, mais avaient constitué avec Joe Biden, candidat aux élections présidentielles de 2020, une association de malfaiteurs. Ces élucubrations, alimentées par la désinformation russe et chauffées à blanc par le frénétique Rudy Giuliani, commençaient à consumer Trump. Il bouillonnait de rage, et commanda à Pompeo et Bolton d'agir. Pendant ce temps, Giuliani envoyait au président et au secrétaire d'État des flots de propagande que concoctaient en Ukraine des agitateurs politiques soutenus par le Kremlin. Barr considérait Giuliani comme un « missile sans système de guidage », et disait de sa mission qu'elle était « stupide au-delà de l'entendement », que ses rapports à la Maison Blanche étaient une bombe à retardement. « Toute cette affaire devait finir par nous péter dans les mains », écrit-il trois ans plus tard, quoiqu'il n'en ait pas alors dit un mot. La seule personne de

quelque importance qui ose élever la voix dans l'entourage de Trump est son premier conseiller à la sécurité intérieure, Tom Bossert, autre homme d'expérience et de compétence que le président a chassé de son bureau. « Cette théorie du complot doit cesser, dit-il. S'il continue à se montrer obnubilé par cette baleine blanche, il va s'écrouler. »

Le poste de la CIA à Kiev s'intéresse de près et assidûment aux agents du renseignement russe qui alimentent Giuliani en mensonges et, à travers lui, Trump et les citoyens américains. Haspel est parfaitement consciente des obsessions présidentielles et elle sait qu'il se berce d'illusions. Les analystes de la CIA ont conclu plus tard que Poutine lui-même supervisait l'opération de désinformation, qui s'inscrivait dans une nouvelle campagne de guerre par le milieu social, menée pour aider Trump à remporter les élections de 2020.

Le 25 avril, l'ambassadrice des États-Unis en Ukraine, Marie Yovanovitch, décroche son téléphone, à Kiev, pour entendre un agent du département d'État lui ordonner de quitter immédiatement son poste et de rentrer par le premier avion. Il est 1 heure du matin. L'ordre vient de Trump, sur les instances de Giuliani, et il a été exécuté par Pompeo, qui a feint l'innocence alors même qu'il jetait l'ambassadrice en pâture aux loups. L'avocat personnel du président jure qu'elle a saboté ses efforts pour persuader au gouvernement ukrainien d'enquêter sur Biden, qui a lancé le même jour, un peu plus tard, sa campagne pour la Maison Blanche. L'éviction de Marie Yovanovitch a « un effet vraiment dévastateur sur le moral de toutes les équipes avec lesquelles je travaille » au Conseil de sécurité nationale, à la CIA et au département d'État, témoigne Fiona Hill.

L'ambassadrice quitte Kiev le jour de l'investiture de Volodymyr Zelensky, le nouveau président ukrainien, un comédien, qui a joué ce rôle dans une série populaire à la télévision. Zelensky commande désormais une armée en difficulté, qui combat depuis cinq ans les Russes et les séparatistes soutenus par le Kremlin en Ukraine orientale et qui a perdu sur le champ de

bataille quelque 13 000 soldats. Les États-Unis ont engagé en Ukraine, depuis la première invasion russe, en 2014, plus de 1,5 milliard de dollars d'armes et de matériel militaire. Le Pentagone et le département d'État ont promis d'envoyer 391 millions de dollars avant le 30 septembre, et notamment des fusils à lunette, des lance-grenades type RPG, des radars de contrebatterie, des équipements pour la vision de nuit et plus encore.

Le 3 mai, Trump parle avec Poutine. Fiona Hill suit la conversation, et une transcription est envoyée au siège de la CIA. Fiona Hill informe ses collègues que Poutine a « amplement dénigré l'Ukraine, affirmé qu'elle était corrompue, que Zelensky était sous la coupe des oligarques ». L'autocrate russe avait dès lors déterminé la façon dont Trump entendait se servir de sa puissance. « Au cours de sa présidence, écrit plus tard Hill, Trump en sera venu à ressembler plus à Poutine qu'à aucun de ses récents prédécesseurs à la Maison Blanche. » Loin de rendre sa grandeur à l'Amérique, il la façonnait de plus en plus à la ressemblance de la Russie.

Trump ordonne au chef de cabinet par intérim de la Maison Blanche, Mick Mulvaney, l'un des fondateurs du mouvement d'extrême droite dit Freedom Caucus à la Chambre, qui a autrefois qualifié Trump d'« horrible être humain », de geler les 391 millions de dollars d'aide militaire pour faire pression sur Zelensky. Le 10 juillet, Gordon Sondland, un riche donateur de la campagne Trump, nommé ambassadeur auprès de l'Union européenne, négocie avec le conseiller ukrainien à la sécurité nationale, présent à la Maison Blanche, pour tenter d'arranger un entretien en tête à tête entre Zelensky et Trump. En présence de Hill et d'un proche collaborateur, Sondland avance que Mulvaney peut se débrouiller pour que la réunion ait lieu – à condition que les Ukrainiens rejoignent Giuliani dans la chasse à la baleine blanche.

Hill est atterrée. Un analyste expérimenté de la CIA, la trentaine, mince, barbe clairsemée, diplômé en 2010 d'un master de Harvard en études russes, d'Europe centrale et d'Asie centrale, l'est aussi. Il s'est acquis

rapidement à la CIA la stature d'expert de l'Ukraine et il a été détaché en 2017 dans l'équipe du Conseil de sécurité nationale. Trouvant dans la Maison Blanche de Trump l'atmosphère intenable, il est revenu à l'Agence. Les jeunes gens idéalistes qui rejoignent la CIA avec l'idée romanesque qu'ils y seront les témoins de l'histoire et qu'ils pourront, peut-être même, en changer le cours, ne sont pas rares. Cet analyste est sur le point de voir cette chance se réaliser.

De sa conversation du 25 juillet avec Zelensky, Trump dit qu'elle fut « un parfait coup de fil ». Il commence par laisser en suspens l'aide militaire. Puis il lâche : « J'aimerais pourtant que vous nous fassiez une faveur. » L'Ukraine n'aura les armes que si son gouvernement rapporte sur Biden des informations compromettantes. Trump ajoute à l'adresse de Zelensky que Giuliani et Barr lui diront comment procéder. Trump se comporte en patron de la pègre, et pratique l'extorsion comme si c'était la marque, la preuve de son habileté politique. Pompeo n'a pas manqué un seul mot de la conversation. L'adjoint de Hill au Conseil de sécurité nationale pour l'Europe, Alexander Vindman, assiste aussi à la communication, depuis la salle de crise. À la différence de Pompeo, il ne garde pas le silence. Vindman est un lieutenant-colonel de l'armée des États-Unis. Il a été décoré du Purple Heart en Irak. Il est né en Ukraine. Son frère jumeau, Eugène, est juriste, éthicien, au Conseil de sécurité nationale. Il lui dit : « Si ce que je viens d'entendre est porté à la connaissance du public, le président sera mis en accusation et risque d'être destitué. » Plus tard, Trump renverra les deux frères.

L'analyste de la CIA lit le rapport officiel qu'a fait Kiev de la conversation, y compris les exigences de Trump, sur la page Web du gouvernement ukrainien. Il commence par chercher plus d'informations. Il joint par téléphone Fiona Hill, qui vient juste de démissionner et se repose à Hawaï. Il se rend à la Maison Blanche pour consulter Vindman, qu'il connaît depuis son passage par le Conseil de sécurité nationale. Vindman

juge la tactique de Trump « folle » et « effrayante » – comme le rapportera l'analyste dans le signalement qu'il s'apprête à rédiger et à adresser au bureau de l'inspecteur général de la communauté du renseignement, Michael Atkinson, juriste qui a fait toute sa carrière au département de la Justice. Datée du 12 août, la lettre commence ainsi :

> Dans l'exercice de mes devoirs officiels, j'ai reçu l'information, en provenance de multiples fonctionnaires du gouvernement des États-Unis, que le président des États-Unis utilise le pouvoir que lui confère sa fonction pour solliciter l'ingérence d'un pays tiers dans les élections qui doivent se dérouler en 2020 aux États-Unis. Cette ingérence comprend, entre autres choses, la pression sur un pays tiers pour que celui-ci enquête sur l'un des principaux adversaires politiques du président. L'avocat personnel du président, M. Rudolph Giuliani, est une figure centrale de cette entreprise. Le ministre de la Justice Barr apparaît lui aussi impliqué.

Rien de ce que rapporte le lanceur d'alerte n'est un secret dans le premier cercle de Trump. Tous savent que le président a tenté de tordre le bras du dirigeant ukrainien, qui combat la Russie pour la survie de son pays, afin que ce dernier l'aide à remporter sa réélection à la présidence des États-Unis. Trump a dit explicitement à Bolton qu'il gèlerait l'aide militaire à moins que l'Ukraine ne livre ces informations compromettantes. Pompeo, comme toujours, est demeuré silencieux, en complice discipliné. Seul Barr est passé à l'action : quand il a appris du conseil juridique de la CIA l'existence du courrier envoyé par le lanceur d'alerte, il a fait de son mieux pour l'enterrer, car Trump l'avait compromis dans le pastis. Mais il n'y est pas parvenu.

Après avoir pris le temps d'estimer que les accusations étaient crédibles et avaient un caractère urgent, Atkinson a considéré que la loi l'obligeait à

faire parvenir la lettre aux commissions du Congrès sur le renseignement, ce qu'il a fait quatre semaines plus tard. Trump allait rapidement le « virer », lui aussi.

« Les agences de renseignement sont devenues dingues »

Dan Coats savait depuis le sommet d'Helsinki que ses jours à la direction du renseignement national étaient comptés. Il avait décidé de démissionner à la fin de l'été. Le président s'en débarrassa avant. Le 28 juillet, trois jours après le « parfait coup de fil », Trump vire sans avertissement, par un simple tweet, son directeur du renseignement national, et annonce le nom de son remplaçant : John Ratcliffe, député ultraconservateur du Texas, dans son troisième mandat. Ratcliffe s'était lancé dans la carrière de député de la nation en s'aidant d'une biographie où il inventait ses exploits de procureur fédéral dans des affaires de terrorisme. Il était en réalité, avant de gagner un siège à la Chambre, avocat spécialisé dans les dommages corporels et l'édile de Heath, bourgade texane de 7 000 habitants. Une fois élu, il avait siégé à la commission du renseignement – moins d'un an – et son assiduité y avait été toute relative ; il n'avait pas non plus brillé par sa maîtrise des dossiers. Mais le président l'avait vu railler sur Fox News le « canular russe », et il avait bien aimé la façon dont il passait à la télé.

Trump disait que Ratcliffe allait l'aider à mettre au pas la CIA : « Je crois que nous avons besoin de quelqu'un comme ça, qui soit fort et qui puisse vraiment mettre un frein à tout ça. Comme vous l'avez tous appris, les agences de renseignement sont devenues dingues. Elles sont devenues dingues. » Cette déclaration est le signe indubitable que le président se prépare à placer des polichinelles aux postes de contrôle du renseignement

afin de protéger son pouvoir. Mais au bout d'une semaine, il est contraint de faire marche arrière et de retirer cette candidature. Les chefs des élus républicains au Sénat lui ont fait savoir qu'ils ne confirmeraient pas Ratcliffe ; c'est un médiocre et un fabulateur. Ils auront le temps, au printemps, d'accorder différemment leurs violons, quand le président ressuscitera Ratcliffe pour en faire le tsar du renseignement national ; il parviendra à amollir les rigueurs des sénateurs républicains pour faire entendre à la CIA la voix de son maître.

Le 10 septembre, après que les commissions du renseignement au Congrès ont reçu la lettre du lanceur d'alerte, les démocrates de la Chambre lancent l'instruction du cas présidentiel, qui conduit rapidement à l'ouverture de la procédure de mise en accusation. Trump soupçonne la présence d'une taupe au sein du Conseil de sécurité nationale. « Je veux savoir qui est la personne qui a donné l'information au lanceur d'alerte, parce que c'est pour ainsi dire un espion, lance-t-il le 26 septembre. Et vous savez ce qu'on faisait aux espions dans le bon vieux temps, quand on était malins ? Hein ? Avec les espions et la trahison, hein ? On ne le traitait pas tout à fait de la même manière qu'aujourd'hui. »

Le lanceur d'alerte est publiquement agressé au Congrès et sur les réseaux sociaux après que des députés républicains ont donné son nom à des trolls d'extrême droite. Sa vie, dès lors, est en danger. La CIA lui octroie des gardes du corps et lui conseille de quitter son domicile pour une chambre d'hôtel – et d'en changer fréquemment. Dans ses notes personnelles, il décrit son « extrême appréhension d'une réaction violente ». Il craint, poursuit-il, d'être « frappé par la colère de Trump ». Il n'est pas la seule personne confrontée à du harcèlement violent pour s'être dressée devant Trump qui, d'un tweet, peut réunir une foule belliqueuse. « Beaucoup de gens ont été contraints de quitter le Conseil de sécurité nationale parce qu'ils ne s'y sentaient plus en sécurité », témoigne Hill lors du procès en destitution. Elle-même a reçu des menaces de mort et des

appels téléphoniques malveillants à son domicile provenant de partisans de Trump qui l'accusaient de « collusion avec tous les ennemis du président ».

Après qu'Adam Schiff, député de Californie, ancien procureur et président de la commission du renseignement à la Chambre, a pris la direction des auditions lors de la procédure de destitution, Trump l'a agressé dans des centaines de tweets – « corrompu », « maniaque », « dérangé » – et les menaces qui se sont ensuivies contre sa vie lui ont valu la protection permanente d'un garde du corps. Le président ordonne à ses collaborateurs d'ignorer les auditions et de ne pas répondre aux convocations leur enjoignant de paraître. Des ambassadeurs, des hauts fonctionnaires du département d'État, des officiers du Conseil de sécurité nationale témoigneront néanmoins sous serment de la tentative d'extorsion du président sur son homologue ukrainien. Trump les qualifiera de « rebut du genre humain ».

Le 18 décembre, la Chambre des représentants met formellement le président en accusation pour abus de pouvoir et entrave au Congrès. Il faut, pour qu'il soit condamné et destitué, les deux tiers des votes du Sénat, où les élus républicains refusent d'entendre le moindre témoin et, inévitablement, l'acquittent. Avant l'acquittement, Schiff leur lance un avertissement : « Il a trahi notre sécurité nationale, et il la trahira à nouveau […]. Il a mis nos élections en danger, et il les mettra à nouveau en danger. Vous ne le changerez pas. Vous ne pouvez pas l'en empêcher. »

1. À ne pas confondre avec un autre David Cohen, directeur adjoint de la CIA durant le mandat de John Brennan. Après qu'Associated Press a publié, en 2011, une série de reportages – ayant remporté un prix Pulitzer – sur cette association inédite entre la CIA et le NYPD, montrant qu'ils avaient « brouillé les lignes de démarcation entre le renseignement extérieur et le renseignement intérieur », l'inspecteur général de l'Agence a conduit une enquête qui a mis hors de cause Haspel et ses officiers.

2. La langue utilisée par Donald Trump est un attentat permanent au langage où abondent les approximations syntaxiques, les interruptions, les répétitions. C'est aussi une sorte de protolangage, qui invente ses règles, ses traditions, et les bouscule en permanence. Il est voué à

être parlé par un seul locuteur et répété, grogné par les autres. Il est arbitraire et destiné à faire régner l'arbitraire. Il est par conséquent difficile à traduire. Ainsi ce qui est rendu ici par « Je suis avec le président Poutine » a été prononcé, dans l'anglais singulier de ce locuteur singulier : « *I have President Poutine* », ce qui conviendrait, dans un registre un peu relâché, si le président Poutine était une maladie dont souffrait le président Trump. *(NdT.)*

3. Mattis écrit en 2020 : « Donald Trump est le premier président que j'aie connu qui ne tente pas de rassembler le peuple américain – qui ne prétend même pas le tenter. Au lieu de cela, il tente de nous diviser. » Kelly, en 2023, dit que Trump « n'a aucune idée de ce que représente l'Amérique et n'a aucune idée de ce qu'est vraiment l'Amérique, [et] il n'a que du mépris pour nos institutions démocratiques, pour notre Constitution et pour l'État de droit ». Bolton écrit en 2024 : « Trump est incapable d'être président. Si les quatre années de son premier mandat ont été mauvaises, quatre années supplémentaires seront pires. » C'est étonnant de lire aujourd'hui les mémoires de Bolton et de Barr, qui retracent les divagations déséquilibrées du président et son déni de la réalité, alors qu'ils ont observé une sorte de conspiration du silence tandis qu'il demeurait en fonctions.

25

Nous sommes partis pour un coup d’État d’extrême droite

Tom Rakusan était en mission pour infiltrer le Kremlin. Le maître espion de la CIA avait combattu Saddam Hussein et Al-Qaïda, mais son plus grand ennemi était la Russie. Sa haine, il l’avait dans les os. Ses parents étaient tchèques ; il avait neuf ans quand les soldats et les chars soviétiques avaient écrasé le Printemps de Prague, en 1968. Et il considérait l’agression de Poutine contre l’Amérique comme un nouveau 11-Septembre. La CIA s’était laissé piéger.

Rakusan avait pris la tête du service clandestin en août 2017, après le départ à la retraite de Greg Vogle, dont il avait été l’adjoint pendant deux ans. Il s’était déjà engagé à rénover de fond en comble la maison Russie, fondée soixante-dix ans plus tôt pour collecter du renseignement sur l’Union soviétique et conduire des opérations clandestines susceptibles de faire fléchir l’influence soviétique dans le monde. Le but ultime, la plus haute aspiration de la CIA à ses débuts, était d’infiltrer les hauts conseils du Kremlin, mais elle n’y était jamais parvenue. La mission reprenait son sens, s’affirmant comme une urgence vitale.

Pour commencer, Rakusan met dans le coup des dizaines d'officiers de l'antiterrorisme, qui ont combattu Al-Qaïda et ses épigones au cours des quinze années passées. Il leur tient ce discours somme toute assez simple : les Russes ont manipulé nos foutues élections. Comme pouvons-nous être sûrs que cela ne recommence jamais plus ? Peu lui importe que ses recrues ne parlent pas russe, ni qu'elles n'aient pas posé le pied à Moscou. Ni le chef adjoint du centre de mission pour l'Europe et l'Eurasie, Marc Polymeropoulos, ni le nouveau patron de la maison Russie n'ont eu cette chance. Rakusan les persuade qu'ils n'ont besoin que de bâtir sur leur expertise du ciblage et du recrutement des terroristes pour traiter les espions, les diplomates et les oligarques russes. Leur but est d'obtenir du renseignement sur les intentions du dirigeant russe et de son premier cercle d'espions.

Outre le sabotage de la démocratie américaine, « le Kremlin tentait d'assassiner des dissidents russes à l'étranger, de fomenter des troubles dans les démocraties européennes, et menait, lorsqu'il s'agissait des États-Unis, une politique à somme nulle, dont l'antienne était : tout ce qui peut nuire aux États-Unis et à leurs alliés est bon pour la Russie, expose Polymeropoulos. C'était l'adversaire auquel nous faisions face et nous devions l'affronter aux quatre coins du globe ».

Il fallait avant tout, pour transformer la maison Russie, « un changement d'état d'esprit, un retour à ce que nous avions appris durant les longues guerres des dix-sept années précédentes et la mise en pratique de ces leçons », résume Weninger. Il s'était fait un nom dix ans plus tôt à la CIA en recrutant et en traitant un cadre moyen d'Al-Qaïda en Irak, et en mettant à profit les renseignements fournis par cet agent pour éliminer ses camarades djihadistes, puis en sauvant la vie de son agent quand ses commandants avaient commencé à le soupçonner. Comme Polymeropoulos, il avait été envoyé aux marges de l'empire, sur la base de Shkin, en Afghanistan, du temps où Vogle était chef de poste, et il avait été l'adjoint

de Rakusan, lorsque celui-ci était chef de poste en Jordanie. Lui-même chef de poste en Europe, de 2014 à 2017, il avait pu constater l'étendue des dégâts provoqués par Poutine en Amérique et chez les alliés de l'Amérique. Pourtant, quand le poste de la maison Russie avait été déclaré vacant, son mentor de toujours au septième étage l'avait averti : « Tu ne prendras pas ce boulot. Nous allons faire là-bas de grands changements. Ça sera dur. Les gens n'aiment pas le changement. » Puis, le lendemain, il s'était ravisé : « J'y ai pensé toute la nuit. Je veux que tu prennes ce boulot. Je vais changer tout ça, et je veux que tu m'aides à changer tout ça. »

Dans la vieille garde de la maison Russie, il y en avait encore qui maintenaient « cette idée d'un autre âge selon laquelle il était difficile de recruter des Russes, déplore Polymeropoulos. Ceux d'entre nous qui ne venaient pas de ce monde-là disaient : Vous savez, nous respectons votre expertise, mais essayons, au moins. Soyons plus agressifs. Peut-être est-ce moins dur que vous ne le pensez ». La nouvelle équipe rédigea un manifeste, intitulé « Appel aux armes » et le diffusa au sein de l'Agence. Ils prenaient exemple sur la rapide et ingénieuse mobilisation du centre antiterroriste contre Al-Qaïda en Afghanistan. « Nous comprenions que la menace russe posait un problème aussi grave à la sécurité nationale que celui auquel nous avons été confrontés dès le 12 septembre 2001, explique Polymeropoulos. Et nous ne pouvions pas nous permettre de perdre cette bataille-là. »

Rakusan et Weininger enrôlèrent les chefs de la sécurité nationale – secrétaires à la Défense, conseillers à la sécurité nationale, directeurs de l'Agence de sécurité nationale et du FBI. Ils allèrent voir les membres les plus influents de la commission du Sénat sur le renseignement, dont les collaborateurs étaient en train de rédiger un rapport bipartisan et dévastateur de cinq volumes sur l'agression russe et sur le rôle qu'y avait joué la campagne Trump. « Des deux côtés de l'arc politique, il y eut l'unanimité pour que nous prenions à notre tour l'offensive », rappelle Weininger.

« Combien d’argent vous faut-il ? » demandèrent les sénateurs. Allez piquer ces salauds. Les commissions du renseignement avaient accordé des dizaines de millions de dollars, et la maison Russie avait doublé d’importance en moins de deux ans.

Haspel avait donné à Rakusan tout le monde qu’il souhaitait, les outils cyber de la direction du numérique, les plongées en eaux profondes des analystes, et son appui moral. Rakusan était tellement rivé à son objectif qu’il avait échangé son poste avec celui de Beth Kimber en décembre 2018. Si l’un et l’autre étaient de forts caractères et laissaient parfois éclater leurs différends, ils abordaient cette mission dans un singulier esprit d’unité. Elle devint la nouvelle cheffe du service clandestin et il prit les commandes du centre de mission sur l’Europe et l’Eurasie, au sein duquel était logée la maison Russie. Sur le papier, cela ressemblait à un recul dans sa carrière, mais en réalité, c’était une promotion. « Il est parvenu à nous réimaginer, et à nous faire sortir du paradigme dont nous étions prisonniers depuis les débuts de la guerre froide, analyse Tom Sylvester, qui prendrait la direction du service clandestin en 2023. Les décisions concrètes par lesquelles nous pouvions nous assurer que nous ferions pénétrer la lumière jusqu’au fond de la maison Russie, c’était ça, le cœur de la question. »

La maison Russie avait longtemps constitué la part la plus secrète et la plus clandestine de la CIA. Pendant quarante-cinq ans, jusqu’à la fin de la guerre froide, elle avait été le cœur de la division Union soviétique. Son précédent chef, Milt Bearden, la comparait à un village isolé, dans une lointaine vallée de haute montagne, enneigée depuis des années. Le centre de conférences de la maison Russie, au siège, s’ornait encore d’affiches de propagande soviétique représentant des paysans musculeux et des soldats aux mines avantageuses. Pour un tiers, la maison Russie était composée d’une sorte d’arrière-salle, où opérateurs et analystes avaient passé leur carrière dans le plus grand secret, occupés de leur dur labeur ; la nature de ce travail n’avait que peu changé depuis le mot de Winston Churchill qui

voyait dans la Russie de Staline « un rébus enveloppé dans un mystère au sein d'une énigme ». Les habitants de la maison préservaient et thésaurisaient le renseignement accumulé après des années d'opérations laborieuses, difficiles et dangereuses. Ils n'aimaient guère partager leurs secrets avec des étrangers, et pour eux, tout le monde était étranger. Ils étaient fiers, au point d'être arrogants. À leur grande honte, ils n'avaient pas su discerner les attaques du Kremlin lors des élections de 2016 avant qu'il ne soit trop tard.

Rakusan fit preuve d'une grande imagination en imposant sa volonté à la maison Russie. Il ordonna à la vieille garde dans la pièce du fond de desceller ses dossiers, de les nettoyer afin de protéger les sources et les méthodes, et de les partager avec le service clandestin et – plus important encore – avec les alliés étrangers des Américains. Dans le passé, ces secrets avaient toujours été considérés comme trop sensibles ; la communication des renseignements sur la Russie s'était toujours faite en sens unique. Tout cela changea, et le résultat ne fut rien de moins que révolutionnaire. Ce moment décisif marquait le retour de l'espionnage à sa place traditionnelle, au cœur de la CIA, après qu'il avait été, vingt ans durant, tenu à l'écart.

Rakusan et ses officiers travaillaient maintenant en étroite liaison avec les Britanniques, les Néerlandais, les Ukrainiens, les Polonais, les Tchèques, les Estoniens, ainsi qu'avec d'autres services à travers l'Europe et partout dans le monde, et les renseignements des uns et des autres s'enrichissaient mutuellement, les opérations s'organisaient en une chorégraphie nouvelle, des sources russes étaient recrutées. « Le moral des troupes était très haut, dit Polymeropoulos. L'enthousiasme contagieux et la volonté de Rakusan, de Kimber et de Weninger rappelaient à beaucoup, et à moi aussi, les jours éprouvants et à la fois vivifiants qui avaient suivi le 11-Septembre, quand la CIA avait une mission aussi claire et précise que celle-ci. »

Polymeropoulos prit l'avion pour Moscou afin d'y rencontrer le personnel du poste et ses homologues russes. Les Russes étaient informés

de sa venue, auraient souhaité qu'il ne vînt pas et le lui avaient fait savoir – un conseil qu'il avait ignoré. Le 5 décembre 2017, un peu avant l'aube, il se réveille en sursaut dans son lit de l'hôtel Marriott. Les murs tournent, il est pris de nausée et de vertiges, il ne peut pas marcher. Il compte désormais parmi les quelque 1 500 Américains – pour l'essentiel des espions, des diplomates et des militaires – qui ont été frappés, dans divers pays, dont Cuba, la Pologne, la Géorgie, l'Australie et Taïwan. Le phénomène, encore inexpliqué, ce syndrome de La Havane, comme on le nomme dans le monde du renseignement, est-il provoqué par des armes à énergie dirigée (rayonnement électromagnétique, laser, maser ou autre), qui ont aussi le doux nom d'effecteurs, que les Russes manient volontiers ? Le bureau des services médicaux de la CIA n'est pas de cet avis, mais son travail est si peu qualifié, si critiqué dans les rangs mêmes de l'Agence, que son directeur, Keith Bass, est contraint de prendre sa retraite. (Au moment d'écrire ces pages, Bass a été nommé par Donald Trump à la tête du système de santé du Pentagone, qui gère un budget de 54 milliards de dollars, et les origines du syndrome de La Havane n'ont toujours pas été élucidées). Les migraines, réellement handicapantes, dont souffre Polymeropoulos le contraignent à prendre sa retraite de la CIA en décembre 2018.

« L'électron libre était assis dans le bureau Ovale »

En 2019, après deux ans de dépoussiérage, « la CIA était en réalité en très bonne position pour repousser la menace russe », affirme Polymeropoulos. Elle continuait à amasser et à produire des rapports sur la guerre politique menée par les Russes et sur les campagnes de propagande, grâce notamment au recrutement de nouvelles sources aussi près que

possible du premier cercle de Poutine, et au début de l'année 2020, elle semblait portée par une dynamique nouvelle. Mais sa contre-attaque se heurtait à un obstacle. Immense.

« L'électron libre était assis dans le bureau Ovale », dit Polymeropoulos. Le président était en colère, et c'était « peut-être l'époque la plus difficile, depuis la création de la CIA, en 1947, pour être un officier de renseignement ». La CIA combattait effectivement le Kremlin, mais sa guerre ne pouvait être gagnée tant que Trump était commandant en chef et maintenait son étrange alliance avec Poutine.

Le Sénat acquitte Trump le 5 février 2020. Tous les élus républicains, sauf un, votent contre sa destitution. Le pécheur absous, sa vengeance se déchaîne. « Cela l'a clairement encouragé, euphémise John Bolton. [Il] dit : "Je m'en suis tiré." Et il pense que s'il s'en est tiré une fois, il peut s'en tirer toujours. » Bolton, troisième conseiller à la sécurité nationale de Trump depuis le début de son mandat, a démissionné cinq mois plutôt, mais n'a jamais trouvé l'intégrité ou le courage de témoigner contre lui.

La Maison Blanche était désormais un asile de fous, un lieu « où tout était comme dans une voiture folle en feu fonçant à plein régime sur un entrepôt de feux d'artifice », pour reprendre les mots de Stephanie Grisham, alors attachée de presse du président. Trump commença par purger le gouvernement de tous ceux qu'il considérait comme déloyaux, à commencer par les ambassadeurs du département d'État, les collaborateurs du Conseil de sécurité nationale et les fonctionnaires du Pentagone qui avaient témoigné dans le cadre de l'enquête pour sa destitution. Il maudissait la CIA et la direction du renseignement national d'avoir rendu public le fait que Poutine s'activait pour le faire réélire. Il les considérait comme les piliers de l'État profond, le *deep state* selon la formulation des idéologues républicains, et les responsables du « canular russe ». Il organisait l'infiltration des milieux du renseignement américain à Washington par des fantassins du MAGA, qui allaient en devenir les

saboteurs, quitte à exécuter les messagers, faute de pouvoir éliminer le message. Bill Burns, le futur directeur de la CIA, écrit que Trump tentait de démanteler le gouvernement américain : « En prenant pour cible un État profond imaginaire, il a créé à la place un État faible, une menace existentielle pour la démocratie dans ce pays et pour les intérêts de ses citoyens. »

D'abord, Trump s'en prit à Joseph Maguire, le directeur par intérim du renseignement national. Maguire, ancien commandant dans les commandos de marine, avait pris sa retraite avec le grade de vice-amiral et avait dirigé le Centre national antiterroriste. Il n'était arrivé que six mois plus tôt à la tête du renseignement national. Le 14 février, Maguire et Haspel tentent, dans le bureau Ovale, d'informer Trump des menaces qui pèsent sur les élections de 2020 quand le président les interrompt sans crier gare. « Eh, Joe, lance-t-il à Maguire, j'ai entendu dire que tu as rendu compte à Adam Schiff et que tu lui as dit que la Russie me préfère moi. » Ce n'est pas Maguire qui a informé Schiff, mais qu'importe. D'un tweet, il est jeté dehors, et l'homme de main de Trump, Ric Grenell, est nommé directeur par intérim du renseignement national – autrement dit, le patron de Haspel. Troll d'extrême droite, ambassadeur en Allemagne où ses critiques ont scandalisé le gouvernement hôte, Grenell n'a pas la moindre qualification pour justifier qu'il devienne le tsar des renseignements américains, hormis son allégeance à Trump, qui est absolue, et sa capacité à poignarder dans le dos.

Sur ordre du président, Grenell démet les cadres de la direction du renseignement national, lui ôtant le meilleur de son expertise, et fait de Kash Patel, dévot fanatique du MAGA, son bras droit. Deux ans auparavant, Patel était conseiller des républicains à la commission sur le renseignement de la Chambre, chargé de saper l'enquête russe. Puis Trump l'a envoyé dans les équipes du Conseil de sécurité nationale où, au grand malaise de ses supérieurs, il était la taupe du président pendant la procédure

de destitution. Trump entend désormais utiliser Grenell et Patel afin d'espionner, pour son propre compte, les espions.

En avril, au grand dam du procureur général des États-Unis, Barr, Trump tente de faire de Patel le directeur adjoint du FBI. « L'idée même de promouvoir Patel à un tel rôle révélait une dissociation choquante avec la réalité », observe Barr, qui jure qu'il faudra lui « passer dessus » pour nommer Patel. Après trois tentatives ratées, Trump se range, mais pas pour longtemps. Sept mois plus tard, il voudra placer Patel auprès de la directrice de la CIA.

Trump sait que le Sénat ne confirmera jamais Grenell comme tsar du renseignement, alors il relance la candidature ratée du favori de Fox News, John Ratcliffe, à la direction du renseignement national, et il somme le député de se présenter devant les sénateurs qui l'avaient naguère snobé. Il est confirmé par 49 voix contre 44, le plus faible écart enregistré pour ce poste. Ainsi Ratcliffe parvient-il au sommet de la communauté américaine du renseignement, avec Patel comme principal adjoint, tous deux surveillant Haspel, et autorisés par le président à se venger de la CIA, dont les rapports lui ont déplu.

Ils commencent par le sac de la maison Russie, fouillant les dossiers top-secret à la recherche du moindre indice qui permettrait à Trump de nier qu'il est le candidat choisi par Poutine et de soutenir son accusation qui fait de la CIA le quartier général de l'État profond, le laboratoire où est née l'idée que la Russie a influencé le résultat des élections. Tout l'été et jusqu'à l'automne, tentant désespérément de marquer des points pour la campagne de réélection du président, ils tentent de trouver un fragment compromettant de renseignement brut. Haspel leur tient tête autant qu'elle peut.

Ratcliffe refuse de publier le traditionnel état des lieux des menaces dressé par la communauté du renseignement qui, durant les trois années précédentes, a consigné les attaques de Poutine contre les États-Unis. Il

coupe le flux d'informations classées secrètes vers Schiff et ses collègues démocrates de la commission du renseignement, au prétexte qu'ils font fuiter ces informations. Sa propre direction rapportera au Congrès, à la fin de son court règne, qu'il a retardé, déformé et entravé les rapports sur l'ingérence de la Russie dans les élections. Par-dessus tout, il nourrit les obsessions de Trump : les démocrates ont utilisé la CIA et l'Agence de sécurité nationale pour le déstabiliser.

« Obama savait tout. Le vice-président Biden, même s'il est stupide, savait tout, déclare Trump le 13 août sur Fox News. Brennan et Clapper […] ont espionné ma campagne, c'est de la trahison. Ils ont espionné, avant et après ma victoire, en utilisant le système de renseignement des États-Unis pour abattre un président, un président élu légalement, un président des États-Unis élu dans les formes. C'est le plus grand crime politique de l'histoire de notre pays. »

Le 29 août, sur les ordres du président, Ratcliffe annule tous les comptes rendus oraux des renseignements donnés au Congrès portant sur l'ingérence de la Russie dans les élections. Schiff et la présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, hurlent au scandale : « Le peuple américain a le droit et le besoin de savoir qu'une autre nation, la Russie, tente de l'aider à décider qui doit être son président. » Biden fait aussi entendre son désaccord. « Le président Trump espère que Vladimir Poutine donnera à nouveau un coup de pouce à sa candidature et camouflera sa terrible inaptitude à mener le pays à travers les différentes crises auxquelles nous sommes confrontés. Et il ne veut pas que le peuple américain découvre les initiatives que prend Vladimir Poutine pour [l']aider à être réélu. »

Mais la CIA le connaît. La CIA sait.

« La Russie nous fait chanter sa chanson »

« Nous estimons que le président Vladimir Poutine et les plus hauts responsables russes sont au courant des opérations d'ingérence visant à discréditer l'ancien vice-président des États-Unis, à soutenir l'actuel président des États-Unis et à alimenter la discorde nationale avant l'élection américaine du mois de novembre, et que, probablement, ils dirigent ces opérations. » C'est par ces mots que s'ouvre le numéro de *WIRe* – autrement dit la Worldwide Intelligence Review – daté du 31 août. *WIRe* est un bulletin d'information de la CIA, classé top-secret, distribué à 300 personnes environ à la Maison Blanche, au Pentagone et au département d'État, ainsi qu'aux membres des commissions sur le renseignement et au *leadership* du Congrès. C'est un résumé des rapports des officiers et des analystes de la CIA, de l'Agence nationale de sécurité, du FBI et des départements d'État, du Trésor, et de la sécurité intérieure, ainsi que des renseignements en libre accès.

Les opérations d'influence ont infecté Washington, et au plus haut niveau. Les mensonges de Poutine s'insinuent dans les réflexions de Trump et dans le discours des républicains. Les Russes ont soigneusement choisi leurs idiots utiles et, avec celles et ceux qui sont capables, soit en personne, soit à la télévision, de retenir l'attention de Trump, ils ont découvert une mine d'or. Les espions russes – avec l'aide de leurs agents ukrainiens, des médias d'État russes, des trolls, et de leurs supplétifs en ligne – blanchissent leur désinformation sur Biden et les élections qui approchent en utilisant Rudy Giuliani, Fox News et les élus républicains au Congrès qui ont l'oreille du président. Pour toucher l'opinion américaine et transmettre leurs mensonges, l'empire télévisuel MAGA, ses présentateurs d'extrême droite et leurs invités sont bien plus efficaces que ne l'étaient Facebook et Twitter quatre ans plus tôt.

La livraison de *WIRe* du 31 août cite en exemple l'action d'Andriy Derbach, député ukrainien et depuis longtemps agent du renseignement russe. (Derbach reçut dix jours plus tard une amende du département du

Trésor pour avoir mené « une campagne d'influence clandestine » et il fut plus tard inculpé de blanchiment d'argent.) Il a travaillé de nombreux mois avec Giuliani à brosser de Biden le portrait d'un politicien corrompu. Il a d'abord fait avaler ses mensonges au sénateur Ron Johnson, président républicain de la commission de la sécurité intérieure. Le sénateur a ensuite organisé à grand renfort de publicité des auditions au cours desquelles il pouvait cracher ses mensonges contre Biden, sa famille et l'Ukraine. Parmi ce tombereau de calomnies, une accusation, répétée quarante-deux fois par Trump durant la campagne, portée contre Hunter Biden : le fils de l'ancien vice-président aurait reçu 3,7 millions de dollars d'un oligarque russe.

Les policiers du FBI ont averti le sénateur Johnson qu'il était la cible d'une opération d'influence. Il les a éconduits, clamant que leur seul objectif était « d'offrir aux médias partisans l'occasion de [l']accuser faussement d'être manipulé par les Russes ». Il n'est pas le seul responsable politique important qui danse aux violons du Kremlin pour diffuser, au Congrès comme à la télévision, sa désinformation. Le sénateur républicain Lindsey Graham, favori de Trump, note tristement : « La Russie nous fait chanter sa chanson. » Graham lui-même chante. À la fin du mois de septembre, cinq semaines avant le jour du scrutin, Ratcliffe fait passer au sénateur une liasse de documents – que la commission du Sénat sur le renseignement juge pourtant infondés et qu'elle a rejetés – prétendant démontrer qu'Hillary Clinton est impliquée dans le « canular russe ». Graham ébruite l'affaire. Il n'en sortira pas grand-chose.

« Où sont les arrestations ? »

Le coronavirus écrasait le pays depuis le mois de mars, et le président ne s'était pas montré avare de mensonges. Il avait d'abord voulu que la CIA crie à l'arme chimique chinoise, ce que n'était évidemment pas le virus. Il avait ensuite minimisé la gravité de la pandémie dans une cascade de

discours incohérents. Plus de 400 000 citoyens américains sont morts au cours des dix derniers mois de sa présidence, un tribut plus élevé que celui prélevé par les champs de bataille de la Seconde Guerre mondiale. Et nombre de ces vies perdues furent la conséquence de l'invincible ignorance et de l'incompétence de Trump.

Le 1er octobre, Trump est diagnostiqué infecté par le virus, et son cas est grave. Cela fait des semaines que la Maison Blanche est un bouillon de culture. Trump a été testé positif quinze jours plus tôt, mais il se moque des tests et contamine son épouse, un certain nombre de proches collaborateurs et une poignée de journalistes. Quand il revient à la Maison Blanche après un traitement de trois jours à l'hôpital militaire Walter-Reed avec des stéroïdes et des médicaments expérimentaux, il est plus lunatique que jamais.

Sa poursuite de la baleine blanche est pathologique. Il veut voir ses adversaires politiques en prison, car ce sont eux qui ont conspiré et fomenté le canular russe. « Où sont les arrestations ? twitte-t-il le 7 octobre. BIDEN, OBAMA ET HILLARY LA TORDUE SONT LES MENEURS DE CE COMPLOT SCÉLÉRAT !!! BIDEN NE DEVRAIT PAS ÊTRE AUTORISÉ À SE PRÉSENTER – ATTRAPEZ-LE !!! » Il veut surtout que John Brennan soit poursuivi pour trahison parce qu'il aurait utilisé la CIA afin d'espionner sa campagne en 2016. Il s'en prend à son procureur général : pourquoi n'a-t-il pas déjà inculpé ce salaud ?

« Autant que nous puissions le dire, lui répond Barr, la CIA est restée dans les clous pendant toute la campagne.

— Tu y crois, à cette blague, Bill, crie Trump. Tout le monde sait que Brennan est trempé jusqu'au cou. »

Barr perd son sang-froid.

« Eh bien, si vous croyez, Monsieur le président, que les choses se sont passées ainsi, je suis tout ouïe. Peut-être notre enquête est-elle une perte de

temps. Peut-être les stratèges en chambre qui vous disent avoir toutes les preuves devraient-ils venir ici et nous les montrer. »

Et c'est exactement ce qu'ils vont faire. Ceux qui chuchotent à l'oreille du président prennent place dans son cercle rapproché. Au premier rang d'entre eux, Rudy Giuliani, avocat personnel du président, perdu dans un brouillard alcoolique, et Mike Flynn, éphémère conseiller à la sécurité nationale reconverti dans la secte conspirationniste QAnon[1]. Tous deux ont passé alliance avec l'avocate de Flynn, Sidney Powell, autre prosélyte de QAnon, l'ange gardien de la justice américaine aux yeux de son client, dont elle a obtenu la grâce auprès de Trump – Flynn, on s'en souvient peut-être, avait plaidé coupable d'avoir menti au FBI sur ses conversations secrètes avec des dirigeants russes. « Dès les premiers temps de l'administration Trump, rappelle Barr, Powell apparaissait sur les plateaux de Fox News, réfutant le récit du scandale russe. » Trump, qui la regardait, était devenu l'un de ses admirateurs les plus assidus.

Tout le mois d'octobre, Powell attaque furieusement la CIA et son directeur, qu'elle accuse de subversion. Elle est en proie à une lubie, qu'elle défend publiquement sur Fox News le 6 novembre, trois jours après le scrutin : la CIA possède un superordinateur répondant au nom de code Hammer (« Marteau ») qui fait tourner un superlogiciel (nom de code Scorecard – « Feuille de match »), capable de pirater les élections et de voler des bulletins. La CIA s'est servie de cette machine diabolique pour garantir en 2012 la victoire d'Obama et de Biden. John Brennan s'en est servi pour mettre en œuvre leur programme, qui n'est rien moins que de convertir l'Amérique au communisme. Biden s'en est servi pour remporter l'investiture du parti démocrate. Et Gina Haspel l'a programmé pour vaincre Trump en 2020.

Haspel figurait déjà en bonne place sur la liste des ennemis de Trump. Elle s'était opposée à ses tentatives de piller les dossiers compromettants de la maison Russie, où il apparaissait que le président jouissait du soutien de

Poutine. Elle avait résisté à ses appels réitérés pour débusquer et détruire le lanceur d'alerte de la CIA qui avait allumé la fusée de la procédure en destitution. Elle ne lui avait jamais prêté serment de loyauté. Elle avait refusé de participer à sa campagne de réélection. Elle n'avait pas été complice.

Le président est déterminé à la congédier, et avec elle le secrétaire à la Défense et le directeur du FBI. Il veut décapiter l'État profond une fois pour toutes avant que celui-ci ne puisse le détruire. Il a prévu de le faire juste après la proclamation de sa victoire électorale.

« C'est de la pure folie »

Les Américains peuvent considérer de trois façons les résultats du scrutin, qu'il faut attendre pendant dix jours interminables. Ils peuvent apparaître comme une large victoire : Joe Biden remporte les élections avec plus de 7 millions de bulletins d'avance sur son adversaire et 306 grands électeurs contre 232. Mais on peut lire la chose autrement : Biden remporte le collège électoral et les suffrages de ses grands électeurs avec moins de 45 000 bulletins, qui font la différence en Géorgie, en Arizona et dans le Wisconsin.

Et puis il y a la manière Trump. « Nous aurons une transition pacifique – avec une seconde administration Trump, s'amuse le secrétaire d'État Pompeo lors d'une conférence de presse le 10 novembre. D'accord ? Nous sommes prêts. »

Barricadé dans la Maison Blanche, criant à la fraude, Trump congédie d'un tweet le secrétaire à la Défense, Mark Esper : « Mark Esper a été licencié. » Le péché originel d'Esper est d'avoir prévenu que l'ouverture complète du renseignement, exigée par le président, occasionnerait d'importants dommages à la sécurité nationale. Trump a désormais épuisé,

dans sa quête de loyauté aveugle, trois secrétaires à la Défense, quatre conseillers à la sécurité nationale et quatre chefs de cabinet.

Le lendemain matin, Haspel appelle le général Mark Milley, chef d'état-major : « La journée d'hier a été terrifiante. Nous sommes partis pour un coup d'État d'extrême droite. C'est de la pure folie. » Haspel et Milley restent constamment en contact, montant la garde contre une attaque surprise du président – à l'étranger ou à l'intérieur. Elle sait de sa propre expérience dans des pays comme la Turquie, l'Azerbaïdjan ou l'Éthiopie comment procèdent les autocrates. Elle pense que Trump projette de renverser le gouvernement américain par un *autogolpe*, un coup d'État orchestré par le régime lui-même. Et elle sent, non sans raison, que sa tête sera la prochaine à tomber.

Trump a maintenant installé au sommet de l'armée américaine une troïka MAGA. La voiture folle a heurté le Pentagone.

Kash Patel est le nouveau chef de cabinet du secrétariat à la Défense, partant, il fait office de secrétaire. Il se distingue sans tarder en exhibant au général Milley un ordre présidentiel lui ordonnant de retirer sans délai les forces américaines d'Irak et de Somalie. Le général considère l'ordre pour ce qu'il est, une forgerie, et l'annule. Peu de temps après, Haspel reçoit un courrier du bureau du secrétaire à la Défense : sur les ordres du président, le Pentagone coupe ses financements à la division des activités spéciales de la CIA et à ses opérations paramilitaires. Patel a reçu pour mission de retrouver les rapports secrets de l'Agence de sécurité nationale, prouvant qu'Obama et Brennan ont placé Trump sur écoute. Il n'y parvient pas. Les rapports n'existent pas.

Le nouveau sous-secrétaire à la Défense est Ezra Cohen, un jeune protégé de Mike Flynn, que McMaster a renvoyé du poste de directeur du renseignement au NSC après six mois en raison de son insolence. Cohen a découvert – à sa surprise, il est vrai – que les adeptes de QAnon l'identifiaient à « Q », le membre de l'administration Trump qui,

secrètement, travaille à la révélation du complot de l'État profond, des violeurs d'enfants et des adorateurs de Satan. Le nouveau sous-secrétaire à la Défense pour les questions politiques est Anthony Tata, brigadier général à la retraite, catapulté au pouvoir après que le président l'a vu divaguer sur Fox News et prétendre que Barack Obama était un terroriste musulman, tandis que John Brennan devait être arrêté pour avoir conspiré et tenté d'assassiner Trump. Tata a twitté à l'ancien directeur de la CIA : « Choisis le poison : peloton d'exécution, pendaison publique, condamnation à perpette comme pute de tôle ou bien sucer ton flingue. Comme tu veux. »

Le président pense que les preuves du complot, et tout ce qui les accompagne, ont été cachées par Haspel quelque part dans les locaux de la CIA[2]. Trump ourdit un stratagème pour la remplacer par Patel. « L'idée était de nommer Kash comme adjoint, ce qui ne nécessite pas la confirmation du Sénat, puis de virer Gina le lendemain, ce qui aurait de fait placé Kash à la tête de l'Agence », rapporte Cohen. Le plan porte l'empreinte de Mike Flynn et de Sidney Powell, qui sont désormais au centre du monde enchanté de Trump.

Le 14 novembre, Trump confie à Giuliani et à Powell la direction de son équipe d'avocats chargés de renverser le résultat des élections. Le lendemain, ils passent sur Fox News. Powell prétend que Haspel a fait obstruction à sa demande d'informations sur le logiciel de manipulation des élections : « Ce qui fait que je demande dans combien de [bureaux de vote] la CIA l'a utilisé […]. Quant à savoir pourquoi Gina Haspel est encore à la CIA, c'est au-delà de ma compréhension. Elle doit être remerciée immédiatement. » La dame continue : « Le président Trump a gagné, non pas de quelques centaines ou de quelques milliers de voix, mais bien de millions de bulletins, qui ont été détournés par ce logiciel, conçu spécialement dans ce but. » Le responsable national de la sécurité des élections, Chris Krebs, qui dirige l'Agence de sécurité des infrastructures et de cybersécurité, qualifie cette sortie de parfaite absurdité et assure les

Américains que les élections n’ont été entachées d’aucune fraude. Trump le renvoie immédiatement.

Lors d’une conférence de presse le 19 novembre, Giuliani vaticine durant trente-huit minutes sur les bulletins frauduleux au nom de Biden qu’il prétend avoir découverts, tandis que des gouttes de sueur noirâtres, mêlées à la teinture de ses cheveux, coulent sur son visage. Puis Powell développe son idée : les élections ont été volées en raison de « l’influence massive de l’argent communiste, [orchestrée par] le Venezuela, Cuba, et probablement la Chine », qui a déferlé sur la société Dominion Voting Systems, chargée du comptage des bulletins, soudoyée par les communistes pour faire basculer les votes en faveur de Biden en utilisant un algorithme secret. La voilà, « l’ingérence étrangère consommée sur nos élections, de la façon la plus criminelle qu’on puisse imaginer », conclut-elle.

Un journaliste d’un organe d’extrême droite l’interroge sur « les informations selon lesquelles du matériel informatique, probablement un serveur, a été saisi en Allemagne. Est-ce que c’est vrai ? Et est-ce que [les deux choses] sont liées ?

— C’est absolument vrai », répond Powell.

Puis Powell appelle Ezra Cohen au Pentagone pour lui faire part d’un ordre urgent. « Gina Haspel a été blessée et placée en garde à vue en Allemagne, affirme-t-elle. Il faut envoyer une mission des opérations spéciales pour la récupérer. » Toute son histoire s’appuie sur le serveur Hammer, le système informatique secret de la CIA, le cœur du stratagème destiné à voler à Trump la gloire de la victoire électorale. Powell prétend que Haspel était en mission secrète pour s’emparer du serveur et le détruire, afin d’éliminer les traces de la conspiration. Elle veut que le Pentagone envoie un raid de commandos marins pour arrêter la directrice de la CIA et démasquer le rôle de l’Agence dans la fraude électorale. Cohen, à sa décharge, n’appelle pas la Team Six des SEAL. Il pense que Powell est folle.

Ce genre de dingueries peignant une CIA toute-puissante était le brouet ordinaire des âmes crédules que les saints et les démons faisaient autrefois halluciner, mais elles n'avaient guère affligé jusque là les hautes sphères de la sécurité nationale. Des variantes de la fable de Powell se répandent dans QAnon. Selon l'une d'elles, Haspel a été enfermée à Guantánamo et accusée de trahison. Selon une autre, elle est morte au service du complot de la CIA contre l'Amérique.

Le complot de Trump contre Haspel commence, pourtant, à prendre forme, le 8 décembre, quand il ordonne à Patel, parti en Asie, de rentrer à Washington. Le président prépare alors son chef de cabinet, Mark Meadows, esprit faible qui a participé à la fondation du Freedom Caucus à la Chambre. Il demande à Meadows de prendre son courage à deux mains et d'aller porter la nouvelle à Haspel : Trump démet le directeur adjoint de la CIA, Vaughn Bishop, et le remplace par Patel. Le président calcule que Haspel va démissionner sans plus faire de vagues. Si elle s'accroche, il la virera. Quoi qu'il en soit, Patel prendra la tête de la CIA le 11 décembre. Après avoir décapité la CIA, Trump compte s'en prendre au FBI et congédier son directeur. Il est obsédé par l'idée que quelque part, dans l'arrière-salle de la maison Russie, se trouve un dossier secret qui permettrait de condamner Obama, Biden, Clinton et Brennan pour crimes contre l'État.

Haspel a vent du projet et c'est elle qui décide de se rendre à la Maison Blanche pour le point d'information présidentiel. C'est la première fois depuis de nombreuses semaines qu'elle se rend dans le bureau Ovale. Elle rappelle à Trump combien elle a été dure (*tough*) avec les terroristes, combien la CIA en a tué, combien l'action de l'Agence est essentielle au pouvoir de l'hôte du 1600, Pennsylvania Avenue NW. Elle quitte le bureau présidentiel pour se rendre dans celui de Meadows, qui lui dit que Patel prendra ses fonctions le jour même. Elle ne le tolérera pas, lui répond-elle. Si elle doit être congédiée ou contrainte à la démission, elle veut l'entendre

de la bouche du président. Meadows quitte son bureau et revient quelques minutes plus tard. Trump a capitulé. On se passe vite le mot dans l'aile ouest : Haspel a brandi une grenade à main politique, et elle était prête à la dégoupiller. Si elle tombait, c'était toute l'élite du renseignement qui partait avec elle, faisant à Trump l'affront d'une démission collective en signe de protestation.

« Gina, qui est une fonctionnaire expérimentée, dévouée au service de l'État, avait déjà mis en place ce que j'appelle un plan suicide, explique la directrice de la communication de la Maison Blanche de Trump, Alyssa Farah Griffin. Si elle partait, toute la communauté du renseignement partait avec elle […], la communauté tout entière. Alors ils ont pu empêcher [son départ]. »

Le 14 décembre, le ministre de la Justice William Barr se rend à la Maison Blanche pour remettre à Trump sa démission. Le président lui tend un rapport d'un soi-disant expert des questions de sécurité électorale – celui-là même qui a servi à Powell et à ses alliés d'extrême droite l'histoire du serveur secret de la CIA en Allemagne. « C'est la preuve absolue que les machines à voter Dominion étaient truquées, lance Trump. Ce rapport signifie que j'ai gagné les élections et que j'aurai un second mandat. » Bar le feuillette et en comprend l'absurdité. « Si Trump croyait réellement ce genre de choses, alors il s'était significativement détaché de la réalité », pense-t-il.

Peu avant 7 heures dans la nuit du vendredi 18 décembre, Flynn et Powell s'introduisent dans la Maison Blanche sans y avoir été invités et s'installent avec le président dans le bureau Ovale. Le général renvoyé et son avocate cinglée proposent un coup d'État militaire pour renverser le résultat des élections. Flynn, qui a estimé la veille à la télévision que Trump devait proclamer la loi martiale, lui présente un décret présidentiel de trois pages qu'il a lui-même rédigé. Trump n'a plus qu'à le signer. Et voici ce qu'on y lit, dans le langage d'un mémorandum de notification pour une

action clandestine : « Pour exécution immédiate. Le secrétaire à la Défense doit saisir, rassembler, détenir et analyser toutes machines, équipements, informations stockées électroniquement et traces matérielles » de l'élection en faisant appel à la Garde nationale. Quatre semaines après la cérémonie d'investiture, le Pentagone, que Patel dirigera toujours en tant que chef de cabinet, présentera son mémorandum à Ratcliffe, à la direction du renseignement national. Pour que l'ordre soit exécuté, Trump nommera Flynn maréchal et oindra Powell comme conseillère spéciale, avec pouvoir de poursuivre les Américains qui auront comploté pour chasser Trump du pouvoir. C'est la conversation la plus conspiratrice tenue dans le bureau Ovale depuis les enregistrements du Watergate, en 1972, où l'on peut entendre le président Nixon ordonner à la CIA de l'aider à étouffer le scandale. Mais c'est beaucoup plus dingue que tout ce que Nixon aurait pu imaginer.

Un juriste de la présidence qui a vu Flynn et Powell rôder autour du bureau Ovale appelle ses collègues à la rescousse, au nombre desquels Pat Cipollone, le conseiller juridique de la Maison Blanche. Ils s'interposent entre le président et ses visiteurs du soir. C'est à qui criera le plus fort. Flynn traite de lâcheurs les juristes officiels, qui jurent, eux, qu'il est devenu fou. Trump prend le parti des comploteurs et annonce qu'il nomme Powell cheffe de ses conseils juridiques. Le différend se poursuit pendant six heures, très avant dans la nuit. Et les « vrais » juristes quittent la Maison Blanche, persuadés qu'ils ont perdu la partie.

Le 19 décembre à 1 h 42 du matin, Trump twitte son appel à l'insurrection. « Statistiquement impossible d'avoir perdu les élections de 2020. Grande manifestation à D.C. [Washington] le 6 janvier. Soyez-y, ce sera dingue ! » Le coup d'État d'extrême droite que prévoyait Haspel submergera ce jour-là le Capitole, un assaut brutal contre la démocratie américaine, commandé par le président des États-Unis.

1. QAnon est un maëlstrom de folie en ligne. Au premier chef, sa doctrine affirme que le parti démocrate est une secte satanique de pédophiles buveurs de sang dirigeant un réseau de trafic d'enfants au cœur d'une conspiration criminelle dont l'objectif est la défaite de Trump. Les adeptes de la secte croient en un Trump sauveur et messie, qui combat secrètement l'autre secte, celle des abuseurs d'enfants – dont des membres influents du parti démocrate –, qu'ils entendent bien arrêter et exécuter par milliers, le jour de la « Tempête ». En octobre 2020, une enquête menée par un sondeur sérieux rapporte que la moitié des partisans de Trump sont des adeptes de QAnon. Trump affirme lui-même au sénateur Mitch McConnell : « D'après ce que j'en comprends, ce sont surtout des gens qui veulent un bon gouvernement. »

2. C'est durant ce mois chaotique ou peu après que Trump met la main sur un épais classeur naguère stocké en sécurité dans une chambre forte du siège de la CIA. Ce classeur contient du renseignement brut rassemblé sur les Russes par la CIA, l'Agence de sécurité nationale le FBI et les alliés des États-Unis à l'OTAN, notamment les sources grâce auxquelles les renseignements en sont venus à la conclusion, en janvier 2017, que Poutine avait tenté d'aider Trump à remporter l'élection. Cette mine de secrets a disparu et nul n'a revu depuis le classeur. Voir Jeremy Herb *et al.*, « The Mystery of the Missing Binder: How a Collection of Raw Russian Intelligence Disappeared Under Trump », CNN, 15 décembre 2023, www.cnn.com/interactive/2023/12/politics/missing-russia-intelligence-trump-dg.

26

The Glory Gate – La Grande Porte

Tout au long du XX^e^ siècle, tous les commandants en chef ont cru à ce qu'affirmait le président Woodrow Wilson quand il a engagé le pays dans la Première Guerre mondiale : « Le monde doit devenir un lieu sûr pour la démocratie. Sa paix doit être établie sur les fermes fondations de la liberté politique. » Ce fut aussi le *credo* de la CIA.

Les moyens pour parvenir à cette fin s'étaient parfois montrés brutaux. Les coups de la CIA avaient renversé des dirigeants librement élus, influencé des élections avec des mallettes d'argent liquide et soutenu des dictateurs au nom des États-Unis. Ces missions étaient pourtant aux fondements de la politique étrangère des présidents, de Truman à Reagan. Ainsi en avait-il été de la lutte contre le communisme soviétique, et la CIA l'avait combattu dans le monde entier. Les anciens de la CIA croyaient qu'ils s'étaient tenus du bon côté en envoyant des missiles aux moudjahidines afghans ou en faisant passer en Pologne, pour le syndicat Solidarność, dans les années 1980, des presses à imprimer. Ces opérations clandestines avaient usé le Kremlin, c'était là toute l'affaire de la guerre froide, et il en avait toujours été ainsi depuis la création de la CIA. Quand les Russes eurent perdu, le monde fut transformé, du moins l'a-t-il semblé. Au tournant du XXI^e^ siècle, le nombre de démocraties sur la planète

équivalait peu ou prou à celui des autocraties. Jamais auparavant dans l'histoire de la civilisation on n'avait vu fleurir autant de nations libres.

Ce fut un moment de flottement. Depuis, la courbe de la liberté en ce monde s'est aplatie, puis s'est creusée. Le déclin global de la démocratie s'est amorcé avec l'invasion de l'Irak par Bush, qui a justifié la guerre avec de fausses alarmes de la CIA et terni l'image des États-Unis, qui n'ont plus été, alors, le phare de la liberté. L'arrivée de Trump au pouvoir a fait comprendre au monde que la démocratie américaine elle-même était en grande difficulté : sa vie politique descendait dans les bas-fonds d'une guerre tribale, sa force d'inspiration pour les opprimés n'était plus qu'un souvenir lointain. Entré en fonctions, le président attaqua la liberté de la presse, la liberté de culte et la légitimité des élections. Il vida le département d'État de ses ambassadeurs, méprisa les commandants de son armée et soutint des dictateurs qui emprisonnaient et tuaient leurs opposants. Quand éclata l'insurrection trumpiste, l'autocratie s'était emparée à nouveau de larges portions du globe. Le nombre de nations démocratiques était descendu à son plus bas niveau depuis les années 1950. La liberté périssait de la corruption du dialogue politique et de l'érosion graduelle des droits civiques, des droits humains et de l'égalité devant la loi.

Trump avait poussé l'Amérique au bord du chaos. La peur qu'elle devienne une nation faillie s'attardait encore avec les relents des gaz lacrymogènes tandis que les équipes de nettoyage et de maintenance commençaient à réparer les vitres brisées du Capitole et débarrassaient la place des drapeaux et fanions abandonnés du coup d'État raté.

« Réalités scatologiques »

La CIA, qui avait enduré quatre années de chaos trumpiste, en sortait relativement intacte, grâce en soit rendue, notamment, aux efforts de Gina

Haspel pour barricader le siège contre l'ire du président. Il ne sut probablement jamais rien de l'Appel aux armes, et pour de bonnes raisons. « Gina mérite qu'on lui attribue, plus qu'on ne le fait généralement, un rôle décisif dans la protection de ces lieux, affirme son successeur, Bill Burns. Elle a beaucoup fait pour les isoler [des fureurs de la Maison Blanche], particulièrement dans les derniers mois. »

Biden nomme Burns à la direction de la CIA le 11 janvier 2021, cinq jours après l'insurrection du Capitole. Ce choix sera l'un des plus déterminants de sa présidence. Considéré par ses pairs comme le plus grand diplomate de sa génération, Burns a dirigé, avant que Biden ne le choisisse, la fondation Carnegie pour la paix internationale, le plus ancien *think tank* américain, fondé en 1910 dans le but d'abolir la guerre. Il a d'ailleurs une certaine ressemblance avec le premier président de l'honorable fondation, Elihu Root, qui fut aussi le secrétaire d'État du président Theodore Roosevelt, prix Nobel de la paix et grand ordonnateur de la politique étrangère des États-Unis dans la période où ceux-ci devinrent une puissance mondiale. Le journaliste Robert Draper a donné de Burns une description un peu mélodramatique mais qui mérite qu'on s'en souvienne : « Une grande silhouette discrète avec des yeux las, une chevelure cendrée, une fine moustache, qu'on imaginerait facilement dans un roman de John le Carré, chuchotant à l'oreille d'un dignitaire lors d'un cocktail donné dans une lointaine ambassade pour lui apprendre que la ville est tombée aux mains des rebelles et qu'à minuit, un navire attendra au port. »

Burns n'avait jamais été un espion, mais il n'était pas non plus étranger à la CIA. Il avait travaillé, l'essentiel des quarante années précédentes, en étroite collaboration avec ses officiers et ses analystes. Ryan Crocker, son ami intime et longtemps son collègue au département d'État, fait observer qu'ambassadeurs et chefs de poste étaient « ensemble partout dans le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Nous avons le même genre de vie. Nos enfants grandissent ensemble. Nous courons le même

genre de risques. Nous nous comprenons. Je crois que, pour ce qui concerne les affinités culturelles, nous sommes très proches ». Burns était l'exemple même de cette similitude. Depuis le début de sa carrière, il s'était trouvé au cœur du réseau complexe que tissent diplomatie et renseignement ; il avait travaillé avec des chefs de poste au Moyen-Orient et en Russie qui intégrèrent plus tard des fonctions de direction à la CIA, par exemple Steve Kappes, directeur adjoint de 2006 à 2010, Mike Sulick, chef du service clandestin sous la responsabilité de Kappes, ou Tom Rakusan, que Haspel avait choisi pour être son maître espion. Ces officiers « savaient parfaitement et très élégamment travailler avec des gens qui pouvaient entretenir des doutes naturels envers les Américains – fait remarquer Burns. Le renseignement est une question de relations humaines, exactement comme la diplomatie ».

Au cours des quatre années qu'il a passé à la direction de la CIA, Burns n'a cessé de tisser ensemble renseignement et diplomatie pour constituer une force dont la vocation, la plus haute expression de l'autorité de son pays à l'étranger, était de remplacer les armes. Burns pensait que les États-Unis s'étaient liés, en ce premier quart du XXIe siècle, à une stratégie intrinsèquement défectueuse, trop étroitement centrée sur les tactiques de la lutte antiterroriste, trop imbue de pensée magique sur le pouvoir qu'avait l'Amérique de transformer le monde à la pointe du fusil.

Né en 1956 à Fort Bragg, en Caroline du Nord, fils d'un major général de l'armée de terre qui avait dirigé l'Agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement durant le mandat du président Reagan, il avait rejoint les Affaires étrangères en janvier 1982 et y était resté trente-trois ans[1]. Son ascension au sein du département d'État avait été météorique ; sa maîtrise de l'arabe et du russe s'accordait à celle de la diplomatie musclée qui prévalait dans la décennie de domination américaine qui a suivi la fin de la guerre froide. En août 1998, Burns arrive en Jordanie comme ambassadeur des États-Unis. Durant sa troisième nuit en poste, un attentat

terroriste dans le complexe diplomatique d'Amman est évité de justesse. Quelques jours plus tard, Al-Qaïda fait sauter les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salaam. C'est la première bataille d'une guerre qui va consumer les soldats, les espions et les diplomates des États-Unis.

Burns rejoint Washington en avril 2001 pour diriger le bureau Proche-Orient du département d'État. Avec quelques collègues, il remet en question les alarmes de la CIA sur l'arsenal de Saddam, prévoyant que l'invasion de l'Irak se soldera par un désastre, avertissant de ses dangers dans une note intitulée « The Perfect Storm » (« La Tempête parfaite » – allusion au nom donné à l'intervention militaire de 1991, sous mandat de l'ONU, baptisée « Desert Storm » – « Tempête du désert »). Mais ils retiennent leurs coups et Burns ne parvient pas à s'élever, seul, contre le département d'État et contre la guerre. « C'est encore mon plus profond regret professionnel, médite-t-il. L'invasion de l'Irak demeure le péché originel. Elle est née de l'hubris […] de l'idée enivrante, irresponsable et coupée des réalités qu'en faisant bouger violemment les lignes », on apporterait la paix et la démocratie dans le monde arabe. Pendant les vingt années qui vont suivre, « nous serons constamment ramenés dans le bourbier de nos aventures au Moyen-Orient », tandis que la Chine et la Russie constitueront leur puissance globale.

En août 2005, Burns réalise ce qu'il considérait comme le rêve de sa carrière, il est nommé ambassadeur en Russie – il a déjà occupé un poste important à l'ambassade moscovite une dizaine d'années plus tôt. « Le Kremlin est fait pour impressionner les étrangers, rapporte-t-il. On entre dans ses immenses salles aux plafonds pesants, on emprunte de longs couloirs, les hautes portes de bronze s'ouvrent et on attend pour présenter ses lettres de créance que Vladimir Poutine daigne apparaître. Poutine lui-même n'est pas particulièrement imposant, un mètre soixante-dix, tout au plus, je crois. Mais tout cela est fait pour choquer et terrifier […] et cela fonctionne plutôt bien. » L'un des premiers hôtes de Burns à Moscou est

Barack Obama, sénateur nouvellement élu, de l'Illinois, qui y fait une étape, en route pour l'Ukraine. Après un dîner informel, les deux hommes conversent jusque tard dans la nuit sur Poutine et la guerre d'Irak, ils sont du même avis sur la folie de l'invasion américaine et le désastre de l'occupation.

Burns a bien compris Poutine, un homme qui aspire à la vengeance et à restaurer le rang impérial de la Russie. Vers la fin de sa mission diplomatique, en mars 2008, Poutine le convoque dans la datcha présidentielle, en dehors de Moscou, et lui demande de venir seul. Furieux des allusions de Bush à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, l'autocrate harangue l'ambassadeur : « Votre gouvernement ne sait-il donc pas que l'Ukraine est un pays instable ? Ne sait-il donc pas que l'Ukraine n'est, à la vérité, pas même un pays ? » Et pourquoi les États-Unis veulent-ils affaiblir la Russie ? Quand Burns quitte Moscou pour Washington, c'est avec un fort pressentiment, alors que les relations entre la Russie et les États-Unis ont atteint leur niveau le plus dégradé depuis le début des années 1980.

Durant le mandat de Barack Obama, Burns est sous-secrétaire d'État pour les affaires politiques, numéro trois du département d'État, puis secrétaire d'État adjoint, de juillet 2011 à son départ, en novembre 2014 ; Antony Blinken, qui était conseiller adjoint à la sécurité nationale du vice-président Biden, lui succède, avant de devenir secrétaire d'État sous le mandat de Joe Biden. Ce sont, pour Burns, des années d'opportunités manquées. « Après les imprudences de son prédécesseur, le mantra d'Obama, "ne faisons pas de la merde", semblait bienvenu, note Burns en 2019 dans ses mémoires, *The Black Channel*. Mais il y a d'autres réalités scatologiques en politique étrangère. La merde peut aussi arriver [sans qu'on aille soi-même la chercher]. » Et notamment s'amasser sur les ruines de deux longues guerres et dans les tristes conséquences du Printemps arabe. Finalement, « Obama n'a pas pu dépasser son héritage au Moyen-Orient ».

La dernière mission diplomatique de Burns avait consisté, dans le plus grand secret, à parachever l'accord cardinal pour la paix dans le monde qui enjoignait à l'Iran de réduire son programme d'enrichissement d'uranium et, partant, son programme nucléaire – puis il avait vu comment Mike Pompeo, directeur de la CIA, qui décidait alors la politique étrangère, avait convaincu Trump de déchirer cet accord, contre les objections les plus fermes du reste de l'équipe de sécurité nationale. Comme cadeau de départ, Trump et Pompeo avaient tendu à Biden et à Burns le calice empoisonné : l'accord de Doha, qu'ils avaient passé avec les talibans.

« L'instrument d'une reddition »

« C'est l'instrument d'une reddition, ce n'est pas un accord de paix. » Tel est le jugement de David Petraeus, qui avait commandé en Afghanistan avant de devenir directeur de la CIA. « Le pire accord diplomatique que j'aie jamais vu », confirme Douglas London, chef de l'antiterrorisme à la CIA pour l'Asie du Sud-Ouest, y compris l'Afghanistan, durant le mandat de Trump. Burns ne pense pas différemment. « Trump en supportera les conséquences, politiques et militaires », avertit John Bolton, ancien conseiller à la sécurité nationale, en juin 2020. Mais c'est Biden qui portera le fardeau.

Pompeo et son émissaire, Zalmay Khalilzad, ont rencontré les talibans unilatéralement, sans le gouvernement afghan. Ils ont négocié un accord avec le chef *de facto* des talibans, le mollah Abdul Ghani Baradar, ministre adjoint de la Défense du gouvernement taliban, avant que l'armée américaine ne le renverse, en décembre 2001. Après la reprise de Kaboul, Baradar a coordonné pendant des années des attentats contre les forces américaines. La CIA et l'ISI l'ont arrêté à Karachi en 2010, Khalilzad, agissant au nom de Trump, a convaincu le Pakistan, en 2018, de le libérer. Trump a téléphoné à Baradar, à Doha, après la signature de l'accord :

« Vous êtes un peuple rude et vous avez un beau pays et je comprends que vous combattiez pour votre patrie […]. Le retrait des forces étrangères d'Afghanistan est maintenant dans l'intérêt de tout le monde. » Puis il a demandé : « Voulez-vous quelque chose venant de moi ? » Baradar a répondu : « Nous voulons la libération des prisonniers. »

À la demande de Trump, le gouvernement afghan libère quelque 5 000 prisonniers talibans, dont beaucoup de chefs de guerre. Le poste de la CIA à Kaboul rapporte qu'ils sont instantanément venus grossir les rangs des forces militaires talibanes. Ni Pompeo ni Khalilzad n'ont consulté le Pentagone ou le Conseil de sécurité nationale, pas plus qu'ils ne les ont avertis qu'ils avaient signé un protocole secret interdisant aux États-Unis de soutenir l'armée afghane au combat. Au moment où Trump quitte ses fonctions, il ne reste que 2 500 soldats américains en Afghanistan. Le nombre de combattants talibans prêts au combat est maintenant trente fois supérieur. Leur seule obligation, au titre de l'accord de Doha, est de cesser les attentats contre les soldats américains et de refuser l'abri à Al-Qaïda. Ils ne tiendront que la première de ces promesses.

L'accord de Doha établit que toutes les troupes américaines auront quitté l'Afghanistan le 1er mai 2021 – six semaines après l'entrée en fonctions de Burns, après une rarissime confirmation au Sénat à l'unanimité. Jouant sur les dates, Biden annonce le 14 avril que les États-Unis commenceront leur retrait définitif le 1er mai, mais ne l'achèveront pas avant le vingtième anniversaire des attentats d'Al-Qaïda contre l'Amérique. Le 11-Septembre continue de hanter la nation comme un incube.

Plus tard dans le mois d'avril, Burns se rend secrètement en Afghanistan pour s'entretenir avec David Pitts, le chef de poste de la CIA. Pitts, vétéran des forces spéciales, qui a longtemps été officier paramilitaire, arrive à la fin de la cinquantaine ; il a eu d'importantes responsabilités au poste de Bagdad et a servi en Afghanistan de 2012 à 2015. Il commande désormais à presque 200 officiers et supervise les Zero Units,

3 000 Afghans, officiellement attachés à la direction de la sécurité nationale de leur gouvernement, qui travaillent pour la CIA comme troupes antiterroristes, traducteurs, gardes du corps. Pitts sait sans l'ombre d'un doute que les talibans tiendront leur promesse de reprendre le combat si la date limite du 1er mai n'est pas respectée, et il prévoit avec une étonnante précision comment et où ils lanceront leur campagne[2].

Burns demande comment la guerre peut finir, quel est le pire scénario, et même pire. La CIA dispose d'un bon renseignement tactique, mais ses informations stratégiques – sa capacité à anticiper la surprise – ne sont pas à la hauteur.

Peu après la prestation de serment de Biden, les analystes de la CIA estimaient que les talibans ne pourraient pas gagner leur guerre avant la fin de l'année 2022 – grave erreur de jugement. Ils ne sont pas parvenus à comprendre le tort qu'avait causé l'accord de Doha au moral des troupes afghanes, et ont par conséquent surestimé la longévité du gouvernement. En juin, ils revoient leur analyse. Le consensus est désormais que Kaboul ne connaîtra pas d'assaut sérieux avant la fin de l'année 2021, soit longtemps après le départ des troupes américaines. La confiance qu'ils ont dans leurs propres estimations n'est pas énorme, et ils ont des raisons. Les capacités de résistance de l'armée afghane demeurent un mystère ; la CIA peut en évaluer les forces, mais ne sait pas dans quelle mesure elle veut combattre.

Le 2 juillet, en pleine nuit, les États-Unis évacuent la base aérienne de Bagram, où étaient autrefois stationnés plus de 100 000 soldats ; ils éteignent l'éclairage et cadenassent les portes sans même avertir le gouvernement afghan. Cette décision a sur le moral des troupes afghanes un effet plus déplorable encore que Doha. Les soldats de l'armée afghane commencent à abandonner leurs armes et à ôter leur uniforme, et les talibans enlèvent les unes après les autres les capitales provinciales.

Le 6 juillet, la CIA sonne l'alarme : Kaboul ne pourra pas résister à un assaut des talibans. Les informations de l'Agence ne parviennent

évidemment pas à convaincre le président. Biden continue de penser que le gouvernement afghan ne tombera pas, et que les Américains ne seront pas forcés de fuir le pays sous la menace des armes ennemies. Il se fâche lors d'une conférence de presse :

> Q : La prise du pouvoir par les talibans est-elle maintenant inévitable en Afghanistan ?
>
> LE PRÉSIDENT : Absolument pas.
>
> Q : Pourquoi ?
>
> LE PRÉSIDENT : Parce que, voyez-vous… les troupes afghanes, ce sont 300 000 soldats bien équipés – aussi bien équipés que dans n'importe quelle armée au monde – et une aviation, contre environ 75 000 talibans…
>
> Q : Votre propre communauté du renseignement estime que le gouvernement afghan va probablement s'écrouler.
>
> LE PRÉSIDENT : Ce n'est pas vrai… Ce n'est pas vrai. Ils n'ont… ils ne sont pas parvenus à cette conclusion.
>
> Q : Voyez-vous un parallèle entre ce retrait et ce qui s'est passé au Vietnam ?
>
> LE PRÉSIDENT : Non, pas le moindre. Aucun. Zéro.

Pour une part cette obstination est due aux généraux qui trompaient Biden, pour l'autre, Biden se faisait lui-même des illusions. Le 13 juillet, un groupe de diplomates demeurés à l'ambassade américaine, enhardis par les informations venues du poste de la CIA, rédigent une protestation qui, suivant un canal réservé, parvient directement au secrétaire d'État, Antony Blinken. Ils s'indignent que les États-Unis n'aient pas préparé l'évacuation de l'ambassade. Le département d'État n'a effectivement jamais envisagé une évacuation totale, car il ne croyait pas que les talibans puissent investir

rapidement Kaboul. Les protestataires dénoncent également les formalités administratives qui ont retardé les demandes spéciales de visa pour plus de 20 000 Afghans ayant travaillé avec les États-Unis et dont les vies sont en danger s'ils sont abandonnés à leur sort.

Dans la nuit du 3 août, les talibans se sont emparés de la moitié du pays. Dans onze jours, ils le contrôleront tout entier. Mais ni la CIA ni le Pentagone n'ont encore communiqué « aucune estimation faisant état d'un effondrement imminent du gouvernement et de l'armée, fait valoir le chef d'état-major, le général Milley. Jusqu'au 3 août – et même à nouveau le 8 août – ils parlent encore de semaines, voire de mois ».

Après la chute de Kandahar, dans la nuit du 11 août, Haines convoque une réunion d'urgence de l'équipe de sécurité nationale à 7 heures du matin et avertit que Kaboul pourrait être la prochaine ville à tomber. Biden comprend finalement la crise en cascade et ordonne, le 12 août, que l'ambassade américaine, où est logé le poste de la CIA, se prépare à fermer. Le département d'État demande officiellement au Pentagone de préparer l'évacuation sans délai. Diplomates et espions commencent à brûler les dossiers classés secret-défense et sont transférés, par hélicoptère, vers un bâtiment sécurisé de l'aéroport international Hamid-Karzaï, où ont convergé quelque 3 000 soldats et marines pour l'évacuation qui mettra un terme à l'occupation militaire de l'Afghanistan.

Kaboul tombe le 15 août. Les forces militaires et de sécurité afghanes, entraînées et équipées par les États-Unis et qui leur ont coûté des centaines de milliards de dollars, ont « déposé les armes et se sont évanouies en un très, très court laps de temps », rapporte le général Milley. Les talibans ont récupéré les armes abandonnées et sont entrés dans la capitale sans tirer un coup de feu. Ashraf Ghani, le président afghan, fuit le pays pour Abou Dhabi. Les derniers diplomates à quitter l'ambassade descendent le drapeau et l'amarrent à la traîne d'un hélicoptère Chinook, qui les emmène vers l'aéroport. À Eagle Base, l'avant-poste paramilitaire de la CIA, les

officiers font sauter leurs véhicules, effacent leurs disques durs, rassemblent les Zero Units de tout le pays et ordonnent l'abandon des bases de Khost et de Shkin, où nombre de leurs camarades ont perdu la vie dans la lutte contre Al-Qaïda.

Le dernier officier quittant Shkin met le feu à la base. Le crâne d'une vache texane, avec ses longues cornes, qui ornait autrefois le mur au-dessus du bar, émerge des décombres calcinés. Lorsque les talibans arrivent, l'un de leurs combattants s'exclame : « Ils ne nous laissent que les os ! »

« Les talibans ne nous ont pas vaincus. Nous nous sommes vaincus tout seuls »

Dans les derniers jours d'avril 1975, alors que l'armée du Nord-Vietnam assiège Saïgon, le chef de poste, Tom Polgar, dirige l'évacuation des personnels de l'ambassade américaine, aidé par les officiers de la CIA et par leurs agents. Les hélicoptères des marines font la navette entre les terrains de l'ambassade, le toit du complexe et les navires mouillés au large. Malgré le courage et les efforts de Polgar, les États-Unis laissent derrière eux des milliers de Sud-Vietnamiens qui ont servi la cause américaine, les abandonnant à un cruel destin aux mains de l'ennemi. Au moment ultime, Polgar écrit un câble à destination du siège de la CIA, puis il écrase la machine avec laquelle il vient de l'envoyer :

> Ce fut un long et dur combat, et nous l'avons perdu. Cette expérience, unique dans leur histoire, n'indique pas nécessairement que les États-Unis sont une puissance mondiale en déclin. La sévérité de la défaite et les circonstances de celle-ci, pourtant, devraient engager une réévaluation […]. Espérons qu'il n'y aura pas d'autre expérience comme celle du Vietnam, et que nous saurons retenir la leçon. Saïgon. Terminé.

Trente ans plus tard, Polgar se souvient : « Tandis que nous montions l'étroite échelle métallique de l'hélicoptère en vol stationnaire au-dessus du toit, nous savions que nous laissions derrière nous des milliers de gens dans le complexe logistique de l'ambassade. Nous savions tous ce que nous ressentions. Nous étions les chefs d'une cause vaincue. »

À Kaboul, le 16 août, des dizaines de milliers d'Afghans commencent à se rassembler aux accès du terminal civil, dans la partie sud de l'aéroport international. Quelques-uns sont tués par les soldats américains qui tentent d'endiguer la marée humaine. Des centaines d'entre eux escaladent les murs surmontés de barbelés pour atteindre les pistes, cherchant frénétiquement un avion pour s'enfuir. Certains s'amassent sur les ailes des jets en attendant le décollage. On en voit même qui s'accrochent au fuselage d'un énorme C-17 de transport de troupe, au moment où il fait démarrer ses moteurs. Ils tombent sur le tarmac, brûlés, et leurs derniers moments sont fixés pour toujours par les caméras des journalistes afghans. Le *New York Times* rapporte l'événement : « Les images évoquent le départ éperdu du Vietnam, et résument le stupéfiant effondrement de l'Afghanistan après l'abandon des Américains[3]. »

Les États-Unis entamaient l'un des ponts aériens les plus spectaculaires de l'histoire, et le plus complexe depuis la chute de Saïgon, avec une troupe trop peu nombreuse et des délais trop courts. Alors que la température atteignait 35 degrés, les snipers talibans, les marines des États-Unis et les soldats des Zero Units repoussaient une foule écrasée de chaleur et désespérée. Des gens furent ainsi abattus et piétinés aux portes de l'aéroport. « Je n'oublierai jamais ces femmes et ces hommes passant à travers les barbelés, le corps lacéré, dans l'espoir que je les laisse entrer dans l'aéroport, raconte Sam Aronson, agent consulaire du département d'État. Je me souviens d'avoir proposé une terrible alternative à une jeune mère dont le mari avait été arrêté par les talibans : montez dans l'avion pour

ne plus jamais revoir votre mari, ou bien quittez l'aéroport et abandonnez tout espoir de liberté. »

Le comble de l'horreur est atteint avec la foule terrifiée qui se masse aux abords d'Abbey Gate, seule voie de sortie du pays, par décret de l'armée américaine, pour les civils afghans, gardée par de jeunes marines, qui pour la plupart n'ont jamais auparavant été déployés sur un théâtre d'opérations. Des milliers et des milliers de personnes, certaines agitant leur passeport tamponné d'un visa tout frais, suppliant durant des jours pour qu'on leur laisse une chance de s'échapper.

Bill Burns atterrit dans ce maelström le dimanche 22 août, et dort dans le terminal militaire, du côté nord de l'aéroport. Sa mission, dit-il, « n'a d'autre but que de persuader aux talibans de laisser [les Américains] conduire l'évacuation et de ne pas intervenir alors qu'elle est encore en cours » – il tente de s'assurer qu'on ne tirera pas dans le dos des Américains et de leurs alliés alors qu'ils quittent l'Afghanistan. Que le directeur de la CIA négocie au nom des États-Unis n'est pas indifférent, ne serait-ce que pour une raison simple : « Envoyer le secrétaire d'État ou un diplomate de haut rang eût marqué une sorte de reconnaissance » de la légitimité du gouvernement taliban. Ce n'est ni la première, ni la dernière fois que Bill Burns mène une diplomatie du renseignement, un art délicat que bien peu ont su manier.

« Ainsi, je m'apprête à voir le mollah Baradar, conte-t-il. Il a son escorte et j'ai la mienne. Tous, qui se tiraient dessus deux semaines auparavant, ont le doigt sur la gâchette […]. Je pense : "Formidable ! nous allons à une réunion et ça va finir par des coups de feu." Heureusement, les choses se calment. Ils comprennent le message et de ce point de vue, il me semble, Baradar considère que nous sommes un peu l'ondée qui vient gâcher la fête. Ce devrait être pour les talibans un moment de triomphe national, mais leur attention est distraite par les scènes qui se jouent à l'aéroport, qui les empêchent de clamer tranquillement victoire. » Il sait que

les talibans n’ont que trop hâte du départ des Américains. Il n’a pas de mal à les convaincre.

Burns demande à David Pitts, le chef de poste, quel est le plan d’évacuation de la CIA. Heureusement, il en avait un, à la différence du département d’État qui a attendu pour cela que les talibans prennent Kaboul – ses émissaires l’ont conçu en route, dans la peur et le chaos. Pitts disposait d’une navette d’hélicoptères russes, entre Eagle Base et l’aéroport, mais ce n’était pas ce qui importait vraiment. Il avait ménagé sa propre voie de sortie. Il l’avait nommée Glory Gate, nom grandiose pour un couloir fait de palissades de béton montées du côté nord de l’aéroport, contrôlé par les paramilitaires de la CIA, les commandos de la Force Delta et les membres de la Zero Unit. Les soldats afghans de la CIA et une poignée d’agents afghans venus de tout le pays, avec leurs familles, ont pu quitter Kaboul par cette voie. De même que plusieurs centaines de civils afghans dont la vie était en danger. « Quand j’ai vu les espions américains faire passer leurs agents par le Glory Gate, j’ai pensé que je pouvais m’en inspirer », dit Aronson, l’agent du service consulaire. Avec l’aide d’un jeune Afghan avec qui il s’est lié d’amitié, qui travaillait comme traducteur pour les forces spéciales américaines, Aronson parvient à exfiltrer par le Glory Gate et à sauver cinquante-deux personnes de treize familles afghanes.

Presque tous ceux qui travaillaient pour la CIA ont pu partir. « L’une de nos plus ardentes obligations, explique Burns, était à l’égard de nos partenaires afghans. Nous sommes parvenus à faire sortir des milliers de nos partenaires avec les membres de leur famille » – quelque 30 000 personnes en tout. Mais pour la honte éternelle des États-Unis, la majorité des Afghans qui avaient servi la cause américaine au cours des vingt années passées ont été laissés sur le bord du chemin. Plus de 70 000 alliés – y compris des dizaines de milliers de personnes détentrices d’un visa ou en attente de son obtention – allaient demeurer en danger de mort, abandonnés à la vengeance des talibans.

Burns s’envole d’Afghanistan le 25 août, avec un pressentiment : « Je me souviens d’Abbey Gate et de l’aéroport international de Kaboul. Le flot de menaces sur lesquelles nous collections du renseignement semblait plus intense que jamais. »

La CIA avait enregistré des signes avant-coureurs d’un attentat à la bombe imminent de l’EI-K, un groupe terroriste basé à Kaboul, contre l’aéroport[4]. À 4 h 30 cette après-midi, les commandants militaires en Afghanistan tiennent une conférence avec le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, et le général Milley, au Pentagone, et des généraux du CENTCOM, au Qatar. « Je ne crois pas que tout le monde ait compris à quel point les risques au sol sont élevés », prévient Austin, qui craint un attentat et « des victimes en masse ». Pour les commandants au sol, c’est à Abbey Gate que le danger est le plus inquiétant, et ils exposent un plan de fermeture de l’accès à l’aéroport dans les vingt-quatre heures. La catastrophe ne les attendra pas.

Le lendemain, à 4 h 40 de l’après-midi, une unité des forces spéciales s’approche de Glory Gate et somme tout le monde de partir immédiatement : une voiture suicide se dirige vers l’aéroport. L’ordre ne parvient pas aux troupes américaines stationnées à Abbey Gate, et quand bien même il leur serait parvenu, la foule était si dense et la situation, tellement chaotique qu’elles n’auraient rien pu faire. Ce ne fut pas un camion suicide. Un terroriste de l’EI-K, vêtu de noir, actionne sa ceinture d’explosifs devant Abbey Gate à 5 h 50 de l’après-midi. Dix kilos de billes de roulements sont projetés dans une mer humaine, tuant 170 civils afghans et 13 membres des forces armées des États-Unis, 11 marines, un soldat et un marin, les derniers Américains morts en Afghanistan.

La traque à la voiture piégée fantôme continue. Pendant huit heures le 29 août, les analystes du renseignement et les opérateurs de drones de la cellule Over-the-Horizon-Strike du Central Command, au Qatar, nouvellement créée, suivent une Toyota Corolla blanche dans les rues de

Kaboul. Deux paires d'yeux mécaniques observent la voiture : un drone de surveillance de la CIA équipé d'une caméra et un drone Reaper de l'armée, portant un missile Hellfire. Le drone Reaper tire sur la Toyota qui vient de se garer devant un immeuble, dans un quartier résidentiel de Kaboul, aux environs de l'aéroport. Le général Milley considère qu'il s'agit d'« une frappe justifiée » contre l'EI-K. C'est un mensonge. La dernière attaque d'un drone américain de la guerre tue Zemari Ahmadi, qui travaille depuis longtemps pour une organisation humanitaire californienne, et neuf autres civils innocents, dont sept enfants de sa famille étendue.

Une minute avant minuit, le 30 août, le dernier avion militaire américain décolle de Kaboul. Les États-Unis ont fui l'Afghanistan, suivant les traces des armées de l'Union soviétique, de l'Empire britannique, de Gengis Khan et d'Alexandre le Grand. Vingt ans se sont écoulés, et 1 000 milliards de dollars ont été dépensés, 2 448 soldats américains ont été tués, 20 722 ont été blessés, sans compter les milliers dont l'esprit est à jamais hanté par la guerre. Parmi les morts, 3 846 contractuels américains, 1 144 membres des services alliés, 66 000 militaires et policiers nationaux afghans, 444 travailleurs humanitaires, 72 journalistes et au moins 13 officiers de la CIA – et des dizaines de milliers de civils afghans qui travaillaient pour les États-Unis. Elle avait été la bonne guerre, la guerre juste, la guerre que la Maison Blanche de Bush avait nommée Opération liberté durable. C'était désormais une cause perdue. Tandis que l'Amérique prenait la fuite, le général McMaster eut le mot de la fin : « Les talibans ne nous ont pas vaincus, nous nous sommes vaincus tout seuls. »

David Pitts est l'un des derniers à quitter Kaboul. En octobre 2021, Burns en fera le chef de la CIA pour l'Asie du Sud et centrale, avec des responsabilités sur treize pays, dont l'Afghanistan et le Pakistan. Avant de quitter la terre des talibans, il a une dernière mission à remplir.

Quelques mois avant qu'il ne retourne au siège, ses officiers et leurs collègues de l'antiterrorisme lui ont apporté de bonnes nouvelles. Ils avaient

découvert Ayman Al-Zawahiri, le chef d'Al-Qaïda depuis la mort de Ben Laden, qui vivait dans une élégante maison de trois étages, dans un quartier chic de Kaboul, à trois kilomètres à vol d'oiseau de l'ambassade abandonnée des États-Unis. Al-Zawahiri était maintenant âgé de soixante-dix ans et ne quittait jamais l'intérieur de la villa, sauf pour prendre un peu le soleil ou le frais, sur le grand balcon du deuxième étage. Le bâtiment était la propriété d'un proche collaborateur de Sirajuddin Haqqani, ministre de l'Intérieur du gouvernement taliban, que les États-Unis considéraient comme un terroriste global. Haqqani était le fils d'un puissant seigneur de la guerre afghan, que la CIA avait soutenu jusqu'à la garde durant le djihad contre les Soviétiques, un homme que le président Reagan avait qualifié de combattant de la liberté.

Burns apporte dans la salle de crise une maquette de la retraite d'Al-Zawahiri et expose à Biden le plan de la CIA pour éliminer l'homme. Biden approuve, à condition qu'aucun innocent ne périsse à ses côtés. L'opération est « le résultat d'innombrables heures de collecte de renseignements sur de nombreuses années », résume Mick Mulroy, un vétéran de la CIA. Burns gardera comme un totem dans son bureau du septième étage la maquette de l'immeuble.

Un matin d'été, tandis que le soleil se lève sur Kaboul et que l'appel à la prière résonne depuis les minarets, Al-Zawahiri sort sur son balcon pour saluer l'aube. Deux missiles Hellfire pulvérisent l'émir d'Al-Qaïda. Un long chapitre de l'histoire de la CIA vient de toucher à sa fin.

1. « Ma carrière n'a pas commencé à la vitesse d'une fusée », ironise-t-il. Très jeune officier en Jordanie, Burns se porte volontaire pour conduire un camion d'approvisionnement sur presque 1 000 kilomètres sur des routes défoncées, depuis l'ambassade d'Amman jusqu'aux avant-postes américains à Bagdad, lors de la guerre Iran-Irak : « Cela me semblait une aventure intéressante […]. J'arrivai à la frontière. Un agent de la sécurité irakienne, du côté irakien de la frontière, qui ressemblait étrangement à Saddam Hussein, confisqua le camion. » Burns est acheminé à Bagdad sous escorte policière, le camion et son chargement disparaissent et,

poursuit-il : « J’ai passé les trois décennies et demie qui ont suivi dans l’angoisse qu’on me retienne [le prix de la cargaison sur] mon salaire. »

2. Les officiers et les analystes de la CIA ainsi que leurs collègues utilisaient un outil d’intelligence artificielle nommé Raven Sentry pour prévoir les attaques de l’ennemi sur les Américains et leurs alliés afghans, avec une pertinence surprenante. Leur bureau avait reçu le nom de « placard des geeks ». L’outil incorporait des informations en accès libre et notamment des données historiques remontant à l’occupation soviétique, à l’époque où la CIA soutenait les guérillas. La revue de l’Académie militaire des États-Unis rapporte : « Dans certains cas, des attaques récentes ont été menées aux mêmes endroits, avec une composition insurgée similaire, à la même période calendaire et avec des armements identiques à ceux des attaques menées dans les années 1980 contre les Russes » (Thomas W. Spahr, « Raven Sentry: Employing AI for Indications and Warnings in Afghanistan », *Parameters*, 2024).

3. L’évacuation fut un désastre politique pour le président Biden, dont la cote dans l’opinion plongea après le pont aérien du mois d’août, tombant sous la barre des 50 %, pour ne plus jamais retrouver un niveau positif.

4. Formé en 2015 par des djihadistes pakistanais et ouzbeks, l’EI-K combattait les talibans pour le contrôle de l’Afghanistan, multipliant les attentats dans sa campagne de terreur, contre une maternité, une université, des humanitaires, tuant ou blessant des milliers de personnes. Après la chute de Kaboul, les effectifs du groupe ont augmenté et il est devenu encore plus meurtrier. En janvier 2024, il a tué 96 Iraniens au mémorial Ghassem-Soleimani, le chef des Gardiens de la révolution abattu en 2020 à la suite d’une frappe de drone opérée par la CIA et le Pentagone. Soleimani avait mené le combat de l’Iran contre l’EI-K et ses alliés. En mars 2025, le groupe a assassiné 145 personnes dans une salle de concert à Moscou. La CIA avait averti tant les Iraniens que les Russes, mais ses mises en garde n’ont pas été écoutées. Le « K » du groupe est l’initiale de Khorassan, l’empire qui s’étendait au Moyen Âge sur l’Afghanistan et sur des parties de l’Iran, du Pakistan et de l’Asie centrale.

27

Renseignement humain

Cinq semaines après la chute de Kaboul, Tom Sylvester prévoyait que la Russie allait envahir l'Ukraine. Ce n'était pas un moment de vérité, pas un *fiat lux*, aucune source singulière n'avait amené la révélation. De nombreux fils de renseignement, coulant par une myriade de canaux, avaient tout simplement formé une puissante rivière au début du mois d'octobre 2021. La CIA, qui en suivait le courant, était parvenue à la conclusion que Poutine allait entrer en guerre.

Nouveau chef de la CIA pour l'Europe et l'Eurasie, Sylvester avait repris à son compte l'Appel aux armes contre le Kremlin dans la continuité des trois années de travail effectuées par son prédécesseur, Tom Rakusan, qui avait rénové la maison Russie, dont la taille et le recrutement de sources russes avaient doublé. « Ce qu'a réalisé Tom ces années-là a fait la différence, de deux façons au moins, analyse Bill Burns. D'une part, il a recentré l'action de la maison Russie et lui a redonné tout son sens, car nous étions parvenus, au fil des années, à accumuler une assez grande expertise et disposions de bons locuteurs du russe. D'autre part, il a su contrer les services russes, qui en avaient un peu perdu l'habitude [avant l'Appel aux armes], en travaillant avec des partenaires outre-mer pour divulguer et

perturber leurs activités de renseignement. Les deux choses ont, je crois, créé les fondations solides » d'une offensive de la CIA contre le Kremlin.

« Ce que nous avons essayé de construire sur ces bases, à partir du printemps 2021, c'est essentiellement le recrutement, poursuit Burns. C'était, surtout après que les tambours de la guerre avaient retenti, une opportunité comme il ne s'en présente qu'une par génération, si l'on considère la désaffection d'une partie de l'élite et de la société russes » pour le régime de Poutine. David Marlowe, que Burns nomme en juin 2021 chef du service clandestin, explique que la CIA a commencé « à s'intéresser aux Russes qui, de par le monde, étaient aussi pleins de dégoût que nous l'étions pour Poutine ». Et il en a trouvé.

Si la CIA parvenait à traiter ses nouveaux agents russes – et à oser partager avec les espions alliés les renseignements ainsi obtenus –, c'était en bonne part grâce à Paula Doyle, qui avait contribué quinze ans plus tôt à démanteler le réseau de trafic d'armes et de composants nucléaires d'A.Q. Khan. Elle avait identifié les défauts fatidiques du système de communication clandestin qui avaient conduit à la capture et à la mort d'agents chinois et iraniens, et elle les avait corrigés. Avec ses équipes, Doyle a, dit-elle, « configuré la capacité de la CIA à traiter les nouveaux espions en utilisant des techniques conçues pour les mettre en sécurité et les rendre plus efficaces ». « Nous étions totalement mobilisés, pour ceux qui viendraient après nous, sur la guerre du matériel », poursuit-elle après avoir quitté son poste de directrice adjointe associée des opérations de la CIA pour la technologie.

Sylvester confirme qu'elle a su répondre à la question urgente posée par les officiers traitants concernant la transmission et la réception des données du renseignement : « Comment nous assurer qu'elles n'étaient pas immédiatement interceptées par les Russes ? » C'est parce qu'ils se sentaient à cet égard en sécurité que les chefs de poste à travers le monde ont pu convaincre les services étrangers – dont certains n'avaient jamais été

alliés au renseignement américain – d'aider la CIA à espionner les officiers et officiels russes de l'armée, du renseignement et des services diplomatiques.

« Le partage du renseignement fut une décision stratégique, explique Sylvester. Nous nous en sommes servis comme d'un mécanisme d'influence, en lui-même et par lui-même, pour que des gouvernements […] commencent à coopérer avec nous. Que nous ayons partagé des informations exactes avec de très, très nombreux partenaires, informations qui prévoyaient l'entrée en guerre de la Russie, fut, nous on dit ces partenaires, ce que la CIA avait fait de plus important avec eux et pour eux au cours des dix-huit années écoulées. » Le partage du renseignement a ouvert une voie à double sens avec les services étrangers et « leur a permis de lever les scellés sur des renseignements qu'ils n'avaient pas jusqu'alors partagés avec nous. Pour beaucoup d'entre eux, ce fut une grande et inédite manifestation de confiance. Mais beaucoup d'entre eux s'étaient aussi avancés avec circonspection, étant donné ce que nous partagions[1] ».

Burns avait appelé le ban et l'arrière-ban du renseignement américain à soutenir la CIA dans sa quête. Les divisions de la sécurité et du contre-espionnage au FBI n'avaient pas ménagé leurs efforts pour espionner les Russes. Paul Nakasone, général quatre étoiles en charge de l'Agence de sécurité nationale et de son Cybercommand, avait déployé ses pouvoirs d'écoute dans l'entourage de Poutine. Le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, avait demandé aux satellites espions du Pentagone de surveiller les mouvements de troupes russes. Avril Haines, ancienne directrice adjointe de la CIA, était désormais directrice du renseignement national et elle avait investi dans ces nouvelles inflexions des millions de dollars, coordonnant les dix-sept agences dont elle avait la supervision et mobilisant des dizaines d'analystes pour filtrer et évaluer les données collectées.

À mesure qu'il gagnait en puissance, l'Appel aux armes était devenu en lui-même cette opportunité d'une génération dont parlait Burns, la chance d'une renverse de la marée à la CIA, le retour à sa mission centrale, l'espionnage. Pendant vingt ans, ses officiers avaient livré la guerre au terrorisme et mené la campagne contre-insurrectionnelle qui en avait découlé. « Nous ne nous préoccupions que de *cela*, tandis que la Russie et la Chine se préoccupaient de *nous* », dit Mike Morell en une formule lapidaire dans un témoignage diffusé le 11 septembre 2021.

La CIA avait échoué à déduire les intentions militaires de la Russie durant la guerre froide. Aujourd'hui, trente ans après la dernière apparition de la faucille et du marteau sur la place Rouge, ses espions infiltraient le Kremlin et devinaient des secrets que seul l'espionnage peut révéler.

« Je suis convaincu que les Russes vont envahir »

« À partir du 11 octobre, je suis convaincu que les Russes vont envahir, dit le général Nakasone. Tout le renseignement allait dans le même sens, et c'était différent de tout ce que nous avions vu auparavant. »

Ce matin-là, Burns et Haines se rendent dans le bureau Ovale pour informer le président Joe Biden et la vice-présidente Kamala Harris. Le secrétaire d'État Antony Blinken, le secrétaire à la Défense Lloyd Austin et le général Milley les rejoignent. Espions et agents de la CIA, interceptions de communications de l'Agence de sécurité nationale et photos de reconnaissance par satellite du Pentagone, tous, toutes et tout converge : « Nous savions réellement ce que préparait la Russie » grâce à « une collecte vraiment excellente » de renseignements et « à une profonde expertise […] permettant de les interpréter et de comprendre ce qu'ils signifiaient », se souvient Linda Weissgold, qui avait autrefois présenté à

Bush les points d'information de la Maison Blanche, et qui était à présent directrice de l'analyse du renseignement à la CIA.

Burns explique que le président Poutine a l'intention d'envahir quand l'hiver sera venu. « Nous avons non seulement pu observer que des forces importantes se rassemblaient aux frontières de l'Ukraine, mais nous comprenions aussi – grâce aux informations dont nous disposions – ce que pensait la direction russe et l'emploi qu'elle comptait faire de ces forces », explique Blinken. Haines fit remarquer que Poutine consacrait beaucoup d'argent à des plans d'intervention militaire d'urgence et préparait les réservistes. « Il y avait des choses qui entraient dans le tableau et le rendaient encore plus convaincant – des décisions budgétaires, d'autres formes de renseignements, la campagne d'information qui se déroulait là-bas, dit-elle. Ce n'est que lorsque vous mettez tout cela bout à bout que vous commencez à voir comment l'image se compose, comment les pièces s'assemblent. »

Burns et ses collègues exposent en détail l'ordre de bataille de l'armée russe et ses stratégies opérationnelles. Partant de l'hypothèse que la CIA voit juste quant à l'ampleur de l'invasion prochaine, il affirme que « ce sera la guerre terrestre de plus grande ampleur qu'on ait connue en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale ». Les Ukrainiens opposeront une résistance courageuse – mais la CIA estime que les chances qu'ils puissent défendre leur pays sont maigres, voire nulles. (Ses analystes, qui ont surestimé les capacités de survie de l'armée afghane, sous-estiment maintenant l'ardeur au combat des Ukrainiens.) Le renseignement entrevoit un assaut à peu près similaire à l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'armée soviétique en 1968, qui avait mobilisé 250 000 soldats et pris cent heures pour atteindre ses objectifs militaires. La CIA estime que Kiev peut tomber rapidement.

Pourquoi Poutine ferait-il cela ? demande Biden. Que pense-t-il ? Burns le sait. Voilà vingt ans, dit-il, qu'il le voit mijoter dans un bouillon toxique

de récriminations, de défiance et d'ambition. Poutine pense que c'est la CIA qui a renversé l'empire soviétique qu'il cherche à rebâtir, et soutenu les soulèvements qui se sont ensuivis dans des pays, comme l'Ukraine, autrefois sous le contrôle du Kremlin. Il est un apôtre de la revanche. Burns sait de première oreille, si l'on peut dire, à quel point Poutine est obsédé par l'Ukraine, ne cessant de rappeler qu'elle n'est pas un pays, mais depuis mille ans une part intégrante de l'Empire russe. Il s'est désormais convaincu que son devoir était de s'en emparer par la force, afin d'accomplir sa destinée qui est de restaurer la Russie dans sa dimension impériale.

Le président envoie Burns à Moscou avec la mission de parler à Poutine s'il le peut. Le 2 novembre, le directeur pénètre dans l'immensité du Kremlin en compagnie de Iouri Ouchakov, le conseiller de Poutine pour la politique étrangère, de Nikolaï Patrouchev, qui a longtemps fréquenté Poutine au KGB et dirige désormais le Conseil de sécurité, et de Sergueï Narychkine, le chef des services de renseignement extérieur. Poutine lui-même n'est pas là. Il appelle depuis sa résidence de Sotchi, sur la mer Noire, où il est à l'isolement après qu'une quatrième vague de la pandémie de Covid-19 s'est déclarée à Moscou. Burns expose avec abondance de détails ce que sait la CIA des plans d'invasion et avertit des conséquences si Poutine persiste à attaquer l'Ukraine – des sanctions économiques pourraient paralyser le système bancaire russe et faire chuter la valeur du rouble.

« Il ne manifestait pas la moindre hésitation, se souvient Burns. On pouvait voir qu'il était absolument convaincu que les Ukrainiens allaient se soumettre, qu'il avait si bien modernisé l'armée russe que l'armée ukrainienne était incapable de résister. Je suis revenu à peu près convaincu qu'il allait envahir l'Ukraine. En partie du fait de ce que nous pouvions voir, ce que nous avions collecté grâce au renseignement humain et technologique, en partie aussi en raison de l'obsession qu'avait développée

au fil des années la personnalité de Poutine, en l'occurrence que la Russie ne pouvait être une grande puissance, qu'il ne pouvait être un grand dirigeant russe sans contrôler l'Ukraine et ses choix. Et il pensait que s'ouvrait pour lui une fenêtre d'opportunité. »

Le 12 janvier 2022, Burns s'envole pour Kiev : « Le président m'avait envoyé pour parler à Zelensky. Nous avions rassemblé à cette date des renseignements suffisamment précis sur ce que les Russes projetaient, notamment de décapiter le régime et de tuer Zelensky, ainsi qu'une offensive éclair, en passant par la frontière biélorusse, pour prendre Kiev. » À partir de ce jour, poursuit Burns, « nous avions partagé presque systématiquement le renseignement avec les Ukrainiens afin de les aider à se préparer et à se défendre eux-mêmes ».

Poutine s'était lourdement trompé sur la force de son armée, il était demeuré sourd aux mensonges et à la corruption qui la rongeaient ainsi qu'à l'incompétence et à l'arrogance des généraux qui la commandaient. Mais l'Ukraine ne pouvait repousser les Russes par la seule force de ses armes. Le renseignement allait devenir sa carte maîtresse.

« Comme des combattants dans la même tranchée »

Le poste de Kiev travaillait avec les Ukrainiens depuis huit ans, très exactement depuis que la révolution populaire de février 2014 avait renversé le président Viktor Ianoukovitch, marionnette de Poutine. Il avait fallu démanteler puis reconstruire les services de renseignement ukrainiens, dont les rangs étaient truffés d'agents russes, qui avaient saccagé leurs bureaux et brûlé leurs dossiers durant le soulèvement. En avril, après que Poutine s'est saisi de la péninsule de Crimée, qu'il a annexée, et qu'il a envoyé des unités des forces spéciales pour soutenir les milices séparatistes

dans l’est de l’Ukraine, John Brennan s’est envolé pour Kiev clandestinement. Du moins le croit-il, car une taupe au sein du renseignement ukrainien a transmis la nouvelle aux médias d’État russes qui s’empressent d’y voir la preuve que la CIA interfère dans le jeu politique ukrainien et diffusent un photomontage représentant Brennan dans un costume de clown.

La réalité est plus sérieuse. Et plus grave. À partir de ce jour, quatre chefs de poste successifs, soutenus par une importante *task force* à Langley – qui ne cessera de s’étoffer –, vont œuvrer pour construire en Ukraine un service d’espionnage du XXIe siècle. La CIA fournit tout, du complexe où siègent les services rénovés à l’entraînement paramilitaire, dispensé à la base de la division des activités spéciales à Harvey Point, en Caroline du Nord. Une petite unité d’officiers de la « branche terrestre » (Ground Branch) se rend en Ukraine orientale occupée pour former leurs alliés assiégés aux techniques du tir à longue distance, de la guerre antichar, des communications clandestines et du camouflage. Au siège de la CIA, cinq chefs successifs du service clandestin, Greg Vogle, Tom Rakusan, Beth Kimber, David Marlowe et Tom Sylvester, qui reste en poste jusqu’en juin 2023, supervisent la reconstruction des services de renseignement ukrainiens afin d’en faire des partenaires de confiance. L’investissement portera des fruits abondants.

« La CIA fut très rapide et professionnelle lorsqu’elle nous aida à réaliser notre objectif de reconstruction des capacités de renseignement de l’Ukraine, témoigne Valentyn Nalyvaïtchenko, nommé en 2014 à la tête des services de sécurité ukrainiens, le SBU. Il nous a d’abord fallu extirper les traîtres, les taupes et autres acteurs prorusses du SBU. Ce qui signifie qu’en une semaine, nous avions révoqué 90 % des cadres dirigeants de nos services. Ce qui signifie aussi qu’il nous a fallu leur trouver très rapidement des remplaçants. C’était, bien sûr, difficile. Néanmoins, si nous n’avions pas procédé au nettoyage de l’*agentura* russe au SBU, il aurait été

impossible de rebâtir la confiance avec la CIA. […] Nous avons très vite commencé à nous entraîner avec nos partenaires américains pour mettre sur pied une nouvelle force de contre-espionnage en Ukraine – ce que nous avons accompli en un délai de quelques mois seulement. »

Cette force est créée par le général Valeriy Kondratiuk, qui dirige le service du renseignement militaire, le HUR. Ses officiers ont infiltré leurs adversaires russes du GRU, et aidé à la CIA à découvrir l'identité des pirates qui s'étaient immiscés dans la vie politique américaine et avaient ainsi contribué à la victoire de Trump en 2016. La CIA fournit des équipements pour créer en Ukraine orientale des réseaux de surveillance et placer sur écoute les téléphones portables des hauts responsables militaires et des officiers du renseignement russes qui se rendent depuis Moscou sur le front. Le général Kondratiuk dirige une nouvelle unité paramilitaire créée par le poste de la CIA et entraînée par les officiers de la Ground Branch, qui mène des opérations de sabotage derrière les lignes ennemies. Depuis 2017, le général envoie des espions sous légende, formés par la CIA en Allemagne et en Pologne, pour des missions d'espionnage en Russie. Son successeur, le général Kyrylo Boudanov, a dirigé lui-même certaines de ces opérations. L'alliance avec la CIA « ne fait que se renforcer », dit le général Boudanov, au cours des cinq années suivantes. « Elle s'est développée systématiquement. Par sphères successives, la coopération s'est exercée à une échelle beaucoup plus large. »

Au moment où Burns arrive à la tête de la CIA, les Ukrainiens s'avèrent aussi habiles que leurs homologues américains dans l'art de convaincre les Russes de trahir leur pays, voire plus encore. « On dit, nous disons, que nous espionnons, philosophe David Marlowe, mais ce que nous faisons, en réalité, c'est avoir des relations avec des gens qui espionnent et, en échange, nous leur donnons une manière de compensation. Et donc, dès lors que nous proposons une relation à quelqu'un qui risque ainsi la prison ou la mort s'il est surpris en train de trahir son clan, son institution ou son pays, parce qu'il

croit en ce qu’il fait avec nous, nous devons être très attentifs, très circonspects. »

Circonspects, les Ukrainiens le sont moins, et ils ont pour cela quelques raisons. « Pour un Russe, se laisser recruter par un Américain, c’est s’autoriser à commettre la quintessence de la trahison, explique le général Kondratiuk. Mais être recruté par un Ukrainien, c’est juste accepter de parler autour d’une bière avec un ami. »

Les services d’espionnage de Kiev, ressuscités par la CIA, vont devenir l’une des meilleures sources de renseignement de l’Amérique sur les Russes ; et la CIA deviendra la meilleure défense des Ukrainiens contre ces mêmes Russes. « Ce fut probablement l’un des meilleurs investissements qu’aient faits la CIA et le gouvernement américain », opine Sylvester. Cela a créé « la confiance, le sens du secret partagé, la capacité, dans les coups durs, de se sentir comme des combattants dans la même tranchée ». À l’automne 2021, la CIA a donné aux Ukrainiens un cours supérieur d’espionnage et d’opérations paramilitaires, et leur a fourni la capacité de comprendre et d’utiliser le flux constant du renseignement américain.

« Si vous me demandez quels sont les deux principaux facteurs » qui ont permis aux Ukrainiens de résister aux Russes, dit Sylvester, « ils tiennent pour une part aux décisions prises en 2014 d’investir, d’affecter des personnels et d’entraîner les forces locales jusqu’au déclenchement de la guerre, pour l’autre, à la résolution de partager le renseignement et aux voyages répétés de notre directeur dans toute l’Europe », qui ont permis d’unir les services d’espionnage de l’OTAN avant l’invasion russe.

« Ces renseignements appartiennent à la nation »

Burns et Haines président désormais à la renaissance d'une tradition américaine longtemps oubliée, celle de la guerre par le milieu social ; à ce titre, ils contribuent à élaborer un plan, qui inclut l'ensemble du gouvernement, contre l'invasion russe. Le renseignement américain a identifié des centaines d'espions exerçant sous la couverture de la diplomatie dans les ambassades russes partout en Europe. Tous seront expulsés par les pays alliés. La guerre économique touchera les oligarques et les intermédiaires de Poutine là où ils sont vulnérables, par le gel, notamment, de 5 milliards de dollars d'avoirs russes placés dans des banques américaines, ou bien en bloquant le recours aux devises étrangères pour soutenir le cours du rouble. Burns et Blinken commencent à travailler en tandem pour unifier les partenaires de l'OTAN, redonnant un sens à l'alliance que Trump avait affaiblie.

Surtout, Burns convainc Biden de lancer une spectaculaire guerre éclair informationnelle. Les États-Unis vont annoncer qu'ils savent, sans l'ombre d'un doute, que la Russie se prépare à envahir l'Ukraine.

La capacité d'anticiper une attaque surprise est une chose, la décision de partager avec le reste du monde les renseignements qui détaillent les plans de guerre de Poutine en est une autre. Le cas doit être d'une solidité à toute épreuve. Vingt ans après qu'elle a accompagné le déclenchement de la guerre en Irak, l'âcre puanteur du désastreux rapport sur les armes de destruction massive inexistantes de Saddam Hussein n'a pas complètement disparu. Depuis, les alliés de l'Amérique n'ont cessé de questionner la CIA sur la validité de ses évaluations, de ses jugements sur la marche du monde. Lorsqu'à la mi-novembre, Haines présente aux ministres de l'OTAN un point d'information assez dilué sur les renseignements dont elle dispose, elle est accueillie avec un certain scepticisme. « Vraiment ? Ne seriez-vous pas, d'une certaine façon, en train d'exagérer la menace ? lui demande-t-on. Est-ce que vous n'êtes pas en train de précipiter les choses plutôt que de véritablement nous aider à nous y préparer ? »

Burns pense qu'il faut sans hésiter et sans faiblir battre le tambour, divulguer les renseignements secrets, les présenter ouvertement comme des faits irréfutables auprès des opinions publiques, ce qui permettra de les préparer aux intentions de Poutine, mais aussi de convaincre les alliés hésitants de l'ONU d'unir l'Europe contre l'agression russe et, peut-être, d'empêcher, quoiqu'assez hypothétiquement, cette agression. Le directeur et la directrice obtiennent l'assentiment unanime de leurs collègues. Le général Nakasone confirme : « Ces renseignements appartiennent à la nation. Ils ne sont la propriété ni d'une agence, ni d'une communauté, ni de qui que ce soit. Si cela sert notre sécurité nationale, pourquoi ne le ferions-nous pas ? »

Biden demande à Jake Sullivan, son conseiller à la sécurité nationale, d'orchestrer une déclassification sélective des secrets, de les « éditer » pour en protéger les sources et les méthodes. Fin janvier et début février 2022, les attachés de presse de la Maison Blanche, du département d'État et du Pentagone livrent le détail des mouvements de troupes russes et du complot visant à installer à Kiev un dirigeant pro-russe, en arguant d'un attentat sous fausse bannière orchestré par le Kremlin. Le partage des secrets « permet au président de construire une coalition forte » au sein de l'OTAN, constate Burns. « Il a aidé les Ukrainiens à préparer leur défense, et il a aidé à désamorcer les faux récits que j'avais vu Poutine fabriquer, avec lesquels, tant de fois dans le passé, nous n'avions pu rivaliser. »

Le 17 février, la campagne d'information atteint un nouveau développement lorsque Blinken présente au Conseil de sécurité des Nations unies l'essentiel du renseignement qui met en cause la Russie. Son discours, parce qu'il est vrai, est l'exact opposé de celui de Colin Powell en 2003. Blinken explique que la mise en scène d'un attentat pourrait prendre la forme « d'un événement violent que les Russes imputeraient à l'Ukraine ou d'une accusation de quelque action scandaleuse dont la Russie se servirait contre le gouvernement ukrainien. Ce pourrait être un prétendu attentat

“terroriste” à la bombe, fabriqué sur le territoire russe, ou la découverte inventée d’un charnier, la mise en scène d’une fausse frappe de drone contre des civils, ou encore un faux attentat – voire un vrai – à l’arme chimique ». Le Kremlin avait préparé une vidéo montrant des explosions, des cadavres, des personnes pleurant les victimes d’un attentat terroriste ukrainien, tout cela afin de créer le prétexte d’une guerre. « En réponse à cette provocation montée de toutes pièces, explique Blinken, les plus hauts niveaux du gouvernement russe peuvent théâtralement appeler à des réunions d’urgence afin de régler la prétendue crise. Le gouvernement lancera des proclamations pour affirmer que la Russie doit répondre et défendre les citoyens russes ou les populations russes d’Ukraine. Ensuite, l’attaque commencera. Les missiles et les bombes russes tomberont sur l’Ukraine, les communications seront coupées. Des cyberattaques paralyseront les institutions ukrainiennes. Après cela, les chars et les soldats avanceront sur leurs principales cibles, déjà identifiées, planifiées, cartographiées. Nous pensons que la capitale de l’Ukraine, avec ses 2,8 millions d’habitants, est au nombre de ces cibles. »

Blinken conclut : « Maintenant, je suis conscient que certains d’entre vous remettront en question nos informations, au souvenir d’exemples précédents où le renseignement n’a finalement pas été confirmé. Mais comprenez-moi bien : je ne suis pas ici aujourd’hui pour lancer une guerre mais pour en empêcher une. »

Une semaine plus tard, la Russie envahit l’Ukraine. Biden a ordonné l’évacuation de l’ambassade, mais Burns insiste auprès du président pour qu’un noyau d’officiers de la CIA demeure dans le pays. Ils fournissent à l’armée et aux services d’espionnage ukrainiens des renseignements essentiels sur les attaques envisagées par les Russes et les systèmes d’armes qu’ils comptent utiliser. « Sans eux, dit Ivan Bakanov, alors chef du SBU, il n’y aurait pas eu moyen pour nous de résister aux Russes, ou de les battre. »

« Combattre le feu avec le feu »

Le général Milley avait appelé son homologue à Moscou quelques jours avant que la guerre ne commence. « Vous commettez une énorme erreur stratégique, avait-il dit au général Valeri Guerassimov, chef d'état-major des forces armées russes. Vous aurez besoin de quinze jours pour rentrer [en Ukraine], mais vous y resterez quinze ans, et pendant ce temps, il faudra réceptionner les sacs avec les cadavres qui reviendront à Moscou. » Alors que la guerre continue et qu'on n'en voit pas la fin, tout porte à croire que le général Milley avait raison.

Immédiatement après l'invasion, Biden signe un mémorandum de notification autorisant la CIA à fournir un support de renseignement pour des opérations létales contre les forces russes sur le sol ukrainien. Par la suite, Burns rend treize fois visite à Zelensky et se rend à chaque fois au poste de la CIA. Le voyage demande, après un vol jusqu'en Pologne, douze heures de train de la frontière à la capitale. Burns va souvent sur les lignes de front pour voir par lui-même l'issue des combats. À chacun de ses voyages, la coopération du renseignement avec l'Ukraine s'approfondit. C'est à certains égards une relation d'indépendance mutuelle, car la CIA n'a pas pour habitude de commander ses homologues ni d'intervenir sur les détails. À d'autres, l'indépendance est plus marquée, c'est le cas d'un nombre impressionnant de missions de sabotage de dépôt de carburant et de cibles militaires, dans le territoire russe, bien au-delà des lignes, dont le succès dépend de données plus précises que celles de Google Earth. Quelquefois, c'est au-delà de l'indépendance. Les Ukrainiens ne préviennent pas la CIA quand ils projettent l'assassinat de leurs ennemis en Russie et dans l'Ukraine occupée. Si la CIA fournit les renseignements qui permettent aux Ukrainiens de placer dans leur ligne de mire les commandants militaires russes, elle tente de les dissuader, par exemple, d'une frappe qui, le 1er mai 2022 manque de peu le général Guerassimov,

dont la cruelle indifférence aux vies civiles innocentes a donné le ton, si l'on peut dire, de l'offensive russe.

Cinq semaines plus tard, une insupportable tension s'empare du poste de Kiev. Le service de renseignement militaire néerlandais a averti la CIA que les commandos ukrainiens ont l'intention de faire sauter les gazoducs à 20 milliards de dollars de Nord Stream. Les tubes joignent la Russie à l'Allemagne et passent sous la mer Baltique. Les factures de gaz de l'Allemagne sont un gros poste dans les recettes russes et par conséquent un soutien de l'économie du pays. Les objections de la CIA ne font que retarder de trois mois le sabotage. Début septembre, une équipe de six hommes utilisant comme couverture une compagnie de charter à la voile en Allemagne, comprenant un plongeur en eaux profondes, place des charges explosives sur les gazoducs.

Le 26 septembre, les charges sont allumées. Le colonel du SBU qui a commandé l'opération de sabotage, Roman Chervinsky, dira plus tard qu'il a aussi « planifié et exécuté » des opérations à but d'assassinat de dirigeants séparatistes pro-russes en Ukraine. Les explosions sous-marines infligent un grave dommage économique à la Russie, provoquent un scandale en Allemagne et font l'objet d'une enquête criminelle internationale. Mais étant donné les attaques incessantes de Moscou sur des écoles, des hôpitaux, des orphelinats, des terrains de jeux, des hôtels, des immeubles d'habitation, mais aussi des centrales électriques et de nombreuses autres cibles civiles en Ukraine, l'explosion du gazoduc Nord Stream ne modifie pas l'équation morale de la CIA.

Au contraire, la guerre a ramené le service clandestin à ses racines.

Les opérations clandestines de la CIA et le concept de la guerre par le milieu social comme instrument de pouvoir doivent leur existence à George Kennan, le diplomate, auteur du « long télégramme », qui avait contribué à l'établissement de l'ambassade américaine à Moscou en 1933 et y avait été chef de mission adjoint pendant la Seconde Guerre mondiale. Pendant les

deux générations qui ont suivi, Kennan fut considéré comme le meilleur kremlinologue de l'Amérique. Après la guerre, il était revenu aux États-Unis pour prendre le poste de directeur de la prospective politique au département d'État, référant directement au secrétaire d'État, le général George C. Marshall, et au secrétaire à la Défense, James Forrestal. Staline était sur le sentier de la guerre pour s'emparer de la moitié de l'Europe et les États-Unis ne disposaient d'aucune stratégie pour l'en empêcher.

En septembre 1947, soixante-quinze ans avant que le monde n'entende parler de l'explosion du gazoduc Nord Stream, Kennan avait proposé à Forrestal que la toute nouvellement créée CIA « combatte le feu avec le feu ». Peu après, il appelait à mener une guerre par le milieu social contre les Soviétiques, soit par l'usage coordonné de l'espionnage, des sanctions économiques, de la diplomatie et des opérations d'information, dans l'optique de parvenir à la victoire contre ses adversaires sans tirer un coup de feu. Pour la CIA, ces missions comprennent l'espionnage, le sabotage, la propagande, et le soutien aux mouvements clandestins de résistance. Tout cela et plus encore est maintenant pratiqué par les services de renseignement ukrainiens, entraînés, équipés et encouragés par la CIA. Burns et ses collègues du Pentagone, du département d'État et du Conseil de sécurité nationale projettent la puissance américaine contre le Kremlin sans que le président ait besoin d'envoyer les marines. La déclassification et la publication de renseignements secrets ont révélé et finalement déjoué les plans de Poutine qui souhaitait utiliser la désinformation et le mensonge comme instruments de guerre.

Tout au long de l'été et de l'automne 2022, le poste de la CIA de Moscou rapporte le mépris et la défiance des élites russes devant les échecs de l'invasion. Poutine a voulu montrer au monde par la conquête de l'Ukraine que la Russie était une grande puissance. Au lieu de cela, c'est la corruption de son régime qu'il a exposée. Les États-Unis le considéraient comme « un rusé et astucieux gangster, peu embarrassé des faits, de la loi,

de la morale ou de la vérité », pour reprendre les mots de John Sullivan, ambassadeur des États-Unis à Moscou d'octobre 2019 à septembre 2022. L'invasion a révélé que son astuce était toute relative et que sa pensée stratégique était pour le moins défaillante. « Il pensait vraiment pouvoir prendre Kiev en moins d'une semaine, et il pensait aussi qu'il pouvait asseoir son pouvoir sur l'Ukraine très rapidement, analyse Burns. Poutine adore répéter que l'Ukraine n'est pas un vrai pays. Eh bien, les vrais pays ripostent et se battent, et c'est exactement ce que le président Zelensky et mes homologues du renseignement et de l'armée ukrainienne ont fait. »

Les Ukrainiens survivront comme peuple libre, ajoute Burns, « aussi longtemps que nous continuerons à les soutenir ».

1. On peut à cet égard mentionner une réunion importante, à laquelle Patrick Weninger, qui représentait la maison Russie, avait convié ses homologues, à l'OTAN et ailleurs, notamment britanniques, ukrainiens et néerlandais, à La Haye, où il avait autrefois été chef de poste. Le renseignement avait circulé dans les deux sens. Les services néerlandais avaient mis en place un réseau d'agents, tant en Russie qu'en Ukraine, au cours de leur longue traque des responsables du tir qui avait abattu, en 2014, le vol 17 de la Malaysia Airlines, où 200 citoyens néerlandais avaient trouvé la mort. Le travail des officiers de renseignement néerlandais avait conduit en 2022 à la condamnation de deux ressortissants russes et d'un collaborateur ukrainien.

28

Moralité de l’espionnage

Le 14 novembre 2022, Burns s’envole vers Ankara, pour une conversation urgente avec Sergueï Narychkine, son homologue russe. Leur rencontre, au siège du service de renseignement turc, l’Organisation, est la première à un tel niveau entre officiels russes et américains depuis l’invasion de l’Ukraine. Biden a envoyé Burns en mission pour éviter une guerre nucléaire.

Poutine a menacé, de façon à peine voilée, d’utiliser des armes nucléaires sur le champ de bataille, contre l’Ukraine et comme moyen de chantage politique à l’égard de l’OTAN et des États-Unis. Depuis l’invasion, il a placé ses forces nucléaires en régime spécial d’alerte, essayé un missile balistique intercontinental et averti que la Russie pouvait utiliser tous les moyens à sa disposition, y compris les armes nucléaires, s’il en décidait ainsi. Burns sait que le danger est réel. « Dans l’état d’accablement où pouvaient se trouver le président Poutine et la direction russe, étant donné les revers qu’ils ont jusqu’à présent subis sur le plan militaire, aucun d’entre nous ne peut prendre à la légère la menace posée par un recours potentiel aux armes nucléaires tactiques ou aux armes nucléaires à faible rendement, dit-il en avril, deux mois après l’invasion. Nous considérons

cela avec beaucoup d'attention. C'est l'une de nos plus importantes responsabilités à la CIA[1]. »

En septembre, la CIA et l'Agence de sécurité nationale ont intercepté une conversation entre commandants russes sur le champ de bataille laissant entendre que Poutine pourrait ne pas bluffer. Une analyse approfondie de ces écoutes avait figuré dans le point quotidien d'information présidentiel à la Maison Blanche. À la CIA, certains estimaient les risques d'une frappe nucléaire à 50-50. « Nous avons une menace directe de l'usage de la forme nucléaire si, de fait, les choses continuent à aller de mal en pis », avait dit Biden à New York, le 6 octobre, devant un groupe de riches donateurs du parti démocrate. Blinken et Milley avaient appelé leurs homologues russes pour protester, en vain. Le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, avait téléphoné deux fois en trois jours au ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, qui affirmait que l'Ukraine se préparait à faire usage d'une bombe sale contre ses troupes, signe manifeste des menées de la Russie pour concocter une opération sous fausse bannière, qui lui servirait de prétexte à l'usage d'armes nucléaires tactiques sur le champ de bataille. Austin lui a répondu qu'il mentait. Burns a partagé le renseignement sur la menace avec le ministre chinois de la Sécurité d'État, et le président Xi a publiquement admonesté Poutine, peu après, le chapitrant sur l'utilité relative des propos belliqueux.

Narychkine est arrivé à Ankara en pensant que Burns était prêt à négocier un cessez-le-feu aux termes duquel la Russie garderait les territoires ukrainiens dont elle s'était emparée. Burns le détrompe et douche ses illusions. Il lui demande de dire à Poutine de renoncer aux menaces et aux provocations. Il l'avertit, dans les termes les plus fermes possibles, des conséquences si la Russie enfreint le tabou nucléaire. Le Pentagone est prêt : si Poutine fait exploser une arme de destruction massive, l'armée des États-Unis détruira l'armée russe sur le champ de bataille ukrainien.

Poutine répond en positionnant un arsenal d’armes nucléaires tactiques sur le territoire biélorusse, dont la frontière sud est à moins de 100 kilomètres au nord de Kiev. Il prend plaisir à la guerre psychologique, tant avec ses compatriotes qu’avec ses ennemis, et il continue de brandir le spectre d’une Troisième Guerre mondiale pour rallier ses concitoyens et impressionner les pays de l’OTAN. « La propagande d’État prépare les gens à penser que la guerre nucléaire n’est pas une mauvaise chose, note le journaliste russe Dmitri Mouratov, prix Nobel de la paix. Sur les chaînes de télévision, ici, on fait la promotion de la guerre et des armes nucléaires comme si on faisait la publicité d’une nourriture pour animaux domestiques. »

« Une attaque frontale »

Burns et Narychkine éloignent la menace de l’Apocalypse. Ils s’accordent sur la libération de Brittney Griner, joueuse américaine de basket-ball incarcérée dans une colonie pénitentiaire dans l’ancien archipel du Goulag stalinien, un enfer, même selon les critères russes. Cette négociation inaugure vingt et un mois d’une intense diplomatie du renseignement, menée par Burns et les officiers de la CIA à Moscou, Berlin, Varsovie, Riyad, Istanbul et Washington. Elle conduit à un grand marchandage : un échange de prisonniers qui dépasse en complexité et en intrigues ceux de la guerre froide.

Burns a d’abord proposé à Alexander Bortnikov, officier de carrière du KGB qui dirige le service de sécurité intérieure russe, le FSB, d’ouvrir un canal formel du renseignement pour les échanges de prisonniers. La CIA et le KGB ont déjà mis en place une ligne d’urgence pour des discussions informelles en 1983, à l’apex des tensions de la guerre froide entre Washington et Moscou, mais elle est tombée en désuétude après la dissolution de l’Union soviétique, en 1992. Biden et Poutine, lors de leur

unique réunion au sommet, en juin 2021, sont convenus de la rouvrir, et le poste de la CIA à Moscou est alors devenu la plaque tournante américaine pour les négociations concernant les prisonniers. On espère donc qu'après que le chef de poste et les officiers traitants en auront dégagé les grandes lignes avec leurs homologues russes, Burns pourra se charger du marchandage proprement dit pour sceller un accord.

Griner, qui a rejoint la ligue russe après la saison de son club, le Mercury de Phoenix, en Arizona, a été arrêtée neuf mois plus tôt à l'aéroport de Moscou en possession de moins d'un gramme d'huile de cannabis pour usage thérapeutique, convaincue de trafic de drogue et condamnée à neuf années de prison. Burns offre en échange de sa libération celle d'un des plus célèbres marchands de mort, Viktor Bout, ancien élève officier du GRU, qui a vendu des armes fabriquées en Russie à tout ce que la terre compte de seigneurs de la guerre, de terroristes et d'États voyous depuis les années 1990. Bout a été arrêté en Thaïlande, dans un piège tendu par des inspecteurs des services américains de lutte contre le trafic de stupéfiants se faisant passer pour des guérilleros colombiens. Il a été jugé à Manhattan et condamné vingt-cinq ans de prison. La transaction est simple : le marchand d'armes contre la star du basket. Le 8 décembre, vingt-quatre jours après la rencontre entre Burns et Narychkine à Ankara, Griner et Bout sont libérés dans un aéroport d'Abou Dhabi.

En janvier 2023, six semaines après la libération de Griner, la CIA propose d'échanger l'Américain Paul Whelan contre deux espions russes, un couple marié qui vient d'être arrêté en Slovénie, ce petit pays situé entre l'Italie, l'Autriche, la Hongrie et la Croatie. Se faisant passer pour argentin, le couple tentait d'infiltrer les services de renseignement de ces différents pays. Whelan, libéré sans honneurs des marines, travaillait pour une société de conseil en sécurité à Moscou et avait été arrêté en 2019 pour espionnage, puis condamné à seize ans de prison. Le FSB rejette la proposition. Mi-

mars, Burns appelle Bortnikov pour le presser de trouver une solution, mais se heurte à son intransigeance. La CIA va bientôt comprendre pourquoi.

Poutine veut plus. Le 29 mars, le FSB arrête Evan Gershkovich, correspondant du *Wall Street Journal* à Moscou, et l'accuse d'être un espion[2]. Les enquêtes de Gershkovich sur l'armée russe et ses échecs en Ukraine dérangeaient, elles avaient fait de lui une cible facilement identifiable, un otage de bonne valeur marchande et un pion dans un jeu pervers. Le fait devint clair, dans toute sa brutalité, pour Biden et Burns après son arrestation. « Nous commencions à comprendre, dans tout le gouvernement, que ce soit nous, à la CIA, ou bien la Maison Blanche, que les choses seraient plus compliquées qu'un simple échange à un contre un », rapporte l'ambassadeur Roger Carstens, émissaire spécial du département d'État pour les prises d'otages. La CIA, poursuit-il, « jouait un très grand rôle », dans « une attaque frontale », menée par Biden, Burns et Blinken, pour résoudre le dilemme américain du prisonnier.

Burns propose alors de faire monter les enchères. L'Appel aux armes dans la CIA a conduit à l'arrestation d'espions dormants du GRU en Norvège et en Pologne, à peu près en même temps que le couple argentino-slovène, au cours de l'année 2022. Le poste de Moscou propose donc, lors de la réunion suivante avec le FSB, en novembre 2023, de les ajouter au paiement de la note pour Gershkovich et Whelan. Le chef de poste rapporte que Poutine veut en extorquer un prix plus élevé.

Les Russes insistent sur la libération de Vadim Krasikov, colonel du FSB purgeant en Allemagne une peine de prison à perpétuité. Krasikov a abattu un rebelle tchétchène en exil avec un pistolet à silencieux dans une aire de jeux pour enfants du Tiergarten, le grand et élégant jardin arboré du centre de Berlin, en 2019. Pour Poutine, le sortir de prison est une affaire de loyauté : il a fait partie de l'équipe de protection du président au Kremlin, et il a agi sur des ordres venus de très haut. Pour le chancelier allemand, Olaf Scholz, l'idée est ignoble, sauf si elle permet la réalisation d'un impératif

moral, en l’occurrence la liberté du prisonnier politique Alexeï Navalny, le dissident russe que Poutine a tenté d’empoisonner avec un agent neurotoxique, condamné sur des charges inventées de toutes pièces après une parodie de procès, puis soumis au confinement dans une cellule glaciale d’une colonie pénitentiaire à 70 kilomètres au nord du cercle polaire arctique. Le chancelier rencontre une vive opposition auprès de son équipe de sécurité nationale et de ses conseillers politiques. Va-t-il passer outre leur avis et libérer Krasikov pour permettre un plus grand bien : la liberté de Navalny ?

Biden pose la question à Scholz dans le bureau Ovale le 9 février 2024. « Pour vous, je vais essayer », répond-il.

Une semaine plus tard, le Kremlin annonce que Navalny est mort, à l’âge de quarante-sept ans. Sa disparition ramène au point de départ les négociations avec la partie allemande. La nouvelle survient le 16 février, dans les premières heures de la conférence annuelle de Munich sur la sécurité, où la vice-présidente Kamala Harris mène la délégation américaine. Lors d’une rencontre en tête à tête, elle presse le chancelier Scholz de maintenir dans la balance le sort de l’assassin de la garde poutinienne, malgré le décès de Navalny. Harris s’entretient aussi en privé avec le Premier ministre slovène, Robert Golob, qui l’assure qu’il est prêt à libérer des prisons de son pays les espions russes lorsque viendra le moment de l’échange. Scholz campe sur ses positions jusqu’au 7 juin, et ne cède qu’après avoir reçu une lettre personnelle de Biden pour l’en persuader.

La scène est dressée pour une réunion au paroxysme de la tension, qui se tiendra dans le plus grand secret – dans le lieu le plus surprenamment secret – en la capitale de l’Arabie saoudite.

Burns n’a lui-même pas cessé d’aller et venir au Moyen-Orient, assumant la tâche ingrate de faiseur de paix. Avec les 18 milliards de dollars de l’aide militaire américaine, les Israéliens massacrent des dizaines de milliers de Palestiniens pour venger les meurtres perpétrés par le Hamas de

1 200 de leurs concitoyens, en octobre 2023 ; une attaque que n'avaient prévue ni les responsables politiques et militaires, ni les officiers du renseignement, que ce soit en Israël ou aux États-Unis. Une semaine plus tôt, le conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan, disait que le Moyen-Orient était plus calme qu'il ne l'avait jamais été depuis vingt ans. Avec les bombes américaines, Israël semait maintenant la désolation à Gaza, détruisant hôpitaux et universités, terrorisant deux millions de civils. Biden envisagea de mettre un terme aux livraisons d'armes afin de contraindre les Israéliens à la modération, mais il ne retarda finalement qu'un chargement. Il approuva tacitement les attaques contre le Liban, la Syrie et l'Iran pour détruire la direction militaire du Hezbollah et du Hamas. Peut-être considérait-il que les succès du renseignement israélien dans les assassinats des commandants terroristes rachetaient le massacre sans pitié de femmes et d'enfants par l'armée israélienne.

En l'espace d'une année, Burns avait fait quatorze voyages – à Doha, au Caire, à Amman, à Tel-Aviv, à Paris et à Varsovie – pour offrir ses bons offices en vue de parvenir à un cessez-le-feu et à la libération des otages à Gaza, rencontrant les chefs du Mossad et des services de renseignement égyptiens, le président Al-Sissi, le Premier ministre du Qatar, parmi beaucoup d'autres. (Les Qataris parlaient avec les chefs politiques du Hamas, qui eux-mêmes parlaient avec leurs dirigeants militaires à Gaza.) Burns était le principal négociateur américain, et pas seulement parce qu'il avait connu, au cours des vingt-cinq années de sa carrière diplomatique, un grand nombre des acteurs de la région. Plus d'un dirigeant du monde arabe, sans oublier les chefs terroristes, considérait la CIA comme la carte la plus puissante de la politique étrangère américaine. Pour Burns, c'était le bon côté de l'influence mythique attribuée à l'Agence. Mais la force de la logique n'avait pas suffi à convaincre l'intransigeant Benjamin Netanyahou, ni les dirigeants extrémistes, de moins en moins nombreux, du Hamas, qui

avaient survécu aux efforts acharnés des Israéliens pour les tuer. Tous croyaient en la logique de la force.

« Nous nous sommes approchés [d'une solution négociée] deux ou trois fois, mais c'était très compliqué, dit Burns tandis que se poursuit le massacre à Gaza. Finalement, quand vous tentez de négocier un accord sur des otages ou un cessez-le-feu, ce n'est pas seulement une question de parenthèses dans un texte ou de formules créatives, ce sont les dirigeants, qui doivent reconnaître que c'est assez comme ça, et que la perfection est rarement au programme, surtout au Moyen-Orient. » Burns apporte une proposition concrète de cessez-le-feu au cabinet de guerre de Netanyahou en mai 2024. Il faut huit mois aux Israéliens pour la signer ; il leur faudra deux mois pour rompre le cessez-le-feu.

« Je ne vois rien de plus important »

À Riyad, le 25 juin, la CIA et les Russes s'assoient à la table des négociations. Les Américains proposent un cadre pour l'échange des prisonniers.

Ils annoncent leur prix pour l'assassin Krasikov : la libération de Vladimir Kara-Murza, journaliste russo-britannique auquel son travail a valu le prix Pulitzer 2024 du commentaire – et une sentence de vingt-cinq années de prison pour trahison – et celle de six militants russes emprisonnés ayant travaillé avec Navalny, avec des organisations de défense des droits humains ou appartenant à l'opposition politique : Alsu Kurmasheva, journaliste à Radio Free Europe / Radio Liberty et citoyenne américaine, accusée d'être une agente non déclarée de l'étranger ; Alexandra Skotchilenko, artiste opposée à la guerre en Ukraine ; ainsi qu'un lycéen, un avocat spécialisé dans la défense des migrants et un politologue. Tous ont été condamnés pour crimes contre l'État. En échange d'Evan Gershkovich et de Paul Whelan, les Russes recevront six espions arrêtés en Occident

dont Krasilov et deux cybercriminels emprisonnés aux États-Unis. La clé qui permet d'ouvrir la cellule de prisonniers d'opinion russes est la valeur qu'accorde Poutine à la vie d'un assassin de sang-froid. Le 27 juin, les officiers du FSB reprennent l'avion pour Moscou et pour soumettre la proposition à Poutine.

Cette même nuit, cinquante et un millions de personnes voient Biden bredouiller et chercher ses mots lors d'un débat télévisé contre Trump à Atlanta. Le choc est tel que certains vont commencer à lui tourner le dos. Lorsque le président parle, il ne parvient plus à suivre le fil de sa pensée, lorsqu'il demeure silencieux, sa mâchoire tombe, ses yeux semblent vides, comme s'il avait oublié qui il est. C'est un vieil homme de quatre-vingt-un ans, fatigué, qui ne parvient plus à parler, et il est impossible de l'imaginer quatre années supplémentaires à la présidence des États-Unis. Du jour au lendemain, il fait de Trump le favori dans la course à la Maison Blanche. Les jours qui suivent lui apporteront la plus grande humiliation de sa vie politique et verront pourtant l'un des plus grands moments de sa présidence.

Au cours du week-end du 4 juillet, Burns parle avec Bortnikov et le presse d'accepter l'offre. À la fin de la semaine suivante, la CIA et le FSB se rencontrent à Istanbul, où le canal a été ouvert, et où l'accord se conclura après un ballet de vols d'une dizaine d'avions entre six pays différents. Poutine accepte les termes de l'accord le 17 juillet, avec une clause : il ne libérera que des prisonniers condamnés. Deux jours plus tard les juges des comédies de procès auxquelles sont soumis Gershkovich et Kurmasheva accélèrent la procédure et prononcent des verdicts de culpabilité assortis de lourdes peines. Tout est donc en place pour la phase suivante, sauf un détail : la Slovénie n'a pas accordé la grâce officielle aux espions russes qu'elle détient ; c'est la condition de leur libération, et sans cela, l'accord est caduc.

Le dimanche 27 juillet, le président des États-Unis, malade du Covid et profondément découragé, est à l'isolement dans sa maison de vacances de

Rehoboth, dans le Delaware. À 12 h 09, il appelle le Premier ministre slovène et s'assure que la grâce a bien été accordée. Quatre-vingt-dix-sept minutes plus tard, il poste sur les réseaux sociaux une déclaration : « Je crois qu'il est dans l'intérêt supérieur de mon parti et du pays que je me retire et me concentre sur l'accomplissement de mes devoirs de président pour le reste de mon mandat. » Après cinquante-deux ans de vie politique, il abandonne le pouvoir. Puis il annonce qu'il souhaite que Kamala Harris se présente à sa place.

Burns reprend l'avion pour Ankara quelques jours plus tard afin d'arranger les détails logistiques des vols des prisonniers avec l'Organisation, ainsi qu'on nomme l'agence turque du renseignement. Au cours des années, l'Organisation a arrêté et torturé des dissidents et des journalistes tout en collaborant avec les Américains contre Al-Qaïda et l'EI. Il est peu de services de renseignement parmi les partenaires de la CIA qui respectent naturellement les droits humains. Mais la Turquie est le seul pays de l'OTAN qui ait maintenu un dialogue politique étroit avec la Russie, aux dépens, souvent, de sa réputation internationale, et ainsi est-elle le point nodal logique pour l'échange des prisonniers.

Les vols chorégraphiés de la CIA et du département d'État arrivent de Moscou, de Washington, de Berlin, de Varsovie, d'Oslo et de Ljubljana. Le matin du 1er août, un avion décolle d'Ankara, en direction du nord et de la mer Noire vers la Russie, un autre met cap à l'ouest ver l'Atlantique et l'Amérique. À leur retour, Krasilov et ses camarades sont accueillis en héros par Poutine. Puis, quelques minutes avant minuit, après un voyage de treize heures à bord d'un Gulfstream G550 du département d'État, Gershkovich, Kurmasheva et Whelan débarquent sur le tarmac de la base d'Andrews, à 20 kilomètres à peine de la Maison Blanche. Biden et Harris sont là pour les accueillir. « Je ne vois rien de plus important » que leur liberté, dit le président.

« Essayer de changer le monde autour d’eux »

Tandis que s’épuisent les derniers mois de la présidence Biden, et avec eux sa puissance de pensée et de parole, le monde se rapproche d’un état de guerre généralisée. La Russie, la Chine, la Corée du Nord et l’Iran se sont alliées contre l’Amérique et l’OTAN dans la bataille de l’Ukraine. Les quatre pays forment un axe des autocraties pour une nouvelle guerre froide contre l’Occident. Poutine attaque des cibles civiles en Ukraine avec des drones kamikazes iraniens, envoyant 10 000 soldats nord-coréens sur le champ de bataille et achetant à la Chine des machines-outils et de la micro-électronique pour construire de nouveaux missiles et de nouveaux chars russes.

La Chine, quant à elle, achète du pétrole iranien, autre façon de garantir le soutien de Téhéran au Kremlin, elle collabore avec la Russie dans le développement d’armes nouvelles, et conduit avec elle des exercices militaires en mer de Chine du Sud, soulevant les inquiétudes de Taïwan et de la Corée du Sud, sans parler du siège de la CIA. Burns a créé un nouveau centre de mission sur la Chine, en 2021, qui consomme trois ans plus tard un cinquième du budget de l’Agence, soit environ 3 milliards de dollars par an. Ses analystes ont conclu que la Chine était mobilisée pour « supplanter les États-Unis en tant que première puissance mondiale, explique David Marlowe, après avoir été chef du service clandestin de la CIA. Ils n’y sont pas allés par quatre chemins. Ils l’ont affirmé ouvertement, et leurs actes ont constamment traduit leurs intentions ».

Biden n’a pas compris que le monde qu’il avait connu touchait à sa fin, que le système juridique et les principes mis en place après la Seconde Guerre mondiale pour maintenir la paix volaient en éclats. Pour cette nouvelle ère de conflit global, il n’avait pas de stratégie. Et il n’avait jamais conçu de plan de guerre pour l’armement de l’Ukraine, se contentant de

présenter ce conflit comme une lutte existentielle entre les principes démocratiques et un pouvoir autoritaire. Mais la Russie avait toujours eu un but, explicite : conquérir l'Ukraine et détruire l'identité et la culture de son peuple. Et la CIA avait continué de se concentrer sur l'aide qu'elle apportait à l'Ukraine pour tuer ses ennemis.

Zelensky donne alors les chiffres de 198 000 morts russes, et de plus de 550 000 blessés, tandis que les Ukrainiens déplorent 43 000 morts sur les champs de bataille et 370 000 blessés. Le nombre de Russes tués, rapporte-t-on, en trente-quatre mois de guerre est trois fois plus élevé que le nombre de soldats américains ayant péri au cours des seize années de la guerre du Vietnam. Les États-Unis ont livré à l'Ukraine plus de 130 milliards de dollars d'aide militaire, armement dont la létalité est multipliée par les renseignements fournis en temps réel sur la localisation des objectifs russes, fournis en bonne partie par le poste de la CIA à Kiev. « Mais les armes des États-Unis et de l'OTAN prennent un sacré temps pour parvenir en Ukraine, un temps trop long, et encore sont-elles soumises à de nombreuses restrictions », déplore Paula Boyde. Lorsqu'au Congrès, les républicains bloquent les livraisons d'armes pour cinq mois, prenant l'Ukraine en otage de leurs propres exigences, à savoir un arrêt de l'immigration à la frontière sud des États-Unis, ils permettent au cours de la guerre de s'inverser en faveur de la Russie, jusqu'à ce qu'ils cèdent, finalement, en avril 2024.

« Poutine a toujours pensé que nous souffrions d'un trouble déficitaire de l'attention et que nous serions distraits, analyse Burns. Et je crois que mes collègues de la CIA pensent que Poutine a tort sur ce point, et il se trompait profondément lorsqu'il pensait que les Ukrainiens seraient incapables de résister, de même sur la volonté de l'Occident et des États-Unis, et de nos autres partenaires, de soutenir l'Ukraine. » Mais les armes américaines fournies ne suffisent pas, tant s'en faut, à nourrir les espoirs de victoire de Zelensky, qui veut aussi rétablir l'intégrité du territoire ukrainien. Jusque dans les dernières semaines de sa présidence, Biden

interdit à l'Ukraine d'utiliser les missiles américains à longue portée pour frapper les terrains d'aviation russes, d'où continuent de partir des attaques mortelles contre des immeubles d'habitation, des écoles, des hôpitaux et des centrales électriques, chacune constituant un crime de guerre. Pourtant, malgré toutes les souffrances et toute la douleur qu'inflige Poutine, il ne parvient pas à vaincre, pas même à entrevoir la victoire.

« En un sens, Poutine a déjà essuyé une défaite stratégique, affirme Burns en juillet 2024. Si l'objectif de l'Ukraine est d'être un pays encore plus fort, plus indépendant et plus souverain, capable de faire ses propres choix, ils ont déjà gagné et Poutine a perdu. » Deux semaines plus tard, l'armée ukrainienne, guidée par le SBU, lance une contre-offensive audacieuse, s'emparant de dizaines de villages russes, autour de la ville de Koursk, capturant des centaines de soldats, et contraignant 120 000 civils à évacuer. Le désarroi de Poutine et la confusion de son armée sont patents. L'impact de la contre-attaque de l'Ukraine sur Koursk est immense, et pour de bonnes raisons. Ses forces ont mené la première invasion du territoire russe depuis la Seconde Guerre mondiale, portant un coup très dur à vingt-cinq années d'efforts poutiniens pour peindre la Russie comme une superpuissance ressuscitée, blessant non seulement l'armée, mais l'État russe lui-même. « Poutine, dit Marlowe, était la veille de l'invasion de l'Ukraine à son meilleur moment, car il avait plus de pouvoir qu'il n'en aurait jamais par la suite. Ses objectifs étaient de presser l'Ukraine, de menacer l'OTAN, de nuire à l'unité de l'Alliance, et de prouver au monde que la Russie était puissante militairement, économiquement et diplomatiquement. Il a dilapidé tous les avantages qu'il possédait. »

Pour Sylvester, la survie de l'Ukraine est une victoire de l'Humint, le renseignement humain, le cœur et l'âme de l'espionnage. Le terme « Humint » a été forgé au début de la guerre froide pour distinguer le travail des espions humains des renseignements obtenus par les signaux – le Sigint – que collectait la nouvelle Agence de sécurité nationale, et de

l’imagerie – Imint – obtenue par l’avion U-2 et les satellites de reconnaissance. Ces technologies, avertissait déjà Richard Helms, ancien directeur de la CIA, en 1983, avaient fragilisé l’espionnage traditionnel. « Avec le temps, disait-il, le déséquilibre menaçait de transformer le caractère même de notre travail. Ceux qui collectaient du renseignement avec des gadgets commencèrent à dénigrer ceux qui le tiraient des relations humaines. La nouvelle chanson des amateurs de gadgets était : “Donnez-nous de l’argent et laissez-nous faire.” De fait, pourquoi prendre des risques en traitant des espions quand les gadgets vous disent ce que vous voulez savoir ? Mais il y a là une erreur de raisonnement. Le débat quant aux éléments qui concourent à cette erreur n’est pas éteint, et il resurgira immanquablement, et régulièrement, à l’avenir. Pourquoi ? Parce que les gadgets ne peuvent pas deviner les intentions de l’homme. Même si des ordinateurs peuvent être programmés pour penser, ils ne parviendront pas nécessairement à la même conclusion que M. [Iouri] Andropov [longtemps chef du KGB et qui dirigeait alors l’Union soviétique]. S’il y a une faiblesse dans notre appareil de renseignement, elle réside dans notre capacité à imaginer ce que feront dans une situation donnée les dirigeants d’une puissance étrangère[3]. »

Quarante ans plus tard, tout cela demeure vrai. Si la CIA avait dix analystes étudiant la transcription d’une conversation placée sur écoute, « il y aurait, dit Sylvester, dix évaluations analytiques différentes de ce qui s’est passé ». Mais « si vous parlez réellement à quelqu’un qui était dans la pièce », vous pouvez peut-être connaître la vérité, ou quelque chose qui s’en approche. « Quand nous parlons de renseignement humain, il s’agit vraiment de collecter tout ce qui contribue à la façon dont nos adversaires pensent, agissent, et tout ce qui concourt au contexte dans lequel ces décisions sont prises. »

Certains officiers du service clandestin ont longtemps entretenu une « conception très étriquée de l’espionnage, du renseignement humain, qui

ne se mesurerait qu’au nombre des rapports que vous avez fait circuler et au nombre des agents que vous avez recrutés, dit-il. C’était peut-être important en 1982 », mais ça ne l’est plus. Les gens que la CIA a recrutés pour infiltrer le Kremlin « ne sont pas des numéros traités. Ils ne sont pas des numéros dans un dossier. Ce sont des êtres humains, qui ont décidé de faire quelque chose d’incroyablement audacieux et courageux pour essayer de changer le monde autour d’eux ».

La capacité de l’Amérique d’avertir le monde de l’invasion russe qui se préparait et d’en affaiblir l’impact après le début de la guerre reposait en grande partie sur la CIA. « Tout cela était fondé sur l’espionnage, sur le renseignement humain, sur la collecte d’informations sur les vues des gens qui prenaient des décisions politiques », ajoute Sylvester. Ainsi de la décennie de soutien clandestin à l’Ukraine. Cette mission dépendait de la capacité à « construire des relations humaines » avec son armée et ses officiers de renseignement. « Est-ce de l’espionnage ? Absolument. C’est cela même, l’Humint. […] Et je crois que ça devrait ouvrir les yeux. C’est le résumé de tout ce qui fait un service humain. »

« Être capables de la plus grande immoralité en faisant preuve de la plus grande moralité »

La pensée que l’humanité est au cœur de l’espionnage se heurte à l’idée que le renseignement américain est au mieux amoral, au pire, essentiellement immoral. Les idées, pourtant, sont essentielles au recrutement d’agents étrangers, et l’effort est au cœur de la mission de la CIA. L’Agence a eu cette chance que les États-Unis, malgré tous leurs défauts, ont maintenu une exigence morale plus haute que leurs pires ennemis. Pendant de nombreuses années, ils ont revendiqué la défense de la

démocratie et des droits humains contre la tyrannie et l'oppression. Aujourd'hui, cette attitude pourrait évoquer un mythe et paraître une mystification.

Mais au cours de ce XXIe siècle, « quand les dirigeants autoritaires à Moscou, Pékin et Téhéran recouraient à la coercition et à la force létale pour faire plier à leur volonté leurs concitoyens et les autres pays, ils poussaient inévitablement certains de leurs sujets, qui sinon eussent embrassé des vues patriotiques, à protester, pour être jetés en prison ou tués, à obéir mais à ronger secrètement leur frein, ou à trouver le courage de travailler clandestinement avec Washington et nos plus proches alliés en dépit des apparences », explique Paula Doyle, architecte de la délicate et belle opération qui a permis d'empêcher des États voyous d'acquérir des armes nucléaires. « Certains venaient vers la CIA parce qu'ils voulaient se venger, d'autres, parce qu'ils cherchaient la force de changer le système dans lequel ils vivaient, d'autres encore parce qu'ils voulaient de l'argent pour une vie ou une retraite qui eût autrement été impossible. Certains cherchaient seulement n'importe quoi pour pouvoir faire venir leur famille en Occident et vivre en liberté. Ils étaient la raison pour laquelle nous avions une CIA. Ils nous apportaient des plans de guerre et leurs espoirs. Ils nous apportaient des plans d'installations nucléaires et leurs espoirs. Ils nous apportaient un accès physique dans des lieux dangereux et les détails culturels qui rendent possible l'action clandestine et – dans certains cas – permettent les succès les plus inimaginables. »

L'alliance entre un officier traitant de la CIA et une recrue étrangère est un alliage de confiance et de trahison, fondé sur la foi de cet agent dans les États-Unis et sur son choix de trahir. « Comme la guerre, l'espionnage, c'est sale, fait remarquer William Hood, membre fondateur de la CIA qui a passé vingt-huit ans à traiter des missions contre l'Union soviétique. Débarrassé de sa prétendue gloire, le boulot d'un soldat est de tuer. Enlevez-lui la panoplie de l'espionnage, et le boulot d'un espion est de trahir la

confiance. » Pourtant, la relation entre l'officier et son agent est fondée sur la confiance qu'ils se vouent l'un à l'autre. C'est « un contrat qui n'est pas sans rappeler le mariage […], un lien forgé dans la difficulté et le risque, pour un plus haut bien », dit Juan Cruz, chef de la division Amérique latine dans les années Obama.

« C'est un truc de schizophrène, affirme Luis Rueda, l'auteur du plan d'action clandestine que Tom Sylvester a exécuté avec les Kurdes pour renverser Saddam. Au niveau tactique, c'est une affaire d'humains. On comprend ce dont le futur agent a besoin, argent, reconnaissance, ou quoi que ce soit d'autre, et on l'aide à l'obtenir. On ne ménage pas ses efforts pour sa protection. On se tient à ses côtés. Pourtant, au niveau stratégique, il ne s'agit que de protéger et de promouvoir les intérêts des États-Unis. Aidons-nous les Ukrainiens ? Oui. Mais nous le faisons parce que cela affaiblit les Russes et renforce notre position, non pour des raisons ou des motivations humanitaires ou morales. Nous aidons les gens et nous les utilisons dans le même mouvement. Au bout de cette relation humaine, nous avons sacrifié des individus et même des groupes pour promouvoir les intérêts des États-Unis. »

La litanie de ces sacrifices est longue. Les vieux combattants kurdes se souviennent encore de la façon dont ils ont été trahis par le secrétaire d'État Henry Kissinger, qui avait coupé le soutien clandestin apporté à leur lutte armée contre Saddam et les avait abandonnés à sa colère impitoyable. Le dirigeant kurde Mustafa Barzani en avait appelé à Kissinger dans une lettre : « Votre Excellence, les États-Unis ont une responsabilité morale et politique envers notre peuple. » Il n'a jamais reçu de réponse. Kissinger s'était lui aussi montré sans pitié. « L'action clandestine, disait-il en 1975, ne devrait pas être confondue avec une œuvre missionnaire. »

Le révérend William Sloane Coffin Jr. serait d'accord. Opposant convaincu et engagé dans la guerre du Vietnam lorsqu'il était aumônier à l'université de Yale, Coffin avait été, dans les années 1950 à Munich,

lorsqu'il était officier de la CIA, un anticommuniste tout aussi ardent. Le Pentagone avait ordonné au service clandestin d'obtenir les plans de guerre du Kremlin pour la Troisième Guerre mondiale, une mission, à l'époque, qui équivalait à peu près à demander qu'on installe des espions sur la planète Mars. Coffin avait recruté et entraîné des équipes de quatre parachutistes et les avait envoyées par avion de l'autre côté du rideau de fer, en Union soviétique, jusque dans les environs de Moscou. Pas un homme n'était revenu. Coffin savait que c'étaient des missions suicides. Il n'avait eu à cet égard aucun scrupule.

« La fin ne justifie pas les moyens, dit-il en 2005, mais elle est la seule chose qui le puisse. »

Dans les vingt années écoulées entre la fin de la guerre de Corée et la fin de la guerre du Vietnam, des légions de jeunes officiers obtinrent leur diplôme de l'Académie militaire de West Point et, par choix ou par hasard, intégrèrent peu après le service clandestin. Durant ces décennies, ils étaient instruits par le directeur de la formation de la CIA, Hugh Cunningham, qui, à l'instar de Bill Coffin et de son ami George H.W. Bush, était membre de la société secrète estudiantine la plus huppée qui soit, celle des Skull and Bones (« du crâne et des os »). Le code de l'honneur de West Point était clair : « Un élève officier ne doit ni mentir, ni voler, ni tricher, ni tolérer ceux qui le font. » À ces mêmes étudiants, dans leur société secrète, Cunningham prêchait un ethos assez différent.

« Nous devons être capables de la plus grande immoralité en faisant preuve de la plus grande moralité », leur disait-il. Ces mots pourraient servir de credo à la CIA. Faire en sorte que ces deux idées soient vraies en même temps requiert une foi inébranlable dans la justesse de la mission.

« J'ai passé toute ma carrière à la CIA à mentir, à tricher, à voler, à manipuler et à tromper », dit James Olson qui servit pendant trente ans à l'Agence, dirigea la maison Russie durant la guerre froide et fut chef du contre-espionnage. C'était un catholique fervent, adepte de la théorie de la

guerre juste, développée comme une boussole morale par le théologien médiéval Thomas d'Aquin : s'il était moralement sain et sensé qu'un soldat tue au cours d'une guerre juste, alors ça l'était aussi de mentir, de tricher et de voler pour subvertir les Russes et le reste des ennemis de l'Amérique. C'étaient même des prérequis lorsqu'on recrutait des agents qui, pour les États-Unis, allaient se rendre coupables de trahison, dénoncer leurs dirigeants. « Si nous voulons défendre notre pays contre les maux qui sévissent là-bas, nous ne pouvons pas le faire avec les mains liées dans le dos, disait Olson en 2021. Nous devons être durs au combat. Et c'est *ça*, le problème. Quand devient-on trop dur ? Quand franchit-on la limite ? Quand trahissons-nous ces valeurs que nous défendons en combattant si âprement ? Quand, *nous-mêmes* devenons-nous *eux-mêmes* ? »

« Les fantassins de notre idéologie »

Cette limite, la CIA l'a franchie dans les vingt premières années du XXIe siècle ; elle a été l'outil de la torture, elle a été un instrument de mort, elle a dirigé des prisons cruelles et exécuté des innocents, même si la responsabilité morale en repose sur les présidents qui ont donné les ordres de marche, non sur les officiers qui les ont exécutés. Elle a ciblé et assassiné un citoyen américain, quoiqu'il fût terroriste, sur la demande d'Obama. « Le précédent d'un président américain capable de faire tuer un citoyen américain dans quelque circonstance que ce soit, de sa seule signature, est dangereux », avait averti Bob Gates. Les analystes de la CIA ont fourni le renseignement épouvantable qui a justifié l'invasion de l'Irak, même si le bain de sang de la guerre tache à jamais les mains de l'homme qui l'a déclenchée. Le 11-Septembre, qui paraît aujourd'hui comme le premier jour du millénaire, les Américains avaient vu, pour leur plus grande affliction, que lorsque le renseignement faillit, les gens meurent.

Un quart de siècle plus tard, ils ont appris que lorsque le renseignement remplit sa mission, il peut sauver des vies. Et la CIA a sauvé des milliers de vies de plus qu'elle n'en a ôté durant les quatre années où Bill Burns l'a dirigée. Elle en a sauvé des milliers un jour de 2024. Ses officiers ont déjoué un attentat qui eût pu avoir la puissance d'un cataclysme, que préparaient quatre jeunes membres de l'EI-K, contre un concert de Taylor Swift, à Vienne, un événement auquel devaient assister 70 000 personnes. « Ils projetaient de tuer un très grand nombre de personnes à ce concert, des dizaines de milliers, dont, j'en suis certain, beaucoup d'Américains », explique le 28 août 2024 David Cohen, directeur adjoint de la CIA. Il ajoute que l'arrestation des suspects a marqué pour l'Agence « un très bon jour ».

Des jours plus difficiles se profilent à un horizon plus sombre. Les menaces qui pèsent sur l'Amérique et ses alliés sont aussi graves que toutes celles auxquelles elle a été confrontée depuis la fin de la guerre froide. « Le monde devient de plus en plus complexe et dangereux, commente Sylvester. Partout sur le globe nos adversaires font tout ce qu'ils peuvent » pour fragiliser la puissance américaine et faire valoir un ordre autoritaire. La Russie et la Chine se sont appuyées sur des « pays qui craignent leur domination, craignent leur tyrannie et ne coopèrent qu'au gré, soit des intimidations, soit – mais ainsi va le monde – des pressions commerciales ». L'Amérique avait en revanche des alliés qui « s'identifient avec nous et avec ce que nous voulons faire sur cette terre ». Au cours des huit dernières décennies, la CIA a fait ce qu'elle pouvait pour protéger les États-Unis, par des moyens moraux et immoraux. Ses officiers se considéraient comme une armée secrète dans la bataille pour ce qu'on connaissait autrefois comme le monde libre. Aujourd'hui, la CIA est impuissante à prévenir le danger le plus immédiat auquel le pays est confronté. Car cette menace pèse sur la démocratie elle-même.

Les officiers de renseignement d'un pays sont, observe John le Carré, « les fantassins de notre idéologie ». En Amérique, ils répondent au

commandement du président, et au seul commandement du président. Aujourd'hui, la Cour suprême a arrêté que les présidents n'étaient pas passibles de poursuites pour des crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions. Un président « qui admet avoir ordonné l'assassinat de ses adversaires politiques ou de ses critiques […] a de bonnes chances d'être protégé par son immunité », écrit la juge Sonia Sotomayor dans l'opinion dissidente qu'elle a rédigée après l'arrêt voté à une majorité de six juges contre trois. « Le président est désormais un roi au-dessus des lois. » John Sipher et James Petrilla, anciens de la CIA observent : « Si un président devait choisir de déclarer un adversaire politique coupable de trahison, déployer un groupe paramilitaire pour assassiner cet adversaire et exiger du ministre de la Justice qu'il signe un document affirmant que la mort de cet adversaire est nécessaire pour "garantir la liberté", ce seraient là des actes officiels pour lesquels le président jouit de l'immunité. » Cette crainte n'est pas aussi exagérée qu'elle paraît.

Un chef de l'exécutif peu respectueux des lois pourrait ordonner à la CIA d'agir comme sa police secrète, pour espionner des citoyens américains ou soutenir des dictateurs d'extrême droite – comme d'autres l'ont fait durant la guerre froide. Il pourrait exiger que l'Agence cesse d'espionner la Russie pour subvertir au contraire les alliés des États-Unis. Il pourrait lui ordonner de mener une guerre par le milieu social contre les citoyens des États-Unis, et d'assassiner ses ennemis à l'intérieur comme à l'extérieur. Les officiers de la CIA seraient la seule ligne de résistance. À moins qu'ils ne se rebellent contre lui, la CIA ne serait plus un service de renseignement soumis à la loi, mais une arme secrète entre les mains d'un homme au-dessus de la loi.

Au début de la nouvelle année, Tom Sylvester fut, pendant trois jours, directeur par intérim de l'Agence centrale du renseignement, avant de retourner, au printemps, diriger le service clandestin. Dans ce court espace de temps, le rôle de l'Amérique dans le monde a pour toujours été

transformé, ses alliances ont volé en éclats, ses ennemis se sont enhardis. Et quand Sylvester pose sur ses trente-quatre années d'espionnage au service de l'Amérique un regard rétrospectif, il en vient à penser au pouvoir qu'ont les tyrans de décider du sort des nations. Il a combattu, soldat inconnu, contre Saddam, contre Assad et contre Poutine, et il porte aujourd'hui témoignage de ce qu'il a vu : « J'étais aux premières loges pour voir, au cours des dernières décennies, ce qui s'est passé dans l'histoire du monde. Et ce qui continue de me terrifier, de me choquer, c'est qu'un seul individu ait, dans le pouvoir qui lui est conféré ou dont il se saisit, la capacité de causer autant de douleur et de souffrances. Tant d'innocents, tant de douleur, tant de destructions, tant de souffrances […]. C'est pour moi, je crois, ce qui est le plus dur. »

1. La puissance explosive d'une arme « à faible rendement » de l'arsenal russe varie entre 0,3 kilotonne – environ 300 tonnes de TNT – et 10 kilotonnes. La bombe lancée sur Hiroshima par les États-Unis avait une puissance d'environ 15 kilotonnes. La plupart des armes tactiques nucléaires sont conçues pour des obus d'artillerie, mais les plus petites peuvent entrer dans un sac à dos.

2. L'accusation est absurde. La CIA a renoncé à utiliser le journalisme comme couverture depuis 1977, alors que le métier de journaliste avait constitué pendant trente ans, depuis les débuts de la guerre froide, une splendide couverture pour les officiers traitants. Il est pourtant aisé de comprendre ce changement de doctrine : un correspondant américain à l'étranger voyage dans divers pays et pose à de parfaits inconnus des questions parfois dérangeantes.

3. Helms prévoit avec quarante ans d'avance les problèmes auxquels la CIA est aujourd'hui confrontée lorsqu'il s'agit d'exploiter l'intelligence artificielle pour d'autres tâches que la synthèse de l'information contenue dans une mer de données. Les pouvoirs prédictifs de l'IA demeurent aussi fragiles que ceux de l'esprit humain. Elle manque toujours de sens commun et ne sait pas traiter l'ambiguïté.

ÉPILOGUE

L’autocratie en Amérique

Le 20 janvier 2025, Donald Trump prêtait serment dans la Rotonde du Capitole, où des foules rameutées par lui s’étaient déchaînées, quatre ans plus tôt.

Son discours inaugural loue la mémoire du président William McKinley, le candidat des barons voleurs, qui dirigea le pays au tournant du XX^{e} siècle. McKinley avait fait de l’Amérique un empire, en prenant le contrôle des Philippines, d’Hawaï, de Guam, de Cuba et de Porto Rico et en concluant les négociations du canal de Panama. À travers la personne de McKinley, Trump invoque l’esprit de la « destinée manifeste », l’idéologie qui donne aux États-Unis, par droit divin, la légitimité de s’emparer des terres par les armes ou par l’argent. Dans les jours qui suivirent, il promit d’agrandir l’Amérique, d’étendre sa domination – qu’importait la souveraineté des autres nations ! Il voulait s’emparer du canal, annexer le Canada, acheter le Groenland, contraindre à coups de bulldozer les Palestiniens à l’exil et effacer leur patrie. Si la Russie s’emparait de larges parties du territoire ukrainien, pourquoi ne pouvait-il, lui, redessiner la carte du monde – par la force s’il était besoin ?

La question fut parmi les premières auxquelles John Ratcliffe, le nouveau directeur de la CIA, fut confronté. Tout laissait présager qu’il

répondrait par ce que le président voulait entendre ; il avait promis d'aligner l'Agence sur la vision du monde de Trump. Les candidats pour les postes de responsabilité furent soumis à des tests de loyauté. Ceux qui les interrogeaient leur posaient trois questions : Avez-vous voté Trump ? Les élections de 2020 ont-elles été volées ? Qu'avez-vous pensé de l'insurrection du 6 janvier ? Ainsi officiers et analystes ont-ils vécu dans la crainte d'être congédiés, tandis que Ratcliffe appliquait la purge idéologique de Trump. L'héritier présomptif de Sylvester perdit toute chance de diriger le service clandestin lorsque la Maison Blanche apprit qu'il était un ardent soutien de l'Ukraine.

« Nous allons nettoyer notre sécurité nationale et l'appareil du renseignement de tous les acteurs corrompus », avait promis le président. Le nouveau secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, présentateur de Fox News, avait convaincu Trump d'absoudre des criminels de guerre américains, avait été confronté à des accusations crédibles de harcèlement sexuel et avait dû répondre de ses accès d'hébriété. Il ne tarda pas à remercier les juges-avocats, et remplaça par son avocat personnel les juges-avocats généraux, qui ont le pouvoir de dire la légalité d'un ordre présidentiel, et par conséquent si celui-ci doit être désobéi. Tulsi Gabbard, apologiste de Poutine et complotiste, devint directrice générale du renseignement. Qu'elle supervisât le point quotidien d'information du président, l'idée terrifiait les officiers de la CIA ; et la probabilité que les services de renseignement alliés refusassent de partager avec elle leurs informations était élevée. Kash Patel, le saboteur favori du président, prit la direction du FBI, chassant ses chefs, promettant de vider le siège, de démanteler les divisions de la sécurité nationale et du renseignement et de lancer des enquêtes sur les adversaires politiques du président[1].

À eux trois, ils représentent l'essor désastreux d'un pouvoir dévoyé. Leur donner l'autorité sur la sécurité nationale de l'Amérique fut aux yeux

des professionnels du renseignement une folie. Mais placer Ratcliffe à la tête de la CIA, pour Trump, était parfaitement cohérent.

Ratcliffe a emporté sa nomination sur la foi de ses huit mois à la direction du renseignement national en 2020 – il avait falsifié pour plaire au président les rapports et analyses concernant les Russes. « Cet imbécile déshonore et corrompt sa fonction, avait alors twitté Mike Hayden. Ceux qui sont à la tête de la communauté du renseignement devraient se garder de toucher à la politique. C'est condamnable ! » (Si Trump obtient un second mandat, avait prédit Hayden, les États-Unis « deviendront tout simplement comme la Russie ou la Chine. Une dictature arrogante et prétentieuse ! »). John Sipher, un ancien de la maison Russie, avait averti que Ratcliffe voyait dans la CIA « un lieu où traquer des renseignements susceptibles d'être instrumentalisés – sans s'embarrasser des sources ni des méthodes », partant, pour « créer un récit [*fictional narrative*] utilisable à des fins politiques ». Il considérait que c'était « un jeu d'enfant de concocter n'importe quelle histoire en piochant des détails choisis dans les millions et les millions de pages des agences de renseignement ».

Le passage (ou plutôt le passif) de Ratcliffe à la tête du renseignement présageait de ce qui allait advenir à la CIA. « Le désastre attend les responsables qui exigent du renseignement qu'il s'adapte à une norme politiquement complaisante, écrit en janvier 2025 John McLaughlin, qui a été directeur par intérim et directeur adjoint de la CIA, et le désastre attend les officiers du renseignement qui sont tentés par l'idée de devancer cette norme et de jouer son jeu ».

Le président avait crié vengeance contre un État profond imaginaire. Sur la recommandation de Ratcliffe, Trump a supprimé à cinquante anciens cadres dirigeants de la CIA, considérés comme des suppôts de l'État profond – parmi lesquels les anciens directeurs et directeurs par intérim Michael Hayden, Leon Panetta, John Brennan, John McLaughlin et Michael Morell –, leurs autorisations d'accès aux documents classifiés. L'agence ne

pouvait plus compter sur leur expérience ni sur leur expertise. Puis Trump a enlevé leur escorte armée à trois hommes pourtant menacés de mort à la suite de l'assassinat du commandant des Gardiens de la révolution iraniens, Ghassem Soleimani. Cette décision menace la vie de Mike Pompeo, autrefois loyal et obséquieux directeur de la CIA, de John Bolton, ancien conseiller à la sécurité nationale et de Mark Milley, chef d'état-major à la retraite. Cette initiative vengeresse a mortifié Tom Cotton, président ultraconservateur de la commission du Sénat sur le renseignement, qui s'est interrogé tout haut sur les possibles hésitations, désormais, des officiers du renseignement à accomplir des missions dangereuses ciblant l'Iran, la Chine ou la Corée du Nord. Témoignant devant la commission, Ratcliffe a flirté avec le parjure en cherchant à dissimuler son rôle dans une conversation sur la messagerie Signal qui a dévoilé au monde secrets du renseignement et secrets militaires.

Ratcliffe a mis un terme aux politiques de promotion de la diversité au sein du personnel de l'Agence et renvoyé les personnes chargées de les mettre en œuvre. La directive la plus récente en ce sens, signée par Gina Haspel et confirmée par John Brennan, affirmait que la « capacité de la CIA à remplir ses difficiles missions de collecte du renseignement à l'étranger […] et de conduite de l'action clandestine […] nécessite que nous suscitions les vocations de ce que l'Amérique a de meilleur », sans considérations de race ou de genre. La décision prise par le nouveau directeur n'est pas de bon augure. Depuis plus de quarante ans, le service clandestin s'emploie à recruter et à garder auprès de lui des officiers africains-américains, arabes-américains ou asiatiques-américains, partant du principe de bon sens qu'envoyer des cadres tous blancs espionner dans des pays comme la Somalie, le Pakistan ou la Chine ne témoignerait pas, en matière de technique de couverture, d'une grande sagacité. En un âge où la surveillance technologique est partout, la CIA a désespérément besoin d'espions qui peuvent s'intégrer, à l'étranger, au terrain humain, et qui, à

l’instar des meilleurs analystes, ont la maîtrise des langues et des cultures des pays qu’ils couvrent. Il sera désormais plus difficile de les trouver et de s’assurer de leur fidélité. « C’est complètement idiot, proteste Marc Polymeropoulos. La diversité est la plus grande force de l’Agence. C’est notre superpouvoir. C’est grâce à elle que nous pouvons ne pas nous faire prendre. »

Ratcliffe a inconsidérément rejeté l’offre de Trump de préserver la CIA de la vague de révocations sommaires et de démissions forcées qui a, selon la volonté présidentielle, balayé l’administration. Le directeur a poussé vers la sortie les officiers et les analystes les plus expérimentés. Puis lui-même et ses séides ont envoyé par courriel à Elon Musk et à ses équipes une liste, sans la moindre protection, de tous les personnels engagés par la CIA en 2023 et 2024, sacrifiés sur l’autel des coupes budgétaires. Sur cette liste figuraient les prénoms complets et les initiales des noms. Le chef du contre-espionnage de l’Agence a immédiatement exigé une évaluation du dommage. Les espions chinois ont certainement eu accès à ce courriel, à en juger par leur degré d’infiltration dans les réseaux informatiques de l’administration, sans parler des pratiques épouvantables de l’opération Musk en matière de sécurité. Par sa longueur, cette liste témoignait que le recrutement de nouveaux talents à la CIA avait atteint au cours de ces deux années son plus haut niveau. Burns s’était donné les moyens de renforcer le centre de mission sur la Chine, la Ferme avait formé des centaines de personnes pour cibler Pékin. Le risque qu’elles couraient désormais si on les envoyait à l’étranger était immense. Ratcliffe a prétendu endiguer cette débâcle en renvoyant en nombre celles et ceux que l’Agence venait d’engager, sacrifiant l’avenir de la CIA, tandis qu’il accentuait les pressions pour contraindre au départ la vieille garde. Quant au FBI, sa direction décapitée, il est désormais confronté à deux cauchemars potentiels de sécurité nationale. D’abord, la colère de centaines de jeunes espions que le directeur de la CIA a mis au rebut. Ensuite, l’incalculable risque pour la

sécurité accompagnant la décision de Trump de remettre aux mains de Musk, son frénétique second[2], les systèmes d'information de l'administration.

Sous l'autorité de Trump, Musk avait désormais accès aux données détaillant les milliers de milliards de dollars de dépenses publiques, les fichiers personnels et sécurisés de deux millions de fonctionnaires et les budgets de fonctionnement de toutes les agences de renseignement, notamment les systèmes extrêmement confidentiels utilisés par la CIA pour payer à l'étranger ses services de liaison et ses agents. Placer ce trésor entre de telles mains est pure folie. Musk parle avec Poutine, informellement, depuis plus de deux ans. Si les espions russes n'ont pas infiltré ses réseaux, ils sont assurément coupables d'une criminelle négligence professionnelle. Et les louanges flagorneuses qu'il envoie aux dirigeants chinois laissent entendre qu'il doit « sauter comme un singe de cirque quand Xi Jinping a besoin de ses services et qu'il l'appelle », comme le dit charitablement Vivek Ramaswamy, jadis candidat à l'élection présidentielle et associé à Musk dans son entreprise de piratage intitulée Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE). Musk et son équipe d'une vingtaine de frangins de la tech sont, pour n'importe quelle paire d'oreilles indiscrètes, des cibles parlantes. « Il suffit qu'un service étranger trouve quelqu'un qui, dans l'entourage de Musk, soit motivé par a) la rapacité, b) l'ego, c) le dégoût des États-Unis, d) un problème de drogue ou e) toutes les incitations susciteées », ironise tristement Brian Greer, ancien juriste de la CIA, pour avoir découvert une mine d'or.

Tandis que le renseignement américain supportait le poids de la malveillance présidentielle, Ratcliffe invitait Musk à la CIA pour qu'elle se pliât à ses volontés. En quelques semaines, il avait mutilé l'esprit de la CIA et gravement affaibli son expertise. Au siège, le moral des équipes plongeait dans des profondeurs inconnues depuis vingt ans ou plus. Un pressentiment emplissait l'air, comme d'une calamité prochaine.

Alors Trump a commencé à s'attaquer à l'édifice de la sécurité nationale que les États-Unis, depuis la Seconde Guerre mondiale, avaient mis quatre-vingts ans à bâtir. Dans l'un des soixante-dix décrets présidentiels qu'il signe au cours des cinq premières semaines de son mandat, il ouvre la voie d'un retrait des États-Unis des traités qu'ils ont signés et des organisations multinationales qu'ils ont rejointes après-guerre. Les fondateurs de la CIA étaient présents lors de la création de ces institutions et de la fondation de l'ordre mondial qu'elles imposaient. Certains des anciens de la CIA pensent aujourd'hui qu'ils pourraient assister à leur destruction. L'idée que Trump puisse quitter l'OTAN est déjà terriblement déprimante ; ce qui choque cependant plus encore leur conscience, c'est que Trump est en train de trahir froidement l'Ukraine et de prendre ouvertement fait et cause pour la Russie.

Depuis dix ans, des espions, des responsables politiques, des citoyens et des journalistes s'interrogent tout haut sur les affinités que Trump entretient avec Poutine. Est-il vraiment un idiot utile ? Les Russes détiennent-ils des informations qui leur permettent de faire pression sur lui ? Serait-il concevable qu'il ait été recruté ? Ou s'est-il recruté lui-même ? Ou bien apprécie-t-il Poutine parce qu'il voudrait lui ressembler – être lui aussi un autocrate jouissant du pouvoir absolu ? Le mystère reste entier. Du moins le restait. Parce qu'une réponse commence d'apparaître, vive comme la fulgurance d'un éclair. Trump n'est pas l'agent de Poutine. Il est son allié. Le président des États-Unis est passé de l'autre côté.

Les Russes exultent. Le monde va comme ils veulent. « La nouvelle administration modifie rapidement toutes les configurations de sa politique étrangère, analyse le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, cela coïncide largement avec notre vision. » Une vision que la CIA a combattu sur tous les continents pendant quatre-vingts ans.

Le 24 février, le jour du troisième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine, l'Amérique rejoint l'axe autoritaire. Elle vote avec la Russie, la

Corée du Nord et l'Iran contre la résolution des Nations unies exigeant de la Russie qu'elle retire ses forces, qu'elle réponde de ses crimes de guerre et qu'elle restitue le territoire ukrainien occupé. Par ce vote, Trump rompt avec les alliés de l'Amérique et se range ouvertement du côté de ses ennemis. Puis il traite Zelensky de dictateur, l'accuse d'avoir déclenché la guerre, exige qu'il livre aux États-Unis les droits d'exploitation de 500 milliards de dollars de richesse minière, soit quatre fois le montant de l'aide librement accordée, en guise de remboursement ; enfin il tente de lui extorquer un cessez-le-feu qui le dépouille littéralement. Ce n'est pas la première fois qu'il cherche à exercer son chantage sur l'Ukraine.

Le 5 mars, Trump ôte à l'Ukraine le soutien du renseignement américain. Ratcliffe donne congé à la *task force* Ukraine de la CIA. Hegseth et Gabbard coupent le flux des signaux de renseignement, mettent fin à toute communication de reconnaissance aérienne et bloquent les accès de l'Ukraine aux images des satellites commerciaux. Les dégâts sont immédiats et terribles. À moitié aveuglée face à l'ennemi, ses défenses paralysées, sa ligne de vie avec la CIA tranchée, l'Ukraine chancelle sous les attaques des missiles et des drones et perd rapidement du terrain face aux envahisseurs. Une semaine plus tard, Trump relâche son étreinte quand Zelensky accepte les termes du cessez-le-feu fixés par les États-Unis. Poutine a ses propres exigences, qui ne comprennent pas la survie de la démocratie en Ukraine. Trump n'offre à l'Ukraine aucune garantie de sécurité, seulement la menace d'un changement de régime et la promesse d'une occupation sans fin par la Russie. Il est prêt à vendre l'Ukraine à Moscou comme il a abandonné l'Afghanistan aux talibans. L'avenir du plus vaste pays du continent européen semble bien amer.

« Au cours des années et des siècles, la date de son décès a été de nombreuses fois biffée et gravée à nouveau sur la pierre tombale de l'Ukraine, dit Ed Bogan, qui connaît bien le pays, ayant été deux fois chef de poste à Kiev, longtemps avant puis peu de temps après l'invasion russe

de 2022. Si nous partons, prévoit-il, je pense que l'Ukraine perdra le territoire que la Russie occupe aujourd'hui. La foi dans nos valeurs, dans les valeurs affirmées de l'Amérique, sera radicalement ébranlée. Peut-être pour toujours. » Et si la Russie remporte « une guerre de conquête, cela mènera à notre prochaine guerre mondiale, d'une certaine manière ». Un Poutine enhardi combattrait pour se saisir à nouveau des nations européennes autrefois prisonnières de l'empire soviétique.

« Ce qui est fait est fait, déplore Pula Doyle, et l'Ukraine a combattu vaillamment. » Cela sonne comme l'oraison funèbre du pays et des efforts de la CIA pour le soutenir. Si Poutine conserve le butin de sa guerre, « le caractère sacré de la souveraineté se sera abîmé sous nos yeux », prélude à la prochaine invasion russe. Au terme d'une longue étude, Doyle conclut que « le manuel belliciste de Poutine est tristement similaire à celui dont s'est servi Hitler entre 1938 et 1940 – une stratégie de propagande, d'attaques infondées sur l'ethnicité et les appartenances religieuses, de feints accords d'apaisement, d'annexion sans effusion de sang, d'invasions éclairs et d'occupations ». Qu'est-ce qui empêcherait Trump de passer un accord avec Poutine, lointain écho du pacte conclu en août 1939 entre Hitler et Staline dont les clauses secrètes laissaient l'Allemagne et la Russie découper l'Europe ? Qu'est-ce qui empêcherait, dès lors, Moscou d'attaquer la Pologne ou la Finlande – ou les États-Unis ?

L'Amérique est en danger, à l'intérieur comme à l'extérieur. Alors que le président prend d'assaut ses libertés civiques et ses institutions démocratiques, cherchant à terminer le travail entrepris par les foules qu'il avait rameutées, les instruments de son renseignement et de sa sécurité nationale sont tombés dans les mains d'amateurs et de flagorneurs. Les fondements de sa politique étrangère, rongés, s'effondrent. Le département d'État a fermé des ambassades et des consulats partout dans le monde. La couverture diplomatique que donnaient ces représentations à des dizaines de postes et d'antennes de la CIA disparaît. Les rangs des espions et des

analystes les plus expérimentés de l'Agence sont de plus en plus clairsemés, ses liens irremplaçables avec ses plus proches alliés s'effilochent. Le risque d'une défaillance catastrophique du renseignement est aussi élevé qu'il l'était au commencement du XXIe siècle.

Imaginez ce qui se passerait si les États-Unis étaient frappés à nouveau par un attentat cataclysmique dans les jours à venir. Qui empêcherait le président de déclarer la loi martiale ou de supprimer les élections ? Le Congrès ou la Cour suprême pourraient-ils s'y opposer ? Qui lui désobéirait s'il ordonnait au service clandestin de reconstruire les prisons secrètes, de renverser le gouvernement d'une nation souveraine ou d'assassiner ses ennemis politiques ? La CIA ne défie pas le président. Mais des officiers faisant preuve de la plus haute moralité pourraient lui résister. Et les années passeraient avant que ne soit contée leur histoire.

31 mars 2025

1. Alexander Hamilton, l'un des pères fondateurs, pensait qu'aucun président sain d'esprit ne nommerait des gens dont les seuls mérites eussent résidé dans « l'insignifiance et la malléabilité indispensables à en faire les obséquieux instruments de son bon plaisir » (*The Federalist*, no 76, 1er avril 1788). C'étaient précisément les qualités exigées par Trump. « Le totalitarisme, une fois au pouvoir, remplace inévitablement tous les vrais talents, quelles que soient leurs sympathies, par ces illuminés et ces imbéciles dont le manque d'intelligence et de créativité reste la meilleure garantie de leur loyauté », ainsi Hannah Arendt conclut-elle le chapitre X qui ouvre la troisième partie des *Origines du totalitarisme* (1951, trad. fr. 1972, J.-L. Bourget, R. Davreu, P. Lévy, revue, 2002, par H. Frappat, Gallimard, coll. « Quarto », 2002, p. 655).

2. La lune de miel a duré jusqu'à la fin du mois de mai 2025. Après… *(NdT.)*

Remerciements

Les journalistes, comme les espions, valent ce que valent leurs sources. J'adresse toute ma reconnaissance aux hommes et aux femmes de la CIA – plus d'une centaine – avec qui j'ai parlé pour écrire ce livre, dans des conversations souvent longues, qui ont patiemment répondu à mes questions et à mes relances et qui, surtout, ont toutes et tous accepté de témoigner en leur nom, sans le couvert de l'anonymat. Tous et toutes ont fait ce volume, quoique tous et toutes n'y soient pas citées. J'adresse mes remerciements tout particuliers à William J. Burns, Leon Panetta, Mike Hayden, John Brennan, Tom Sylvester, Paula Doyle, Robert Gorelick, Jim Lawler, Margaret Henoch, Luis Rueda, Marc Polymeropoulos, John Sipher, Linda Weissgold, Jim Cotsana, Rolf Mowatt-Larssen, Doug Wise et Steve Hall. Au siège de la CIA, Tammy Kupperman Thorp, directrice du bureau des relations publiques de la CIA de mai 2021 à janvier 2025, a organisé les entretiens avec les dirigeants de l'Agence et fait de son mieux pour répondre à mes innombrables demandes.

Alors que *The Mission*, dans sa version originale, partait chez l'imprimeur, la répression s'est abattue contre le droit à la liberté d'expression des anciens officiers et analystes de la CIA. « Le président révoquera immédiatement les autorisations d'accès aux documents classés confidentiel relevant de la sécurité nationale à tous les anciens directeurs, directeurs adjoints ou autres cadres dirigeants du renseignement qui

auraient abordé avec la presse ou sur les réseaux sociaux, sans autorisation expresse de l'actuel directeur, leur travail. » Ainsi est libellé le Projet 2025 qui a constitué la feuille de route de la seconde administration Trump. « Des outils supplémentaires sont nécessaires pour empêcher que la divulgation de renseignements ne soit utilisée à des fins politiques. » L'effet, glaçant, fut instantané. Seize officiers retirés de la CIA cités dans ce livre virent ainsi leur accès aux documents confidentiels révoqué par Trump au premier jour de son mandat. Certains, qui furent pour cet ouvrage des sources essentielles, anticipèrent la colère du président, et quelques autres demandèrent que leur nom et leurs propos soient retirés de ces pages. Sous le régime actuel, les éléments de ce livre n'auraient pas pu être rassemblés nominativement, pas plus qu'il n'aurait pu être écrit *on the record*. Il est peut-être le dernier ouvrage de cette sorte pour les années qui viennent.

Cela va faire bientôt quarante ans que j'ai passé pour la première fois le seuil du siège de la CIA, à Langley, en quête d'un article. Je suis à jamais redevable à Gene Roberts, qui fut pendant tant d'années le rédacteur en chef du *Philadelphia Inquirer*, de m'avoir envoyé en 1987 en Afghanistan et de m'avoir proposé de me spécialiser sur la CIA. Deux collègues des temps héroïques de l'*Inquirer* ont mis la main à la pâte de ce livre. Bob Drogin, qui devint plus tard spécialiste des questions de sécurité pour le *Los Angeles Times*, a relu les premiers chapitres du manuscrit. Vernon Loeb, qui a couvert le renseignement pour le *Washington Post*, m'a fait part de ses précieuses observations. Durant les seize années que j'ai passées au *New York Times*, j'ai eu la chance de travailler pour le regretté Joe Lelyveld et pour son successeur à la tête de la rédaction, Bill Keller, et j'ai eu le plaisir d'exercer aux côtés de journalistes immensément talentueux, comme David Sanger, Ginger Thompson, Lydia Polgreen ou Lynsey Addario, pour n'en nommer que quelques-uns.

Une équipe de recherche exceptionnelle a construit une chronologie couvrant un quart de siècle pour *The Mission* : Emma B.B. Doyle, Ruby T.

Doyle, Ford Fishman, Mego Saienni, Pascal Peppe, Bill Harvey, Kelpy Cathedral, Phoebe Fregoli, Olive Malone et Arlen Levy.

Kathy Robbins, ma très chère agente depuis trente ans, m’a présenté à l’éditeur Peter Hubbard, vice-président de Mariner Books, ainsi tous deux ont-ils donné jour à *The Mission*. Chez Robbins, Janet Oshiro, Grace Garrahan et Alexandra Sugarman ont su garder la boutique. Matthew Snyder de CAA a fourni ses conseils éclairés. Susanna Lea a magnifiquement représenté le livre auprès des éditeurs étrangers. Elaina Richardson m’a une fois encore invité à Yaddo, la colonie d’artistes et d’écrivains de Saratoga Springs, dans l’État de New York, où prennent forme mes livres depuis vingt ans.

Je dois tout, toute la chance que j’ai eue et tous mes bonheurs à Kate, Emma et Ruby Doyle. Ce livre leur est dédié tout comme je leur suis dévoué.

*

Le traducteur remercie Marthe, Karen et Élie pour leur aide très précieuse.

Sources et références

Chapitre 1 : Un sombre horizon

« la seule grande puissance encore en place » : Richard Helms, entretien avec l'auteur.

« comme la météorite les dinosaures » : Richard Kerr (dir.), « Issues for the US Intelligence Community : Collection and Analysis in Iraq », *Studies in Intelligence* 49, no. 3 (2005), https://www.cia.gov/resources/csi/static/issues-for-US-intel.pdf.

« autrefois » : Milt Bearden, entretien avec l'auteur.

« ils avaient des cartes aux murs » : Tim Weiner, "The C.I.A. Limps Toward 50," *New York Times*, 20 juillet 1997, https://www.nytimes.com/1997/07/20/weekinreview/aging-shop-of-horrors-the-cia-limps-to-50.html.

« relations dans le monde » : George H. W. Bush, entretien avec l'auteur.

« service efficace de renseignement » : Duane R. Clarridge, *A Spy for All Seasons: My Life in the CIA* (New York: Simon & Schuster, 1997), pp. 410-11.

« un parquet en feu » : George J. Tenet with Bill Harlow, *At the Center of the Storm: My Years at the CIA* (New York: HarperCollins, 2007), p. 20.

« Il y avait des piles de papiers » : Henry A. Crumpton, *The Art of Intelligence: Lessons from a Life in the CIA's Clandestine Service* (New York: Penguin, 2012), p. 140.

« un esprit de mission » : John Gannon, entretien avec l'auteur.

« nuits sans dormir, à me demander » : Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 17.

« garantir un échec » : Russ Travers, "The Coming Intelligence Failure," *Studies in Intelligence* 40, no. 5 (Printemps 1997), https://www.cia.gov/resources/csi/static/coming-intelligence-failure.pdf.

« faillite systémique et catastrophique du renseignement » : rapport de la Commission permanente sur le renseignement de la Chambre des Représentants, "Counterterrorism Intelligence Capabilities and Performance Prior to 9/11," 17 juillet 2002. Ce n'était pas un nouveau pressentiment pour Tenet. Peu après son arrivé à la CIA en tant que directeur adjoint en 1995, Jack Devine, un vétéran de trente ans du service clandestin et son chef par intérim à ce moment, lui dit « George, je te préviens, quelqu'un va tirer une balle aujourd'hui en Irak du nord, et tu verras dans deux ans où elle a atterri ». (Entretien de l'auteur avec Jack Devine). Tenet en était réduit à écrire des lettres au président plaidant pour une augmentation des moyens financiers, avec peu de succès. Enfin, en octobre 1998, huit semaines après qu'Al-Qaïda ait attaqué simultanément deux ambassades des États-Unis en Afrique avec des camions piégés, Tenet réussi à persuader le Congrès de lui allouer exceptionnellement 1,8 milliard de dollars. Cette aide est un rare coup de main de la part du Congrès, qui le plus souvent envoyait la CIA promener. La Commission sur le renseignement de la Chambre, avec à sa tête le Républicain Porter Goss, un ancien officier de la CIA et futur directeur de la CIA, avait critiqué publiquement et de manière cinglante l'agence, en disant que « son engagement et ses capacités » pour la

gestion de l'espionnage « étaient fragiles » et qu'elle n'avait « ni l'acuité, ni l'envergure, ni l'expertise analytique nécessaire à la surveillance des développements politiques, militaires et économiques à l'échelle internationale. » (Tim Weiner, "House Panel Says C.I.A. Lacks Expertise to Carry Out Its Duties," *New York Times*, 19 juin 1997, https://www.nytimes.com/1997/06/19/us/house-panel-says-cia-lacks-expertise-to-carry-out-its-duties.html).

« l'ambassade de Chine » : Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 46.

« je me retrouvais à l'essai » : Tenet, *At the Center of the Storm*, pp. 136-37. John Brennan, le directeur de cabinet de Tenet pendant la transition, dit que Bush père avait influencé la décision de son fils de garder Tenet à la CIA « Bush fils ne savait pas grand-chose sur George en dehors de ce qu'on lui avait dit, et je pense que son père… donna au Président Bush une impression plutôt positive de George, » dit Brennan. Transcription de l'entretien avec *Frontline*, PBS, 8 mars 2006, https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/darkside/interviews/brennan.html.

Chapitre 2 : Rupture de la confiance et mensonges

« On en a eu un » : Ambassadrice Roberta Jacobson, entretien avec l'auteur. Sauf spécifié autrement, les informations sur le Airbridge Denial Program (Rupture du pont aérien) et les citations des officiers de la CIA non-cités comme sources proviennent du rapport de l'inspecteur général de la CIA John Helgerson, « Procedures Used in Narcotics Airbridge Denial Program in Peru, 1995-2001 », 25 août, 2008 ; accepté pour publication, après modification, novembre 2010.

« Qu'est-ce que vous avez fait » : Luis Rueda, entretien avec l'auteur.

« au diable les torpilles, en avant toute » : Philip Mudd, *Black Site: The CIA in the Post 9/11 World* (New York: Liveright, 2019), p. 105.

« contrôler régulièrement l'application » : La Maison Blanche, Bureau du Président, "Resumption of U.S. Drug Interdiction Assistance to the Government of Peru," 8 décembre 1994, https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB44/doc12.pdf. Le mémorandum sous-jacent intitulé "Memorandum of Justification for Presidential Determination Regarding the Resumption of U.S. Aerial Tracking Information Sharing and Other Assistance to the Government of Peru" est contenu dans l'ouvrage de Helgerson, pp. 296-98.

« la règle était de ne pas suivre les règles » : Jack Devine, entretien avec l'auteur.

« manque de franchise » : Tim Weiner, "The CIA's Most Important Mission: Itself," *New York Times*, 10 décembre 1995, https://www.nytimes.com/1995/12/10/magazine/the-cia-s-most-important-mission-itself.html.

« précieuses leçons » : Jose A. Rodriguez Jr. with Bill Harlow, *Hard Measures: How Aggressive CIA Actions After 9/11 Saved American Lives* (New York: Threshold Editions, 2012), p. 27.

« parler seulement de » : Fred F. Manget, "Intelligence and the Criminal Law System," *Stanford Law and Policy Review* 17, no. 2 (2006), https://law.stanford.edu/wp-content/uploads/2018/03/manget.pdf.

il n'a pas caché son amertume « je me suis senti trahi » : Rand Beers, entretien avec l'auteur.

Chapitre 3 : « Tout cela était tristement absurde »

« *menace du terrorisme* » : témoignage de Tenet devant la commission sénatoriale des forces armées, 7 mars, 2001, http://fas.org/irp/congress/2001_hr/s010308t.html.

« *direct et dénué d'ambiguïté* » : John Rizzo, *Company Man: Thirty Years of Controversy and Crisis at the CIA* (New York: Scribner, 2014), p. 168.

« *première fois depuis des décennies* » : Rumsfeld cité dans Gen. Richard J. Myers et Malcolm McConnell, *Eyes on the Horizon: Serving on the Front Lines of National Security* (New York: Threshold Editions, 2009), p. 140. Myers est Chef d'état-major des armées en 2001.

« *d'abord un point de vue positif* » : Zalmay Khalilzad, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/zalmay-khalilzad-oral-history.

« *qu'ils attendent* » : Milam cité dans Steve Coll, *Ghost Wars: The Secret History of the CIA, Afghanistan and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001* (New York: Penguin, 2004), p. 498.

« *détecté électroniquement Ben Laden* » : Henry A. Crumpton, *The Art of Intelligence: Lessons from a Life in the CIA's Clandestine Service* (New York: Penguin, 2012), pp. 154-55.

« *mes cheveux se sont littéralement* » : George J. Tenet with Bill Harlow, *At the Center of the Storm: My Years at the CIA* (New York: HarperCollins, 2007), pp. 151-54.

« *ce pays doit se* » : Tenet, *At the Center of the Storm*, pp. 151-54.

« *pourquoi il était président* » : Colin Powell et Richard Armitage, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/colin-l-powell-and-richard-l-armitage-oral-history. La CIA faisait des comptes rendus oraux à Bush, comme c'était la tradition pour les candidats à la présidentielle, depuis septembre 2000, et cette éducation

avait principalement pour but de le tenir au courant. Ce n'était pas un homme d'expérience. Il avait rarement quitté les États-Unis ; son voyage à l'étranger le plus long avait été la Chine, en 1975, quand son père était l'émissaire américain à Pékin et il était un enfant inexpérimenté, soiffard et capricieux, cherchant en vain à sortir avec des femmes chinoises. Aucun président-élu depuis Calvin Coolidge n'avait été aussi ignorant de la politique étrangère.

« un mariage arrangé » : Powell et Armitage, témoignage.

« Cheney ne voulait en aucun cas » : entretien avec John Brennan, « The Dark Side », *Frontline*, PBS, 8 mars 2006, https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/darkside/interviews/brennan.html.

Chapitre 4 : La baie des chèvres

« la seule guerre que nous avions » : David Petræus, entretien avec l'auteur.

« travaille avec des patriotes » : Luis Rueda, entretien avec l'auteur.

« monter un coup d'État » : Luis Rueda, entretien avec l'auteur

« un conseil » : Robert Gates, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/robert-gates-oral-history.

« nous lui donnions de l'argent » : Kenneth M. Pollock, "Ahmed Chalabi, RIP," Brookings Institute, 4 novembre 2015, https://www.brookings.edu/blog/markaz/2015/11/04/ahmad-chalabi-rip/.

« type est une fouine » : Armitage cité dans William J. Burns, *The Back Channel: A Memoir of American Diplomacy and the Case for Its Renewal* (New York: Random House, 2019), p. 164. Judith Miller du

New York Times faisait partie des journalistes qui prenaient pour argent comptant ce que Chalabi avançait. « Il est la source de la majorité de nos unes en exclusivité de notre journal sur les ADM » se vante Miller dans un email à un collègue. La plupart de ces unes en exclusivité l'étaient parce qu'elles s'étaient avérées être fausses. Par exemple, Chalabi avait aidé Miller pour son article de décembre 2001 sur un déserteur irakien qui témoignait avoir vu des « sites secrets pour la fabrication d'armes nucléaires, biologiques et chimiques dans des puits souterrains, des résidences privées et en dessous de l'hôpital Saddam Hussein à Baghdad. » L'article était une publicité pour Chalabi, menteur avéré, qui voulait que les États-Unis le portent au pouvoir. Le journal publia en mai 2004 un long et pénible *mea culpa* reconnaissant cette faute professionnelle.

« des types à Rolex » : Zinni cité dans John Lancaster, "A Nominee's Long Road to 'No,'" *Washington Post*, 2 octobre 2000, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2000/10/03/a-nominees-long-road-to-no/e824d893-4e91-4003-b30a-3f23c2fd6fbd/.

« balbutiements de » : Tenet dans Bill Harlow, dir., Rebuttal: *The CIA Responds to the Senate Intelligence Committee's Study of Its Detention and Interrogation Program* (Annapolis: Naval Institute Press, 2015), p. 2.

Chapitre 5 : Un nouveau monde

« pas question dans cette note » : Garrett M. Graff, *The Only Plane in the Sky: An Oral History of 9/11* (New York: Avid Reader Press, 2019), pp. 12, 97.

« le bâtiment a tremblé » : Graff, The Only Plane in the Sky, pp. 12, 97.

« *sentir que nous étions entrés* » : McLaughlin, transcription de l'entretien avec *Frontline*, PBS, 19 mai 2015, https://www.pbs.org/wgbh/frontline/article/john-mclaughlin-cia-interrogations-were-legal-moral-and-effective/.

« *mon imagination aller* » : John Rizzo, *Company Man: Thirty Years of Controversy and Crisis in the CIA* (New York: Scribner, 2014), pp. 172-73.

« *Qu'est-ce que vous savez* » : Michael Hayden, témoignage, Mille Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/michael-hayden-oral-history.

« *Nous nous demandions* » : entretien avec Rice dans Yaniv Barzilai, *102 Days of War: How Osama bin Laden, al Qaeda and the Taliban Survived 2001* (Washington: Potomac Books, 2013), p. 84.

« *lien avec Saddam Hussein* » : Sir Christopher Meyer, l'ambassadeur du Royaume Uni aux États-Unis atteste de la véracité de cette conversation avec Condi Rice devant la commission Chilcot sur le rôle joué par le Royaume-Uni dans la guerre en Irak.

« *On doit se faire l'Irak* » : Selon Richard Clarke, le coordinateur antiterrorisme, Rumsfeld fait cette incroyable déclaration après que l'équipe de la sécurité nationale s'est rassemblée à la Maison Blanche. Clarke raconte : « Cette nuit du 11 septembre, Rumsfeld est venu et les autres, et le président sont enfin rentrés, et on a eu une réunion. Et Rumsfeld a dit, Vous êtes conscients qu'on doit se faire l'Irak, et tout le monde l'a regardé – en tout cas je l'ai regardé, et Powell l'a regardé – genre Mais nom de Dieu de quoi tu parles ? Et il a dit – je n'oublierais jamais – Il y'a juste pas assez de cibles en Afghanistan. On doit bombarder quelque chose d'autre pour prouver qu'on est, vous savez, grand et fort et qu'on ne va pas se faire bousculer par ce genre d'attaques. Et j'ai vraiment insisté cette nuit, et je pense que Powell

était d'accord, sur le fait que l'Irak n'avait rien à voir avec le 11-Septembre. Ça n'a pas le moins du monde eu l'air de déranger Rumsfeld. » Cullen Murphy et Todd S. Purdum, "Farewell to All That: An Oral History of the Bush White House," Vanity Fair, 28 décembre 2008, https://www.vanityfair.com/news/2009/02/bush-oral-history200902.

« *Voyez si Saddam a fait ça* » : Richard A. Clarke, *Against All Enemies: Inside America's War on Terror* (New York: Free Press, 2004), p. 32.

« *J'espère que nous pouvons tomber d'accord* » : Tyler Drumheller et Elaine Monagham, *On the Brink: An Insider's Account of How the White House Compromised American Intelligence* (New York: Carroll & Graf, 2006), pp. 29-32. Drumheller était le chef de la division Europe du service clandestin. Le dîner est raconté, brièvement, dans George J. Tenet et Bill Harlow, *At the Center of the Storm: My Years at the CIA* (New York: HarperCollins, 2007), pp. 172-73.

« *On est foutu* » : Henry A. Crumpton, *The Art of Intelligence: Lessons from a Life in the CIA's Clandestine Service* (New York: Penguin, 2012), p. 186.

« *Ben Laden, mort* » : Michael Morell et Bill Harlow, *The Great War of Our Time: The CIA's Fight Against Terrorism—from al Qa'ida to ISIS* (New York: Twelve, 2015), p. 65.

« *mouches qui se baladeront* » : Cofer Black cité dans Bob Woodward, *Bush at War* (New York: Simon & Schuster, 2002), p. 52.

« *tenir sa promesse* » : Morell, *The Great War of Our Time*, p. 65.

« *c'est une guerre Mondiale* » : Rumsfeld, Wolfowitz, Black, et Bush cités et paraphrasés dans Robert Draper, *To Start a War: How the Bush Administration Took America into Iraq* (New York: Penguin, 2020), pp. 17-20.

« *cela s'est vraiment décidé* » : Colin Powell et Richard Armitage, témoignage (histoire orale), Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/colin-l-powell-and-richard-l-armitage-oral-history.

« *Nous sommes désormais en guerre.* » : Morell, *The Great War of Our Time*, p. 63.

« *pas seuls dans ce djihad* » : Abdul Salam Zaaef, *My Life with the Tali*ban (New York: Columbia University Press, 2010), p. 147.

« *Si la guerre survient* » : Robert L. Grenier, *88 Days to Kandahar: A CIA Diary* (New York: Simon & Schuster, 2015), p. 10.

« *amené des cartes* » : Ryan Crocker, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/ryan-crocker-oral-history.

« *l'enfer sur Terre* » : Tenet dans Bill Harlow, dir., *Rebuttal: The CIA Responds to the Senate Intelligence Committee's Study of Its Detention and Interrogation Program* (Annapolis: Naval Institute Press, 2015), p. 2.

« *était pour nous inconcevable* » : Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 239.

« *on savait que dalle* » : Robert Gates, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/robert-gates-oral-history.

« *pas une seule alerte de menace* » : Winston Wiley, entretien avec Mike Morell, en podcast *Intelligence Matters*, CBS News, 11 août 2011, https://www.cbsnews.com/news/intelligence-matters-presents-remembering-911-with-winston-wiley/?intcid=CNM-0010abd1h.

« *les renseignements* » : Gates, témoignage.

« *terrorisé les plus courageux* » : Morell cité dans *Confronting Saddam Hussein: George W. Bush and the Invasion of Iraq* (New York: Oxford

University Press, 2023) p. 68.

« *la peur* » : Linda Weissgold, entretien avec l'auteur.

« *c'est votre faute* » : Cindy Storer, transcription de l'entretien dans *Manhunt: The Search for bin Laden*, CNN, 27 mai 2013, https://transcripts.cnn.com/show/se/date/2013-05-27/segment/02.

« *sur la menace des terroristes* » : George W. Bush, *Decision Points* (New York: Crown, 2010), p. 158.

« *le leader irakien* » : conférence de presse de George W. Bush, 11 octobre 2001, https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/10/20011011-7.html.

« *guerre contre le terrorisme commence* » : Discours de Bush pendant la session conjointe du congrès du 20 septembre 2001.

« *Notre stratégie* » : Woodward, *Bush at War*, p. 153.

« *se disputer pour savoir qui* » : Powell et Armitage, témoignage.

« *chaos du moment* » : entretien avec McLaughlin dans Barzilai, *102 Days of War*, pp. 55-56.

« *te donnerais tout ce que* » : Crumpton, *The Art of Intelligence*, p. 181.

« *te trouveras quelque chose* » : Jose A. Rodriguez Jr. et Bill Harlow, *Hard Measures: How Aggressive CIA Actions After 9/11 Saved American Lives* (New York: Threshold Editions, 2012), p. 30.

« *n'en savais pas assez* » : Joe Rodriguez, transcription de l'entretien dans "*Manhunt: The Search for bin Laden,*" CNN, 27 mai 2013, https://transcripts.cnn.com/show/se/date/2013-05-27/segment/02.

« *pas de bureau* » : Rodriguez, *Hard Measures*, pp. 32-38.

« *naviguait à vue* » : Rodriguez, *Hard Measures*, pp. 32-38.

« *allons faire* » : Rodriguez, *Hard Measures*, pp. 32-38.

« *programme de collecte du renseignement* » : Enrique Prado, entretien avec l'auteur.

« *la tête de Ben Laden* » : Gary Schroen, *First In: An Insider's Account of How the CIA Spearheaded the War on Terror* (New York: Ballantine Books, 2005), p. 38.

« *serré la machoire* » : Crumpton, *The Art of Intelligence*, p. 198.

« *moral des talibans* » : Donald Rumsfeld, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/donald-rumsfeld-oral-history.

« *pas été question des conséquences* » : Crumpton, *The Art of Intelligence*, p. 239.

« *aller en Afghanistan* » : Gen. Richard Meyers, témoignage de Rumsfeld.

Chapitre 6 : « Nous improvisions à mesure »

« *mon meilleur ami* » : Karzaï cité dans Bette Dam, *A Man and a Motorcycle: How Hamid Karzaï Came to Power* (Amsterdam: Ipso Facto, 2014), p. 8.

« *En apparence, ils formaient* » : Robert L. Grenier, *88 Days to Kandahar: A CIA Diary* (New York: Simon & Schuster, 2015), p. 139.

« *la langue qu'on* » : Jason Elliott, *An Unexpected Light: Travels in Afghanistan* (London: Picador, 2011), p. 52.

« *pensées portaient* » : Grenier, *An Unexpected Light: Travels in Afghanistan* (London: Picador, 2011), p. 52.

« *Je peux vous assurer* » : Hass cité dans Ahmed Rashid, *Descent into Chaos: The U.S. and the Disaster in Pakistan, Afghanistan, and Central*

Asia (New York, Penguin, 2008), p. 76.

« *Pas la moindre analyse prospective* » : Stephen Hadley, entretien pour *What We Need to Learn: Lessons from Twenty Years of Afghanistan Reconstruction, Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction*, août 2021, https://www.sigar.mil/pdf/lessonslearned/SIGAR-21-46-LL.pdf.

« *après les talibans* » : Conseil national de sécurité, "U.S. Strategy in Afghanistan" (avec les modifications manuscrites de Rumsfeld), 16 octobre 2001, https://nsarchive.gwu.edu/document/24546-office-secretary-defense-donald-rumsfeld-snowflake-douglas-feith-strategy-october-30. Une note écrite à la main révèle que la stratégie a été validée par le CNS le 16 octobre.

« *l'Amérique utilise des armes chimiques* » : "White House Dismisses bin Laden Nuclear Threat," CNN, 10 novembre 2001, Internet Archive Wayback Machine, https://web.archive.org/web/20011111145253/http://www.cnn.com/2001/WORLD/europe/11/10/ret.binladen.nuclear/index.html.

« *S'il part ailleurs* » : Bob Woodward, *Bush at War* (New York: Simon & Schuster, 2002), p. 311.

« *le plus irresponsable et le plus fou* » : entretien avec Berntsen, dans Yaniv Barzilai, *102 Days of War: How Osama bin Laden, al Qaeda and the Taliban Survived 2001* (Washington: Potomac Books, 2013), pp. 78-79.

« *La Maison Blanche pensait* » : Barzilai, *102 Days of War*, p. 75.

« *Le téléphone satellite* » : Capitaine Jason Amerine, "The Battle of Tarin Kowt," *Frontline*, PBS, 12 juillet 2002, https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/campaign/ground/tarinkowt.html.

« *apparaître comme le héros* » : Jane Perlez, "Afghan Trying to Do 'Big Things' at Big Risk," *New York Times*, 5 novembre 2001,

https://www.nytimes.com/2001/11/05/world/a-nation-challenged-taliban-foe-afghan-trying-to-do-big-things-at-big-risk.html.

« Abdullah fut le premier Afghan » : James Dobbins, “Our Man in Kabul,” *Foreign Affairs*, 4 novembre 2009, https://www.foreignaffairs.com/articles/afghanistan/2009-11-04/our-man-kabul.

« son nom était sur toutes les lèvres » : Philip Mudd, *Takedown: Inside the Hunt for Al Qaeda* (Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2013), p. 11.

« prenait ses decisions avec les événements » : Grenier, *88 Days to Kandahar*, pp. 251-52.

envoyait la dépêche suivante : Tim Weiner: “Bin Laden Reported Spotted in Fortified Camp in Afghan East,” *New York Times*, 25 novembre 2001, https://www.nytimes.com/2001/11/25/world/nation-challenged-fugitive-bin-laden-reported-spotted-fortified-camp-afghan-east.html.

« C’est à Tora Bora que ça se passe » : Tommy Francks, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/tommy-franks-oral-history.

« Portes et fenêtres » : Hamid Karzaï, transcription de l’entretien avec *Frontline*, PBS, 7 mai 2002, https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/campaign/interviews/karzai.html.

« une amnistie complète » : Barnett Rubin, témoignage, Afghanistan Project, Foreign Affairs Oral History Collection, Association for Diplomatic Studies and Training, https://adst.org/afghanistan-project-barnett-rubin/.

« le président s’en est pris au messager » : Michael Morell et Bill Harlow, *The Great War of Our Time: The CIA’s Fight Against Terrorism—from al Qa’ida to ISIS* (New York: Twelve, 2015), pp. 75-76.

« *mission impossible* » : Ryan Crocker, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/ryan-crocker-oral-history.

« *argent fantôme* » : Matthrew Rosenberg, “With Bags of Cash, C.I.A. Seeks Influence in Afghanistan,” *New York Times*, 29 avril 2013, https://www.nytimes.com/2013/04/29/world/asia/cia-delivers-cash-to-afghan-leaders-office.html.

« *au pouvoir parce que* » : Michael Metrinko, entretien avec l’auteur ; voir aussi témoignage de Metrinko, Association for Diplomatic Studies and Training. Foreign Affairs Oral History Project, https://www.adst.org/OH%20TOCs/Metrinko,%20Mike.toc.pdf.

« *les plus […] de son gouvernement* » : Ambassade des États-Unis (Kaboul), Sujet : « Confronter la crise de corruption en Afghanistan », 15 septembre 2005, National Security Archive, Université George Washington, https://nsarchive.gwu.edu/document/24555- u-s-embassy-kabul-cable-003681-subject-confronting-afghanistan-s-corruption-crisis. À propos de la corruption de Ahmed Wali Karzaï et sur son soutien par les cadres de la CIA, voir Dexter Filkins, Mark Mazzetti, et James Risen, “Brother of Afghan Leader Said to Be Paid by C.I.A.,” *New York Times*, 28 octobre 2009, https://www.nytimes.com/2009/10/28/world/asia/28intel.html ; Dexter Filkins, “Death of an Afghan Godfather,” *The New Yorker*, 12 juillet 2011, https://www.newyorker.com/news/news-desk/death-of-an-afghan-godfather.

« *le secret* » : entretien avec Hadley dans *What We Need to Learn*.

« *l’importance qu’avait* » : entretien avec Barnett Rubin dans SIGAR, “Corruption in Conflict: Lessons from the U.S. Experience in Afghanistan,” septembre 2016, https://www.sigar.mil/interactive-reports/corruption-in-conflict/index.html.

« la situation à laquelle nous sommes » : Roger Pardo-Maurer, “Greetings from Scenic Kandahar,” email daté du 11-15 août 2002, National Security Archive, Université George Washington, https://nsarchive.gwu.edu/document/24550-combined-joint-special-operations-task-force-coalition-coordination-cell-kandahar.

Chapitre 7 : Des ennuis inédits

« qui s’est avéré un mensonge » : entretien avec Kristen Wood par Mike Morell, en podcast *Intelligence Matters*, WGHN, 15 mars 2023, https://wghn.com/2023/03/15/u-s-invasion-of-iraq-20-years-later-intelligence-matters/.

« courir sur le champ à la Maison Blanche » : entretien avec Tyler Drumheller, Constitution Project, Task Force on Detainee Treatment, Open Society Foundations, https://www.opensocietyfoundations.org/publications/report-constitution-project-s-task-force-detainee-treatment.

« allons-nous » : Scott Shane, “Inside a 9/11 Mastermind’s Interrogation,” *New York Times*, 22 juin 2008, https://www.nytimes.com/2008/06/22/washington/22ksm.html.

« la destruction et la mort » : remarques de George W. Bush au déjeuner du Comité Républicain du Connecticut, La Maison Blanche, 9 avril 2002, https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/04/20020409-8.html.

« devions assumer la responsabilité » : entretien avec Jose Rodriguez dans *Manhunt: The Search for bin Laden*, CNN, 27 mai 2013, https://transcripts.cnn.com/show/se/date/2013-05-27/segment/02.

Était-ce de la torture ? « Certainement » : entretien avec Richard Armitage dans *Torturing Democracy*, 8 janvier 2008, https://nsarchive2.gwu.edu/torturingdemocracy/interviews/richard_armitage.html.

« techniques physiques ou psychologiques inhumaines » : rapport sur le programme de détention et d'interrogatoires de l'Agence Centrale de Renseignement de la Commission permanente sur le renseignement du Sénat [dorénavant intitulé le Rapport sur la torture] p. 32, https://www.intelligence.senate.gov/sites/default/files/publications/CRPT-113srpt288.pdf.

Ces techniques choquent Rizzo : John Rizzo, *Company Man: Thirty Years of Controversy and Crisis at the CIA* (New York: Scribner, 2014), pp. 185-87.

« compris tout à coup que de toute façon » : entretien avec John Rizzo pour "Secrets, Politics, and Torture," *Frontline*, PBS, https://www.pbs.org/wgbh/frontline/documentary/secrets-politics-and-torture/transcript/.

« on ne fera rien » : Rizzo, *Company Man*, pp 185-87.

« approuvé l'usage des » : George W. Bush, Decision Points (New York: Crown, 2010), p. 169. Après la publication par Bush de ses mémoires, Rizzo demanda à Tenet si l'aveu du président était sincère. « George ne se rappelle rien, » écrit Rizzo. « Comment George – comment quiconque d'ailleurs – pourrait jamais oublier avoir discuté de quelque chose comme ça avec le président des États-Unis ? » Qu'on avait suggéré de recourir à des interrogatoires brutaux était un secret bien gardé au sein même de la CIA, en partie à cause de la crainte légitime que certains officiers supérieurs considèrent de telles techniques comme étant anti-américaines. « Les gens disent qu'on peut pas comparer ça avec ce qu'on fait les Soviétiques, » dit Tyler Drumheller, le chef du

service clandestin Europe. « Bien sûr qu'on peut ». Cependant, l'utilisation du *waterboarding* n'était pas nouvelle aux États-Unis. En 1968, un officier américain fut traduit en cour martiale pour avoir « waterboardé » un prisonnier de guerre Nord Vietnamien. En 1983, le shérif du comté de San Jancinto, au Texas, fut condamné à dix ans de prison pour avoir utilisé la technique afin d'obtenir des aveux.

« regardions Godzilla » : Ali Soufan, *The Black Banners: How Torture Derailed the War on Terror after 9/11*, declassified edition (New York: W. W. Norton, 2020), p. 404.

« renseignements concernant une attaque nucléaire » : déposition de James Mitchell pendant les audiences préliminaires pour le procès du 11-Septembre *United States v. Khalid Sheikh Mohammad*, 20 janvier 2020, https://www.judicialwatch.org/wp-content/uploads/2021/06/Deposition-Testimony-Jan-20-31-2020-.pdf.

« Nous allons boxer à mains nues » : La réunion est décrite par Mitchell dans ses mémoires, co-écrites par Bill Harlow, longtemps chef des relations publiques de la CIA dans *Enhanced Interrogation: Inside the Minds and Motives of the Islamic Terrorists Trying to Destroy America* (New York: Crown, 2016) pp. 12-16.

« vient de m'expliquer comment » : Ric Prado, entretien avec l'auteur.

« les Américains découvriraient » : entretien avec Philip Mudd dans *Manhunt: The Search for bin Laden*, CNN, 27 mai 2013, https://transcripts.cnn.com/show/se/date/2013-05-27/segment/02.

« n'avions absolument aucune expérience » : Jim Cotsana, entretien avec l'auteur.

« le manque de personnel » : Bill Harlow, dir., *Rebuttal: The CIA Responds to the Senate Intelligence Committee's Study of Its Detention and Interrogation Program* (Annapolis: Naval Institute Press, 2015), p. 55.

« avons compris comment » : Jim Cotsana, entretien avec l'auteur.

« Probablement pas » : Jim Cotsana, entretien avec l'auteur.

« étions absolument seuls » : Kwasniewski cité dans John Pomfret, *From Warsaw with Love: Polish Spies, the CIA, and the Forging of an Unlikely Alliance* (New York: Holt, 2021), p. 204.

priver de sommeil : Lorsque l'Office of Professional Responsibility du département de la Justice a passé en revue l'historique des mémos sur la torture, un avocat du Bureau du conseil juridique qui s'était inquiété de leur existence nommé Patrick Philbin, et qui deviendrait ensuite conseiller adjoint à la Maison Blanche sous Président Trump, remarquait la chose suivante : « On ne savait pas en 2002 que les détenus étaient forcés de porter des couches-culottes, éventuellement pendant plusieurs jours d'affilée. On ne savait pas non plus qu'on empêchait les détenus de dormir en les menottant au plafond. De même, les techniques de manipulation diététique et de douches d'eau glacée n'avaient pas été rapportées au Bureau du conseil juridique en 2002 et leur utilisation n'avait même pas été envisagée. Tous ces facteurs pris ensemble peignaient un tableau d'un procédé d'interrogatoire bien différent de celui présenté en 2002. » Philbin dit aussi qu'il « ne pense pas que le mémo offrait une analyse suffisant à conclure que le fait de priver une personne de sommeil pendant des jours, la garder menotté au plafond, forcée de porter une couche-culotte tout en utilisant sur elle d'autres techniques d'interrogatoire, ne conduirait pas à produire chez elle une « souffrance physique grave ». En 2005, quand le directeur de cabinet du Procureur général Alberto Gonzales émet l'idée à James Comey, le numéro deux du département de la Justice, de réautoriser les techniques des mémos sur la torture, Comey lui répond que « cette idée hanterait le bureau du procureur général et le département de la Justice et je l'ai pressé de ne pas la mettre en œuvre. Je lui ai dit que les personnes qui faisait pression maintenant ne serait plus là quand ça partirait en couilles. » La pression venait de la Maison Blanche et de la

CIA. C'est vraiment parti en couilles à la fin de l'administration Bush, quand la commission sénatoriale sur le renseignement a commencé à travailler sur ce qu'on a appelé le « rapport sur la torture », dont un dixième a été déclassifié en 2014.

« professionnels expérimentés du renseignement » : Bush, *Decision Points*, p. 169.

« connaissance de la cible » : Bush, *Decision Points*, p. 151.

insistent autant qu'ils peuvent : *Salim v. Mitchell*, enregistrement vidéo de la déposition de Jose Rodriguez, 7 mars 2017, https://static01.nyt.com/packages/pdf/us/20170620_interrogations/jose-rodriguez.pdf.

« certains à en » : Rapport sur la torture, p. 479

« guère plus qu'une expérience menée par des amateurs » : *Summary and Reflections of Chief of Medical Services on OMS Participation in the RDI Program*, p. 41, déclassifié le 14 août 2018, https://www.aclu.org/sites/default/files/field_document/oms_summary.pdf.

« waterboard n'était pas » : Jim Cotsana, entretien avec l'auteur.

« honnêteté, maturité et jugement » : Rapport sur la torture, p. 50.

« utile aux interrogatoires » : Rapport sur la torture, p. 50.

« brutalités incontrôlées » : Mitchell, *Enhanced Interrogation*, p. 92.

« L'interrogatoire agressif » : debriefing sur Abd Al-Rahim Al-Nashiri, télégramme de la CIA envoyé par Haspel au siège, 15 novembre 2002, National Security Archive, Université George Washington, https://nsarchive.gwu.edu/document/16772-document-02-gina-haspel-s-day-one-report-cia.

« semble inconcevable » : Rapport sur la torture, pp. 67-68.

« nouveau shérif » : Mitchell, *Enhanced Interrogation*, p. 105ff.

« Il y avait des règles » : Jim Cotsana, entretien avec l'auteur.

Chapitre 8 : Ce qu'on fait quand on ne sait pas

« j'étais épuisé » : George Tenet et Bill Harlow, *At the Center of the Storm: My Years at the CIA* (New York: HarperCollins, 2007), pp. 452-60.

« du consensus coercitif » : *The Commission on the Intelligence Capabilities of the United States Regarding Weapons of Mass Destruction Report to the President of the United States*, 31 mars 2005, p. 196, https://irp.fas.org/offdocs/wmd_report.pdf.

« le président veut » : Peter Eisner et Knut Royce, *The Italian Letter: How the Bush Administration Used a Fake Letter to Build the Case for War in Iraq* (New York: Rodale, 2007), p. 119.

« considérée comme inevitable » : The "Downing Street Memo," 23 juillet 2002, National Security Archive, Université George Washington, https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB328/II-Doc14.pdf.

« plaider » : Colin Powell et Richard Armitage, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/colin-l-powell-and-richard-l-armitage-oral-history.

« comme un verre de cristal » : Powell, entretien dans "Hard Lessons: The Iraq Reconstruction Experience," Bureau de l'inspecteur général spécial pour la reconstruction en Irak, 2009.

« il n'y avait jamais eu » : Armitage cité dans Ron Suskind, *The One Percent Doctrine: Deep Inside America's Pursuit of Its Enemies Since 9/11* (New York: Simon & Schuster, 2006), p. 225.

« le type le plus con à la surface du globe » : Bob Woodward, *Plan of Attack* (New York: Simon & Schuster, 2004), p. 281.

« différents avant la guerre » : Doug Feith, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/douglas-j-feith-oral-history.

« La guerre n'est pas facultative » : Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 310.

« mise à jour technique » : Mark Lowenthal, entretien avec l'auteur.

« ce qu'on fait quand » : Sherman Kent, "Estimates and Influence," Foreign Service Journal (avril 1969), p. 17.

« sur les armes biologiques » : entretien avec Andy Makridis par Mike Morell, en podcast *Intelligence Matters*, WGHN, 15 mars 2023, https://wghn.com/2023/03/15/u-s-invasion-of-iraq-20-years-later-intelligence-matters/.

« puzzle de 10 000 pièces » : entretien avec Kristin Wood par Mike Morell, en podcast *Intelligence Matters.*

« pas grand-chose pour convaincre » : Luis Rueda, entretien avec l'auteur.

« analystes ne comprenaient pas vraiment » : Michael Morell et Bill Harlow, *The Great War of Our Time: The CIA's Fight Against Terrorism —from al Qa'ida to ISIS* (New York: Twelve, 2015), p. 102.

un peu de temps pour penser : Tim Weiner, "Naivete at the C.I.A.," *New York Times*, 7 juin 1998, https://www.nytimes.com/1998/06/07/weekinreview/the-world-naivete-at-the-cia-every-nation-s-just-another-us.html.

« comment sais-tu » : Margaret Henoch, entretien avec l'auteur.

« responsables politiques et aux soldats » : lettre de mission WINPAC, CIA, non datée mais aux alentours d'avril 2001, https://www.cia.gov/readingroom/docs/DOC_0005462544.pdf.

« *l'information sourcée* » : Robert Draper, *To Start a War: How the Bush Administration Took America into Iraq* (New York: Penguin, 2020), p. 390.

« *Nous en avions des tonnes* » : Michael Hayden, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/michael-hayden-oral-history.

« *évident que l'administration Bush* » : Paul Pillar, "Intelligence, Policy, and the War in Iraq," *Foreign Affairs*, mars-avril 2006.

« *analystes sentaient* » : Jim Lawlor, entretien avec l'auteur.

« *avions pas de meilleures informations* » : Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 362.

« *DIRE QUE L'IRAK* » : Draper, *To Start a War*, p. 268.

« *Aurions-nous envahi l'Irak* » : Condoleezza Rice et Stephen Hadley, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/condoleezza-rice-and-stephen-hadley-oral-history.

« *toutes les nuits avec George* » : Powell, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/colin-powell-oral-history.

« *Le gros morceau* » : Draper, *To Start a War*, p. 276.

« *Point par point, Powell* » : Morell, *The Great War of Our Time*, pp. 95-96.

« *personnes dans la communauté du renseignement* » : Steven R. Weisman, "Powell Calls His U.N. Speech a Lasting Blot on His Record," *New York Times*, 9 septembre 2005, https://www.nytimes.com/2005/09/09/politics/powell-calls-his-un-speech-a-lasting-blot-on-his-record.html.

Chapitre 9 : Mystiques soufis et morts vivants

« de Dieu et du cheikh » : Elizabeth Szanto, “Contesting Charismatic Authority: Qadiri Sufism in Iraqi Kurdistan,” article présenté devant la Middle Eastern Studies Association, novembre 2014.

« Je connaissais Charlie depuis » : Bill Burns, entretien avec l’auteur.

« Le nom de Charlie prononcé » : Marc Polymeropoulos, “The Last Great American Arabist,” *Washington Examiner*, 15 mars 2021, https://www.washingtonexaminer.com/opinion/the-last-great-american-arabist.

« qui me dit que vous » : Rice cité dans George J. Tenet et Bill Harlow, *At the Center of the Storm: My Years at the CIA* (New York: HarperCollins, 2007), p. 362.

« un grand nombre de véhicules du regime » : Luis Rueda, entretien avec l’auteur.

« tenait le président informé » : Donald Rumsfeld, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/donald-rumsfeld-oral-history.

« Okay, Bubba, on y est » : Wallace cité dans Colonel Joel D. Rayburn et Colonel Frank K. Sobchak, dir., “The U.S. Army in the Iraq War: Volume 1: invasion, insurgency, Civil War 2003-2006,” (Carlilse, PA.: U.S. Army War College Press, 2019) p. 111.

« regardait ces gens » : Colin Powell et Richard Armitage, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/colin-l-powell-and-richard-l-armitage-oral-history.

« était un chef naturel » : Jay Garner, entretien avec l’auteur.

« maniaque du contrôle » : William J. Burns, *The Back Channel: A Memoir of American Diplomacy and the Case for Its Renewal* (New York: Random House, 2019), p. 175.

« dis-lui ce qui va se passer » : Jay Garner, entretien avec l'auteur.

« Personne autour de la table » : Garrett M. Graff, "Orders of Disorder: Who Disbanded Iraq's Army and De-Baathified Its Bureaucracy?" *Foreign Affairs*, 5 mai 2023, https://www.foreignaffairs.com/middle-east/iraq-united-states-orders-disorder.

« dissolution de l'armée » : entretien avec Condi Rice, département d'État des États-Unis, Office of the Historian, 12 juillet 2014, dans David E. Johnson, Agnes Gereben Schaefer, Brenna Allen, Raphael S. Cohen, Gian Gentile, James Hoobler, Michael Schwille, Jerry M. Sollinger, Sean M. Zeigler, "The U.S. Army and the Battle for Baghdad: Lessons Learned—And Still to Be Learned" (Santa Monica, CA: RAND Corporation, 2019), p. 72, https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR3076.html.

« devrait avoir une profonde compréhension » : David Petraeus, *Secrets of Statecraft*, en podcast de l'Institution Hoover, 23 février 2022, https://www.hoover.org/research/secrets-statecraft-education-general-david-petraeus.

« des cibles stratégiques » : Autorité provisoire de la coalition, "CPA Fusion Cell Threat Warning," 4 juin 2003, cité dans James Dobbins, Seth G. Jones, Benjamin Runkle, Siddhartha Mohandas, "Occupying Iraq: A History of the Coalition Provisional Authority," (Santa Monica, CA: RAND Corporation, 2009), p. 92, https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2009/RAND_MG847.pdf.

« la scène du bar » : Burns, *The Back Channel*, pp. 176-77.

« qui nous combattions » : entretien avec McManaway, dans Dobbins et autres, “Occupying Iraq,” pp. 98-99.

« pillage des usines » : entretien avec Jane Green par Mike Morell, en podcast *Intelligence Matters*, 17 mars 2003, https://www.cbsnews.com/news/u-s-invasion-of-iraq-20-years-later-intelligence-matters/.

« l’environnement actuel » : Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 433. Tenet ne fait pas référence à Seidel, auteur du rapport de situation, par son nom mais en parle comme étant « l’officier supérieur de la CIA à Baghdad ».

« comprenez la politique » : Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 430.

« le sortir de la plage » : L. Paul Bremer III, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/l-paul-bremer-iii-oral-history.

« Le déséquilibre était flagrant » : entretien avec McManaway dans Dobbins et autres, “Occupying Iraq,” p. 98-99.

« La libération de l’Irak a déclenché » : rapport de situation de Seidel cité dans Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 434.

« à la violence et à l’instabilité » : Tenet, *At the Center of the Storm*, p. 433. Tenet ne fait pas référence à Seidel, auteur du rapport de situation, par son nom mais en parle comme étant « l’officier supérieur de la CIA à Baghdad ».

« personnels de direction » : Luis Rueda, entretien avec l’auteur.

Chapitre 10 : Une belle opération

« des arguments de recrutement à un million de dollars » : discours de Pavitt devant l’Association de politique étrangère, 21 juin 2004,

https://irp.fas.org/cia/product/ddo_speech_062404.html.

« les bolcheviques ont pu » : Jim Lawler, entretien avec l'auteur.

« On n'étaient pas mauvais » : Paula Doyle, entretien avec l'auteur.

« un scénario de cauchemar » : Rolf Mowatt-Larssen, entretien avec l'auteur.

« pourquoi A. Q. Kahn déteste » : Robert Gorelick, entretien avec l'auteur.

« le Jimmy Hoffa du Pakistan » : Robert Gorelick, entretien avec l'auteur.

« l'échec le plus persistant de toute l'histoire de la CIA » : Don Gregg, entretien avec l'auteur.

« avons récemment obtenu » : rapport non classé secret adressé au Congrès résumant l'estimation du renseignement national sur la Corée du Nord, octobre 2002, National Security Archive, Université George Washington, https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB87/nk22.pdf.

« choisi pour donner un visage » : Paula Doyle, entretien avec l'auteur.

« conserver notre position » : Kappes cité dans William Tobey, "Cooperation in the Libya WMD Disarmament Case," *Studies in Intelligence* 61, no. 4 (Extraits, décembre 2017), CIA, https://www.cia.gov/resources/csi/studies-in-intelligence/volume-61-no-4/cooperation-in-the-libya-wmd-disarmament-case/.

« La difficulté » : Alberto Manenti, entretien avec l'auteur.

« aventure pleine d'étranges » : William J. Burns, "A World Transformed and the Role of Intelligence," 59th Annual Ditchley Lecture, 1er juillet 2023, https://www.ditchley.com/sites/default/files/Ditchley%20Annual%20Lecture%202023%20transcript.pdf.

« tuerai ce fils de pute » : Robert Gorelick, entretien avec l'auteur.

Chapitre 11 : Le prix du sang

« vous allez certainement me demander » : George Tenet, discours, Université de Georgetown, 5 février 2004, https://irp.fas.org/cia/product/dci020504.html.

« événements entourant la mort » : Bureau de l'inspecteur général de la CIA, "Comments on Report and Recommendations of the Special Accountability Board Regarding the Death of Iraqi Detainee Manadal al-Jamaidi," 22 juin 2007 (déclassifié en mai 2023), https://www.documentcloud.org/documents/23834045-c05500527.

« Ne détenez pas vous-mêmes les prisonniers. » : entretien avec Rizzo, Projet constitution, *task force* sur le traitement des détenus, p. 101, Fondation Open Society, https://www.opensocietyfoundations.org/publications/report-constitution-project-s-task-force-detainee-treatment.

« détention et d'interrogatoire » : Maj. Gen. George R. Fay, "Investigation of the Abu Ghraïb Detention Facility and 205th Military Intelligence Brigade," pp. 44-45, https://apps.dtic.mil/sti/pdfs/ADA429125.pdf.

« sortent déjà, presque littéralement » : Projet constitution, *task force* sur le traitement des détenus, p. 95, https://docs.pogo.org/report/2013/TCP-Detainee-Task-Force-Report.pdf.

« Nous devions escorter nos sources… point de contrôle de Qadisiya » : Ilana Berry, entretien avec l'auteur.

« encore cinq ans » : témoignage de Tenet devant la Commission du 11-Septembre, le 14 avril 2004, https://irp.fas.org/congress/2004_hr/041404tenet.html.

« j'étais le type qu'on brûlait » : George J. Tenet et Bill Harlow, *At the Center of the Storm: My Years at the CIA* (New York: HarperCollins, 2007), pp. 479-81.

« *bureaucratie guindée* » : rapport de Commission permanente sur le renseignement de la Chambre des Représentants, 21 juin 2004, https://irp.fas.org/congress/2004_rpt/h108-558.html.

« *Dick Cheney m'a appelé* » : James Baker III, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/james-baker-iii-oral-history-2014.

Chapitre 12 : Une guerre de guérilla

« *assommer comme des bébés phoques* » : McLaughlin, cité dans Michael Allen, *Blinking Red: Crisis and Compromise in American Intelligence After 9/11* (Washington, DC: Potomac Books, 2013), p. 30.

« *soi-disant organisations de défense des droits de l'homme* » : Jose A. Rodriguez Jr. et Bill Harlow, *Hard Measures: How Aggressive CIA Actions After 9/11 Saved American Lives* (New York: Threshold Editions, 2012), p. 155.

« *campagne soigneusement orchestrée* » : Scott McClellan, *What Happened: Inside the Bush White House and Washington's Culture of Deception* (New York: Public Affairs Press, 2008), pp. 125, 128.

« *La CIA ? ils ne se contentent pas de formuler des hypothèses* » : "Senator Kerry's Remarks," *New York Times*, 23 septembre 2004, https://www.nytimes.com/2004/09/23/politics/campaign/senator-kerrys-remarks.html.

« *fuites provenant de la communauté du renseignement* » : Condoleeza Rice et Stephen Hadley, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/condoleezza-rice-and-stephen-hadley-oral-history.

« *vivions aux temps primitifs* » : David Brooks, “The C.I.A. Versus Bush,” *New York Times*, 13 novembre 2004, https://www.nytimes.com/2004/11/13/opinion/the-cia-versus-bush.html.

« *vaincre deux révoltes* » : Mark Follman, “Right Hook,” *Salon*, 7 octobre 2004, https://www.salon.com/2004/10/07/cia_12.

« *trouvé l’explication de M. Foggo* » : déposition de James Olson dans *U.S. v. Kyle Dustin Foggo*, 10 février 2009, https://s3.amazonaws.com/propublica/assets/docs/foggo_139_2.pdf.

« *considérais que M. Foggo* » : déposition de Olson dans *U.S. v. Kyle Dustin Foggo*.

« *Il était essentiel, pour moi* » : déposition de Porter Goss dans *U.S. v. Kyle Dustin Foggo*, 23 janvier 2009, https://s3.amazonaws.com/propublica/assets/docs/foggo_139_2.pdf.

« *les huit ou dix heures qui suivirent* » : Rodriguez, *Hard Measures*, p. 142.

« *Je ne m’occupe pas du personnel* » : Dana Priest et Walter Pincus, “Deputy Chief Resigns From CIA,” *Washington Post*, 12 novembre 2004, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2004/11/13/deputy-chief-resigns-from-cia/8c9a760b-3fbf-4fdd-b8ee-4d427a269369/.

« *Imaginez mon étonnement* » : Robert Gates, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/robert-gates-oral-history.

« *À l’époque, la CIA fournissait* » : John Negroponte, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/john-negroponte-oral-history.

« *La loi était très vague* » : Michael Hayden, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/michael-hayden-oral-history.

« *Nous avions quelques idées au début* » : Thomas Fingar, *From Mandate to Blueprint: Lessons from Intelligence Reform* (Stanford, CA: Stanford University Press, 2021), p. 79.

« idée de qui faisait quoi » : Thomas Fingar, entretien avec l'auteur.

« *Il ne s'agit pas de ce qu'ils sont* » : déclaration de McCain au Congrès, *Congressional Record* 151, no. 128, 5 octobre 2005 (Sénat), pp. S11061-S11120.

« *détruire ces cassettes, c'était faire courir* » : John Rizzo, *Company Man: Thirty Years of Controversy and Crisis at the CIA* (New York: Scribner, 2014), p. 6.

« *si les cassettes étaient diffusées, nous passerions* » : entretien avec Jose Rodriguez pour *The Spymasters*, documentaire, Showtime, 28 novembre 2015.

« *Jose sait ce que j'en pense* » : entretien avec Porter Goss pour *The Spymasters.*

« *dissipé dans les querelles intestines* » : Rodriguez, *Hard Measures*, p. 151.

« *révéler la couverture* » : Laura Rozen, "Poker, Hookers, and Black Contracts," *Mother Jones*, 1er octobre 2008, https://www.motherjones.com/politics/2008/10/poker-hookers-and-black-contracts-or-how-make-cia-trial-go-away/.

« *Fanatique, hypocrite, délinquant cruel* » : Nada Bakos et Davin Coburn, *The Targeter: My Life in the CIA, Hunting Terrorists and Challenging the White House* (New York: Back Bay Books, 2020), p. 243.

« *Aucune alliance n'aurait pu être être aussi horripilante* » : Stanley McChrystal, *My Share of the Task: A Memoir* (New York: Portfolio, 2012), p. 118.

« *se dissolvait à la pointe du fusil* » : David Satterfield, témoignage, SMU Center for Presidential History, https://www.smu.edu/dedman/research/institutes-and-centers/Center-for-Presidential-History/CMP/The-Surge-in-Iraq/David-Satterfield.

« *Non seulement la stratégie* » : Condoleeza Rice, témoignage, SMU Center for Presidential History, https://www.smu.edu/-/media/Site/Dedman/Academics/InstitutesCenters/CPH/Collective-Memory-Project/The-Surge/Rice-Condoleezza--FINAL--20199.pdf

« *Le djihad en Irak façonne* » : estimation du renseignement national, *Trends in Global Terrorism: Implications for the United States*, avril 2006.

Chapitre 13 : Le nuage noir

« *écornant la confiance internationale* » : télégramme envoyé au département de l'État de la part de l'Ambassadeur Richard LeBaron à l'ambassade du Koweït, "Regional CT Strategy for Iraq and its Neighbors: Results and Recommendations," 18 mars 2006, https://wikileaks.org/plusd/cables/06KUWAIT913_a.html.

« *Nous n'avions aucun doute* » : Dexter Filkins, "The Shadow Commander," *The New Yorker*, 30 septembre 2013, https://www.newyorker.com/magazine/2013/09/30/the-shadow-commander.

« *En Irak… quand nous avons commencé* » : "Generation Kill: A Conversation with Stanley McChrystal," *Foreign Affairs*, mars-avril 2013.

« *un politicien convalescent* » : Jane Schmucker, “Goss Shy on Talk of Bush Shake-Up,” *Toledo Blade*, 7 mai 2006, https://www.toledoblade.com/local/education/2006/05/07/Goss-shy-on-talk-of-Bush-shake-up/stories/200605070045.

« *Dès le depart* » : Michael Hayden, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/michael-hayden-oral-history.

« *Ce que m’ont dit les gens* » : Michael V. Hayden, *Playing to the Edge: American Intelligence in the Age of Terror* (New York: Penguin, 2016), pp. 180ff.

« *nuage noir* » : Hayden, *Playing to the Edge*, p. 188.

« *l’un des cercles de l’enfer* » : Hayden, témoignage.

« *Je suis las d’entendre les Américains* » : Jose A. Rodriguez Jr. et Bill Harlow, *Hard Measures: How Aggressive CIA Actions After 9/11 Saved American Lives* (New York: Threshold Editions, 2012), pp. 3-9.

« *sacré grabuge* » : Hayden, *Playing to the Edge*, p. 207.

« *L’épisode des bombes liquides* » : Rodriguez, *Hard Measures*, p. 10.

« *Nous ne sommes pas les geôliers de la nation.* » : Hayden, *Playing to the Edge*, pp. 192-93. Voir aussi Rice, *No Higher Honor*, p. 502, et Peter Baker, *Days of Fire: Bush and Cheney in the White House* (New York: Anchor, 2013), pp. 483-85.

« *Le vice-président n’a pas aimé* » : Michael Hayden, entretien avec l’auteur.

« *nous privions des gens de leur liberté* » : Hayden, *Playing to the Edge*, pp. 233, 237.

« *solennellement, religieusement, sans exception* » : Hayden, témoignage.

« *Le président était ébranlé* » : Hayden, témoignage.

« Hadley, cette stratégie ne fonctionne pas » : Stephen Hadley, témoignage, SMU Center for Presidential History, https://www.smu.edu/-/media/site/dedman/academics/institutescenters/cph/collective-memory-project/the-surge/hadley-stephen--final--20199.pdf.

Mon Dieu, qu'ai-je fait ?: Robert M. Gates, *Duty: Memoirs of a Secretary at War* (New York: Knopf, 2014), p. 4.

« Immédiatement après les élections de mi-mandat » : Hayden, témoignage.

« C'est très possible » : Condoleezza Rice, témoignage, Dedman College of Humanities and Sciences, Université Méthodiste du Sud, https://www.smu.edu/dedman/research/institutes-and-centers/center-for-presidential-history/cmp/the-surge-in-iraq/condoleezza-rice.

« trajectoire de l'Irak du déclin progressif » : estimation du renseignement national, *Prospects for Iraq's Stability: A Challenging Road Ahead*, janvier 2007, https://www.dni.gov/files/documents/Newsroom/Reports%20and%20Pubs/20070202_release.pdf.

Chapitre 14 : « Jusqu'où étions-nous prêts à répliquer ? »

« exceptionnel – et exceptionnellement étroit » : correspondance courrielle entre l'auteur et David Petraeus.

« Nous étions au départ un réseau d'individus » : McChrystal cité dans Richard H. Shultz Jr., *Transforming US Intelligence for Irregular War Task Force 714 in Iraq* (Washington, DC, Georgetown University Press, 2020), p. 194.

« a changé d'un coup ma manière de voir » : Odierno, entretien dans Eric Schmitt et Thom Shanker, *Counterstrike: The Untold Story of America's Secret Campaign Against Al Qaeda* (New York: Times Books, 2011), p. 76.

« si l'on découpe des terroristes » : Amy Davidson Sorkin, "I Really Resent You Using the Word Torture: Q & A with Jose Rodriguez," *The New Yorker*, 18 juillet 2012, https:// www.newyorker.com/news/amy-davidson/i-really-resent-you-using-the-word-torture-q-a-with-jose-rodriguez.

« si riches, si opportunes » : Richard Shultz, *Military Innovation in War: It Takes a Learning Organization—A Case Study of Task Force 714 in Iraq*, Joint Special Operations University report, (MacDill Air Force Base, FL: JSOU Press, 2016), p. 49, https://permanent.access.gpo.gov/gpo81311/ld.php.pdf.

« L'antiterrorisme et la guerre » : Michael V. Hayden, *Playing to the Edge: American Intelligence in the Age of Terror* (New York: Penguin, 2016), pp. 312, 323.

« Ces terroristes prétendent » : Khalid Al-Ansary et Ali Adeeb, "Most Tribes in Anbar Agree to Unite Against Insurgents," *New York Times*, 18 septembre 2006, https://www.nytimes.com/2006/09/18/world/middleeast/18iraq.html.

« a lancé un avertissement » : MacFarland cité dans William Doyle, "The CIA's Secret Victory in Iraq," *Small Wars Journal*, 12 juin 2011.

« C'est le germe » : Petraeus, transcription de l'entretien avec *Frontline*, PBS, 29 juillet 2014, https://www.pbs.org/wgbh/frontline/article/david-petraeus-isiss-rise-in-iraq-isnt-a-surprise/.

« le surge » : Ryan Corcker, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/ryan-crocker-oral-history.

« *défaire les terroristes* » : Joint Mission Plan, US Central Command, déclassifié en mai 2015, https://ahec.armywarcollege.edu/CENTCOM-IRAQ-papers/0295.%20Joint%20Campaign%20Plan%20Development.pdf.

« *L'idée était d'équilibrer* » : Douglas Lute, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/douglas-lute-oral-history.

« *Petraeus et moi, nous nous disions* » : Crocker, témoignage, Miller Center.

« *Dagan s'est assis* » : entretien avec Hayden dans Ronen Bergman, *Rise and Kill First: The Secret History of Israel's Targeted Assassinations* (New York: Random House, 2018), p. 581.

« *L'attaquant serait accusé* » : Hayden, Playing to the Edge, p. 264.

« *Je ne connais aucun précèdent* » : Robert M. Gates, *Duty: Memoirs of a Secretary at War* (New York: Knopf, 2014), pp. 173-76.

« *D'accord, qu'avons-nous comme renseignement ?* » : Michael Hayden, témoignage, Miller Center, of Virginia, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/michael-hayden-oral-history.

« *formidable réaction négative* » : Gates, *Duty*, pp. 175-76.

« *Nous avions réussi notre coup* » : Hayden, *Playing to the Edge*, p. 267.

« *Coffer sait ouvrir les portes* » : Dana Hedgpeth, "Blackwater's Owner Has Spies for Hire," *Washington Post*, 3 novembre 2007, https://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/11/02/AR2007110202165.html?noredirect=on.

« *une croissance rapide et un réseau mondial* » : James Risen et Mark Mazzetti, "30 False Fronts Won Business for Blackwater," *New York Times*, 4 septembre 2010,

https://www.nytimes.com/2010/09/04/world/middleeast/04blackwater.html.

« *nous ayons quelques désaccords* » : Gates cité dans Michael G. Waltz, *Warrior Diplomat: A Green Beret's Battles from Washington to Afghanistan* (Washington, DC: Potomac Books, 2014), p. 205.

« *les recrues sont des type* » : Hayden, témoignage.

« *n'avions pas assez d'informations* » : Dailey cité dans Eric Schmitt et David E. Sanger, "Pakistan Shuns C.I.A. Buildup Sought By U.S.," *New York Times*, 27 janvier 2008, https://www.nytimes.com/2008/01/27/world/asia/27pakistan.html?searchResultPosition=6.

« *Jusqu'où étions-nous* » : Waltz, *Warrior Diplomat*, p. 318.

Chapitre 15 : Voir avec l'œil de Dieu

« *La campagne contre Al-Qaïda* » : Jose Rodriguez, "A CIA Veteran on What 'Zero Dark Thirty' Gets Wrong About the Bin Laden Manhunt," *Washington Post*, 3 janvier 2013, https://www.washingtonpost.com/opinions/a-cia-veteran-on-what-zero-dark-thirty-gets-wrong-about-the-bin-laden-manhunt/2013/01/03/4a76f1b8-52cc-11e2-a613-ec8d394535c6_story.html.

« *J'étais à sec* » : Jose A. Rodriguez Jr. et Bill Harlow, *Hard Measures: How Aggressive CIA Actions After 9/11 Saved American Lives* (New York: Threshold Editions, 2012), pp. 198-202, 261.

« *Mon cœur s'est serré* » : John Rizzo, *Company Man: Thirty Years of Controversy and Crisis at the CIA* (New York: Scribner, 2014), p. 23.

« *Les conséquences pratiques* » : Rodriguez, *Hard Measures*, p. 24.

« *les actions clandestines de la CIA* » : discours d'Hayden "Playing to the Edge," au Miller Center, Université de Virginie, le 4 novembre 2016, https://millercenter.org/american-forum/playing-edge.

« *L'action clandestine la plus fructueuse du temps où j'étais directeur* » : Hayden, témoignage, Miller Center.

« *rusé, plein de ressources, froidement calculateur* » : CIA, Direction du renseignement, "Lebanon: Theology of Power," rapport de la CIA, 1986, cité dans Matthew Levitt, *Hezbollah: The Global Footprint of Lebanon's Party of God* (Washington, DC: Georgetown University Press, 2013), p. 28.

« *L'Agence n'a jamais assassiné* » : "Oral History: Reflections of DCI Colby and Helms on the CIA's 'Time of Troubles,'" *Studies in Intelligence* 58, no. 2, CIA Center for the Study of Intelligence, https://www.cia.gov/csi/static/reflections-times-of-trouble.pdf.

« *une erreur terrible* » : Daniel Benjamin et Steven Simon, *The Age of Sacred Terror* (New York: Random House, 2002), p. 345.

« *Une opération qui engage plusieurs forces, gigantesque* » : Ronen Bergman, *Rise and Kill First: The Secret History of Israel's Targeted Assassinations* (New York: Random House, 2018), p. 599.

« *Pensez un peu à ce que ça faisait* » : Bergman, *Rise and Kill First*, p. 602.

« *poussé, poussé et poussé* » : Hayden, témoignage, Miller Center.

« *Cette vue persistante, comme le regard de Dieu* » : entretien avec Hayden, dans Peter Baker, *Days of Fire: Bush and Cheney in the White House* (New York: Anchor, 2013), p. 598.

« *C'était faire preuve, consciemment* » : Hayden, témoignage, Miller Center.

« *McCain aurait une influence plus perturbatrice* » : Michael V. Hayden, *Playing to the Edge: American Intelligence in the Age of Terror*

(New York: Penguin, 2016), p. 354.

« *dysfonctionnelle mais factieuse* » : McCain cité dans Robert D. Novak, "'Rogue' CIA," *Washington Post*, 18 novembre 2004, https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/2004/11/18/rogue-cia/8a6de419-a8c8-4317-9d95-bf0f8ed47d91/.

« *au Pakistan d'un sanctuaire* » : Barack Obama, "The War We Need to Win," 1er août 2007, The American Presidency Project, https://www.presidency.ucsb.edu/node/277525.

« *menace pour la sécurité intérieure* » : entretien avec Hayden dans Eric Schmitt et Thom Shanker *Counterstrike: The Untold Story of America's Secret Campaign Against Al Qaeda* (New York: Times Books, 2011), p. 101.

« *Sachant ce que nous savons* » : Hayden, témoignage, Miller Center.

« *Ces fils de pute tuent des Américains* » : Bob Woodward, *Obama's Wars* (New York: Simon & Schuster, 2010), p. 5.

« *Le président a consenti* » : Hayden, témoignage, Miller Center.

« *le ressentiment créé par l'utilisation […] des frappes sans pilote* » : "General McChrystal on Drones: 'They Are Hated on a Visceral Level,'" *The Atlantic*, 7 janvier 2013.

« *Qu'est-ce que nous ne comprenons pas ?* » : Stanley McChrystal, *My Share of the Task: A Memoir* (New York: Portfolio, 2012), p. 310.

« *non seulement avaient manqué leur but* » : déclaration de McCain au Congrès, Congressional Record 160, no. 149, 9 décembre 2014 (Senate), https://irp.fas.org/congress/2014_cr/ssci-rdi.html.

Chapitre 16 : Pas de moyen terme

« *Ses gens nous ont signalé* » : Rizzo, transcription de l'entretien avec *Frontline*, PBS, September 6, 2011, https://www.pbs.org/wgbh/frontline/article/john-rizzo-the-lawyer-who-approved-cias-most-controversial-programs/.

« *Tout cela a été mis sur la place publique* » : Michael V. Hayden, *Playing to the Edge: American Intelligence in the Age of Terror* (New York: Penguin, 2016), p. 360.

« *Il était brillant* » : Michael Morell et Bill Harlow, *The Great War of Our Time: The CIA's Fight Against Terrorism—from al Qa'ida to ISIS* (New York: Twelve, 2015), pp. 148-49.

« *Comment […] que nous étions se sont-ils transformés* » : Leon Panetta, "No Torture. No Exceptions," Washington Monthly, 1er janvier 2008, https://washingtonmonthly.com/2008/01/01/no-torture-no-exceptions-28/.

« *complètement perchée* » : Leon Panetta, entretien avec l'auteur.

« *Panetta était un choix surprenant* » : Rizzo, transcription de l'entretien avec *Frontline*.

« *Leon était fin, et il était ferme* » : Robert M. Gates, *Duty: Memoirs of a Secretary at War* (New York: Knopf, 2014), p. 293.

« *Votre boulot* » : Leon Panetta, entretien avec l'auteur.

« *J'ai besoin que vous soyez honnêtes* » : Leon Panetta, entretien avec l'auteur.

« *Je n'avais absolument pas été tenu au courant* » : Leon Panetta, entretien avec l'auteur.

« *un type comme Mike* » : Leon Panetta, entretien avec l'auteur.

« *continuité entre les 43e* » : Michael Hayden, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/michael-hayden-oral-history.

« Al-Qaïda est dangereuse » : Leon Panetta et Jim Newton, *Worthy Fights: A Memoir of Leadership in War and Peace* (New York: Penguin, 2014), p. 220.

« Si nous pouvons les trouver » : John O. Brennan, *Undaunted: My Fight Against America's Enemies, at Home and Abroad* (New York: Celadon, 2020), p. 226.

« John, allez-vous faire foutre » : Steve Coll, *Directorate S: The CIA and America's Wars in Afghanistan and Pakistan* (New York: Penguin, 2018), p. 358.

« président aimerait savoir qui » : Brennan, *Undaunted*, p. 233.

« un allié extraordinaire » : Marc Polymeropoulos, entretien avec l'auteur ; entretien avec Polymeropoulos par Mike Morell, podcast *Intelligence Matters*, CBS News, 20 décembre 2020, https://www.cbsnews.com/news/former-senior-cia-officer-recalls-killing-of-service-members-by-suicide-bomber-humam-al-balawi/.

« devrions ralentir » : Joby Warrick, *The Triple Agent: The al-Qaeda Mole Who Infiltrated the CIA* (New York: Anchor, 2011), p. 134.

« cela défie la pensée » : Marc Polymeropoulos, entretien avec l'auteur.

« contre-espionnage a sonné l'alarme » : Allen cité dans Voice of America, "CIA Faults Lax Security for Afghan Base Attack," VOA News, 19 octobre 2010, https://www.voanews.com/a/cia-faults-lax-security-for-afghan-base-attack--105380643/166517.html.

« La mission a pu obscurcir » : Panetta cité dans Mark Mazzetti, "Officer Failed to Warn CIA Before Attack," *New York Times*, 20 octobre 2010, https://www.nytimes.com/2010/10/20/world/asia/20intel.html.

Chapitre 17 : Les clés du château

« *Contactez […] notre rédacteur en chef investigations* » : mise en examen, *United States of America v. Julian Paul Assange*, 24 juin 2020.

« *s'automédicamente de fou* » : Ellen Nakashima, "Who is WikiLeaks Suspect Bradley Manning?" *Washington Post*, 16 avril 2011, https://www.washingtonpost.com/lifestyle/magazine/who-is-wikileaks-suspect-bradley-manning/2011/04/16/AFMwBmrF_story.html

« *un accès sans précèdent* » : Nakashima, "Who Is WikiLeaks Suspect Bradley Manning?"

« *Nous étudions le rapport* » : Robert Mackey, "Taliban Study WikiLeaks to Hunt Informants," *New York Times*, 30 juillet 2010, https://archive.nytimes.com/thelede.blogs.nytimes.com/2010/07/30/taliban-study-wikileaks-to-hunt-informants/.

« *Nombre de personnes ont dû se cacher* » : Crowley cité dans Greg Myre, "How Much Did WikiLeaks Damage U.S. National Security?" NPR, 12 avril 2019, https://www.npr.org/2019/04/12/712659290/how-much-did-wikileaks-damage-u-s-national-security.

« *Dieu merci, je suis citoyen américain* » : Scott Shane, "The Lessons of Anwar al-Awlaki," *New York Times*, 30 août 2015, https://www.nytimes.com/2015/08/30/magazine/the-lessons-of-anwar-al-awlaki.html.

« *haut fonctionnaire informé* » : Barron, article d'opinion cité dans "To Kill an American," éditorial anonyme *New York Times*, 6 février 2013, https://www.nytimes.com/2013/02/06/opinion/to-kill-an-american.html.

« *De belles sources humaines* » : Mike Morell, entretien avec l'auteur.

« *trouvé un type que nous connaissons* » : Michael Morell et Bill Harlow, *The Great War of Our Time: The CIA's Fight Against Terrorism—from al Qa'ida to ISIS* (New York: Twelve, 2015), p. 147.

« *ne savons pas grand-chose de cette propriété* » : Brennan, *Undaunted*, p. 227.

« *Les types de l'Agence travaillaient* » : Cameron Munter, entretien avec l'auteur.

« *Nous étions si convaincus* » : Leon Panetta, entretien avec l'auteur.

« *La possibilité que Ben Laden* » : Robert M. Gates, *Duty: Memoirs of a Secretary at War* (New York: Knopf, 2014), pp. 539-40.

« *colère d'une opinion publique pakistanaise chauffée à blanc* » : Gates, *Duty*, pp. 538-42.

« *Il a juste embroché Donald Trump* » : Clapper cité dans Garrett M. Graff, "I'd Never Been Involved in Anything as Secret as This," *Politico*, 30 avril 2021, https://www.politico.com/news/magazine/2021/04/30/osama-bin-laden-death-white-house-oral-history-484793.

Chapitre 18 : Le bon côté de l'histoire

« *Ce chaos et l'absence* » : Associated Press, "Bin Laden's Thoughts Unearthed in a Journal Handwritten by His Daughter," *Los Angeles Times*, 2 novembre 2017, https://www.latimes.com/world/la-fg-bin-laden-journal-20171102-story.html.

« *manqué le train du Printemps arabe* » : Leon Panetta, entretien avec l'auteur.

« *le plus savant* » : Michael V. Hayden, *Playing to the Edge: American Intelligence in the Age of Terror* (New York: Penguin, 2016), p. 318.

« *Je me suis senti très triste* » : Michael Morell et Bill Harlow, *The Great War of Our Time: The CIA's Fight Against Terrorism—from al Qa'ida to ISIS* (New York: Twelve, 2015), p. 185.

« *tirer d'abord et parler ensuite* » : Robert M. Gates, *Duty: Memoirs of a Secretary at War* (New York: Knopf, 2014), p. 506.

« *un partenaire solide* » : Chris Stevens, "Scene-setter for Secretary Rice's Visit to Libya," télégramme du département d'État, 29 août 2008, dans "U.S. Embassy Cables: Profile of 'Intellectually Curious' but 'Notoriously Mercurial' Gaddafi," *The Guardian*, 7 décembre 2010, https://www.theguardian.com/world/us-embassy-cables-documents/167961.

« *La communauté américaine du renseignement n'a pas contredit* » : William J. Burns, *The Back Channel: A Memoir of American Diplomacy and the Case for Its Renewal* (New York: Random House, 2019), pp. 324-25.

« *Assad n'est pas Khadafi* » : Stevens cité dans Gates, *Duty*, p. 523.

« *Personne ne réalisait jusqu'où* » : ": Robin Wright, "Former Ambassador Robert Ford on the State Department Mutiny on Syria," *The New Yorker*, 17 juin 2016, https:// www.newyorker.com/news/news-desk/former-ambassador-robert-ford-on-the-state-department-mutiny-on-syria.

« *C'est une bonne chose* » : Morell, *The Great War of Our Time*, p. 196.

« *Vraiment ?* » : Leon Panetta, entretien avec l'auteur.

« *pour le distraire, au moins un temps* » : Leon Panetta et Jim Newton, *Worthy Fights: A Memoir of Leadership in War and Peace* (New York: Penguin, 2014), p. 334.

« *Il était nimbé d'un charisme presque divin* » : Panetta cité dans in Chris Whipple, *The Spymasters: How the CIA Directors Shape History and the Future* (New York: Scribner, 2020), p. 258.

« *Nous n'avons pas seulement retiré nos forces* » : Ryan Crocker, transcription de l'entretien avec *Frontline*, PBS, 17 mai 2017,

https://www.pbs.org/wgbh/frontline/documentary/the-secret-history-of-isis/transcript/.

« *invalide mon plan de campagne* » : David Petraeus cité dans Rajiv Chandrasekaran, *Little America: The War Within the War for Afghanistan* (New York: Vintage, 2013), p. 325.

« *Envoyez-moi au pire endroit* » : Marc Polymeropoulos, entretien avec l'auteur.

Chapitre 19 : Il y a toujours quelqu'un qui regarde

« *le meilleur poste que j'aie jamais eu* » : Michael Morell et Bill Harlow, *The Great War of Our Time: The CIA's Fight Against Terrorism—from al Qa'ida to ISIS* (New York: Twelve, 2015), p. 203.

« *du tout comme une organisation militaire* » : David Patræus, entretien avec l'auteur.

« *n'a pas su établir des relations de confiance* » : Morell, *The Great War of Our Time*, pp. 203-4.

« *au sud, au nord et en avant* » : Bush, prise de parole à l'Université de Varsovie, 15 juin 2001, Archives de la Maison Blanche, https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/06/text/20010615-1.html.

« *Poutine n'est plus un démocrate* » : *Peter Baker, Days of Fire: Bush and Cheney in the White House* (New York: Doubleday, 2013), p. 471.

« *Les électeurs russes méritent une enquête digne de ce nom* » : Hillary Clinton, prise de parole devant l'OSCE en session plénière, Vilnius, Lituanie, 6 décembre 2011, Archives du Département d'État des États-

Unis, https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/12/178315.htm.

« *subissions le harcèlement constant* » : Robert S. Wang, entretien avec l'auteur.

« *En matière d'espionnage, rien n'est rectiligne* » : Paula Doyle, entretien avec l'auteur.

« *C'était un gros problème* » : David Petræus, entretien avec l'auteur.

« *Des blocs d'adresses IP attribuées* » : Citizen Lab, "Statement on the Fatal Flaws Found in a Defunct CIA Covert Communications System," 29 septembre 2022, https://citizenlab.ca/2022/09/statement-on-the-fatal-flaws-found-in-a-defunct-cia-covert-communications-system/. Citizen Lab publie ses conclusions dans le cadre d'une enquête menée en commun avec les journalistes de Reuters Joel Schectman et Bozorgmehr Sharafedin dans "America's Throwaway Spies: How the CIA Failed Iranian Informants in its Secret War with Tehran," Reuters, 29 septembre 2022, https://www.reuters.com/investigates/special-report/usa-spies-iran/.

« *La personnalité, c'est ce que vous faites quand* » : Vernon Loeb, "Petraeus Ghostwriter 'Clueless' to Affair," *Washington Post*, 12 novembre 2012, https://www.washingtonpost.com/lifestyle/style/petraeus-ghostwriter-clueless-to-affair/2012/11/12/c1271634-2ce4-11e2-89d4-040c9330702a_story.html.

« *Il y a là-dedans des choses ultra-secrètes* » : *United States v. Petraeus*, Bill of Information, 3 mars 2015, https://www.ncwd.uscourts.gov/sites/default/files/general/Petraeus.pdf.

« *m'a raconté* » : Morell, *The Great War of Our Time*, p. 204.

« *Plus vous avez d'étoiles* » : Trevor Royle, *A Dictionary of Military Quotations* (New York: Simon & Schuster, 1989), p. 41.

« La CIA en tant qu'institution » : John Brennan, *Undaunted: My Fight Against America's Enemies, at Home and Abroad* (New York: Celadon, 2020), p. 284.

Chapitre 20 : Létal et légal

« Mon Dieu, qu'est-ce que nous sommes en train de faire là ? » : John Brennan, *Undaunted: My Fight Against America's Enemies, at Home and Abroad* (New York: Celadon, 2020), pp. 131-36.

« Il ne m'a jamais fait part de ses inquiétudes » : Rizzo, prise de parole à la Cardozo School of Law, 10 février 2013, https://larc.cardozo.yu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1003&context=cardozo-news-2013.

« assez accablante » : Brennan, audition de confirmation, Commission sénatoriale sur le renseignement, 7 février 2013, https://www.intelligence.senate.gov/sites/default/files/hearings/transcript.pdf.

« Ou bien nous sortons du bois et nous donnons » : Mudd, courriel inclus dans le Rapport sur la torture, p. 12, https://www.intelligence.senate.gov/sites/default/files/publications/CRPT-113srpt288.pdf.

« l'immense valeur des renseignements » : Rapport sur la torture, p. 406.

« le cadre sur lequel s'étaient fondées les futures justifications » : Rapport sur la torture, p. 192.

« la forte impression » : Scott Shane, "Acting C.I.A. Chief Critical of 'Zero Dark Thirty,'" *New York Times*, 23 décembre 2012, https://www.nytimes.com/2012/12/23/us/politics/acting-cia-director-michael-j-morell-criticizes-zero-dark-thirty.html.

« démarrer sur les chapeaux de roues » : Brennan, *Undaunted*, pp. 285ff.

« pas tellement différente » : Leon Panetta, entretien avec l'auteur.

« Commentaires personnels qui traduisaient » : Brennan, *Undaunted*, p. 316.

« un argument accablant » : entretien avec Daniel Jones, podcast *Intercepted*, *The Intercept*, 11 décembre 2019, https://theintercept.com/2019/12/11/we-tortured-some-folks-the-reports-daniel-jones-on-the-ongoing-fight-to-hold-the-cia-accountable/.

« Quant aux allégations » : Brennan, prise de parole devant le Council on Foreign Relations, 11 mars 2014, https://www.cfr.org/event/cia-director-brennan-denies-hacking-allegations.

« Laissons donc tout cela derrière nous » : Biden cité dans Brennan, *Undaunted*, p. 326.

« c'est un fait »: Obama, prise de parole à la National Defense University, 23 mai 2013, Archives de la Maison Blanche, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/05/23/remarks-president-national-defense-university.

« Avril et moi-même portons les cicatrices » : Spencer Ackerman, "The Proxy War Over a Top Biden Adviser," *Daily Beast*, 6 juillet 2020, https://www.thedailybeast.com/the-proxy-war-over-joe-biden-adviser-avril-haines.

« sous prétexte qu'elle est légale » : Haines cité dans Erin Blanco, "'Just Because It's Legal Doesn't Make It Right': The Ultimate Government Insider Contemplates Life Outside," *Politico*, 29 octobre 2024, https://www.politico.com/news/magazine/2024/10/29/avril-haines-biden-intelligence-adviser-profile-00180753.

« son intelligence, son éthique du travail et son humilité » : déclaration du Président au sujet du choix de faire Avril Haines la Conseillère adjointe

à la sécurité nationale, Archives de la Maison Blanche, 18 décembre 2014, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/12/18/statement-president-selection-avril-haines-deputy-national-security-advi.

« *le pays était en danger de mort* » : Cunningham cité dans John Marks, *The Search for the "Manchurian Candidate"* (New York: Tioui mes Books, 1979), p. 26.

« *Nous comprenions que […] terriblement rudes et difficiles* » : Tenet dans Bill Harlow, dir., *Rebuttal: The CIA Responds to the Senate Intelligence Committee's Study of Its Detention and Interrogation Program* (Annapolis: Naval Institute Press, 2015), p. 5.

« *Est-il moral de soumettre* » : Michael Morell et Bill Harlow, *The Great War of Our Time: The CIA's Fight Against Terrorism—from al Qa'ida to ISIS* (New York: Twelve, 2015), p. 274.

« *conçu pour que le mensonge paraisse vrai* » : George Orwell, "Politics and the English Language," 1946, Foundation Orwell, https://www.orwellfoundation.com/the-orwell-foundation/orwell/essays-and-other-works/politics-and-the-english-language/.

« *Je suis convaincu* » : Rodriguez dans Harlow, dir., *Rebuttal*, p. 37.

« *Ils ont prétendu que tout cela* » : Hayden dans Harlow, dir., *Rebuttal*, p. 11.

« *Au lendemain du 11-Septembre* » : Barack Obama, conférence de presse, 11 août 2014, Archives de la Maison Blanche, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/08/01/press-conference-president.

Chapitre 21 : Nourrir la bouche qui nous mord

« Nous avions une carence immense en termes d'information » : Victoria Nuland, entretien pour "The Putin Files," *Frontline*, PBS, https://www.pbs.org/wgbh/frontline/interview/victoria-nuland/#highlight-3137-3166.

« La Russie est une puissance régionale » : Barack Obama, prise de parole à la Haye, 25 mars 2014, Archives de la Maison Blanche, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/03/25/press-conference-president-obama-and-prime-minister-rutte-netherlands.

« Ces attaques visaient les systèmes qui n'étaient pas classés secret » : John Brennan, entretien avec l'auteur.

« battue "au corps-à-corps" » : Richard Ledgett cité dans Joseph Marks, "NSA Engaged in Massive Battle with Russian Hackers in 2014," *Nextgov*, 3 avril 2017, https://www.nextgov.com/cybersecurity/2017/03/once-stealthy-russian-hackers-now-go-toe-toe-us-defenders/136358/.

« Ces gars-là étaient vraiment tenaces » : Mandia cité dans David Sanger, *The Perfect Weapon: War, Sabotage, and Fear in the Cyber Age* (New York: Broadway Books, 2018), pp. 188-89.

« Le piratage de l'OPM » : William Evanina, entretien avec l'auteur.

« Des informations sur toutes les personnes » : James Comey cité dans Ellen Nakashima, "Hacks of OPM Databases Compromised 22.1 Million People, Federal Authorities Say," *Washington Post*, 9 juillet 2015, Internet Archive Wayback Machine,

https://web.archive.org/web/20180726051157/https://www.washingtonpost.com/news/federal-eye/wp/2015/07/09/hack-of-security-clearance-system-affected-21-5-million-people-federal-authorities-say/.

« *Il n'y a pas de solution miracle* » : Michael Hayden cité dans Dan Verton, "Impact of OPM Breach Could Last More Than 40 Years," Fedscoop, 10 juillet 2015, https://fedscoop.com/opm-losses-a-40-year-problem-for-intelligence-community/.

« *Les fondements de l'industrie de l'espionnage* » : Duyane Norman cité dans Jenna McLaughlin et Zach Dorfman, "'Shattered': Inside the Secret Battle to Save America's Undercover Spies in the Digital Age," *Yahoo! News*, 30 décembre 2019, https://www.yahoo.com/news/shattered-inside-the-secret-battle-to-save-americas-undercover-spies-in-the-digital-age-100029026.html.

« *Les gens vont devoir incarner* » : Dawn Meyerriecks, prise de parole à la convention GEOINT, Tampa, Floride, cité dans Mark Pomerleau, "CIA Rethinks How to Protect Operatives' Digital Lives," C4ISRNet, 23 avril 2018, https://www.c4isrnet.com/intel-geoint/2018/04/23/cia-rethinks-how-to-protect-operatives-digital-lives/.

« *C'est maintenant très difficile* » : Joel Brenner cité dans Jenna McLaughlin et Zach Dorfman, "'Shattered': Inside the Secret Battle to Save America's Undercover Spies in the Digital Age," *Yahoo! News*, 30 décembre 2019, https://www.yahoo.com/news/shattered-inside-the-secret-battle-to-save-americas-undercover-spies-in-the-digital-age-100029026.html.

« *allait à un cocktail* » : Andrew Hallman cité dans Patrick Tucker, "Meet the Man Reinventing CIA for the Big Data Era," Defense One, 1er octobre 2015, https://www.defenseone.com/technology/2015/10/meet-man-reinventing-cia-big-data-era/122453/.

« *autocraties digitales* » : Jennifer Ewbank, “CIA Deputy for Digital Innovation Talks Mission, Partnerships and Espionage Challenges,” *The Cipher Brief*, 2 décembre 2021, https://www.thecipherbrief.com/cia-deputy-for-digital-innovation-talks-mission-partnerships-and-espionage.

« *Beaucoup d’officiers firent connaître leur opposition* » : John Brennan, *Undaunted: My Fight Against America’s Enemies, at Home and Abroad* (New York: Celadon, 2020), pp. 292-96.

« *balayaient les vieilles structures* » : Larry Pfeiffer cité dans Natasha Bertrand et Daniel Lippman, “Spies Fear a Consulting Firm Helped Hobble U.S. Intelligence,” *Politico*, 2 juillet 2019, https://www.politico.com/story/2019/07/02/spies-intelligence-community-mckinsey-1390863.

« *on ne voudra rien dire* » : entretien avec Avril Haines et David Cohen par Mike Morell, podcast *Intelligence Matters*, CBS News, 23 janvier 2019, https://www.cbsnews.com/news/transcript-david-cohen-avril-haines-talk-with-michael-morell-on-intelligence-matters/.

« *isolement, de fermeture d’esprit et d’arrogance* » : Brennan, *Undaunted*, p. 298.

« *Brennan avait du cran* » : Vogel, confidence à David Ignatius, “Will John Brennan’s Controversial CIA Modernization Survive Trump?” *Washington Post*, 17 janvier 2017, https://www.washingtonpost.com/opinions/will-john-brennans-controversial-cia-modernization-survive-trump/2017/01/17/54e6cc1c-dcd5-11e6-ad42-f3375f271c9c_story.html.

« *nos agences de renseignements* » : Barack Obama, prise de parole à la Law School de l’Université de Chicago, 8 avril 2016, Archives de la Maison Blanche, https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/04/08/remarks-president-conversation-supreme-court-nomination.

« *C'était un bouleversement* » : entretien avec Haines et Cohen par Morell, podcast *Intelligence Matters*.

« *Et, bien sûr, pour eux* » : Steve Hall, entretien avec l'auteur.

« *la meilleure manière de créer* » : entretien avec Bill Burns par Mike Morell, podcast *Intelligence Matters*, CBS News, 13 mars 2019, https://www.cbsnews.com/news/transcript-william-burns-talks-with-michael-morell-on-intelligence-matters/.

« *Poutine s'en est sorti* » : Daniel Fried cité dans Vazha Tavberidze, "With the 2008 Georgia War, 'We Knew What Was Coming, But We Were Slow to Believe It,'" Radio Free Europe, 14 août 2022, https://www.rferl.org/a/georgia-russia-war-fried/31987472.html.

« *La Géorgie a été un tournant* » : Mike Morell, transcription de l'entretien avec *Politico*, 11 décembre 2017, https://www.politico.com/magazine/story/2017/12/11/the-full-transcript-michael-morell-216061/.

« *Les gens répétaient cette histoire* » : Molly Schwartz, "The Man Who Taught the Kremlin How to Win the Internet," *The World*, 4 mai 2018, https://theworld.org/stories/2018/05/04/man-who-taught-kremlin-how-win-internet.

« *blitzkrieg informatique* » : Gen. Philip Breedlove cité dans John Vandiver, "SACEUR: Allies Must Prepare for Russia 'Hybrid War,'" *Stars and Stripes*, 4 septembre 2014, https://www.stripes.com/migration/saceur-allies-must-prepare-for-russia-hybrid-war-1.301464.

« *Poutine a regardé Trump* » : Leon Panetta, entretien avec l'auteur.

Chapitre 22 : L'idiot utile

« *armer […] les […] syriens* » : William J. Burns, *The Back Channel: A Memoir of American Diplomacy and the Case for Its Renewal* (New York: Random House, 2019), p. 326.

« *Les politiques américaines permettent aux islamistes* » : John Brennan, *Undaunted: My Fight Against America's Enemies, at Home and Abroad* (New York: Celadon, 2020), p. 362.

« *lorsqu'il est devenu clair* » : John Brennan, entretien avec l'auteur.

« *le laquais des Russes* » : Victoria Nuland citée dans Michael Isikoff et David Corn, *Russian Roulette: The Inside Story of Putin's War on America and the Election of Donald Trump* (New York: Twelve, 2018), p. 94.

« *il y a eu des contacts suivis* » : John Brennan, entretien avec l'auteur.

« *Il loue les dictateurs comme Vladimir Poutine* » : Clinton, discours de politique étrangère, *Time*, 2, juin 2016, https://time.com/4355797/hillary-clinton-donald-trump-foreign-policy-speech-transcript/.

« *WikiLeaks va faire de grandes choses* » : Scott Shane et Mark Mazzetti," "The Plot to Subvert an Election," *New York Times*, 20 septembre 2018, https://www.nytimes.com/interactive/2018/09/20/us/politics/russia-interference-election-trump-clinton.html.

« *Il y a deux personnes qui, je pense* » : Adam Entous, "House Majority Leader to Colleagues in 2016: 'I Think Putin Pays' Trump," *Washington Post*, 17 mai 2017, https://www.washingtonpost.com/world/national-security/house-majority-leader-to-colleagues-in-2016-i-think-putin-pays-trump/2017/05/17/515f6f8a-3aff-11e7-8854-21f359183e8c_story.html.

« *La cybersphère […] est devenue un endroit formidable* » : John Brennan, entretien avec l'auteur.

« *Je dois voir le président* » : Brennan, *Undaunted*, p. 367.

« *Nous avions du pain sur la planche* » : Brennan, transcription de l'entretien avec *Frontline*, PBS, 27 juillet 2017, https://www.pbs.org/wgbh/frontline/interview/john-brennan/.

« *Dans le monde du renseignement* » : Michael J. Morell, "I Ran the C.I.A. Now I'm Endorsing Hillary Clinton," *New York Times*, 5 août 2016, https://www.nytimes.com/2016/08/05/opinion/campaign-stops/i-ran-the-cia-now-im-endorsing-hillary-clinton.html.

« *Je préférerais un autre terme* » : Michael V. Hayden, "Former CIA Chief: Trump Is Russia's Useful Fool," *Washington Post*, 3 novembre 2016, https://www.washingtonpost.com/opinions/former-cia-chief-trump-is-russias-useful-fool/2016/11/03/cda42ffe-a1d5-11e6-8d63-3e0a660f1f04_story.html.

« *Cela ne faisait aucun doute* » : Leon Panetta, entretien avec l'auteur.

« *Eh bien, il semble que vous* » : John Brennan, entretien avec l'auteur.

« *son parti au-dessus de l'identité nationale* » : John Brennan, entretien avec l'auteur.

« *Le président a toujours considéré* » : Brennan, transcription de l'entretien avec *Frontline*.

« *L'écosystème de la scène internationale* » : John Brennan, entretien avec l'auteur.

« *Je suis choqué* » : entretien avec Morell dans Ashish Kumar Sen, "US Must Deliver a 'Painful' Response to Putin for Russian Meddling," *New Atlanticist* (blog), Atlantic Council, 13 décembre 2016, https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/us-must-deliver-a-painful-response-to-putin-for-russian-meddling/.

« *Le 9 novembre 2016* » : citation de *Russian Active Measures Campaigns and Interference in the 2016 U.S. Election, Volume 2: Russia's Use of*

Social Media, Rapport de la Commission sénatoriale sur le renseignement, 2019.

« *raisonnablement certain que les Russes ont fait basculer* » : John Brennan, entretien avec l'auteur.

« *Sachant ce que je sais* » : Clapper cité dans Sean Illing, "Former Top Spy James Clapper Explains How Russian Swung the Election to Trump," *Vox*, 31 mai 2018, https://www.vox.com/2018/5/31/17384444/james-clapper-trump-russia-mueller-2016-election.

« *Sans l'aide russe* » : Pete Stzrok, entretien avec l'auteur.

« *aucun doute que Donald Trump* » : Rolf Mowatt-Larssen, entretien avec l'auteur.

« *Il pense qu'il peut manipuler* » : entretien avec Morell dans Sun, "US Must Deliver a 'Painful' Response to Putin for Russian Meddling."

« *C'est exactement ce que fait un officier traitant* » : Fiona Hill, déposition dans le cadre de l'enquête menée par la Chambre des Représentants de mise en accusation dans le cadre d'une procédure de destitution devant la Chambre des représentants, 14 octobre 2019, Just Security, https://www.justsecurity.org/wp-content/uploads/2019/11/ukraine-clearinghouse-hill_transcript-2019.10.14.pdf.

« *la seule fois de toute l'histoire américaine* » : Robert Draper, "Unwanted Truths: Inside Trump's Battles with U.S. Intelligence Agencies," *New York Times*, 8 août 2020, https://www.nytimes.com/2020/08/08/magazine/us-russia-intelligence.html.

« *Il ne fait aucun doute* » : lettre de Mike Pompeo à James Clapper, 7 juillet 2016.

« *un président autoritaire, ignorant* » : Susan B. Glasser, "Mike Pompeo, the Secretary of Trump," *The New Yorker*, 19 août 2019,

https://www.newyorker.com/magazine/2019/08/26/mike-pompeo-the-secretary-of-trump.

« *Ça va être super* » : Mike Pompeo, *Never Give an Inch: Fighting for the America I Love* (New York: Broadside Books, 2023) p. 16.

« *Je n'en reviens pas* » : " : David Nakamura et Greg Miller, "Trump, CIA on Collision Course over Russia's Role in U.S. Election," *Washington Post*, 11 décembre 2016, https://www.washingtonpost.com/politics/trump-cia-on-collision-course-over-russias-role-in-us-election/2016/12/10/ad01556c-bf01-11e6-91ee-1adddfe36cbe_story.html.

« *Il y touchait* » : Gistaro et Clapper cités dans John Helgerson, *Getting to Know the President: Intelligence Briefings of Presidential Candidates and Presidents-elect, 1952-2016,* Centre pour l'étude du renseignement Agence centrale du renseignement, octobre 2021, https://www.cia.gov/resources/csi/static/Getting-to-Know-the-President-Fourth-Edition-2021-web.pdf.

« *à dévier* » : Gistaro et Clapper cités dans John Helgerson, Getting to Know the President: Intelligence Briefings of Presidential Candidates and Presidents-elect, 1952-2016, Centre pour l'étude du renseignement Agence centrale du renseignement, octobre 2021, https://www.cia.gov/resources/csi/static/Getting-to-Know-the-President-Fourth-Edition-2021-web.pdf.

« *la question la plus chargée politiquement* » : Helgerson, *Getting to Know the President*.

« *un travail rigoureux pour déclassifier* » : Beth Sanner, entretien avec l'auteur.

« *Dire aux familles* » : Shane Harris, "CIA Director John Brennan Rejects Donald Trump's Criticism," *Wall Street Journal*, 17 janvier 2017.

« Trump haïssait les agences de renseignement » : Mike Pompeo, *Never Give an Inch* (New York: Broadside Books, 2023), p. 4.

Chapitre 23 : Embrasser l'anneau et tirer dans les jambes

« avait vraiment fait tatouer R.N. sur sa peau » : entretien de Richard Helms avec Stanley Kutler, transcription en possession de l'auteur.

« Je suis là pour m'assurer » : Christopher R. Moran and Richard J. Aldrich, "Trump and the CIA," *Foreign Affairs*, 24 avril 2017, https://www.foreignaffairs.com/united-states/trump-and-cia.

« Je m'engueule avec tout le monde » : Olivia Nuzzi, "My Private Oval Office Press Conference with President Trump, Mike Pence, John Kelly, and Mike Pompeo," *New York*, 10 octobre 2018, https://nymag.com/intelligencer/2018/10/my-private-oval-office-press-conference-with-donald-trump.html.

« Chaque jour, nous sommes là » : Mike Pompeo, prise de parole au Center for Strategic and International Studies, 13 avril 2017, https://www.csis.org/analysis/discussion-national-security-cia-director-mike-pompeo.

« un missile thermo-guidé vers le cul de Trump » : Susan Glasser, "Mike Pompeo, the Secretary of Trump," *The New Yorker*, 26 août 2019, https://www.newyorker.com/magazine/2019/08/26/mike-pompeo-the-secretary-of-trump.

« combative, patriote et brillante » : Mike Pompeo, *Never Give an Inch* (New York: Broadside Books, 2023), pp. 24, 31.

« On m'a dit que vous étiez un salopard » : Mike Pompeo, *Never Give an Inch* (New York: Broadside Books, 2023), pp. 24, 31.

« *la question la plus inflammable* » : William J. Burns, *The Back Channel: A Memoir of American Diplomacy and the Case for Its Renewal* (New York: Random House, 2019), p. 383.

« *Je craignais que […] le président* » : Michael V. Hayden, *The Assault on Intelligence: American National Security in an Age of Lies* (New York: Penguin Press, 2018), p. 179.

« *la Corée du Nord a testé des missiles* » : Andrew Kim, commentaires sur la dénucléarisation de la Corée du Nord et les relations diplomatiques entre les États-Unis et la Corée du Nord, Université de Stanford, 22 février 2019, https://aparc.fsi.stanford.edu/news/transcript-andrew-kim-north-korea-denuclearization-and-us-dprk-diplomacy.

« *WikiLeaks marche comme un service de renseignement hostile* » : Pompeo, prise de parole, Center for Strategic and International Studies.

« *Des capacités que nous avions mis des années à développer* » : Sean Roche, témoignage, *U.S. v. Schulte*, 19 février 2020, https://www.documentcloud.org/documents/6782056-200219-Schulte-Trial-Transcript.html.

« *La communauté du renseignement n'a pas été honnête* » : Binney cité dans Duncan Campbell et James Risen, "CIA Director Met Advocate of Disputed DNC Hack Theory—at Trump's Request," *The Intercept*, 7 novembre 2017, https://theintercept.com/2017/11/07/dnc-hack-trump-cia-director-william-binney-nsa/.

« *bande d'andouilles et de blancs becs* » : Carol D. Leonnig et Philip Rucker, "'You're a Bunch of Dopes and Babies': Inside Trump's Stunning Tirade Against Generals," *Washington Post*, 17 janvier 2020, https://www.washingtonpost.com/politics/youre-a-bunch-of-dopes-and-babies-inside-trumps-stunning-tirade-against-generals/2020/01/16/d6dbb8a6-387e-11ea-bb7b-265f4554af6d_story.html.

« *Cela ne gêne pas le peuple américain* » : Thomas Gibbons-Neff, Eric Schmitt, et Adam Goldman, “A Newly Assertive C.I.A. Expands Its Taliban Hunt in Afghanistan,” *New York Times*, 22 octobre 2017, https://www.nytimes.com/2017/10/22/world/asia/cia-expanding-taliban-fight-afghanistan.html.

« *Nous ne pouvons pas remplir notre mission* » : Pompeo, prise de parole, UT Austin National Security Forum, 12 octobre 2017, https://www.legistorm.com/stormfeed/view_rss/1110531/organization/95196/title/pompeo-delivers-remarks-at-ut-austin-national-security-forum.html.

« *On m’a dit que c’était un escroc* » : Trump cité dans John Bolton, *The Room Where It Happened: A White House Memoir* (New York: Simon & Schuster, 2020), p. 215.

« *les États-Unis étaient prêts* » : Lisa Curtis, “How the Doha Agreement Guaranteed US Failure in Afghanistan,” Hoover Institution, 2021, https://www.hoover.org/sites/default/files/research/docs/curtis_webreadypdf.pdf.

« *Ivanka portera-t-elle une burqa ?* » : Sanner citée dans Maggie Haberman, *Confidence Man: The Making of Donald Trump and the Breaking of America* (New York: Penguin, 2022), p. 385.

« *L’accord de Doha* » : Robert Burns et Lolita C. Baldor, “US General: Afghan Collapse Rooted in 2020 Deal with Taliban,” Associated Press, 29 septembre 2021, https://apnews.com/article/joe-biden-afghanistan-kabul-taliban-lloyd-austin-449639307150548 4162b434602776a9f.

« *secrétaire d’État a signé une capitulation* » : Meridith McGraw, “Mike Pompeo Takes His Own Arrows over the Afghanistan Collapse,” *Politico*, 26 août 2021, https://www.politico.com/news/2021/08/26/mike-pompeo-afghanistan-collapse-506927.

Chapitre 24 : L’ennemi du renseignement

« la CIA comme le dos » : Haspel, audition de confirmation, Commission sénatoriale sur le renseignement, May 9, 2018, https://www.intelligence.senate.gov/hearings/open-hearing-nomination-gina-haspel-be-director-central-intelligence-agency#.

« Grâce au recul » : Charlie Savage, “Gina Haspel Likely to Be Confirmed as C.I.A. Chief After Repudiating Torture,” *New York Times*, 15 mai 2018, https://www.nytimes.com/2018/05/15/us/politics/gina-haspel-cia-torture-letter-senate.html.

« Les signaux d’alarme clignotent à nouveau, et ils sont rouges » : Dan Coats cité dans Juliam E. Barnes, “‘Warning Lights are Blinking Red,’ Top Intelligence Office Says of Russian Attacks,” *New York Times*, 13 juillet 2018, https://www.nytimes.com/2018/07/13/us/politics/dan-coats-intelligence-russia-cyber-warning.html.

« un récit, une fiction » : Fiona Hill, déposition dans le cadre de l’enquête menée par la Chambre des Représentants de mise en accusation dans le cadre d’une procédure de destitution, 4 octobre 2019, Just Security, https://www.justsecurity.org/wp-content/uploads/2019/11/ukraine-clearinghouse-hill_transcript-2019.10.14.pdf.

« vu les renseignements russes manipuler » : publication du Représentant Will Hurd du 16 juillet 2018 sur X (alors Twitter), https://x.com/WillHurd/status/1018931248457306115.

« rien de moins qu’une trahison » : publication de John Brennan du 16 juillet 2018 sur X (alors Twitter), https://x.com/JohnBrennan/status/1018885971104985093.

« un des moments les plus tragiques » : Panetta dans Mary Louise Kelly, “How the Relationship Between Trump and His Spy Chiefs Soured,” NPR, 29 octobre 2019, https://

www.npr.org/2019/10/29/773127809/how-the-relationship-between-trump-and-his-spy-chiefs-soured.

« *Ceux d'entre nous qui avaient travaillé* » : Douglas London, "The CIA in the Age of Trump," Just Security, 10 février 2020, https://www.justsecurity.org/68539/the-cia-in-the-age-of-trump/.

« *J'ai sauvé ses miches* » : Bob Woodward, *The Trump Tapes* (New York: Simon & Schuster, 2023), p. 190.

« *Le prince héritier voyait Khashoggi* » : "[Redacted] Assessing the Saudi Government's Role in the Killing of Jamal Khashoggi," rapport de la CIA, 11 février 2021, déclassifié en partie par la Directrice du renseignement national Avril Haines, 25 février 2021, https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/assessments/Assessment-Saudi-Gov-Role-in-JK-Death-20210226v2.pdf.

« *Les Turcs […] ont donné à la CIA* » : Shane Harris, Greg Miller, et Josh Dawsey, "CIA Concludes Saudi Crown Prince Ordered Jamal Khashoggi's Assassination," *Washington Post*, 16 novembre 2018, https://www.washingtonpost.com/world/national-security/cia-concludes-saudi-crown-prince-ordered-jamal-khashoggis-assassination/2018/11/16/98c89fe6-e9b2-11e8-a939-9469f1166f9d_story.html.

« *pas parvenus à une conclusion* » : "Trump Rebuffs CIA Conclusion Linking MBS to Khashoggi Killing as 'Feelings,'" *Middle East Monitor*, 23 novembre 2018, https://www.middleeastmonitor.com/20181123-trump-rebuffs-cia-conclusion-linking-mbs-to-khashoggi-killing-as-feelings.

« *ils sont encore dangereux* » : Hapsel, témoignage devant la Commission sénatoriale sur le renseignement, 29 janvier 2019.

« *aussi forte qu'inappropriée* » : Wise cité dans Mark Landler, "An Angry Trump Pushes Back Against His Own 'Naive' Intelligence Officials,"

New York Times, 30 janvier 2019, https://www.nytimes.com/2019/01/30/us/politics/trump-intelligence-agencies.html.

« *C'est un imbécile* » : Kelly cité dans Bob Woodward, *Fear: Trump in the White House* (New York: Simon & Schuster, 2018), p. 286.

« *mon objectif de carrière était de devenir* » : William P. Barr, *One Damn Thing After Another: Memoirs of an Attorney General* (New York: William Morrow, 2022), p. 27.

« *le droit de faire tout ce que je veux* » : Trump, prise de parole au sommet du Turning Point USA, 23 juillet 2019, Archives de la Maison Blanche, https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-turning-point-usas-teen-student-action-summit-2019/.

« *Je pense qu'il y a eu de l'espionnage* » : Barr cité dans Devlin Barrett et Karoun Demirjian, "Attorney General Says He Believes 'Spying Did Occur' in Probe of Trump Campaign Associates," *Washington Post*, 10 avril 2019, https://www.washingtonpost.com/world/national-security/attorney-general-faces-second-day-of-questioning-about-muellers-report/2019/04/09/362cc648-5b02-11e9-a00e-050dc7b82693_story.html.

« *En Syrie, le président avait* » : Marc Polymeropoulos, "A Call to Arms: Taking the Russia Threat Seriously," Just Security, 6 décembre 2019, https://www.justsecurity.org/67623/a-call-to-arms-taking-the-russia-threat-seriously/.

« *affaire devait finir par nous péter dans les mains* » : Barr, *One Damn Thing After Another*, p. 300.

« *théorie du complot* » : Tom Bossert cité dans Sheryl Gay Stolberg, Maggie Haberman, et Peter Baker, "Trump Was Repeatedly Warned That Ukraine Conspiracy Theory Was 'Completely Debunked,'" *New York Times*, 29 septembre 2019,

https://www.nytimes.com/2019/09/29/us/politics/tom-bossert-trump-ukraine.html.

« *un effet vraiment dévastateur* » *:* Fiona Hill, déposition dans le cadre de l'enquête menée par la Chambre des Représentants de mise en accusation dans le cadre d'une procédure de destitution, 4 octobre 2019, Just Security, https://www.justsecurity.org/wp-content/uploads/2019/11/ukraine-clearinghouse-hill_transcript-2019.10.14.pdf.

« *amplement dénigré l'Ukraine* » : George Kent, assistant adjoint au Secrétaire d'État aux affaires européennes et eurasiennes, déposition dans le cadre de l'enquête menée par la Chambre des Représentants de mise en accusation dans le cadre d'une procédure de destitution, 15 octobre 2019, Just Security, https://www.justsecurity.org/wp-content/uploads/2019/11/ukraine-clearinghouse-2019.10.15.kent_transcript.pdf.

« *Au cours de sa présidence* » : Fiona Hill, *There Is Nothing for You Here: Finding Opportunity in the Twenty-First Century* (New York: Harper Collins, 2021), p. 219.

« *horrible être humain* » : Quint Forgey, "Mulvaney Once Called Trump a 'Terrible Human Being' Ahead of 2016 Election," *Politico*, 15 décembre 2018, https://www.politico.com/story/2018/12/15/mulvaney-trump-terrible-human-being-1066657.

« *Si ce que je viens d'entendre* » : Alexander Vindman, "What I Heard in the White House Basement," *The Atlantic*, 1 août 2021, https://www.theatlantic.com/politics/archive/2021/08/trump-ukraine-call-impeachment-vindman/619617/.

« *Je crois que nous avons besoin de quelqu'un* » : Trump, communiqué de la Maison Blanche cité dans Zachary Cohen and Nicole Gaouette,

"Trump Says Ratcliffe Will 'Rein In' US Intelligence Agencies as Spy Chief," CNN, 30 juillet 2019, https://www.cnn.com/2019/07/30/politics/trump-ratcliffe-rein-in-us-intelligence-agencies/index.html.

« *qui a donné […] au lanceur d'alerte* » : Maggie Haberman et Katie Rogers, "Trump Attacks Whistle-Blower's Sources and Alludes to Punishment for Spies," *New York Times*, 26 septembre, 2019, https://www.nytimes.com/2019/09/26/us/politics/trump-whistle-blower-spy.html.

« *extrême appréhension d'une réaction violente* » : Greg Jaffe, "The CIA Analyst Who Triggered Trump's First Impeachment Asks: Was It Worth It?" *Washington Post*, 20 octobre 2024, https://www.washingtonpost.com/politics/2024/10/20/cia-analyst-whistleblower-trump-impeachment-ukraine/.

« *Beaucoup de gens ont été contraints de quitter* » : Fiona Hill, déposition.

Chapitre 25 : Nous sommes partis pour un coup d'État d'extrême droite

« *le Kremlin tentait d'assassiner* » : Marc Polymeropoulos, "A Call to Arms: Taking the Russia Threat Seriously," Just Security, 6 décembre 2019, https://www.justsecurity.org/67623/a-call-to-arms-taking-the-russia-threat-seriously/.

« *un changement d'état d'esprit* » : Weninger, entretien avec Jack Murphy et Dave Parke, "An Inside Look at the Covert Fight Against Russia," The Team House, YouTube, video, 10 octobre 2024, https://www.youtube.com/watch?v=5z5QMm6RKdA&t=217s.

« *cette idée d'un autre âge* » : Marc Polymeropoulos, entretien avec l'auteur.

« *comprenions que la menace russe* » : Polymeropoulos, "A Call to Arms."

« *le cœur de la question* » : Tom Sylvester, entretien avec l'auteur.

« *l'époque […] pour être un officier de renseignement* » : Marc Polymeropoulos, "The Ties That Bind the CIA in the Face of Presidential Attack," Just Security, 18 août 2020, https://www.justsecurity.org/72043/the-ties-that-bind-the-cia-in-the-face-of-presidential-attack/.

« *Cela l'a clairement encouragé* » : Robert Draper, "'This Was Trump Pulling a Putin,'" *New York Times*, 11 avril 2022, https://www.nytimes.com/2022/04/11/magazine/trump-putin-ukraine-fiona-hill.html.

« *tout était comme dans une voiture folle* » : Jill Colvin, "Takeaways from Trump Aide's Account of Chaotic White House," Associated Press, 30 septembre 2021, https://apnews.com/article/donald-trump-entertainment-europe-arts-and-entertainment-royalty-25b7dbdaaafd46a5e95df14c7d2f3b39.

« *prenant pour cible un […] imaginaire* » : William J. Burns et Linda Thomas-Greenfield, "The Transformation of Diplomacy," *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2020, https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-09-23/diplomacy-transformation.

« *Eh, Joe* » : Robert Draper, "Unwanted Truths: Inside Trump's Battles with U.S. Intelligence Agencies," *New York Times*, 8 août 2020, https://www.nytimes.com/2020/08/08/magazine/us-russia-intelligence.html.

« *idée même de promouvoir Patel* » : William P. Barr, *One Damn Thing After Another: Memoirs of an Attorney General* (New York: William

Morrow, 2022), p. 522.

« *Obama savait tout* » : entretien avec Trump, dans Brooke Singman, "Trump Lays Down Gauntlet for Barr on Durham Probe: Either 'Greatest Attorney General' or 'Average Guy,'" Fox News Channel, 13 août 2020, https://www.foxnews.com/politics/trump-barr-durham-probe-gauntlet.

« *Le président Trump espère* » : Joe Biden, commiqué sur la decision de l'ODNI de mettre un terme aux briefings au sujet de l'ingérence dans les élections, Medium, 29 août 2020, https://medium.com/@JoeBiden/my-statement-on-the-odnis-decision-to-end-election-interference-briefings-4b98e4eca239.

« *estimons que le président Vladimir Poutine* » : CIA, *Worldwide Intelligence Review*, 31 août 2020. Cette conclusion est appuyée par un rapport ultérieur du Conseil du renseignement national « Nous considérons que le président Russe Poutine a autorisé, et qu'un panel d'organisations gouvernementales russes ont conduit, des opérations d'ingérence dans le but de dénigrer la candidature du Président Biden ainsi que le parti Démocrate, de soutenir l'ancien Président Trump, de saper la confiance du public dans le processus électoral, et d'exacerber les divisions politiques aux États-Unis. » Conseil du renseignement national, *Foreign Threats to the 2020 US Federal Elections*, déclassifié, 15 mars 2021, https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/assessments/ICA-declass-16MAR21.pdf.

« *aux médias partisans* » : Ron Johnson cité dans Ellen Nakashima, Shane Harris, et Tom Hamburger, "FBI Was Aware Prominent Americans, Including Giuliani, Were Targeted by Russian Influence Operation," *Washington Post*, 1er mai 2021, https://www.washingtonpost.com/national-security/rudy-giuliani-fbi-

warning-russia/2021/04/29/5db90f96-a84e-11eb-bca5-048b2759a489_story.html.

« *La Russie nous fait chanter sa chanson.* » : Lindsey Graham cité dans Andrew Desiderio, "Senate Intel Chair Privately Warned That GOP's Biden Probe Could Help Russia," *Politico*, 27 février 2020, https://www.politico.com/news/2020/02/27/richard-burr-joe-biden-probe-russia-118025.

« *Autant que nous puissions le dire* » : Barr, *One Damn Thing After Another*, pp. 525-26.

« *Nous aurons une transition pacifique* » : "Pompeo Promises 'A Smooth Transition to a Second Trump Administration,'" NPR, 10 novembre 2020.

« *La journée d'hier a été terrifiante* » : Haspel citée dans Bob Woodward et Robert Costa, *Peril* (New York: Simon & Schuster, 2021), p. 152.

« *Choisis le poison* » *:* Max Boot, "Anthony Tata Should Be Running a QAnon Bulletin Board—Not the Pentagon Policy Shop," *Washington Post*, 24 juin 2020, https://www.washingtonpost.com/opinions/2020/06/24/odious-track-record-trumps-pentagon-pick-is-too-long-recant/.

« *L'idée était de nommer Kash* » : Ezra Cohen cité dans Adam Ciralsky, "'The President Threw Us Under the Bus': Embedding with Pentagon Leadership in Trump's Chaotic Last Week," *Vanity Fair*, 22 janvier 2021, https://www.vanityfair.com/news/2021/01/embedding-with-pentagon-leadership-in-trumps-chaotic-last-week.

« *combien […] la CIA* » : transcription dans "Why Doesn't Biden Camp Want to Know Truth About Voting Irregularities?" Fox News Channel, 15 novembre 2020, https://www.foxnews.com/transcript/why-doesnt-biden-camp-want-to-know-truth-about-voting-irregularities.

« *l'influence massive […] communiste* » : campagne Trump, conférence de presse, transcription, 19 novembre 2020, https://www.rev.com/blog/transcripts/rudy-giuliani-trump-campaign-press-conference-transcript-november-19-election-fraud-claims.

« *Gina Haspel a été blessée* » : Jonathan Karl, *Betrayal: The Final Act of the Trump Show* (New York: Dutton, 2021), pp. 170-73.

« *fonctionnaire expérimentée* » : témoignage de Alyssa Farah Griffin devant la Commission du 6 janvier, 15 avril 2022, https://www.govinfo.gov/content/pkg/GPO-J6-TRANSCRIPT-CTRL0000062452/pdf/GPO-J6-TRANSCRIPT-CTRL0000062452.pdf.

« *C'est la preuve absolue* » : Barr, *One Damn Thing After Another*, pp. 553-55.

« *Pour exécution immediate* » : brouillon de décret présidentiel, "Presidential Findings to Preserve Collect and Analyze National Security Information Regarding the 2020 General Election," date du 16 décembre 2020, *Politico*, https://www.politico.com/f/?id=0000017e-920d-d65f-a77e-fbad182f0000.

Chapitre 26 : The Glory Gate – La Grande Porte

« *Gina mérite qu'on lui attribue […] un rôle décisif* » : William J. Burns, entretien avec l'auteur au siège de la CIA, juillet 2024.

« *Une grande silhouette discrète* » : Robert J. Draper, "William Burns, a C.I.A. Spymaster with Unusual Powers," *New York Times*, 9 mai 2023, https://www.nytimes.com/2023/05/09/us/politics/william-burns-cia-biden.html.

« *ensemble partout dans le monde* » : Ryan Crocker, témoignage, Miller Center, Université de Virginie, https://millercenter.org/the-presidency/presidential-oral-histories/ryan-crocker-oral-history.

« *savaient parfaitement et très élégamment* » : William J. Burns, entretien avec l'auteur.

« *mon plus profond regret professionnel* » : William J. Burns, *The Back Channel: A Memoir of American Diplomacy and the Case for Its Renewal* (New York: Random House, 2019) pp. 169, 196.

« *nous serons constamment ramenés* » *:* "The Diplomacy Imperative: A Q&A with William J. Burns," *The Foreign Service Journal*, American Foreign Service Association, 2019 mai https://afsa.org/diplomacy-imperative-qa-william-j-burns.

« *Après les imprudences* » : Burns, *The Back Channel*, p. 334.

« *C'est l'instrument d'une reddition* » : entretien avec Petræus, "America and the Taliban," *Frontline*, PBS, 25 avril 2023, https://www.pbs.org/wgbh/frontline/documentary/america-and-the-taliban/transcript/.

« *Le pire accord diplomatique* » : Douglas London, entretien avec l'auteur.

« *Trump en supportera les conséquences* » : John Bolton, *The Room Where It Happened: A White House Memoir* (New York: Simon & Schuster, 2020), p. 443.

« *Vous êtes un peuple rude* » : Julian Borger, "Trump Reportedly Tells Taliban Official 'You Are a Tough People' in First Phone Call," *The Guardian*, 3 mars 2020, https://www.theguardian.com/us-news/2020/mar/03/trump-reportedly-tells-taliban-official-you-are-tough-people-amid-peace-deal-row. La transcription de la conversation téléphonique a été publiée par les talibans ; la Maison Blanche refusa d'en produire un. Trump avait été tout récemment mis en accusation

dans le cadre d'une procédure de destitution pour son « appel parfait » avec l'Ukraine.

« Voulez-vous quelque chose venant de moi ? » : Steve Coll and Adam Entous, "The Secret History of the U.S. Diplomatic Failure in Afghanistan," *The New Yorker*, 10 décembre 2021, https://www.newyorker.com/magazine/2021/12/20/the-secret-history-of-the-us-diplomatic-failure-in-afghanistan.

La prise du pouvoir par les talibans en Afghanistan : Biden, conférence de presse, 8 juillet 2021, la Maison Blanche, https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/07/08/remarks-by-president-biden-on-the-drawdown-of-u-s-forces-in-afghanistan/.

« aucune estimation faisant état » : Gen. Mark Milley, témoignage devant la Commission sénatoriale des forces armées, 28 septembre 2021, https://www.armed-services.senate.gov/imo/media/doc/21-73_09-28-2021.pdf.

« Ils ne nous laissent que les os. » : Franz J. Marty, "Visit to a Lost CIA Base in Afghanistan," Military.com, 9 décembre 2021, https://www.military.com/daily-news/2021/12/09/visit-lost-cia-base-afghanistan.html.

« montions l'étroite échelle » : Tom Polgar, entretien avec l'auteur.

« Les images évoquent […] éperdu des Américains » : Carlotta Gall et Ruhullah Khapalwak, "Chaos Ensues at Kabul Airport as Americans Abandon Afghanistan," *New York Times*, 16 août 2021, https://www.nytimes.com/2021/08/16/world/asia/afghanistan-airport-evacuation-us-withdrawal.html.

« Je n'oublierai jamais » : Sam Aronson, témoignage devant la Commission de la Chambre des représentants sur les affaires étrangères,

15 septembre 2023, https://foreignaffairs.house.gov/wp-content/uploads/2024/04/Interview-of-Sam-Aronson_FINAL.pdf.

« *d'autre but que de persuader les talibans* » : Bill Burns, entretien avec l'auteur.

« *Quand j'ai vu que les espions américains* » : Sam Aronson, témoignage. Voir aussi Mitchell Zuckoff, "'Screw the Rules,'" *The Atlantic*, 11 avril 2023, https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2023/04/the-secret-gate-book-afghanistan-kabul-airport-evacuation/673682/.

« *Je ne crois pas que tout le monde ait* » : Lara Seligman, "Pentagon Prepared for 'Mass Casualty' Attack at Kabul Airport Hours Before Explosion," *Politico*, 30 août 2021, https://www.politico.com/news/2021/08/30/pentagon-mass-casualty-attack-kabul-507481.

« *Les talibans ne nous ont pas vaincus* » : Gen. H. R. McMaster cité dans Meridith McGraw, "Mike Pompeo Takes His Own Arrows over the Afghanistan Collapse," *Politico*, 26 août 2021, https://www.politico.com/news/2021/08/26/mike-pompeo-afghanistan-collapse-506927.

« *le résultat d'innombrables heures* » : Mick Mulroy cité dans Peter Baker, Helene Cooper, Julian E. Barnes, et Eric Schmitt, "U.S. Drone Strike Kills Ayman al-Zawahri, Top Qaeda Leader," *New York Times*, 1 août 2022, https://www.nytimes.com/2022/08/01/us/politics/al-qaeda-strike-afghanistan.html.

Chapitre 27 : Renseignement humain

« *de deux façons* » : Bill Burns, entretien avec l'auteur.

« *s'intéresser de par le monde aux Russes* » : Dave Marlowe, prise de parole, "CIA at 75," Hayden Center, 21 novembre 2022.

« *configuré la capacité de la CIA* » : Paula Doyle, entretien avec l'auteur.

« *Comment nous assurer* » : Tom Sylvester, entretien avec l'auteur.

« *fut une décision stratégique* » : Tom Sylvester, entretien avec l'auteur.

« *la Russie et la Chine se préoccupaient de nous* » : "Twenty Years After 9/11: Reflections from Michael Morell," *CTC Sentinel* 14, no. 7 (septembre 2021).

« *À partir du 11 octobre* » : Gen. Paul Nakasone, témoignage dans Erin Banco et autres, "'Something Was Badly Wrong': When Washington Realized Russia Was Actually Invading Ukraine," *Politico Magazine*, 24 février 2023, https://www.politico.com/news/magazine/2023/02/24/russia-ukraine-war-oral-history-00083757.

« *une collecte vraiment excellente* » : transcription de l'entretien avec Linda Weissgold, podcast *The Langley Files*, CIA, https://www.cia.gov/static/71a46d54dcd4507d077364f3a415ba9e/The-Langley-Files-File-008-CIAs-Analytics-Chief-On-The-Tradecraft-Behind-The-Agencys-Assessments-Transcript.pdf.

« *non seulement […] des forces importantes se rassemblaient* » : Tony Blinken, témoignage, dans Banco et autres, "'Something Was Badly Wrong.'".

« *le rendaient encore plus convaincant* » : Avril Haines, témoignage, dans Banco et autres, "'Something Was Badly Wrong.'".

« *la guerre terrestre de plus grande* » : Bill Burns, témoignage, dans Banco et autres, "'Something Was Badly Wrong.'".

« *Il ne manifestait pas la moindre hésitation* » : Bill Burns, témoignage.

« *Le président m'avait envoyé* » : Bill Burns, témoignage.

« *La CIA fut très rapide* » : Valentyn Nalyvaichenko cité dans Jason Jay Smart, “CIA Worked with SBU to Root Out Russian Spies,” *Kyiv Post*, 26 février 2024, https://www.kyivpost.com/post/28678.

« *ne fait que se renforcer* » : Adam Entous et Michael Schwirtz, “The Spy War,” *New York Times*, 25 février 2024, https://www.nytimes.com/2024/02/25/world/europe/cia-ukraine-intelligence-russia-war.html.

« *se laisser recruter* » : Entous et Schwirtz, “The Spy War.”

« *Ces renseignements appartiennent à la nation* » : Nakasone, témoignage, dans Banco et autres, “‘Something Was Badly Wrong.’”.

« *permet au président de construire* » : Bill Burns, entretien avec l’auteur.

« *Russes imputeraient* » : Antony Blinken, discours devant le Conseil de Sécurité de l’ONU, 17 février 2022, https://usun.usmission.gov/remarks-by-secretary-antony-j-blinken-at-the-un-security-council-on-russias-threat-to-peace-and-security/.

« *Sans eux* » : Entous et Schwirtz, “The Spy War.”

« *une énorme erreur stratégique* » : Gen. Mark Milley, témoignage, dans Banco et autres, “‘Something Was Badly Wrong.’”

« *planifié et exécuté* » : Shane Harris et Isabelle Khurshudyan, “Ukrainian Military Officer Coordinated Nord Stream Pipeline Attack,” *Washington Post*, 11 novembre 2023, https://www.washingtonpost.com/national-security/2023/11/11/nordstream-bombing-ukraine-chervinsky/.

« *combatte le feu avec le feu* » : George Kennan à James Forrestal, 27 septembre 1947, Record Group 165, ABC files, 352:1, National Archives and Records Administration.

« *un rusé et astucieux gangster* » : John J. Sullivan, Midnight in Moscow: A Memoir from the Front Lines of Russia’s War Against the West

(Boston: Little, Brown, 2024), p. 241.

« *Il pensait vraiment pouvoir prendre Kiev* » : William Burns, prise de parole au Aspen Security Forum, 20 juillet 2022, CIA, https://www.cia.gov/static/Aspen-Security-Forum-Fireside-Chat-Final.pdf.

Chapitre 28 : Moralité de l'espionnage

« *Dans l'état d'accablement où pourraient* » : Burns, prise de parole, Georgia Tech, 14 avril 2022, CIA, https://www.cia.gov/static/Director-Burns-Speech-and-QA-Georgia-Tech.pdf.

« *Nous avons une menace directe* » : Joe Biden cité dans David Sanger et Mary K. Brooks, *New Cold Wars: China's Rise, Russia's Invasion, and America's Struggle to Defend the West* (New York: Crown, 2024), p. 297.

« *La propagande d'État prépare les gens* » : Steve Rosenberg, "Dmitry Muratov: Nuclear Warning from Russia's Nobel-Winning Journalist," BBC, 29 mars 2023, https://www.bbc.com/news/world-europe-65119595.

« *Nous commencions tous à comprendre* » : transcription de l'entretien avec Roger D. Carstens podcast *Washington Post Live*, *Washington Post*, 12 août 2024, https://www.washingtonpost.com/washington-post-live/2024/08/12/transcript-world-stage-conversation-with-roger-d-carstens/.

« *Pour vous, je vais essayer* » : Roger Carstens, briefing à la Maison Blanche, 1 août 2024, https://www.whitehouse.gov/briefing-room/press-briefings/2024/08/01/background-press-call-on-todays-multilateral-prisoner-exchange/.

« *Nous nous sommes approchés* » : Burns, commentaires à la conférence Cipher Brief threat, Sea Island, Géorgie, 8 octobre 2024.

« *Je ne vois rien de plus important* » : Peter Baker, "With Prisoner Swap, Biden Scores a Win as His Term Nears Its End," *New York Times*, 1 août 2024, https://www.nytimes.com/2024/08/01/us/politics/biden-hostage-swap.html.

« *supplanter les États-Unis en tant que première puissance mondiale* » : David Marlowe, "China is our only real Existential Threat, says Former Senior CIA Officer," The Cipher Brief, 4 septembre 2024, https://www.thecipherbrief.com/column_article/china-is-our-only-real-existential-threat-says-former-senior-cia-officer

« *les armes des États-Unis et de l'OTAN* » : Paula Doyle, "Cipher Brief Experts on What to Watch for in 2025," The Cipher Brief, 29 décembre 2024, https://www.thecipherbrief.com/cipher-brief-experts-on-what-to-watch-for-in-2025.

« *nous souffrions d'un trouble déficitaire de l'attention* » : Bill Burns, entretien avec l'auteur.

« *Poutine a déjà essuyé* » : Bill Burns, entretien avec l'auteur.

« *Poutine était à son meilleur moment* » : Dave Marlowe, prise de parole, "CIA at 75," Hayden Center, 21 novembre 2022.

« *Avec le temps* » : Helms, prise de parole au dîner des OSS Awards, Washington, DC, 24 mai 1983, CIA, https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP91-00901R000500150023-5.pdf.

« *Il y aurait dix* » : transcription de l'entretien avec Tom Sylvester (désigné sous le nom de "Tom S."), podcast *The Langley Files*, 28 février 2024, CIA, https://www.cia.gov/podcast/static/7fc60a07d1232f824585b88a796d3097/The-Langley-Files-File-014-Transcript.pdf.

« conception très étriquée » : Tom Sylvester, entretien avec l'auteur.

« Tout cela était fondé sur l'espionnage » : Tom Sylvester, entretien avec l'auteur.

« quand les dirigeants autoritaires à Moscou » : Paula Doyler, entretien avec l'auteur.

« l'espionnage, c'est sale » : William Hood, *Mole: The True Story of the First Russian Spy to Become an American Counterspy* (Washington, DC: Brassey's, 1993), p. IX.

« pas sans rappeler le mariage » : Juan Cruz remarks, "The Humanity of Espionage," Catholic University of America, 28 février 2019, https://ihe.catholic.edu/event/the-humanity-of-espionage/.

« C'est un truc de schizophrène » : Luis Rueda, entretien avec l'auteur.

« les États-Unis ont une responsabilité morale » : Daniel Schorr, "Telling It Like It Is: Kissinger and the Kurds," *Christian Science Monitor*, 18 octobre 1996, https://www.csmonitor.com/1996/1018/101896.opin.column.1.html.

« La fin ne justifie pas les moyens » : Révérend William Sloan Coffin Jr., entretien avec l'auteur.

« Nous devons être capables de la plus grande immoralité » : C'est un crédo qui, « même s'il a cet aspect idéaliste que la CIA avait à ses débuts, est resté gravé dans mon esprit depuis », dit Chuck Cogan, qui a rapporté à l'auteur les enseignements de Cunningham. Cogan était peut-être le dernier des gentleman espions. Un des premiers apprentis de Cunningham, il est à la CIA de 1954 to 1991 et en tant que chef de la division Proche Orient et Asie du Sud de 1979 à 1984. Il observe que « Cunningham voulait dire que nous devons pratiquer l'immoralité (qu'est-ce que l'immoralité sinon persuader quelqu'un de trahir son pays), mais que dans notre vie intime nous devons adopter les normes de moralité les plus strictes. » Par exemple, on ne pouvait pas mentir à

des collègues officiers, truquer les rapports, ou gonfler ses dépenses. « Mais le fait est, » dit Cogan, « que si vous n'avez pas d'appétence pour manipuler les gens, vous n'avez rien à faire à la Directions des opérations de la CIA ».

« *mentir, à tricher, à voler, à manipuler et à tromper* » : James M. Olson, "Spycraft and Soulcraft," 28 avril 2021, Albert Mohler (site internet), https://albertmohler.com/2021/04/28/james-olson/.

« Le précédent d'un président américain » : entretien avec Bob Gates, librement cité de *The Spymasters*.

« *Ils projetaient de tuer un très grand nombre* » : Julian E. Barnes, "C.I.A. Warning Helped Thwart ISIS Attack at Taylor Swift Concert in Vienna," *New York Times*, 28 août 2024, https://www.nytimes.com/2024/08/28/us/politics/cia-isis-warning-taylor-swift-concert.html.

« *les fantassins de notre idéologie* » : *Conversations with John le Carré*, dir. Matthew J. Bruccoli et Judith S. Baughman (Jackson: University Press of Mississippi, 2004), p 35.

« *Si un président devait choisir* » : James Petrila et John Sipher, "How the Supreme Court's Immunity Ruling Could Really Backfire," *Washington Post*, 25 juillet 2024, https://www.washingtonpost.com/opinions/2024/07/25/supreme-court-immunity-ruling-cia/.

Épilogue : L'Autocratie en Amérique

« *We will clean out all of the corrupt actors* » : Shane Harris, « Trump's " Deep State " Revenge », The Atlantic, 12 novembre 2024

https://www.theatlantic.com/politics/archive/2024/11/intelligence-agencies-trump-loyalists/680625/

« *Cet imbécile déshonore […]* » : Hayden, tweet, 19 octobre 2020, d'un compte aujourd'hui supprimé.

« *Créer un récit […]* » : John Sipher, « The Intelligence Director Who Is Undermining Trust and Truth ", *New York Times*, 20 octobre 2020, https://www.nytimes.com/2020/10/20/opinion/john-ratcliffe-trump.html.

« *Le désastre attend les responsables politiques […]* » : John McLaughlin, « The New Administration Meets the Intelligence Community: What Should We Expect? » The Cipher Brief, 13 janvier 2025. https://www.thecipherbrief.com/column_article/the-new-administration-meets-the-intelligence-community-what-should-we-expect

« *la capacité de la CIA* » : 2020-2023 CIA Diversity and Inclusion Strategy, document supprimé du site internet public de la CIA le 23 janvier 2025.

« *La diversité est la plus grande force de l'Agence […]* » : Marc Polymeropoulos, courriel à l'auteur.

« *Sauter comme un singe de cirque […]* » : Vivek Ramaswamy cite par Russel L. Honoré, "Elon Musk Is a National Security Risk », New York Times, 29 décembre 2024, https://www.nytimes.com/2024/12/29/opinion/elon-musk-china-classified-secrets-national-security-russia-doge.html?searchResultPosition=1

« *Il suffit qu'un service étranger […]* » : Brian Greer, Bluesky post, February 2, 2025. https://bsky.app/profile/secretsandlaws.bsky.social/post/3lh7y2qaiyc2v

« *La nouvelle administration […]* » : Peskov cité dans Francesca Ebel, « Washington now "largely aligns" with Moscow's vision, Kremlin

says », Washington Post, 2 mars 2025 [Les propos de Peskov sont repris dans maints journaux en langue française, par exemple L'Orient-Le Jour, à la date du 2 mars]. https://www.washingtonpost.com/world/2025/03/02/russia-ukraine-trump-zelensky-clash/

« *Au cours des années et des siècles* » : entretien de l'auteur avec Ed Bogan.

« *Ce qui est fait est fait […]* » : Paula Doyle, « What to Watch for in 2025 » The Cipher Brief, 29 décembre 2024. https://www.thecipherbrief.com/cipher-brief-experts-on-what-to-watch-for-in-2025

Index

Abdallah II de Jordanie 1

Abd Al-Rahman, Atiyah 1, 2, 3

ADM (armes de destruction massive) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18

Administration Clinton 1

Afghanistan

- Abbey Gate 1, 2, 3, 4, 5
- accord de Doha 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13
- analyse prospective d'après-guerre 1
- bombardement de Khost 1, 2, 3
- conférence de Bonn sur 1, 2, 3
- crise de corruption 1, 2, 3
- dilemme du prisonnier 1, 2, 3, 4, 5, 6
- domination de la CIA sur Kaboul 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Kaboul, chute de 1, 2, 3, 4
- Kandahar, chute de 1
- l'absence de ligne politique de Bush sur 1, 2
- la guerre par drone en 1, 2
- l'avenir de 1, 2, 3
- l'avis de Trump sur la guerre en 1, 2
- le plan d'évacuation de la CIA 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
- les obligations des États-Unis envers leurs partenaires afghans 1

l’évacuation par les États-Unis de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19
prise de 1, 2, 3
Shkin 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
Tarinkot 1, 2, 3
Team Echo 1, 2, 3, 4, 5
voie d’évacuation Glory Gate 1, 2, 3, 4
Agence centrale du renseignement (CIA)
archives publiques et 1
Britanniques en désaccord avec 1
comme force paramilitaire globale 1, 2
confiance du président dans 1, 2, 3
conflit entre la Maison Blanche et 1, 2, 3, 4, 5
coupes budgétaires 1, 2
création de 1
historique 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
l’Allemagne et 1, 2, 3
objectif de 1
perdre la vision 1, 2, 3, 4
problèmes de l’Italie avec 1, 2
secret, briser le 1, 2, 3, 4, 5
tentatives de recrutements 1
topo fait à l’auteur à 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
Agence de Recherche sur Internet 1, 2, 3, 4
Agence de sécurité nationale 1
Ahmadi, Zemari 1
Ahmed, Mahmoud 1, 2
AIVD (Service général de Renseignement et de Sécurité) 1, 2, 3
Alibaba 1, 2
Al-Jamadi, Manadel 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
Al-Kasnazani, Mohammed Abdul Karim 1, 2, 3

Al-Koweiti, Abou Ahmed 1, 2, 3

Allawi, Ayad 1

Allen, Charles 1, 2

Allen, Mark 1, 2, 3

Alliance du Nord 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Al-Maliki, Nouri 1, 2, 3, 4, 5

Al-Nashiri, Abdel Rahim 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Al-Qaïda

- attentat suicide contre le destroyer Cole 1, 2
- briefing quotidien fait au Président sur 1
- dresser le tableau de la guerre contre 1, 2, 3
- interrogation des prisonniers 1, 2, 3, 4, 5, 6
- l'absence de ligne politique de Bush sur 1, 2
- la fusion avec les talibans 1, 2
- l'alliance des talibans avec 1, 2
- la stratégie de Black contre 1, 2, 3, 4, 5, 6
- les informations de la CIA quant à 1
- les informations de l'Amérique sur 1, 2, 3, 4
- ménager des refuges 1
- mise en place d'une force d'interposition contre 1, 2
- objectifs de 1
- prendre la plus vieille synagogue d'Afrique pour cible 1
- projets d'attentat contre les ambassades américaines 1, 2, 3, 4
- recrutements par la CIA d'agent de renseignement étrangers 1, 2
- refuges pour 1, 2
- regroupement au sud-est 1
- réseau terroriste 1, 2
- réunion de stratégie de la NSC sur 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
- tentatives de recrutement 1, 2

Al-Rahman, Abd 1

Al-Shawani, Mohammed 1, 2

Al-Zarkaoui, Abou Moussab 1

Voir Zarkaoui, Abou Moussab Al-

Al-Zawahiri, Ayman 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Amerine, Jason 1, 2, 3

Ames, Aldrich 1

Archibald, Frank 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

Armitage, Richard 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Aronson, Sam 1, 2, 3

Ashcroft, John 1, 2

Assad, Bachar al- 1, 2, 3, 4, 5

Assange, Julian 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22

Assassinats, stratégie américaine de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Atkinson, Michael 1, 2

Attaques à l’anthrax 1, 2

Attaques de drones 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17

Attaques du 11 septembre 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Austin, Lloyd 1, 2, 3, 4, 5, 6

Autocratie, montée de 1, 2

Autorité provisoire de la coalition 1, 2

Awlaki, Anwar al- 1, 2, 3, 4

Axe de la résistance 1

Babble-on Bar 1

Bagram, torture de 1, 2, 3

Baie des cochons 1

Bakanov, Ivan 1

Baker, James A., III 1

Bakos, Nada 1

Balawi, Humam Al- 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Balkans, opérations de la CIA dans 1, 2, 3

Bank, Jonathan 1, 2, 3

Bannon, Steve 1

Baradar, Mollah Abdul Ghani 1, 2, 3, 4, 5

Barr, Bill 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14

Barron, David 1, 2

Barzani, Moustafa 1

Bass, Keith 1

Bearden, Milt 1, 2

Beers, Rand 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Bellinger, John, III 1, 2, 3

Ben Laden, Osama. *Voir aussi* Al-Qaïda

- au complexe d'Abbottabad 1
- collecte du renseignement sur 1
- localisations 1, 2, 3, 4
- niveau de planification stratégique 1
- ordres d'Obama de traquer 1, 2
- planifier une attaque contre 1
- sur la Lybie 1

Bennett, John 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Ben Salman, Muhammad 1, 2

Ben Zeid, Sharif Ali 1, 2, 3, 4, 5, 6

Bergman, Ronen 1

Berntsen, Gary 1, 2, 3, 4, 5, 6

Berry, Ilana 1, 2

Bertholee, Rob 1, 2, 3

Bhutto, Benazir 1, 2

Biden, Joe

- Brennan et 1, 2
- débat présidentiel 1, 2

évacuation de l'Afghanistan 1, 2, 3, 4, 5, 6
Feinstein et 1, 2
Panetta et 1
point d'information quotidien fait par le Président et 1, 2
point d'information Russie-Ukraine 1, 2, 3
rencontrer les prisonniers libérés 1
réunion du Conseil de sécurité nationale 1, 2
Scholz et 1, 2
sur le remplacement de Gates 1, 2
sur l'obsession de Trump pour Poutine 1
Big Black River Technologies 1
Bikowsky, Afreda 1, 2, 3, 4, 5
Binney, William 1, 2, 3, 4
Bishop, Vaughn 1
Black, Cofer
Allen et 1
attaques du 11 septembre et 1, 2, 3
briefing fait à Tenet 1, 2, 3
de Blackwater 1, 2, 3
enrôler le soutien de la Russie 1
lutte pour le pouvoir de Pavitt contre 1, 2, 3, 4
planification de l'attaque contre Ben Laden 1, 2, 3
réunion de stratégie de la NSC 1, 2, 3, 4
Rice et 1, 2
stratégie contre Al-Qaïda 1, 2, 3, 4
Blackwater 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
Blaireau à miel 1, 2
Blee, Rich 1, 2, 3, 4, 5
Blinken, Tony 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
BND (Service fédéral allemand de renseignement) 1, 2

Bogan, Ed 1

Bolton, John 1, 2, 3, 4

Bombardement de Khost 1, 2, 3, 4, 5

« Bombe sale » 1, 2, 3

Bonk, Ben 1, 2, 3

Bortnikov, Alexander 1, 2

Bossert, Tom 1

Bout, Viktor 1, 2, 3

Bowden, Mark 1

Bowers, Charity 1

Bowers, Veronica 1

Brahimi, Lakhdar 1

Breedlove, Philip 1

Bremer, Paul « Jerry » 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Brennan, John 1

- aborder la Russie au sujet de la Syrie 1, 2, 3
- Biden et 1, 2
- Comey et 1
- comme directeur de la CIA 1, 2
- D'Andrea et 1, 2
- Haines et 1
- Hayden et 1, 2
- Ivanov et 1, 2, 3
- Obama et 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
- poursuite pour trahison par Trump 1, 2
- rapport sur la torture occupant le temps de 1, 2, 3
- réorganisation de la CIA 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17
- réunion de l'équipe de transition de Trump 1, 2
- Rizzo et 1

sur la guerre d’espionnage de la Russie 1, 2, 3, 4
sur la reconstruction des services de renseignement ukrainien 1, 2
sur les prisonniers de guerre 1, 2, 3, 4, 5
sur l’ingérence russe dans les élections 1, 2, 3, 4, 5, 6
Brenner, Joel 1
Broadwell, Paula 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
Brooks, David 1
Buckley, David 1
Budanov, Kyrylo 1
Bureau d’analyse terroriste 1
Bureau des services techniques (BST) 1, 2, 3, 4
Bureau fédéral d’investigation (FBI)
affaire Awlaki 1
affaire Broadwell 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
attaques à l’anthrax et 1
Blaireau à miel 1, 2
bombe sale et 1, 2, 3
Comey et 1
Voir Comey, James
enquête Crossfire Hurricane 1
enquête sur le programme Airbridge 1
entretien avec Zubaydah 1
Foggo sous surveillance 1
Patel et 1
Voir Patel, Kash
renseignements sur Al-Qaïda 1
sur la guerre d’information de la Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6
sur l’ingérence de la Russie dans les élections 1
Burns, Bill
ascension au sein du département d’État 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
Assad et 1, 2

Bortnikov et 1

comme ambassadeur à Moscou 1, 2

comme ambassadeur de Russie 1, 2, 3

comme directeur de la CIA 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

comme principal négociateur américain 1, 2, 3, 4, 5

conduire la diplomatie du renseignement 1, 2

créer le centre de mission sur la Chine 1

évacuation de l'Afghanistan et 1, 2, 3, 4, 5

Koussa et 1, 2, 3

Narychkine et 1, 2, 3, 4

Obama et 1, 2, 3, 4

sur Haspel 1

sur la diversité dans personnel 1

sur la Lybie 1

sur la mission à Moscou 1, 2, 3

sur la question du nucléaire iranien 1, 2

sur les renseignements quant à l'invasion de l'Ukraine par la Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

sur le succès du renseignement 1

sur l'occupation de l'Irak 1

sur Poutine 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

sur Rakusan 1

sur Seidel 1

sur Sylvester 1

sur Trump 1

voyages au Moyen Orient 1

Zelensky et 1, 2, 3

Burns, William J. 1

Bush, George H. W. 1, 2

Bush, George W.

11-Septembre et 1, 2

accorder à la CIA de nouveaux pouvoirs 1, 2, 3
blâmer la CIA pour les échecs en Irak 1, 2, 3, 4, 5, 6
côte de popularité 1
discours à la nation 1, 2
discours sur l'état de l'Union 1
élections de second mandat 1, 2
estimations sur Poutine 1, 2
fermer les yeux sur la corruption de Karzaï 1
guerre préemptive contre l'Irak 1, 2, 3
Hadley et 1
Hayden et 1, 2, 3, 4
héritage du président 1, 2, 3, 4
ignorer les mémos de la CIA 1
inappliqué à son rôle de président 1, 2
ligne politique concernant Al-Qaïda, absence de 1
Maliki et 1, 2
objectif de « mettre fin à la tyrannie en ce monde » 1
Poutine et 1, 2, 3, 4, 5, 6
Powell et 1, 2, 3
serment de mener la guerre contre le terrorisme 1
signature du Intelligence Reform Act 1
Tenet 1, 2, 3, 4
Campagne de guerre d'information 1, 2, 3, 4
Camp Nama 1, 2, 3, 4, 5
Camp Rhino 1
Cantor, Eric 1, 2
Card, Andy 1, 2, 3
Carlson, William 1
Carstens, Roger 1
Casey, George 1

Casey, William J. 1

Castelli, Jeffrey 1

Castro, Fidel 1, 2

Cellule Over-the-Horizon-Strike 1

Centre contre le crime et les stupéfiants 1, 2, 3, 4

Centre national de lutte antiterroriste 1, 2

Centres antiterroristes internationaux 1

Cerrillo, Dan 1

Chalabi, Ahmed 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Chamberlin, Wendy 1

Chambre des Représentants, enquête de mise en accusation de Trump 1, 2

Cheikh Abdoul Satar, Abou Richa 1, 2

Cheney, Dick 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Chervinsky, Roman 1

Chine 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21

Choïgou, Sergueï 1

Church, Frank 1, 2

Cipollone, Pat 1

Citizen Lab 1, 2

Clapper, James 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Clarke, Richard 1

Clarke, Wes 1

Clarriddge, Duane « Dewey » 1, 2, 3, 4, 5

Clinton, Bill 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Clinton, Hillary 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19

Coats, Dan 1, 2, 3

Code d’honneur de West Point 1

Coffin, William Sloan, Jr. 1, 2, 3, 4, 5

Cohen, David 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Cohen, Ezra 1, 2, 3, 4

Combattants kurdes 1

Comey, James 1, 2, 3, 4, 5

Comité national démocrate 1, 2, 3, 4, 5, 6

Commission du 11-Septembre 1, 2

Commission sénatoriale des forces armées 1

Commission sénatoriale sur le renseignement 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Complexe d'Abbottabad 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13

Conférence de Bonn 1, 2, 3

Conférence du Koweït 1, 2, 3, 4, 5

Confiance 1

Congrès national irakien 1

Conseil de sécurité des Nations Unies 1, 2, 3

Conseil de sécurité nationale

- analyse de l'offensive majeure contre le Pakistan 1, 2
- briefing sur Ben Laden 1, 2, 3
- briefing sur le complexe d'Abbottabad 1, 2, 3
- Conseil fantôme de Cheney 1
- développement d'une nouvelle stratégie pour l'Irak 1, 2, 3
- discussion au sujet de Mubarak 1, 2, 3, 4, 5
- examen d'une directive présidentielle sur Al-Qaïda 1
- réunion stratégique suite aux attaques du 11 septembre 1, 2, 3, 4, 5
- sur la *surge* 1, 2

Corée du Nord 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Coronavirus 1, 2

Cotsana, Jim 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11

Cotton, Tom 1

Cour Suprême 1

Cozy Bear 1, 2, 3, 4, 5, 6

Crise des missiles de Cuba 1, 2

Crocker, Ryan 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15

Crowley, P. J. 1

Crumpton, Henry A. « Hank »

- à la conférence du Koweït 1
- comme ambassadeur de la lutte antiterroriste 1
- contrôler Grenier 1, 2, 3
- mener la bataille d'Afghanistan 1, 2
- Pavitt et 1, 2, 3, 4
- plan en dix points pour les raids de bombardements sur l'Afghanistan 1, 2
- sur l'état de la CIA 1

Cruz, Juan 1

Cunningham, Hugh 1, 2, 3

Curtis, Lisa 1

Curveball (« balle courbe ») 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Dagan, Meir 1, 2, 3, 4, 5

Dahabi, Mohammed Al- 1, 2

Dailey, Dell 1

Damas, comme quartier général régional du Hezbollah 1

D'Andrea, Michael

- assassinat de Moughniyeh 1
- Brennan et 1, 2
- comme chef des opérations 1, 2
- force d'interposition à Al-Qaïda 1, 2
- Pompeo et 1, 2
- proposer de tuer Al-Awlaki 1, 2
- retour à la CIA 1

Davis, Ray 1, 2, 3, 4

DCLeaks 1

Dearlove, Richard 1, 2

décret militaire n° 1 1

DeMay, Terry 1

Démocratie, déclin global de 1, 2, 3

Département d'État, fermeture des ambassades et des consulats 1

Derbach, Andriy 1, 2

Descente de missionnaires 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Desert One 1

Détention et intérrogatoires

- à la prison d'Abou Ghraïb 1
  - Voir Prison d'Abou Ghraïb
- Camp Nama 1, 2, 3, 4, 5, 6
- défendre la torture 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
- de prisonniers irakiens 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
- dilemme du prisonnier 1, 2, 3, 4, 5, 6
- enquête de l'inspecteur général sur 1, 2
- enquête du Sénat sur 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
  - Voir rapport sur la torture
- entraîner les interrogateurs 1
- fabriquer de faux aveux 1
- gavage rectal 1
- mauvais traitement des prisonniers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18
- Mine de sel 1, 2, 3
- preuves vidéos de violences 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
- prisonniers fantômes 1, 2
- prix du sang 1
- revue Panetta 1, 2, 3, 4, 5
- sites noirs 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
  - Voir sites noirs
- techniques renforcées d'interrogatoire 1, 2, 3, 4
- techniques. Voir techniques d'interrogatoire 1

tortures de Bagram 1, 2, 3
torture sur les prisonniers, défense de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
trouver des interrogateurs expérimentés 1
version de la CIA de 1, 2, 3, 4, 5
version de Mudd de 1, 2
Devine, Jack 1, 2, 3, 4
Diaz, Walter 1
Dîner des correspondants de presse de la Maison Blanche 1
Directeur du renseignement national (DNI), création de 1, 2, 3, 4, 5
Direction de l'innovation digitale 1, 2, 3
Dissidents kurdes 1, 2, 3
Division Amérique Latine, programme Airbridge 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
Division des activités spéciales 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13
Dobbins, James 1, 2, 3
Donaldson, Kevin 1
Doucet, Lyse 1, 2, 3
Downer, Alexander 1, 2
Doyle, Paula 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15
Draper, Robert 1
Drumheller, Tyler 1, 2
Dulles, Allen 1
Durham, John 1, 2, 3, 4, 5
Eatinger, Robert 1
Échanges de prisonniers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12
EI-K 1, 2, 3, 4, 5
EI (l'État Islamique) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
Eisenhower, Dwight 1
Élection présidentielle 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11
Élément de liaison du Nord irakien 1, 2

El Gamil, Albert 1, 2

El-Masri, Khaled 1

Emanuel, Rahm 1, 2, 3, 4

Energetic Bear (logiciel malveillant) 1

Enquête Crossfire Hurricane 1

Enregistrement sur cassette des tortures en Thaïlande 1

Épisode des bombes liquides 1, 2, 3

Équipes de poursuite antiterroriste 1

Esper, Mark 1

Espionnage, éthique de 1, 2, 3, 4

Estimation du renseignement national (NIE) 1, 2, 3, 4, 5, 6

Estonie 1

Evanina, William 1, 2, 3, 4

Ewbank, Jennifer 1

Explosion du gazoduc Nord Stream 1, 2, 3, 4

Fahim, Mohammed 1, 2

Famille des Tinner 1, 2, 3

Fancy Bear 1, 2, 3

Feinstein, Dianne 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Feith, Doug 1, 2, 3, 4, 5

Fils de l'Irak 1, 2

Fingar, Thomas 1

Flynn, Michael 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

Foggo, Kyle Dustin « Dusty »

- carrière 1, 2, 3, 4
- démission 1
- diriger la CIA, de fait 1, 2
- faire obstruction au DNI 1, 2, 3, 4
- plateforme internationale de ravitaillement 1
- poste à Vienne 1

qualités morales de 1, 2, 3, 4, 5
Rodriguez et 1, 2, 3
sur les cassettes vidéos des interrogatoires brutaux 1
Foley, Alan 1, 2, 3, 4
Fondation Carnegie pour la paix internationale 1
Force Al-Qods 1, 2, 3, 4, 5, 6
Ford, Gerald R. 1, 2
Ford, Robert 1
Franks, Tommy 1, 2, 3, 4, 5, 6
Frappes des drones Predator 1
Voir guerre par drone
Fried, Daniel 1
FSB (Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie) 1, 2, 3, 4
Gabbard, Tulsi 1
Ganczarski, Christian alias « Ibrahim l'Allemand » 1, 2
Gannon, John 1
Gannon, Matt 1
García Meza, Luis 1
Garner, Jay 1, 2, 3
Gates, Bob
attaques du 11 septembre et 1
comme directeur du renseignement national 1, 2
montée, la 1
Nevin et 1, 2
Panetta et 1, 2
réunion du Conseil de sécurité nationale 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
Rice et 1
sur « l'érosion » en Irak 1
sur Al-Qaïda 1
sur la capacité du président à faire tuer des citoyens Américains 1

sur la nomination de Wolfowitz 1, 2

visite en Chine 1

Gaza 1, 2, 3, 4

Géorgie, cyberattaque contre 1, 2, 3

Gerassimov, Valeri 1, 2

Gershkovich, Evan 1, 2, 3, 4, 5, 6

Ghani, Ashraf 1

Gistaro, Ted 1, 2

Giuliani, Rudy 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Golob, Robert 1

Gonzales, Alberto 1

Gorelick, Robert 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Goss, Porter

comme directeur de la CIA 1, 2

discours de remise de diplôme à l'Université de Tiffin 1, 2

licenciement de 1

Morell et 1, 2

Negroponte et 1, 2, 3

Pelosi et 1, 2

Rizzo et 1

s'isoler 1

sur la révolte en Irak 1, 2, 3

sur les cassettes vidéos des interrogatoires brutaux 1, 2

Tenet et 1, 2

Gouvernements étrangers, tentatives de l'Amérique de renverser 1

Government Communications Headquarters (GCHQ) 1

Graham, Lindsey 1, 2

Graham, Mary Margaret 1, 2

Green, Jane 1, 2, 3, 4

Greer, Brian 1

Gregg, Don 1

Grenier, Robert 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13

Greystone 1

Griffin, Alyssa Farah 1

Griner, Brittney 1, 2

Grisham, Stephanie 1

Groupe de surveillance sur l'Irak 1

Groupe d'étude sur l'Irak 1, 2

Groupement opérationnel Irak 1

Grunwald, Henry 1

Guccifer 2.0 1, 2, 3

Guérillas afghanes 1

Guerre contre le terrorisme 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Guerre froide, fin de 1, 2

Guerre psychologique 1

Guerre Russie-Ukraine

- bombardement du gazoduc Nord Stream 1, 2, 3, 4, 5
- campagne de guerre d'information 1, 2, 3, 4
- déclassifier les renseignements sur les mouvements de troupes russes 1
- invasion Russe 1, 2, 3, 4, 5
- la contrattaque ukrainienne sur Koursk 1, 2
- la stratégie de Poutine 1
- les États-Unis reconstruisant les services de renseignement ukrainiens 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
- les États-Unis renouvelant l'approche impliquant le gouvernement au complet 1, 2
- les objectifs explicites de la Russie 1
- mémorandum de notification d'action clandestine de Biden 1
- morts et blessés 1, 2, 3
- sur la tactique d'attaque du faux drapeau 1, 2
- sur les menaces d'armes nucléaires faites par Poutine 1, 2, 3, 4, 5

Guhl Hassan 1

Gulf Technical Industries 1

Haas, Richard 1, 2

Hadley, Stephen 1, 2, 3, 4, 5

Haines, Avril 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

Hallman, Andrew 1

Hall, Steve 1, 2

Hamdam, Salim 1

Hamilton, Alexander 1

Hamilton, Lance 1, 2, 3

Hammer (superordinateur) 1, 2

Hanssen, Robert 1

Haqqani, Sirajuddin 1, 2

Harlow, Bill 1

Harris, Kamala 1, 2, 3, 4

Haspel, Gina

audition de confirmation 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Brennan et 1

Burns et 1

comme directeur adjoint 1, 2, 3

Milley et 1, 2

Nashiri et 1, 2

preuves sur cassettes vidéos, destruction de 1, 2, 3, 4, 5

Rodriguez et 1, 2, 3, 4

sur de s’assurer de la diversité dans le personnel 1

sur les techniques renforcées d’interrogatoire 1, 2, 3, 4, 5, 6

Trump et 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24

Hayden, Michael V. 1

action clandestine la plus réussie de 1, 2, 3

à propos de la frappe préemptive contre la Syrie 1, 2, 3, 4
attaques du 11 septembre 1, 2
Brennan et 1, 2
Bush et 1, 2, 3
comme directeur de la CIA 1, 2, 3
constat de la guerre contre le terrorisme 1, 2, 3
Dagan et 1, 2, 3, 4, 5
en Irak 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
le *surge* et 1, 2
Musharraf et 1, 2, 3, 4
Negroponte et 1, 2
Obama et 1, 2, 3, 4
réfutation au rapport sur la torture 1
sites noirs et 1, 2, 3, 4
superstructure du renseignement national et 1, 2
sur le programme d'armement nucléaire de l'Irak 1
sur les assassinats ciblés 1, 2, 3, 4
sur les opérations de piratages d'information de la Chine 1
sur les tentatives de recrutement d'Al-Qaïda 1, 2
sur Ratcliffe 1, 2
sur Souleiman 1
sur Trump 1, 2
Tenet et 1, 2

Hazrat, Ali 1, 2, 3

Hegseth, Pete 1

Helgerson, John 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Helms, Richard 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13

Henoch, Margaret 1, 2, 3, 4

Hettena, Seth 1

Hezbollah 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14

Hill, Fiona 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Holder, Eric 1, 2, 3

Hood, William 1

Humour noir 1

Hurd, Will 1

Hussein, Saddam 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14

Hussein, Zein Al-Abidin Mohammed 1

    Voir Abou Zoubeydah

Ibn Al-Cheikh Al-Libi 1, 2, 3

Immunité présidentielle 1, 2

Indyk, Martin 1

Ingérence dans l'élection présidentielle

    briefer Obama 1, 2, 3, 4

    communiqué de la communauté du renseignement à propos de 1, 2, 3

    DCLeaks et 1

    débat final des candidats Trump-Clinton 1, 2

    e-mails fuités du DNC 1, 2, 3, 4

    enquêtes du FBI 1

    enquête sur Mueller 1

    Guccifer 2.0 1, 2, 3

    la bande des huit mise au courant 1

    liens entre les campagnes de Trump et les Russes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

    l'obssession de Trump pour 1, 2

    Manafort et 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

    rapport final sur 1, 2, 3

    théories du complot sur 1

    WikiLeaks et 1, 2, 3, 4, 5

Ingérence dans les élections

    Morell et 1

    Obama et 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

Interrogatoires 1

Voir détention et interrogatoires

Inter-Services Intelligence (ISI) 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21

Investigations de l'affaire Iran-contra 1

Irak

armes de destruction massive 1

Voir ADM (armes de destruction massive)

bombardement des fermes de Dora 1, 2

combattants étrangers pour 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

départ des forces américaines 1, 2, 3, 4, 5, 6

différents concernant le renseignement avant la guerre 1, 2

dissidents kurdes 1, 2, 3, 4

élection de l'Assemblée Nationale 1

état de guerre civile de 1, 2, 3, 4, 5

infiltrer le régime de Saddam 1, 2, 3

insurrection en 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18

les préoccupations de Bush sur 1, 2, 3

moisson de renseignements 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Opération Ugly Baby « vilain bébé » 1

plan de guerre des américains 1, 2

politique étrangère officielle des États-Unis sur 1, 2, 3

prévoir le chaos en 1

prisonniers de guerre 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

prisons 1

Voir détention et interrogatoires

Ramadi 1, 2, 3, 4

reconstruction de 1, 2, 3

trou noir stratégique de la Maison Blanche 1, 2

Iran

collaboration à la guerre des États-Unis contre le terrorisme 1

cyberattaque de la CIA contre 1
enrôler le soutien de 1, 2
Force Al-Qods 1, 2, 3, 4, 5
gardiens de la Révolution 1, 2, 3
Israël 1, 2, 3, 4, 5
Ivanov, Sergueï 1, 2
Jacobson, Roberta 1, 2
Jessen, Bruce 1, 2, 3, 4, 5
John Abizaid 1
Johnson, Jeh 1
Johnson, Ron 1, 2
Joint Campaign Plan 1
Joint Sigint Cyber Unit 1
Joint Strategic Assessment Team 1
Jones, Daniel 1, 2, 3, 4
Jordanie, en tant que meilleur allié de la CIA 1, 2, 3
Joyce, Sean 1, 2, 3
Kaboul, chute de 1, 2, 3, 4
Kanavaugh, Brett 1
Kandahar, Afghanistan 1
Kandra, Bob 1, 2, 3
Kappes, Steve 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14
Kara-Murza, Vladimir 1

Karzaï, Ahmed Wali 1, 2, 3

Karzaï, Hamid

Dobbins et 1, 2, 3

en opposition aux Américains 1, 2

en tant que l'homme des États-Unis en Afghanistan 1, 2, 3, 4, 5

Grenier et 1, 2, 3

guerre d'Afghanistan 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11

Neumann sur 1

proposer un accord de paix aux talibans 1, 2

treize années de règne 1, 2, 3

Vogle et 1, 2, 3

Kayani, Ashfaq 1, 2

Kay, David 1, 2

Kelly, John 1, 2, 3

Kelton, Mark 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Kennan, George 1, 2, 3

Kennedy, John F. 1

Kent, Sherman 1

Kerr, Richard 1

Kessler, Donald 1

Khadafi Mouammar 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17

Khalilzad, Zalmay 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

Khan, Abdul Qadeer

à lui seul un axe du mal 1, 2, 3, 4
briefer Bush sur 1, 2, 3, 4
construction de bombes nucléaires 1, 2
envoi de centrifugeuses en Corée du Nord 1, 2, 3
équipe de démantèlement pour 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
espionnage de 1, 2, 3, 4, 5, 6
poursuites judiciaires contre 1
Khan, Samir 1
Khashoggi, Jamal 1, 2, 3
Kilimnik, Konstantin 1, 2, 3, 4
Kim, Andy 1
Kimber, Beth 1, 2
Kim Jong Un 1, 2, 3, 4
Kinney, Beth 1
Kissinger, Henry 1, 2, 3, 4, 5, 6
Kondratiuk, Valeriy 1, 2, 3
Korobov, Igor 1
Kostiw, Mike 1, 2
Koussa, Moussa 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
Krasikov, Vadim 1, 2, 3, 4, 5
Krebs, Chris 1
Krongard, Alvin Bernard « Buzzy » 1, 2, 3
Kulkarni, Sri Preston 1
Kurmasheva, Alsu 1, 2, 3
Kushner, Jared 1, 2
Kwaśniewski, Aleksander 1
LaBonte, Darren 1, 2, 3
Lady, Robert Sheldon 1
Lawler, Jim 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19
Le Carré, John 1

Ledgett, Richard 1

Lee, Jerry Chun Shing 1, 2, 3

Libby, Scooter 1

Liberty, Evan 1, 2

Litvinenko, Alexandre 1

Loi portant réforme du renseignement 1, 2

Loi sur le traitement des détenus 1, 2

London, Douglas 1, 2

Lo Porto, Giovanni 1

Lowenthal, Mark 1

Lute, Doug 1, 2

Lybie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

MacFarland, Sean 1, 2

Maguire, Joseph 1, 2, 3

Maison Russie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18

Makridis, Andy 1, 2, 3

Manafort, Paul 1, 2, 3, 4

Mandia, Kevin 1

Manenti, Alberto 1, 2, 3, 4

Manget, Fred F. 1

Manning, Chelsea 1, 2, 3, 4, 5

Manning, David 1, 2

Manningham-Buller, Eliza 1

Marcos, Ferdinand 1

Marlowe, Dave 1, 2, 3, 4

Marsh, Jim 1, 2

Martin, Marty 1

Massoud, Ahmed 1, 2

Massoud, Ahmed Chah 1, 2, 3, 4, 5

Matlock, Regis 1

Matthews, Jennifer 1, 2, 3, 4, 5

Mattis, James 1, 2, 3

McCain, John 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

McCarthy, Kevin 1

McChrystal, Stanley 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11

McConnell, Mitch 1, 2

McDonough, Dennis 1

McKenzie, Frank 1

McKiernan, David 1

McKinley, William 1, 2, 3, 4

McKinsey & Compagnie 1, 2

McLaughlin, Hugh 1

McLaughlin, John 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13

McManaway, Clayton 1, 2

McMaster, H. R. 1, 2

McRaven, William 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Meadows, Mark 1, 2, 3

Metrinko, Michael 1, 2, 3, 4, 5

Meyer, Christopher 1

Meyer, Gerry 1, 2, 3, 4, 5

Meyerriecks, Dawn 1, 2

Milam, Bill 1

Milices chiites 1

Miller, Frank 1

Milley, Mark 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Milliken, Steph 1

Milošević, Slobodan 1, 2, 3, 4, 5

Mine de sel 1, 2, 3

Ministère chinois de la sécurité d'État 1, 2

Ministère de la sécurité d'État (MSE) 1, 2, 3, 4, 5, 6

Misick, Jami 1, 2, 3

Mitchell, James 1, 2, 3, 4, 5, 6

MKUltra 1, 2

Mobutu, Joseph 1

Modammed, Khalid Cheikh « Moukhtar » 1, 2

Montesinos, Vladimiro 1, 2

Moore, Jeannette 1

Morell, Mike

- armes biologiques de l'Irak et 1, 2, 3, 4
- attaques du 11 septembre et 1, 2, 3, 4, 5, 6
- briefings à Obama 1, 2
- briefing sur Ben Laden 1
- comme directeur adjoint de la CIA 1, 2
- focus sur la lutte antiterroriste 1
- jugement de Rodriguez 1, 2, 3
- Petraeus et 1, 2, 3, 4
- réponse au rapport sur la torture 1, 2, 3
- soutien à Clinton 1
- Suleiman et 1, 2
- sur la manipulation de Trump par Poutine 1, 2
- sur la réorganisation de la CIA par Brennan 1
- sur le message derrière Zero Dark Thirty 1, 2
- sur le recrutement d'agents d'Al-Qaïda 1
- sur le recrutement de Trump par Poutine 1, 2, 3, 4
- sur le règne de Goss 1, 2
- sur les cyberattaques russes 1, 2
- sur l'ingérence de la Russie dans les élections 1

Moubarak, Hosni 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13

Moughniyeh, Imad, assassinat de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11

Mouratov, Dmitri 1

Mowatt-Larssen, Rolf 1, 2

Mudd, Philip 1, 2, 3, 4, 5

Mueller, Christopher 1

Mueller, Robert S., III 1, 2, 3, 4

Mulroy, Mick 1, 2, 3

Mulvaney, Mick 1, 2

Munter, Cameron 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Murray, Pat 1, 2

Musharraf, Pervez 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15

Musk, Elon 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Myers, Richard 1

Nakasone, Paul 1, 2, 3

Nalyvaïtchenko, Valentyn 1

Naryhckine, Sergueï 1, 2, 3, 4, 5

Navalny, Alexeï 1, 2, 3, 4

Navy SEALS brutalisant des prisonniers 1, 2, 3, 4

Negroponte, John 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13

Nétanyahou, Benyamin 1, 2

Nevin, Paul 1, 2, 3, 4

Norman, Duyane 1

Northern Watch 1

Nuland, Victoria 1, 2

Obama, Barack

- Brennan et 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
- Burns et 1, 2, 3, 4
- comme candidat aux présidentielles 1, 2, 3, 4
- discours à la National Defense University 1, 2, 3, 4, 5, 6
- Haines et 1, 2, 3

Hayden et 1, 2, 3

Morell et 1, 2

Mubarak et 1, 2

ordonner la traque de Ben Laden 1, 2

Panetta et 1, 2, 3, 4, 5

raisonnement derrière la guerre par drone 1, 2, 3

ramener les troupes à la maison 1

sur le rôle des agences de renseignement 1

sur les techniques renforcées d'interrogatoire 1, 2, 3

sur l'ingérence de la Russie dans les élections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

sur l'usage de la torture sur prisonniers 1, 2, 3, 4

visite officielle au siège de la CIA 1, 2

O'Connor, Sandra Day 1

Odierno, Ray 1

Œil du chat 1

Office of Personnel Management, le ministère chinois de la sécurité d'État récupère 1, 2

Olson, James 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Omar, Mollah Mohammed 1

Opération d'action secrète ANABASE 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Opération vilain bébé 1

Organisation, l' (agence de renseignement turc) 1

Orwell, George 1

Ouzbékistan 1

Ouzbeks 1

Pachtounes 1

Padilla, Jose 1, 2, 3

Pakistan 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Palestiniens 1

Pandémie du COVID-19 1, 2

Panetta, Leon
Bennett et 1, 2
Biden et 1
comme directeur de la CIA 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
Gates et 1, 2
McRaven et 1
Obama et 1, 2, 3, 4, 5
Rizzo et 1
sur la conférence de presse Trump-Poutine 1
sur la guerre par drone au Pakistan et en Afghanistan 1, 2, 3
sur le Printemps arabe 1
sur l'intérêt de Poutine pour Trump 1, 2
sur l'unité de tueurs 1, 2
Panoplie d'espion 1
Papadopoulos, George 1, 2, 3, 4
Pardo-Maurer, Roger 1
Park, Meroe 1, 2
Partage de renseignement 1, 2, 3, 4
parti Baas 1, 2, 3
Pascale, Mark 1
Pasha, Ahmad Shuja 1, 2, 3, 4
Passaro, David 1
Patel, Kash 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
Patrouchev, Nikolaï 1
Patterson, Anne 1, 2
Pavitt, Jim 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14
Pelosi, Nancy 1, 2, 3
Péninsule de Crimée 1
Pentagone, Bureau des projets spéciaux 1, 2
Pérou, programme Airbridge 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

Peskov, Dmitri 1

Petræus, David

amour de la CIA 1, 2, 3, 4

Balkans et 1, 2, 3

carrière à la CIA 1, 2, 3

chute de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

comme commandant des forces américaines en Irak 1, 2, 3, 4, 5, 6

création de la milice nationale sunnite 1, 2

égo de 1

lettre de mission 1, 2

McCain sur 1

Morell et 1, 2, 3

repenser la CIA 1

réputation 1, 2, 3, 4

sur l'accord de Doha 1

sur la Chine 1

sur le soulèvement en Irak 1

Petrila, James 1

Pfeiffer, Larry 1

Pillar, Paul 1

Pincus, Walter 1

Pitts, Dave 1, 2, 3, 4, 5

Plan de débassification 1

Plan, Le 1, 2, 3, 4

Point d'information quotidien du président 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13

Polgar, Tom 1, 2, 3

Politkoskaïa, Anna 1

Pollock, Kenneth 1

Polymeropoulos, Marc

Balawi et 1
Ben Zeid et 1, 2, 3
combattre Al-Qaïda 1, 2, 3, 4, 5, 6
élément de liaison du Nord irakien 1
exposition au Syndrome de la Havane 1, 2
le besoin de diversité dans le personnel 1
sur la politique étrangère de Trump 1
sur le recrutement d'espions russes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
sur Seidel 1
sur Trump qualifié d'électron libre 1
Pompeo, Mike
à propos du rapport sur la torture 1, 2
attaque contre Clinton 1, 2
comme directeur de la CIA 1
comme secrétaire d'État 1
D'Andrea et 1
façonner la politique étrangère 1
Feinstein et 1, 2
Kim Jong Un et 1, 2, 3, 4
négociations pour l'accord de Doha 1, 2, 3, 4
perte de son escorte armée 1
premier discours en public en tant que directeur 1, 2
première décision concernant le personnel 1
riposter contre WikiLeaks 1, 2
Schlesinger et 1, 2
sites noirs, soutien aux 1, 2
sur l'accord conclu par l'administration Obama avec l'Iran 1, 2, 3, 4
sur la politique étrangère de Trump 1, 2, 3
sur les discussions Trump-Zelensky 1, 2
Trump et 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12
Poste de la CIA à Amman 1, 2, 3, 4

Poste de la CIA à Bagdad 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Poste de la CIA à Kiev 1

Poste de la CIA à Pékin 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14

Poutine, Vladimir. *Voir aussi* Russie

- arsenal pour la guerre par le milieu social 1
- bataille contre Al-Qaïda 1
- Burns et 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
- Bush et 1, 2, 3
- cyberattaque contre l'Estonie 1
- cyberguerre 1, 2, 3
- examen de Bush de 1, 2
- examen de la CIA de 1, 2, 3
- invasion de l'Ukraine 1, 2
- le plaisir de la guerre psychologique 1, 2
- l'intention de prouver au monde la puissance de la Russie 1
- manipuler Trump 1, 2
- menace de l'arme nucléaire 1, 2, 3, 4
- obsession avec l'Ukraine 1, 2
- prime sur les soldats américains 1
- projeter son pouvoir 1
- remise en cause de l'influence internationale des États-Unis 1, 2, 3
- Trump et 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11

Powell, Colin

- argumenter en faveur de la guerre en Irak 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
- Bush et 1, 2, 3
- Conseil de sécurité de l'ONU et 1, 2, 3, 4, 5, 6
- réunion stratégique du NSC 1
- Rumsfeld et 1, 2
- sur les commissions militaires 1

Powell, Sidney 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18

Power, Samantha 1

Prado, Enrique 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14

Priest, Dana 1, 2

Prince, Erik 1, 2

Printemps arabe 1, 2, 3, 4, 5

Prison d'Abou Ghraïb 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Prisonniers de guerre 1

    Voir détention et interrogatoires ; Rapport sur la torture

Programme Airbridge 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11

Programme de prohibition 1

Programme Timber Sycamore 1

Prouty, Gordon 1, 2

Province d'Al-Anbar 1, 2, 3, 4

Qanon 1, 2

Qatar 1

Rakusan, Thomas 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16

Ramadi, Irak 1, 2, 3, 4

Ramaswany, Vivek 1

Rapp, Didi 1

Rapport sur la torture

    commentaires de Pompeo sur 1, 2

    conclusions du 1, 2, 3, 4

    déclassification, discussion à propos de 1, 2, 3, 4

    employés de la CIA défendant l'usage de la torture sur les prisonniers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

    enregistrement vidéos des tortures et 1, 2, 3, 4, 5

    Morell et 1, 2, 3

    réfutation de Hayden 1

    réfutation de Tenet au 1, 2

    réponse préliminaire au 1, 2, 3, 4, 5

Ratcliffe, John 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17

Rauf, Rachid 1, 2, 3, 4, 5, 6

Raven Sentry 1

Reagan, Ronald 1

Rehman, Gul 1, 2

Renseignement d'origine électromagnétique (SIGINT) 1, 2

Renseignement d'origine humaine (HUMINT) 1, 2, 3, 4, 5, 6

Renseignement en imagerie (IMINT) 1

Réveil d'Al-Anbar 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Révélations de Vault 7 1, 2, 3, 4, 5, 6

Revue Panetta 1, 2, 3, 4, 5

Rice, Condoleezza « Condi »

- à propos du *surge* 1, 2
- conclusions du point d'information du NIE sur les ADM 1, 2
- enquête sur la descente des missionnaires et 1, 2, 3
- Meyer et 1
- sur le soulèvement en Irak 1
- sur l'évaluation des renseignements irakiens 1
- Tenet et 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Rice, Susan 1, 2

Richer, Rob 1, 2, 3, 4

Rizzo, John

- 11-Septembre et 1
- Bellinger et 1, 2
- Brennan et 1
- Goss et 1, 2
- Panetta et 1
- programme Airbridge 1, 2, 3
- sur la victoire d'Obama aux élections présidentielles 1
- sur les cassettes vidéos des interrogatoires brutaux 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

sur les techniques d’interrogatoire 1, 2, 3, 4, 5, 6

Roche, Sean 1

Rodriguez, Jose

à propos de la campagne contre Al-Qaïda 1

carrière 1, 2

comme chef de division 1

comme chef de la lutte antiterroriste 1, 2, 3, 4, 5, 6

comme chef du service clandestin 1, 2, 3

défense de la technique de waterboarding 1

défense de l’utilisation de la torture sur les prisonniers 1

enquête criminelle sur 1, 2, 3, 4, 5

enrôler le soutien de la Russie 1

gestion du centre de lutte antiterroriste 1, 2, 3

gravir les échelons 1, 2, 3

Grenier, licenciement 1, 2, 3

Haspel et 1

Helgerson et 1

Kayani et 1, 2, 3, 4

Morell et 1, 2

recherche pour un interrogateur en chef 1, 2

sous-traitance à Blackwater 1, 2

sur Foggo 1, 2, 3

sur la tentative de dissimulation de la descente des missionnaires 1

sur les cassettes vidéos des interrogatoires brutaux 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

sur l’interrogatoire de Zoubaydah 1, 2

terroristes de haut niveau 1, 2

Rohrabacher, Dana 1, 2

Roman, Khalil 1

Root, Elihu 1

RT 1, 2

Rubin, Barnett 1, 2, 3

Rueda, Luis 1

Archibald et 1

au poste à Baghdad 1

carrière 1, 2, 3, 4

Cheney et 1, 2

en tant que chef du groupement opérationnel Irak 1, 2, 3

plan d'action clandestine ANABASE 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14

sur la collecte de renseignements en Irak 1

sur la promotion des intérêts nationaux des États-Unis 1

sur le mauvais traitement des prisonniers irakiens 1

Tenet et 1, 2

Wolfowitz et 1, 2, 3

Rumself, Donald

11-Septembre et 1

être contre la *surge* 1

Powell et 1

réunion stratégique du NSC 1, 2

stratégie sur l'Irak 1, 2

sur la décision de poursuivre Saddam Hussein 1

sur le degré de danger présenté par le terrorisme 1, 2

sur l'élaboration du plan d'invasion de l'Irak 1

sur les bombardements en Afghanistan 1, 2

Tenet et 1, 2

Russie. *Voir aussi* Poutine, Vladimir

annexer la péninsule de Crimée 1

brèche dans les archives des ordinateurs du département d'État 1

collaborer dans la lutte antiterroriste avec 1, 2, 3, 4, 5

créer un plan incluant l'ensemble du gouvernement contre 1, 2

cyberguerre 1, 2, 3

enrôler le soutien de 1

guerre clandestine contre les États-Unis 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

guerre d'espionnage contre les États-Unis 1, 2

ingérence dans les élections par 1, 2

Voir Ingérence dans les élections

invasion de l'Ukraine 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

opérations dans l'environnement des réseaux sociaux 1

opérations d'influence 1, 2, 3

service de renseignements à l'étranger 1, 2

Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie (FSB) 1

tactiques de désinformation 1, 2, 3, 4, 5

vol 17 de la Malaysia Airlines et 1

Saleh, Amrullah 1

Sanchez, Ricardo 1, 2

Sanger, David 1

Sanner, Beth 1

Satterfield, David 1, 2

Schiff, Adam 1, 2, 3

Schlesinger, James 1, 2

Scholz, Olaf 1, 2, 3, 4, 5

Schroen, Gary 1, 2, 3, 4, 5, 6

Schulte, Josh 1, 2

Scorecard (système de logiciel) 1

Scorpions, les 1, 2

Secrets, communication, protocole pour 1

Seidel, Charlie 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20

SERE — Survie, Esquive, Résistance, Évasion 1

Service de renseignement néerlandais 1, 2, 3, 4, 5

Service de sécurité d'Ukraine (SBU) 1, 2

Service renseignements irakiens 1

Sessions, Jeff 1, 2

Shkin, Afghanistan 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Sipher, John 1, 2

SIPRNet (Secret Internet Protocol Router Network) 1, 2

Sites noirs. *Voir aussi* rapport sur la torture

- abus commis dans 1, 2
- Bush reconnaissant l'existence de 1, 2, 3, 4
- destruction des preuves de 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
- écroulement de 1, 2
- Foggo chargé de construire 1
- interrogatoires à 1
  - Voir détention et interrogatoires
- porté à la connaissance du public 1, 2, 3
- soutien de Pompeo à 1, 2

Skotchilencko, Alexandra (Sasha) 1

Smolenkov, Oleg 1, 2

Snapshots 1, 2

Snowden, Edward 1

Soleimani, Ghassem 1, 2, 3, 4, 5, 6

Sondland, Gordon 1, 2

Sotomayor, Sonia 1

Soudan 1, 2

Soufan, Ali 1, 2

Soufis 1, 2

Souleiman, Omar 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Steele, Christopher 1

Stevens, Chris 1

Stiles, Ken 1

Stolz, Richard 1

Stone, Roger 1, 2

Storer, Cindy 1

Stormoen, Steve 1, 2

Subir la détention par l'ennemi 1

Sulick, Mike 1, 2, 3, 4

Sullivan, Jake 1, 2

Sullivan, John 1

Sunnites 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Surge, la 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Swanner, Mark 1, 2, 3, 4

Sylvester, Tom 1

- carrière 1, 2, 3
- comme chef de poste à Damas 1, 2
- élément de liaison du Nord irakien 1, 2, 3, 4
- Opération Vilain Bébé 1, 2, 3
- pensées de 1
- prévision de l'invasion de l'Ukraine par la Russie 1
- produire du renseignement en temps-réel 1, 2, 3
- sur la reconstruction les services de renseignement de l'Ukraine 1, 2
- sur le partage de renseignement 1, 2, 3
- sur les menaces auxquelles l'Amérique doit faire face 1
- sur le soulèvement en Irak 1, 2
- sur l'importance du renseignement humain 1, 2, 3
- sur Rakusan 1

Syndrome de la Havane 1, 2

Syrie

- combattants étrangers de 1, 2, 3, 4, 5
- comme État policier 1
- Damas 1, 2
- frappe d'Israël sur 1

frappes préemptives contre, discussions au sujet de 1, 2, 3
l'influence de Poutine sur Trump au sujet de 1
Printemps arabe 1, 2, 3, 4
programme d'armement nucléaire 1, 2, 3, 4, 5, 6
programme Timber Sycamore 1
Système de prison 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
Voir sites noirs
Systèmes clandestins de communications 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
Tahérian Fard, Mohammad Ebrahim 1
Talabani, Jalal 1, 2
Talibans pakistanais 1
Taliban. *Voir aussi* accord de Doha 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21
Task force du commandement interarmées des unités d'opération spéciales (JSOC) 1, 2
Task force Pérou 1, 2, 3, 4, 5
Tata, Anthony 1, 2
Tchéka 1
Team Echo 1, 2, 3, 4
Technique de l'estrappade 1
Technique de waterboard 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
Techniques d'interrogatoire. *Voir aussi* détention et interrogatoires
estrapade 1
manuel d'exploitation des ressources humaines 1
méthodes Sere 1, 2, 3
non coercitives de pression sociale 1
protocoles 1, 2
renforcées 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
torture vs 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
utilisées sur Zoubaydah 1, 2, 3, 4, 5
waterboarding 1, 2, 3, 4

Techniques renforcées d’interrogatoire 1

Voir détention et interrogatoires

Tenet, George

11-Septembre et 1

annonce de départ à la retraite 1

Black et 1, 2

Bremer et 1

Bush et 1, 2, 3, 4

carrière 1

comme directeur de la CIA 1, 2

Commission sur le 11-Septembre et 1, 2

conclure un accord avec Souleiman 1

créer la mission du WINPAC 1

créer la nouvelle mission de la CIA 1, 2, 3, 4

défense de la CIA 1, 2, 3, 4, 5

discours à l’Université de Georgetown 1, 2

étude du discours sur l’état de l’Union 1, 2

faire le serment de reconstruire la CIA 1, 2

Goss et 1, 2

Hayden et 1, 2

hypothèses sur les prochaines cibles d’Al-Qaïda 1, 2, 3, 4

museler le conseiller à la sécurité nationale 1

Musharraf et 1

pire jour à la CIA 1

prédire l’échec des renseignements américains 1, 2

réfutation du rapport sur la torture 1, 2

Rice et 1, 2, 3, 4, 5, 6

Rueda et 1

Rumsfeld et 1

sur le fait de ne pas faire d’erreur 1

sur l’interrogatoire de Zoubaydah 1

témoignage devant la commission du Congrès sur le renseignement 1, 2
témoignage devant la Commission sénatoriale des forces armées 1, 2
tentative de dissimulation de la descente des missionnaires 1, 2
tromper Beers 1, 2
Tillerson, Rex 1, 2
Tinner, Urs 1
Tora Bora 1, 2, 3, 4, 5
Total Intelligence Solutions 1
Travers, Russ 1
Truman, Harry 1
Trump, Donald
abolir les escortes armées 1, 2
abus de pouvoir et faire obstruction au Congrès 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14
acquittement par le Sénat de 1
attaques contre les édifices de la sécurité nationale 1, 2
attaque sur la valeur morale de son opposante 1
avis sur les problématiques de politique étrangère 1
Barr et 1, 2
Burns et 1
comme candidat aux présidentielles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
comme danger existentiel pour la nation 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
comme président-élu 1, 2, 3, 4
débat présidentiel 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
démolir l'accord d'Obama avec l'Iran 1
dénigrer la communauté américaine du renseignement 1
dîner des correspondants de presse de la Maison Blanche 1, 2, 3
discours d'investiture 1
enquête de mise en accusation 1, 2
esprit conspirateur de 1, 2

Haspel et 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20

lanceur d'alerte faisant un rapport sur 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

obsession avec l'ingérence russe dans les élections 1, 2

Pompeo et 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

pourrir la CIA et le FBI 1, 2, 3, 4

Poutine et 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17

promesse d'étendre la domination américaine 1

purge idéologique 1, 2, 3

purger les employés de gouvernement déloyaux 1, 2

remplacer les têtes du renseignement après avoir perdu les élections 1, 2, 3, 4

requête faite à la Russie de pirater les e-mails de Clinton 1, 2

se ranger avec Poutine au détriment de la communauté du renseignement 1, 2, 3

sur Assange 1, 2, 3, 4

sur la guerre en Afghanistan 1, 2, 3

sur Qanon 1

tweet d'invitation à l'insurrection 1

visite officielle au siège de la CIA 1, 2

Zelensky et 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Turner, Hugh 1, 2, 3

Turquie 1

Ukraine. *Voir aussi* la guerre Russie-Ukraine

l'influence de Poutine sur Trump au sujet de 1, 2

lutte pour 1

reconstruction des services de renseignement par les États-Unis 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Service de renseignement d'Ukraine (SBU) 1, 2

Trump coupant les renseignements américains de 1, 2

Zelensky, Volodymyr 1, 2, 3

Union patriotique du Kurdistan 1

Union soviétique, chute de 1, 2

Ushakov, Yuri 1, 2

van der Meulen, Hendrick 1

Vietnam 1, 2, 3

Vindman, Alexander 1, 2, 3

Vogle, Greg 1

- carrière 1, 2
- comme chef de poste adjoint de Baghdad 1
- comme chef de poste à Kaboul 1, 2, 3, 4
- comme directeur adjoint des opérations 1, 2
- décoré de la Distinguished Intelligence Cross 1
- Grenier et 1, 2, 3
- guerre en Afghanistan 1, 2, 3, 4
- influence de 1
- Karzaï et 1
- mener la réorganisation de la CIA 1, 2

Vol 17 de la Malaysia Airlines 1, 2, 3

Wali, Abdul 1

Walker, Mike 1

Wallace, William 1

Walpole, Bob 1, 2

Waltz, Michael 1

Wang, Robert S. 1

Warren, Andrew 1

Webb, Cindy 1, 2, 3, 4

Weinstein, Warren 1

Weissgold, Linda 1, 2

Weniger, Patrick 1, 2, 3, 4

Whelan, Paul 1, 2, 3, 4, 5

WikiLeaks 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20

Wiley, Winston 1

Wilkerson, Lawrence 1

Wilkes, Brent 1

Wilson, Woodrow 1

Winograd, Mike 1

WINPAC 1, 2, 3, 4, 5, 6

WIRe (Worldwide Intelligence Review) 1, 2

Wise, Charlie 1, 2, 3, 4, 5, 6

Wise, Doug 1, 2

Wolfowitz, Paul 1, 2, 3, 4, 5, 6

Wood, Chris 1, 2

Wood, Kristin 1, 2

Woodward, Bob 1, 2

Xi Jinping 1, 2, 3, 4

Yoo, John 1

Yougoslavie 1, 2

Yovanovitch, Marie 1, 2

Zarkaoui, Abou Moussab Al- 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Zelensky, Volodymyr 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13

Zelikow, Philip 1, 2

Zero Dark Thirty (film) 1, 2

Zinni, Anthony 1

Zirbel, Matt 1, 2, 3, 4

Zoubaydah, Abou 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library